

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°16 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Réforme de la police	p. 642			45 ^e séance	Judi 28 juin 2018
Exécution des peines	p. 652	Sommaire des séances publiques n°45 à 48	p. 673	46 ^e séance	Mardi 3 juillet 2018
Accès au cannabis à des fins médicales	p. 629	Sommaire des questions parlementaires	p. Q222	47 ^e séance	Mercredi 4 juillet 2018
Aides en faveur des PME	p. 667			48 ^e séance	Judi 5 juillet 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



La Chambre des Députés en chantier



Le sol de la salle plénière, élément majeur du chantier



Le câblage a été entièrement mis à jour.



Les portraits officiels ont été mis à l'abri.



Le Président Mars Di Bartolomeo inspecte l'avancée des travaux.



La salle plénière retrouve peu à peu son aspect habituel.

20 entreprises, six bureaux spécialisés et quelque 130 ouvriers sont impliqués dans la grande opération de rénovation technique de la Chambre des Députés qui doit s'achever avant la rentrée parlementaire du 30 octobre 2018.

Architectes, ingénieurs, experts en sécurité et en acoustique étaient à pied d'œuvre durant tout l'été et travaillent actuellement à l'achèvement de ce chantier conséquent. La mise à jour de l'infrastructure assurant la retransmission sur Chamber TV a été un des aspects majeurs du chantier. Elle est renouvelée après 19 ans et quelque 1.200 enregistrements et retransmissions en direct. L'objectif est de rester au plus près des standards modernes et d'assurer une réception optimale à domicile des débats qui ont lieu en salle plénière.

Dix kilomètres de câbles

Plus de dix kilomètres de câbles ont été nécessaires pour assurer tous les raccords requis, des écrans de la régie aux caméras en passant par les infrastructures réseau et fibre optique qui servent pour les connexions Internet, le système électronique qu'utilisent les députés lors des votes, ou encore la retransmission des images en direct.

La régie, qui est un des dispositifs techniques les plus importants de la Chambre, a également été renouvelée entièrement. Elle sera reliée à huit nouvelles caméras haute définition, dont six dans la salle plénière et deux dans une salle destinée aux commissions parlementaires et aux rencontres internationales dans le bâtiment Printz-Richard. Dès la rentrée parlementaire après les élections législatives du 14 octobre 2018, les contenus vidéo produits seront en haute définition, ce qui permettra d'en tripler la qualité d'image. Le système de contrôle des caméras a également été mis à jour avec des moniteurs plus modernes et de nouveaux instruments pour piloter les caméras.

Adaptation aux personnes à mobilité réduite

Côté mobilier parlementaire, la Chambre va également connaître une évolution, sans pour autant changer le style de l'intérieur. L'espace entre les bancs des députés sera augmenté de quelques centimètres afin de permettre une meilleure circulation dans la salle.

Le pupitre de l'orateur sera quant à lui entièrement réaménagé, notamment afin de permettre à des personnes à mobilité réduite

d'avoir un accès adapté. Un dispositif électrique permettra d'en modifier l'élévation, par exemple pour assurer une position optimale à un orateur qui se déplacerait en chaise roulante.

Le tapis, dont l'apparence ne se trouve pas changée, est pourtant entièrement neuf. Il a dû être retiré, d'une part, parce qu'il était usé, d'autre part, afin de pouvoir accéder au câblage de la salle plénière.

Protection du patrimoine

De nombreux experts, dont des spécialistes du Musée national d'histoire et d'art, sont intervenus tout au long du chantier. Ces derniers se sont notamment chargés de vérifier le bon état des objets appartenant au patrimoine historique de la Chambre qui contient de nombreuses sculptures et tableaux.

Les portraits des membres de la famille grand-ducale ont été mis à l'abri à l'occasion des travaux et stockés dans des films protecteurs afin de s'assurer qu'ils ne soient pas abîmés. Ils pourront découvrir leur cadre rénové d'ici la rentrée parlementaire en automne.

Savoir-faire luxembourgeois

M. Jean Grotz, responsable du Service achats, gestion des biens et bâtiments et sécurité de la Chambre des Députés, a assuré la coordination du chantier et des différents intervenants. Il se félicite de la façon dont les travaux se déroulent, soulignant notamment la ponctualité des entreprises impliquées et le peu d'imprévus à signaler. Pour lui, ce chantier montre les compétences des entreprises luxembourgeoises qui représentent la grande majorité des sociétés impliquées. Celles-ci ont su mener à bien un projet ambitieux en respectant un cahier des charges complexe et pluridisciplinaire.

Les visites reprennent fin octobre

La Chambre ne sera pas ouverte aux visiteurs pendant la durée du chantier. Les visites guidées, organisées sur rendez-vous pour des groupes à partir d'une dizaine de personnes, reprendront avec la rentrée parlementaire fin octobre 2018. Plus d'informations sur les visites sur www.chd.lu dans la rubrique «La Chambre et vous».

44^e Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)

Les parlements de la francophonie à l'ère du numérique



(de gauche à droite) Mme Viviane Loschetter, M. Jorge Pedro Maurício dos Santos, Président de l'Assemblée nationale du Cabo Verde, et M. Alex Bodry à la 44^e Session annuelle de l'APF

La 44^e Session annuelle de l'APF à Québec, placée sous le thème «les bonnes pratiques des parlements à l'ère du numérique», a réuni près de 300 parlementaires de 58 sections de l'APF. La délégation luxembourgeoise était représentée par M. Alex Bodry et Mme Viviane Loschetter.

Suite à des réunions du Bureau, du Réseau des femmes parlementaires et des quatre commissions de l'APF, les délégations ont assisté à la cérémonie officielle d'ouverture lors de laquelle elles ont pu entendre M. Jacques Chagnon, Président de l'Assemblée nationale du Québec et Président de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, M. Sébastien Proulx, Ministre québécois de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ainsi que Mme Michaëlle Jean, Secrétaire générale de la francophonie.

À Québec, les parlementaires ont adopté quatorze résolutions portant notamment sur la dénonciation des agressions sexuelles, la traite des êtres humains, la protection des données personnelles, la crise migra-

toire, les situations politiques au Burundi et en RDC, l'abolition de la peine de mort, la lutte contre le radicalisme religieux et l'éthique et la déontologie dans les parlements. Ils ont ensuite adopté la déclaration de Québec sur le numérique.

Fut par ailleurs approuvée la création du Réseau des jeunes parlementaires de l'APF, qui a pour objectif de rassembler les jeunes parlementaires autour des valeurs de la francophonie, de favoriser les échanges d'expertise et d'encourager la solidarité. Les parlementaires ont également adopté l'adhésion du Congrès de la Nouvelle-Calédonie en tant que membre de l'APF et approuvé deux nouveaux observateurs: l'Assemblée de la République du Kosovo et le Sénat et la Chambre des Députés du Mexique.

En sa qualité de trésorier, M. Alex Bodry a présenté les rapports financiers et budgétaires de l'APF. Il est par ailleurs intervenu sur l'actualité politique luxembourgeoise en commission et plus particulièrement sur les élections législatives, la probléma-

tique du logement, de la mobilité et de la croissance, ainsi que sur la réforme constitutionnelle en cours.

À l'occasion du débat général sur la numérisation, il a présenté aux membres de l'APF l'instrument de la pétition électronique de la Chambre des Députés qui connaît un franc succès au Grand-Duché depuis son introduction en 2014.

Enfin, lors d'un échange de vues avec la Secrétaire générale de la francophonie, Mme Michaëlle Jean, M. Alex Bodry a soulevé la question des instruments dont dispose l'OIF pour réduire la fracture numérique, garantir la neutralité d'Internet et favoriser un accès équitable et non discriminatoire aux nouvelles technologies ainsi qu'à l'éducation au numérique. Une autre interrogation de sa part portait sur le rôle de l'OIF dans la lutte contre la manipulation d'informations et notamment les tentatives d'influencer des débats démocratiques, des référendums et des élections par l'intermédiaire des réseaux sociaux.

Préparatifs de la LX COSAC à Vienne

Du 18 au 20 novembre 2018, le Parlement autrichien organisera la LX Conférence interparlementaire des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) à Vienne, qui débatera, entre autres, de la présidence autrichienne du Conseil de l'Union européenne, des prochaines élections européennes, du Brexit et de l'action pour le climat et l'union de l'énergie.

En préparation de cette réunion, les différentes chambres parlementaires s'expriment actuellement sur les sujets à l'ordre du jour par le biais d'un questionnaire préparé par la présidence autrichienne. Les réunions de la COSAC sont en effet généralement précédées par l'envoi d'un questionnaire dont les réponses donneront lieu à un rapport à l'issue de la réunion en plénière.

Dans ce contexte, il semble opportun de présenter ou rappeler les travaux de cet organe de coopération parlementaire. Créée en 1989 à l'initiative de M. Laurent Fabius, alors

Président de l'Assemblée nationale française, pour renforcer le contrôle parlementaire des affaires européennes, et plus particulièrement la participation des parlements nationaux dans les affaires européennes, la COSAC réunit les commissions des parlements nationaux spécialisées dans les affaires européennes et les représentants du Parlement européen.

Formellement reconnue par le protocole annexé au traité d'Amsterdam, elle figure également dans le traité de Lisbonne qui stipule que la COSAC «peut soumettre toute contribution qu'elle juge appropriée à l'attention du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. Cette conférence promeut, en outre, l'échange d'informations et de meilleures pratiques entre les parlements nationaux et le Parlement européen».

Lors des réunions semestrielles de la COSAC, chacun des parlements est représenté par six membres. En

outre, les parlements nationaux des pays candidats sont invités à y participer en envoyant chacun trois observateurs. Chaque réunion semestrielle est précédée d'une réunion préparatoire des présidents des commissions spécialisées dans les affaires européennes.

Ainsi, la réunion du 18 novembre 2018 a été préparée par les présidents de la COSAC en juillet, avec la participation de M. Marc Angel dans sa fonction de Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. À cette occasion, le député luxembourgeois a pu souligner, dans le cadre des travaux de la présidence autrichienne, l'importance de faire avancer la réforme du système de Dublin, pour rendre le régime d'asile européen plus juste, et de développer la dimension sociale de l'UE pour protéger les citoyens européens de la pauvreté.



M. Marc Angel a représenté le Parlement luxembourgeois.

Formation et échange entre agents des parlements francophones



Les participants au séminaire de formation à l'Abbaye de Neumünster

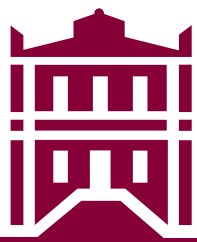
Une quarantaine d'agents des assemblées parlementaires d'un ensemble de pays francophones (Canada, Belgique, Maroc, Sénégal, Madagascar, Cambodge, etc.) ont parti-

cipé à un séminaire de formation coorganisé par la Chambre des Députés et le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les collaborateurs parlementaires ont eu l'occa-

sion d'échanger avec des experts et des chercheurs sur différentes évolutions concernant le parlementarisme. Le séminaire a eu lieu à l'Abbaye de Neumünster à Luxembourg ainsi

qu'à Bruxelles entre le 10 et le 14 septembre 2018. Cette initiative est née de la volonté de la Chambre des Députés d'encourager la formation continue et le développement des

compétences afin de développer l'expertise de ses agents. Ce séminaire s'inscrit dans une logique de coopération au sein de la francophonie que la Chambre soutient activement.



Réforme de la Police I

7040 - Projet de loi relative au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale

Le projet de loi vise à réformer le régime disciplinaire du personnel policier de la Police grand-ducale. Il s'agit de doter la Police d'un régime disciplinaire moderne répondant aux exigences dégagées par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et de nos juridictions administratives.

La discipline dans la Police est actuellement régie par la loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique qui, à part quelques adaptations lors de la création du service de police judiciaire en 1992 et de la réorganisation des forces de l'ordre en 1999, n'a pas subi de modifications quant au fond depuis sa promulgation.

La loi de 1979 avait créé un régime disciplinaire unique pour les corps de l'Armée, de la Gendarmerie grand-ducale et de la Police, dont l'organisation et le fonctionnement étaient à l'époque réglés par la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire.

Depuis lors, la Gendarmerie et la Police ont fusionné en un seul corps, l'Inspection générale de la Police (IGP) a été créée et l'Armée réformée. La Police grand-ducale et l'Armée ont été dotées chacune d'une loi organique propre fixant leur organisation, leurs missions et leurs modes de recrutement respectifs. Le régime disciplinaire n'ayant jamais été adapté à fond aux nouvelles réalités et exigences des deux corps, la nécessité d'une réforme de celui-ci est devenue incontestable.

Les innovations majeures apportées au régime disciplinaire de la Police consistent en :

- la séparation du régime disciplinaire de la Police grand-ducale de celui de l'Armée;
- l'intervention d'un organe indépendant et impartial, à savoir le département «instructions disciplinaires» de l'Inspection générale de la Police, dans la procédure disciplinaire;
- l'instauration d'une procédure disciplinaire unique (l'ancien régime prévoyant en effet deux procédures distinctes en fonction du type de sanction à infliger);
- l'adaptation du régime disciplinaire du cadre policier aux exigences d'une procédure transparente, respectueuse des garanties dégagées par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et des juridictions administratives ainsi que des principes généraux de droit;
- le rapprochement autant que possible de la procédure disciplinaire du cadre policier à celle

applicable aux fonctionnaires et employés publics, régie par la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Dans les dispositions générales du premier chapitre du projet de loi, il est précisé que le statut disciplinaire s'applique au personnel du cadre policier de la Police et aux fonctionnaires stagiaires du cadre policier. En outre, sont énumérées les dispositions du statut général des fonctionnaires de l'État qui s'appliquent aux policiers.

Le deuxième chapitre concerne les principes de la discipline policière, dont les droits et devoirs concernant les ordres de service et la hiérarchie.

Le troisième chapitre traite des récompenses que le ministre ou le directeur général de la Police peut décerner au policier afin d'honorer des actes de courage ou de dévouement, le zèle, l'esprit de discipline et la manière de servir.

Le quatrième chapitre énumère les sanctions disciplinaires, de l'avertissement jusqu'à la perte de l'emploi, applicables lors d'un manquement aux principes de la discipline policière, et ceci sans préjudice de l'application éventuelle d'une sanction pénale.

Le cinquième chapitre prévoit les mesures conservatoires d'une affectation temporaire à un autre service de la Police et d'une suspension de l'exercice des fonctions, lorsque le policier fait l'objet d'une enquête ou d'une instruction préparatoire en application des dispositions du Code de procédure pénale ou d'une procédure disciplinaire.

Le sixième chapitre s'occupe de l'application des sanctions disciplinaires et prévoit la possibilité de suspendre la procédure disciplinaire en attendant le résultat d'une poursuite devant une juridiction répressive.

Les chapitres sept et huit règlent en détail le déroulement de la procédure disciplinaire et du recours.

Le chapitre neuf prévoit que l'action disciplinaire se prescrit par trois ans et que, au cas où la faute disciplinaire constitue en même temps une infraction à la loi pénale, la prescription de l'action disciplinaire n'est en aucun cas acquise avant la prescription de l'action publique.

Le dixième chapitre concerne la révision d'une procédure disciplinaire.

Le chapitre onze prévoit que la loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique ne sera plus applicable aux policiers. Ainsi, le régime disciplinaire de la Police sera définitivement séparé de celui applicable à l'Armée.

Suivant ce système, le procureur général d'État est en charge de l'exécution des peines, du traitement pénologique des détenus et de l'aménagement de leurs peines. Le procureur général d'État délègue ces missions à un membre du parquet général qui porte le titre de „délégué(e) du procureur général d'État à l'exécution des peines“.

Il faut, en matière d'exécution des peines, distinguer deux volets importants. Le premier est l'exécution des peines elle-même, liée à la nature et aux limites de la peine telle qu'elle a été infligée par la juridiction. Le deuxième est ce qu'on appelle le régime pénitentiaire, ce qui renvoie à la vie et au traitement en milieu carcéral, comme par exemple le travail ou la santé du détenu. «Strafvollstreckung» vs «Strafvollzug» en allemand.

Aujourd'hui, les textes normatifs luxembourgeois ne prévoient pas de distinction entre ces deux volets. Pourtant, les juridictions administratives ont été saisies par des détenus attaquant des décisions du procureur général, à qui incombent les compétences dans les deux volets. Elles ont donc, faute de distinction entre les deux volets dans les textes, dû se pencher sur la question du recours et de la nature des différentes décisions prises par le procureur général.

Suivant la jurisprudence administrative, les détenus peuvent attaquer des décisions relatives au „régime pénitentiaire“, donc des décisions administratives qui affectent son droit d'être traité selon le droit commun, devant les juridictions administratives. Par contre, les décisions susceptibles de modifier la nature ou les limites d'une peine prononcée par les juridictions judiciaires, se sont vu reconnaître une nature judiciaire et non pas administrative, non susceptible de recours devant les juridictions administratives. Étant donné qu'aucune voie de recours n'est prévue devant les juridictions judiciaires, les détenus ne disposent donc pas de voie de recours.

Dans une recommandation n°30-2008 du 27 février 2008, le médiateur a jugé nécessaire un remaniement du système d'exécution des peines et a préconisé entre autres la création de la fonction de juge à l'application des peines.

Un projet de loi fut déposé le 12 janvier 2012 portant réforme de l'exécution des peines (projet n°6381). Ce projet visait à introduire une chambre d'application des peines décidant de l'octroi ou du refus des aménagements dans le cadre de l'exécution des peines.

Le présent projet de loi continue les travaux entamés par le projet de loi n°6381 portant réforme de l'exécution des peines afin d'éviter une illisibilité des textes suite au nombre élevé d'avis rendus et d'amendements qui en auraient découlé. Le présent projet de loi prend en compte les avis formulés au sujet du projet initial et doit être lu ensemble avec le projet de loi n°7042 portant réforme de l'administration pénitentiaire, qui remplace le projet de loi n°6382.

La réforme s'inscrit dans le débat sur la question de savoir si la peine est une instance séparée ou une continuation du procès pénal initial. Elle suit cependant la voie d'une instance séparée, considérant que l'exécution des peines est destinée à préparer l'avenir du condamné, tandis que le procès pénal se penche sur le passé afin de statuer sur la question de la culpabilité du prévenu et sur la peine éventuelle qui en découle.

Les objectifs de cette réforme visent à améliorer la situation du détenu en ce qui concerne ses chances d'insertion sociale et sa situation juridique, tout en gardant au maximum possible les avantages de flexibilité du système antérieur.

La loi en projet prévoit ensemble avec le projet de loi n°7042, trois acteurs principaux en matière d'exécution des peines: l'administration pénitentiaire, chargée de la gestion des prisons et de la détention, notamment à travers le plan volontaire d'insertion, le procureur général d'État et son délégué, chargés de l'exécution des peines, et la chambre d'application des peines, chargée de statuer sur les recours introduits par les condamnés.

1. Création d'une chambre d'application des peines

La principale innovation du projet de loi est la création d'une chambre d'application des peines. Le détenu portera devant cette nouvelle chambre ses recours contre les décisions du procureur général d'État et de l'administra-

tion pénitentiaire en matière d'exécution des peines.

Suite aux remarques du Conseil d'État au sujet du projet de loi n°6381, le pouvoir décisionnel, quant aux modalités de l'exécution des peines, reste dans le présent projet entre les mains du procureur général d'État. La chambre d'application des peines est instituée au niveau de la seule Cour d'appel, comme une instance de recours que le détenu peut saisir lorsqu'il conteste une décision prise par le procureur général d'État.

La chambre d'application des peines siège en principe en chambre du conseil, en formation collégiale de trois magistrats. Elle siège en composition de juge unique en cas de recours en matière de congé pénal, de recouvrement d'amendes et d'acceptation des cautions, de requête en matière d'interdiction de conduire, de difficultés relatives à l'exécution de ses propres décisions ou de celles du procureur général d'État et en matière de recours disciplinaires.

Le recours devant la chambre d'application des peines est à introduire endéans un délai de huit jours ouvrables à compter du jour de la notification de la décision, soit par le condamné au greffe de la chambre de l'application des peines, soit par son avocat. Lorsqu'il est incarcéré, le recours peut être déclaré au greffe du centre pénitentiaire.

Le recours doit contenir un exposé sommaire des moyens.

La chambre d'application des peines peut décider de convoquer le condamné et toute autre personne.

Aucun recours ni pourvoi en cassation n'est possible contre les arrêts de la chambre de l'application des peines.

2. Normalisation du sursis

Une autre innovation centrale de ce projet de loi découle du nouvel article 195-1 du Code de procédure pénale. En matière correctionnelle et criminelle, une motivation spéciale sera désormais requise lors du prononcé d'une peine d'emprisonnement sans sursis. Le sursis devient ainsi la norme, ce qui marque un changement profond puisqu'auparavant, le sursis était considéré comme une faveur et une motivation du refus de sursis n'était pas requise.

3. Les modalités d'aménagement de la peine

Le Luxembourg a vu l'introduction de la surveillance électronique en matière d'exécution des peines dans le cadre d'une phase d'essai en 2007. L'expérience a été majoritairement positive, avec un taux d'échec réduit. Par conséquent, la présente loi en projet prévoit la création d'une base légale en introduisant la surveillance électronique dans la loi en tant que moyen de contrôle à distance des déplacements d'une personne dans le temps qui pourra être imposé par le juge d'instruction dans le cadre du contrôle judiciaire. Le but de cette disposition est de potentiellement réduire le nombre de détenus préventifs en encourageant le juge d'instruction à recourir, si possible, aux moyens de surveillance comme les bracelets électroniques au lieu de la détention préventive.

La surveillance électronique peut être un moyen pour tenir compte de la situation particulière d'un condamné et ainsi augmenter la qualité de sa détention, ce qui favorise aussi sa réinsertion dans la société. Par ailleurs, le projet de loi tient compte des expériences des dernières années en matière de surveillance électronique et crée aussi la base légale pour une utilisation future de bracelets électroniques qui utilisent la technologie GPS.

Le projet reprend également d'autres modalités d'aménagement de la peine telles que l'exécution fractionnée, la semi-liberté (qui entraîne le transfèrement vers le centre pénitentiaire de Givenich), le congé pénal, la suspension de l'exécution de la peine, la libération anticipée et la libération conditionnelle.

À noter que le régime de semi-liberté peut désormais être appliqué au condamné dès sa condamnation.

Les dispositions relatives aux conditions de durée de détention avant qu'un congé pénal ou une libération conditionnelle ne puissent être accordés sont précisées par rapport aux dispositions actuelles afin de pouvoir différencier entre les nombreuses hypothèses qui peuvent se présenter.

En cas de refus d'une demande en vue de l'octroi d'une des modalités d'aménagement de la

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, le 31.08.2016

Rapporteur: M. Alex Body

Travaux de la Commission de la Force publique

(Présidente: Mme Claudia Dall'Agnol):

27.09.2016 Présentation du projet de loi

16.01.2017 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

02.02.2017 Continuation des travaux

05.10.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation des grandes lignes d'amendements gouvernementaux

14.06.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

25.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2018

Loi du 18 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°622, page 1

Exécution des peines

7041 - Projet de loi du jj/mm/aaaa modifiant:

1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines;

2° le Code pénal;

3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; et

4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Le système de l'exécution des peines tel que nous le connaissons actuellement trouve son origine dans une loi de 1964 (loi du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale). Malgré deux réformes (1984 et 1997), la structure du système est restée la même.



peine, une nouvelle demande ne peut être introduite avant le délai de deux mois, sauf survenance d'éléments nouveaux.

4. Déplacement des juridictions et des magistrats

Afin que ceux-ci puissent exécuter leurs missions, le projet de loi prévoit que les juridictions

et les magistrats saisis d'un dossier impliquant une personne détenue puissent se rendre au centre pénitentiaire en question. Cette disposition vise à réduire considérablement le transport de détenus entre la cité judiciaire et les centres pénitentiaires, diminuant ainsi le risque d'incidents et les coûts de transport.

tion pénitentiaire sera dorénavant responsable de la mise en œuvre de la détention, qui auparavant relevait des compétences du procureur général d'État. L'exécution des peines, quant à elle, restera cependant entre les mains du procureur général sous le contrôle juridictionnel de la chambre de l'application des peines. Ainsi, le projet de loi vise aussi à créer une distinction entre les notions de «régime pénitentiaire» et d'«exécution des peines».

L'administration pénitentiaire sera également en charge de veiller à ce que toutes les informations disponibles au sujet d'un détenu soient transférées avec lui, dont avant tout le plan d'insertion volontaire. Elle devra de manière générale veiller à une bonne collaboration entre les trois centres pénitentiaires.

Au sein des centres pénitentiaires, toutes les dispositions sont prises pour assurer aux détenus du travail, des formations, les enseignements fondamentaux, du sport et un accès à la culture, dans le but de favoriser leur insertion.

3. Création d'une unité de psychiatrie socio-judiciaire

Cette unité est créée comme une unité du centre hospitalier neuro-psychiatrique. Elle est implantée sur le site du centre pénitentiaire de Luxembourg. L'unité est gérée de façon indépendante par rapport au centre pénitentiaire de Luxembourg. L'unité accueille les personnes placées en application de l'article 71 du Code pénal ainsi que les personnes détenues dans un centre pénitentiaire faisant l'objet d'une admission et d'un placement au sens de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux. L'unité peut accueillir par ailleurs les détenus visés à l'article 71-1 du Code pénal et les détenus nécessitant des soins psychologiques ou psychiatriques particuliers qui ne peuvent être dispensés convenablement au sein du centre pénitentiaire. Ces détenus y sont admis sur décision du directeur de l'établissement au vu d'un certificat médical, n'ayant pas plus de trois jours et attestant la nécessité de l'admission, délivré par un médecin après examen du détenu concerné.

4. De la sécurité

La loi en projet prévoit différents types de fouilles éventuelles des détenus et des visiteurs des centres pénitentiaires.

L'usage des moyens de contrainte physiques et matériels par les agents n'est admis qu'en cas de légitime défense, de tentative d'évasion, d'invasion ou de tentative d'invasion, pour obliger une personne à se comporter conformément à la loi et aux instructions du personnel pénitentiaire en inhibant ou en restreignant sa capacité de mouvement, pour vaincre la résistance opposée par un détenu par la violence ou l'inertie physique aux ordres donnés, ou lorsqu'il s'agit de protéger le détenu contre soi-même. Le choix et l'usage des moyens de contrainte doivent toujours être justifiés, limités dans le temps et proportionnés aux faits en cause.

Les moyens de contrainte matériels non létaux comportent: des menottes, des matraques et bâtons de défense, des armes à feu et non à feu à munition non pénétrante, et suite à des amendements adoptés en commission, aussi l'introduction du gel au poivre en tant que moyen de contrainte matériel.

En revanche, le projet de loi dispose que le port d'armes à feu à munition pénétrante par les agents pénitentiaires est utilisée uniquement à la clôture extérieure du centre pénitentiaire de Luxembourg et du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff et ces armes sont uniquement utilisées en cas de légitime défense, de tentative d'évasion, d'invasion ou de tentative d'invasion. Leur port doit être autorisé au préalable par le directeur de l'administration pénitentiaire.

La Police assure l'extraction des personnes détenues aux centres pénitentiaires de Luxembourg et d'Uerschterhaff, ainsi que les transfèrements entre ces centres pénitentiaires.

5. Des recours des détenus

La possibilité pour les détenus d'initier soit un recours juridictionnel devant la chambre de l'application des peines contre les décisions prises à leur égard par le directeur de l'administration pénitentiaire, soit un recours administratif devant le directeur de l'administration pénitentiaire contre toutes les décisions prises à leur égard par les directeurs des centres pénitentiaires, est aussi un point cardinal de cette loi. Les dispositions relatives aux recours ont fait l'objet d'un amendement motivé par une opposition formelle du Conseil d'État. Ainsi, il a été fait en sorte que le présent projet regroupe tous les recours en matière pénitentiaire.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 31.08.2016

Rapportrice: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

08.02.2017 Présentation des avis respectifs établis par Mme la Médiateure en sa qualité de contrôleur externe des lieux privatifs de liberté

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Sam Tanson):

22.09.2016 Présentation du projet de loi

08.02.2017 Présentation des avis respectifs établis par Mme la Médiateure en sa qualité de contrôleur externe des lieux privatifs de liberté

30.03.2017 Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État

29.11.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation des amendements gouvernementaux

02.05.2018 Désignation d'un nouveau rapporteur

Présentation et adoption d'une série de propositions d'amendement

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

16.05.2018 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

20.06.2018 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

27.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.07.2018

Loi du 20 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°627, page 1

Réforme de l'administration pénitentiaire

7042 - Projet de loi du jj/mm/aaaa portant réforme de l'administration pénitentiaire et

1) modification

- du Code pénal;

- du Code de procédure pénale;

- du Code de la sécurité sociale;

- de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich;

- de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique»;

- de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

- de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;

- de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, ainsi que

2) abrogation

- de la loi modifiée du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale;

- de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de police générale

L'objectif principal de la réforme est d'assurer les conditions administratives et légales néces-

saires pour permettre une meilleure réinsertion des détenus dans la société après leur libération, à les préparer à une «vie sans crime». Le projet suit ainsi l'idée que la réinsertion du détenu ne peut devenir un succès que si les conditions de détention sont adaptées, dans la mesure du possible, aux conditions de vie que le détenu est censé retrouver en liberté après sa libération.

Pour cela, le projet de loi détermine les droits et obligations des détenus en relation avec la détention, fixe les principes relatifs à la discipline des détenus dans les centres pénitentiaires et définit les objectifs de la mise en œuvre des sanctions privatives de liberté.

1. Le plan volontaire d'insertion

La réforme vise à responsabiliser le condamné, avant tout par le plan volontaire d'insertion que les initiateurs du projet de loi considèrent comme l'aspect le plus important de la réforme. Ce plan est destiné à favoriser l'insertion du condamné dans la société sur la base d'un suivi de sa situation dès le début de son incarcération et de mesures correspondantes à cette situation. Ce plan est élaboré dès la condamnation définitive avec la participation du condamné et en coordination avec l'agent de probation du service central d'assistance sociale. Ce plan peut porter sur différents volets, à savoir le développement des compétences du condamné, l'enseignement ou la formation, le suivi psychosocial, psychologique ou psychothérapeutique, l'indemnisation et la réparation des torts causés à la victime. Ce plan est revu périodiquement.

2. La création d'une administration pénitentiaire

Le projet de loi prévoit la création d'une administration pénitentiaire qui aura comme but principal d'assurer le bon déroulement de la détention et de l'exécution des peines.

Le texte prévoit que l'administration pénitentiaire sera dans l'obligation de mettre en œuvre la détention selon quatre objectifs, à savoir la protection de la société par la prévention de la récidive, la sanction du condamné, la réparation du dommage causé et l'insertion du détenu dans la société.

L'administration sera dirigée par un directeur. Elle comprendra la direction de l'administration pénitentiaire, les trois centres pénitentiaires (Uerschterhaff, Luxembourg, Givenich), l'institut de formation pénitentiaire et l'ensemble du personnel pénitentiaire.

Un des changements majeurs opérés par le présent projet de loi prévoit que l'administra-

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 31.08.2016

Rapportrice: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

08.02.2017 Présentation des avis respectifs établis par Mme la Médiateure en sa qualité de contrôleur externe des lieux privatifs de liberté

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Sam Tanson):

22.09.2016 Présentation du projet de loi

08.02.2017 Présentation des avis respectifs établis par Mme la Médiateure en sa qualité de contrôleur externe des lieux privatifs de liberté

30.03.2017 Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État

29.11.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation des amendements gouvernementaux

02.05.2018 Désignation d'un nouveau rapporteur

Examen des articles amendés

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

04.05.2018 Continuation des travaux

09.05.2018 Continuation des travaux

16.05.2018 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

20.06.2018 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

27.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.07.2018

Loi du 20 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°626, page 1

Réforme de la Police II

7044 - Projet de loi sur l'Inspection générale de la Police et modifiant:

1° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

2° la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3° le livre 1^{er} du Code de la sécurité sociale



Dans le domaine du contrôle institutionnalisé de la Police, la présente réforme et ses éléments novateurs constituent une étape fondamentale après que les bases de ce contrôle ont été posées par la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police.

Les éléments principaux de la réforme innovent en créant une base légale propre à l'IGP, en renforçant son indépendance par rapport à la Police, en attribuant la qualité d'officier de policier judiciaire de plein exercice aux agents de l'IGP et en lui attribuant de nouvelles missions.

Le premier chapitre du projet de loi contient les dispositions générales qui précisent que l'IGP est placée sous l'autorité du même ministre

que la Police grand-ducale et qui définissent certaines notions.

Le deuxième chapitre traite des missions de l'IGP, dont le contrôle de légalité et le contrôle-qualité, les enquêtes judiciaires, les instructions disciplinaires, ainsi que certaines autres missions, comme la participation à la formation des membres de la Police.

Le troisième chapitre règle l'accès de l'IGP aux informations et renseignements, soit de la part de la Police, soit par accès à certaines bases de données étatiques dans le cadre de ses missions.

Les chapitres quatre et cinq concernent l'organisation de l'IGP, ainsi que son personnel, tandis que le sixième chapitre contient les dispositions modificatives, transitoires et finales.

Représentation nationale des parents

7154 - Projet de loi portant création d'une représentation nationale des parents et modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° du Code du travail;

3° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;

4° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

5° de la loi modifiée du 22 juin 2017 ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation

La création d'une représentation nationale des parents traduit l'engagement du Gouvernement de renforcer la culture de coopération entre l'école et les parents des élèves. A noter qu'au niveau national, il n'existe jusqu'à présent pas de base légale pour cultiver le partenariat des parents avec le monde de l'éducation, alors qu'ils en font partie intégrante. S'il

est vrai que la Fédération des associations des parents d'élèves du Luxembourg (FAPEL) regroupe et représente différentes organisations de parents d'élèves, force est de constater que sa vocation n'est pas consacrée par une loi.

Le présent projet de loi entend combler cette lacune en donnant une base légale à une représentation de parents au niveau national. Celle-ci est appelée à assumer un rôle de porteparole et de conseil des parents auprès du ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que du Gouvernement et implique tous les parents d'élèves des établissements de l'éducation différenciée, de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire légitimement élus par un vote démocratique.

Afin de garantir que la représentation nationale des parents soit conforme à la structure du paysage éducatif luxembourgeois et proportionnelle au nombre des représentants dans chaque ordre d'enseignement, le projet de loi prévoit des élections à deux niveaux, à savoir des représentations sectorielles et une représentation nationale.

Les représentants sont élus pour un mandat de trois ans renouvelable.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, le 31.08.2016

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de la Force publique

(Présidente: Mme Claudia Dall'Agnol):

27.09.2016 Présentation du projet de loi

10.11.2016 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

01.12.2016 Continuation des travaux

22.02.2018 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation d'amendements gouvernementaux

03.05.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

14.06.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

25.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2018

Loi du 18 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°623, page 1

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 30.06.2017

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

12.07.2017 Désignation d'un rapporteur

27.09.2017 Présentation du projet de loi

02.05.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation d'une série d'amendements

27.06.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2018

Loi du 1^{er} août 2018

Mémorial A: 2018, n°855, page 1

Aides aux PME

7140 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises et portant abrogation

1° des articles 2, 3, 4 et 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes; et

2° de l'article 4 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Il s'agit de la troisième réforme du cadre légal définissant les dispositions applicables en matière d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises (PME). Une première loi, datant de l'année 1969, avait été remplacée en 2004 par les dispositions actuellement en vigueur. Le présent projet de loi innove en introduisant quatre nouveaux régimes, de nouvelles formes d'aides tout comme de nouveaux principes.

Cette réforme doit surtout soutenir la compétitivité des PME, mais également contribuer à la réalisation des objectifs définis dans le cadre de la «Troisième révolution industrielle» tout en favorisant des investissements innovateurs «en temps utile» auprès des PME, afin d'accroître leur performance.

Le projet de loi reprend et modifie trois régimes d'aide de la loi de 2004. Ces aides sont les suivantes:

- l'aide à l'investissement en faveur des PME;
- l'aide aux services de conseil en faveur des PME;
- l'aide à la participation des PME aux foires.

Les nouveaux régimes d'aide sont les suivants:

- l'aide couvrant les coûts de coopération supportés par les PME participant à des projets de coopération territoriale européenne;
- l'aide en faveur des jeunes entreprises «start-up»;
- l'aide destinée à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles;
- l'aide au financement des risques.

Le régime d'aide «calamités naturelles» vise à remédier aux dommages causés par les catastrophes naturelles suivantes: séismes, glissements de terrain, inondations, tornades, ouragans et feux de végétation d'origine naturelle. C'est depuis l'année 2014 que le législateur européen permet aux États membres de l'Union européenne de couvrir jusqu'à cent pour cent pareils dégâts provoqués par pareilles calamités naturelles.

Le régime d'aide «financement des risques» vise à faciliter le financement de certains projets de PME en accordant aux intermédiaires financiers des garanties destinées à couvrir d'éventuelles pertes liées à ces financements fournies directement ou indirectement aux entreprises éligibles.

Les dispositions de ce projet de loi sont susceptibles de grever le budget de l'État.

Convention d'Istanbul

7167 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant 1) le Code pénal; 2) le Code de procédure pénale; 3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique; 4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Le projet de loi a pour objet d'approuver la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, communément appelée «Convention d'Istanbul».

Cette convention prévoit notamment un certain nombre de mesures législatives que les parties signataires prennent sur le plan du droit matériel et du plan procédural pour prévenir, poursuivre et éliminer la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, contribuer à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et promouvoir l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, y compris par l'autonomisation des femmes, l'élaboration d'un cadre global des politiques et des mesures de protection et d'assistance pour toutes les victimes de violence à l'égard des femmes et de violence domestique, la promotion de la coopération internationale en vue d'éliminer la violence à l'égard des femmes et la violence domestique et le soutien des organisations et services répressifs pour coopérer de manière effective afin d'adopter une approche intégrée visant à éliminer la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Aussi, la convention énumère-t-elle des mesures à prendre en matière de violence psychologique, de harcèlement, de violence physique, de violence sexuelle, de mariages forcés, de mutilations génitales féminines, d'avortement et de stérilisation forcés et de harcèlement sexuel.

Depuis les années 1990, le Conseil de l'Europe a renforcé ses activités de lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles. En 2002, le comité des ministres a notamment adopté la recommandation

Rec(2002)5 sur la protection des femmes contre la violence. Suite à l'évaluation d'une Task Force, le comité des ministres a institué un comité interdisciplinaire ad hoc pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (CAHVIO), chargé d'élaborer un instrument international contraignant, à savoir la Convention d'Istanbul.

La Convention d'Istanbul a été adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en date du 7 avril 2011. Elle a ensuite été ouverte à la signature le 11 mai 2011 à Istanbul et fut signée le même jour par le Grand-Duché de Luxembourg. Suite à sa 10^e ratification, la convention est entrée en vigueur le 1^{er} août 2014. Jusqu'à présent, la convention a été signée par 44 États et par l'Union européenne en tant qu'organisation internationale. 32 États ont ratifié la convention le 20 juin 2018. Il s'agit du premier instrument juridiquement contraignant au niveau international, qui détaille l'ensemble des mesures nécessaires pour lutter efficacement contre la violence à l'égard des femmes et des filles et la violence domestique.

Étant donné que le Luxembourg dispose d'un cadre législatif qui renferme déjà bon nombre des mesures préconisées, le projet se limite à intervenir ponctuellement dans les domaines où tel ne paraît pas encore être le cas. Il prévoit ainsi une série de modifications législatives afin de permettre la mise en conformité avec les dispositions de ladite convention. Ces modifications concernent:

- le Code pénal,
- le Code de procédure pénale,
- la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique, et
- la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

Concernant le volet de la violence domestique, le Grand-Duché de Luxembourg est, dans son ensemble, conforme à la Convention d'Istanbul de par l'existence, la mise en œuvre et le suivi de mesures, tant sur le plan législatif et procédural que dans la pratique.

Le projet a également pour objectif de renforcer une nouvelle fois la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique modifiée en 2013. Il y a particulièrement lieu de souli-

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 18.05.2017

Rapporteuse: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

03.05.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

27.06.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2018



gner que la Convention d'Istanbul s'appliquera, pour ce qui est du volet de la violence domestique, tant aux hommes et aux garçons qu'aux femmes et aux filles.

Ces modifications portent sur le renforcement de la prévention de la violence domestique entre les personnes cohabitant dans un cadre familial, de la protection et de la réponse aux besoins des enfants victimes directes et indirectes de violence domestique.

Le projet de loi entend également renforcer la prévention et la lutte contre la violence domestique en amont d'une expulsion potentielle, lorsque la police intervient sur les lieux d'une violence domestique signalée. L'absence d'expulsion ne signifie pas nécessairement l'absence de violence. Ainsi, il est important dans tous les cas d'intervention de la police d'informer les parties présentes et concernées de la possibilité de se faire aider par des services spécialisés et de pouvoir agir.

Il est également proposé de compléter la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, notamment en vue de la prise en compte de la situation de la victime de mariage forcé ainsi que de la victime de violence domestique en matière de droit de séjour et de permis de résidence.

Les missions de coordination, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques et des mesures prévues par la Convention d'Istanbul seront assurées par le comité interministériel des droits de l'homme.

La notion d'«identité de genre» a été intégrée parmi les motifs de discrimination illicites énumérés à l'article 454 du Code pénal, ce qui permettra de mieux lutter contre les inégalités de sexe et les violences fondées sur le genre, notamment dues aux stéréotypes de genre.

Finalement, le texte érige aussi en infraction pénale les mutilations génitales féminines dont les victimes sont nécessairement les femmes et les filles.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet principal la transposition de la directive européenne 2016/801/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au pair.

Cette directive constitue essentiellement une refonte des directives existantes en la matière, à savoir la directive 2004/114/CE du Conseil du 13 décembre 2004 relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, d'échange d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat et la directive 2005/71/CE du Conseil du 12 octobre 2005 relative à une procédure d'admission spécifique des ressortissants de pays tiers aux fins de recherche scientifique, et améliore les instruments législatifs applicables dans le domaine.

À part les modifications d'ampleur limitée liées aux conditions particulières des différentes catégories, une des nouveautés majeures est le fait que les étudiants et les chercheurs peuvent continuer à séjourner au Luxembourg neuf mois après avoir terminé leurs études ou activités de recherche en vue de trouver un emploi ou de créer une entreprise. À cette fin, une nouvelle catégorie d'autorisation de séjour est créée afin de permettre à ces jeunes diplômés de continuer à séjourner sur le territoire.

Par ailleurs, les étudiants et les chercheurs peuvent se déplacer plus facilement entre les États membres de l'UE au cours de leur séjour. En effet, les étudiants qui suivent des programmes de l'Union ou des programmes multilatéraux comportant des mesures de mobilité n'auront pas besoin de déposer une nouvelle demande de titre de séjour lorsqu'ils veulent séjourner dans un autre État membre, par exemple pour faire un échange d'un semestre, mais doivent seulement l'informer. Les chercheurs seront également en mesure de se dé-

placer pour des périodes plus longues que celles actuellement autorisées, la période pour une mobilité de courte durée prévue étant de 180 sur 360 jours et celle de la mobilité à long terme de 180 à 360 jours. La procédure de notification devrait faciliter les échanges et éviter des procédures trop lourdes de demandes en obtention d'une autorisation, puis de titre de séjour.

Il est à noter que la directive 2016/801/UE prévoit également d'augmenter le nombre d'heures de travail que les étudiants peuvent prester pendant leurs études à un maximum de quinze heures par semaine. Ceci permettra aux étudiants de plus facilement remplir les conditions de ressources financières.

En outre, la nouvelle directive prévoit des règles relatives aux stagiaires et aux bénévoles dans le cadre du système européen de bénévoles qui bénéficieront de conditions uniformes pour entrer dans l'UE et d'une meilleure protection pendant leur séjour. Des dispositions optionnelles prévues pour les autres bénévoles et les élèves ont déjà été insérées dans la loi nationale au Grand-Duché de Luxembourg lors de la transposition de la directive 2004/114/CE. Le Grand-Duché de Luxembourg dispose ainsi déjà en grande partie de dispositions concernant les jeunes au pair qui, pour la première fois, sont couverts par une législation européenne. Néanmoins, quelques petites adaptations de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair sont nécessaires afin de se conformer entièrement à la directive 2016/801/UE.

Finalement, le présent projet de loi insère dans la loi nationale un paragraphe de la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée afin de clarifier la période à prendre en considération pour calculer la période de cinq ans permettant de demander le statut de résident de longue durée.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 10.08.2017

Rapporteur: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

18.10.2017 Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Sam Tanson):

18.10.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

20.06.2018 Désignation d'un nouveau rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

27.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2018

Loi du 20 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°631, page 1

Coopération sanitaire transfrontalière

7176 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, fait à Luxembourg, le 21 novembre 2016

Le projet de loi vise à approuver l'Accord-cadre en matière de coopération sanitaire transfrontalière, conclu entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française.

L'Accord-cadre vise à remédier à un certain nombre de difficultés liées à des barrières administratives et aux problèmes de prise en charge des patients.

Du côté français, l'Accord-cadre sous rubrique s'applique à la Région du Grand-Est, alors que du côté luxembourgeois, il concerne l'en-

semble du territoire national.

Il vise à poser un cadre juridique permettant la mise en place de conventions locales de coopération sanitaire transfrontalière.

Plus particulièrement, l'Accord-cadre signé tend principalement à:

- assurer un accès meilleur et plus rapide à des soins de qualité pour les populations des régions frontalières, au plus près de leur domicile, voire de leur lieu de travail;

- garantir la continuité des soins;

- optimiser l'organisation de l'offre de soins en encourageant le partage des capacités (ressources matérielles et humaines);

- assurer, en cas d'indisponibilité des moyens nationaux, le recours le plus rapide possible aux moyens de secours d'urgence de l'autre partie;

- encourager la mutualisation des connaissances et des pratiques entre les personnels de santé des deux pays.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2017

Rapporteur: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

06.03.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État

24.04.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2018

Loi du 18 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°599, page 1

Autorisations de séjour pour jeunes

7188 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

2. de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 29.09.2017

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

05.02.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

26.02.2018 Adoption d'une série d'amendements

25.06.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.07.2018

Loi du 1^{er} août 2018

Mémorial A: 2018, n°827, page 1

Droit d'établissement de grandes surfaces

7228 - Projet de loi portant modification 1^o de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets;

2^o de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; et

3^o de la loi du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative

Ce projet de loi propose une série d'abrogations ou de suppressions dans ces trois lois:

1) du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets (l'abrogation de l'article 6, paragraphe 11 vise à accélérer la procédure relative

aux autorisations pour les débits de boissons alcooliques à consommer sur place hors nombre);

2) du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (abrogation de la procédure d'autorisation particulière pour les grandes surfaces, suppression de la condition de qualification professionnelle dans le chef des commerçants, abrogations de l'autorisation particulière relative aux foires et marchés ainsi que des professions de «conseil» et «conseil économique»);

3) du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative (limitation des dispositions concernant la vente en solde aux «points de vente physique»).

Le projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 22.12.2017

Rapporteur: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

17.05.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État



14.06.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2018
Loi du 18 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°616, page 1

TVA sur ventes à distance

7249 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer l'article 1^{er} de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer en droit luxembourgeois l'article 1^{er} de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017.

La directive 2017/2455 s'inscrit dans la stratégie de la Commission européenne de réaliser une intégration accrue du marché unique.

En adaptant le régime de la taxe sur la valeur ajoutée, la directive vise à approfondir la libre circulation de biens et de services ainsi qu'à renforcer la concurrence loyale intracommunautaire de même qu'à l'égard d'entreprises ressortissant de pays tiers.

En 2008, le Conseil avait adopté le «paquet TVA», que la Commission avait proposé en vue de modifier le lieu de certaines prestations de services, entre autres des prestations de services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision et des services électroniques (services «TBE»), en réaction à l'expansion très rapide du marché de prestations de services fournis par voie électronique à des consommateurs finaux n'ayant pas leur résidence dans l'État membre du prestataire.

L'approche traditionnelle de prélèvement de la taxe au lieu d'établissement du prestataire a ainsi été remplacée par le principe de taxation au lieu de consommation.

La modification du lieu d'imposition des services «TBE» est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015 pour les entreprises qui prestent des services à des personnes non assujetties ayant leur résidence dans un État membre de l'Union européenne autre que celui de l'établissement du prestataire.

Afin de simplifier la charge administrative de ces entreprises, un «mini-guichet unique» a été créé, qui permet aux entreprises de déclarer et de remettre la TVA, collectée auprès de tous leurs consommateurs, à l'administration d'un seul État membre, celui dans lequel ils sont établis.

Depuis, il s'est avéré nécessaire d'apporter certaines modifications aux dispositions concernant notamment les services de télévision, radiodiffusion et les services fournis par voie électronique, et d'étendre le principe de la taxation de l'État membre de destination aux biens achetés à distance, généralement par le biais d'un site Internet, par des personnes non assujetties ayant leur résidence dans un État membre autre que le pays de départ du transport des biens, lorsque le transport des biens

est effectué par le fournisseur des biens ou un tiers pour son compte (ventes de biens à distance).

La directive procède par deux étapes. Ainsi les dispositions relatives à la détermination du lieu d'imposition des trois types de services précités, de même que les modifications des modalités de facturation de ceux-ci lorsque le prestataire utilise le «mini-guichet unique», entreront en vigueur au 1^{er} janvier 2019. L'entrée en force des modifications relatives aux règles applicables aux ventes de biens à distance est prévue pour le 1^{er} janvier 2021.

L'utilisation du guichet unique pour la déclaration et le paiement de la TVA due par l'assujetti dans un État membre dans lequel il n'est pas établi est étendu aux ventes de biens à distance et à toutes les prestations de services; un nouveau régime particulier relatif à la déclaration et au paiement de la TVA à l'importation est introduit lorsque des biens d'une valeur intrinsèque ne dépassant pas 150 euros sont présentés à la douane par un opérateur postal ou un opérateur courrier rapide, lorsque cet opérateur a collecté la TVA due auprès du destinataire final des biens.

Le projet de loi sous rubrique se limite à la transposition des dispositions relatives à la première échéance.

Ainsi, la présente loi en projet apporte deux modifications à la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée. Premièrement, afin d'alléger les charges administratives des petites entreprises, un seuil annuel de 10.000 euros est établi pour les prestations de services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision ou de services fournis par voie électronique à des personnes non assujetties ayant leur résidence dans un État membre autre que celui dans lequel le prestataire est établi.

Lorsque le montant total desdites prestations de services effectuées par le prestataire au cours d'une année civile ne dépasse pas ce seuil, ces prestations de services sont taxables dans l'État membre d'établissement du prestataire, et celui-ci n'est dès lors pas obligé de facturer la TVA de l'État membre du client et de s'inscrire au «mini-guichet unique».

Deuxièmement, les modalités de facturation des opérations déclarées dans le «mini-guichet unique» sont simplifiées. Ainsi, dans une première étape, les assujettis doivent uniquement respecter les obligations en matière de facturation dans le pays dans lequel ils sont identifiés à la TVA via le «mini-guichet unique», au lieu de celles de tous les États membres de l'UE dans lesquels ils prestent des services «TBE».

Pour le cas du Luxembourg, il est précisé qu'en matière de services, il n'y a actuellement aucune obligation de facturation en ce qui concerne les transactions «B2C» (business to consumer). Par conséquent, les prestataires des services en question, enregistrés dans le «mini-guichet unique» au Luxembourg, n'auront plus besoin d'émettre des factures pour la prestation de leurs services dans l'UE.

Élections pour la Chambre d'Agriculture

7251 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Le présent projet de loi a pour objet de reporter les prochaines élections pour la Chambre d'Agriculture de novembre 2018 à une date ultérieure, située entre février et mars 2019. Ce report est envisagé étant donné que les pro-

chaines élections législatives auront lieu au mois d'octobre 2018 et risqueront de monopoliser l'attention de la population. Le projet de loi prévoit pour l'organisation des prochaines élections de la Chambre d'Agriculture une période de deux mois au cours de laquelle cette élection pourra avoir lieu. La date exacte des élections sera fixée par arrêté ministériel.

De plus, et afin d'éviter tout vide juridique, le projet de loi vise à prolonger les mandats des membres actuels de la Chambre d'Agriculture jusqu'à l'entrée en fonction des nouveaux élus.

Dépôt par M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 26.02.2018

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: M. Gusty Graas):

19.06.2018 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

27.06.2018 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 04.07.2018

Loi du 20 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°633, page 1

Accès au cannabis à des fins médicales

7253 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

Le projet de loi a pour objet de réglementer l'accès au cannabis à des fins médicales à l'échelle nationale.

Étant donné qu'uniquement les médicaments à base d'extraits de cannabis ou de cannabinoïdes dûment autorisés sont médicalement prescriptibles à l'échelle nationale, l'utilisation du cannabis à des fins médicales nécessite un certain nombre de changements législatifs et réglementaires, permettant de rendre le cannabis et ses extraits naturels prescriptibles.

En permettant le recours au cannabis à des fins médicales, le Luxembourg étendra l'offre thérapeutique existante et ajustera son système de santé à la lumière des connaissances actuelles en la matière.

Toutes les mesures nécessaires à la délivrance sécurisée et à la limitation du risque d'abus seront prévues dans le cadre d'amendements à la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie et par une adaptation du règlement grand-ducal modifié du 19 février 1974 portant exécution de la loi du 19 février 1973 sur la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie.

Les pathologies visées, spécifiées dans un règlement grand-ducal, seront les suivantes:

- douleurs chroniques: les patients éprouvent une baisse significative de leurs symptômes (plante de cannabis);

- les nausées et vomissements causés par la chimiothérapie: certains cannabinoïdes pris par voie orale sont efficaces pour prévenir et traiter ces troubles;

- spasmes musculaires liés à la sclérose en plaques: des «preuves substantielles» indiquent que l'usage à court terme de cannabinoïdes pris par voie orale améliore les symptômes rapportés par les patients.

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 26.02.2018

Rapporteuse: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

17.04.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

15.05.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

05.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2018

Loi du 20 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°638, page 1

Propriété intellectuelle

7279 - Projet de loi portant approbation du protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive (UE) 2015/2436, fait à Bruxelles, le 11 décembre 2017

L'article unique du projet de loi dit approuver le protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (ci-après «la CBPI»), en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive (UE) 2015/2436, fait à Bruxelles, le 11 décembre 2017.

La directive à l'origine du protocole, qui doit être transposée pour le 14 janvier 2019, a pour objectif de renforcer l'harmonisation du droit des marques (marques et dessins ou modèles) au sein de l'Union européenne et de rendre les systèmes nationaux de protection des marques plus cohérents.

Le protocole portant modification de la CBPI met en œuvre fidèlement les dispositions de la directive, sans toutefois faire usage de certaines options offertes par la directive, à l'exception cependant des dispositions relatives aux marques de certification qui, comme le permet la directive, seront susceptibles de dépôt auprès de l'Office Benelux de la propriété intellectuelle.

Ce projet de loi n'est pas susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 23.02.2018

Rapporteuse: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

20.04.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

08.06.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État

26.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2018

Loi du 18 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°619, page 1



Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.04.2018

Rapporteuse: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

14.06.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

27.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2018

Loi du 20 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°618, page 1

Soutien aux zones rurales

7291 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

Le projet de loi a pour objet de modifier ponctuellement la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales.

La première modification propose d'étendre la majoration du taux d'aide pour les investisse-

ments réalisés par un jeune agriculteur aux investissements relatifs à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles de l'exploitation dont le coût est supérieur à 150.000 euros. Cette majoration est de 15 points de pourcentage.

Une deuxième modification consiste à introduire une limitation du montant des aides pouvant être allouées en faveur de l'activité de distillation. Ainsi, les aides au financement des distilleries ne pourront excéder 200.000 euros par bénéficiaire sur une période de trois années civiles.

Dépôt par M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 24.04.2018

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: M. Gusty Graas):

19.06.2018 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

27.06.2018 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 04.07.2018

Loi du 25 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°641, page 1

Brevets: inviolabilité des archives

7294 - Projet de loi portant approbation de l'Accord complémentaire entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation européenne des brevets concernant l'inviolabilité des archives de l'Organisation européenne des brevets, fait à Luxembourg, le 5 mars 2018

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord complémentaire entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation européenne des brevets concernant l'inviolabilité des archives de l'Organisation européenne des brevets, fait à Luxembourg, le 5 mars 2018.

Sur la demande explicite de l'Organisation européenne des brevets, cet accord complémentaire dispose que l'inviolabilité garantie par l'article 2 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation européenne des brevets s'étend également aux archives électroniques. L'accord complémentaire précise que cette inviolabilité s'applique à tous les archives, correspondances, documents, manuscrits, photographies, films, enregistrements, données sur support informatique, et des supports de données. L'inviolabilité des locaux hébergeant les données et systèmes d'informations est garantie par le protocole mentionné sur les privilèges et immunités de l'Organisation européenne des brevets lui-même.

Aménagement communal et développement urbain

7296 - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Le projet de loi a pour objet de proroger la date limite pour la refonte complète du plan d'aménagement général (PAG) au 1^{er} novembre 2019.

L'article 108(1) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain impose aux communes un délai pour procéder à la refonte complète de leur PAG. Malgré plusieurs prolongations de ce délai, la dernière datant de 2015, plus de soixante communes n'y sont pas encore parvenues.

La nouvelle procédure représente cependant une simplification considérable par rapport au

régime de la loi modifiée du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes. Si la majorité de ces communes a entamé l'élaboration respectivement de leur PAG et du rapport sur les incidences environnementales, force est toutefois de constater qu'un nombre important de communes ne seront vraisemblablement pas en mesure d'engager la procédure d'adoption avant la date butoir.

La sanction qui frapperait ces communes consiste dans l'interdiction d'adopter de nouvelles modifications de leur PAG ou encore d'entamer la procédure d'adoption de nouveaux plans d'aménagement particulier (PAP) «nouveau quartier». Afin d'éviter un blocage dans le domaine de la construction, ce qui aurait des conséquences néfastes notamment sur la création de logements nouveaux, l'unique solution politique est une nouvelle prolongation du délai.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 30.04.2018

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

12.06.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

21.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2018

Loi du 18 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°611, page 1

Mini-crèches

7302 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

Le présent projet de loi a pour objet d'étendre l'offre dans le domaine de l'accueil et de l'éducation non formelle par la création d'un nouveau modèle de service d'accueil pour enfants, dénommé «mini-crèche».

Gérées par une équipe de deux personnes qualifiées, un éducateur et une personne ayant accompli une formation dans l'encadrement socio-éducatif d'enfants ou disposant d'un certificat de formation aux fonctions d'assistance parentale, les mini-crèches peuvent accueillir simultanément jusqu'à onze enfants. Il s'agit donc de structures qui se situent entre les structures d'éducation et d'accueil classiques et le service offert par les assistants parentaux. Les mini-crèches offrent ainsi un environnement d'encadrement plus convivial avec un personnel réduit.

Les mini-crèches doivent en outre fournir au moins les prestations suivantes:

- la détente et le repos;

- une restauration équilibrée, basée sur des produits frais;

- des études surveillées consistant à offrir un cadre favorable à l'exécution des devoirs à domicile de façon autonome, dans des conditions de calme avec une surveillance et un soutien minimal;

- des activités qui sont établies et mises en œuvre conformément aux champs d'action définis par le cadre de référence national «Éducation non formelle des enfants et des jeunes» et qui doivent être conformes à l'intérêt supérieur de l'enfant;

- l'organisation régulière de sorties en plein air.

Les mini-crèches, en tant que structures pouvant postuler à la reconnaissance en tant que prestataires du chèque-service accueil, sont tenues de se conformer aux exigences du dispositif qualité, tel que défini par le cadre de référence national «Éducation non formelle des enfants et des jeunes».

Contrairement aux assistants parentaux, les mini-crèches peuvent également offrir le programme d'éducation plurilingue aux enfants d'un à quatre ans et faire bénéficier ceux-ci de vingt heures d'accueil gratuites par semaine, pendant quarante-six semaines par an. Le questionnaire de la mini-crèche doit toutefois remplir les conditions prévues par la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, notamment celles concernant les connaissances linguistiques, le nombre et la formation continue du personnel encadrant, sans pour autant devoir se plier à toutes les normes en matière d'infrastructures requises pour les structures d'éducation et d'accueil classiques.

La contribution étatique maximale pour l'accueil des enfants dans une mini-crèche s'élève à six euros par heure et par enfant, auxquels s'ajoutent 0,71 euros par heure et par enfant qui participe au programme d'éducation plurilingue.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.04.2018

Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

07.05.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

25.06.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.07.2018

Loi du 20 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°613, page 1

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 08.05.2018

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

13.06.2018 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

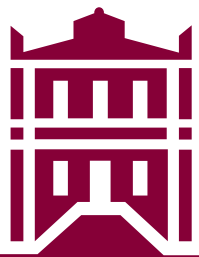
27.06.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

27.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2018

Loi du 1^{er} août 2018

Mémorial A: 2018, n°662, page 1



Sommaire

- Ouverture de la séance publique**
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 7296 - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain**
 - Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Claude Haagen
 - Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum
 - Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, M. Michel Wolter (parole après ministre), M. le Ministre Dan Kersch
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6614 - Projet de loi instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires**
 - Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen
 - Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, M. Roy Reding, M. Marc Baum
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7176 - Projet de loi portant approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, fait à Luxembourg, le 21 novembre 2016**
 - Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen
 - Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7253 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie**
 - Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen
 - Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Edy Mertens, Mme Josée Lorsché, M. Roy Reding, M. Marc Baum, M. Max Hahn (interventions de Mme Martine Mergen, M. Gast Gibéryen et M. Roy Reding)
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Hommage à M. Marcel Oberweis**
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Marcel Oberweis

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydia Mutsch et M. Dan Kersch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci maachen heimat d'Sézung op.

Mir kënnen direkt zum Ordre du jour iwwergeren, mat dem Projet de loi 7296, enger klenger Annerung um Gesetz iwwert den Aménagement communal. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Claude Haagen.

2. 7296 - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi Dir scho gesot hutt, Här President, betrëfft de Projet 7296 eng kleng, awer wichteg Emännerung vum Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal et le développement urbain a betrëfft den Artikel 108 vum deem Gesetz.

An deem Artikel 108 gëtt nämlech den Datum fixéiert, bis wéini d'Lëtzebuurger Gemengen hire PAG nei iwwerschafft an de Prozedur konform gesat mussen hunn. Dësen Datum, deem aktuell op den 8. August vum deem Joer, also 2018, fixéiert ass, kann awer um Terrain beileiwen net vun alle Gemengen agehale ginn. 43 Gemengen, dat ass manner wéi d'Halschent vun deenen 102 aktuelle Gemengen, déi mer a Lëtzebuerg hunn, hunn aktuelllement e PAG, wéi mer dat nennen „nouvelle génération“, oder sinn an der Prozedur. De Rescht vun de Gemenge wäerten dësen Datum vum 8. August 2018, also an annerhallwem Mount, net kënnen respektéieren.

Dëse Projet de loi huet a concernéiert also just een Artikel, wéi gesot den Artikel 108, an ännert just deem Datum, an zwar vum 8. August 2018 op den 1. November 2019. Elo kann ee sech froen: Firwat August an November? Ganz einfach, well dat och de Gemengen erlaabt, hir Etüde souwéi Enquête-publiques aus der grousser Vakanz virum éischte Vott kënnen erauszehalen.

Här President, et ass awer elo net fir d'Éischt, datt mer an deem Haus dësen Datum, fir datt d'Gemengen hire PAG sollen iwwerschaffen, änneren. Dräimol ass dësen Datum scho geännert ginn. An de Statsrot wéi ech selwer an och d'Membere vun der Kommissioun fäerten, datt et net fir d'Lescht ass.

Wann d'Gemengen hire PAG net ännere bis zu deem virgeschriwwenen Datum, gesetzlechen Datum also, wa se et net géife respektéieren bis den 8. August 2018, wat elo mat deem Gesetz ebe geännert gëtt, da géif dat verschidde Sanktiounen bedeuten. Et géif bedeuten, datt déi Gemengen, déi kee PAG nouvelle génération hunn oder an der Prozedur sinn, keng Modifikatioun vun hire PAGen, also Bebauungspläng, kéinte maachen. An déi betraffe Gemenge kéinten och keng Adoptioun vun PAP «nouveau quartier» maachen. An der Zwéckmillchen also tëschent dem Problem vun der Kreatioun vun neiem Wunnensraum an der Iwwerschaffung an der Mise en conformité vun de PAGe bleift schlussendlech de Report vum Datum dann nach eng Kéier op den 1. November 2019. Wa mer dat net géife maachen, géif dat wahrscheinlech de Logementsproblem hei am Land nach verschäerfen.

Als Argument gëtt oft vun deene verschiddene Gemengen, déi nach net konform sinn, ugefouert, den Delai net kënnen anzehalen, well deen ze kuertz wier. Ech maachen do opmierksam op d'Gesetz vum 2004, an datt mer elo bal zéng Joer amgaange sinn, fir d'PAGe kënnen

konform ze setzen. Ech denken, datt dat eng Aufgab misst sinn, déi all Gemeng kéint bewältigen. Fir do ze soen, et wieren net genuch professionell Büroen do, et hätt een aner Saachen ze dinn oder d'Finanz géifen et net erlaben, dat, denken ech, ass net grad déi richteg Aart a Weis, wéi dat am Interêt an och vis-à-vis vun der Responsabilitéit vun de Bierger soll gehandhabt ginn, dëst d'autant plus well de PAG nouvelle génération et ganz einfach erlaabt, fir eng grouss Vereinfachung vun de Prozedure par rapport zum Gesetz vum 1937 ze hunn.

Ech wëll op eppes nach agoen zum Schluss, wat de Moie monéiert ginn ass, Am Avis vum Statsrot ass den Datum evoquéiert vum 8. August 2008. Meng Interpretatioun ass esou, datt de Statsrot dorobber higeet, compte tenu vum Gesetz vum 2004, datt deen éischten Delai den 8. August 2008 ass, mir awer elo natierlech den Datum ännere vum 8. August 2018. Et ass also eng Eentchen ze vill oder ze mann. Mä Haaptsaach, et gëtt verlängert op den 1. November 2019. Mir wäerten an deem Sënn, denken ech, och iwwert d'Chamber e Bréif maachen un de Conseil d'État, fir en doriwier ze informéieren.

Weider Detailler, wéi gesot, fannt Der a mengem schrëftleche Rapport. An der Hoffnung also elo, datt d'Gemengen alleguerten dësen Datum fir d'Iwwerschaffe vum PAG vum 1. November 2019 kënnen respektéieren, soen ech lech Merci fir d'Nolasschtere a ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Den éischte Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här, President. Dir Dammen an Dir Hären, dat Éischt virop: D'CSV wäert selbstverständlech dese Gesetzesprojet stëmmen. Et ass gesot ginn: Et ass déi véier Ofännerung vun dem Datum. Ech fäerte ganz, et wäert och zu enger fënneter kommen.

D'Gemenge sinn natierlech un éischer Stell gefuerdert, mä ech mengen, firwat dass iwwerhaupt nach bal 60 Gemengen net an der Prozedur sinn, dat huet éischer domat ze dinn, well d'Gemengen, besonnesch kleng Gemengen, d'Impressioun hunn, si géifen am Ree stoe gelooss ginn.

Ech wëll ausdrécklech soen, och wa mer véier Méint viru Wahle sinn an als Member vun der Oppositioun: Et hänkt net um legislative Plang, well déi Nobesserungen, déi gemaach goufen, notament - an ech mengen a gudder Zesummenaarbecht tëschent Oppositioun a Majoritéit - an dem Omnibusgesetz, wat méierendeels Upassung ware vun dem Gesetz vum 2011 iwwert den Aménagement communal, sinn alleguerten an déi richteg Richtung gaangen, an déi Gemengen, déi wësse mat deem neien Instrument eens ze ginn, déi kënnen ganz séier neit Bauland erschléissen.

Dat, wat awer esou dramatesch ass, an dat wëll ech och daitlech soen: Jiddwereen heibannen, mengen ech, an och an der Bevëlkerung do-bausse weess, dass mer en Defizit u Logementen hunn, a jiddwereen ass och der Meenung, dass méi Bauland muss erschloss ginn, dass méi dicht muss gebaut ginn, dass méi muss gebaut ginn. Mä erlaabt mer awer trotzdem als Buergermeeschter, deen ech zënter 18 Joer d'Chance hu vun enger mëttelgrousser Gemeng ze sinn, ze soen, dass dat, wat net klappt hei...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Vun enger Duerfgemeng.

Dat, wat net klappt, Här Bodry, hei am Land, an dat net zënter deene leschte fënnel Joer, mä zënter langer Zäit, dat ass dat Zesummespill op dem Terrain tëschent engersäits dem Stat an de Gemengen. An et ass dat, mengen ech och, firwat dass déi Retizienz bei de Gemengen esou grouss ass, fir an déi Prozedur ze goen, a wat hei esou bedauerlech ass.

Mir hunn d'Chance, dass souguer d'Verwaltungsgeriicht oft hëlleft, hëlleft, wann de Bierger Recht ze kréien huet, dass e Recht kritt, mä dass et a senge leschten Uerteeler kuckt, awer ëmmer déi PAGe wäitmeiglechst ze retten, dass et net einfach seet: „Ah, well elo iergendeen e Recours gemaach huet, wou en och berechtigt seng Mëttele ugewannt huet, ass dann de ganze PAG null, soudass erëm muss vu vir ugefaange ginn.“ Dat muss een ausdrécklech ënnersträichen.

Ech wëll awer och soen, gradesou daitlech, dass leider vun eenzelne Verwaltungen net de

Jurisprudence vun dem Verwaltungsgericht einfach Rechnung gedroe gëtt.

Ech ginn e konkret Beispill: Den 3. Mee 2018, also viru ronn zwee Méint, do ass en Uerteel komm, en Uerteel vun der Cour administrative am Kontext vun dem PAG vun der Gemeng Käerjeng. Dat huet wesentlech Akzenter gesat, wéini iwwerhaupt eng SUP muss gemaach ginn. Dat huet och kloer gesot, dass net all Terrain, fir net ze soen, keen innerhalb vun engem PAG, also à l'intérieur vun engem PAG, muss „gesuppt“ ginn. Ech weess awer net, ob dat vun deem zoustännege Ministère oder vun deenen zoustännege Verwaltungen de Gemengen iwwer Circulaire matgedeelt ginn ass. Well wann nämlech Gemenge mengen, si missten dat nach ëmmer froen, an et mécht een e Recours, jo da verléiere se op deem Punkt.

Wat ech och net normal fannen, ass, dass nach wie vor ëmmer de Patrimoine culturel hannendrunhänkt. Et kann net sinn, dass, wann en Terrain erschloss soll ginn, wann déi gesamt Prozedur fäerdeg ass dann iergendeen kennt a seet: „Entschëllegt, hei ware vläicht d'Réimer oder et si soss Vestigen, an da gëtt elo emol gebuddelt“, an da bezilt och nach de Promoteur déi Leit! Well de Stat net déi néideg Moyenen huet, bezilt och nach de Promoteur déi, déi buddelen, an da sinn déi annerhalleft bis zwee Joer amgaangen an domadder ass e ganz Lotissement während där Zäit blockéiert.

Datselwecht, muss ech éierlech soen, an all Déier an Eieren, mä et kann net sinn, dass vun donidde vu Mondorf bis uewen op d'Wemperhaart d'Fliedermais, de Schwaarzen an de Roude Milan hei am Land soen, ob Bauland kann erschloss ginn oder net. Wa Fliedermais do sinn, da muss dat vun Ufank u festgestallt ginn an et kënnen net esou laang Etüde gemaach ginn - ouni Delai, bis dass deejéinegen Zäit huet -, bis dass dann awer vläicht eng Fliedermaus fonnt ginn ass, fir dass dat Lotissement aus welche Grënn och ëmmer näischt ka sinn.

(Brouhaha)

A meng Zäit, Dir Dammen an Dir Hären, déi leeft och fort. Ech ginn lech e konkret Beispill, wat och déi sougenannte Zones de compensation ubelaangt. Eng Gemeng, déi net wäit vun der Stad Lëtzebuerg ewech ass, déi ech nawell gutt kennen, do ass en Terrain vu 5,5 Hektar, dee gehéiert dem Fonds du logement, mat beschter Ubannung un Autobunn, un Eisenbunn, un alles, wat effentlechen Transport ass. En unanimé Vott an engem Gemengerot de Januar 2017, also viru geschloenen 18 Méint. Wësst Der, wat nach feelt? Dat Eenzegt, wat feelt, ass, dass de Fonds du logement - 100% Stat - kee Kompensatiounsterrain fënn!

Ech muss lech ganz éierlech soen: Mir kënnen d'Gesetz upassen, mir kënnen se verbesseren, mä wann dat Zesummespill op dem Terrain net besser klappt, mat engem Input vun allen Akteuren, souwuel vun de Gemenge wéi vun dem Stat, dann huet dat hei net ganz vill Sënn.

Ech wëll awer ofschléissend d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun ginn an dem Rapporteur, dem Här Haagen, villmools Merci soe fir säi gudder Rapport. Merci.

(Brouhaha et interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, jo, et ass fir d'véiert Kéier, dass mer deen Delai verlängeren, verlängere mussen, well ech mengen, um Terrain stellt et sech, notament wa mer u Bauprojeten denken, als äusserst schwierig eraus, wann ee verschidde Prozeduren huet, verschidde PAGen. Ech mengen, dass dat am Interêt vun och eiser Logementsproblematik ass, déi mer alleguerten heibanne kennen. Ech mengen, do ass et ganz, ganz wichtig, dass mer schnellstméiglech d'Gemengen all dohikréien, fir e PAG vun der neister Generatioun ze kréien.

Dëst gesot, ech mengen, de Rapporteur huet et gesot gehat a sengem Rapport an och mäi kleng Fanger seet mer, dass mer riskéieren - déi nächst Chamber -, fir deen Delai eventuell nach eng Kéier mussen ze verlängeren.

Dëst gesot ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei a géif dem Rapporteur

Merci soe fir seng Rapporten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Den Här Roberto Traversini huet d'Wuert.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).**- Och Merci dem Rapporteur. An ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus dem Rapporteur Merci. Mir wäerten och d'Zoustëmmung zu deemem Projet bréngen, genau wéi ech elo scho kann am Virus soen, datt mer och d'nächst Joer wäerten d'Zoustëmmung bréngen, wann et eng fënnefte Kéier wäert verlängert ginn.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Baum huet d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Här President, och mir ginn eis Zoustëmmung zu deemem Projet, wou ee jo soe muss, dass ee sech e bësse virkënt wéi an enger gudder Wirtschaft: Wann de Wiert bis eng Kéier „Feierowend!“ geruff huet, da freet ee séier nach dee leschte Patt, a wann dee bis gedronk ass, den allerleschten. A wann dann och dee gedronk ass, da freet een de wierklech allerleschten am Goen. An ech hoffen, datt mer keng fënneft weider Verlängerung brauchen. Dëst gesot: Mir ginn eis Zoustëmmung.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss an d'Wuert huet den Här Innenminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministere de l'Intérieur.**- Jo, Merci och vun der Regierung an de Rapporteur an un déi zoustänneg Chamberskommissioun. Ech mengen, dat meescht ass gesot, fir net ze soen, et ass alles gesot. Merci fir d'verständnis, dass mer dat nach eng Kéier konnten elo verlängeren. Am Interêt vun enger wierklecher Simplification administrative ass dat heite richtig a mir konnten net an enger Situatioun bleiwen, wou praktesch d'Halschent vun Land net méi kéint weider bebaut ginn. Duerfir Merci fir d'verständnis an och d'Zoustëmmung vun alle Fraktiounen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Wolter freet Parole après ministre.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Här President, well den Här Innenminister op eng Fro, déi mäi Parteikolleeg, den Här Roth, gestallt huet, net geäntwert huet, näämlech déi, wat d'Konsequenze si vun engem Uerteel vun der Cour administrative rezent am Kader vun engem PAG, wou d'Cour administrative decidéiert huet, dass keng SUP méi noutwendeg ass, wann een eng Annerung oder eng Reform vun sengem PAG mécht, ouni dass een Terrainen eran- oder eraushëlt, also am Kloertext seet, dass nëmme nach, wann en Terrain aus der Gréngzon an de PAG kënn respektiv de Contraire gemaach gëtt, eng SUP noutwendeg ass, wär et wichteg, wann een d'Gemengen doriwweier géif informéieren, well dat eng ganz staark Inzidenz huet am Fall vun deem PAG. An där Gemeng, déi ech presidéieren, hunn alleng d'SUP 1 an d'SUP 2 zwee an en halleft Joer Prozedur kascht.

Meng éischt Fro ass also, Här Innenminister: Hutt Der Kenntnis vun deem Uerteel? Dovu ginn ech aus. Déi zweet Fro: Wat sinn d'Konsequenzen dovunner? Déi drëtt Fro ass: Wéini gedenkt Der, d'Gemengen doriwweier ze informéieren, a wéi engem Mooss se an Zukunft, wa se e PAG maachen, ouni dass se gréisser Modifikatioune vun der Bebaubarkeit vun den Terrainen maachen, wat fir eng Prozeduren dann nach do musse maachen?

Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Den Här Innenminister huet d'Wuert.

► **M. Dan Kersch, Ministere de l'Intérieur.**- Jo, ech hunn net dem Här Roth geäntwert, well den Här Roth keng Fro gestallt huet, mä en huet just eng Feststellung gemaach. Elo huet den Här Wolter eng Fro gestallt. Ech kann him soen, dass dat Uerteel natierlech d'Opmierksamkeit vun der Regierung op sech gezunn huet an dass den Envrionnement, deen an éischer Linn domadder befaasst ass, amgaangen ass, eng Analys ze maachen iwwert d'Konsequenzen, déi dat huet bei der Beaarbechtung vun de PAGen.

A selvstverständlech, le moment venu, wou déi Analys gemaach ass an och d'Iwwereneestëmmung ginn ass mat den internationalen Obligatiounen, déi eist Land huet, wäerte mer dann déi néideg Konsequenzen zéien, wa se da musse gezu ginn.

gatiounen, déi eist Land huet, wäerte mer dann déi néideg Konsequenzen zéien, wa se da musse gezu ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Ech wollt nach eng Kéier präziséieren, dass mer am Article unique driwweier ofstëmmen, dass den Datum vum 8. August 2018 duerch den Datum vum 1. November 2019 ersat gëtt - fir alles kloer ze maachen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7296 et dispense du second vote constitutionnel

Da géif ech zur Ofstëmmung iwwergehen. D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwweier.

Mir korrigéieren. Ech stelle just fest: Et ass Unanimité.

Le projet de loi 7296 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Boffering, Tess Burton (par Mme Claudia Dall'Agnol), M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Cécile Hemmen), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

An ech froen d'Chamber, ob se d'accord ass, fir d'Dispens ze froen.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kënnen zum nächste Projet vun dem Ordre du jour iwwergehen. Dat ass de Projet de loi 6614, e Projet, deen d'Liewensmittellkontroll hei zu Lëtzebuerg betrëfft. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Cécile Hemmen.

3. 6614 - Projet de loi instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Minister, dëst wichteg Gesetz iwwert d'Liewensmittellkontroll an d'Liewensmittelsécherheet, wat eigentlech och zimlech séier misst ëmgesat ginn, huet eng laang Virgeschicht, eng Virgeschicht, déi bis op 2003 zrëckgeet.

Déi Europäesch Kommissioun huet eis dunn drop opmierksam gemaach, dass eist bestoend Gesetz iwwert de Contrôle alimentaire vun 1953 misst iwwerkuckt ginn, fir et dem europäesche Recht unzepassen. Bei hirem initiale Rapport an den zwee Auditen, déi vun dem Office alimentaire et vétérinaire gemaach goufen, 2004 an 2006, ass drop higewise ginn, dass d'Dispositiounen vun eise Gesetz vun 1953 a verschiddene Punkten effektiv net konform wieren, wat d'Gesamtreglementatioun ubelaangt grad ewéi d'Koordinatioun vun de Kontrollorganen. Dës Defiziter um Niveau vun eiser nationaler Legislatioun sinn iwweregens nach eemol an engem groussen Audit 2009 an 2010 bestätegt ginn.

2012 dunn huet déi viregt Regierung sech vis-à-vis vun der Europäescher Kommissioun engagéiert, fir sech konform ze setze virun Enn 2013. Dës Regierung ass dunn op dee Wee gaangen, andeems se schon emol d'Gesetz iwwert d'Reform vun der Direktioun vun der Santé ausgeschafft huet mat der Mise en place vun enger Divisioun der Sécurité alimentaire. Dëst Direktiounsgesetz huet dann och d'Missiounen vun där neier Divisioun a vun hiren Agente fixéiert.

Net méi spéit wéi de 17. September 2013 ass d'Gesetz 6614 iwwert de Système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires deposéiert ginn. Déi nei Kommissioun huet sech dunn am Dezember mat dem Text auserneegeat an déi éischt Avisen vun der Handwierkerkummer, vun der Chambre de Commerce a vun Statsrot sinn dunn no an no erakomm.

De 7. Juli 2015 sinn d'Gesetz an déi verschiddene Avisen an der Santéskommissioun duerchdiskutéiert ginn. Doropshi war et laang roueg ronderëm d'Gesetz, an dat hat och sai gudd Grond: Et ass e grouss ugeluechten Audit lancéiert gi vun Gesondheitsministère zesumme mam Landwirtschaftsministère, fir déi gesamt Kontrollaarbechte vun der Liewensmittellketten ënner d'Lupp ze huelen. Opground vun de Resultater vun deemem Audit sinn am Mee 2017 du 14 Regierungsamendementen deposéiert ginn, déi d'Moossnamen definéieren, fir dass d'Autoritété besser handele kënnen an domadder de Contrôle vun de Liewensmitteln verbessern, fir op déi Aart a Weis d'Hygiène an och d'Sécherheet vun den lesswueren sécherzustellen.

Dës Mesurë begräifen ënner anerem d'Reorganisatioun vun de Strukturen, d'Mise en place vun engem Commissaire à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire, d'Schafung vun enger Base de données unique, d'Harmonisatioun vun de Kontrollprozeduren, d'Mise en place vun engem harmoniséierte System vu Kontrollen a Sanktiounen an d'Transparenz vun de Resultater vun de Kontrollen. Dëst natierlech mat engem Zil: eng besser Effizienz an Transparenz mat allem, wat d'Liewensmittelsécherheet ugeet, souwuel fir d'Bierger an d'Konsumenten grad ewéi och fir d'Entreprises.

Souwuel d'Chambre de Commerce wéi och d'Handwierkerkummer an de Statsrot hunn nach zousätzlech Avisen eragereecht. An et ass och Wäert drop geluecht ginn, fir d'Agrarkommissioun ëm en Avis ze froen, deen och am Kader vun der Sëtzung vum 30. März ausgeschafft ginn ass. An den 19. Juni dunn ass de Rapport vun deemem Gesetz ugeholl ginn.

Ech si schon drop agaangen, dass dëst Gesetz drop beduecht ass, fir déi lëtzebuergesch Gesetzgebung konform ze setze mat der europäescher Reglementatioun, andeems de Champ d'application erweidert gëtt, an zum anere soll de System vun de Kontrollen iwwert deen nei geschafene Poste vum Kommissär reorganiséiert ginn.

D'Handwierkerkummer begréisst iwweregens an hiren Avisen, dass sech endlech eppes deet bei der Reorganisatioun vun de Kontrollmechanismen, a strieft sech géint déi Abberzuel vu verschiddene Verwaltungen, déi hirem Horeca-Secteur d'Liewe schwéiermaachen. Si wënscht sech e kohärent Gesetz an eng verantwortlech Instanz, déi hiren Usprechpartner ass. En gros kann een och soen, dass d'Chambre de Commerce sech och gréisstendeels diesen Iwwerleeungen ugeschloss huet.

Well et bei der Liewensmittelsécherheet an éischer Linn ëm d'Gesondheet vun dem Konsument geet, läit déi natierlech Kompetenz vun der Kontroll a vun der Liewensmittelsécherheet beim Gesondheitsministère, sief et duerch d'Beschreftung, duerch den Import, duerch de Risiko vu mikrobiologeschen oder chemesche Kontaminatiounen, déi sech op d'Gesondheet auswirken, duerch d'Inhaltstoffe an Zousatzmittel, déi an den lesswueren kënnen verschafft ginn, an net zulescht och fir d'Kommunikatioun zum Konsument iwwert d'Liewensmitteln, déi als net sécher ugesi ginn, an dat iwwert de Système d'alerte rapide oder e Communiqué de presse.

De Landwirtschaftsministère dergéint ass zoustänneg fir alles, wat déi primär Produktioun vun de Liewensmitteln ugeet. A seng Kontroll bezitt sech op d'Déieren, d'Geseems an déi landwirtschaftlech Produkter. Och den Departement vun dem Konsumenteschutz ass beim Contrôle vun de landwirtschaftleche Produkter mat implizéiert, ënner anerem fir de Volet vun der Informatioun un d'Bierger.

Des Weideren ass eise Landwirtschaftsministère och zoustänneg fir d'Qualitéitsnormen an d'Labellen, wéi zum Beispill „Marque nationale“, a soss Bioproduiten, déi ausgezeechent ginn.

Alles an allem wäert iwwert dëst Gesetz eng méi enk Zesummenaarbecht mat béide Ministère an hire jeeeweilige Verwaltungen ugestriift ginn. An et wäert och eng eenzeg Kontaktadress ginn, deemno een administrativen Usprechpartner fir sämtlech Betriber, déi am Secteur vun der Alimentatioun a vun der Restauratioun schaffen.

Dës Rôle wäert dem Commissaire à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire zoukommen, deen d'Koordinatioun iwwerhëlt an dann eben och déi Haaptkontaktperson ass. Esou iwwerhëlt de Kommissär de ganzen Aufgabebereich och vum sougenannten „OSQCA“, dem Organisme pour la sécurité et la qualité

de la chaîne alimentaire, deen domadder eigentlech och keng Daseinsberechtigung méi huet an dann och ofgeschafft gëtt.

An hirem Avis huet d'Agrarkommissioun d'Fro opgeworf, ob et net ubreecht wier, dass de Landwirtschaftsministère sech och un der Propositioun vun der Nominatioun vum Kommissär misst bedeelegen, wéinst senger Tutelle iwwert d'Veterinärverwaltung. Dëst kann awer esou net guttgeheesch ginn, well den Artikel 2 vum Veterinärsgesetz ganz kloer seet, dass des Verwaltung och dem Gesondheitsministère ënnersteet, wat d'Kontrolle vun der Sécherheet vun den déieresche Liewensmitteln ugeet, sou dass d'Nominatioun vum Kommissär op enger gemeinsamer Propositioun vum Gesondheitsminister a vum Minister, deen de Konsumenteschutz a sengen Attributiounen huet, berout.

Wat elo d'Taxatioun vun dese Kontrollen ugeet, esou wäerten déi just beim Suivi ufalen. Déi éischt programméiert Kontrollen an engem Betrieb kaschten näischt. D'Modalitéiten dovunner wäerten dann awer nach iwwer e groussherzoglech Reglement geregelt ginn.

D'Gesetz applizéiert sech net nëmme méi op d'lesswueren selwer, mä neierdengs och op all Materialien a soss Objeten, déi a Kontakt komme mat den lesswueren, och d'Transportmittel, d'Lokaler, wou d'lesswueren preparéiert ginn, wou se stockéiert ginn, wou se verkaaft ginn, an och d'Zousatzstoffe.

All Betrieb, dee mat lesswueren schafft, muss enregistriert si respektiv och agreéiert sinn, wann e mat déieresche Produite schafft, an ënnerläit domadder och de Bestëmmunge vun deemem Gesetz, wat d'Regele vun Hygiène an och soss Moossnamen betrëfft.

Et muss een och wëssen, dass de Verfall vun lesswueren iwwer Internet och de Kontrollen ënnerläit. D'Kontrolle ginn um Terrain vun de Beamte vun der SECUALIM, vun de Beamte vun der Veterinärverwaltung an den Agente vun der Douane gemaach, vum Grad vum Brigadier principal un an nodeems si och eng speziell Formatioun gemaach hunn.

D'Kontrollen an och déi domat verbonne Sanktiounen ginn de sämtlechen europäesche Reglementer ugepasst, wat d'Santé publique ubelaangt a Bezuch mat der Liewensmittellketten. Dëst kënn penal Sanktiounen ginn, mä awer och eng ganz Rëtsch vun administrative Mesurë kënn getraff ginn.

Jee nodeem, wéi grav dass d'Faute sinn, si Sanktiounen virgesinn, déi vun 150 bis 2.000 Euro, jo souguer a jee nodeem bis 500.000 Euro kënn goen. An och bis zu dräi Joer Prisongsstroe kënn ufalen.

Dëst, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, weist drop hin, wéi eng Wichtigkeit der Hygiène vun eisen lesswueren zoukënn an dass mer net aus den Ae solle verléieren, dass eigentlech alles, wat an deemem Gesetz ugeduecht ass, och voll an den Domän vun der Santé publique erapasst. Déi concernéiert Verwaltungen vun der Direktioun vun der Santé, vun dem Service vétérinaire an och e klengen Deel vun der Verwaltung vun den techneschen Dëngschter vun dem Landwirtschaftsministère an d'Leit vun der Douane wäerte sech deemnächst och geografesch an engem Gebai zesummefannen.

D'Resultater vun de Kontrolle ginn iwweregens och public gemaach iwwer Smileys an de verschiddenen Etablissementer, fir heiriwwer de Konsument och beschens ze informéieren. Och do gëtt nach e groussherzoglech Reglement ausgeschafft, fir déi genau Modalitéiten ze definéieren.

Dëst Gesetz gesäit dann och vir, dass verschidde Beamte kënn Mesures d'urgence huelen, wann et eng Gefor gëtt fir d'Effentlechkeet, déi dat géif verlaangen a wou direkt misst gehandelt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, och wann eise Kontrollsystem wat d'lesswueren ubelaangt bis elo net allze schlecht war hei zu Lëtzebuerg, esou kommen elo natierlech Verbesserungen mat deemem Gesetz. Eleng schon de Fait, dass d'Koordinatioun iwwert de Kommissär geregelt ass an dass d'Resultater vun de Kontrolle public gemaach ginn, bréngt d'Agente an der Liewensmittellbranche dozou, nach méi diszipliniert ze ginn, an d'Konsumenten wäerte mat Sécherheit méi Vertraue kréien.

Vun deemem Gesetz kann ee sech also erwaarden, dass an allen Hijiichte méi séier a besser wäert gehandelt gi bei der Kontroll, beim Suivi vun de Kontrollen, bei der Matdeelung un d'Bierger am Fall vun engem gréisseren Liewensmittellproblem oder -skandal, bei méi haarde Strofen an natierlech de kuerze Weeër bei déi richtig Instanz, wou ee séier agräife kann.

Dëst alles gesot, mengen ech, brauch een net méi allze vill bäizefügen. Dat Gesetz ass wichteg. Et besteet eng Drénglechkeet, fir et ëmze-

setzen. An ech gi vun hei aus dann och den Accord vun eiser Fraktioun an ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Rapporteuse. An d'Wuert huet elo d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch.

Discussion générale

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken e ganz grousse Merci der Madamm Hemmen fir hiren exzellente schrëftlechen an och mündleche Rapport. D'Liewensmittelsécherheet ass e ganz wichteg an och e ganz sensibel Thema. Dofir ass et ze begrëssen, dass mir eis elo e Kontrollsystem gi mat gegebenfalls Sanktiounen, déi spille beim Net-anhale vun de Regelen.

An de leschten 20 bis 30 Joer goufen et eng ganz Rei vu Liewensmittelskandalen, och eng ganz Partie vu méi graven. D'Liewensmittelsécherheet ass deemno en Thema, dat jiddweree vun eis concernéiert. Et ass un der Politik, fir de Verbraucher ze beschützen, an dofir brauche mer och e strenge legale Kader, ouni awer op där anerer Säit d'Liewensmittelproduzenten ze schikanéieren.

Et gouf scho gesot, den Text, iwwert dee mir elo ofstëmmen, huet zwee Objektiv: d'Lëtzebuerger Gesetzgebung den europäesche Regeln unzepassen an eis domadder konform ze maachen an, op där anerer Säit, dann och de Kontrollsystem ze reorganiséieren duerch d'Schafung vun engem Commissaire du Gouvernement, dee mat der Koordinatioun vun der Kontroll um Terrain am Beräich vun der Liewensmittelsécherheet beopdrägt ass. Gläichzäiteg soll hien d'Prozeduren an d'Modalitéiten vun der Kontrolle fir all Etablissementer am Beräich vum Liewensmittelsecteur harmoniséieren.

Sou wäit, sou gutt, den Däiwel läit awer, wéi esou dacks, am Detail. An hei wéilt ech och op e puer Remarke goen, déi am Laf och vun eiser parlamentarescher Aarbecht diskutéiert goufen.

Och wa mir als CSV d'Schafung vum Poste vum Commissär begrëssen, sou bleiwen awer grad bei deem Commissär e puer Froen op respektiv imposéiere sech eng Partie vu Remarke. Den Text geet net drop an, wéi eng Formatioun dass de Commissär muss hunn. Et gëtt just festgehale, dass hie vum Regierungsrat op eng gemeinsam Propos hi vum Santé- a Konsumerschutzministère muss nominéiert ginn.

Et muss ee wëssen, dass am Mäerz 2007 den Organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire, den OSQCA, gegrënnt gouf. Et war den Ufank vun engem institutiounen Organ fir Liewensmittelsécherheet an e gouf an d'Liewe geruff vun dem haitege Chamberpresident, deemolege Santéminister, an der deemoleger Landwirtschaftsministesch Octavie Modert.

Abee, deen OSQCA, deen huet eng ganz Rei vun Aufgaben am Beräich vun der Liewensmittelsécherheet. Do muss ech elo soen: „hat“, well den OSQCA gëtt elo mam Commissär iwwerflësseg, sou wéi och d'Madamm Hemmen dat gesot huet, a wann dese Projet bis duerch ass, da gëtt den OSQCA per Règlement grand-ducal ofgeschafft.

Den OSQCA ass natamnt zoustänneg fir de ganze Contrôle pluriannuel, hien ass de Kontakt fir de Système d'alerte rapide vu Fudermittel fir d'Déieren, en ass verantwortlech fir de Plan de gestion de crise, en ass zoustänneg fir déi ganz Kommunikatioun am Domän vun der Liewensmittelsécherheet, fir d'Realisatioun an och fir d'Evaluatioun vun Auditen a fir eng ganz Retsch vun anere Missiounen.

Déi aktuell Regierung huet dese Projet vun der viregter Regierung geierft an huet en Audit maache gelooss, fir d'Schwächte vum aktuelle Kontrollsystem erauszefannen. Doropshi sinn eng ganz Partie vun Amendementer deposéiert ginn. Enner anere kouw dobäi eraus, dass eng eenzeg Instanz sollt geschafft gi fir d'Kontroll, d'Qualitéit an d'Sécherheet vun der Liewensmittelen. A genee do setzen dann och d'Kriticken an d'Befierchtunge vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce un. Si sinn nämlech der Meenung, dass am Fong geholl hei verpasst ginn ass, eng richteg Refonction vum Kontrollsystem ze maachen, andeems een de virleiende Gesetzesprojet zrëckgezunn hätt an e komplett neie Projet ausgeschafft an och deposéiert hätt.

De gréisste Kritikpunkt souwuel vun de Berufs-kommere wéi och vum Statsrat ass am Fong déi Multitude vun den zoustänneg Ministären, deenen den neie Commissär wäert ennerstoen. Den neie Commissär gëtt nämlech keng komplett autonom Entitéit, déi integral verantwortlech wier fir den Domän vun der Sécurité alimentaire an deementspreechend och géif iwwert

déi noutwendeg Befugnisse verfügen, fir hiren Aufgabe kënnen nozekommen. A genee dat war och schonn de Problem vun dem OSQCA. An et ass d'Ursaach, firwat den OSQCA ni dee Poids hat, deen en am Fong geholl hätt missen hunn.

Et muss ee sech bewusst sinn, dass deesen Text eng immens grousse Envergure huet, well he sech op all Etappe vun der Produktioun, der Verarbechtung an der Distributioun vun den Denrées alimentaires applizéiert gradessou wéi och op all Objeten a Materialien, déi domadder a Kontakt kommen. An deem ganze Responsabilitäitsdschungel verléiert een natierlech éischer den Iwwerbléck, wann ze vill Administratiounen a Services intervenéieren. Heirivuer hu mer och relativ laang an der Kommissioun diskutéiert.

Kloer, hei ass villes historesch gewuess an et ass schwéier opzebriechen. An trotzdem muss mer eis bewusst sinn, dass d'ëscht elo de Moment gewiescht wier, fir et ze maachen. D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis complémentaire och ausdrécklech drop higewisen, dass d'ëscht eng Fuerderung an e Wonsch vum Terrain gieweschit wier.

D'Chambre des Métiers mécht dann och nach op ee Punkt opmierksam, deen een effektiv am A behale muss, wéi et och vun der Madamm Hemmen scho gesot gouf: Et gëtt jo d'Transparenz vun de Kontrollresultater verbessert. Dës Resultater ginn och public gemaach mam Zweck, de Konsument ze informéieren, wat och richtig a wichtig ass. D'Chambre des Métiers ass och net géint dese System. Mä si weist awer drop hin, dass, sollten déi Resultater einfach bliwwen public gemaach ginn, se scho quasi wéi eng Sanktioun wirken, och wann et sech eventuell just ëm e minimale Verstouss handelt.

Fir dass d'Kontrollen effektiv de gewünschte positiven Effekt mat sech bréngen, plädéiert d'Chambre des Métiers derfir, dass d'Kontrollen unhand vun enger standardiséierter Checklésch, déi och fir d'Entreprises transparent an zougänglech ass, duerchgefouert ginn. Donieft soll eng gemeinsam - dat ass ganz wichtig - Methodologie fir déi verschidde Agente festgehale ginn. An d'Agente brauchen och eng adequat Formatioun fir déi Aufgab, d'ëscht, fir ganz einfach sécherstellen, dass allegueren d'Betribler gläichbehandelt ginn.

Fir d'Chambre des Métiers ass de Pouvoir décisionnel vum Commissär net ganz kloer. De Commissär muss jo e komplette Kontrollsystem organiséieren an harmoniséieren, jongléieren téscht verschidde Entitéiten, déi véier verschidde Ministären ennerstinn: d'Douane, d'Police, d'Direktioun vun der Santé, d'Vetérinärinspektioun an d'ASTA. Do ass dann d'Fro erlaabt, wien dann zum Schluss d'Verantwortung dréit.

D'Chambre de Commerce ass an hirem Avis nach op ee Punkt agaangen, dee mir net onwesentlech erschénkt, an zwar deen, dass deesen Text sech och applizéiert fir «matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires». Hei weisen déi Responsable vun der Chambre de Commerce zu Recht drop hin, dass et sech virun allem ëm d'Transportbehälter an ëm d'Maschine fir d'Verarbechtung vu Liewensmittelen handelt an deesen Industriesecteur enner eng aner Reglementatioun fällt wéi d'Liewensmittelsécherheet. Domadder kéint den Text wäitreechend Konsequenzen hunn, déi vläicht net onbedéngt am Virfeld beduecht goufen an déi net onbedéngt am Sënn vum Legislateur kéinte sinn.

Eng Remark, déi och am Rapport gemaach gouf an déi ech deelen, ass de Risiko vum Verkauf vu Liewensmittelen am Internet. Hei kënnen d'Leit egal wat bestellen. D'Kontroll an deem Domän ass natierlech vill méi schwéier. A fir dat nëmme kënnen usazweis e bësslechen ze maachen, brauch ee vill, vill méi Ressourcen.

Wann een eemol kuckt, wat een alles kann iwwer Internet bestellen, kann ee sech just nach wonneren. All déi Liewensmittelen, déi am Internet un e Konsument zu Lëtzebuerg verkaaft ginn, falen nämlech och énnert d'ëscht neit Gesetz, och wann d'Kontroll, wéi gesot, extrem schwéier wäert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, trotz deesen e puer méi kritisches Téin zu Punkten, déi mer wierelech am A solle behalen, wäert d'CSV dese Projet matdroen, an ech ginn och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ernährung spillt ouni Zweifel eng wesentlech Roll de Moment am Liewe vun engem Mënsch. Mir wëssen alleguer, zu wat et féiert, wann ee sech net gutt

ernährt, wann ee sech falsch ernährt: Iwwergewicht, Kriibs an aner Krankheete kënnen d'Konsequenz sinn. An et ass och e Fakt, dass u sech fréier d'Leit vill méi vun hirem Akommes investéiert hunn an d'Ernährung, wéi dat haut de Fall ass. Statistiken schwätzen dervun, dass dat maximal 15% sinn. Haut gëtt och net onbedéngt gekacht, well een dat onbedéngt misst maachen, mä éischer als Hobby oder wann ee Leit invitéiert. Mä vill méi gëtt sech an de Restaurant deplacéiert, et gi Fäerdegprodukter konsuméiert. Geméis an Uebst aus dem eegene Gaart sinn ëmmer méi eng Raritéit ginn, an dann ass et normal, dass ee sech natierlech och Froe stellt iwwert dat, wat ee konsuméiert: Wou kënt et hier? Wéi ass et produzéiert ginn a wéi gesond ass et?

Leider hunn natierlech och eng Rei vu Liewensmittelskandalen an deene leschte Jorzénkten dozou bäigedroen, dass de Konsument ëmmer méi kritesch ginn ass - an zu Recht - vis-à-vis vun deem, wat en oft virgesat kritt. Ech wëll nëmme enneren un d'BoSE-Kris, d'Maul- a Klauenseuch, d>Listerios, Fipronil oder mat Dioxin vergéift Geflügel. Dat sinn u sech Synonymmer, déi fir ganz grav Liewensmittelskandalen stinn.

An d'Fraude alimentaire hélt leider och op deem Niveau zou. Eng eenheetlech Definitioun vu Fraude alimentaire gëtt et zwar de Moment nach net um europäeschen Niveau. Mä et ass awer wichtig, dass mer eis och deem Aspekt vill méi zouwenden. An der Zukunft sinn et virun allem och méi planzlech Produkter, déi do ëmmer erëm drénner ze leiden hunn. Ech denken un Olivenule, Wäin oder Téi, mä och leider Bioprodukter sinn an der Lescht net méi verschont bliwwen vun der Fraude alimentaire.

Et muss een och ganz éierlech soen, dass mer hei zu Lëtzebuerg net ëmmer alles am grénge Beräich kënnen gesinn. Et ginn eenzel Restauranten an och aner Liewensmittelproduzenten, déi net onbedéngt ëmmer déi noutwendeg Oplage respektéieren.

D'Diskussioun ëm d'Liewensmittelsécherheet ass jo och net nei hei zu Lëtzebuerg. Ech wéilt och drun enneren, dass mer am Juni 2000 hei an der Chamber schon e gréisseren Debat och doriwwer haten. Deemools goufe scho Propositionen souwuel vum Gesondheitsminister wéi och vum Landwirtschaftsminister gemaach.

Duerfir ass et awer elo ëmsou méi begrëssenswäert, dass haut endlech eppes op deem Niveau och geschitt, well et d'äerf ee jo net vergiessen, dass mer mat eiser Legislatioun net onbedéngt konform zu den europäesche Reglementatiounen sinn. Dat ass och schon um Niveau vu EU-Audite festgestallt ginn. An de Bréif, deen d'Europäesche Unioin scho fäerdeg geschriwwen huet, dee läit zwar op der Post, mä den Timber ass nach net drop. Mä et hätt net allze laang gedauert, bis dat en och ofgeschéckt gi wär, wa mer eben, wéi gesot, net haut géife legiferéieren. Et kann een also soen: Et ass fénnef vir zwielef.

An dann och dee rezente Audit, deen hei schon e puermol ernimmt ginn ass, vun de Gesellschaften AgileMaker a LogikaSoft, deen huet jo och festgestallt engersäits dass zwar eng ganz engagéiert Aarbecht vun der Leit um Terrain géif gemaach ginn, fir eben all deene Problemer entgéintzegoen, mä op där anerer Säit huet en awer zréckbehalen, dass et wichtig wär, dass een déi ganz Kompetenz géif méi bündelen an dass u sech och dat, wat am Regierungsprogramm stoung, esou séier wéi méiglech ëmgesat misst ginn.

Zwo Piste goufen opgezecht, engersäits déi vun enger selbststänneger Verwaltung, anersäits dann awer och déi, dass ee misst wéi gesot eng verbessert Koordinatioun ustriewen.

Ech wëll och hei ennersträichen, dass et awer positiv ass, dass deen Audit och public gemaach ginn ass, wat jo awer och eng dach grousse Transparenz dee Moment bedeit.

Haut schafe mer den OSQCA, an et ass och hei schon ennerstrach ginn, of an dee gëtt ersat duerch de Commissär. Dat ass u sech ee vun den Haaptkärpunkte vun deem Gesetz. Ech mengen, dee Kommissariat kritt ouni Zweifel eng ganz wichteg Bedeitung, eng grousse Verantwortung. Et gëtt sech och vun där Funktioun natierlech elo villes an der Zukunft erhofft.

Mir wëssen, dass dat eng Persoun muss sinn, déi gewësse Kompetenzen huet, déi engersäits eng Fachausbildung mat muss bréngen, op där anerer Säit awer och d'Sensibilitéit muss hunn, fir Leit ze féieren, fir awer och virun allem eng Koordinatioun kënnen unzestriewen. An och wichtig ass et, dass déi vill Informatiounen dee Moment kënnen énnert där Responsabilitéit gesinn an dass och zum Beispill, wat rapid Alerten ubelaangt, ganz gutt reagéiert ka ginn.

Op där anerer Säit d'äerf een natierlech net vergiessen, dass dat hei eng ganz wichteg Erausforderung ass, mä mir riskéieren natierlech och gegebenfalls, e bëssen an e Vide eranzekommen. Et ass och meng Fro un d'Madamm Ministesch. Mir schafe jo mat deem Gesetz hei den OSQCA of. Dat heescht net, dass mer dee Kommissär schon en place ass. Et kann een also nëmme hoffen, dass déi Iwwergangszäit awer och deementspreechend elo net zu neie Problemer wäert féieren.

Nei an deem Gesetz ass jo och, dass elo Taxen agefouert ginn ab där zweeter Kontroll. Och do muss een awer vläicht e bësslechen déi Angscht, déi elo vun dem Secteur, besonnesch vun där enger oder där anerer Chambre professionnelle, geäussert ginn ass, relativéieren. Wéi gesot, et handelt sech virun allem drëm, wann eng zweet Kontroll gemaach gëtt. Wann ee schon eng Kontroll gemaach kritt huet a sech do erausgestallt huet, dass een net all Kritären erfëllt huet, mengen ech, dann huet een net onbedéngt d'Recht, och nach drop ze pochen, dass een net onbedéngt dierf dann nach doduerch vun enger Tax entbonne ginn (veuillez lire: drop ze pochen, dass een dann nach vun enger Tax entbonne gëtt).

Et d'äerf ee jo och net vergiessen, dass déi, déi Geld mat Liewensmittelen verdéngen, awer enger ganz grousse Verantwortung ausgesat ginn. A mir sinn och an där glécklecher Situatioun an deem Land, dass déi meescht dat och ganz eescht huelen.

En anere wichtegen Aspekt vun deem Gesetz ass natierlech de Verkauf vu Liewensmittelen iwwer Internet. Och dat ass näischt Neits. Mir wëssen, dass de Verkauf iwwer Internet ëmmer méi u Bedeitung gewéint. Dat géllt éischer fir aner Produkter, mä dass et och elo um Niveau vun de Liewensmittelen ass, dass muss eis natierlech och interpelléieren. An duerfir ass et och wichtig, dass mer iwwert deen heite Wee awer Mesuré virgesinn, fir dat och besser an Zukunft kënnen ze kontrolléieren.

Wa mer natierlech scho bei der Kontrolle sinn, da muss een e Wuert doriwwer verléieren, ouni Zweifel. Wat bréngt déi beschte legal Basis, wann net herno um Terrain dann effikass Kontrolle garantiéiert sinn? Dat wëllt elo net heeschen, dass all Restaurant an all Produzent vu Liewensmittelen soll kujeniéiert ginn. Mä op där anerer Säit muss een awer wëssen, dass de Konsument och d'Urecht huet, fir dass awer ëmmer regelméisseg Kontrolle gemaach ginn.

Mir wëssen, dass et do eng Rei vu Schwachstellen nach ginn. Mir müssen et awer fäerdegbréngen, den Equiliber hierzestellen téschent engersäits effikass Kontrollen an anersäits awer och, wéi gesot, de betraffene Secteur net mat ze vill Oplagen ze ploen. Et ka jo net sinn, dass e Betrib moies vun deem enge kontrolléiert gëtt a mëttes erëm vun engem aneren. Dat ass mat Sécherheet keen einfachen Exercice. Dat ass eng grousse Erausforderung, wou ech allerdéngs der Meenung sinn, dass mer mat deemem Text do awer scho wäerten eng gutt Léisung kënnen fannen.

Ech wëll dann och zum Beispill op den Artikel 13 vun deem Gesetz hiweisen, wou et ëm urgent Mesuré geet, dass och d'Police a vereedegte Beamten ebe bei engem gewëssene Verdacht d'Recht hunn, Recherchen ze maachen. Dat ass eng Moosnam, déi och a villen anere Gesetzter virgesinn ass, an ech mengen, déi een och kann ouni Zweifel hei matdroen.

Da soll een och nach op den Import vu Liewensmittelen aus Drëttlänner hiweisen. Mir wëssen, dass et jo awer op der Welt leider eng Rei Regiounen ginn, wou vläicht net déi Kritären zréckbehalen gi wéi hei bei eis. Dowéinst ass et also och wichtig, dass do Kontrolle gemaach ginn. Am Artikel 8 ass do zum Beispill virgesinn, enner Punkt 3, dass e Règlement grand-ducal kéint ausgeschafft ginn, wat den Import aus Drëttlänner ubelaangt. Ech sinn allerdéngs éischer der Meenung, mir sollen dat „kéint“ ersetzen duerch „muss“, dass soll e Règlement grand-ducal festgehale ginn, well, wéi gesot, dat awer ëmmer eng gewësse Gefor duerstelle kann, wa Liewensmittelen aus spezifesche Länner kommen, wou ee vu virera weess, dass déi hygienesch Konditiounen net ëmmer esou respektéiert ginn, wéi dat misst sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo virun allem ee Punkt, deen zu ganz villen Diskussiounen gefouert huet, an dat ass jo de Mëtteg scho vu menge Virriednerinnen ugeklungen, an zwar dee vun der Kompetenzbündelung. De Moment si jo eng ganz Rei Verwaltungen, déi Kompetenzen hunn. An hei soll een och vläicht effektiv eng Kéier op den Avis vun der Chambre des Métiers hiweisen, déi et

relativ gutt op de Punkt bruecht huet an hirem Avis complémentaire, déi eng Harmonisatioun vum Kontrollsystem gefuerdert huet, andeem eng eenzeg Autoritéit géif geschafe ginn.

Mir hunn de Moment natierlech eng Rei Haaptakteuren. Ech wëll der nëmmen e puer hei nennen: d'ASTA, d'Veterinärverwaltung, d'Police, d'Douane, d'Direktioun vun der Santé oder den IVV. 2014 goufen iwwer 21 verschidde Kontrollsystemer festgestallt. Och déi Zuel seet eppes aus. Natierlech, vum reng theoretische Standpunkt hier wär et net méi wéi ubrecht, dass ee géif eng Bündelung vun all deene Kompetenze virgesinn. Mä et dierf een awer och net vergiessen, munches ass historesch gewuess a vun engem Moment op deen anere kann een och net ëmmer alles änneren.

Souwuel de Gesondheets- wéi awer och de Landwirtschaftsminister, dat wëll ech hei emol nach eng kéier betounen, hunn natierlech wichteg Aufgaben an hirem Secteur ze erfüllen.

Ech wëll och am Numm vun der Demokratescher Partei hei soen, dass de Projet de loi, dee mer haut hei diskutieren, mat Sécherheet net onbedéngt dat perfekt Gesetz ass. Mä Gesetzestext ginn net geschriwwen fir d'Éiwegkeet. D'Gesetzestext sinn do, fir ëmmer erëm ugepasst ze ginn, fir ze kucken: Wou kënnen mer nobesseren? An dat wäert mat Sécherheet och fir deen heite Gesetzestext gellen.

Et dierf een natierlech och net vergiessen, dass mer eis awer och um Niveau vun enger Legislatioun bewegen, déi dach schonn eng Rei vu Joren um Bockel huet. Dat geet bis op 1953 zréck. Duerfir ass et och gutt, dass mer haut de Schrétt hei maachen. Mä et dierf een awer och net vergiessen, dass schonn ab 2019, wann dat neit EU-Reglement 2017/625 wäert a Kraaft trienden, dann diesen Text spéitstens erëm eng kéier op de Leescht geholl muss ginn.

Nichtsdestotrotz nach eng kéier: Dat hei ass e wesentlechen Text, et ass e Baustein an déi richteg Richtung, deen natierlech och net eleng kann dosto. Et muss een do deen och e bëssen a méi engem grösseren Kontext gesinn. Ech denken do zum Beispill un de Projet de loi 7273, also de Projet de loi relatif aux contrôles officiels des produits agricoles, deen de Landwirtschaftsminister Fernand Etgen de leschten 28. März hei deposiert huet a mat deem also gemeinsam eng méi konsolidiert Richtung uvisiert ka ginn.

Ech mengen och, dass heimat déi zwee Ministeren e gewässenen Optrag kréien, also, wéi gesot, engersäits de Santésminister oder d'Santésministerin an de Landwirtschaftsminister, fir och physesch ze versichen, gewisse Verwaltungen ze regruppieren. An do ass jo awer och schonn eng éischt positiv Initiativ ze gesinn, an zwar solle jo dann d'Veterinärverwaltung an de Service SECUALIM vun der Santésdirektioun nach viru September, wa meng Informatiounen richteg sinn, zu Stroossen e gemeinsamen Lokal kréien, wat jo schonn eng gutt Initiativ ass, déi sech dann och an déi richteg Richtung entweckelt.

Da wëll ech och op déi bestoend Datebasen hiweisen, wou et och wichteg ass, dass déi gemeinsam analysiert ginn, dass een och herno eng gemeinsam Base de données kann entweckelen, wat eis och géif erlaben, bei gewisse Skandalen och méi schnell eng Traçabilitéit kënnen feststellen. Dat géif och de Betriber et op eng Manier méi einfach maachen, wa se och genee wëssen, wéini, wou se kontrolléiert gi sinn a wat nach ëmmer u sech virgesinn ass, fir zousätzlech Kontrollen ze maachen. Ech mengen, et wär och wat den Historique vun engem Betriber ubelaangt vu Virdeel, wann een dat alles méi gemeinsam kéint analysieren.

Natierlech muss ee sech och bewusst sinn, an och hei soll ee realistesch sinn: Esou Initiative kënnen natierlech och net vun haut op muer realiséiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass evident, dass de Konsument haut e Recht huet, ech géif scho soen e verbréift Recht huet, fir genee informéiert ze ginn iwwer dat, wat e konsuméiert. Duerfir ass déi sougenannten „Hygièneampel“ oder de Smileysystem eng gutt Initiativ, déi de Moment zwar nëmme fakultative Charakter huet. Et ass allerdéngs wichteg, dass och vläicht awer do esou séier wéi méiglech eng kéier e Règlement grand-ducal geholl gëtt, fir dann eben och, wéi gesot, Punkte wéi Recoursméiglecheeten oder d'Reaktivitéit vusäite vun de Kontrollorganer festzehalen.

Datt eng Testphas virgesinn ass, ass jiddefalls eng ganz gutt Iddi. Mä mir bleiwen nach wie

vor der Meinung, dass dat an enger spéiderer Phas awer soll obligatoresch erkläert ginn. Wéi gesot, de Wee, deen awer hei ageschloe gëtt, ass ouni Zweifel dee richtegen, well d'Gewöner sinn am Endeffekt am Fong geholl souwuel de Konsument wéi och déi zoustänneg Betriber.

Ech wëll awer och drop hiweisen, dass jo awer an deene leschte Méint vill Gespréicher och mat deenen zoustännegen Akteure gefouert goufen, wat och wichteg ass. Et kann een net vun uewen erof eppes dekretieren. Hei waren awer vill Gespréicher mat der Horeca, mat de Chambres professionnelles, mat de Verbänn, mam Geoportail an de Verwaltungen, wat och ouni Zweifel ganz noutwendeg war.

Et dierf een net vergiessen, dass et esou Systemer och schonn de Moment an acht Länner ginn, wéi gesot de sougenannte Smileysystem, ënner anerem och an eisen Nopeschlänner Belsch a Frankräich. An do kënnen mer jo dann och vun deenen Erfahrung profitieren.

Natierlech dierf awer och esou e System net méissbraucht ginn. Mir wësse jo awer och, wat den Impakt vun esou Bewäertungen ass. A jiddweree vun eis, deen iwwer Internet seng Vakanz bucht oder e Fluch bucht, dee weess, dass een iwwer booking.com oder iwwer Tripadvisor sech do awer oft referéiert op Referenzen, an déi kënnen awer meeschtens entscheidend si fir dee Choix, deen een trifft. Wéi gesot, och dat hei ass eppes, wat ouni Zweifel net ze ënnerschätzen ass.

Jiddefalls, déi Beräicher vun der Sécherheet a vun der Qualitéit vu Liewensmëttel si méi wéi sécher just an hirem gesamten Zyklus ze gesinn, zum Beispill „de la fourche à la fourchette“ oder „de l'étable à la table“. An dowéinst dierf een de 6614 hei och net lassgelleist vun dem Projet de loi 7273 gesinn, op deen ech scho kuerz agaange war, wou mer och hoffen, dass deen esou séier wéi méiglech och eng kéier zum Vott hei an der Chamber wäert kommen.

Jiddefalls zesumme wäerten déi Texter derfir suergen, dass insgesamt de Kontrollsystem vun de Liewensmëttel hei zu Lëtzebuerg nach wäert verbessert ginn. An deem Sënn, wéi gesot, steet d'Demokratesch Partei zu där Decisioun hei an zu deem Gesetz hei.

Ech wëll vläicht eng lescht Remark nach maachen, wat den Avis vun der Agrarkommissioun ubelaangt, déi mer jo och net unbekannt ass. Virdrun ass hei gesot ginn, dass den Agrarminister do keng Roll ze spillen hätt. Dat gesinn ech e bësse méi relativiert. Et dierf een awer net vergiessen, dass den Agrarminister an där ganzer Problematik hei trotzdem awer gefuerdert ass.

An trotzdem war eben och eis Iwwerleung, fir dass een dem Agrarminister och sollt an Zukunft e gewässent Matsproocherecht ginn, wann et ëm d'Nominatioun vun dem Kommissär geet, och wann d'Madamm Hemmen hei richteg gesot huet - där ech och nach Merci soe fir hir verschidde Rapporten -, dass dat um legislative Plang vläicht net direkt esou virgesinn ass. Mä ech mengen awer trotzdem, mir sollen net verkennen,...

(Interruption par la présidence)

...datt de Landwirtschaftsminister awer hei iwwer d'Veterinärinspektioun an och iwwer aner Kanal eng wichteg Roll ze spillen huet. E soll also och bei der Nominatioun vun dem Kommissär awer kënnen e gewässent Wuert matsoen.

An deem Sënn, wéi gesot, bréngen ech awer den Accord vun der Demokratescher Partei a soen lech Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

(Consultation interne)

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Neen, neen, neen, ech wollt just, dass Dir net gestéiert gitt.

Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Joséé Lorsché.

► Mme Joséé Lorsché (déi gréng).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Liewensmëttelketten ass haut méi laang a méi komplex wéi jee. A well vill lesswueren industriell hergestellt ginn, verschwannen net nëmmen eng ganz Rei landwirtschaftlech Betriber, Metzereien a Bäckereien, mä och d'Diversitéit vun eise Liewensmëttel.

Parallèle dozou klëmmt d'Gefor fir d'Gesondheet, well et regelméissig virkënn, dass géfteg Chemikalien oder Mikroorganismen sech an der Liewensmëttelketten usidelen a vill Mënsche krank maachen. D'Erfahrungen aus de leschte Jorjénge hunn et gewisen: D'Veseuchung aus enger eenzeger Quell oder een eenzege Feeler an der Kontroll vun der ganzer Kette kënnen erhieflech, dramatesch Konsequenzen hunn op d'Gesondheet a féiere meeschtens och zu grousser wirtschaftlecher Perten.

Beispiller ginn et der genuch. Ech hunn eng kleng Recherche gemaach. Tëschent de Joren 1981 an 2018 goufen et ganzer 19 Liewensmëttelskandalen gréisserer Natur, meeschtens mat fatale Konsequenzen op d'Gesondheet an op d'Wirtschaft: ugefaangen am Joer 1981, wou Anilin am Rapsuech zum Doud vun 1.200 Mënsche gefouert huet; de BSE-Skandal, deen zréckgeet op 1997 a schätzungsweis 200 Mënschen um Gewëssen huet; de Fungizid-skandal, wou d'Coca-Cola mat Fungizid beelaacht war 1999 a wou eleng zu Lëtzebuerg 90 Milliounen Liter Cola hu missen entsuert ginn; de Skandal mat verseuchte Bockshornkléisprossen am Joer 2011, deen a ganzer 16 Länner zu der geféierlecher EHEC-Infektioun gefouert huet mat iwwer 4.000 Kranken, vun deenen der 55 gestuerwe sinn; de Gammelfleeschskandal, wou 21 brasilianesch Firmen verduewent Fleisch ënner anerem och an Europa exportéiert hunn; dat dubiéist Päerdfleisch an der Lasagne; de Fipronil an den Eeër an esou weider an esou fort.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ogesi vum grousser mënschlecher Leed louchen d'Verloschter fir d'Landwirtschaft a fir d'Liewensmëttelindustrie eleng beim Bockshornkléiskandal laut der WHO bei geschätzten 1,20 Milliarden Euro.

Dir Dammen an Dir Hären, fir esou Katastrophen ze verhënneren an d'Konsumenten besser ze schützen, muss d'Politik natierlech hir Verantwortung iwwerhuelen. An et ass jo och duerfir, firwat mir dese Projet de loi haut stëmmen an eis un déi europäesch Normen upassen. Et geet jo dorës, d'Systemer an d'Strukturen ze verbesseren am Hëllef op eng komplett Garantie - wann et déi dann iwwerhaapt sollt ginn.

Wichtig ass dobäi d'Zusammenarbecht tëscht alle Beräicher vun der öffentlecher Gesundheet, der Déieregesondheet, der Landwirtschaft an esou weider, net just zu Lëtzebuerg, mä generell an der ganzer EU a weltwäit. Fir deem Rechnung ze droen, huet déi Europäesch Kommissioun de gesamte legislative Prozess virun enger gudder Zäit erneiert an nei Kontrollmechanismen geschaaft, ënner anerem mat der Direktiv, där mir eis haut jo och endlech upassen a se respektieren.

An Europa an och zu Lëtzebuerg gëllt de Prinzip „vum Produzent bis zum Verbraucher“, dat heescht, dass d'Liewensmëttelsécherheet fir den Endkonsument nëmme garantiéiert ka ginn, wann d'Kontroll keng Faillë zouléist. Dat heescht, et muss ee konsequent sécherstellen, dass net nëmmen d'Endprodukt, also dat, wat um Teller lant, propper a genfräi muss sinn, an awer och géiffräi - genfräi ass eise Wonsch -, mä doriwwer eraus och d'Matières premières, mat deenen d'lesswueren hiergestallt ginn.

An och wann d'Fuddermëttel fir d'Déieren der Definition no net zu den Denrées alimentaires gehéieren, sou ass et awer wichteg ze betounen, dass d'Fuddermëttel e groussen Afloss op d'Gesondheet vun den Déieren hunn. Dat mécht natierlech, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Fuddermëttel och en Impakt op d'Qualitéit vum Fleisch hunn, wat op eisen Tellere lant.

► Une voix.- Très bien!

► Mme Joséé Lorsché (déi gréng).- Net anescht ass et bei de Planzen, déi d'Déiere friessen an der fräier Natur, déi mat Schuedstoff belaaucht sinn, oder besser net.

Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Liewensmëttelketten als solch ugeet, hu mir zu Lëtzebuerg schonn eng Rei Instrumenter a Kontrollmechanismen, fir d'Sécherheet natierlech beschtméiglech ze assurieren. A mam Projet de loi, dee mer haut stëmmen, kommen der eng Rei derbäi. D'Madamm Hemmen ass an hirem Rapport op d'Detailer agaangen. Duerfir lech villmools Merci, Madamm Rapportrice.

Éischtens geet et kuerz gesot ëm d'Missionen, déi jo um Plang vun der Liewensmëttelsécherheet müssen erfüllt ginn an déi noutwendeg sinn. Déi wäerten duerch e Commissaire du Gouvernement assuréiert ginn a besser koordinéiert ginn. Laut dem Projet de loi soll dee Kommissär d'Aufgabe vun dem OSQCA iwwerhuelen, dass scho gesot ginn, a gëtt deemno verantwortlech fir d'Koordinatioun vun der Kontroll a fir d'Qualitéit vun gesamte System, deen eist Land ze gerieren huet.

Zweetens gëtt jo och en effikasse Strofekatalog agefuert, dee viru Mëssbrauch an Tricksereien ofschréck soll a streng Strofe fir den Net-respekt vun de Standarde virgesäit.

An drëtzens soll méi Transparenz an de System kommen, fir dass d'Konsumenten Vertrauen an eis Kontrollmechanismen opbauen a wëssen, dass se och effektiv réaliséiert ginn. An deem Sënn ass et positiv, dass d'Resultater vun de Kontrollen an Zukunft an enger fräi zougänglecher Datebank veröffentlecht ginn.

Alles dat si wichteg Schrëtt an eng gutt Richtung. Fir eis als Gréng ass et awer kloer, dass weider Efforte muss gemaach ginn, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis Liewensmëttel definitiv vu Schuedstoff ze befreien. Och wann net all Belaaschtung zu engem Skandal féiert, sou huet se awer en Impakt op déi mënschlecher Gesundheet, ëmsou méi, wa verschidde Belaaschtunge sech kumulieren.

An deem Kontext spillt d'Politik vun der Europäescher Kommissioun keng onwesentlech Roll. An Zäite vu globalisierter Liewensmëttelproduktioun, an där d'Chaîne alimentaire keng Landesgrenze méi kennt an ëmmer méi komplex gëtt, steet déi Europäesch Union virun ëmmer méi groussen Erausforderungen. Déi héich industrialiséiert Liewensmëttelproduktioun schaaft schlisslech net nëmme Risiko fir eis Gesundheet, mä och fir eis Ëmwelt, fir d'Déierewuel a fir d'Klima. Déi vill Skandalen spriche Bänn.

Wa mir wëllen, dass d'Liewensmëttelkontroll, mä de ganze System och vun der Liewensmëttelsécherheet an Zukunft net just aus Symptombekämpfung besteet, da muss d'Europäesch Union de Problem un der Wuerzel upaken, an do sinn och mir gefuerdert. Mir mussen bei der Liewensmëttelproduktioun ëmsteieren. Eng wichteg Konditioun ass dobäi fir déi gréng déi, dass d'Landwirtschaft an den Naturschutz méi no beienee réckelen.

► Une voix.- Très bien!

► Mme Joséé Lorsché (déi gréng).- D'Zil muss et sinn, eng villfältig Landwirtschaft opzebauen, déi ouni Géif, ouni Gentechnik an ouni Antibiotiken an der Héngerhaltung gesond lesse fir jiddweree ka produzieren. D'Zil muss et och sinn, eng Landwirtschaft opzebauen, an där d'Leeschtung vun de Bauere gewierdegt gëtt a mat där genuch verdéngt ka ginn, fir mënschwerdege ze liewen.

Dat ass eng Landwirtschaft, Dir Dammen an Dir Hären, déi net fir de Weltmarkt, mä fir de Wochemaat produzéiert an d'Populatioun mat gesonden a bezuelbare Liewensmëttel ka versueren.

► Une voix.- Très bien!

► Mme Joséé Lorsché (déi gréng).- Et ass eng Landwirtschaft, déi eiser Ëmwelt notzt, am Platz hir ze schueden, an déi d'Déierewuel respektéiert. An anere Wieder, déi Europäesch Union muss et fäerdegbréngen, eng Landwirtschaftspolitik opzebauen, déi fir Entwécklungschancë suert a verhënnert, dass d'Klengbauere mat héich subventionéierten Agrarfabricke konkurréieren müssen.

Madamm Presidentin, op europäeschem Niveau gëtt momentan iwwer d'Neiausrichtung vun der GAP, der Gemeinsamer Agrarpolitik, diskutiert. Besonnesch Lëtzebuerg mat senge kleng Betriber huet an där Fro vill ze gewannen. An et ass och duerfir, firwat ech dovu schwätzen. Lëtzebuerg huet vill ze gewannen am Fall, wou d'Gelder vun der GAP esou ëmverdeelt ginn, dass et ebe grad déi kleng landwirtschaftlech Betriber sinn, déi méi stark subventionéiert ginn, wa se gesond Liewensmëttel am Respekt vun Ëmwelt an Déier produzieren.

Doriwwer eraus geet et op europäeschem Niveau och ëm d'Zouloossungsprozeduren. Och déi leien eis um Häerz. Déi lescht Wochen, Méint a Joren hunn op en Neits gewisen, dass des Prozeduren fir Chemikalien a Pestizide grav Lacunen opweisen. D'Diskussion ronderëm d'Zouloossung vun Glyphosat-Herbizid war an deem Sënn ganz opschlussräich. Am Zentrum vun deem System steet déi Europäesch Agence fir Liewensmëttelsécherheet, d'EFSA, d'Europäesch Food Safety Authority. Bei der Bewäertung vun Glyphosat huet des Agence sech virun allem op Étude vun der Industrie baséiert, déi net öffentlech zougänglech sinn. Dowéinst bestinn eschthafte Zweifel, ob d'Bewäertung vun Glyphosat neutral an industrieonofhängeg war an ob se den héchste wëssenschaftleche Standarden entsprach huet.

Zweifelos kann een awer soen, dass de Mangel un Transparenz an der Bewäertungsprozedur vun Glyphosat zu engem schwéiere Vertrauensverloscht an der Bevölkerung gefouert huet. Als Konsequenz dovun huet déi gréng Fraktioun vum Europaparlament eng Plainte virum Europäesche Gerichtshaff deposiert, mam Zil, d'Publikatioun vun all den Étuden duerchzusetzen, déi fir d'Bewäertung vun Glyphosat konsultéiert gi sinn.

Fir eis ass et op alle Fall kloer, dass d'Zouloossungsprozedur vu Stoffen, déi potenziell grav Konsequenzen op eis Gesundheet an op eis Natur kënnen hunn, absolutt transparent muss ginn an den héchste wëssenschaftleche Standarden muss entspriechen.

Eis Konklusioon ass deemno folgend: Et geet net duer, Transparenz ze schafen um Niveau vun de Kontrollmechanismen a vun de kontrol-

léierte Wueren. Transparenz muss schon an engem Virstadium ufänken, am Virstadium vum der eigentlecher Liewensmittelketten, an zwar do, wou et drëms geet, den Asaz vu geféierleche Chemikalien an der Agrikultur ze verhënnere.

Enk domat verbonnen ass de Volet vum Etiquette, deen d'Konsumente kloer an detailléiert muss informéieren, wéi eng Substanzen an engem Liewensmittel sinn, an net just iwwert déi, déi net dra sinn. Dëst ass eng wichteg Aufgab um Niveau vum Europäescher Kommissioun an och zum Deel bei eis. D'Retraçabilitéit vum deene Substanzen ass an deem Kontext och wesentlech.

Madamm Presidentin, en zweete Volet, deen ech nach wëilt uschneiden, bezitt sech net op den europäeschen, mä op de reng lëtzebuergesche Kontext, an zwar méi speziell op eist öffentliche Verwaltungswiesen. Hei geet et ganz kloer drëms, driwwer nozedenken, wéi mir eis an Zukunft müssen opstellen, fir komplex Aufgaben a komplex Prozesser wéi ebe grad dee vun der Liewensmittelsécherheet besser enner een Hutt oder besser gesot enner een Daach ze kréien.

De Problem, dass Lëtzebuerg bei der Ëmsetzung respektiv beim Respekt vun der Direktiv un d'Strüeweile kouw, läit jo doran, dass fënnf verschidden Akteure jee weils fir en Deelstéck vun der Liewensmittelkette responsabel sinn, ouni dass et zu enger iwwergräifender Koordinatioun vum gesamte System kouw. Well de Respekt vun der Direktiv méi wéi dréngend war, hu mer de Problem kuerzfristeg domat behuewen, dass een neie Regierungskommissär d'Missioun vum OSQCA wäert iwwerhuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, des Léisung ass net direkt verwerflech a fënn natierlech eis Ënnerstützung. Mir mengen awer, dass eng folgend Regierung méi wäit muss goen, wann iwwergräifend politesch Themefelder wéi dëst geréiert mussen ginn. Der Europäescher Kommissioun ass et näamlech ganz egal, ob mir op där enger Säit eng Veterinärverwaltung, eng ASTA an en Departement vum Konsumentenschutz hu mat engem Landwirtschaftsminister un der Spëtzt, op där anerer Säit en LNS oder eng Division de la sécurité alimentaire mat engem Gesondheitsminister un der Spëtzt, an an der Mëtt vun deenen zwee d'Inspektioun vun der Douane an d'Police.

Der Kommissioun ass et vill méi wichteg an eis alleguer muss et och vill méi wichteg sinn, dass dee ganze System effikass funktionéiert. An eisen Ae kann et nëmme dann effikass funktionéieren, wa mir méi prozessorientéiert denken an d'Kompetenzen enner engem eenzegem Daach bündelen. An deem Sënn dierf et an Zukunft net méi drëms goen, déi politesch Handlungsfelder an de besteende Verwaltungsapparate ze quetschen, esou gutt wéi et geet, fir dass keen onzefridde gëtt a kee gréisser Changeur muss a Kaf huelen.

An Zukunft muss et drëms goen, Dir Dammen an Dir Hären, de Verwaltungsapparate esou opzestellen an unzepassen, dass en déi transversal politesch Themefelder méi effikass a méi direkt kann ëmsetzen. Dass ass net nëmme en Uleies vun der grénger Fraktioun zanter Joren, och déi verschidde Beruffskummeren hunn an hiren Avisen ervirgestrach, dass et net glécklech ass, e Labyrinth opzebauen, an deem déi eenzel Akteure sech séier verléieren. Besser wier et, eng „réforme en profondeur“ duerchzuführen, esou wéi d'Chambre de Commerce et ausdréckt. Mir sinn net méi 1953 an och net méi 2003, mir sinn 2018!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng modern Réforme en profondeur heescht fir eis, dass mir e Verbraucherschutzministère kéinte schafen a solle schafen, dee weder dem Gesondheitsministère ennerstee nach un de Landwirtschaftsministère gekoppelt ass, mä eegestännig funktionéiert.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Esou e Ministère kéint sech voll a ganz op de Schutz vun de Konsumente konzentrieren, och a virun allem um Niveau vun der Liewensmittelsécherheet a villen aneren. E géif zu enger net onwesentlecher Simplification administrative bäidroen a kéint donieft eng berodend Funktioun fir d'Konsumenten iwwerhuelen. An eisen Aen ass dat de Wee, op dee mir solle goen.

Fir ëmzestieren an d'Konsumenten nach besser ze schützen wéi haut ass et näamlech ni ze spéit!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci der Madamm Lorsché. Als nächst ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Madamm Presidentin. Mir sinn eis heibannen alleguer eens, dass eng effikass Kontroll vun Liewensmittelen richteg a wichteg ass, sief et, fir Katastrophen ze verhënnere, wéi d'Madamm Lorsché se elo androcksvoll opgezielt huet, sief et awer och, fir einfach normal hygienesch Bedingungen a Restauranten oder Frittebudene ze garantéieren.

Et entsprécht och enger Fuerderung vun de Betraffene selwer, dass déi Kontrollen an Zukunft solle besser koordinéiert sinn. Souwuel d'Handwierkerkummer, d'Horeca wéi och de Commerce hu sech an hiren Avis klipp a kloer ausgeschat fir eng méi einfach an transparenter Procedur, an dat am beschte vun enger eenzeiger Autoritéit.

Dat Zil gëtt mat deem Text leider nëmme ganz begrenzt erreicht. Deen neie Kommissär... Woubäi ech wëll eng Zwëschebemierung maachen: Firwat nenne mer nei Institutionen a leschter Zäit ëmmer „Kommissär“? Dat erënnt mech iergendwéi esou un d'Sowjetunioun. Eigentlech misst dat jo den Direkter vun enger Verwaltung sinn. Mir hu jo och net e Kommissär vun den direkte Steieren, mä en Direkter vun den direkte Steieren.

Dee kritt also elo eng Kontrollaufgab, dee Mënsch, dat Organ, an dat ass ganz gutt. E kritt als Aufgab, ze koordinéieren. Och dass gutt. Awer trotzdem bleiwen déi verschidde Verwaltungen, spréchen Ministären, déi verschidde Autoritéiten, hire jeeweilige Ministären ennergeuerdent. Dass sinn Organer vun Santé, Veterinärinspektioun, Landwirtschaft, Douane, Police, Konsumentenschutz, dat gouf hei schon opgezielt. An obwuel an d'A gefasst gëtt, all des Servicer méi no beieene ze bréngen, vläicht souguer op een eenzige geografesch Site, geet dat einfach net wäit genuch. Souguer hir Base-de-donnéee sinn am Moment nach guer net ennerenee liiert. A richteg ass d'Zil, dass dee Kommissariat soll d'Kontrollen harmoniséieren. Mä et misst vill méi wäit goen.

Effektiv ass et anormal, wann an deem wéi an anere Beräicher Kontrolle multiplizéiert ginn, vun diversen Autoritéiten duerchgefouert ginn an de betraffene Betrieb doduerch belaauscht gëtt, a wat iwwerengs och de Steuerzueler en Heedegeld kascht. Déi eenzeg richteg Léisung wier gewiescht, an do sinn ech vollkommen d'accord mat der Madamm Hetto an och mat der Kritik vun der Madamm Lorsché, eng eenzeg autonom Entitéit am Beräich Liewensmittelsécherheet ze schafen ënner der Tutelle vun engem eenzegem Ministère.

Hei hu sech wuel d'Santé, d'Landwirtschaft an de Konsumentenschutz net kënnen d'accord maachen. Si sinn net laanschteneekomm. De Landwirtschaftsminister huet haut net emol méi d'Propositionsrecht, wat de Kommissär uegt. An trotz dem Gusty Graas senger leschter Remark iwwert d'Roll vum Landwirtschaftsminister muss ech soen, fir am Langage vun der Weltmeeschterschaft ze bleiwen: Hei steet et LSAP 1 : DP 0.

Zwee weider Punkte sinn héich kritikabel. Dass eent, dass sinn déi staatlech Aufgaben, déi gi vum Steuerzueler bezuelt an et ass anormal, eng staatlech Kontroll ze taxéieren. Stellt Iech vir, e Polizist kontrolléiert Äre Führerschäin an erhieft duerfir eng Tax vun 10 oder 20 oder 50 Euro, obwuel de Führerschäin an der Rei ass.

Gott sei Dank gouf hei d'Tax nëmme agefouert bei enger zweeter Kontroll no engem Constat vun enger Onregelméissegheet. Mä trotzdem si mir als ADR géint weider Taxen a selbstverständlech och géint des Tax fir eng staatlech Kontroll, déi ëmmerhi ka bis zu 10.000 Euro bedroen.

Deen zweete grouse Kritikpunkt ass déi automatesch, jo souguer déi blann Verëffentlechung vu Resultater vu Kontrollen. Hei besteet, wéi d'Handwierkerkummer et zu Recht monéiert huet, d'Gefor vun engem Mëssbrauch, sief et fir ze schueden oder sief et och fir op deem Wee indirekt e Betrieb ze bestrofen, an dat och fir geréngfügig Nonkonformitéiten. Mir müssen eis selwer och praktesch virstellen, wat an enger Kichen zum Beispill alles ka schifgoen. E Léierbouf huet vläicht eng Zalot an de Frigo gestallt, déi hätt missen entsuergt ginn, scho si mer bei enger Nonkonformitéit. Oder et si bei de Plättercher Problemer, scho si mer bei enger Nonkonformitéit a scho kritt dee Betrieb an d'Fenster gehaangen, e wier, naja, zumindest douteux.

Ech weess net, ob Dir géift an esou e Restaurant goen. Mir schueden domadder deene Betriber iwwerproportional, och scho bei geréngfügigsten Nonkonformitéiten oder Tëscheffäll, déi kënnen stattfannen.

Dëst Gesetz ass also elo, an der Zomm gekuckt, en éischte Schrëtt an déi richteg Richtung fir méi onkomplizéiert an harmoniséiert Kontrollen. An deem Domän geet et awer bei Wäitem

net wäit genuch. An déi nei Taxen an d'Zwangspublikatioun vu Resultater léisst eis schlussendlech keen anere Choix als ADR, ewéi géint diesen Text ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci der Här Reding. Als leschten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Léink).** - Merci, Madamm Presidentin. Dëst Gesetz huet e laange Wee hanner sech. Et gouf nach vun der leschter Regierung deposéiert a war dunn zanter fënnf Joer an der Kommissioun, bis et dann elo haut endlech hei soll gestëmmt ginn.

Déi fënnf Joer sinn awer eng relativ kuerz Zäit, wann ee bedenkt, dass déi europäesch Reglementer, déi dëst Gesetz erfuere, schon 2002 respektiv 2004 a Kraaft getruede sinn a sech säitdem der lëtzebuergescher Gesetzgebung quasi imposéieren. An trotz allen Erklärungen, déi och d'Rapportrice, d'Madamm Hemmen, ginn huet, wat och an deenen zéng Joer geschitt ass, bleift et erstanlech, dass Lëtzebuerg zéng Joer brauch, fir iwwerhaapt e Gesetz op den Instanzewee ze bréngen, wat zwar eng gewësse Komplexitéit huet, mä awer sécher net zu deenen allerkomplexeste gehéiert, déi mer an deene leschte Méint oder an deene leschte Joren hei an der Chamber votéiert hunn, an dass dat Gesetz dann nach fënnf Joer brauch innerhalb vun der legislativer Procedur. An dat, wann et em esou ee wichtege Beräich wéi d'Santé publique geet!

Dat huet op eng net ganz rumräich Aart a Weis e bëssen Traditioun. Dass gesi mer och bei der Situatioun vum Waasser an de Kläranlagen, wou Lëtzebuerg och nach ëmmer net konform ass. An eppes steet fest, näamlech dass a Beräicher, déi d'öffentlech Gesondheet an d'Wuel vun de Leit betreffen, des an awer och déi Regierunge virdru bedeiend manner fläisseg sinn, wéi wann et drëms geet, „first mover“ bei der Erschließung vun Nischen an der Duerchsetzung vu Wirtschaftsinteressen ze sinn. Dass rezente Beispill hu mer eréischt gëscht ginn, wou mer e Wirtschaftssofkommes mat Armenien gestëmmt hunn, ier souguer d'Europaparlament dat votéiert huet, eppes, wat zimlech exceptionnel ass fir d'Parlament.

Madamm Presidentin, zum Gesetz selwer, zum Inhalt: Dat, wat vun deenen neie Bestëmmungen um Dësch läit, geet fir eis eendeiteg an déi richteg Richtung. Déi verschidden Akteuren, déi an der Kontroll vun der Qualitéit vun den lesswueren intervenéieren, gi méi effikass organiséiert a sollen an Zukunft vun engem Regierungskommissär koordinéiert ginn. Et gëtt e legale Kader geschafen, deen Taxen zulaascht vu Betriber, déi bei enger Kontroll duerchgefall sinn, erméiglecht an donieft penal Sanktiounen bei widderhuelten oder schlëmmen Verstéiss erméiglecht. D'Kontrolle ginn esou méi dissuasiv an, dovunner gi mer aus, och doduerjer méi wirksam. Aus notamment deene Grënn wäerte mir dëst Gesetz och matstëmmen.

Allerdéngs befanne mer eis jo bei deem Projet an engem vill méi vaste Beräich, bei deem et net just em d'national Agencé fir Qualitätssécherung geet, mä et ass e Beräich, bei deem den Agrobusiness, d'Chimieskonzerner, déi grouss lesswueren- a Verpackungsindustrien déi wirklech mächtig Akteure sinn, an net onbedéngt déi national Regulateuren. An dass déi net d'öffentlech Gesondheet am Sënn hunn, wësse mer net zulescht duerch déi onzieleg lesswuereskandalen aus der Vergaangenheet, déi d'Madamm Lorsché virdru jo och opgezielt huet an déi och d'Basis ware vun der europäescher Initiativ, déi am Ufank vum Jorhonnert geholl ginn ass, fir hei méi staark ze intervenéieren.

Mir wëssen et och duerch déi deelweis skrupellos Methoden, déi genau déi dote Konzernner, zum Beispill d'Produzente vu chemesche Planzeschutzmitteln, uwennen, fir op EU-Niveau eng Politik am Interessi vun de Konsumenten ze verhënnere. Esou ass et schwéier, fir dem Hauptzil vun deem Gesetz, näamlech der Ofsécherung vun der Santé publique, wirklech nozekommen.

Wa beim Ubau vu Mais oder beim Fudder fir d'Kéi massiv Pestiziden agesat ginn, déi noweislech kriebserreegend sinn, an awer mächtig Lobbye vu multinationale Chimieskonzerner verhënnere, dass deenen Informatiounen iwwer méiglech Gesondheetsschied beim Émgang mat deene Mëttele Rechnung gedroe gëtt, dann hu mer herno awer Produzenten am Marché, déi potenziell geféierlech si fir de Konsument.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Baum (déi Léink).** - Wann op nationalem Niveau deem net Rechnung gedroe gëtt, well deem deelweis net Rechnung gedroe

ka ginn, da muss ee sech awer froen, awéieren eng Qualitätssécherung vun lesswueren awer net zumindest ganz staark limitéiert ass. Datselwech gesi mer och an anere Beräicher, zum Beispill bei de Verpackunge vu verschidde lesswueren, déi deelweis nogewise gesondheetlech Risiken a sech bieregen. En äänleche Problem stellt sech um europäesche Marché, wou a verschidde Länner datselwech Produkt mat mannerwärtgerem Inhalt verkaaft gëtt wéi an aneren.

Madamm Presidentin, e weideren Aspekt a fir eis e ganz wichtege, deen am Gesetzesprojet just kuerz ugeschwat gëtt, deen awer ganz zentral ass, ass dee vun der Qualitéit vum Drénkwaasser. Déi ass mat deem Gesetz net viséiert, well hei den Ëmweltministère mam Waasserwirtschaftsamt responsabel sinn. Dobäi ass awer d'Waasser déi wichtegst a wahrscheinlech esouguer déi am meeschte konsuméiert Denrée alimentaire an donieft och nach déi fräggillst vun deenen alleguer, well se vun immens villen verschiddelechen Aktivitéiten a Matleedeschaft gezu ka ginn: virop natierlech de Pestizidasaz an der Landwirtschaft oder an de Privatgäert, oder duerch industriell Véihaltung.

Dëst sinn alle béid Phenomene, déi net onbedéngt ofhuelen, deelweis souguer éischer zouhuelen an doduerjer och erëm zu deem méi breede Kontext gehéieren, deen d'Produktioun vun eisen lesswueren an allgemeng den Émgang mat den natierleche Ressourcen ëmfaasst.

An dese Beräicher spillt Lëtzebuerg och net ëmmer grad eng Virreideroll. An dowéinst droe mer zum Deel och bäi zum Weiderbestoe vun engem wirtschaftleche Kader, an deem eng Qualitätssécherung vun lesswueren op nationalem Niveau just un der Uewerfläch kraazt an och just déi schlëmmsten an direkt visibel Abuse ka verhënnere.

Ech hunn et gesot, Madamm Presidentin, mir wäerten deem Text zoustëmmen an der Hoffnung oder am Bewosstsinn, dass nach ganz vill Sputt no uewen ass an dass een och op europäeschem Niveau nach wesentlech méi wäit misst goen.

Ech soen Iech Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci der Här Baum. Ech hunn elo keen Deputéierte méi ageschriwwen. Da géif ech elo d'Madamm Gesondheitsminister Lydia Mutsch hei eropbiede fir hir Prise de position. Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Merci, Madamm Presidentin. Heiansdo muss ee jo zouginn, dass et immens guttdeet, wann een de Bléck vu bausse siche geet, fir eng Analyse um Terrain ze maachen. An ech muss soen, wéi mer 2015 den Audit zesumme mam Landwirtschaftsministère gemaach hunn, du ware mer zwar net erstaunt, mä mir waren awer immens frou, wéi mer gesot kritt hunn, dass d'Liewensmittelkontroll hei zu Lëtzebuerg, an zwar souwuel wat d'Kompetenz vun den Agenten, déi ënner der Tutelle vun e puer Ministère fonctionnéieren, wéi och wat den Engagement wéi och wat d'Disponibilitéit ueget, enorm gutt wier. An dat war eis ganz wichteg.

An ech mengen, dass soll een och hei ennersträchen, well dat ass keng einfach Aarbecht, déi do um Terrain geleescht gëtt. Et ass och keng Aarbecht am Genre tëschent moies néng an nomëttes fënnf Auer. Dass ass eng ganz fuerderend Aarbecht, eng ganz villsäiteg Aarbecht. An ech mengen, dass soll een och eng Kéier hei soen, dass d'Agenten vun deene verschidde Ministère hei eng ganz wäertvoll Aarbecht um Terrain leschten.

Mä wann een awer ee vu bausse freet, fir dee Bléck op Lëtzebuerg ze geheien, da muss een awer och akzeptéieren, dass deen eng Rei vu Saache fënn, déi nach net esou optimal funktionéieren a wou nach Verbesserungsméiglechkeete sinn. An dofir hu mer jo och deen Audit do gemaach.

Mir hunn niewent deem ganz positive Constat, deen ech awer hei wollt ervirsträchen, ganz vill Recommendationen kritt, wat d'Synergien geméiglechkeeten ubelaangt, wat d'Mise en commun vu Servicer ubelaangt, wat d'Mise en conformité virun allem zu den europäesche Sanktiounen ubelaangt an och wat d'Méiglechkeeten ueget, fir a puncto Organisation Verbesserungen um Terrain ze kréien, souwuel fir d'Informatioun vum Verbraucher ze verbesseren, awer och fir d'Kontrollen als solch kënnen méi iwwersichtlech ze organiséieren an domadder och de Betriber entgéintzekommen. Dass war also e ganz wichteg Element an der, wéi et hei

scho richtig gesot ginn ass, laanger Geschicht vun deemem Projet de loi. An dat sinn Elementer, déi och agefloss sinn an dat heite Gesetz an déi och wierklech wichteg sinn.

Ech wëll net elo all déi Elementer, déi hei schonn ervirbruecht gi sinn, ervirgestrach gi sinn, virun allem duerch den exzellente Rapport vun der Madamm Hemmen, nach eng Kéier widderhuelen. Mä ech wëll awer am Resumé déi Saache soen, déi mir ganz besonnesch um Häerz leien.

Dat ass fir d'Alleréischt emol eng effikass Reorganisatioun vun den existente Strukturen. Dat hu mer mat deem heite Gesetz fäerdegbruecht an et war och wichteg, dat ze maachen.

Zum Zweeten, d'Mise en place vun engem Kommissär, engem Regierungskommissär, fir a Saache Qualitéit, Fraude a Sécurité alimentaire a virun allem a Saache Koordination um Terrain eng wäertvoll Aarbecht ze leeschten.

Drëttens, d'Kreatioun vun enger Base de données unique, dat ass eppes Komplexes, mä an deemem Fall eppes ganz Noutwendeges. An dat ass och d'wichteg Element vun där ugestriefte-ner Zesummenaarbecht.

Véiertens, d'Harmonisatioun vun de Procédurede-controllen. Dat war och ee Kärsäck vun Audit an et war och e Kärsäck an deene multiple Avisen, déi mer vun de Berufskummere kritt hunn. An et war eis wierklech dru geleeën, fir déi Recommandatiounen mat op de Wee ze huelen.

Da wierklech d'Mise en place vun engem ëmfaassende System vu Kontrollen a vu Sanktiounen, a wou et och richtegen Nohuelbedarf gëtt, wat d'Mise en conformité zu den europäeschen Dispositiounen ueget.

A sechstens, d'Transparenz vun de Resultater vun deene Kontrollen. An hei hu mer natierlech haaptsächlech den Interêt vun de Bierger am Visiër, well wann déi Kontrolle gemaach ginn a mir verstoppe se, dann ass dat och net am Interêt vun Bierger, vum Konsument. Dofir ass et och ganz wichteg, dass mer mat Hëllef vun deemem Gesetz Verbesserungen an deemem Bereich ustriewen. Dat sinn also am Resumé déi sechs Mesuren, déi mer hunn an déi mer elo ëmsetzen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wat elo d'Optimisatioun vun de Kontrollen ubelaangt, esou ass hei d'Stéchwuert Koordination. Mir hate wuel elo eng Struktur OSQCA, déi elo awer keng eigentlech gesetzlech Grondlag hat a wou eigentlech och dat Element vun der Kontroll net verstärkt an den Attributiounen vun der Alldagsaarbecht vun deemem Gremium konnt eraffléissen. Och wann, an dat wëll ech och ënnersträichen an och dat gouf am Audit gesot, hei vun deenen, déi am OSQCA waren an nach ëmmer sinn, eng ganz gutt Aarbecht geleescht gëtt, déi awer och mat dozou bäigedroen huet, dass mer e gudden Numm hu fir déi Kontrollen, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn.

Mä déi Optimisatioun, déi ass awer elo ganz wichteg. An do sinn e puer Saachen ze soen. Zum Éischte sinn ech der lwwerzeegung, dass een net richtig gutt zesummeschaffe kann, wann een net physesch regruppéiert ass. Dat hu mer decidéiert d'un commun accord, déi concernéiert Ministeren. An dat wäert och elo en place gesat ginn.

Zum Zweete brauche mer eben iwwert déi Grondlag, déi dëst Gesetz eis schafft, eng Persoun, déi déi Koordination um Terrain ka maachen. Hei war d'Fro gestallt ginn, wat dann elo de Profil vun där Schlëselfigur fir déi zukünftig Koordination soll sinn. Majo do ass virgesinn, dass dat eng Persoun ass, déi eng Fonctioun à responsabilité particulière ze erfëllen huet an am Grad 17 wäert agestellt ginn, dat heescht, am Prinzip aus der Carrière supérieure kennt a virun allem awer e Background misst hunn - ech mengen, dat wier op alle Fall wichteg - vun der Sécurité alimentaire, dat heescht, och familiariséiert ass mat där Thematik an och mat Prozeduren, déi do ronderëm drunhänken. Mä dat gëtt jo alles elo nach definiert an och ofgestëmmt. Mä da wësst Der awer schonn, a wéi eng Richtung dat wäert goen. An ech hunn och keen Zweifel dorunner, dass mer do déi am beschte gëeegent Persoun wäerte fannen.

D'Base de données unique, dat schéngt mer wierklech e ganz zentraalt Element ze sinn, well déi verschidden Akteuren am Domän vun der Kontroll, déi kënnen, wa mer esou eng Base de données hunn, vill besser zesummeschaffen. Dat ass einfach fir d'Retraçabilitéit vun deene

verschiddenen Aktiounen, déi an enger besserer Koordination, enger besserer Ofstëmmung stattfannen, fir dass déi awer och an enger gemeinsamer Base de données ofgeluede kënnen ginn an een och en Zougref do huet als Akteur, deen do concernéiert ass. An an deemem Sënn hu sech déi respektiv Servicer och schonn zesummedoen. Dat ass e Groupe de travail, dee scho fonctionnéiert zesumme mam CTIE, fir dass eben eng Fusioon vun deenen existente Bases de données ka stattfannen. Dat huet also e prioritäre Charakter. An do war jo och eng Rei vu Froen doriwwer gestallt ginn.

D'Harmonisatioun vun de Procédure de contrôle ass wierklech ganz, ganz wichteg. Well wann dat eis geléngt, dann hu mer net nëmme ganz wichteg Recommandatiounen vusaite vun de Porte-parolë vun de Betriber rasuriert, mä mir hu virun allem och sécher gestallt, dass mer beschtméiglech um Terrain déi Kontrolle kënnen effizient organisieren. An dat ass schlussendlech och immens wichteg fir all Politik ronderëm d'Informatioun, ronderëm d'Kommunikatioun. A virun allem gëllt dat am Fall vun enger Alerte oder vun enger Kris. An do schafft jo ebe grad dat heite Gesetz eis d'Méiglechkeet, fir kënnen sur place Mesured'urgencen ze huelen. An dat ass ganz wichteg.

D'Aféierung vun engem Système de contrôle et de sanction: Ech mengen, mir hunn natierlech e Secteur, dee gutt fonctionnéiert, soss hätte mer dat och net esou temoignéiert kritt. Mä wéi an all Secteur ginn et och schwaarz Schof. An de Secteur selwer ass Demandeur, dass déi schwaarz Schof och kënnen identifizéiert ginn an dass si dann och iwwert dat heite Gesetz - dat war bis elo net an deem Mooss de Fall, dass mer dat konnte maachen - dovunner ofgehale ginn, fir an der Praxis Aufgaben um Terrain net ze erfëllen, well se eben einfach wëssen, dass seriö Sanktiounen virgesi sinn. An do sinn et net manner wéi 19 europäesch Reglementer, déi dann alleguerte mat deemem heite Gesetz ëmgasat ginn, wou dann och déi Sanktiounen an déi Mesuren, déi do ronderëm dréien, mat an dëst Gesetz affléissen.

D'Transparenz vun de Resultater vun der Kontroll: Ech mengen, déi Transparenz ass ganz wichteg ze maachen, well mir hunn eng Obligatioun vis-à-vis vun Bierger, fir dat ze maachen, a mir mussen dat och esou maachen.

Nach e puer Äntwerten op konkret Froen, déi gemaach gi sinn. D'Mesured'urgencen: Jo, do ass et richtig, dass mer direkt op der Plaz kënnen Mesured'urgencen huelen, wann eng Gefor ass fir d'Gesondheet vun Mënsch. Dat ass ee vun de Volete vun deemem heite Gesetz.

Internetkontrollen: Déi gi schonn haut vun der Division vun der Sécurité alimentaire an der Direction de la santé gemaach, allerdéngs oui déi grondleeënd gesetzlech Basis, déi mer elo heimadder schafen. Déi kréie mer elo. Dofir setze mer dat elo op déi Grondlag, déi et muss hunn.

D'Taxen: Also ech mengen, ech wëll hei dem Spriecher vum ADR soen, wann et wéinst den Taxen ass, wou Der dat Gesetz net wëllt stëmmen, da kënt Der et stëmmen, well dat sinn Taxen, déi virgesi sinn iwwer eng EU-Reglementatioun. Dat heescht, mir maachen hei näscht anescht, wéi hei europäesch Recht ze applizéieren. An ech denken, dass jo awer keen der Meinung ass, dass mer dat net wëlle maachen. Well wat eis wierklech wichteg war, an dat wëll ech nach eng Kéier betounen, dat ass, dass mer hei de Champs d'application ausgeeent hu vis-à-vis vun där Versioun, déi mer virun e puer Joer doleien haten, an dass mer wierklech hei elo e gesetzleche Kader schafen, deen de ganzen Ensemblen vun Dispositiounen fir d'Protektioun vun der öffentlecher Gesundheet an der gesamter Chaîne alimentaire kréiert. An do ass dat Partie intégrante dovunner.

D'lwwergangszäit, do mengen ech, dass mer déi och wäerten harmonesch kënnen gestalten, well effektiv, an den Här Graas hat dat d'Éinscht och scho gesot, wäerten déi éischt Verwaltungen elo scho plënnere an en neit Gebai zu Stroossen. Do ass d'Division vun der Sécurité alimentaire an der Direction de la santé déi Éischt, déi wäert plënnere. Dat ass scho fir am August virgesinn, ufanks August. An d'Administration des services vétérinaires wäert dann am September nozéien. Dat heescht, dat ass schonn esou virgesinn.

Mir hunn dann och Büro fir d'Leit vun der Douane virgesinn, déi am Optrag vun Minister vun der Santé ënnert der Supervisioun vun der SECUALIM haaptsächlech am Horesca-Bereich intervenéieren. Dofir ass et ganz, ganz wichteg, dass si alleguerten do matagebonne sinn. Bon, d'ASTA ass net direkt elo vun eisem Projet de loi betraff, well si sech méi ëm d'Qualitéit këmmere an deen Aspekt jo an dem Projet de loi 7273 vum Landwirtschaftsminister couvriert ass. An nawell komme si an dee Verbond mat

eran, wou mer jo wierklech wëllen Hand an Hand an der Zukunft schaffen.

Dann am Zesammenhang mam Smiley: Och dat war hei vusaite vum Här Reding e bëssen eng vereinfacht Duerstellung. Et kann een net opgrond vun engem Kritär säi Smiley, säi grénge Smiley ewechgeholl kréien, well et sinn der 42 am Ganzen. Dat heescht, wann een do schlecht ofschneit an dat gëtt och dann no bausse dokumentéiert, da muss ee schonn eng Zomm vu ganz ville Kritären net applizéiert hunn, fir e schlechte Ranking ze kréien. Dofir, mir sinn hei net bei engem, mir si bei ville Kritären. A Gott sei Dank wäerten et der net vill ginn, déi déi Kritären do net erfëllen, well d'Bezoegenschaft ass ganz grouss um Terrain, fir matzeschaffen. An dofir sinn ech och ganz fro.

D'EFSA, do gëtt et e Projet de règlement vun der Kommissioun, deen ënnerwee ass. An do ass virgesinn, Etude public ze maachen a Registere ze kréieren - dat war eng Fro vun der Madamm Lorsché -, wou all Etüden, déi d'Industrie maachen, bei der EFSA muss gemellt ginn. Ech mengen, dat wier e wichtige Schratt fir déi komplex Thematik, déi Dir hei abordéiert hutt.

An dann, Här President, géif ech jiddwerengem Merci soen, well ech awer spieren, dass mer eng ganz breet Zoustëmmung fir dese Projet kréien. E wäert eis méi Sécherheet bréngen, méi Hygiène, eng besser Informatioun, eng besser Sensibilisatioun, eng besser Koordination. An dofir sinn ech sécher, dass dat Gesetz eng grouss Plus-value duerstellt, wat den Terrain, d'Liewensmittelsécherheet um Terrain an de Schutz vun der öffentlecher Gesundheet ubelaangt.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Mir sinn domat um Enn vun der Diskussioun vum Projet 6614 ukomm a mir kënnen zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6614 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

57-mol Jo, 2-mol Nee. Domat ass...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Et ass net gaangen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah, et ass net gaangen. Dir sidd also dee Sechzegtsten.

(Interruption)

Okay. 3-mol Nee. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6614 est adopté par 57 voix pour et 3 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Marcel Oberweis), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Max Hahn), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir kënnen zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet 7176, engem Accord tëschent Lëtzebuerg a Frankräich, wat déi grenzüwwerschreidend Kooperatioun am Sanitärberäich ueget. An d'Madamm Cécile Hemmen, d'Rapportrice, huet d'Wuert.

4. 7176 - Projet de loi portant approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, fait à Luxembourg, le 21 novembre 2016

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. An deemem klengen Projet de loi geet et drëms, fir den Accord-cadre de coopération sanitaire, deen tëschent de Regierung vu Lëtzebuerg a Frankräich den 21. November 2016 ofgeschloss gouf bei Geleeënheet vun der fënnetter Conférence intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière, kuerz genannt CIG.

De Gesetzesprojet gouf de 4. September 2017 deposéiert. Den Avis vum Statsrot ass den 20. Februar erakomm. De 6. März sinn ech als Rapportrice ernannt ginn an de 24. Abrëll ass de Rapport an der Santéskommissioun ugeholl ginn.

Et si jo haaptsächlech d'Grenzzone, an deenen d'Kooperatioun tëschent de Länner sech beschtméiglech entwéckele kann a wou dem reelle Besoin vun de Bierger kann iwwer e kuerze Wee Rechnung gedroe ginn. An där Optik ass och deesen Accord-cadre geduecht, wou et ëm de wichtege Aspekt vun den Accès aux soins geet. Esou sollen d'Bierger vun enger séierer a qualitativ héichwärtiger medezinnescher Versuergung kënnen profitéieren, sief et iwwer Rettungsdéngschter an enger Urgence, iwwer programmiert Soinen oder awer och bei chronische Krankheeten.

D'Gesetz besteet aus engem Article unique, dee just d'Approbatioun vun deemem Accord-cadre festhält. Alles an allem ginn et an deemem Accord Präzisiounen a ronn zéng Artikelen, wou zum enge de juristesche Kader festgehale gëtt, zum aneren ass awer och definiert, dass d'Grenzzone sech tëschent dem ganze lëtzebuergeschen Territoire erstreckt an der Région Grand Est vu Frankräich. En applizéiert sech un all Persoun, déi krank- a sozialverséichert ass an déi fest oder temporär an enger vun de Grenzzone leeft. Datselwecht gëllt fir déi Professionell aus dem Gesundheitssektor, sief et Salariéen oder Independanten, grad ewéi fir déi Professionell an och déi Benevoll vun den Urgenceservicer.

Fir dass deesen Accord kann an der Praxis fonctionnéieren, ass am Artikel 4 stipuléiert, dass béid Grenzregionen hir Autoritéiten an Institutionen designéieren, fir Konventionen auszeschaffen tëschent de jeeweilege Strukturen oder och de gemeinsamen Déngschtleeschtingen.

Juristesche gesi spillt déi medezinnesch Responsabilitéit an deem Land, wou d'Soine stattfannen. Des Weideren ass och jiddwer Professionellen aus dem Gesundheitssektor gehalen, eng Assurance mat Responsabilité civile ofgeschloss ze hunn.

Den Accord-cadre, deen trëtt a Kraaft zwoe Méint nodeems déi béid Länner hir intern Formalitéite fäerdeg hunn a se sech géigesäiteg notifiéiert hunn.

Ofschléissend wëllt ech nach eng Kéier drop hiweisen, dass dees Kooperatioun tëschent den zwoe Grenzregionen Lëtzebuerg a Région Grand Est eng enorm Plus-value duerstellt, wat d'Organisatioun vun de Soinen ueget an der Prise en charge vu Patienten am Allgemengen. D'Frontalière wäerte wuel déi Éischt sinn, déi den direkte Profitt heivunner wäerte spieren. Mä doriwwer eraus kann een hei vun engem Motor schwätzen, wat d'Gesundheitspolitik ueget am Hibleck op d'Mobilitéit an der Europäescher Unioun.

Dat wär et, wat ech ze soen hätt am Kader vun deemem Rapport, an ech ginn den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An ech géif dem Här Jean-Marie Halsdorf direkt d'Wuert ginn.

Discussion générale

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. Här President, ech si frou, dass d'CIG Friichten dréit. Dës ass jo 2010 gegrennt ginn an ech war deemools an der éischter Rei, wéi dese Gremium gegrennt ginn ass, dee jo soll Neel mat Käpp maachen, wéi ech esou gär soen, an der Groussregioun.

Hei kréie mer jo da konkret en Accord-cadre, wat eng ganz gutt Saach ass. D'CSV wäert och

dëse Projet de loi stëmmen, well en effektiv eng Plus-value gëtt, mä wéi grouss déi Plus-value gëtt, dat wësse mer nach net. Dat hänkt dervunner of, wivill Konventionen ofgeschloss ginn. Et ass genuch do, well et mécht Sënn, esou eppes ze hunn, well mir hu vill Grenzgänger, mir hu vill Professionnels de santé, déi op deenen zwou Säite vum der Grenz schaffen. An duerfir, mengen ech, muss een elo kucken, wat do derbäi erauskënn.

Wat awer gradesou wichteg ass, dat ass ze kucken, wéini d'Fransousen dës Convention-cadre ëmsetzen. Well eréischt wa si se ëmgesat hunn, da kënne mir och eppes maachen. Dat sinn also zwee Kritären, déi ech mer wënschen, dass déi esou séier wéi méiglech kommen, well heimat kréie mer effektiv eng besser Prise en charge vun de Patienten. Mir kréie méi eng Kontinuitéit an de Soenen. Mir kréie méi schnell Hëllef och alleguerten. A mir kréien eppes ganz Wichtige, géif ech soen: eng Verbesserung, oder déi administrativ Barrieren, déi ginn ofgebaut. Et ass also wierkech eng gutt Saach, wat hei geschitt.

An e leschte Saz: Ech géif mer wënschen, dass dës gutt Saach och géif an anere Beräicher mat bilateralen Ofkommisse geschéien. Zum Beispill hu mer elo, wéi gesot, mat der Région Grand Est esou en Ofkommisse. Et kéint een och esou en Ofkommisse mat eise belsche Frënn maache respektiv mat Rheinland-Pfalz oder eben dann och mat dem Saarland. Voilà!

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Dann huet den Här Graas d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madamm Hemmen, där ech Merci soe fir hir verschidde Rapporten, huet hei vun engem klengen, einfache Gesetz geschwat, jo, mä et sinn awer oft déi kleng Gesetzter, déi awer e groussen, wichtege Impakt hunn. An dat hei gehéiert dozou, besonnesch wann een un déi héich Zuel och vu Grenzgänger denkt, déi awer elo hei an de Genoss vun enger Konvention kommen, déi villen um Niveau vun der Gesondheetsfleeg hin Positives wäert bréngen. Duerfir kënne mir dat hei och nëmmen ënnerstëtzen.

Ech wëll och dat opgräifen, wat den Här Halsdorf elo kuerz och nach gesot huet: Mir sollen driwwer nodenken, fir dat och nach auszudeenen, och am Kontext mat anere Länneren.

Iwwregens ass et immens flott, wann ee gesäit, wéi déi eenzel Länner kënnen zesummen net nëmmen um Niveau vun der Gesondheet schaffen. Ech mengen, haut krute mer erëm e gutt Beispill geliwwert, wat och d'Zesummenaarbecht um Niveau vun de Pompjeeën ubelaangt. Ech hunn elo just nach gelies, datt net manner wéi 40 Lëtzebuurger Pompjeeën de Moien am Asaz an der Belsch zu Étalle waren, wat e gutt Beispill ass, wéi sech do grenzwwerscheidend kann zesummen ausgetosch ginn an och gehollef ginn.

An hei ass och e Beispill, dat mer nëmme kënnen ënnerstëtzen. An deem Sënn bréngen ech selbstverständlech och den Accord vun der Demokratescher Partei.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. D'Madamm Lorsché huet d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Wann een dëse Projet de loi kuckt, da muss een eigentlech feststellen, dass et an der Europäescher Union méi einfach ass, Kapital vun engem Land an dat anert ze transferéieren wéi e Patient mat enger Ambulanz an en auslännescht Spidol. An dat nennt sech dann en „Europa ouni Grenzen“.

Mat dësem Projet de loi ginn d'Grenzen zumindest an der Richtung vu Frankräich opgemaach. Dat ass begrëssenswäert. Mir sinn natierlech och derfir, dass déi aner Länner an där doter Richtung matschaffen. A mir soen der Madamm Hemmen Merci fir hire gudden Rapport. An domat ginn ech den Accord.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, Här President, och vun eis aus e grouse Merci un d'Madamm Hemmen fir deen ausgezechechten Rapport. Mir wëllen eis deene ville positive Kommentaren an Ureegung vun eise Virriedner uschlëssen a wäerten dat hei och mat Freed matstëmmen.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Baum ass drun.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, Merci, Här President. Och mir kënnen eis deem just

uschlëssen, wat virdu gesot ginn ass. Déi grenzwwerscheidend Zesummenaarbecht ass absolut e Fortschritt. Et ass am Interess vum de Leit, souwuel deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, wéi awer och de Leit an der Groussregioun.

D'Prise en charge vun de Patientë gëtt domadder wesentlech vereinfacht, awer net nëmmen d'Prise en charge vun de Patienten, mä och de Statut vun de Professionellen, déi déi Aarbecht maachen, gëtt klarifizéiert, hir Rechter, hir Kompetenzen. Dat ass absolut begrëssenswäert an e Schritt an déi richteg Richtung.

A mir kënnen eis äänlech wéi den Här Halsdorf och just wënschen, datt dat u sech e Modellcharakter ass fir och aner Regiounen, déi sech deem dann och uschlëssen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An dann huet d'Madamm Gesondheitsminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Effektiv ass dat heiten awer, wat den Accès zu medezinesche Soenen ugeet, awer och d'Mutualisatioun vun de Kompetenzen, e ganz wichteg Projet. Et ass och hei richtegerweis gesot ginn, dass et e Kaderaccord ass, deen elo natierlech herno leeft duerch déi eenzel lokal Kooperatiounskonventionen, déi mussen ofgeschloss ginn. Do erwaarden ech mer eng pragmatesch Approche. Hei wäert och eisen neie CGDIS eng wichteg Roll spillen, wann et em de Volet vun de Soins de secours d'urgence geet.

Wat ech gutt fannen, dat ass, dass vun Ufank u gesot ginn ass, dass een an engem Sënn vu Komplementaritéit wëllt ebe grad déi pragmatesch Approche beweisen, andeem ee kuckt, wou déi gréissten Defiziter sinn, wat d'Offer vun de Soenen ugeet, an dann ebe grad do wëllt punktuell nobesseren. Dat, fannen ech, ass wierkech déi richteg Approche.

An zu där Fro, wou d'Fransousen dru sinn: Dat wäert elo relativ schnell goen, well dat koum am November 2017 an d'Assemblée nationale, soudass mir dovunner ausginn, dass dat och vläicht nach virum Summer bei hinne ka sprochräif sinn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da si mer prett, fir ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7176 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7176 fänkt un. Fir d'Eischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

Mir hunn Unanimitéit mat 60 Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An da gi mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwer, dem Projet de loi 7253, deen de Gebrauch vu Cannabis fir medezinesch Zwecker soll regelen. An den „Festival Cécile Hemmen“ geet weider.

5. 7253 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. Jo, d'Zil vun dësem Gesetz ass et, fir am Kader an am Interêt vun der Santé publique den Accès fir déi bescht medezinesch Behandlungen ze garantéieren, an dat jee no gesondheetlechem Zoustand vum Patient. Déi medezinesch Uwendung vum Cannabis ass an deem Kontext e ganz wichteg Thema ginn, an dat opgrond vun der Entwécklung vun der Fuerschung, wat d'Cannabiplanz ugeet.

Jo, de Cannabis gëtt als eng geféierlech Drog duergestallt an dann erëm als e wonnerbart Heilmittel. A grad do muss een den Usaz fannen, fir den Ennerscheid ze erklären tëschent dem Cannabis fir rekreativ Zwecker, also wat gemengerhand als „kiffen“ bezeechent gëtt, an dem Gebrauch vu Cannabis fir medezinesch Zwecker.

De Cannabis ass eng Planz, déi aus ville Moleküllen besteet. Dovunner sinn déi bekanntste Cannabinoiden de sougenannte THC oder Tetrahydrocannabinol an de CBD, de Cannabidiol. Et soll ee wëssen, dass den THC dat Gefill vu Schwiewe provozéiert, wann ee Cannabis consommeiert, wougéint de Cannabidiol keng sougenannt psychotrop Niewewirkung huet an och net zur Ofhängegkeet féiert.

No ronn zéng Joer wëssenschaftlechen Etüden ass bewisen, dass souwuel den THC wéi och de CBD an enger ganz spezifischer Zesummesetzung positiv Auswirkung kënnen hunn op d'Behandlung vu verschidde Krankheeten. An do kommen ech am Detail herno drop zrëck.

Firwat dann elo dëst Gesetz? Et muss ee wëssen, dass dat gesetzlecht Strofrecht zu Lëtzebuerg bis dato keen Ennerscheid mécht bei der Finalitéit vun der Consumatioun vum Cannabis, ob en zu rekreativen oder zu medezineschen Zwecker zou sech geholl gëtt. Deemo sinn d'Patienten, déi op de sougenannte medezinesche Cannabis zrëckgräife müssen, an deemselwechten Ausmooss strafbar wéi d'Konsumenten, déi kiffen.

Mat dësem Gesetz geet dann och elo zu Lëtzebuerg de Wee op, fir e legale Kader ze schafe fir de Cannabis, deen zu medezineschen Zwecker gebraucht gëtt an deementspriedend och vum Dokter verschriwwé gëtt. D'Gesetz berout op enger Partie Amendementer zum Gesetz vun 1973 iwwert de Verkauf vu Medikamenter an d'Lutte géint d'Toxicomanie, an d'groussherzoglech Reglement, wat dorunner ugeknäppt war, gëtt och adaptéiert.

De Projet vun dësem Gesetz ass vun der Gesondheitsministesch de 26. Februar 2018 deposéiert ginn, zesumme mam Avis vum Collège médical. De Statsrot huet säin Avis den 20. März ginn. De 17. Abrëll ass dann de Projet an der Chamberskommissioun analyséiert ginn an ech gouf an där Sëtzung dann och zur Rapportrice ernannt. Den Avis complémentaire vum Statsrot koum den 8. Mee an de 5. Juni huet d'Kommissioun dëse Rapport ugeholl.

Wéi ech et schonn ugangs gesot hunn, ass dës Adaptatioun vum besteende Medikamentergesetz geduecht, fir dass och Lëtzebuerg als eent vun de ganz weënege Länner an Europa seng therapeutesch Offer erweidert a säi Gesondheetssystem dem Fortschritt vun de wëssenschaftleche Recherchen an Etüden upasst.

Esou gëtt am groussherzogleche Reglement, deen iwwregens nach am Projet ass, festgehalten, dass de Cannabis zu medezineschen Zwecker ka verschriwwé gi bei chronischem Schmäerz - wou och bewisen ass, dass d'Symptomter kënnen ofgeschwächt ginn -, bei ganz staarkem Onwuelsinn duerch Chimiotherapien - och hei ass méttlerweil bewisen, dass verschidde Cannabinoiden eng gutt Auswirkung hunn, jo souguer präventiv kënnen awirken - an de Cannabis kann och verschriwwé gi bei muskuläre Krämp, déi an direkter Relatioun stinn zu der Multiple Skleros.

Den Avis vum Collège médical op den éischten Entworf zum Gesetz war eigentlech ganz positiv an déi legislativ Initiativ gouf deemno begréisst. De Collège hätt awer och gare gesinn, dass d'Verschriwwung net eleng de Spezialiste virbehalen ass, mä dass all Dokter dës Méiglechkeet kéint kréien, eventuell no enger spezifischer Formatioun.

Déiselwecht Remark koum och vum Statsrot a sengem éischten Avis an deen huet och nach eng Opposition formelle ausgedréckt a Bezuch op d'Dauer vun der Formatioun vun deenen Dokter, déi de Cannabis kéinte verschriwwen.

Dëst sollt zu enger Diskussioun féieren am Kader vun der Kommissiounssëtzung a schlussendlech ass zrëckbehale ginn, dass all Dokter, deen eng Zouloossung huet, fir zu Lëtzebuerg ze exercéieren, de Cannabis medicinal ka verschriwwen, ënnert der Konditioun, dass den Zoustand vum Patient dat rechtfertigt, an ënnert der Konditioun, dass den Dokter eng Formatioun suivéiert iwwert de ganze Volet vun der Pharmakologie vum Cannabis: vun der Zesummesetzung iwwert d'Verpäckung bis hin zu den Nieweneffekter. D'Dauer vun der Formatioun geet vu Minimum 6 Stonne bis op e Maximum vu 24 Stonnen, an dat gesäit de Projet vum Reglement och vir.

De Statsrot huet dës Propositione guttgeheescht an d'Opposition formelle konnt dann och domadder opgehewe ginn. Och ass an der Kommissioun diskutéiert ginn, firwat d'Cannabimedikatioun nëmmen iwwert d'Spidolsapdikten däerf erausgoen an net an all Apdik d'äerf verkaaft ginn. Et sinn dat besonnescht Conditionnement an de ganz korrekte Stockage, déi dës gesécher Plazen awer justifiéieren. Déi véier Spidolsapdikten hu sech och bereet erkläert, fir d'Medikamenter an der Iwwergangphas vun zwee Joer ze verkaufen, an et ass och net auszuschléissen, dass et duerno op aner Apdikte kéint erweidert ginn.

Firwat d'Cannabimedikatioun op dräi Pathologien limitéieren an net eventuell och bei HIV-Patienten uwenden, also bei Aids-Patienten? Op dës Fro war d'Antwort och kloer. Et huet ee beim Choix op wëssenschaftlech Analysen zrëckgegraff, wou d'„preuves concluantes“ an „substantielles“ sinn, an dat am Hibleck op déi positiv Wirkungen. Do sinn de Moment d'Aids-Patiente mat hire Symptomter nach net drénnergefall.

Bleift vläicht nach ze präzisieren, dass et sech an dëser Form vu Medikatioun jo eigentlech net ëm e Medikament als solches handelt an dass ee keng Erlaabnis muss erdeele fir d'Mise sur le marché vun deene Substanzen. Et gi jo scho Medikamenter mat erlaabte Cannabisextrakter verschriwwen, esou zum Beispill de Sativex. Hei geet et awer elo ëm d'Uwendung vun der Planz als e Ganzt. An do muss d'Gesetz elo norüsten, fir dass et Kloerheet gëtt, wat d'Strofrecht ubelaangt.

D'Cannabimedikatioun mécht net ofhängeg. A fir dass mat enger gudder a kontrollierter Wuer geschafft gëtt, wäert Lëtzebuerg sech iwwert d'Agence du cannabis aus dem Kanada approvisionnéieren.

D'Gesetz u sech besteet aus dräi Artikelen, wou zum éischten d'Strofen opgehewe gi fir d'Patienten, deenen de Cannabis mat sengen Derivater verschriwwé gouf. Och gëtt festgehalten, dass d'Dokteren an d'Apdikter net méi kënne stroferecht verfollegt ginn, wa si Cannabis a seng Derivater verschriwwen oder och widerreeche respektiv verwalten.

All Dokter, ech hunn et gesot, ka Cannabisprodukt verschriwwen, wann e seng Formatioun virweise kann. D'Medikatioun u sech gëtt zesummegehalt aus de Bestanddeeler vun der ganzer Planz a kann ënnert der Form vu Pellen, Drëpsen, Infusiounen oder soss Ueleger un de Patient verschriwwé ginn, awer sécher net, fir ze fëmmen.

Éier een nach weider Ouverture wëllt schafe wéi zum Beispill de Verkauf iwwer sämtlech Apdikten, leeft dëst Gesetz an dëser Form elo emol iwwert déi nächst zwee Joer, souzeosen an enger Testphas. De Bilan wäert dann Opgeschlossen ginn, wat nach soll verbessert oder awer vereinfacht ginn.

Ganz zum Schluss wëllt ech nach eemol betounen, dass dëst Gesetz e weidere Schritt ass a Richtung Qualitéit vum Gesondheetssystem hei zu Lëtzebuerg. Et ass eng laang erwaarten Avancée, op déi vill betreffe Patiente gewaart hunn.

Ech hoffen awer och, dass verstane gouf, dass de Cannabis eng Planz ass, där hir Eegeschaften nëmme ganz gutt kontrolléiert och positiv Auswirkungen op spezifesch Krankheitsbiller kënnen hunn. Dat erfuerdert e Fachwësse vum Krankheitsbild, et erfuerdert e Fachwësse vum Besoin vum Patient, vun der Zesummesetzung vun der Medikatioun a virun allem och eng Kontroll iwwert den Ursprung vun der Planz selwer. Dëst Gesetz an dat groussherzoglech Reglement, wat dorunnerhängt, wäerten dat erméiglechen.

Merci fir Är Opmierksamkeet, an ech ginn och heimat den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Martine Mergen.

Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Madamm Hemmen elo grad duergeluecht huet, stëmme mer haut d'Gesetz iwwert d'Zouloosung vum Cannabis medicinal an entloossen domat déi Dokteren aus dem Code pénal, déi dat och scho bis elo gemaach hunn.

Ech wëll der Madamm Hemmen villmools Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dëst Gesetz ass vill mediatiséiert ginn, besonnesch och, well rezent déi Petitioun iwwert d'Legaliséierung vum Cannabis héich Welle geschloen huet. Déi zwou Diskussiounen sinn awer, wéi d'Madamm Hemmen och sot, strikt ze trennen. Mir schwätzen haut nëmme vun der therapeutischer Verwendung vum Cannabis, net vum rekreative Gebrauch.

Wat bréngt d'Gesetz? Wat bréngt de Cannabis medicinal? Wann een den Etüde gleeft, net ganz vill. Dat huet och virun e puer Wochen de Virtrag, virun engem struppevolle Sall iwwergens, vun der Madamm Müller-Vahl, Professer op der Uni Hannover, iwwert d'medezinnesch Uwendung vum Cannabis medicinal erginn, a si huet dat och bestätegt. Ech mengen, dass och deen Owend eng Rei Leit enttäuscht aus dem Sall gaange sinn.

Ech wëll och nach eng grousst franséisch Etüd zitieren vun der Afssaps, déi fir ganz Frankräich zum Schluss komm ass, dass e kee grouse Benefiss huet, net genuch Benefiss, fir zougeloooss ze ginn. Dat ass den haitege Stand a Frankräich.

Et gëtt awer och Etüden, déi beleeden, dass bei verschiddene Krankheetsbiller a bei verschiddene Symptomer, déi dës Krankheetsbiller mat sech bréngen, an dann erëm bei verschiddene Patienten en Effet bénéfique besteet. Ech zielen dës Krankheeten net op. D'Madamm Hemmen huet schonn déi Symptomer opgezielt, wou een de Cannabis kann asetzen a wou et och wëssenschaftlech beluecht ass, dass et eppes bréngt.

D'Direktioun vun der Santé huet kloer och gesot, dass si sech op dës Etüde wäert baséieren, fir de Règlement grand-ducal ze maachen, fir déi Lëscht vun deene Krankheete festzeleeën. Et deet ons e bësse leed, dass mer e bis haut nach net hunn. Et ass och net esou, wéi wann dat ganz nei hei am Land wier. Mir hunn hei am Land schonn eng gewëssen Erfahrung mat dem Sativex, deen awer zimlech regelméisseg agesat gëtt. Dat ass e Medikament a Sprayform, dat den Tetrahydrocannabinol an de Cannabidiol enthält. Et hëlleft also net näischt. An domat wier et onthesch, deene Patienten, deene kann domat gehollef ginn, de Cannabis medicinal virzëenthalen. An dofir stëmme mir och haut dëst Gesetz mat.

Et soll een awer just net mengen, dass dat elo dee groussten Duerchbroch bréngt. Et wäert och hei zu Lëtzebuerg esou wéi schonn an Däitschland, am Vereenegte Kinnekräich, an Italien, a Spuenien, Tschechien, Kroatien a Mazedonien net dee groussten Duerchbroch bréngen. Et wäert och hei keng Pre- a Postcannabis-Ara ginn. Mir sinn der Meenung, dass een de Patient keng falsch Hoffnung dierf maachen.

Déi therapeutesch Form vun de Cannabisderivaten huet kee psychotropen Effekt. Si maachen net ofhängeg, esou wéi iwwergens och de Cannabis net, op d'mannst net kierperlech ofhängeg. Niewewierkungen also wéi d'Verschlechterung vum Kuerzzeitgedächtnes, d'Verlängerung vun der Reaktionszeit a Problemer mat der motorescher Koordination, déi ee besonnesch am Stroosseverkeier géif fäerten, déi brauche mer hei net ze fäerten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi virun zwee Deeg kéim ech och elo no de positive Punkten op déi, déi mer awer mussen e bësse kritiséieren. Do wier emol fir d'Éischt déi éischt Limitatioun, déi awer schonn opgrond vum Statsrot aus dem Text geholl gouf. Et war virgesinn, d'Prescriptioun op verschidde Spezialitéiten ze limitéieren. Dass den Dokter, deen e gewëssene Produit, a grad dës Produiten, well et sech am Dosage awer ëm en Erfahrungswäert handelt, well een och muss genee wëssen, wéi säi Patient drop reagiert, verschreift, muss eng Formatioun maachen, fir e kënnen opzeschreiwene, dat fanne mir extrem sénnvoll, mä net d'Limitatioun op verschidde Spezialitéiten. Et gëtt jo net esou gemaach, mä ech wëll awer e bëssen dorobber agoen. Dat wier einfach abstrus, esou wéi dat iwwergens

och bei anere Limitatiounen, déi entre-temps agerass sinn, de Fall ass!

Als klengen Exkurs wëll ech lech awer net virenthalen, wéi et zu dëse Limitatiounen komm ass, an zwar europawäit. Et ass net, well dës Medikamenter esou schwierig sinn an der Uwendung, et ass och net, dass se besonnesch riskant wieren. Et ass einfach, well se schrecklech deier sinn. Et handelt sech oft ëm nei Medikamenter an d'Pharmalobby, där hire laangen Aarm Der jo kennt, déi huet erkannt, dass ee seng deier Medikamenter besser verkeeft, wann een de Krankeesen och déi Limitatioun mat recommandéiert. D'Krankeese sinn dës Wee gäre matgaangen an esou hu mer haut déi Situatioun, wéi se ass.

Ech wëll dat och mat engem Beispill illustréieren: Eng Patientin brauch fir hir rheumatesch Krankheet Injektione mat Anti-TNF alpha. Déi sinn dem Spezialist virenthalen. Well hire Spezialist awer an der Vakanz ass, geet se bei hirem Dokter. Deen huet alles probéiert, fir op d'mannst eng Ampull fir d'Fra kënnen aus der Apdikt ze kréien, mä do war näischt ze maachen. Dir kennt och d'Waardezäite bei de Spezialisten. An déi sinn net fir d'Lescht esou laang, well eben déi aarm Leit, déi déi Traitementer brauchen, all Kéiers mussen dohinnertrëppele fir d'Prolongation de prescription.

Dat ass eng negativ Entwécklung, déi mer beobachte kënnen. A mir mussen et och an dësem Land mat senger e bësse spezieller Sécurité-sociales-Situatioun fäerdegbréngen, dass wann e Medikament facharztflücht ass - dat heescht, dass et op Spezialiste limitéiert ass -, dann ee fir alle Mol eng Ordonnance vum Spezialist beim Ufank vum Traitement gemaach gëtt, dass d'Krankeese, wann et sénnvoll ass, dass dee Patient dat kritit, dat uerkennt an dass e fir seng Répétition d'ordonnance ka bei säin Dokter goen.

Stellt lech e Patient vir mat enger Maladie de Crohn, dee geet bei säi Gastroenterolog, well et eng Daarmkrankheet ass, fir säin Anti-TNF alpha. Da muss en awer nach bei den Neurolog goen, well de Cannabis medicinal, deen hëlleft em och gutt. A wann en nach eppes um Häerz huet, gëtt et elo eng Rei nei Medikamenter fir d'Häerz an déi sollen dann och op d'Kardiologie limitéiert sinn. Déi kaschten och d'Aen aus dem Kapp.

Dat kann et net sinn, Här President, dat ass net am Interêt vum Patient. Dat ass eng Kujenad.

Eng zweet Limitatioun wäert dann d'Lescht vun de Krankheete sinn, déi ech schonn ugeschwat hunn, fir déi een däerf de Cannabis medicinal opschreiwene. Limitéiere mer ons op déi, fir déi d'Etüden eng gewësse Wirkung noweisen hunn, da wäerten net schrecklech vill Patienté beträff sinn. D'Lescht wäert eben am Règlement grand-ducal festgehalen sinn. Mä ech huelen awer un, grad wéi d'Madamm Hemmen, dass dës Lëscht wäert an Zukunft nach mussen vervollstännegt gi respektiv adaptéiert ginn. A mir wäerten dat natierlech mat vill Opmierksamkeit verfollegen.

Déi drëtt Limitatioun si schliisslech d'Spidolsapdikten, wat mer eigentlech och net gutt fanne. Och hei muss de Patient sech deplacéieren. Mir hunn an der Kommissioun driwwer diskutiert an et ass ons verséichert ginn, dass et wäert méiglech sinn, dass d'Spidolsapdik d'Prescriptioun kritt an dass dat fäerdeg Preparat awer dann an eng lokal Officine ka bruecht ginn, wou de Patient et kann ofhuelen. Vu dass et keen Akuttraitement ass, mä e chonescht, hu mer net weider doriwwer diskutiert. Mir wäerten och dat awer mat vill Opmierksamkeit verfollegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz wäert kee Paradigmewiessel an der Medezinn no sech zéien. Mir mengen awer, dass et eng Verbesserung fir verschidde Patienté mat sech bréngt, eng Erlichterung fir déi Dokteren och, déi schonn an der Vergaangeneit medezinnesche Cannabis opgeschriwwen hunn an domat ëmmer mat engem Been am Prisong stoungen.

Ech ka mer virstellen, dass ech déi Formatioun och wäert matmaachen, och wann ech souwiesou scho mat engem Been am Prisong stinn.

Ech soen lech Merci.

(Hilarité)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Edy Mertens.

► **M. Edy Mertens (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci der Madamm Mergen. Si huet d'Halschent vun deem gesot, wat ech hei sollt soen, medezinnesch gesinn huet se meng voll Ennerstzung. Esou ass et effektiv. Ech weess och net, ob eng Revolutioun hei stattfënnt mam Cannabis.

Ech wëll direkt och soen, dass ech ewell al sinn an zu menger Zäit op der Universiteit huet

d'Professor Kryspin-Exner, Psychiater, eis erzielt, wéi léschteg datt dat war, wéi se zu Wien am Parlament gesot hat, wie wéilt, sollt emol an e Raum kommen, si géif deenen - do hate se eng Diskussioun iwwer Cannabis - Marihuana ginn, déi sollten dann emol eng fëmmen. An dunn huet se zu eis gesot: „Solche komischen Gesichter hatte ich noch nie gesehen.“ Well déi Deputéiert, déi deelgeholl haten, do war et deenen enge gutt, deenen anere schlecht. Also et ass eppes, wat och dunn - dat muss ech hannendrusoen, dat hat se eis gesot - scho getest ginn ass, och fir bei verschiddene Krankheete fir d'Wuelbefannen an esou kënnen agesat ze ginn.

Et gëtt och kaum eng Planz, géif ech soen, déi an de leschte Jorzéngten esou staark ëmstridde war wéi de Cannabis. D'Meenungen iwwert de Gebrauch respektiv de Mëssbrauch louchen dacks diametral auserneen. Déi eng hunn de Cannabis als eng Zort Allheilmittel gesinn - wat et sécher net ass -, déi aner hunn en éischer verdäiwelt an en als direkte Wee an d'Illegalitéit an domat an d'Kriminalitéit ugesinn.

Leider goufen an deenen Diskussiounen dacks, wéi ech elo grad gesot hunn, Äppel a Bire matenee vergläch an dacks ass aus enger Méck en Elefant gemaach ginn. Ech mengen, d'Madamm Mergen hat et gesot: Dir stierft net, wann Der probéiert, en Joint ze fëmmen. Ech rode jiddwerengem et. Ech hat et och gemaach. Dat war déi éischt an déi lescht, déi ech gefëmmt hat. Et war mer himmelschlecht ginn dovun. Also et ass net jiddwereen, deen do schwieft, wéi virdu gesot, a sech da wonnerbar fillt. Esou ass et net.

Knapps hat een deemools nämmlech d'Wuert Cannabis an de Mond geholl, dann hate vill Leit gemengt, d'Kanner géifen an Zukunft keng Panini-Billercher, mä Titercher ënnereneen tauschen. Heefeg gouf d'Planz einfach méi schlecht gemaach, wéi se a sech ass. Dat huet sech méttlerweilen - Gott sei Dank, kann ee soen - ewell e bësselche berouegt.

Här President, och wann eist Stroferecht nach keen Ennerscheed tëscht dem Gebrauch vu Cannabis fir rekreativ - fir de Genoss einfach ze hunn - an dem Gebrauch fir medezinnesch Zwecker mécht, esou gëtt et awer a mengen Aen eng grondleeënd Differenz, nämmlech jee nodeem, firwat datt een e benotzt. Dat soll een nämmlech net vergiessen.

Déi eng wëllen de Cannabis, wéi gesot, als Genossmittel consommeieren, fir ze entspannen. Déi aner consommeieren en, fir d'Symptomer, d'Niewewierkunge vläicht vun anere staarke Medikamenter besser an de Grëff ze kréien. Mir sollen eis do näischt virmaachen. Wéi dacks krut ech ewell vu Patienté gesot, datt si regelméisseg eng dämpfen, well si et einfach net méi packen. Dat sinn awer, muss et soen, wéi de Lëtzebuerg géif soen „anständeg Leit“, déi sech net wëlle kriminaliséieren an an d'Illegalitéit wëllen erarutschen, wierklech net. Wann et dann esou ass, deem enger oder aneren hëlleft, mengen ech, si mer um richtege Wee.

Wann ee kee Choix méi huet, keng Alternativ méi gesäit, da sicht ee sech eben nei Weeër, fir sech ze hëllegen. Datselwech hu mer an der Homeopathie an an all deene Saachen. „Homeopathy is the art of doing nothing“, hat ech emol gelies vun engem ganz bekannte Medezinner, deen dat 40 Joer laang studéiert hat. Du kanns net vill falsch maachen, mä du kanns d'Kügelcher verschreiwene. An ech ka soe vu menge Patienten, datt ech der gesinn hunn, déi de Cannabis geholl hunn, net vill, mä e puer. An do waren der zwee derbäi, déi hu gesot: Dat war wonnerbar fir zwee Méint an duerno huet et näischt méi gehollef. Louch dat un der Dosis? Ech muss éierlech soen, ech hu keng grousst Erfahrung domat a kennen net alze vill an der Medezinn vum Cannabis.

(Interruption)

Jo. De medezinnesche Cannabis kann, wéi gesot, fir vill beträffe Leit also eng Alternativ sinn oder souguer déi eenzeg Léisung sinn, fir en halleftweegs normaalt Liewe kënnen ze féieren. A genau ëm dee Cannabisgebrauch geet et haut bei dësem Gesetzesprojet.

Virop wëll ech awer nach der Madamm Hemmen villmools Merci soen. Hire ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport erlaabt et mer, mech elo just nach op e puer Punkten ze limitéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'DP ass de Cannabis also, kann ee soen, keen Däiwelskraut. Dat wëll ech hei eng Kéier ganz kloer soen. Mir verdäiwelen en net. Dat wëllt awer op kee Fall heeschen, datt mer sollten d'Effete vun där Planz verharmlosen. Egal ob fir de medezinneschen oder rekreative Gebrauch vu Cannabis, d'Informatiouns-, d'Sensibiliséierungs- a virun allem d'Präventionsaarbecht dierfen net ze kuerz kommen. Et schéngt mer an deem Kontext immens wichtig ze sinn, dat

ze betounen, grad am Hibleck och op de Schutz vun de Kanner a vun de Jugendlechen.

Här President, et geet haut, wéi gesot, ëm de medezinnesche Gebrauch vum Hanf. Deen huet ewell eng jordausendelaang Traditioun. Den Hanf war eng vun deenen éischte Planzen iwwerhaupt, déi de Mënsch ugebaut huet. Déi modern Fuerschung huet allerdéngs eréischt an de 60er Jore lues a lues ugefaangen ze kucken, ëm wat et sech handelt.

Den Duerchbroch koum dunn eng Kéier 1990, 1993, wéi d'Fuerscher déi Rezeptoren entdeckt hunn an de CB1 an de CB2, wéi se dat nennen, de sougenannten Endocannabinoid-System. Deen Endocannabinoid-System, deen hu mer alleguerten an eis. Dee spillt eng immens wichteg Roll an der Regulation op ville Plazen, wouvun déi eng Rezeptore méi direkt am Gehir an dem peripheren Nervensystem virkommen, mä awer och an Organer a villen anere Plazen. An deen zweete Rezeptore spillt dann haapt-sächlich eng Roll, wéi een d'Péng „managt“ - soe mer emol esou -, a spillt dann och beim Immunsystem eng ganz grousst Roll.

Dir kennt bestëmmt den Effekt - fir ze erklären, wat dat komplizéiert Gedeessems do soll mat deene Rezeptoren - vun de Sportler. D'Jogger, déi soen: „Majo ech muss jogge goen, no enger gewëssener Zäit fillen ech mech high.“ Ech schwätzen do vum Runner's High, engem Gefill, wat deen do kritit, well eben déi Endorphinen an de ganze Endocannabinoid-System zum Droe kommen.

Natierlech huet och de Cannabis seng Niewewierkungen. Déi eng si gewollt, wéi zum Beispill d'Relaxéieren, et gouf virdu gesot, vun de Muskele bei Spastiker. Déi aner si manner gewollt. Et huet sech allerdéngs méttlerweil erausgestallt, datt déi ongewollt Niewewierkungen haupsächlich vum THC ervirgeruff ginn, an net vum CBD. Virdu hat d'Madamm Mergen dat ausféierlech erkläert. Dee Wirkstoff CBD ass dofir besonnesch interessant fir déi medezinnesch Zwecker, vun deene mer hei schwätzen.

Mir ginn also elo op de Wee, fir den Accès zu dësem therapeutesch Cannabis ze reglementéieren. Do si mer bei Wäitem, wéi och virdu gesot gouf, sécher net déi Éischt op der Welt, mä mir zéien also no an - soll ech et soen? - mir gi méi modern. Mir erlaben et, dat ze entkriminaliséieren. Et ass jo méi einfach, wann een ewell mat engem Fouss am Prisong steet; mä déi aner Kolleginnen a Kollegeen, déi dat verschreiwene, sinn also juristescht net an der Rei. (veuillez lire: Mir erlaben et, dat ze entkriminaliséieren, sou dass et méi einfach ass fir deen, deen ewell mat engem Fouss am Prisong steet; déi aner Kolleginnen a Kollegeen, déi dat verschreiwene, sinn awer juristescht och an der Rei.)

Wann ech dem President vun der Cannamedica nolauschteren, dat ass eng lëtzebuergesch Asbl, déi sech fir den Asaz vun therapeutesch Cannabis asetzt, dann hätt mir mat eiser Approche e bëssen Angscht, seet en, virum eegene Courage. Aner Länner wiere schliisslech ewell vill méi wäit. Et kommen eben an Zukunft nëmme Patienté mat bestëmmte Pathologien a Fro, déi esou en Traitement kënnen maachen. Et gouf virdu gesot: chronesch Schmäerzpatienten, Kriibspatienten, Niewewierkunge vu Chimiotherapie an esou virun, Patienté mat Multiple Skleros.

Dat kann een elo „restriktiv“ nennen. Ech géif éischer awer vu „visiichteg“ schwätzen. Et wëllt een dat Ganzt elo am Ufank emol an enger Testphas ulafe loossen, fir dann duerno ze evaluéieren. Et ass e bëssen déi Lëtzebuerg Manéier, fir net direkt virun de Won ze sprangen. Mir begrëissen et jiddefalls och, datt elo all Medezinner, déi eng gewësse Formatioun gemaach hunn, dat kënnen verschreiwene. An dat wäert och dann och maachen, well ech mengen, déi meeschte Medezinner hu keng Erfahrung an der Therapie mat Cannabis. Dat war uganks jo net esou ugedeit a gouf vum Collège médical och kritiséiert.

Mir sinn also net méi gradesou restriktiv, an dat ass och gutt esou. Well wéi virdu d'Madamm Mergen gesot hat, kënnen mer awer net alles op d'Spezialiste verleeën. Ech mengen, et ass esou, datt den Allgemengmedezinner dagdeeglech mat deene Problemer konfrontéiert ass. A wann ech fir alles ëmmer erëm muss bei de Spezialisten goen...

Ech hat de Moien a menger Praxis ewell um hallwer siwen eng Patientin, fir lech et nëmme ze soen - an déi Leit, déi spannen net, dat ass Tatsaach -, déi war déi lescht Woch an enger Urgence, wou se dann herno zesummegebrach ass no Stonnen, do ware 437 Leit. Si hat den Ticket op alle Fall esou. D'Wartezëmmer voll, kee Stull méi wäit a breet, alles iwwerfëllt, d'Doktesch komplett mat den Nerven um Enn an aacht Infirmiëren do, mä nëmme een

méiglech, wann eppes gebraucht gëtt, fir dann ze soen: „Ma dann däreferen och sief et staatlech oder sief et privat Entreprises, natierlech ënner d' néideger Kontroll, dat ubauen.“? Dat ass jo einfach eng Beschränkung vun der Economie, déi komplett anormal ass.

Eng lescht Remark, dat ass d'Schmerztherapie am Allgemengen, déi an eisen Aen hei am Land nach ëmmer stümmlecher behandelt gëtt. An do, maache mer eis näischt vir, wäert eleng déi medezinnesch Verwendung vu Cannabis de Problem hei net léisen. Mir brauchen do eng wesentlech méi grondleeënd Ännerung an der Haltung.

An ech mengen, mäi Kolleg Fernand Kartheiser huet a senger parlamentarescher Ufro vum 4. vun dësem Mount déi Froen opgeworf, a mir si ganz gespaant, wat do u Lösungssätz kënn. Nëmme e Mënsch, dee scho chronesch Péng erlidden huet, weess, wéi schwierig déi Situatioun ass. Hei maache mer e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den nächste Riedner ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech mengen, dat, wat wahrscheinlech no dëser Debatt an, esou wéi ee matkritt huet, nom Vott iwwreg bleift, ass e groussen „Endlech!“. Endlech, datt d'Debatt iwwert de medezinnesche Gebrauch vun Cannabis net méi ideologesch gefouert gëtt, datt se net méi gefouert gëtt op där enger Säit vun deenen, déi en als ganz béis Drog gesinn, déi eng Astigsdrog ka sinn an all Méiglech, an op där anerer Säit vun deenen, déi am medezinnesche Cannabis d'Allheilmittel fir alles gesinn, well et ass weder dat eent nach dat anert.

En huet eng heelsam Wirkung. An dat ass, mengen ech, dat, wat ee wierklech zréckbehalte muss a wat de grouesse Fortschritt vun dësem Text ass, an datt och festgehale ginn ass, datt et keng kierperlech Ofhängegkeet vun Cannabis gëtt. Seng heelsam Wirkung läit doranner, datt e schmärerlindernd, schmärerstellend wierke kann an datt e bei verschiddene Krankheitsbiller Symptomer bekämpfe kann an doduerch, datt en d'Symptomer bekämpft, de Bien-être, d'Wuelbefanne vun deem Patient verbessert, dee meeschtens bei deene Krankheitsbiller an enger ganz schwieriger a prekärer, penibeler Situatioun ass, fir deem ze hëlfe.

Et sinn awer och aner Phenomeener, déi de medezinnesche Gebrauch vun Cannabis huet, oder iwwerhaupt Cannabis als Wirkung huet. Dat ass, datt en appetitfërdernd ass, wat och wichteg ass bei ganz ville Krankheitsbiller. Wann een eng Chimiotherapie gemaach huet oder mat den Auswierkunge vun enger Chimiotherapie selwer befaasst war, da weess een, datt nieft den Nauseeën, déi kënnen Entstoen, ee vun den Haaptproblemer ass, datt ee guer keen Appetit méi huet, datt een näischt méi wëllt iessen, datt de Kierper awer duerch d'Chimiotherapie selwer ëmmer weider geschwächt gëtt an datt d'Utilisatioun vun Cannabis do ganz sënnavoll ka sinn, och fir den Appetit erëm unzereegen.

Och wann dat an der Vergaangenheet esou war, datt et duerchaus och praktizéiert ginn ass an datt souwuel de Konsument wéi och deen, deen et verschriwwen huet, effektiv mat engem hallwe Been oder mat zwee Bee souguer an der Illegalitéit war a mat engem Been am Prisong, dann ännert d'ëlo.

De Cannabis huet awer och aner positiv Wirkungen, déi och virdru schon opgezielt gi sinn. E wirkt op Phenomeener wéi Schlofstörungen, Phenomeener wéi Soziophobie. Et gëtt aner Wirkungskreeser, déi méi grouss si wéi déi, déi bis elo hei opgezielt si ginn. Duerfir fanne mer et e bësse schued, datt hei awer e bësse esou wéi bei der lechternacher Sprangprozeessioun virgaange gëtt, datt een dräi Schrëtt no vir mécht an zwee zréck. An déi zwee zréck, dat ass, datt awer eng ganz restriktiv Handhabung de Fall ass a vun Ufank un eng gewëssen Angscht matgeschwongen huet, ob dat hei da wierklech eng gesellschaftlech Akzeptanz géif fannen. An ech mengen entretemps soen ze kënnen, datt et déi gesellschaftlech Akzeptanz definitiv huet.

Dat Éischt ass, datt d'Gesetz selwer a senger Form eigentlech eng stroferechtlech Approche huet, just eben ex negativo. Dat heescht, datt verschidde Praktiken elo net méi stroferechtlech oder penal belaangt ginn. Dat ass d'Approche dozou.

Et ass zwar och restriktiv, andeem et da just fir bestëmmte Krankheitsbiller, déi elo nach méi genau am Règlement grand-ducal wäerten opgezielt ginn, kann ugewannt ginn. Et ass och restriktiv, wou och eng Angscht hannendru läit, déi och deelweis, menge mir, net begrënt ass, datt et just d'Spidolsapdikten därefer sinn, wou een dann de medezinnesche Cannabis ka kréien.

An och, an dat ass, mengen ech, och e ganz gutt Beispill vun där Angscht, déi do hannendru war, datt et am Ufank vum Projet just bestëmt Spezialiste waren, déi dat hunn därefer verschreiwen. Dat ass glécklecherweis opgehuewe ginn, nodeems de Statsrot intervenéiert huet, nodeems awer och an der Kommissioun wierklech eng Majoritéit vun de Leit an déi dote Richtung argumentéiert hunn.

An ech mengen, datt mer net derlaanscht kommen, wéi virdru och gesot ginn ass, d'Wirkung an d'Wirkungsfeld vun Cannabis nach weider ze erforschen, grad an engem Gesondheitsberäich, wou mer, mengen ech, och akademesch oder universitär an der Fuerschungslandschaft gutt opgestallt sinn, an datt dat op jidde Fall eng Missioun muss si fir d'Zukunft an deem doten Domän.

D'ëst gesot, mengen ech och, datt een net soll zwou Saache matenee verméschen: de medezinnesche Cannabis, wou mer dat heiten eben och ganz kloer ënnerstëtzen - ech mengen awer, datt et an Zukunft nach manner restriktiv misst gehandhabt ginn -, an de rekreative Cannabis, wouzou mer natierlech och eng ganz kloer Meenung hunn. Mä hei geet et ëm dee medezinneschen an duerfer menge mer, datt mer d'Diskussioun elo emol op deem heite Punkt belouesse sollen a ginn och eisen Accord zu dësem Projet.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. De leschte Riedner ass den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. Ech profitéiere vum Debat iwwert d'ëst Gesetz, fir der Regierung ze felicitéieren.

► **Une voix.** - Ah sou! Gutt!

► **M. Max Hahn (DP).** - Lëtzebuerg mécht näamlech mat dem Gesetz, wat mir haut stëmmen, e Schratt an déi richteg Richtung, wat eis Drogpolitik ubelaangt. Mir erlaben de Gebrauch vun medezinnesche Cannabis a gi soumat ville kranke Mënschen eng nei Hoffnung, fir hir Krankheit ze iwwerstoen oder op d'mannst hir Péng ze bekämpfen. D'ëst kann awer nëmme en éischte Schratt gewiescht sinn, well och mat dësem Gesetz bleift de Verkauf an de Konsum ausserhalb vun der Medezinn verbueden a strofbar.

Här President, mir wëssen alleguer, dass en Artikel am Code pénal nach laang net jiddwereen dervun ofhält, eppes ze maachen, wat am Fong verbueden ass. Och beim Cannabis, jo, ech géif souguer soen, grad beim Cannabis ass d'ëst de Fall. Trotz Verbuuet gëtt de Cannabis säit Jorzéngte konsuméiert.

Well d'Konsumenten awer net legal u Cannabis erukommen, gesi si sech gezwongen, hiert Gras illegal um Schwarzmaart ze kafen. Well besonnesch Jonker Cannabis konsuméieren, riskeiere grad si, esou un déi falsch Persounen ze geroden. Et ass kee Geheimnis, dass gutt organiséiert kriminell Drogbanden de Cannabis als Astigsdrog benotzen, fir hir Clientë lues a lues u méi haart Drogen erunzeféieren. Genausou wéineg ass et e Geheimnis, dass d'Gras dacks vu schlechter Qualitéit ass an zum Deel mat geféierleche Substanze gestreckt ass.

Eis repressiv Drogpolitik am Beräich vun Cannabis huet also zur Konsequenz, dass d'Bierger, dorënner vill Jugendlécher, Affer vun Drogbanden ginn. Mir spillen de Moment d'ëse Bande voll an d'Kaarten. Ech soen et dofir ganz kloer: Eis repressiv Drogpolitik ass gescheitert!

Ech hunn de Mëtten och dowéinst vun der Geleeënheet profitéiert, fir e puer Wuert zum Projet ze soen, well meng Partei de Sonndeg e Wahlprogramm ugeholl huet, an deem d'Legaliséierung vun Cannabis drasteet. D'DP ass der Meenung, dass Lëtzebuerg sech muss de politesche Responsabelen uschléissen, déi an anere Länner schon decidéiert hunn, de Cannabis ze legaliséieren. Ganz rezent gehéiert dozou och Kanada. Dass d'ëse Länner mat der Legaliséierung recht behalen hunn, weisen och d'Statistiken. Iwwerall do, wou Cannabis legaliséiert gouf, sinn de Konsum vun haarden Drogen an d'Drogkriminalitéit erofgaangen.

Här President, ech sinn dervun iwwerzeugt, dass eng Legaliséierung vun Cannabis eng méi effikass Bekämpfung vun der Drogkriminalitéit zu Lëtzebuerg ass wéi all aner Mesuren, déi mer an deene leschte Jorzéngte geholl hunn, well de Verkauf a Konsum vun deelweis ganz geféierlechen Drogen op oppener Strooss ass de Moment zu Lëtzebuerg Alldag.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Här President, kann ech dem Riedner eng Fro stellen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, selbstverständlech.

► **M. Max Hahn (DP).** - Ech ginn der Madamm... Ech si gläich fäerdeg. Ech ginn lech direkt duerno d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir gitt kengem d'Wuert, Här Hahn!

(Hilarité)

► **M. Max Hahn (DP).** - Neen, Dir, pardon. Dir, Dir! Dir frof mech...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nach e bësse Gedold.

► **M. Max Hahn (DP).** - Voilà. Ech kommen zum Schluss, Madamm Mergen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech hunn heiansdo d'Impressioun, wéi wa mer schon am Debat wären iwwert d'Petitioun, deen de 26. hei soll stattfannen.

► **M. Max Hahn (DP).** - Mir sinn dervun iwwerzeugt, dass eng Legaliséierung...

(Brouhaha général)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An Dir däreft lech och net wonneren, wann de President dorop hiweist, well et ass d'Missioun vum President, fir den Debat ze rezentrieren. A mir schwätze jo eigentlech hei net iwwert d'Drogpolitik, mä mir schwätzen iwwert de Gebrauch vu medezinneschem Cannabis.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Här President, ech wollt och froen, ob de Riedner sech net am Datum geiert hätt.

► **M. Max Hahn (DP).** - Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech hunn dat just rezentriert.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, mat der Legaliséierung vun medezinnesche Cannabis ass deen éischte Schratt gemaach. Elo ass et un där nächster Regierung, fir deen nächste Schratt ze maachen: déi komplett Legaliséierung vun Cannabis. D'DP ass prett.

D'Legaliséierung vun Cannabis huet näamlech nëmme Virdeeler: Mir dreiwen d'Konsumente vun haut net méi an d'Hänn vun den Drogbanden; mir bidden hinnen eng net gestreckt, staatlech kontrolléiert Wuert un; mir bekämpfen d'Kriminalitéit an den Drogkonsum op eise Stroossen a schafen zousätzlech Mittel, fir Jugendlécher iwwert d'Gefore vun haarden Drogen opzeklären.

D'ëst gesot, soen ech der Rapportrice Merci fir hire Rapport. Den Accord huet den Edy Mertens jo scho ginn. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och fir de Rapport vun deem leschten DP-Kongress.

Merci. Dann huet d'Madamm Gesondheitsministesch d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ass den Här Edy Mertens och där Meenung?

► **Une voix.** - An Dir?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Sidd Der och där Meenung, déi den Här Hahn hei grad vortritt huet?

(Interruption et hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, „Parole après Hahn“ gëtt et nach net.

(Hilarité)

► **M. Roy Reding (ADR).** - Dir musst nach rezentrieren.

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Et ass jo ëm de Wahlprogramm gaangen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madamm Ministesch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech war frou iwwert deen interessanten a sachlechen Debat, dee mer haut de Mëtten hei haten an ech freeë mech och, genee wéi den Här Baum, dass mer, wann et drëm geet, fir Mënsche kënnen ze hëlfe an, wéi an der Vergaangenheet, als Land schnell nozezéien, wann et drëm geet, e Produkt fräizéien, mat deem ee beispillsweis an der Schmerzbehandlung de Patient verbessert kann zur Säit stoen, dass mer eis do fannen. An dat war hei weder ideologesch nach parteilech, op alle Fall bis bal zum Schluss, an dat hunn ech och ganz gutt fonnt.

Mir sinn nach net zu vill an den europäesche Memberstaten, déi op deen dote Wee ginn. Et

sinn der knapps eng halfe Dose, mä ech si frou, dass mir derbäi sinn, datt muss ech lech ganz éierlech soen. Well doduerch, dass mer iwwert dat heite Gesetz e legalen Accès erméiglechen, fir Cannabis zu medezinneschen/therapeuteschen Zwecker ze notzen, erlabe mer enger ganzer Rëtsch vu Leit, nei Hoffnung ze hunn. An dat ass och gutt esou.

Et si ganz vill Froen gestallt gi ronderëm d'Mise en œuvre vun deem heite Gesetz, och am Zusammenhang mam Règlement grand-ducal. Do wëll ech lech direkt soen a kann och dann op e puer Elementer dovunner agoen, dass dee Projet de règlement existant ass, dass e kierzlech vum Statsrot aviséiert gouf an dass en direkt nom Vott vun dësem Gesetz ka publizéiert ginn, soudass mer an engem Timing sinn, dass mer wahrscheinlech 2018 schon deene Leit, déi Beneficiaire vun deem heite Gesetz wäerte sinn, kënnen déi Offer garantéieren.

Tatsächlech hu mer eis an deem Règlement grand-ducal op déi Meta-Analys baséiert, déi hei schon ervirgestrach ginn ass. Dat ass tatsächlech déi gréisst Meta-Analys - also eng Meta-Analys ass eng, wou ganz vill méi kleng Analyse regroupéiert ginn -, déi jeemools gemaach ginn ass zu der Notzung vu medezinneschem Cannabis. Si ass 2017 publizéiert ginn, an zwar vun der National Academy of Sciences.

Dat ass eng wëssenschaftlech, medezinnesch Grondlag, déi d'Dokteren heibanne kennen, awer och déi, déi sech vill mat medezinnescher Projete beschäftegen, an déi op alle Fall bei eis an der Direction de la santé eng ganz wichteg Grondlag ass. A mir hunn eis effektiv dorobber bezunn, well do si se alleguer regruppéiert, déi Etüden, déi der e puer vun lech zitéiert hunn. A wann ee sech net op eng wëssenschaftlech Grondlag baséiere kann, jo eigentlech si mer da par définition am rekreative Beräich. Dat muss een hei soen. Mä mir hunn dat awer, fir all déi ze rassurieren, déi gefaart hunn, mir hätten hei eng ze vill restriktiv Opzielung, e bësse breet formuléiert.

Tatsächlech viséiere mer d'«maladies graves en phase avancée ou terminale entraînant des douleurs chroniques», d'«maladies cancéreuses traitées par une chimiothérapie induisant des nausées ou vomissements» an d'«sclérose en plaques avec spasticité musculaire symptomatique», an dat ass genee dat, wou mer eis drop baséieren, wa mer eben déi international Grondlag geltend maachen.

Dat heescht, mir sinn hei schon an engem limitéierten Szenario. Dat ass ganz richtig. Dofir hu mer vun Ufank u gesot, dass mer, obwuel mer a Richtung vun engem Gesetz ginn, awer gären no zwee Joer eng Bilanzéierung dovunner maachen. Mir si praktesch an enger Testphas. Obwuel eng Rei vu Länner (veuillez lire: Obwuel eng Rei vu Länner dat schon ëmgesat hunn) - an Däitschland hat iwwregens eng ganz, ganz laang Testperiod vu bal acht Joer, ier se legiferéiert hunn -, si mer awer an engem Domän, deen Neiland fir eis zu Lëtzebuerg beidit. Dofir hu mer gesot, mir wëilten no zwee Joer eng Evaluatioun maachen an dann och nobesseren, do wou et eventuell nozebessere gëtt, notament wat d'Krankheitsbiller ubelaangt. Ech mengen, dat ass jo och en Domän, wou ganz vill gefuerscht gëtt a wou mer erwaarden, och well dee Sujet d'actualité ass, dass mer an deenen nächste Méint a Joren zousätzlech wëssenschaftlech Erkenntnisser wäerte kréien, an da wëllen a musse mer nobesseren.

Dat gëllt am Iwwregem och fir d'Fro vun den Apdikten. Tatsächlech si mer hei op de Wee gaangen, fir an där, ech soen elo emol Testphas, ier mer d'Evaluatioun no zwee Joer maachen, mat de Spidolsapdikten zesummenzeschaffen. Do ass dann eben d'Fro an de Raum ze stellen, ob mer dat herno och allgemeng handhaben, dat heescht, dass een och an eng regulär Apdikt ka goen. Tatsächlech fannen ech dat gutt, dass dat hei thematiséiert ginn ass. Mä am Moment gi mer eben op de Wee vu Spidolsapdikten.

Ech muss éierlech soen, dass ech dat ganz gutt fannen, dass de Statsrot an och de Collège médical an och d'Chamber mer mat op de Wee ginn hunn, fir déi Approche (veuillez lire: fir déi Approche net bäizebehalen), déi mer ursprénglech hate wéinst eben deene Krankheitsbiller, déi mer op enger wëssenschaftlecher Grondlag mat op de Wee geholl hunn, fir dat och op déi jeeweileg Dokterkategorien ze limitéieren, wat d'Prescriptioun ueget. Et ass richtig, dass mer do méi breet opmaachen. An dat war och eng Fuerderung vum Collège médical an dat ass och an der Chamberskommissioun thematiséiert ginn. Mir hunn dorivwer geschwat a mir hunn och déi entsprecheend Ännerung mat op de Wee geholl.

Tatsächlech hu mer jo och hei zu Lëtzebuerg eng Situatioun, wou mer ganz oft, wa mer me-



dezinnesch Projeten diskutéieren, vum grouse Stellwäert vum Hausdokter, vum Familjendokter, vum der Vertrauenspersoun schwätzen. Dann ass et eigentlech nëmmen normal, dass mer och de Krees vun deenen, déi déi heite Prescription kënne maachen no där Formation, déi mer an d'Gesetz drageschriwwen hunn, méi breet maachen. Ech stinn dozou an dat ass eng gutt Saach.

Et ass hei och gefrot ginn, wéi et dann elo ass mat der direkter Emsetzung. Wéi gesot, mir stëmmen elo e Gesetz, de Règlement ass prett, dee ka publizéiert ginn. An da wëlle mer en Appel d'offres lancéieren, fir dass mer kënnen e Fournisseur selektionéieren, e Fournisseur de cannabis médicinal, deen och den Niveau d'exigence kann erfëllen, deen et awer um internationale Plang gétt, mat engem ganz präzise Guide de bonnes pratiques, un deen ee sech als Land ze halen huet, wann een an där doter Matière legiferéiert.

Dat heescht an anere Wieder, do muss et eng Zertifikatioun ginn am Kader vun de Bonnes pratiques de fabrication. Dat si Kritären, déi ganz präzise festgeluecht sinn, well schliisslech setze mer jo awer de Cannabis médicinal, wéi mir en nennen, op d'Lescht vun de verschreibungspflichtige Medikamenter. An dofir mussen natierlech déi, déi op déi Lescht wëlle kommen, och héich Exigenzen erfëllen, fir den Émgang mat deene Produiten op eng propper Aart a Weis ze garantéieren. An dat géllt eben dann och fir de Cannabis médicinal.

Och hei nach vläicht eng kleng Präzisioun: Bei deenen Type vu Produiten, vun deene mer schwätzen, wa mer Cannabis médicinal soen, da schwätze mer vun de gedréchente Bléie vun der Cannabisplanz. Dat gétt dee Moment inhaléiert oder kann iwwer Infusioun zou sech geholl ginn. An ech schwätzen och vun den Extrakte vun der Planz selwer a Form vun Uelecher, déi dann eben och zur Verfügung sti fir de Patient. Et gétt dräi Type vu Kompositioun, mä dat war och scho vun der Madamm Mergen hei gesot ginn: entweder se si räich un THC oder se si räich un CBD oder eng Mëschung vun deenen zwee.

Am Endeffekt wäert dat dozou féieren, dass mer sechs verschidde Produkter hu mat dräi Type vu Kompositioun an zwee Type vu Formen. An dat gétt dann dem Dokter - dem Spezialist oder dem Generalist, vu dass mer dat jo opgemaach hunn - d'Méiglechkeet, fir e ganzen Eventail vu Produiten ze hunn, déi de verschidde Type vu Besoine vun de Patienten entgéintkommen. Dat ass och gutt esou, dass déi Marge de manoeuvre do ass.

Mir erwaarden dann och vum Fournisseur, dass en een Approvisionnement continu mécht. Dat heescht am Kloertext, dass en et net déi eng Kéier huet an déi aner Kéier net huet. Mir schwätzen awer ëmmerhin hei vu kranke Mënschen an déi mussen sech och kënnen drop verlossen, dass, wa se dee Produit kënne verschriwwen kréien, se deen och nach zwee Méint duerno kënne verschriwwen kréien. Do muss also och eng Approvisionnementssécherheet bestoen, fir dass mer keng Rupture de stock bei den Traitementen kënne kréien.

Mir hunn och schon, souwäit dat zoulässeg ass, am Kader vun enger uestoender Prozedur éischt Informatiounen ageholl, och ob mer do bei deem existente Marché eligibel wäerte sinn, fir e Fournisseur ze fannen, an ob mer och do wäerten op Interêt stoussen, wa mer eisen Appel d'offres maachen. An do maache meng Mataarbechter vun der Direction de la santé sech keng Suergen a si ginn dovunner aus, dass mer, wa mer deen Appel d'offres lancéiert hunn, dann innerhalb vun aacht bis zwielef Wochen dee Produkt kënne fir Lëtzebuerg kréien, soudass mir dovunner ausginn, dass mer dee Projet hei nach gutt 2018 a seng Emsetzung kënne kréien. Bon, dat vläicht als Informatioun, wat elo den direkte Suivi ugeet.

Et waren och Aussoen hei gemaach ginn iwwert déi spezifesche Formation. Och hei wëll ech ënnersträichen, dass dat eng Fuerderung vun den Doktere selwer war, well si eben och nach net familiariséiert sinn domadder. An dat ass eng Formation, déi wäert offréiert gi vun der Direction de la santé mat Spezialiste vu baussen, déi erugezu ginn. Et wäert och eng spezifesche Broschür komme fir d'Patienten.

An et wäert och eng permanent Kollaboratioun mam Ausland sinn, en Austausch, ech hunn dat gemierkt, wéi mer elo eisen Europäesche Conseil haten. Dofir weess ech och, dass mer nach ëmmer net zu vill sinn, déi op dese Wee ginn, well et sinn der eng Retsch, déi schon héieren haten, dass mir amgaange sinn ze legiferéieren, déi och bei eis komm sinn. A mir hunn eis dunn d'Wuert ginn, iwwerens och am Kader vun eise „Gesundheitsquintett“ am Summer, dass mer e regelméisseg Austausch iwwert de medezinnesche Cannabis a seng Notzungsméiglechkeete fir d'Patienten wäerte maachen.

Wéi gesot, mir sinn hei an engem Zeenario, dass mer no zwee Joer eng Evaluatioun wëlle maachen. Mir ginn dovunner aus, dass mer ganz regelméisseg déi wëssenschaftlech Literatur wäerte consultéieren, fir ze kucken, ob mer nach richtig leien. A le cas échéant kënne mer jo awer och schnell iwwer eise Règlement grand-ducal d'Lescht vun den Indikatiounen am Liicht vun neie wëssenschaftlechen Erkenntnisser ëmänneren oder ausbauen oder ajustéieren. Dat schéngt mer ganz wichteg ze sinn.

Ech mengen, dass mer hei an der Traditioun si vun de Lëtzebuurger Regierungen, déi onofhängeg vu parteileche Consideratiounen an der Vergaangenheet ëmmer derfir waren, fir de Patienten, soubal et eng wëssenschaftlech Grondlag gétt, déi beschtméiglech Traitementsméiglechkeeten, déi beschtméiglech Therapien zur Verfügung ze stellen.

Dat heite Gesetz reit sech an an déi doten Demarche. An ech si wierklech frou, dass mir eent vun deene Länner sinn, eent vun deenen éischte Länner nach ëmmer sinn, déi op dee Wee ginn.

Wat d'Fro ronderëm déi rekreativ Notzung vun Cannabis ugeet, do freeën ech mech op deen Debat, dee mer ronderëm d'Petitioun wäerten hunn. Dat ass jo och nach virum Summer. An do sinn ech ganz interesséiert, fir déi verschidde Positiounen ze héieren. Mä, wéi gesot - wien hat et gesot? - Appel a Biren, dat ass esou eng Saach, an dobäi beloossen ech et och domadder an deem Kontext.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An ech mengen, mir si prett, fir zum Vott iwwerzegoen iwwert de Projet de loi 7253.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7253 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo gläich eriwuer.

60-mol Jo, domat hu mer Unanimitéit.

Ont voté oui: *Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Gilles Roth), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes (par Mme Diane Aehm), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;*

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusti Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

6. Hommage à M. Marcel Oberweis

Mir hunn nach e leschte Punkt um Ordre du jour, well haut déi lescht Sëtzung vun eise Kolléeg Marcel Oberweis ass. No 14 Joer an der Chamber seet de Marcel deemem Haus den 30. Juni Addi. Mat him, an dat ass net nëmme meng Meinung, geet e kompetenten, fläissegen a léiwe Kolléeg aner Weeër.

Zënter 1968 ass de Marcel Oberweis Member an der CSV. Hien huet sech politesch fir d'Éischt an der Gemeng Steesel engagéiert, wou hien 1994 Conseiller ginn ass, 2011 Schäffchen, an elo erëm Conseiller.

De Marcel Oberweis ass den 3. August 2004 eng éischte Kéier an d'Chamber gewielt an 2009 an 2013 confirméiert ginn. A senge 14 Joer an der Chamber war de Marcel President vun de Kommissioun fir Landwirtschaft, fir Wunnengsbau a fir Héichschoulen a Fuerschung. De Marcel Oberweis war och Vizepresident vun der Émwelt- an der Kulturkommissioun.

Zënter 2005 ass hie Member am Benelux-Parlament. Den Héichpunkt war do sécher 2013 an 2014, wéi hie President vum Benelux-Parlament war.

Donieft läit dem Marcel och nach d'Groussregioun um Häerz, wou hie sech voll a ganz engagéiert huet. Esou war hie vun 2004 bis 2013 Member vum CPI, dem Interregionale Parlamentarierot.

Hie war des Weideren zwee Joer Member an der parlamentarescher Assemblée vum Conseil de l'Europe.

De Marcel Oberweis huet sech ëmmer vill fir Émwelt an Nohaltegkeet engagéiert, an dat net nëmmen hei am Haus. Économie, Soziales an Ékologie gehéiere fir hien zesummen.

Hien ass ee vun deenen, déi net esou séier opginn. Dat huet scho seng impressionnant schoulesch a beruflech Carrière gewisen. Hien huet fréi mat der Schoul missen ophalen, fir an d'Berufswelt ze goen. Mä duerno huet e seng Studien zum Diplomingenieur zu Lëtzebuerg an am Ausland nogeholl, ass ënner anerem Professor-Ingenieur ginn an huet - d'Kiischt um Kuch - eng Dokteraarbecht op der Uni Kassel gemaach.

Permanent op der Sich no neien Erausforderungen, ass hien eréischt kierzlech vun doheem aus de Jakobswee gaangen, iwwer 2.300 Kilometer a sechs Etappen - zu Fouss, versteet sech vum selwen.

De Marcel huet och seng Léift zum afrikanesche Kontinent entdeckt. A well hien elo méi Zäit huet, wäert hien nach méi wéi virun an Projeten an de Beräicher Émweltschutz an effizient Energienutzung am Burkina Faso an am Ghana schaffen.

Säin Zil ass et, eise Kanner des Welt e bësse besser ze hannerloossen.

Léiwe Marcel, am Numm vun eis all wëll ech dir Merci fir alles soen a wënschen dir vill Satisfaktioun an Erfolleg bei deenen neien Challenge, déi s du der ginn hues. Maach et gutt!

(Applaudissements)

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Léiwen Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Deputéiertkolleegen, et ass mer effektiv eng grouss Éier, lech haut de Mëtteg Merci ze soen an och Addi ze soen.

Wann ech op déi 14 Joer zrëckkucken, wollt ech just un dräi klenge Punkten eppes markéieren, déi den Här President scho sot: Déi nohalteg Entwécklung war mir an d'Häer geschriwwen. Ech hunn dat während 25 Joer enseignéiert. Heibanne si jo Zeie vun där Geschicht. Élo si mer amgaangen, an eng nei Sphäre eranzegoen, an déi véiert industriell Revolutioun. Dat freet mech immens, déi Économie circulaire an och déi ganz Digitaliséierung.

Ech sinn awer och Zeie gi vun enger Saach, déi mech immens bedréckt. Ech sinn Zeie gi vun

der Schéier téschent Aarm a Räich, déi méi grouss gétt, hei am Land an och dobaussen. Mir sinn e räicht Land, mir kënnen déi Schéier beieneebringen. Ganz vill Saache gi gemaach, dass et net passéiert. Mä dobausse sinn Honnerte Milliounen Mënschen, déi hunn een Zil: an d'Paradies ze kommen, Europa!

Wann ech doënn sinn, soe vill jonk Leit ëmmer: „Kënn Der mech net mathuelen?“ An aus deenen Iwwerleeungen eraus hunn ech du gesot gehat, fir se doënnen ze halen, sammelen ech Geld hei, ginn dorover als Ingenieur - ech hunn e Büro gegrënt - fir se doënnen ze halen. An éischt Iwwerleeungen, éischt Projete lafe schon doënnen. Dorop sinn ech ganz houfreg.

Här President, mir solle bescheiden am Liewe bleiwen. Mä erlaabt mer awer, ee klenge Punkt erauszehiewen, op deen ech immens houfreg sinn.

Ech war 25 Joer Professer um IST, um Technikum. Ech hunn 1.236 jonk Leit a mengen Hänn gehat. Dovu koumen der ganz vill aus enger Première classique a vun enger Treizième technique. An ech hunn ëmmer erëm gesot, wann ech jeemools eppes ze soe kréien, wäert ech deen Unfug ophéieren.

An 2007, Här President, hunn ech déi deemoleg Madamm Ministesch, d'Madamm Delvaux, gefrot: „Madamm Delvaux, wann Der dee Prozess vun der Lycéesreform maacht, denkt Der do vläicht no, dat ze änneren?“ Si huet Jo gesot am Sall. Dat war am Dezember 2007. An zéng Joer méi spéit huet dann des Regierung awer dee Schrëtt gemaach, an dorop sinn ech houfreg.

Elo hu mer alleguerten eng Première terminale. Dat ass net weltémstierend. Mä fir ee wéi mech, deen ni e Lycée begéint huet, ni am Lycée war, ass et eng immens Chance an eng Freed, dass et mëttlerweil dat gétt.

E leschte Merci wollt ech soen, ech fänken u mat de Mataarbechter. Lénks a riets hei am Haus hunn ech ganz vill Leit begéint gehat, och a menger Fraktioun. Ech soen e ganz grouse Merci fir déi Chance, déi ech hat, mat hinnen e Stéck Wee ze goen. Ech soe Merci lech alleguerten, déi Dir mir d'Chance ginn hutt, mat lech ze diskutéieren. Sollt ech engem ze no getrëppelt sinn, dann entschëllegen ech mech nach eng Kéier nodréiglech.

Mä ech denken awer och speziell un déi Kollegen, déi fortgaange si vun ons an der Zäit, déi ech gären hat. An dat deet mer e bëssen déck, well ech hätt och gäre mat hinne spéider nach diskutéiert.

Menger Fraktioun, notamment dem Claude Wiseler als Chef, soen ech e grouse Merci. Si hu mir d'Chance geloos gehat, heiansdo méi kritesch mat der CSV ze sinn. Als Aarbechterkand sinn ech dat jo dann och gären.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - An ech denken awer, dat ass fir alleguer.

Dann e leschte Merci u meng Famill. An ech hunn eng Kéier héiere vun engem grouse Mann, dee gesot huet: „Hanner all dichtegem Mann muss eng nach méi dichteg Fra stoen.“

Also mäi Josette, meng Fra, dat war esou eng Fra. Si huet bal 40 Joer mussen mech erdroen an där Funktioun. Ech soen dir e grouse Merci lech alleguerten!

A verspricht mer just eppes, verspricht mer eppes, wann dee Wahlkampf kënn: Sidd ëmmer ganz héiflech mateneen! Dat ass dat Wäertvollst am Liewen, deen Aneren a senger Würde ze respektéieren. Dat ass dat Allerwäertvollst am Liewen. Dorunner gi mer gemooss.

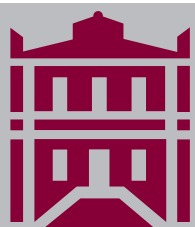
Merci villmools!

► **Une voix.** - Très bien!

(Applaudissements)

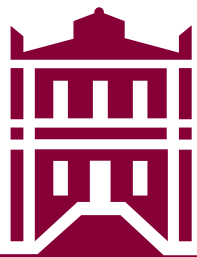
► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. E besseren Ofschloss vun der Sëtzung vun haut hätte mer net kënnen hunn. Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung a mir hu Rendez-vous den nächsten Dënschden um hallwer dräi.

(Fin de la séance publique à 17.12 heures)



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Claudine Konsbruck

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

- Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification

- Suspension de la séance publique de 14.36 à 14.44 heures

- M. Alex Bodry

- Rapport de la Commission de vérification: Mme Martine Hansen

- Prestation de serment et discours de Mme Claudine Konsbruck

5. Changements de composition des commissions parlementaires

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

6. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

7. Heure de questions au Gouvernement

Question n°332 du 2 juillet 2018 de M. Gusty Graas relative au refus d'autoriser l'organisation d'une exposition canine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- M. Gusty Graas - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Question n°333 du 3 juillet 2018 de M. Laurent Mosar relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- M. Laurent Mosar - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

Question n°334 du 2 juillet 2018 de M. Marc Angel relative à la future affectation de l'Hôtel des Postes à Luxembourg-ville, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- M. Marc Angel - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

Question n°335 du 3 juillet 2018 de M. Fernand Kartheiser relative à la coopération entre le Gouvernement et le «Cercle de coopération», adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

- M. Fernand Kartheiser - M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Question n°336 du 3 juillet 2018 de Mme Josée Lorsché relative aux voies de bus munies d'un panneau additionnel qui autorise les cyclistes à les emprunter, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Mme Josée Lorsché - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°337 du 3 juillet 2018 de M. Marc Spautz relative au transfert de données, de chiffres et d'autres informations entre l'IGSS et les autres administrations de l'État, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- M. Marc Spautz - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°338 du 2 juillet 2018 de M. Alexander Krieps relative à la vaccination anti-HPV chez les jeunes hommes et sa prise en charge, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- M. Alexander Krieps - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale (intervention de M. Alexander Krieps)

Question n°339 du 2 juillet 2018 de M. Franz Fayot relative à la position du Gouvernement luxembourgeois sur l'instauration d'un budget de la zone euro, adressée à M. le Ministre des Finances

- M. Franz Fayot - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

Question n°340 du 3 juillet 2018 de M. Max Hahn relative aux mesures introduites pour promouvoir la location sociale, adressée à M. le Ministre du Logement

- M. Max Hahn - M. Marc Hansen, Ministre du Logement (intervention de M. Gast Gibéryen)

Question n°341 du 3 juillet 2018 de M. Eugène Berger relative à la lettre du Président des États-Unis concernant les dépenses militaires luxembourgeoises, adressée à M. le Ministre de la Défense

- M. Eugène Berger - M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense

8. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de la politique culturelle au Luxembourg

- Exposé: Mme Sam Tanson (dépôt d'une résolution)

- Débat: Mme Octavie Modert (intervention de Mme Sam Tanson), M. André Bauler, M. Franz Fayot (intervention de M. le Secrétaire d'État Guy Arendt), M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture (intervention de Mme Octavie Modert)

- Vote sur la résolution (adoptée)

9. 7044 - Projet de loi sur l'Inspection générale de la Police et modifiant:

1° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

2° la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3° le livre 1^{er} du Code de la sécurité sociale

- Rapport de la Commission de la Force publique: M. Alex Bodry

- Discussion générale: M. Léon Gloden (interventions de M. le Ministre Etienne Schneider), M. Max Hahn, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum, M. Alex Bodry (interventions de M. Léon Gloden et M. le Ministre Etienne Schneider)

- Prises de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure (intervention de M. Léon Gloden), M. Alex Bodry (parole après ministre) (intervention de M. Léon Gloden), M. Félix Braz, Ministre de la Justice

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. 7040 - Projet de loi relatif au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale

- Rapport de la Commission de la Force publique: M. Alex Bodry

- Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Max Hahn, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

11. 7228 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets;

2° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; et

3° de la loi du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative

- Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton

- Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

12. 7167 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant 1) le Code pénal; 2) le Code de procédure pénale; 3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique; 4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

- Rapport de la Commission juridique: Mme Sam Tanson

- Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Marc Angel, Mme Simone Beissel, M. Roy Reding, M. Marc Baum

- Prises de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances, Mme Sylvie Andrich-Duval (parole après ministre), Mme la Ministre Lydia Mutsch, M. le Ministre Félix Braz

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

13. 7249 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer l'article 1^{er} de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Alex Bodry, M. Gérard Anzia

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch et M. Marc Hansen, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Ech maachen heimat eis Sëtzung op.

(Interruption)

Merci. D'Regierung huet direkt d'Äntwert ginn: Et gi keng speziell Matdeelungen ze maachen.

2. Communications

Da maachen ech lech déi klassesch Kommunikatiounen. D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung bei eis deponéiert goufen, an d'Lëscht vun de Petitiounen sinn disponibel respektiv de Fraktiounen a Sensibilitëiten zougestallt ginn.

Communications du Président - séance publique du 3 juillet 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7326 - Projet de loi relatif à l'installation obligatoire de détecteurs autonomes de fumée pour les immeubles comprenant au moins un logement

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.06.2018

7327 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la vérification des pouvoirs

Dépôt: M. Eugène Berger, Député, M. Mars Di Bartolomeo, Député, M. Claude Haagen, Député,

Mme Viviane Loschetter, Députée, M. Claude Wiseler, Député, le 28.06.2018

7328 - Projet de loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières et portant:

1. mise en œuvre du règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé, et abrogeant la directive 2003/71/CE; et

2. abrogation de la loi modifiée du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.06.2018

7329 - Projet de loi portant modification

- de la loi du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois,

- du Code de la consommation,

- de la loi du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine,

- de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et certaines autres dispositions légales et

- de la loi du 29 avril 2000 transposant la directive 92/29/CEE du Conseil du 31 mars 1992 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour promouvoir une meilleure assistance médicale à bord des navires

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 29.06.2018

7330 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2017

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.06.2018

7331 - Projet de loi relatif à la construction d'une Maison de soins à Bascharage

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 02.07.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

1060 - Demande de pétition publique: Demande d'avoir un délai de rétractation sur les contrats à signer

Dépôt: M. Fernando Batista, le 21.06.2018

1061 - Demande de pétition publique: Gesetzlich geregelt Verhalensregele fir Politiker mat engem Punktesystem

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 21.06.2018

1062 - Demande de pétition publique: Pour un temps travail légal dégressif pour les salariés à partir de l'âge de 50 ans sans perte de salaire

Dépôt: M. Alain Lorang, le 25.06.2018

1063 - Demande de pétition publique: Nos trains au Luxembourg, malgré des investissements phénoménaux, sont souvent en retard et même annulés. Les seuls qui semblent établir une statistique sont les CFL et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures. Afin de gérer ces conflits d'intérêts et d'augmenter la transparence, nous suggérons que les CFL remboursent le prix d'achat du billet du train en retard ou annulé. Donc un retard de plus de 10 min (annulation des trains incluse) fera que le prix d'achat du billet de l'usager lui sera remboursé; le minimum remboursé sera 2 euros

Dépôt: M. Yves Kuhn, le 25.06.2018

1064 - Demande de pétition publique: Égalité en matière de pension pour les couples vivant en ménage commun sans être mariés ni pacés et ayant des enfants en commun ou non

Dépôt: Mme Caroline Lauer, le 26.06.2018

1065 - Demande de pétition publique: Abris pour les aires de jeux des enfants

Dépôt: Mme Caroline Lauer, le 26.06.2018

1066 - Demande de pétition publique: Ofschafe vu Flichtdeeler bei l'erschaften, egal a wat fir enger Form

Dépôt: M. Roland Hirsch, le 29.06.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

D'Présidentekonferenz huet an hiner leschter Sëtzung deen Ordre du jour, deen lech elo mat klengen Adaptatioune virläit, proposéiert.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir ginn dann zu eiser och classescher - nach ëmmer classescher - Prozedur iwwer, well mer haut de Mëtten en neie Member an der Chamber ophuelen.

4. Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Claudine Konsbruck

A sengem Brëif vum 1. Februar 2018 huet den Här Marcel Oberweis matgedeelt, dass hie vum 30. Juni dës Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht.

Den Artikel 3 - Paragraphen 1, 4 a 5 - vum Chambersreglement regléiert d'Prozedur. An no deem Artikel muss mer elo eng Kommissioun konstituieren, déi dann d'Eligibilitéit och kontrolléiert.

(Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification)

An ech zéien elo duerch d'Lous d'Membere vun där Kommissioun: den Här Alex Bodry,...

► Plusieurs voix.- Ah!**(Hilarité)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** ...dee sech besonnesch freet, den Här Henri Kox,...

► Plusieurs voix.- Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** ...d'Madamm Martine Hansen, den Här Gérard Anzia.

► Plusieurs voix.- Aah!**► Une voix.-** Dat ass gutt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** Deen heiten ass nach net heibannen. Dann den Här Edy Mertens.

► Plusieurs voix.- Ah!**(Brouhaha)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** Och den Här Kaes huet eppes verpasst. D'Madamm Taina Bofferding an den Här Cruchten.

D'Kommissioun ass aus folgende Membere zesummegeat: déi Häre Bodry, Kox, Anzia, Mertens, Cruchten an déi Dammen Hansen a Bofferding. An ech géif d'Kommissioun bidden, elo am Säll 4-5 zesummenzekommen, fir d'Resultat vum de Wahle vum 20. Oktober 2013 ze préiwen, virun allem wat d'Madamm Claudine Konsbruck betrëfft, an der Chamber doriwwer Rapport ze maachen.

Domat ass d'Sëtzung elo kuerz ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.36 heures.)

(La séance publique est reprise à 14.44 heures.)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** D'Kommissioun huet hir Aarbechten ofgeschloss an ech maachen d'Sëtzung erëm op a ginn direkt d'Wuert un de Président vun der Kommissioun, den honorabelen Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).-** Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegeat ginn ass, ass aus folgenden Deputéierten zesummegeat: Ausser menger Persoun sinn et den Här Henri Kox, d'Madamm Martine Hansen, den Här Gérard Anzia, den Här Edy Mertens, d'Madamm Taina Bofferding an den Här Yves Cruchten.

D'Kommissioun huet d'Madamm Martine Hansen zum Rapporteur bestëmmt an als Déngschteelsten ass dann d'Lous op mech selwer gefall, fir d'Présidentschaft vun dëser Kommissioun ze iwwerhuelen.

► Une voix.- Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).-** Ech wëll lech just ukënnegen, fir déi, déi elo vläicht net bei deenen Diskussiounen derbäi waren déi lescht Wochen, dass mer wahrscheinlech elo awer definitiv fir déi leschte Kéier dës Operatioun, déi wichteg ass, no deem heite Schema maachen, well mer virgesinn hunn, eist Reglement vun der Chamber nach virum Enn vun dësem Mount ëmzënnere an da just nach esou eng Prozedur beim Ufank vun der Mandatsperiod ze hunn. Duerno gëtt dat Ganz an enger permanenter Kommissioun vun der Chamber behandelt an da gëtt u sech just nach d'Decisioun einfach dem Président matgedeelt, soudass mer eng vereinfacht Prozedur wäerte kréien, wat de Remplacement vun de Membere vun der Chamber uegt.

Dat gesot, wëll ech awer hei dës Zeremonie net weider an d'Längt zéien. An ech géif dann lech bidden, Här President, der Madamm Rapporteur d'Wuert ze ginn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** Merci. Dat maachen ech dann och direkt. D'Madamm Rapporteur Martine Hansen huet d'Wuert.

Rapport de la Commission de vérification

► **Mme Martine Hansen (CSV), rapportrice.-** Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech lech also eise Rapport virdoen.

A sengem Brëif vum 1. Februar 2018 huet den Här Marcel Oberweis de Chamberspräsident doriwwer informéiert, datt hien ab dem 30. Juni dës Joers op säin Deputéiertemandat verzicht.

Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, derzou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demission, Stierfall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. De Chamberspräsident suert fir d'Successioun vun deene

vakanten Deputéiertemander an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Brëif vum 2. Februar 2018 huet den Här Chamberspräsident Mars Di Bartolomeo sech un d'Madamm Claudine Konsbruck gewannt, déi als éischte Suppleant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezierk Zentrum steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspräsident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leurs élections.»

Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatioune virzehuelen. D'legislativ Wahle vum 20. Oktober 2013 sinn den 13. November 2013 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dese Wahle geet ervir, datt d'Madamm Claudine Konsbruck, wunnhaft an der Stad, effektiv den éischte Suppleant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezierk Zentrum ass an duerfir dem Marcel Oberweis seng Plaz unhuele kann.

An hirem Brëif vum 7. Februar 2018 huet d'Madamm Claudine Konsbruck eise Chamberspräsident informéiert, datt si d'Mandat vun Här Marcel Oberweis wëllt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt also eestëmmege fest, datt näischt géint d'Veereedegung vun der Madamm Claudine Konsbruck schwätzt a wënscht hir vill Gléck bei der Ausübung vun hirem Mandat.

Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, gëtt um Büro deposéiert.

Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** Merci.

Ech wollt d'Chamber da froen, ob se mat de Konkusioune vun der Kommissioun averstanen ass?

(Assentiment)

Merci. Dat ass de Fall.

Da géif ech d'Madamm Konsbruck bidden eranzekommen.

Prestation de serment et discours inaugural de Mme Claudine Konsbruck

Häerzlech wëllkomm, Madamm Konsbruck. Ech bidden lech, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung festgehale ass: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Ech bidden lech, déi riets Hand ze hiewen a mat engem «Je le jure» ze äntwerten.

► **Mme Claudine Konsbruck (CSV).-** Je le jure.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** Merci. Domat ginn ech lech Akt vun Ärem Eed. An Dir sidd ab sofort Member vun dësem héijen Haus.

A mengem eegenen Numm an am Numm vun alle Kolleegen: Häerzlech Felicitatioune! An Dir hutt elo direkt d'Wuert.

(Applaudissements)

► **Mme Claudine Konsbruck (CSV).-** Merci villmools. Här Chamberspräsident, Dir Häre Regierungsmembere, Dir Dammen, Dir Hären Deputéiert, leif Kolleegen, mäi Mandat an dëser Chambersessioun ass relativ kuerz, duerfir halen ech och elo keng laang Ried mat grouse programmatischen Annoncen.

Erlaabt mer fir d'Éischt, dem Marcel Oberweis Merci ze soen, duerch deen ech elo haut hei stinn. De Marcel ass och douewen. Merci, dass de hei bass. Duerch hie kann ech dat Mandat haut unhuelen a meng Stëmm an dësem héijen Haus abréngen. Ech bewonnere säin Engagement a ville Matière, notament fir d'Émwelt a fir d'Drëtt Welt. An ech wënschen him vill Erfolleg an deene ville Projeten, déi en elo nach huet.

Et ass natierlech eng ganz grouss Éier, haut dat Mandat hei unzehuelen. Ech sinn elo just veréedegt ginn als Verrieder vum Vollek. Méi eng nobel Aufgab gëtt et u sech net.

Als Gewielten hunn ech eng duebel Missioun, déi och esou an der Verfassung festgehale ass: éischtens, dem Land dëngen, zweetens, de Wieler respektéieren an him nolauschteren. Dat sinn zwee ganz wichteg Punkten, mä zemoos deen zweete Punkt ass eppes, wat een net dierf vergiessen.

Ech stinn haut hei, net well ech e Concours gewonnen hunn, mä well de Wieler mer säi Vertraue geschenkt huet. An duerfir geet et drëms, dat Vertrauen elo net ze enttäuschen. Dozou gehéiert och, dass een ëmmer d'Feiss um Buedem behält, dass ee weess, wou een

hierkënt an dass een de gesunde Mënscheverstand walte léisst.

Mir si jo all hei, fir onst Land weiderzibréngen an den Zesummenhalt an onser Gesellschaft ze stärke. Als Presidentin vun der Initiativ „Rëm Schaffen“ weess ech, wéi schwéier et ass fir verschidde Leit, fir iwwer d'Ronnen ze kommen. Mir sinn e räicht Land, awer och e Land, wou net jiddwereen eng Aarbecht fënnt. Dat bedeit, dass et schwéier ass fir eenzel Leit, gesellschaftlech matzehalen an derbäizegehieren. Et sinn déi Schicksaler, déi maachen, dass ee Loscht huet, sech ze engagieren an der Gesellschaft, mä awer och, déi ee motivéieren, fir Politik ze maachen, fir eppes selwer kënnen ze bewegen.

Politik ass awer och virun allem e mënschleche Beruff. De Kontakt mam Bierger ass wichteg. Mir maache jo Politik fir d'Leit, mä haaptsächlech mat de Leit. Duerfir muss een ëmmer en oppent Ouer behale fir d'Leit an hir Problemer. An déi Missioun bréngt jiddweree seng eegen Erfahrung mat.

Meng eegen Erfahrung ass, dass ech am Fong laang an engem Ministère geschafft hunn. Ech hu mat fënnf Ministeren an der Justiz zesummegeeschafft. Zwee vun hinne sinn hei haut am Säll. Ech soen hinnen all Merci fir déi loyal a flott Zesummenaarbecht iwwer déi lescht 26 Joer; et kann ee bal net soen (veuillez lire: 26 Joer; dat ass laang - et kann een et bal net gleewen).

Ech hunn am Ministère eng ganz Rei Projeten an der Chamber begleet an eng ganz Zuel vu Question-parlementaire beäntwert.

(Hilarité)

Duerfir freeën ech mech elo, an nächster Zäit, an den nächste Wochen, eng Rei Question-parlementaire ze stellen.

(Hilarité)

An ech freeë mech elo schonn op d'Äntwerten.

Ech sinn och Gemengeréitin säit 2011, mä meng wichtegst Roll ass a bleift: Ech si Mamm vun dräi Kanner: dem Nicolas, dem Marie an dem Charel. Zwee vun hinne sinn douewen. Ech soen hinne villmools Merci fir hir Léift an Ënnerstëtzung - heiansdo méi aktiv, heiansdo méi passiv - vu mengem Engagement. Si di mech oft laachen, si di mech heiansdo kräischen, mä si inspiréiere mech all Dag op en Neits. An, wéi gesot, Merci, dass der hei sidd!

Zum Ofschluss wëll ech ons all en Zitat vum Georges Clemenceau mat op de Wee ginn. Dee sot: «Il faut avoir ce que l'on veut. Quand on le sait, il faut avoir le courage de le dire; quand on le dit, il faut avoir le courage de le faire.»

Voilà! Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit. An ech freeë mech op eng ganz konstruktiv Zesummenaarbecht an den nächste Wochen a Méint am Interessi vum Land a senger Bierger. Voilà, elo schaffe mer!

► Plusieurs voix.- Très bien!**(Applaudissements)****5. Changements de composition des commissions parlementaires**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** Merci och.

An da bedéngt de Wiessel eng Rei vun Ännerungen an eise Kommissiounen. D'CSV-Fraktioun huet eis folgend Propose gemaach: An der Commission des Pétitions ersetzt d'Madamm Claudine Konsbruck den Här Marcel Oberweis. An der Budgets Kontrollkommissioun ersetzt d'Madamm Konsbruck den Här Oberweis. An der Kulturkommissioun ersetzt d'Madamm Konsbruck den Här Claude Wiseler. An der Héichschoul-, Recherche- a Mediekommissioun ersetzt d'Madamm Konsbruck den Här Oberweis. An der Émweltkommissioun ersetzt d'Madamm Konsbruck den Här Oberweis. An der Kommissioun fir Famill an Integratioun ersetzt d'Madamm Konsbruck den Här Marc Spautz, ausser fir d'Projete 7113 a 7280.

Ass d'Chamber mat deene Modifikatioune d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

6. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

An der Lëtzebuerger Delegatioun vum Conseil parlementaire interrégional CPI ersetzt d'Madamm Konsbruck den Här Oberweis.

Ass d'Chamber och domat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

7. Heure de questions au Gouvernement

A mir géifen dann direkt zur Froestonn un d'Regierung iwwergeroen. Et si vill Froen an dofir géif ech och e waarmen Appell un d'Kollegen an och un d'Regierung maachen, fir sech strikt un d'Riedezäit ze halen. Haut „ist weniger etwas mehr“. A mir fänken direkt mat der éischter Fro un, där vum Här Gusty Graas un de Landwirtschaftsminister iwwer eng Hondsausstellung, déi net autoriséiert gouf. An den Här Graas ass ennerwee an huet direkt d'Wuert. Här Graas wann ech gelift.

- Question n°332 du 2 juillet 2018 de M. Gusty Graas relative au refus d'autoriser l'organisation d'une exposition canine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

► **M. Gusty Graas (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv war jo geplangt, fir ufanks September déi bekannten Dog Expo nees ze organisieren. Déi huet an de leschte Jore jo ëmmer stattfonnt. Jiddefalls war et awer esou, datt sech eng Rei Problemer gestallt hunn, virun allem wat eben d'Déierenhaltung ubelaangt. Et ass souguer eng Persoun veruerteelt ginn zu 3.000 Euro Geldstrof an och mat engem Verbuert fir zéng Joer, fir däreren nach Déieren ze halen.

Elo huet de Minister kierzlech d'Decision geholl, datt déi Ausgab vun deem Joer net därer stattfannen. An deem Kontext wollt ech do wéinst elo dräi Froen un den Här Minister Etgen stellen:

Éischtens, wat huet u sech déi Decision hei vum Minister motivéiert?

Zweetens, wéini kann een dann awer elo erëm mat engem neier Ausgab vun der Dog Expo rechnen?

An eng drëtt Fro: Wéi eng speziell Oplage sinn dann elo virgesinn am Fall, wéi gesot, wou eng nei Autorisatioun erëm ausgestallt gëtt?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An d'Wuert huet de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen, fir d'Antwort.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Éischt, dem honorabelen Här Deputéierten Gusty Graas Merci ze soe fir déi dote Fro. Effektiv ass et esou, datt ech op Avis vun der Veterinärverwaltung decidéiert hunn, dem Organisateur, der Fédération cynologique luxembourgeoise, keng Autorisatioun fir déi uganks September 2018 geplangten Dog Expo ze accordéieren, well an deene leschte Joren ëmmer nees Mësstänn am Kontext mat dëser Hondsausstellung opgetruede sinn.

Ech erënnere kuerz un déi rezent Evenementer vum Abrëll 2018, wou eng Camionnette um Parking vun der Dog Expo an der praller Sonn stoung an zwee Hänn dra waren, déi Otemproblemer haten. Et wor keng Fënster op an déi zwee Hänn hate kee Waasser zur Verfügung. De Propriétaire vun der Camionnette gouf e puermol ausgeruff, ouni Succès.

D'Douane huet dunn no Récksprooch mat der Polizei decidéiert, d'Hänn, déi effektiv a Liewensgeför waren, ze befreien. Een Agent vun enger Sécherheetsfirma huet dunn eng Säitefënster vun der Camionnette ageschloen an d'Hänn konnte gerett ginn. D'Hänn goufe saiséiert an et gouf Plainte um Parking gemaach.

Mä och am September 2017 goufe verschidde Verstéiss géint d'Déierschutzgesetz constatéiert. An enger Camionnette wore siwen Hänn an engem lamentabelen Zoustand ënnerbruecht. Deelweis waren d'Pabeiere vun den Hänn net an der Rei. A verschidden Déiere wore blesséiert. Hei ass de Schëllegen, wéi den Här Graas elo just gesot huet, zu 3.000 Euro Geldstrof veruerteelt ginn.

Dir erënnert lech sécher och nach un d'Virfall am Kader vun der Dog Expo vun 2016, wou eng Camionnette mat Hänn dran um Parking vun engem Hotel an der praller Sonn stoung. Och hei louche verschidde Verstéiss géint den Déierschutz vir an d'Hänn goufe confiscéiert.

Mir hunn eis vill Méi gemaach, fir dat neit Déierschutzgesetz auszeschaffen, mat deem d'Wuelbefannen, d'Sécherheet an d'Dignitéit vum Déier soll garantéiert sinn. Hondsausstellungen, wou manifestement géint dëst modernt Gesetz verstouss gëtt, sinn inakzeptabel. Mir hunn dem Organisateur schrëftlech d'Oplag ginn, eis e konkrete Plang virzeleeë mat allen néidege Mesuren, fir an Zukunft Hondsausstellungen am Respekt vum Déierschutz ze organisieren.

Fir dëst ze garantéieren, ass de Verbuert fir de Moment eng eemoleg Decision. Mir behalen eis awer dat Recht vir, och weider Hondsausstellungen ze verbidden, wann den Organisateur seng Responsabilitéit net proaktiv iwwerhëlt.

An deem Kontext wéilt ech awer och nach ënnersträichen, datt d'Coupéiere vun Oueren oder Schwänz bei den Hänn laut deem neien Déierschutzgesetz verbueden ass. Fir deem - sécher eent vun deene modernsten an Europa - Gesetz am Interêt vum Wuelbefannen, der Sécherheet an der Dignitéit vum Déier gerecht ze ginn, ass et an der Zukunft och verbueden, coupéiert Hänn op enger Hondsausstellung ze presentéieren.

D'Veterinären, déi de Contrôle à l'entrée maachen, wäerten nieft der Identitéits- a Passkontroll och an engem iwwerpräiwen, ob dese Coupéierverbuert respektéiert ass. Coupéiert Hänn ginn dann net eragelooss a gi vun der Veranstaltung ausgeschloss.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An déi nächst Fro kënn vum Här Laurent Mosar an dréit ronderëm eng Proposition de directive iwwer d'Autorechter an digitale Maart. Här Mosar wann ech gelift.

- Question n°333 du 3 juillet 2018 de M. Laurent Mosar relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique, adressée à M. le Ministre de l'Économie

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eréischt säit e puer Wochen ass déi nei europäesch Datenschutzlegislatioun a Kraaft a scho beschäftigt sech d'EU mat deem nächste Gesetz, wat risquéiert, e groussen Afloss op d'Kommunikatioun am Internet ze kréien. Ech schwätzen hei vun der Reform vum EU-Urheberrecht.

Net méi spéit wéi iwwermuer stëmmt d'EU-Parlament iwwer e Rapport vum Rechtsausschuss vum EU-Parlament of, wou recommandéiert gëtt, déi sougenannten „Trilog-Verhandlungen“ zwëschen der Kommissioun, Rot a Parlament unzefänken, wou um Enn dovou soll en EU-Gesetz entsto. Schonn Enn Mee hat hei den EU-Rot seng Position als künfteg Verhandlungsbasis virgestallt.

Prinzipiell, Här President, ass et esou, mengen ech, datt mer eis allegueren eens sinn iwwer d'Wichtigkeet vum Schutz vun den Droit-intellektuellen, och fir Auteuren am Internet. Allerdéngs schéngt et esou ze sinn, wéi wann et hei trotzdeem eng ganz Rei vu Froen a vu Kriticken iwwer de Champ d'application vun deem Text gëtt.

Hei geet et virun allem ëm zwee Artikelen: éischtens, den Artikel 11, deen d'Aféierung vun engem sougenannten europäeschen „Leeschungsschutzrecht“ virgesäit; an dann den Artikel 13, deen d'Aféierung vun Uploadfiltere fir Onlineplattformen virgesäit. An et muss ee wëssen: Deemno wéi dat heiten ëmgesat gëtt, risquéiert domadder trotzdeem d'Informatiounsfreiheet um Internet limitéiert ze ginn an och de Kampf géint d'Desinformatioun ageschränkt ze ginn. Och d'Rechter vun de Konsumenten am Internet kéinten, le cas échéant, wesentlech begrenzt ginn.

Duerfir och meng Froen haut un den zoustännege Minister:

Éischtens, wat ass hei d'Positioun vun der groussherzoglecher Regierung zu deene geplangten Emännerungen?

Zweet Fro: A sollt iwwermuer dese Rapport am EU-Parlament ugeholl ginn, wäert d'Regierung do versichen, nach eng Rei Emännerungen am Kader vun den Trilog-Verhandlungen ëmzesetzen?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider, huet d'Wuert.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Merci, Här President. Et ass effektiv esou, dass d'Journalisten an d'Edituren ëmmer méi e Problem hunn, dass hir Artikelen, op déi se Droit-d'auteurs hunn, benotzt gi vun Internetplattformen, déi se einfach publizéieren respektiv verlinken, ouni Droit-d'auteurs dofir ze bezuelen. An dofir huet d'Kommissioun decidéiert, eben eng Direktiv „droits d'auteur“ an

deem dote Beräich anzeféieren. Dat heescht, dass d'Edituren an deem heite Fall en Droit voisin solle kréien.

Déi Proposition ass vum Conseil ugeholl ginn. An der Commission juridique ass och den Avis ugeholl ginn. An et ass och richtig, wéi den Här Mosar dat seet, dass de 5. Juli elo dee Vott an der Pleniéire am Parlament soll geschéien.

D'Lëtzebuerger Positioun war déi, déi mer d'ailleurs gedeelt hu mat de Benelux-Staten, mat Schweden a mat Irland, dass mer wollten eng Presumptioun aféiere fir d'Edituren. Dat heescht, dass se d'office d'Recht hätten op hir Droit-d'auteurs, wann een also hir Artikele géif benotzen. Dat hätt dozou gefouert, dass déi Plattformen sech d'office hätte misse mat den Edituren a Kontakt setzen, fir mat deenen eng Formel erauszuschleien oder auszuschaffen, déi deenen zwou Säite géif gerecht ginn.

Déi Proposition, déi Lëtzebuerg also mat ënnerstëtzt huet, ass leider net duerchgaangen, déi ass net ugeholl ginn. An et ass sech limitéiert ginn op deen Droit voisin, wat esou vill bedeit, wéi dass d'Edituren herno awer mussen au cas par cas hir Fraisen oder hir Suen akloen, déi se gären hätten, also hiren Droit d'auteur mussen au cas par cas akloen. Mir fannen, dass dat eng ganz komplizéiert Situatioun wäert ginn, dass et och net fair ass vis-à-vis vun de Journalisten a vun den Edituren, déi awer e ganzen Invest dragemaach hunn, während déi aner Plattformen se just géif benotzen.

Dat heescht, mir hunn an deem Punkt leider keen Accord kënnen fannen. Mir sinn och der Meinung, dass, esou wéi et elo virgesinn ass, dat ka relativ chaotesch ginn an der Ëmsetzung, well dat dote bal net ze iwwerblécken ass, wéi een dat dote soll maachen. Mir probéieren natierlech op deem Niveau esou gutt wéi et eis geléngt, fir eng Situatioun erbaizekréien, déi et eben erlaabt, dass d'Journalisten an d'Edituren och korrekt fir hir Aarbecht a fir hiert geeschtegt Eigentum bezuelt musse ginn.

Mä wéi gesot, vu dass eis Proposition net ugeholl ginn ass, gëtt dat do net evident.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Déi nächst Fro kënn vum Här Marc Angel an dréit ronderëm déi zukünfteg Affektatioun vum Postgebaai um Aldringen.

- Question n°334 du 2 juillet 2018 de M. Marc Angel relative à la future affectation de l'Hôtel des Postes à Luxembourgville, adressée à M. le Ministre de l'Économie

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Lëtzebuerger Post hat während Jorzéngten hiren Haaptsiège an der Uewerstad um Aldringen an engem Gebai, wat all Lëtzebuergerin an all Lëtzebuerger kennt a wat no Pläng vun deemolege Statsarchitekt Sosthène Weis tëschent 1908 an 1910 gebaut gouf.

No an no sinn du grouss Aktivitéite vun der Post op aner Sitten an der Stad a ronderëm d'Stadt verlagert ginn. Am Moment ass den Haaptsiège vun der Post provisoersch an der rue Mercier am Garer Quartier ënnerbruecht, an dat, bis dat neit Postgebaai, wat e riségt Gebai gëtt vu 27.700 m², praktesch vis-à-vis vun der Gare, wat elo am Bau ass, fäerdeg ass. Iwwregens gëtt dat e ganz schéint Gebai. An ech mengen, et ass liewenswäert ze ernimmen, dass déi Fassad vum fréieren Accinautos-Gebai do mat integréiert gëtt.

Säit e puer Woche sinn aus deem traditionssäiche Gebai um Aldringen d'Postguicheten erausgeplënnert an hunn um Boulevard Royal vis-à-vis en neit Doheem fonnt. Et schéngt also, wéi wann dat aalt Postgebaai an der Uewerstad elo ganz eidel wier. Dofir wollt ech dem Här Minister folgend Froe stellen:

Wat ass mam ale Postgebaai um Aldringen virgesinn? Huet d'Post Pläng, fir dat Gebai ze revaloriséieren? Falls d'Post schonn eng konkret Iddi hätt, existéieren dann och scho ganz konkret Baupläng? An ass schonn eng Baugeneemegung ugefrot gi bei der Stad Lëtzebuerg?

Gëtt eventuell dru geduecht, Wunnengen, Geschäftslokaler oder och nees Postguicheten an deem Gebai ënnerzebréngen? A wär et net och eng gutt Iddi am Kader vun den Efforten, déi dës Regierung mécht, fir de MICE-Tourismus, dat ass also dee ganze Geschäftstourismus, auszebauen, vläicht och en Hotel an deem Gebai ze plangen, vu dass mer e gewëssene Mangel un Hotelscapacitéit an der Stad hunn?

An als lescht Remark wëll ech just soen: Dir wësst, dass op deem Site ronderëm zwee grouss Chantiere sinn, déi scho jorelaang daueren: de Royal-Hamilius an d'Banque Générale. Et wär net gutt, wann elo nach laang geträngt géif ginn, dass, wann déi aner Gebai fäerdeg sinn, dann erëm e Chantier do géif kommen.

Dofir mengen ech, wär et hei wichtig, déi Fro, wat mat deem Gebai do geschitt, ganz séier ze behandelen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- An den Här Wirtschaftsminister, deen zoustännege ass fir d'Post, huet d'Wuert.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Voilà, Här President, ech soen dem honorabelen Här Angel Merci fir seng Fro.

Et ass effektiv esou, dass d'Post jo alles zentraliséiert oder hir Büroen, déi se hei um Aldringen hat, elo zentraliséiert huet op der Gare. Do gëtt d'ailleurs nach en neit Gebai gebaut an herno wäert se an dat Gebai eriwuerplënnere. Dat Gebai, wat hei um Aldringen ass, ass de Moment elo fräi. Dat heescht, et ass elo schon eidel. A fir där Saach entgéintzekomme respektiv fir eppes aus deem schéine Gebai ze maachen, dat d'ailleurs och klasséiert ass, hat d'Post e Concours d'idées lancéiert am Joer 2016.

An do ass ee Projet zréckbehale ginn, deen vum deem ganz bekannten Architekt Vincent Callebaut geplangt gi war oder gezechent gi war, deen d'Gebai a sech erhält a bannendran och zum Deel erhält, dat, wat ze erhalen ass a sënnavoll ass ze erhalen. Pour le reste wësst Der, dass am Gebai selwer an den Haff eng Kéier eng Konstruktions gebaut gi war, déi net ganz ästhetesch ass, bon, soit dass ee se vu bausen net gesäit. Dat sollt alles ewechgerappt ginn. Dat heescht, d'Iddi war, aus deem Gebai an Zukunft Commercen ze maachen, Restauratioun ze maachen, awer och Logement a Büroen dran ze maachen.

Dee Projet vum Här Callebaut huet och virgesinn, dass op den Daach vun deem Gebai eng grouss Glaskuppel dropkomm wär, dass e begréngt gi wär, dass also eng Terrass um Daach gewiescht wär mat Beam, déi wierklech flott a gréng gi wär. Et ass allerdéngs esou, dass de Projet, esou wéi e proposéiert gi war, vun der Stad Lëtzebuerg verworf ginn ass, well d'Stadt Lëtzebuerg eigentlech léiwer en Hotel op där doter Plaz gesinn hätt. Dat ass eng Iddi, déi ech och an deem Sënn kann ënnerstëtzen, well mer jo wëssen, dass mer awer e gewëssene Manque un Hotelscapacitéit an der Stad hunn.

Et ass awer elo esou, dass gekuckt ginn ass, ob dat faisabel ass. Déi Transformatioun vun deem Hôtel des Postes, déi wär esou deier ginn, dass een dat mat deem, wat ee kann an dat Gebai bauen, doduerger dass et ebe klasséiert ass, ni hätt kënnen rentabiliséieren. Dat heescht, dass et net méiglech ass, en Hotel do dranzusetzen, deen een herno rentabel ka féieren, aus deem einfache Grond, well een net genuch Zëmmeren do ënnerdaach kritt. An d'Iddi, fir eventuell dann nach eppes dranzebauen, en Tuerm, deen méi héich wär, ass an deem Sënn net méiglech, dass et klasséiert ass.

Dofir si mer elo amgaangen ze kucken, wat dann elo d'Alternativ kéint sinn. Do ass d'Post mat der Stad Lëtzebuerg an Diskussiounen. Ech perséinlech mengen, dass dee Projet, esou wéi en initial virgesi war, eng ganz gutt Alternativ wär, well een et ebe géif fäerdegbréngen, nach Commercen op déi Plaz ze bréngen a virun allem Logementer do matten an d'Stadt ze bréngen, wat a sech awer e ganz flotte Projet wär.

Wéi gesot, dat ass elo an der Diskussioun. An ech hoffen, dass mer relativ kuerzfristeg dann och do eng zefriddestellend Léisung fannen, souwuel fir d'Stadt Lëtzebuerg wéi och fir den Egentemer vum Gebai, nämmlech d'Post. Et ass och ausdrécklech net geduecht, dass d'Post dat Gebai géif verkafen. Wann, da wär dat iwwer e Bail emphytéotique verloungt ginn, wann et a Richtung vun engem Hotel gaange wär. Mä dat schéngt jo de Moment éischter onwahrscheinlech ze sinn.

Voilà, ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Déi nächst Fro kënn vum Här Fernand Kartheiser an dréit ronderëm d'Kooperatioun tëschent der Regierung an dem Cercle de coopération. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°335 du 3 juillet 2018 de M. Fernand Kartheiser relative à la coopération entre le Gouvernement et le «Cercle de coopération», adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, villmools Merci, Här President. Ech wollt drun erënnere, datt mer jo viru Kuerzem d'Monument fir d'Schoah ageweit hunn an datt mer och higinn a vum nächste Joer un d'Presidence iwwerhuele vun enger internationaler Association, déi sech ëm d'Memoire vum Holocaust këmmert. Dat ass ganz gutt esou. Dat ass en Optrag, dee mir iwwerholl hunn, e moraleschen Optrag. An déi Fro, déi ech mer haut



hei stellen, déi betrëfft eben d'Kontakter tëschent der Regierung an dem Cercle de coopération.

Et ass esou, datt de Comité pour une paix juste au Proche-Orient Member ass vun deem Cercle de coopération an datt dee jo och ernimmt gouf, dee Comité pour une paix juste au Proche-Orient, an deem rezente Rapport iwwer den Antisemitismus zu Lëtzebuerg.

Et ass och esou, datt op där Websäit vum Cercle de coopération - Internetsäit vum Cercle de coopération, also net déi vum CPJPO - Aussoe sti vum CPJPO, datt Israel do en „Mur de l'Apartheid“ opgeriicht hätt, a virun allem gëtt Israel reprochéiert, Statsterrorismus ze bedriewen, wat vläicht wouer ass fir den Iran oder fir d'Hamas oder den Hisbollah oder nach fir aner, awer bestëmmt net fir Israel. Jiddefalls ass dat net d'Opfaassung vun iergendengem westleche Land.

Och ënnerstëtzt de CPJPO de BDS Movement, dee rezent an der internationaler Press vill an der Kritik stoung, well Relatiounen tëschent deem Mouvement an terroristesche Bewegung constatéiert goufen. Och an de Publikatioun vum Cercle de coopération si ganz vill Erklärungen dran, déi ganz eesäiteg antiisraelesch Behauptungen hunn.

D'Fro ass - natierlech kann de Cercle de coopération fir sech decidéieren, wat en als Meenungen zouléist an esou weider bei sech, ob e sech wëllt instrumentaliséieren loossen oder net -, déi ech dem Här Minister wollt stellen:

Misst d'Regierung an enger Zäit, besonnesch wou mir och d'Presidence iwwerhuele vun der IHRA, net iwwerdenken, ob si wëllt enger Associatioun eng privilegiert Plattform, en institutionaliséierten Dialog offrëieren, soulaang Organisatiounen do vertrauede sinn, déi op d'mannst oppen antiisraelesch sinn, wann net souguer am Verdacht vum Antisemitismus stinn?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - De Kooperatiounsminister, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Merci, Här President. Natierlech äntweren ech ganz gären op d'Fro vum Här Kartheiser, obwuel se ganz vag war an een duerfir fir d'Eischt emol muss soen, datt d'Zesummenaarbecht vum Ministère mat dem Cercle de coopération eng exzellent ass iwwert déi lescht Joren, an ee virun allem och d'Wichtigkeet hei nach eng Kéier muss ënnersträiche vun deenen 93 ONGen, déi mer am Land hunn - Dir hutt et och selwer gesot -, wou eng ganz gutt Aarbecht gemaach gëtt an déi ëmmerhi 16% vun eiser APD bedeuten.

Op där anerer Säit ass e permanenten Dialog tëschent dem Cercle an dem Ministère, dee stattfënt. All zwee Méint gesi mer eis, fir en Echange ze maachen iwwert déi eenzel Ausriichtungen. A mir hu virun allem och all Kéiers als Basis hire Programme de travail, deen opgestallt gëtt, an deem ee virun allem och déi Saachen erëmfënt, déi Dir sot: Wat sinn déi Saachen, déi se promovéieren? Wat sinn déi Saachen, déi ganz einfach och vun hinnen aus no bausse gedroe ginn, déi och all Kéiers an deem Gremium diskutéiert ginn?

An am Gremium beschwätze mer selbstverständlech och all Kéiers den Apport financier, dee mir dem Cercle ginn, fir déi eenzel Punkten ze maachen, wou all Kéiers 80% aus dem Budget vum Ministère kommen an 20% vun hinne selwer aus Cotisatiounen respektiv Formatiounen, déi organiséiert ginn. An et gëtt virun allem ëmmer gekuckt, datt de Cercle no den ONGen kuckt, selbstverständlech, an datt se virun allem och effikass schaffen an natierlech och no de Regelen, déi opgestallt si vun eisem Ministère.

Ech géif lech also an deem Beräich proposéieren, datt mir eis selbstverständlech, an dat hutt Der selwer gesot, eraushalen aus der interner Organisatioun vum Cercle selwer, mä datt een natierlech déi dote Problematik bei där nächster Entrevue, déi ass - a wéi gesot, et ass all zwee Méint, wou ee sech regelméisseg gesäit -, och soll diskutéieren mam Cercle a mat eisem Ministère.

Voilà. Merci bien.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Déi nächst Fro kënnst vun der Madamm Josée Lorsché, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister an dréit ronderëm d'Busspuren an esou weider. Dat wäert eis d'Madamm Lorsché dann direkt soen.

- **Question n°336 du 3 juillet 2018 de Mme Josée Lorsché relative aux voies de bus munies d'un panneau additionnel qui autorise les cyclistes à les emprunter, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Här Minister, jo, meng Fro ass net vag, mä ganz konkret. Si bezitt sech op de Vélosverkéier an op verschidde Regelen, déi bei de Cycliste fir Onkloerheet suergen. Et geet notament ëm déi Plazen, wou d'Busspuren gläichzäiteg och fir de Vélo reservéiert ass.

Hei stellt sech déi ganz konkret Fro, u wéi eng Luuchtesystemer d'Velosfuere sech dann elo mussen halen - sinn et déi fir d'Bussen oder sinn et déi fir d'Autoen? -, vu datt et jo meeschtens keng speziell Luuchtesystemer eleng fir d'Veloe gëtt. A wa se dann dovun ausginn, datt se sech un de Luuchtesystem vun den Autoen mussen halen, da sti se de Busser am Wee, wat natierlech d'Busser behënnert an och fir Gefore suergt.

Duerfir sinn ech scho bei menger Fro: Wéi gedenkt Der, dee Problem ze léisen an déi Gefore aus dem Wee ze raumen?

Villmools Merci fir Är Äntwert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci der Madamm Lorsché fir déi Fro.

De Velosfuere, deen tëschent enger Busspur an enger Autosspur muss fuere, dat ass, géif ech soen, mat dat Geféierlechst, wat et gëtt, logescherweis, well dee riskéiert, zerquetscht ze ginn. An duerfir ass dat net ganz adequat.

Duerfir gëtt et d'Méiglechkeet, d'Busspuren opzemaachen. Do wou se op sinn an de Vélo an der Busspur matfirt, firt en natierlech an der Signalisatioun vum Bus mat an net an där vum Auto niewendrun. Mir sinn amgaangen, eng nei Reglementatioun auszeschaffen, fir op de Statsstroossen aus Sécherheetsgrënn d'office par défaut d'Busspuren opzemaachen, well dat anert einfach onméiglech ass. Et kann een net wierklech deemment e Velosfuere tëschent Bussen a Camionen an Autoen der-tëschtentquetsche goen. Dat gëtt näischt!

Ech soen awer och derbäi, datt dat natierlech keng ideal Léisung ass. Déi ideal Léisung ass, datt op groussen, befuere Stroossen eng Velospist separat ubruecht gëtt, well wann d'Busspuren op ass, dat kann ëmmer nëmme eng Noutléisung sinn.

An natierlech ass et och ëmsou méi komplizéiert jee nodeem, wéi d'Topografie ass. Wann et biergof geet, ass et an der Regel iwwerhaupt kee Problem. Dann ass de Vélo meeschtens souguer bal méi schnell wéi de Bus, zemoos am innerstädesche Beräich. Um Flaachen och net. Wann et natierlech biergof geet a wann da vill Véloe géifen do fuere, kéint dat zu engem Problem féieren, well dann natierlech d'Veloen d'Busse behënnere.

Mir sinn elo éischer an enger, géif ech soen, Komproméssituatioun. Déi nächst Etapp misst sinn, wéi gesot, par défaut opzemaachen. Awer dat Wichtigst ass dann, genuch Velospiste separat ze schafen op grouse Stroossen, fir datt de Vélo getrennt ka fuere par rapport zum Bus-oder Autosverkéier. Ech mengen, dat ass dat Eenzegt, wat wierklech sécher ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Déi nächst Fro kënnst vun Här Marc Spautz, riicht sech un de Sozialminister an dréit ronderëm den Austausch vun Donnéeën an Zuelen tëschent der Inspection générale de la sécurité sociale an anere Verwaltung respektiv Ministère.

- **Question n°337 du 3 juillet 2018 de M. Marc Spautz relative au transfert de données, de chiffres et d'autres informations entre l'IGSS et les autres administrations de l'État, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här President. Gëschter hat ech an enger Chamberskommissioun d'Fro gestallt, wéi et ass mam Projet 7003, der Upassung vum Kannergeld, déi ervirgeet aus engem Accord bipartite vum 28. November 2014, deen d'Regierung mat de Sozialpartner fonnt huet, fir regelméisseg d'Kannergeld unzepassen.

Do hat ech d'Ministesch vun der Famill gefrot, firwat dee Projet nach ëmmer net ëmgesat wier, well am Accord steet dran, an och am Projet vum Gesetz vum 2016, dass dat déi éischte Kéier géif 2018 geschéien. Am Avis vum Conseil d'État steet dran, d'IGSS hätt d'Chiffere vun 2009 bis 2015 ausgerechent an dat hätt erginn, dass et eng Augmentatioun vu 17,2 op 19,35 Euro misst ginn.

Gëschter huet d'Madamm Minister awer a Präsenz vum Här President - Dir selwer waart mat an där Sitzung dobäi, wou mer iwwert de Projet de loi geschwat hunn - gesot, et kéint nach net virugoe mat...

(**Interruption par M. Gérard Anzia**)

Et waren och nach anerer dobäi, Här Anzia, Dir hutt recht, et waren och nach vill aner Kolleginnen a Kollegen dobäi. Do ass awer vun der Madamm Minister gesot ginn, de Projet wier blockéiert, well se nach ëmmer géife waarden op d'Chiffere vun der Inspection générale de la sécurité sociale.

Dofir wollt ech de Sozialminister froen, wéi et da méiglech ass, dass säit dem Avis vum Conseil d'État de 27. Oktober 2016, dat sinn elo bal zwee Joer, bis haut nach ëmmer d'Chiffere net do sinn, wisou och iwwert dat Gesetz, wat vun dem Accord bipartite vum 2014 ausgeet a wou d'Avisen all virleien, nach ëmmer net ofgestëmmt ginn ass.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An de Sozialminister, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Merci, Här President. Dem Här Spautz soen ech och Merci fir d'Fro.

D'Fro war allerdéngs schwéier ze erroden, ech hunn e bëssen drop getippt, wat d'Fro kéint eventuell sinn, well d'IGSS mécht natierlech eng ganz gutt Aarbecht fir vill Verwaltungen a vill Ministère, wou se effektiv Recherchen an Analyse mat Zuele mécht.

Ech mengen, gëschter an der zoustänneger Familljekommissioun, wou et ëm de REVIS-Projet goug, ass ënner anerem deen dote Punkt opgeléicht ginn. An ech mengen, op déi Fro, déi Der gestallt hutt, huet d'Familljeministesch lech zwou Äntwerte ginn. Déi éischt Äntwert war déi, mengen ech, datt de Moment den Dossier an der Prozedur ass. Deem wëll ech als Minister, deen net zoustänneg ass fir diesen Dossier, och näischt bäifügen. Deen ass effektiv an der Prozedur. Ech wëll awer op déi zweet Remark agoen, déi Der gemaach hutt, datt den Dossier an d'Zuele bei der IGSS géife leien.

Bon, ech mengen, do ass et jo esou, datt een dat och muss an zweefacher Siicht gesinn. Engersäits gouf déi Analys scho vun 2009 bis 2015 gemaach, déi vun der IGSS jo och bäillait beim Projet selwer. An den Educatiounsministère huet der IGSS am Mee geschriwwen, fir en neie Calcul vun diesen Zuelen ze maachen, an dat op Basis virun allem och dovun, wéi et 2019 géif ausgesinn.

D'IGSS huet relativ zügeg reagiert an huet och am Juni, ufank Juni dem Educatiounsministère eng Äntwert gi mat der Analys vun diesen Zuelen. An zu där Analys wëll ech mech net direkt äusseren. Ech mengen, et ass un deene Ministère, sech ze äusseren, déi direkt d'Kompetenz hunn. Dat sinn den Educatiounsministère an de Familljeministère. Op jidde Fall, d'IGSS huet hir Aarbecht gemaach an huet déi Zuelen op d'Demande vun dem Educatiounsministère weidergereecht.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister. Déi nächst Fro kënnst vun Här Alexander Krieps, dréit sech ëm d'Impfung vu jonke Männer am Zesummenhang mam Papillomavirus, dee verantwortlech ass, wann ech dat nach richtig am Kapp hunn, fir de Gebärmutterhalskriibs. Net dee Krieps.

An Dir hutt d'Wuert fir Är Fro.

(**Hilarité**)

- **Question n°338 du 2 juillet 2018 de M. Alexander Krieps relative à la vaccination anti-HPV chez les jeunes hommes et sa prise en charge, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Merci, Här President. Ech sinn natierlech guer net dergéint, dass Der mäin Numm zitëiert. An ech hunn och keng...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Normalerweis zitëieren ech en am Gudden.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Jo, ech lech och. Et war net nëmme de Gebärmutterhals, mä ech hat 2016 eng schrëftlech Fro gestallt iwwert déi oral Kriibs bei de Männer. Dir wësst jo, haut ass alles méiglech. An ech wollt haut dem Minister Romain Schneider keng Fro stellen iwwer „kinderlose Kinderbetreuung“ - virdrun ass dat jo hei ugeklongen -, dat steet an engem Programm.

► **Une voix.** - Dat ass e Widersproch a sech.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Ech hu mech gefrot, wat dee Saz heescht. A scho guer net deriwwer, dass an enger vu menge beléifte Parteien en „Belüfter“ noutwendeg wär. Dat wëllt heeschen, dass schlecht Loft do ass.

D'DP hat also 2016 eng schrëftlech Fro gestallt iwwert déi HPV-impfung. Deemools waren iwwer 11.000 Meedercher an engem Programm 2008-2015, a mat enger Ofdeckung, déi ländlech variabel ass. An 2009 waren et 3.200 Meedercher, déi geimpft gi sinn. Duerno ass déi Zuel op mindestens d'Halschent erofgaangen.

Meng Fro haut bezitt sech erëm op d'Impfung bei de Männer. An do war eng Konventioun Stat/CNS ausgeschafft ginn. Dat ass déi eenzeg Kriibspréventioun, e bësse mat der Hepatite B. An ech wär fro ze wëssen, ob d'Regierung dee Programm géif relancéieren bei de Männer. Deemools hat se en Avis beim Conseil supérieur des maladies infectieuses gefrot am Hierscht 2016. Deen Avis hunn ech ni fonnt. Mir hunn natierlech kee Recul bei de Meedercher, well déi Impfung sinn eréischt zéng Joer al.

Ech wollt just de Sozialminister froen, ob do d'Krankeesen an de Stat bereet wäeren, déi Käschten ze iwwerhuele mat der Ausdeening. An ech mengen, och bei de jonke Meedercher misst een de Programm relancéieren.

(**M. Alexander Krieps montre une documentation.**)

Ech hunn lech eng Käertche matbruecht, déi weist, dass am Land schwéier Ennerscheeder an der Akzeptanz sinn. Déi portugisesch Immigratioun hëlt déi Vaccinatioun am beschten op.

Voilà. Merci. Bis d'nächste Kéier.

(**Hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An den Här Sozialminister huet d'Wuert.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Merci, Här President. Hei geet et wierklech hott an har, muss ech éierlech soen, bei de Froen.

(**Hilarité**)

An ech wëll éierlech gesot och net op déi kanerlos Saach respektiv och net op den „Belüfter“ agoen, Här Krieps, do halen ech mech eraus.

► **Une voix.** - Léiwer net.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Dat ass net mäi Kompetenzberäich. An ech mengen, do bleiwen ech och roueg bei den Äntwerten.

Ech géif vläicht awer probéieren - natierlech, als Méginer ass Är Äntwert vläicht méi pertinent -, et dann esou gutt wéi méiglech erëmzeginn. Ech mengen, de Programme préventif HPV - Human Papilloma Virus fir Meedercher ass jo ewell als Präventivplang vun dem Ministère de la Santé ausgeschafft ginn. An d'Madamm Gesondheetsministesch ass jo och präsent heibannen. Déi bezüüglech Konventioun, déi do spillt, déi Der och zitëiert hutt, tëschent dem Stat an der CNS gëtt et zënter 2015, fir datt e Vaccin bivalent, dee géint den HPV16 an awer géint den HPV18 ebe wierkt, notament fir de Kriibs vum Uteruscher ze verhënnere, vun der CNS bei Meedercher tëscht dem 11. an dem 14. Gebuertsdag zweemol rembourséiert gëtt. An dat opgrond vun enger Recommendatioun, an Dir hutt et gesot, vum Conseil supérieur des maladies infectieuses, dem CSMI.

A genau diesen CSMI huet am Juni 2018 zwou nei Recommendatiounen erausginn: engersäits wat eben dese bekannte Vaccin ubelaangt, dee just géint déi zwee spezifesch HPVe virgeet, fir op e Vaccin nonavalent iwwerzegoen, deen et erméiglecht, fir géint méi Forme vun HPV ze impfen, anersäits awer och, an Dir hutt et zitëiert, Här Krieps, fir eben dese Vaccin och op jonk Männer auszedeeenen.

D'Santé ass amgaangen, diesbezüüglech Analysen ze maachen, fir eben och en nationalen Anti-HPV-Programm an deem Beräich auszeschaffen. A wann dann dese Plang wäert stoen, da wäert selbstverständlech och wéi bei de Meedercher eng Konventioun ausgeschafft ginn tëschent der CNS an dem Stat. An da wäerte mer deem natierlech och kënnen Rechnen droen. An da wäert dee Moment Är Kaart, déi Der gewisen hutt, Här Krieps, och nach méi vollstänneg ginn. Da wäert Der gesinn, wéi effektiv och do diesen Impfstoff bei deenen eenzelne Persounen, souwuel Meedercher wéi och Jongen, wäert wierken.

Merci bien.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Merci, Här Minister. Dat ass eng gutt Äntwert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. An déi nächst Fro, déi kënnst vun Här Fayot, riicht sech un de Finanzminister an dréit ronderëm e Budget fir d'Eurozon.

- **Question n°339 du 2 juillet 2018 de M. Franz Fayot relative à la position du Gouvernement luxembourgeois sur l'instauration d'un budget de la zone euro, adressée à M. le Ministre des Finances**

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. An der Press war Enn Juni ze liesen, dass Lëtzebuerg zesumme mat eefel anere Länner, dat sinn déi aner Benelux-Länner, déi baltesch Länner, Eisträich, Schweden, Dänemark, Finnland, Irland a Malta, e Bréif ënnerschriwwen hätt un de President vum Eurogroup, den Mário Centeno, wou ee sech éischter skeptesch zu deenen däitsch-franséische Pläng geäussert hätt zu der Reform vun der Eurozon.

Dës Pläng vum President Macron an der Kanzlerin Merkel gesi jo entre autres vir, dass e gemeinsame Budget soll gemaach gi fir d'Eurozon, notamment fir Kriselänner ze hëllefen. An dee Fong sollt dann duerch eng Tax op Finanztransaktiounen, mä awer och duerch Contributiounen vun de Memberlänner finanzéiert ginn.

Ech wollt an deem Kontext zwou Froe stellen un de Finanzminister. Déi éischt, dat ass u sech, aus welche Grënn ons Regierung, representéiert duerch de Finanzminister, dese Bréif mat ënnerschriwwen huet. Et konnt een an engem rezenten Interview liesen, deen de Finanzminister ginn huet am „Wort“, dass en notamment seet: „Die Eurostaaten können in einen gemeinsamen Fonds einzahlen, mit dem man Investitionen in schwachen Ländern tätigen würde, wenn es mal zu einer antizyklischen Krise kommt. Es ist eine Idee, die auch Angela Merkel formulierte, wenn auch leicht anders.“ Dorausser kann een interpretéieren, dass u sech de Minister net ofgeneigt war par rapport zu enger Iddi vu méi europäescher Solidaritéit am Kontext vum Eurogroup. An dofir wär ech frou, wann en do kéint e puer Präzisiounen ginn.

An zweetens, kann de Minister ons informéieren, wéi fir de Moment den Zoustand vun den Diskussiounen ass zu der Reform vun der Eurozon ënnert dem Lead vun den Däitschen an de Fransousen?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Fayot. An d'Wuert huet elo direkt de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Merci fir déi Fro, déi effektiv eng ganz wichteg ass, déi den Deputéierte Fayot gestallt huet.

Et geet dréms, ze wëssen an ze verstoen, wéi een eventuell muer - a muer ass méi mëttel- a laangfristeg - méi Solidaritéit an der Eurozon kéint schafen. Do gëtt heiansdo vun „fiscal capacity“ geschwat, dat heescht, e Budget ze mobiliséieren, fir deene méi Schwaachen ze hëllefen oder, wéi gesot, en extrae Budget fir d'Eurozon ze schafen.

Fir d'Éischt wëll ech dat Ganzt emol an e Kontext setzen. Déi ganz Diskussioun kënnt dorauer hier, dass 2008, wéi d'Welt - a Finanzkris lassgaangen ass an en fait ganz Europa be- traff huet, ee gemierkt huet, dass de Système monétaire européien, wéi mer en haten, inkomplett war. Mir hunn dee gestärkt. Ganz Europa huet dee gestärkt. Den Twopack, de Sixpack, den Traité budgétaire, CRD4, eng ganz Rëtsch Mesurë si geholl ginn. Dat heescht, mir stinn haut vill besser do wéi virun zéng Joer.

Am leschten Eurogroup ass am Mee eng Prozedur ageleet ginn, déi elo am August soll fäerdeg ginn, dass dat lescht Land, wat nach ën- nert dem Programm ass, Griichenland, och soll aus der Kris erauskommen. Dat heescht, mir hunn eng ganz aner Architektur an Europa, déi vill méi komplett ass wéi dat, wat mer haten.

Dat Alleréischt, wat ech wëll ënnersträichen, ass, dass all Land muss seng Hausaufgab maachen. Dat heescht, jiddweree muss de Pacte de stabilité et de croissance anhalen. Dat ass leider net vill de Fall gewiescht, well all Mënsch do gesënnegt huet. Dat eenzegt Land an der Eurozon, wat de Pacte de stabilité et de croissance ëmmer agehalen huet, ass Lëtzebuerg!

Mir hunn en och an de leschte Joren esou gutt agehalen, dass mer net nëmmen an den Norme sinn, mä dat iwwertraff hunn, dass mer eis also e Puffer ginn hunn. A mir encouragéieren déi aner Länner, genau dat ze maachen, an enger Zäit, wou vill Wirtschaftswuesstum do ass.

Um leschte Sommet, deen elo virun e puer Deeg war, hunn d'Premierministere festgehalen, dass et super ass, dass mer elozwu Saachen zesumme maachen, déi nach net festgehalene gi waren, déi also Neiegkeete sinn. Dat eent ass, den European Stability Mechanism, den ESM ze verstärken, dass dee soll nach eng additional Garantie ginn zu deem Präbbel, deen d'Banken alleguerete schützt. Dat ass eng grouss Saach, well do ware vill Länner dergéint opposéiert. Dat ass elo am Juni aktéiert ginn.

An zweetens hu mer Accorde fonnt, fir d'Bankenunion ze stäerken, wou och Lëtzebuerg eng wesentlech Roll gespillt huet, fir justement déi Länner ze protegéieren, déi ganz vill Filialen hunn, wéi dat de Fall vu Lëtzebuerg ass.

Dat heescht, d'Diskussioun vun engem separate Budget vun der Eurozon stellt sech am Fong geholl nëmmen, wann déi national Virsicht, déi national Disziplin net gespillt huet.

A wat fir eng Froe stelle sech da fir de Budget vun der Eurozon? Ech géif soen, dräi Stéck: Firwat brauche mer e Budget vun der Eurozon? Zweet Fro: Wivill Sue brauche mer doran? An drëtten: Wat fir eng Modalitéite muss mer da gebrauchen?

Éischte Punkt: Fir wat ze maachen? Brauche mer de Budget vun der Eurozon? Meng Äntwert an d'Äntwert vun der Lëtzebuurger Regierung ass wahrscheinlech: „Jo!“ Firwat? Well mir hu geléiert, dass mer méi Solidaritéit brauchen an Europa, awer net à n'importe quel prix. Fir d'Éischt Eegendisziplin, an da kann ee vu Solidaritéit schwätzen.

Mä op wellecher Basis dat soll elo geschéien, dat steet am Raum. D'Kommissioun huet Re- commandatiounen am Dezember gemaach. Frankräich an Däitschland hunn hir eege Pro- pose gemaach. An do muss een elo emol viru- kucken, wat fir eng Optiounen un Dësch leien. Do gëtt et d'Propositio, fir e Fong fir Investisem- enter ze schafe fir déi Länner, déi schwaach sinn. Oder en „rainy day fund“, wéi d'Kommissi- on et proposéiert, oder drëtten, fir e Chô- mage-Fong op europäeschem Niveau ze maachen.

(Interruption par la présidence)

Et deet mer leed, Här President, ech huelen nach e ganz e bëssen aus, et ass e ganz wichtige Sujet. An ech versichen elo, am Tele- grammstil fäerdeg ze maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, wann ech gelift.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo. A Lëtzebuerg seet: Mir si bereet, iwwer all déi Saachen ze schwätzen, mä mir mussen awer emol Kloerheet hunn, op welle- cher Basis een do diskutéiert.

Wivill Sue mussen dragehallt sinn, hänt natier- lech vun de Missiounen of.

An drëtten, d'Modalitéiten. Hei ginn am däitsch-franséische Pabeier dräi Taxe propo- séiert, fir dat ze alimentéieren, déi et haut nach net gëtt. Wann een also besuergt ass, fir méi Solidaritéit an Europa ze maachen, da misst ee vläicht mat deene Moyenen handelen, déi mer scho kennen, an dann de Budget européien, wéi mer en haut kennen, zu 28 oder muer zu 27 notzen, well nei Taxen an d'Landschaft ze setzen, iwwert déi mer eis net eens sinn a wou een eng Unanimitéit brauch, ass wahrschein- lech net déi effikaste Manéier, fir do eens ze ginn.

A leschtens géif ech en Appell riichten un d'Be- nelux-Staten. Ech hu vill an deene leschte Méint mat mengen zwee Kolleegen aus Hol- land an aus der Belsch geschwat. Ech mengen, mir sollten alles drusetzen, fir dass mer eng Po- sitioon Benelux op deem Sujet kréien, fir dass mir och ee Pabeier um Dësch hunn, fir matze- schwätzen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

Mir géifen dann zur nächster Fro kommen. Den Här Max Hahn riicht sech un de Wunnungsbauminister am Zesummenhang vu méi soziale Mietwunnengen.

- Question n°340 du 3 juillet 2018 de M. Max Hahn relative aux mesures introduites pour promouvoir la location sociale, adressée à M. le Ministre du Logement

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. Et feelt u bezuelbarem Wunnraum a virun allem am Locatif gëllt et, e grouse Retard opzehuelen, an dat besonnesch fir sozial schwaach Persounen a sozial schwaach Stéit.

Mat der Steierreform gouf viru bal genee 18 Méint ënner anerem eng Mesure agefouert, fir d'Offer u vergënschteg Locatiounswunnen- gen ze erhéien an eidel stoend Wunnengen op de Marché ze bréngen. Dofir si steierlech Urei- zer geschafe ginn. Méi genee: Den 30% bis 40% méi niddrege Loyer, deen de Propriétaire vun engem Haus respektiv vun engem Wunneng kriit, ass zanter 18 Méint zu 50% steierfräi fir d'Gestion locative sociale.

Kann de Minister eis heizou Detailler ginn? A kann de Minister eventuell no deenen éischten 18 Méint en Tëschebilan zéien?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An de Wunnungsbauminister, den Här Marc Hansen, huet d'Wuert.

► **M. Marc Hansen, Ministre du Logement.** - Här President, léif Deputéiert, et ass eng inte- ressant Fro, déi de Max Hahn hei op dëser Plaz gestallt huet.

(Hilarité et exclamations)

An ech mierken, dass d'ganz...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...d'Äntwert scho kënne ginn, ier e se gefrot hätt...

► **M. Marc Hansen, Ministre du Logement.** - An ech mierken, dass d'ganz Chamber interes- séiert ass, besonnesch den Här Gibéryen, dofir géif ech dann och...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech halen et bal net méi aus!

► **M. Marc Hansen, Ministre du Logement.** - ...den Detail ginn.

Et sinn, wéi de Max Hahn et gesot huet, effek- tiv 18 Méint, wou déi dote Mesuren a Kraaft sinn. D'Gestion locative sociale, ee Wuert nach eng kéier doriwwer: Dir wësst et, wann e Pro- priétaire eng Wunneng zu Präisser 30%, 40% ënnert dem normale Marchépräis verloung an dat u eng konventionéiert Organisatioun, da kriit déi Organisatioun vun dem Logementsmi- nistère éischtens pro Dossier 100 Euro de Mount an demieft gëtt et zanter der Steierre- form dann och eng Exoneratioun vun deene 50% op steierlech Niveau, wat natierlech dann och bis zu engem Deel déi 30% bis 40%, déi am Loyer méi déif sinn, kann deckelen.

Mir hunn och do an déi Konventioun drage- schriwwen, wéi déi Präisser auszegesinn hunn. Déi goufen och nach eng kéier virun e puer Méint adaptéiert. Ech hat dat an der Cham- berskommissioun och annonciéiert. Dat sinn normalerweis 10 Euro de Meterkaree, wou ee Loyer dierf froen, ausser bei Studioen oder bei Appartementer mat enger Schlofkummer; do ass et gedeckelt op 550 Euro respektiv 670 Euro. An et ass och dat, wat dem Secteur entgéintkënt.

Zanter der Aféierung vun där neier Steierme- sure ass déi Zuel dann och substanzuell an d'Luucht gaangen, éischtens, wat déi konven- tionéiert Organisatiounen ueget. Dat waren den 31. Dezember 2016 siwen där Organisa- tiounen, dat sinn der hautzudaags 15. Dat heescht, dat ass eng kloer Verduebelung. An an deem gläichen Zäitraum ass dann och d'Un- zuel vun de Wunnenge vun 366 Unitéiten op elo 578 eropgaangen. Dat sinn 212 Wunnenge méi, also 58% méi.

Dat huet e ganze Koup u Virdeeler fir de Pro- priétaire. Elo duerch déi Exoneratioun vun de Steiere muss ee wëssen, dass bei der Gestion locative sociale och e soziale Suivi gemaach gëtt vun deene Leit. An et gëtt awer och no der Wunneng gekuckt. A fir de Propriétaire ass et och de Virdeel, dass de Loyer kënnt, och wa keen do dran ass. An op där anerer Säit, wann eng kéier d'Wunneng muss fräigestallt ginn, well de Propriétaire vläicht erëm selwer wëllt dragoen oder de Kanner dat wëllt iwwerginn, da geet dat och relativ zügeg.

Wann een da kuckt, dass mer elo awer esou an d'Luucht gaange sinn, da kann een awer soen, dass och Wunnengen, déi eidel stinn um Mar- ché, erëm besat ginn. Wa mer vu ronn 600 Wunnenge schwätzen a wëssen, dass dat dote ganz dacks och Wunnenge si wéi Haiser, déi kënnen zur Verfügung gestallt ginn, wann also dräi bis véier Leit dra sinn, jo, da sinn iwwert deen dote Wee, iwwert déi Gestion locative so- ciale awer och 2.300 Leit, déi ënnerdaach sinn, wat een och eng kéier muss als Zuel vläicht er- nimmten.

D'Zuele ginn och nach ëmmer weider an d'Luucht, an dat vu Mount zu Mount. Dee gréissten Akteur op deem dote Plang, dat ass natierlech d'AIS, d'Agence immobilière sociale. Dann hu mer awer och d'Caritas, déi mat der- bäi ass, déi zanter 2017 elo am leschte Joer souguer hir Zuelen erëm verduebelt huet. D'„Wunnengshëllef“ ass ganz aktiv do. De Kor- dall ass ganz aktiv dodran, awer och d'Dikre- cher Gemeng, den Office social vun der Nord- stad, de Réidener Kanton an och aner Ge- mengem, déi do aktiv sinn.

Et ass also e Modell, deen e gewëssene Succès huet, mat engem Plus vun 58%, wat awer och hëlleft, de Logementsproblem ze léisen. Et ass eent vun deenen dausend Puzzlestécker, déi mer ebe mussen fannen, fir dee Puzzle vun der Wunnproblematik iergendwéi unzuegoen. Et ass eng Mesure ënner villen, fir weiderzecommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

A mir kommen zu der leschter Fro, déi kënnt vun Här Eugène Berger an dréit ronderëm e Bréif, deen den amerikanesche President eis iwwer eis Militärausgabe geschriwwen huet. D'Fro riicht sech un de Verdedegungsminister.

- Question n°341 du 3 juillet 2018 de M. Eugène Berger relative à la lettre du Président des États-Unis concernant les dépenses militaires luxembourgeoises, adressée à M. le Ministre de la Défense

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här Pre- sident. Haut de Moie konnt een op „Spiegel online“ liesen, an déi hu sech referéiert op en Artikel, deen an der „New York Times“ stoung, datt an deene leschten Deeg oder an deene leschte Wochen den amerikanesche President Donald Trump u verschidde Memberlänner vun der NATO anscheinend relativ geharnesch Bréiwer geschéckt hätt, wou en anscheinend säin Onnutt géif zum Ausdruck bréngen, datt verschidde Memberlänner net genuch Efforte géife maache fir d'NATO-Bündnis.

Duerfir meng Froen. Zum engen ass meng Fro, well an deem Artikel am „Spiegel“ stoung, datt verschidde Länner... - do ginn Däitschland, d'Belsch, Norwegen zitéiert -, et wieren awer nach e puer aner Länner, déi och e Bréif kriit hätte vum Donald Trump. Duerfir meng Fro: Krut och Lëtzebuerg eventuell, mir si jo och Member an der NATO, krut och eventuell Lët- zebuerg e Bréif vum amerikanesche President? Wann dat de Fall wier, wat steet do dra respek- tiv wat ass eventuell och dann, wa mer esou e Bréif kriit hätten, d'Äntwert, déi mer géife ginn, oder wéi géife mer reagéieren? Oder ass dann, wa mer esou e Bréif kruten, eventuell dru geduecht, beim nächsten NATO-Sommet - ech mengen, deen ass den 11. 12. Juli -, datt dann do vläicht drop reagiert gëtt?

Ech wëll och nach - dat ass eng lescht Bemier- kung an awer keng Fro - awer drun erënneren, datt ganz rezent, mengen ech, den NATO-Ge- neralsekretär Stoltenberg eis eigentlech gelueft huet fir all déi Efforten, déi mer géifen hei zu Lëtzebuerg maachen an deem Kontext.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet den Här Verdede- gungsminister.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Dé- fense.** - Merci, Här President, och dem hono- rabelen Deputéierten e grouse Merci fir déi in- teressant Fro.

Et ass effektiv esou, dass den amerikanesche President Donald Trump eis och e Bréif ge- schriwwen huet, wéi en dat och bei deenen anere Länner gemaach huet, déi manner wéi 2% vun hirem PIB ausgi fir d'Defense. An deem Bréif gi mer zwar gelueft derfir, dass mer déi Suen, déi mer ausginn, zu méi wéi 40% an In- vestissemter ausginn. D'NATO fret e Mini- mum vun 20%. Mir leien also do emol ganz gutt.

Et ass awer och esou, dass den Här Trump der Meenung ass, dass mer - mir an eben och aner Länner - nach vill ze weéne ausgi fir d'Defense. Et ass esou, dass mer um Sommet zu Wales jo en Engagement geholl hunn, fir eis Efforts de défense bis d'Joer 2020 ëm 50% ze erhéien, nämlech vun 0,4% vun eisem PIB op 0,6% vun eisem PIB. Dat wäerte mer och errechen. Ech mengen, dass dat keen Thema ass.

Et ass och esou, dass mir decidéiert hunn als Regierung, dass all déi Efforten, déi mer an der Défense maachen, dass mer gären hätten, dass déi e Retour économique direkt op Lëtzebuerg hunn, also dass mer net nëmmen iergendwou higinn a Material am Ausland kafen - déi Sue si fort - an dann hu mer dat Material hei a mussen et nach ënnerhalen. Neen! D'Iddi ass eben, wa mer eisen Effort de défense an d'Luucht setzen, et esou ze maachen, dass déi Suen och am Land bleiwen, zumindest esou wäit wéi méiglech am Land bleiwen.

Dofir hu mer ënner anerem decidéiert, den Häreberg komplett ze sanéieren, déi Gebaier all nei ze maachen. Dat kënnt also direkt dem Handwierk zegutt. Mir hunn dofir decidéiert, dee LuxGovSat ze lancéieren, e Satellitprojet, dee mer zesumme mat der SES maachen, also och mat enger Lëtzebuurger Gesellschaft, an där de Lëtzebuurger Stat Aktionär ass, déi do- vunner profitéiert. Mir si jo amgaangen, och ze kucken, fir e Militärspidol ze hunn. Dat sinn also Investitiounen, déi mer an esou eng Infra- struktur wëlle maachen, déi mir awer dann och kënne gebrauchen, wa mir eng kéier e Plan nombreuses victimes hei mussen declenchéie- ren. Dat heescht, och dat si Suen, déi hei am Land investéiert ginn an déi de Lëtzebuurger Bierger dann zeguttkommen. Dat ass eis Strate- gie.

Et ass och esou, dass Lëtzebuerg sech enga- géiert huet, an enger Rei Missiounen vun der NATO matzemaachen, wéi zum Beispill der VJTF oder der eFP, der NATO's enhanced Forward Presence. Och do huele mer eis Ver- antwortung, esou wéi déi aner Länner och.

Mir hunn eis och, fir d'Éischte kéier iwwer- haupt als Defense, Ligne-directrice ginn, wou mer eis eng strategesch Visioun ginn, wéi d'De-

fense zu Lëtzebuerg bis d'Joer 2025 soll weider evoluéieren.

Den Här Stoltenberg, den NATO-Generalsekretär, deen elo viru Kuerzem jo hei war, huet eis och gelueft fir all déi Efforten, déi mer maachen.

Ech kommen awer och elo zu Ärer Fro, nämlech: Wéi äntworte mer dann dorobber, dass den Här Trump gär hätt, dass mer 2% vun eisem PIB sollen ausgi fir d'Defense? Dat heescht, mir misste vun 0,6% op 2% goen. Ech mengen, dass dat eng Situatioun ass, déi fir mech, a fir des Regierung, net denkbar ass, dass mer dat wäerte maachen.

Ech wëll an deem Kontext och dem Här Trump an Erënnerung ruffen, dass Lëtzebuerg fir eppes anescht ganz vill Suen ausgëtt an déi och ganz gär ausgëtt, nämlech an der Kooperatioun. Mir sinn als eent vun deenen dräi héchste Länner ugesinn, wat eisen Invest an d'Kooperatioun ugeet, mat 1% vun eisem Revenu national brut. An ech mengen, d'Kooperatiounsinvestissemter, déi mer maachen, déi verhéieren eigentlech déi Konflikter, déi d'NATO muss léisen. Dofir si mir éischer der Meenung, dass et méi sënnvoll ass, an der Kooperatioun weider vill ze investéieren wéi an d'militärescht Rüstzeug.

Also kéint een elo soen, dass mir wäerten um NATO-Sommet, wa mer dann den Här Trump begéien, soen, dass mer éischer an där doter Logik sinn, ewéi elo op e Budget vun 2% vun eisem PIB ze goen, wat d'Defense ugeet. Dohin ofgesi mengen ech, dass mer dat iwwerhaapt emol net geréiert kriterien, esou e Budget, mat där Arméi, déi mer hei hunn.

Voilà! Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och.

Ech mengen, mir hu mat eiser Froestonn eng Punktlandung gemaach. A mir kënnen dann zu där nächster Stonn iwwergoen, enger Aktualitéitsstonn iwwer eis Kulturpolitik, déi vun der grénger Fraktioun ugefrot ginn ass. An d'Madamm Sam Tanson huet d'Wuert.

8. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de la politique culturelle au Luxembourg

Exposé

► **Mme Sam Tanson, (déi gréng).** - Merci, Här President. Also et ass eng Aktualitéitsstonn iwwert den „Kulturentwécklungsplang“, déi mer ugefrot haten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat gehéiert och zur Kulturpolitik.

► **Mme Sam Tanson, (déi gréng).** - Also ech mengen, eng Kulturpolitik ka jo jiddwereen elo a sengem Wahlprogramm developpéieren a virstellen, wéi och d'Kollegen de Moie vun der Sozialistescher Partei. Well dese Weekend de Kulturentwécklungsplang virgestallt gouf, hat ech déi Heure d'actualité ugefrot am Virfeld, well ech et schon e bësse speziell fonnt hunn, dass mer net hei an deem Plenum och iwwert dat ganz wichteg Dokument géifen diskutéieren. De leschten Donneschdeg sollt jo eng Chamberskommissioun sinn. Déi war du kuerzfristeg ofgesot ginn. Ech verstinn, dass een der Kulturzeen wëllt d'Primautéit ginn, mä deen Hin an Hier hunn ech e bëssen onglécklech fonnt.

A virun allem sinn ech der Meenung, dass d'Kulturpolitik muss méi debattéiert ginn. Kultur ass Fräiheet, Kultur brécht Tabuen, si kann onbequem sinn, mä si bréngt ons weider. Mir heibannen hunn d'Flicht, fir den néidege Kader ze ginn. Net méi, awer och net manner. D'Kultur muss ons kënnen a Fro stellen.

Bei den Assisen ass e puermol d'Fro opkomm vun der politescher Legitimatioun vum Plang. Déi verständlech Angscht vu verschiddeenen Intervenante wor déi, dass all déi Aarbecht hei fir näischt gewiescht wier, wann net d'Partei sech dozou an enger Form géife bekennen.

Natierlech wier et positiv gewiescht, wann de Plang méi fréi an der Period (veuillez lire: Legislaturperiode) disponibel gewiescht wier. Mä ech perséinlech sinn einfach ganz frou, dass et en elo gëtt. Haut ass op d'mannst d'Okkasioun fir jiddwereen, sech par rapport zu deem Plang ze positionéieren.

Dowéinst bréngt mer och déi Resolutioun eran, zesumme mat der LSAP an der DP, an der Hoffnung op eng breet Erënnerung, fir datt, egal wéi eng politesch Faarwen déi nächste Kéier um Rudder sinn, Bewegung an den Dossier kennt an de KEP, oder wéi en och ëmmer da genant gëtt, ëmgesat ka ginn a seng Mise en œuvre all zwee Joer kann evaluéiert ginn. Wann ech gelift, Här President.

Résolution 1

La Chambre des Députés, considérant

- le travail important et nécessaire réalisé pour l'élaboration du Plan de développement culturel;

- la nécessité de disposer de données concernant la culture;

- la nécessité de procéder à des réformes de la gouvernance de la culture;

- la volonté de stimuler davantage la création à Luxembourg;

- la professionnalisation nécessaire du secteur de la culture;

- la nécessité de moderniser la protection du patrimoine à Luxembourg;

- la nécessité de débattre de la politique culturelle de manière régulière,

décide

- d'organiser tous les deux ans un débat au sujet de la mise en œuvre du Plan de développement culturel.

(s.) Sam Tanson, André Bauler, Taina Bofferding.

(La motion a été signée ultérieurement par Mme Octavie Modert.)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **Mme Sam Tanson, (déi gréng).** - De Plang ass, wat den éischen Deel ubelaangt, fir d'Éischt emol eng Bestandsopnam. Wat ass Kulturpolitik zu Lëtzebuerg? Zënter wéini gëtt et se? Wéi huet se evoluéiert? Wichteg Donnéeën, wann een d'Kulturpolitik wëllt verstoen. A fir se ze reforméieren, muss ee se, géif ech mengen, verstoen.

Interessant ass dobäi d'Evolution vum Budget vun der Kultur an de Gesamtausgabe vum Stat. Et ass net offensichtlech, well d'Ausgaben ënner anerem op verschidde Ministère verdeelt sinn an et och Variatiounen vun den Attributiounen an de leschte Jore an Jorzéngte gouf.

Haut läit de Budget bei 0,94%, also licht ënner deem faméise symboleschen enge Prozent. Ech sinn allerdéngs net der Meenung, dass een alles op deem enge Prozentsatz soll ausmaachen. Jee nodeems, wat een an de Budget mat eranhält oder och net, kennt een driwwer, ouni awer dass méi Suen an de Secteur fléissen.

Nawell, wann een d'Evolution kuckt, gesäit een, dass haut proportionell manner Suen an de Secteur fléisse wéi zum Beispill 2006, virum Kulturjoer, wou mer bei 1,41% louchen. Wann een awer d'Ziler vun deem Plang wëllt errechen, kennt een net derlaanscht, d'Moyene vun der Kultur och eropzesetzen. Wann ech déi prospektiv Zeenarien aus dem Plang liesen, da schéngt et mer, wéi wa just ënner der Hypothese 3, also enger „hausse importante“ vum Kulturbudget, d'Realisatioun vun den Objektiv vum Plang komplett méiglech wier.

Zu de Recommendatiounen aus dem Plang:

E groussen Deel dréit em d'Gouvernance, em Strukturen, Finanzen, de Fonctionnement vu Kulturministère an -institutionen. Ech ginn op e puer vun de Recommendatiounen an, net op se alleguerten, ech hunn d'Zäit net derfir. Dat heescht awer net, dass ech, oder mir, se net wichteg oder richteg fannen.

Wat ersichtlech ass, dass ass, dass mer virun allem eng Kartografie brauche vun deem, wat et zu Lëtzebuerg un Institutione gëtt. Donnéeën, Statistiken, Bestandsopnamen, Transparenz spillen eng eminent wichteg Roll am Dokument. An dat versteet sech, well et muss kloer sinn, wat et alles gëtt, ier een Decisiounen hëlt.

Evident schéngt och, dass bei de ville Gremien an Institutionen, déi et gëtt, a weideren, déi och am Plang virgesi sinn, eng Zesummeleung vu Kompetenzen néideg ass.

De Punkt 9, d'Recommendatioun 9, déi am Virfeld eng grouss Roll gespillt huet, awer de Freideg leider eng ganz kleng, ass déi vun der Schafung vun engem „Luxembourg Arts Council“. Dee géif et erméiglechen, eng ganz Retsch Fonctiounen ze iwwerhuelen, déi den Ament feelen oder net gutt koordinéiert a realiséiert ginn. Zum Beispill: Begleedung a Suivi vun Artisten, Promotioun am Ausland, Gestiou vun de Subventiounen, an dat sparten-iwwergräifend.

Esou e Council géif et awer och erméiglechen, transversal ze schaffen a virun allem Ressourcen ze spueren. Wann een eleng déi sëlliche Fonctionnementskäschten zesummeleet, kéinten des Suen nees an d'Kreatioun investéiert ginn.

Natierlech misst een d'Rollenopdeeling tëscht Kulturministère an deem Organismus definéieren, mä - an do rejoinéieren ech eng aner Recommendatioun - insgesamt muss iwwert de

Fonctionnement an d'Roll vum Kulturministère nogeduecht ginn. Datt de Film och zréck an d'Kultur gehéiert, esou wéi et e puermol ugedeit gëtt, schéngt ons néideg a logesch.

Nach zwee Punkten a Saache Gouvernance: Kultur dierf net just am Kulturministère decidéiert ginn, huet et de Freideg geheescht, et misst d'Roll vun all Minister sinn. Jo, richtig. E Comité interministériel kann do vläicht eng Lösung sinn, quittedatt eng Multiplikatioun vun Organer riskéiert, d'Kulturpolitik méi ze blockéieren wéi virunzibréngen.

Am allerwichtigsten awer ass d'Zesummespill vu Kultur an Education. Hei gëtt et zënter 2016 e Comité interministériel, doraus ass nottamment d'Plattform Kulturama entstanen. Mä ginn do och Diskussiounen gefouert, fir insgesamt d'Kultur méi transversal an d'Schoul eranzekriegen, wat jo eng weider Recommendatioun vum Plang ass? A wa jo, wéi wäit si mer do? Well jiddwer Akteur ass sech eens, dass eng Kulturbildung am fréisten Alter ganz vill positiv Effekter bei de Kanner huet, net just wat hir Ouverture par rapport zu der Kultur ugeet, mä och fir hir perséinlech Entwécklung allgemeng.

Wat de Statut vum Kënschtler ugeet, esou huet d'Diskussioun de Weekend nees gewisen, dass mer eng enorm Diskrepanz hunn tëscht dem Revenu moyen zu Lëtzebuerg an dem Revenu vun engem Kënschtler. Wann eng Theaterfra erkläert, si kéim trotz dräi Produktiounen d'Joer an der Unerkennung vum Statut knapps op 1.500 Euro brutto de Mount, da werft dat Froen op. Wann eng Schauspillerin seet, de Summum fir en Artist wier et, de Mindestloun ze verdéngen, gradesou.

Vill vun de Kënschtler hu studéiert a mussen scho ganz motivéiert sinn, fir haaptberufflech hir Konscht auszueben an net eng „uerdentlech bezuelte Plaz“ unzehuelen an niewebäi hir Konscht auszueben, voire ganz opzehalen. Konscht kann een effektiv net a Rentabilitéits-terme kucken, mä e Kënschtler muss kënnen liewen.

Wa mer vu Professionaliséierung schwätzen, da muss mer de Leit och déi néideg Moyene ginn. Mir hunn extrem héich Logementspräisser hei am Land. Mat 1.500 Euro de Mount, wat, niewebäi bemierkt, ënner dem Mindestloun läit, kéint een net wäit.

Do derbäi kennt dacks nach eng Locatioun fir en Atelier zum Beispill oder e Proufsall. Ons Artisten brauche Plaz, fir ze wunnen, a Plaz, fir ze schafen. D'Recommendatioun, Aarbechtsespaces à disposition ze setzen an eidel Espaces ze fannen, wou een dat kéint maachen, ass an onsen Ae wichteg. Dozou gehéiert och eng Erënnerung vun Initiativen, déi sech selwer opgestallt hunn, wéi zum Beispill den Hariko.

Och d'Unzuel vun Artistesidenzen muss erhéicht ginn, och hei, fir Atelierien a Logementen zur Verfügung ze stellen.

Ech werfen an deem Kontext nach eemol meng Fro op, déi ech bei der Presentatioun vun der Nationalgalerie an der Kulturkommissioun gestallt hat: Ech begréissen natierlech all Form vu Logement, dee fir Leit a Schwieregekeete geschaf gëtt, esou wéi et hei am Projet virgesinn ass, mä ech froe mech, ob et net awer sënnvoll wier, esou e Projet ganzheetlech unzegoen a Liewens- an Aarbechtsraim fir Kënschtler op där Plaz, déi der Konscht gewidmet ass, ze schafen. Ech krut doropsh vum Kulturminister geäntwert, et wier schued, deen deiere Meterkareespräis hei an der Stat dofir ze huelen. Mä wann ech zum Beispill eng Villa Medici zu Roum kucken, da weess ech net, ob dat esou schued wier.

Wa mer bei der Nationalgalerie sinn: Déi steet am Plang als Risiko, dass se kéint redundant Missiounen zu anere Strukturen hunn. Dat muss a mengen Aen nach ganz kloer am Virfeld gekläert ginn.

Ech kommen nach eng Kéier zréck zu de Finanzen. D'TVA op Kulturproduite sollt reforméiert ginn. De Statssekretär sot op den Assisen, de Finanzminister wier domat befaasst. Ech profitéieren dovun, ech hu jo elo déi zwee hei setzen: Ech wëllt gäre wëssen, wou hei genee d'Problemer leien.

An deemselwechte Kontext existéiert och eng reell Demande vun den Artisten, fir administrativ a legal Hëllef ze kriegen, soudatt eng Schafung vun engem Guichet unique Sënn mécht.

Meng Zäit leeft of, obwuel et nach vill zu deenen anere Recommendatiounen ze soe gëtt. Dat Dokument hei ass eng exzellent Ausgangsbasis, eng iwwerfällg Aarbecht, déi realiséiert gouf. „Et feele Visiounen dran“, heescht et. Vläch, mä et ass awer op d'mannst elo méiglech, déi nees ze entwéckelen. Hei stécht vill Hoffnung dra fir d'Lëtzeburger Kulturzeen.

Wat muss mer wëllen, fir Lëtzebuerg an d'Kultur weiderzibréngen? Mir sinn e rächt Land. Mir wëllen innovativ sinn. Mir mussen d'Prentioun hunn, dass och am Kulturberäich ze

sinn. Dofir muss mer et fäerdegréngen, onse Kënschtler e Kader ze bidden, an deem se sech fräi entfale kënnen. Mir mussen eng qualitativ a variéiert kulturell Offer an de Regione garantéieren. Mir mussen jiddwerengem et erméiglechen, Accès zur Kultur ze hunn. A mir mussen ons Kënschtler am Ausland bekannt maachen. D'Recommendatiounen, déi am Plang enthalen sinn, maachen déi Dieren op.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Tanson. An den éischen ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Octavie Modert.

Débat

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren haut de Mëtteg a kuerze Minutten de Kulturentwécklungsplang. Am Fong wësse mer net richtig, wéi mer dat sollen nennen, wat mer de Mëtteg diskutéieren.

Mir hunn hei ee ganz gutt Dokument, ausgeschafft vum Jo Kox, mat Recommendatiounen a ville Pisten dran, mä et ass kee Kulturentwécklungsplang, net, well et elo d'Versioun 0.1 ass, ier et dann an dräi Méint d'Versioun 1.0 gëtt, mä well e Kulturentwécklungsplang dat nëmme si kann, wa sech d'Entscheidungsträger mat abreucht hunn, wann en d'Engagement vun Minister fir Kultur an dem Statssekretär ausdréckt an duerstellt, hir Engagementer, Visiounen a Prioritéiten drastinn. Dat ass awer net de Fall, obschonn et am Regierungsprogramm steet, dass esou e Plang géif ausgeschafft ginn.

Mir sinn hei a Präsenz vun engem ganz gudde Dokument, wat a Benediktineraarbecht vum Jo Kox opgestallt ginn ass. En „Guide“ soen d'Minister, mä e Kulturentwécklungsplang muss en Instrument vun der Politik sinn, en Instrument vu Kulturpolitik.

An esou ass d'Echeance och net onschëlleg. D'Virstellung vum Plang ass virgezu ginn, vun 2019 op 2018 elo virun de Wahlen. Esou just virum Enn vun der Legislaturperiode kann en och net méi anstänneg diskutéiert ginn, awer et ka vun den zoustännege Regierungsmembere gesot ginn herno, si hätte schliisslech esou e Plang erausbruecht, a si kënnen am Idealfall driwwer ewechtauschen, wat se alles net gemaach hunn an de leschte fënnf Joer.

Allerdéngs prononcéiere si sech leider net méi zu deem Dokument. Déi Aufgab an d'Realisierung drécke se dann op déi nächst Regierung. Dach, den Här Statssekretär huet e Samschdeg an e Freideg e puer Moosname vun den 61 Recommendatiounen ugekënnegt: Zum Beispill kennt en Archivgesetz. Jo, dass ass wouer. Dat ass ennerwee. En neit Archivgeba ass a Planung. Et misst eigentlech scho vill méi wäit sinn. Vun 2016 u war Plaz am Investissementsfond, dass wouste mir deemools schön. Et géif en Avant-projet de loi fir en eegestännege CNRA ginn. En Institut fir dee ganze Patrimoine kennt. En Dépôt national fir all eis Kulturinstitutionen an en nationalen Zenter fir Architektur géif geschafft, sot den Här Arendt.

Alles begréissenswäert Saachen. Awer wéini kennt dat dann? Elo nach an deenen nächsten dräi Méint? Wat kennt elo nach an deenen nächsten dräi Méint vun deene Saachen, déi elo ugekënnegt sinn?

Et ass och gesot ginn, direkt gemaach wäert ginn zum Beispill en État des lieux, eng Kartografie vum aktuelle Stand vun der Kultur. Ech erënneren drun, dass 2006 déizäit eng Kartografie gemaach ginn ass vun den Infrastrukturen op regionaler Basis, déi ganz exhaustiv war. Et ass och gesot ginn, beim Iwwerdenke vun der Subventiounspolitik, do sollt elo séier gemaach ginn, sou huet den Här Statssekretär gesot. Wéi gesäit deen Zäitplang dann aus, wann ech déi Fro stellen däerf, wann ech gelift?

Zu der Ausso, dass d'Statistike feelen: Jo! Awer eréischt no 2013, well virdrun... well do ass nämlech e Statistikervertrag einfach opgeléist gewiescht ginn.

Ech kann zu alle virgeschloene Moosnamen an deem gutt dokumentéierten a gutt geschriwwene Plang vill soen. Et kann een zu all Moosnam ganz laang schwätzen. Dat ass haut u sech net hei d'Plaz, fir dat kënnen ze maachen, well mer d'Zäit haut net derfir hunn. Sécherlech kann oder muss Eenzelnes nach diskutéiert ginn. Pro a Kontra vu verschiddeenen Recommendatiounen mussen ausgelot ginn, an dat och vun de verantwortleche Ministeren.

Ee Beispill, wat den neie Fong ugeet: Wivill Zentraliséierung an enger Hand ass gutt bei de Subsiden? Oder: Wéi kann d'Politik hir Mis-

sioun ausféieren, ouni d'Mëttelen duerfir selwer ze hunn oder ze geréieren?

Aneres läit och op der Hand a scho laang an der Loft: e Gesamtexportbüro entstoe loosson aus dem music:IX, dee seng Spore verdéngt huet an haut etabliert ass. Dee muss a kann elo méi Disziplinellen ëmfaassen.

Méi Residenzen, Atelierien, Quoten, reduzéieren TVA-Saz: Dat ass alles ganz positiv a wichteg. D'Mäzenat féieren ass sécherlech eppes, wat zousätzlech op de Leescht muss a soll geholl ginn niewent deene besteende Moosnamen.

Mä net alles an der Kultur passt an eng Planung an a Performanzkontrakter à la OCDE. Wéi kann ee Kreatioun a Kreativitéit moossen? Kultur an de kreative Prozess kann een net mam Lineal moossen. Bei engem Kulturentwécklungsplang muss ee bedenken: Net alles ka geplangt a genormt ginn am Kultursecteur. D'Kreatioun brauch och e bësse Fräiraum a Flexibilitéit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Dokument 0.1 huet de grouse Verdéngscht, Besteeëndes nei ze strukturéieren, nei Synergien opzezechnen a Mängel opzeweisen, gradesou wéi Léisungsusätz. Och de Secteur selwer, deen d'Dokument net direkt diskutéieren konnt op de Kulturassisen, wäert sech sécher elo vill do dermat auserreesetzen an zousätzlech Kontributiounen maachen. An dat gëtt eng ganz gutt Dynamik am Secteur an ënnereneen, wat nach e positiven Effekt vum Projet vum Kulturentwécklungsplang ass.

Sécherlech wäerten och a ville Wahlprogrammer Elementer heivunner ze fanne sinn. Och an deem vu menger Partei sinn der eng Rei deckungsgläich dran.

Wann Dir elo gär d'Chamber associéiert a vun hir wësse wëllt, wat si heivunner denkt, da misst een, wéi gesot, iwwert déi puer Minutten hei eraus et an enger durabler Associatioun maachen, zum Beispill an enger Orientéierungsdebatte mat Virbereedung an der Kommissioun, mat Hearing. Dat ass natierlech elo ze spët.

Déi richteg Fro ass awer duerfir: Wat mécht d'Regierung elo nach hei mat dësem Dokument?

Et ass gutt, datt dës Aarbecht fir d'Opstellung vu Recommendationen fir e Kulturentwécklungsplang gemaach ginn ass. Et ass eng fräi a seriö Aarbecht vum Jo Kox a mir begrësse se! Mä dat ass elo net alles, elo geet d'Aarbecht eréischt un. An déi mécht dës Regierung net méi. Déi ass fir déi nächst Regierung, fir ze kucken, wat dovu ka realiséiert ginn a wat eventuell nach feelt.

D'Ziler fir d'CSV sinn d'Akzeptanz vun der gesamtgesellschaftlecher Bedeitung an de Rayonnement vun der Kultur an d'Förderung an d'Ennerstëtzung vun de Kulturschaffenden, fir datt se méi einfach hir Passioun an hir Kreativitéit ouni Prekaritéit ausüben a liewe kënnen.

Duerfir kann d'CSV och d'Resolutioun, déi vun der Madamm Tanson virgestallt ginn ass, matdroen. Mir hätt se souguer gläich mat ënnerschriwwen. Mir wäeren och frou gewiescht, fir vläicht gläich duerfir gefrot gewiescht ze ginn, awer dat ass en Zil, wat sécherlech ënnerstëtzenswäert ass.

Villmools Merci. Merci, Här President.

► **Mme Sam Tanson** (déi gréng).- Dir könnt se nach ënnerschriwwen.

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Jo, gär. Wou?

► **Mme Sam Tanson** (déi gréng).- Dir könnt gär ënnerschriwwen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Also alles an der Rei! Merci gesot. An den nächste Riedner ass den honorablen Här Bauler.

► **M. André Bauler** (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Jo Kox huet kierzlech an engem Interview betount, datt deen neie Kulturentwécklungsplang kee politesche Pabeier wier an och kee Wahlprogramm vun enger Partei. Et wier och keen Dokument vum Kulturministère, mä eng Commande vum Ministère un de Jo Kox, wou d'Resultater vun den intensive Gespréicher mat dem Kultursecteur iwwert d'Entwécklung vum „Ökosystem Kultur“, wéi hien dat esou schéin nennt, virgestallt an zesummegefaasst ginn.

Mir hunn hei also eng Approche vun ënnen no uewen, an där d'Politik der Kultur net virschreiwten huet, wat gutt oder schlecht fir si ass. Et ass keng parteipolitesch Amëschung an

d'Kreativitéit vun der Zeen, mä d'Artikulatioun vun de Bedürfnissen vun där Zeen.

Aus deem Grond steet dat Wuert „Plang“ an dësem Kader och net fir stuet Handeln, fir eng rigid Struktur. An et steet scho guer net fir eng Politik vum Top-down. Neen, et steet fir Entwécklung a Verännerung, Participatioun a Flexibilitéit. Et ass en Dokument, dat an deem Sënn Recommendationen virleet. Et heescht also, déi grouss Chantiere vun der Kulturpolitik zrëckzebehalen, op deene geschaff muss ginn.

Wou sech eppes bewegen an eppes verännere muss, dat wieren d'Beräicher - se si vu menge Virriedner zum Deel ugeschwat ginn - wéi d'Gouvernance, d'Promotioun vun de Kënschtler heiheim an am Ausland, d'Politik vun de Subsiden an d'Finanzéierung vun der Kultur, d'Wäertschätzung vun eisem Patrimoine an der kollektiver Memoire, d'Kreativitéit an d'Kreativwirtschaft, d'Entwécklung an de Regiounen, déi kulturell Bildung, d'Inklusioun an de méi lichten Zoutrëtt zu kulturellen Haiser souwéi d'Innovatioun an d'Fuerschung.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Eng Rei nei Institutier ginn och elo hei an d'Spill bruecht: en Institut du patrimoine, e Fonds pour le patrimoine culturel, e Centre national de l'architecture an den Arts Council, also ee Fonds pour la création artistique et culturelle, äänlech wéi de Fonds national de la recherche, dee Subventiounen, finanziell Hëllef, Subsiden a Bourssen accordéiert op Basis vun enger Bewäertung duerch onofhängeg Experten.

Wann een un deen neie Kulturentwécklungsplang denkt, da kommen eis als DP-Fraktioun awer virun allem folgend Erkenntnisser an de Sënn:

Éischtens, de Kulturentwécklungsplang muss vum Secteur an der Zivillgesellschaft gedroe ginn an e muss op engem parteiwwergräifende Konsens berouen.

Zweetens, Kultur muss prinzipiell als en Invest ugesi ginn, en Invest am nobele Sënn vum Wuert. En Invest an de Present an an eis Zukunft. Wien an d'Kultur investéiert, investéiert an de Mënsch, an de gesellschaftlechen Zesammenhalt, an déi kulturell Bildung, déi besonnesch fir eis als DP ganz wichtig ass, an an d'Stärkung vu Lëtzebuerg a senger Diversitéit. Kultur ass kee Luxus, mä eng Noutwendegkeet, fir datt sech eng Gesellschaft an der Offenheet a mat der erfuenderter Dynamik weiderentwéckele kann.

Drëttens, d'Politik soll op kulturellem Plang den institutionelle Kader setzen. Ma et soll keng Politik mat der Kultur gemaach ginn. Regierungen sollen eng Politik fir d'Kultur maachen an dofir déi néideg Instrumenter schafen a Budgeten zur Verfügung stellen, ouni sech awer an d'Zeen anzemeschen. Subside kënnen also net à la tête du client verdeelt gi queesch duerch de Gaart, ouni Konzept. Hei brauch et eng onofhängeg Instanz, e Fong, deen Dossiere mat der néideger Objektivitéit an Expertise behandelt.

Véiertens, fir d'DP-Fraktioun ass et wesentlech, datt mer duerch d'Assises culturelles de Secteur matagebonnen hunn. Dat war an ass eng nei a participativ Demarche, déi eis elo hëlleft, de Bedürfnissen vun de Kulturschaffende Leit méi gerecht ze ginn an eng Kulturpolitik an hirem Sënn ze maachen.

Et ass also elo nach bis Enn des Mounts Zäit, fir Suggestiounen an Ännerungsvirschléi eranzeginn. Dës ass eng wichteg Geleeënheet, fir nach eng Kéier eng oppen Diskussioun iwwert dese wichtige Sujet ze féieren, ier d'Kulturkommissioun dann am September, an doriwwee freeën ech mech, déi definitiv Versioun vum Kulturentwécklungsplang virgestallt kritt.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner hunn ech den Här Franz Fayot ageschriwwen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Merci, Madamm President. Merci un déi gréng Fraktioun fir dës Initiativ, fir déi Heur d'actualité hei initiéiert ze hunn a fir eben och eng Diskussioun an d'Chamber iwwert de Kulturentwécklungsplang bruecht ze hunn. Elo hu mer also e Kulturentwécklungsplang, de KEP. Ech fannen den Numm net immens schéin, mä doriwwee kann ee wahrscheinlech diskutéieren.

Et ass eng ganz seriö Aarbecht, déi de Jo Kox a seng Equipp do virgeluecht hunn an déi mer als LSAP natierlech begrëssen, well mer ons dee Kulturentwécklungsplang gewënscht hunn. E stoung bei ons am Wahlprogramm 2013 an en ass och dunn an de Regierungsprogramm komm.

Onse befrënte Think-Tank, d'Fondatioun Robert Krieps, huet dunn och am Abrëll 2016

en däitschen Expert, de Patrick Föhl vum Netzwerk Kulturberatung, hei op Lëtzebuerg invitéiert an hei empfaangen, fir seng Expertise iwwer viregt Kulturentwécklungsplang, op deenen hie matgeschaff huet, haaptsächlech an däitsche Bundesländer a verschidde däitsche Stied, hei ze presentéieren an ze diskutéieren mat engem Panel vu lokalen Experten.

En aneren Zweck vun där Veranstaltung war awer och, fir e bësse Damp ze maachen hannernt de Kulturminister, deen deemools nach net ganz aktiv gi war an deem Beräich, mä deen awer dunn doropshin, mengen ech, oder an der Suite vu senger Preparatioun ugefaangen huet, dorun ze schaffen am Juli 2016 mat deenen éischten Assises de la culture.

Ech ginn elo net méi op den Historique...

► **M. Guy Arendt**, *Secrétaire d'État à la Culture*.- Mir ware scho virduer amgaangen drun ze schaffen, Här Fayot.

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Ech ginn elo net méi op den Historique an, dee steet och an deem Kulturentwécklungsplang. Mä elo hu mer eben déi Versioun 0.1, déi 192 Säite staark ass, déi eng Versioun 0.1 ass, also e Papier martyr, wou ee soll bis Enn des Mounts nach kënnen drop kommentéieren. Dat sinn 61 konkret Aktiounen mat engem staarke Schwéierpunkt op der Gouvernance. A Verschiddener hunn nach während deenen Assisen d'lescht Woch vun engem haaptsächlech administrativen Usaz geschwat, vun enger administrativer Reform.

Wat dee KEP awer sécher net mécht, ass, dass en d'Politik aus der Verantwortung léisst, fir hir eege Visioun vun der Kulturpolitik ze definéieren. D'Visioun aus dem KEP ass op der Säit 81 resuméiert: «Un nouvel écosystème culturel, dynamique, évolutif...». Ech hunn elo vergies, mer de Printout mat heihinnerzebréngen, mä u sech ginn do eng Partie Achsen enumeréiert, déi d'Visioun virgesinn. Mä wéi gesot, et sinn hei haaptsächlech Gouvernanceusätz, wéi een de Ministère besser organiséiert, wéi ee verschidde Comitéen asetzt, Comitées interministériels an dann och e Commissaire de gouvernement au plan de développement culturel, fir dat Ganzt weider ze pilotéieren.

Fir meng Partei ass d'Kulturpolitik eng zentral Politik fir déi nächst Regierung. Den Usaz muss sinn, d'Kultur als Grondrecht unzegesinn, dat heescht, an alle Beräicher e breeden Zougang a Participatioun zur Kultur ze garantéieren. An d'Politik muss de Kënschtler an de Konschschaffenden déi néideg Existenzgrundlag garantéieren. D'Kënschtler mussen net nëmme kënnen vun hirer Kultur iwwerliewen, mä si mussen och dovunner kënnen liewen.

Ech war och ee jonken Affekot, ech hunn och net vill verdéngt am Ufank. Mä ech wousst awer ëmmer, dass ech eng Perspektiv hätt op eng gutt Pai. Dat ass fir ganz vill Konschschaffend net de Fall. Déi wëssen, dass se ëmmer...

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- ...ëm de Mindestloun ronderëmdümpele während hirer ganzer Carrière.

De roude Fuedem fir ons ass, dass d'Kultur d'Roll vum Zement an onser Gesellschaft huet. Et ass en zentraalt Element vum Zesammenhalt, vun der Integratioun, vun der Inklusioun. Dofir ass d'Kulturpolitik par essence transversal an onsen Aen. Si betrëfft d'Bildung, si betrëfft d'Aarbecht, d'Wirtschaft, den Tourismus, an d'Finanze souwisou.

Mir hunn effektiv de Moien als LSAP ons grouss Prioritéiten an der Kulturpolitik virgestallt. An et géif mech elo hei ze wäit féieren an ech hätt och keng Zäit, fir dës nach eng Kéier hei ze widerhuelen an an den Detail ze goen, mä et ass ons Iwwerzeugung, dass deen nächste Kulturminister a seng Equipp mussen d'Pisten aus deem Kulturentwécklungsplang prioriséieren, hierarchiséieren an dann ëmsetzen. Oder verschiddener eben net ëmsetzen, en fonction vun där Politik, déi schlussendlech zrëckbehalte gëtt.

Fir ons ass et kloer, dass d'Kulturpolitik och ëmmer Gesellschaftspolitik ass. Et ass eng Politik, fir de Mënsch a fir d'Gesellschaft weiderzebréngen. An ech géif ophale mat engem Zitat vum Robert Krieps vun 1984 aus engem Artikel, deen „Kultur macht frei“ heescht, dee mer publizéiert hunn an engem gudden Buch - ech maachen nach e bësse Reklam - iwwert de Robert Krieps, wat ech editéiert hu mat mengem Frënd Marc Limpach. Dir fannt nach e puer Exemplairen an alle gudden Librairien. Mä voilà, ech kommen elo zur Saach.

(**Interruption**)

De Robert Krieps schreift do ganz zum Schluss vu sengem Artikel: „Mitgestalten, Verantwortung tragen, bewusstes Handeln bedeutet mehr Freiheit von den wirklichen oder angebe-

lichen Zwängen. Es ist Aufbegehren gegen Treibenlassen und Manipulation. Kultur fördern heißt den Menschen ehren. Kultur gestalten heißt mehr Mensch sein.“

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Fayot, deen e bësse iwwert d'Zäit war. Mä mat där Citatioun vum Robert Krieps konnte mer e jo net stoppen. Als nächste Riedner hu mer den Här Kartheiser, dee sech bestëmmt un d'Zäit hält, mat senger militärescher Genaugkeet.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Mir gesinn dat.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert. Elo huele mer d'Zäit erëm eran.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmools Merci, Madamm President. Ech weess net, ob ech deem Usproch ka gerecht ginn. Mä wat ech wëll soen, dat ass am Ufank emol direkt, datt dës Legislativperiod eigentlech eng verlueren Zäit fir eis Kultur war. Mir haten am Ufank eng ganz Rei Onsécherheeten, Konventionen goufen emol global gekënnegt, duerno hu mer eis jorelaang misse Gedanke maachen - wat nach net eriwwee ass - ëm d'Zukunft vun eise Kierchen, vun eisem reliéise Patrimoine. Duerno hu mer jo gesinn, wéi d'Regierung ëmgeet mam immateriellen Ierwen, Unesco-Ierwen, um Beispill vun der Sprangpressesioun.

Dat woren also eigentlech verlueren Joren. Et wor net vill Positives an der Kultur vun dëser Legislativperiod ze vermellen. Elo hu mer e Plang kritt, och um Enn vun enger Legislativperiod, déi e ganz gespaantent Verhältnis zur Lëtzebuurger Kultur huet. An et wär interessant, fir ze wëssen, ob d'Regierung sech wierklech mat dësem Projet identifiziéiert.

Mir hunn emol gekuckt, wat do draasteet iwwert d'Lëtzebuurger Kultur, gegoogelt: „culture luxembourgeoise“, also Recherche gemaach. Lëtzebuurger Musek, Lëtzebuurger Lidder, Lëtzebuurger Literatur: näischt dovunner! Awer wann ee sech da freet: „Wat ass dann d'Lëtzebuurger Kultur am Kulturentwécklungsplang?“, da liest een: «La société luxembourgeoise se caractérise avant tout par sa diversité culturelle et son plurilinguisme.» An och: «La langue et la culture luxembourgeoises font elles aussi partie intégrante de cette diversité (...)».

Ma Merci! Mir hunn also eng Lëtzebuurger Kultur hei am Land, déi näischt méi ass wéi en Deel vun enger Diversitéit an engem Territoire géographique mam Numm Lëtzebuerg, mä e wierklechen Engagement fir d'Lëtzebuurger Kultur, eisen eegenen Heritage an dat, wat eis an eiser kultureller Prägung ausmécht, dat feelt.

An net nëmme, datt et feelt, mä et ass och nach bedenkelech, geféierlech! Well beim Patrimoine steet hei dran - mir mussen op eise Patrimoine oppassen, op eis Buergen, op eis Architektur, op Gott weess wat, awer opgepasst, well am Kulturentwécklungsplang steet: «La notion de patrimoine culturel est au cœur des questions d'identités», elo gëtt et geféierlech, «et d'appartenances territoriales. Sa médiation mérite un encadrement adéquat», wéi gutt, datt mer de Stat hunn, «afin que cette dimension communautaire ne soit pas usée à des fins de replis identitaires.» Also eng ganz léink Ideologie hei, déi schonn d'Kultur ënnert de Verdacht stellt, eventuell eppes ze dinn ze hu mat iergendenger Notioun vun Natioun.

«La culture», gesellschaftlechen Optrag, den Här Fayot huet et grad gesot, fir déi Léink, fir d'Sozialisten huet d'Kultur och ëmmer e gesellschaftlechen Optrag, «rend possible (...) l'émancipation citoyenne», wat dat och ëmmer soll sinn. Mä ass dat d'Zil vun der Kultur, fir als Eischt un d'„émancipation citoyenne“ ze denken?

Kultur heescht Fräiheet un éischter Plaz. Fräiheet fir deen, dee Konscht wëllt maachen. Mir mussen e Kader ginn, fir em ze hëllef, dat kënnen ze maachen. Awer mir brauche keng Ideologie. De Rôle vum Stat ass deen, fir ze hëllef, awer keng Fonctionariséierung, keng Reglementéierung.

Eng vun deene remarkabelste Propositionen an deem ganze léinke Kulturentwécklungsplang, dee mer hei virleien hunn, ass den „Kommissar“, e Kommissar no sowjetischem Modell, «le Commissaire de gouvernement au plan de développement culturel», dee soll geschaf ginn. Ass dat net schéin, datt mer 20 Joer nom Zesummebroch vun der Sowjetunioun hei zu Lëtzebuerg eng Renaissance vun enger Ideologie kënnen féieren, déi versot huet an déi mer och hei ni wëlle gesinn?!

Dat, wat hei als Kultur proposéiert gëtt, ass Bürokratie, Prozeduren a Quoten. An d'CSV huet zum Beispill gesot: „Déi Quoten, dat ass dach wonnerbar.“ Abee mir soen Nee! Mir wëllen net Malen nach Zahlen a Konscht no Quoten! Mir hätte gär Qualitéit. Mir wëllen net, datt Selektionsprozesser no Paritéiten organiséiert ginn, wéi et hei steet. Bei Kandidature soll no Paritéiten, wat och ëmmer, gekuckt ginn. Nee! Mir hätte gär, datt d'Konscht eppes ze dinn huet mat Qualitéit, eppes, wat eis interpelléiert, eppes, wat eis als Mënschen och ka virubringen an e Resultat vu Fräiheet ass an net vu Kommissaren a vu Quoten. Mir wëllen Är Ideologie net. Mir wëllen eng Konscht mat Fräiheet.

Och d'Education an der Konscht steet am Déngscht vun der Ideologie. Well wéi heescht et hei: «L'éducation artistique et culturelle est indispensable à la démocratisation culturelle», wat heescht dat?, «et à l'égalité des chances (...)». Ech hat eigentlech geduecht, a mat mir meng Partei natierlech, datt d'Education an der Konscht eppes domat ze dinn hätt, deene jonke Leit eppes vun der Musek nozebréngen, Skulpture verstoen, Molerei verstoen. Awer nee, dat ass net méi wichteg. Haaptsaach ass, d'Education artistique et culturelle ass fir d'„démocratisation culturelle“, wat dat och ëmmer soll sinn.

Mir hunn hei en Newspeak, en Newspeak, dee soll den Zougrëff vum Stat op d'Kultur verniwwelen! Eng Terminologie, déi net dat seet, wat se eigentlech mengt. Well wat heescht dat, en «écosystème pluriel et décloisonné, transversal et complémentaire»? Eidel Wieder! Eidel Wieder, déi net ze verstoe sinn, déi och näischt heeschen. An dofir brauch een den Effort net ze maachen.

Mir äntweren als ADR mat engem Wuert: Fräiheet. A mir soen lech, datt e Lëtzebuurger Kulturministère an eisen Aen do ass, fir eis Lëtzebuurger Kultur ze fleegen, fir derno ze kucken, datt se sech ka weiderentwéckelen an datt mer se un déi nächst Generatiounen viruginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner hunn ech den Här Marc Baum ageschriwwen.

(*Hilarité*)

E schwänkt elo op déi aner Säit. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*). - Merci, Madamm Presidentin. Eëmmer dann, wann den Här Kartheiser „Fräiheet“ jäizt, gëtt et mir aangscht a baang.

(*Hilarité*)

Well ech muss feststellen, datt mer hei anscheinend an enger Chamber sinn, wou alleguer d'Parteien zu engem grouse Sowjet gehéieren: D'CSV gehéiert derzou, d'DP gehéiert derzou, a bon, déi lénksversiffte Gréng an d'LSAP natierlech souwisou. An da verstinn ech och, wann een déi Vue huet, datt ee sech selwer als Métt kann dohinnerstellen.

(*Hilarité*)

► **Une voix.** - Exzellent!

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*). - Madamm Presidentin,...

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Sou, Här Baum.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*). - ...en ass awer elo do, de Kulturentwécklungsplang 0.1, also eng Zort Virstuf vum eigentleche Kulturentwécklungsplang. En ass entstanen an engem participative Prozess mat verschiddegen Etappen, mat insgesamt iwwer 550 Bedeegten, an dat Ganzt an engem Zäitraum vun nëmmen zwee Joer.

E Prozess, deen am Groussen a Ganze geleet an orchestriert gouf vun enger Persoun: An duerfir kënnt een och net derlaanscht, där Persoun, dem Jo Kox, Merci ze soen. Merci fir dat zolidd Dokument, wat elo hei virläit! A Merci awer och, datt en d'Läpper net hänke gelooss huet, och wann d'Regierung deem Projet roueg hätt kënne méi Moyenen zur Verfügung stellen a virun allem eppes méi zur Verfügung hätt kënne stellen: näamlech méi Zäit.

Well dësen Text vun iwwer 190 Säiten, an dann nach eng Kéier 30 Säiten Annexen, ass, vue d'Envergure vun der Erausfuorderung, ënner enormem Zäitdruck entstanen. An dat mierkt ee bei allem berechtigter Luef dësem Text och däitlech un.

Zäit: Hatent d'Leit op den Assisen emol keng 24 Stonnen Zäit, fir sech mat dem Kulturentwécklungsplang ausenannerzusetzen, wat der Qualitéit vun der Diskussioun sécherlech net geholfen huet, esou geet d'Hetz awer elo monter weider. Elo sollen alleguer déi Betreffen a

knapp véier Wochen hir Avisen, Commentairen a Suggestiounen eraginn, déi dann iergendwéi nach solle mat verschafft a wa méiglech matagebaut ginn, fir datt dann dräi Woche virun de Wahlen dee fäerdege Plang ka virgestallt ginn, mat allem Drum und Dran vun eventuelle Mëritten, déi sech dann Einzelner kënnen un de Revers spéngelen.

Ech bedauern dat, well dëst Virgoe riskéiert, dem Kulturentwécklungsplang, deen ee roueg historesch nenne kann, vill vu senger breeder Akzeptanz ze huelen. Well dat muss ee soen: Et ass trotz munchen Imperfektionen e ganz gutt an e ganz wichteg Dokument.

Als Alleréisch muss een do den exzellenten dokumentareschen an analyteschen Deel ervirhiewen, dee fir d'éischte Kéier versicht, wichteg Zuelematerial zesammenzebréngen: de Stellwäert vun der Kultur a senger historescher Entwécklung zu Lëtzebuerg, d'Entwécklung vun de Budgeten iwwert déi vergaange Joren a Jorzéngten, d'Kontributiounen vun de Gemengen als bedeitende Piliere vun der Kulturentwécklung a virun allem dee menges Wëssens alleréischte Versuch vun enger kulturpolitescher Bibliografie, déi sécher net vollstänneg ass, mä awer de Meritt huet, vläicht grad duerch déi Lacunen, déi elo eréischt public ginn oder ofensichtlech ginn, ze weisen, wéi wéineg mir eis eege kulturpolitesch Geschicht eigentlech wëssenschaftlech opgeschafft hu bis elo. Dëst ass och en éischten a wichtige Schrëtt an déi dote Richtung.

An dann dat Zweet a fir vill wahrscheinlech dat Interessantst: deen Deel mat de Recommendationen an deenen zéng Beräicher. Esou wéi aneren och, leeft mir och d'Zäit am Moment dovunner, duerfir wëll ech just op zwee Beräicher agoen: éischtens, d'Emorganisierung vun der Gouvernance vun der Kultur an hiren Institutionen, mat dem Zil vun der Professionalisierung vun eben deene Strukturen. Dat ass, mengen ech, och d'Grundlag, fir all prospektiv Kulturpolitik an der Zukunft kënnen ze maachen.

Et geet hei ëm d'Neiopdeeling an déi méi kloer Ofgrenzung vu Kompetenzberäicher mat als Kärelement engem Fong oder „Arts Council“, wou ee sécher nach driwwer diskutéiere muss, wéi deen da funktionéiere soll, soudatt d'Projetsubventionierung net méi direkt duerch de Kulturministère geschitt, mä datt dee sech am Gängendeel op dat konzentréiere kann, wat eigentlech seng Kärmissioun ass an déi bis elo ze kuerz komm ass: näamlech d'Definition an d'Entwécklung vu Strategien a Konzepter. An dëst wier batter néideg an ass och absolut begrëssenswäert.

An deen zweeten inhaltlechen Haaptschwierepunkt, deen ech ervirhiewe wëll, ass, datt dëse Kulturentwécklungsplang de Fokus op déi Kulturschafend an hir an deene meeschte Fäll ganz prekär ökonomesch Situatioun leet. Si ware bis elo an deenen Diskussiounen ganz dacks um Wupp vun de kulturpolitesche Consideratiounen. Mat dësem Dokument ginn zumindest Pisten opgezeechent, fir där Situatioun vun hirem kënschtlere Schafen ze entsprechen; och wann een eventuell a verschiddegen Diskussiounen nach ëmmer den Androck konnt hunn, datt dee Message net bei jiddwerengem ukomm ass.

Et kann ee sécher soen, datt et Elementer ginn, déi feelen. Et kann een déi mangelnd explicitéiert Visioun kritiséieren. Et kann een aner Elementer vermessen, wéi den Accès zur Kultur an engem méi soziokulturelle Sënn, d'Droit-culturellen. Mä ech mengen, datt se implizitt dra sinn an deem heiten Dokument an datt een et soll gesinn als Startschoss, als weider Etapp an der Entwécklung vun enger wierekcher kulturentwécklungs-politescher Planung hei zu Lëtzebuerg.

Madamm Presidentin, d'Fro ass e puermol opkomm: Wat ass dat dann elo fir en Dokument, mat deem mer et hei ze dinn hunn? An ech plädéiere ganz staark duerfir - Verschiddener virdrun hunn et och scho gesot -, datt et als Alleréisch emol als en Dokument vum Kultursecteur selwer unerkannt gëtt. Dat ass awer net einfach, well dat bräicht zumindest awer nach e bëssen Zäit, also genee dat, wat am Moment net virgesinn ass.

A wann dat als Dokument vum Kultursecteur och déi breet Akzeptanz fonnt huet, da bräichte mer hei an der Chamber eng seriö Debat iwwert deen Text, eng richteg virebereeten Orientierungsdebat mat dem Opdrag un d'Regierung - egal wéi eng et dann ass -, deen Text a seng Recommendationen an Ugrëff ze huelen.

Merci.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Baum. Ech hunn all Mënsch e bësse méi Zäit gelooss, well et diermoossen e wichtige an interessante Sujet ass. Da géif ech elo den Här Guy Arendt, Stats-

sekretär fir d'Kultur, hei eropbiede fir seng Prise de position. An hie kritt am Noutfall och e bësse méi Zäit. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Guy Arendt**, *Secrétaire d'État à la Culture.* - Merci, Madamm Presidentin. Fir d'Éischt géif ech wëllen e grouse Merci ausdrécken, dass d'Kulturpolitik an dësem Gremium emol eng Kéier kann debattéiert ginn.

Leider ass dat net allze oft de Fall. D'Kultur ass generalement d'Stéifkand vun all Débat politique an Débat social a vun all den aussepolitische Manifestatiounen. Vläch ass och duerfir d'Onsécherheet an d'Angscht, déi ons de leschte Freideg a Samschdeg vun all den Assis vum de Kënschtler an de kulturellen Operateuren ugedroe gouf, esou grouss. Si hunn d'Gefill, dass hire Stellwäert an onser Gesellschaft net deen ass, deen hinnen eigentlech zousteet.

Duerfir sinn ech awer och frou, dass mer de KEP, de Kulturentwécklungsplang, awer elo nach konnte virstellen. Et gëtt zwar reprochéiert, dass dat esou kuerz virun de Wahle wär. Mä bon, ech mengen, mir hunn awer wéinstens eppes op d'Tapéit bruecht téschent 2016 an 2018. Anerer hu laang dovunner geschwat an et ass ni eppes op de Pabeier komm. Mir hunn et allerdéngs op de Pabeier bruecht.

(*Brouhaha*)

► **Mme Octavie Modert** (CSV). - Dir hat et jo an de Regierungsprogramm geschriwwen, da mussst Der et och maachen.

► **M. Guy Arendt**, *Secrétaire d'État à la Culture.* - An ech sinn och frou, dee KEP schéngt net esou katastrofal ze sinn, well wann ech d'Debat haut de Mëtteg héieren, si mer eis awer duerch d'Bank alleguerten zimlech eens, dass et e gutt Dokument ass an dass et e gudden Point de départ ass, fir d'Kulturpolitik ze bestëmmen. An den Här Fayot huet virdru vun hirem Wahlprogramm, vum LSAP-Wahlprogramm geschwat; ech fanne ganz vill Saache vum KEP an deem Programm erëm. Also dat ass jo awer schonn e gudden Depart.

(*Interruption*)

De Facteur fédérateur vun der Kultur ass riseg, wat mer jo konnten dëse Weekend zum Beispill op der Kinnekswiss mam OPL - méi wéi 6.000 Leit -, zu Belval virun der Rockhal mam Sting - 9.200 Spectateuren - an am Neimënster am am Gronn mam Siren's Call - ronn 2.000 Leit - erlieven. Dat heescht, ongeféier 17.000 Leit hate sech op engem Owend mobiliséiert, fir Musek, Konscht oder Literatur ze lauschten an zesammen ze feiern.

Firwat ass dëst elo alles esou wichteg? Mä well genau wéi aner Aktualitéitsujeten och d'Kulturpolitik et wäert ass, eng Plattform ze hunn, op där se ka gehéiert ginn a wou hir Aarbecht evaluéiert gëtt. De Premier- a Kulturminister souwéi ech selwer hunn ons jo ganz kloer vis-à-vis vun de Kulturschafenden engagéiert, d'Aarbecht vum KEP all zwee Joer vun hinnen op de Kulturassisen analyséieren ze loosseren. Well hantert deem abstrakte Begrëff Kultur oder Kultursecteur verstoppe sech vill Mënschen, déi a Strukturen schaffen oder dat fräit kreatiivt Schaffen zu hirem Beruff gemaach hunn.

Mir haten hinnen 2016 an 2017 noga lauschart. Duerno gouf analyséiert, opgeschafft, fir dat an d'KEP-Dokument anzubannen. Mir hunn elo Ziler, Visiounen a Recommendationen, déi d'Kulturpolitik an den nächsten zéng Joer iwwerdenke soll a wa méiglech och ëmsetzen.

Ob mir dëst ëmsetzen oder en aneren, dat soll bei dëser Aarbecht keng Diskussioun oder Polemik auslösen. Well fir wie maache mer eis Kulturentwécklung? Fir wien ass de KEP? Ma ganz einfach fir de Kulturschafenden, fir seng Professionalisierung, awer och fir seng gesellschaftlech a finanziell Ofsécherung. Fir eng Feuille de route ze hunn, déi seet, wouhin d'Kultur hei zu Lëtzebuerg histeiere soll an och, wéi se soll iwwert d'Grenzen erausgoen a wouergeholl ginn. Fir ons ganz Gesellschaft, déi sech regelméissig un dem villfältegen, räichen an éischtklassege Kulturangebot erfreet.

Gutt 556 Leit missten et gewiescht sinn, déi vun den éischten Assisen an de sektoriellen Ate-liere bis haut matgewierkt hunn, fir dass mir de leschten Donneschdeg, wéi gesot, de KEP 0.1 um Dësch an online haten. Dat seet jo vill zu der Motivatioun vum Sektore aus, déi et elo ze respektéiere gëllt. Et war also eng Prozedur „bottom up“, keng „top down“. Also alles ass mam Sektore beschwat ginn.

Natierlech spigelt de KEP net d'Meenung vu jiddwerengem zréck, net vum Kulturministère an net vun allen aus dem Kultursecteur. Mä dat ass jo grad dat, wat spannend ass. Wat d'Komplexitéit vum Plang ugeet, schreibe mir ons an eng Strategie vun zéng Joer an. En ass lieweg a léist endlech, ech ginn net midd, et ze betounen, och déi Sträitkultur aus, déi de Kultursec-

teur verdéngt, hei an der Chamber, an de Parteien, an der Press, an den Assisen an an de soziale Medien. Wat wënscht sech e Statssekretär fir d'Kultur méi?

Duerfir wëll ech och alles dat, wat haut de Mëtteg vun lech, Kolleeginnen a Kolleegen, gesot ginn ass, mat an déi Sträitkultur abannen. Well de KEP, deen als E-Book erauskomm ass, ass e praktescht an nohaltegt Dokument, an deem mir zu all Moment kohärent a konstruktiv Remarken, Kriticken, Propositionen oder Recommendationen abanne kënnen.

Dëst mache mir mat grousser Transparenz. An ech invitéieren lech all, iwwert de Summer déi nei Recommendationen um culture.lu oder ënner mc.public (veuillez lire: mc.gouvernement.lu) ze verfollegen, bis mir dann de 26. September mam KEP 1.0 an d'Chamberskommissioun vun der Kultur kommen, mat engem Programm, deen da prett ass, ëmgesat ze ginn.

► **Une voix.** - Ganz gutt!

► **M. Guy Arendt**, *Secrétaire d'État à la Culture.* - Och wann am Oktober Wahle sinn, heescht dat jo net, dass de KEP am hënneschten Tirang verschwënnt oder verschwanne soll.

Leif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn eis Responsabilitéiten ze huele vis-à-vis vum kulturelle Sektore an de Mënschen, déi hannendrustinn. Mir sinn ons jo eigentlech eens: De KEP a seng 61 Recommendationen sinn de Point de départ vun enger Demarche, déi eng ganz staark politesch Ambitioun virausschéckt. Wa mir eventuell e Fong fir d'Förderung, de Subventionnement an d'Promotioun, den Export ëmsetze wëllen, wa mir eng méi gënschteg TVA verhandelen, déi de Kulturschafenden entgéintkënt, wat et an anere Länner schonn gëtt, wa mir en Institut fir de Patrimoine bestëmmen, wa mir eng Profillschäerfung vun de kulturellen Haiser realiséieren, da brauche mir Zäit, fir dat gutt ze maachen.

Ech hat et de Samschdeg gesot: Mir stellen de Kënschtler a Kulturschafenden zu Lëtzebuerg an de Mëttelpunkt an engagéieren ons, fir eng kloer, kohärent Strategie 2018-2028 fir d'Kultur ëmzesetzen. Dëst setzt dann ënner anerem en zolitten État des lieux viraus. An deen État des lieux gëtt op alle Fall vun der Kulturzeen begréisst.

Fir ze resuméieren, stellen ech fest, dass eng Partie Objektiv, déi am KEP 0.1 ausgewise ginn, an alle Sparte vum kulturelle Sektore erëmzefanne sinn. De strategesch Rôle vun engem Kulturministère berout generell op senger Capacitéit, e Kader ze setzen, fir seng Politik weiderzuentwéckelen a Funktioun vun deem, wat de Sektore him mat op de Wee gëtt, wéi dee sech entwéckelt, wéi och der regelméisseger Evaluatioun vun sengen Institutionen a subventionéierte Strukturen souwéi och all Projet, deen en ëmsetzt.

Et ass eng kloer Recommendation, dass méi op zolidd Statistiken oder präzis Étude gesat misst ginn, déi et erlaben, de Missiounen vun der Konzeption vun enger Strategie, dem Pilotage an der Evaluatioun vun dem kulturelle Sektore nozekommen. Ab Hierscht zum Beispill setzt de Kulturministère e sougenannten „dashboard“ an, e Programm, deen d'Performancé vun de kulturellen Institutionen suivéiert an hir Donnéeën analyséiert, wat enger analytescher Begleitung vun de subventionéierten Haiser schonn méi no kënn.

Et gëtt eng Erausfuorderung, fir am Hierscht déi 61 Recommendationen vum KEP 1.0 opzemaachen an op eis aktuell Aarbecht unzepasen. Dat kann natierlech nëmmen an Etappe geschéien. Am KEP geet och vun engem Observatoire vun der kultureller an artistischer Kreatioun rieds, dee sämtlech Services vum Ministère an hir Missiounen evaluéiere kéint. Ech wëll awer och drun erënneren, dass de kulturelle Sektore diversifiéiert a lieweg ass, séier ännert, an dat gären a regelméisseg. Dat mécht et jo esou spannend an interessant. Duerfir ass et schwéier, alles an een Dëppen ze geheien a mat komplizéierte Regeln oder Observatiounen ofzeweien. Dat ass jo och de Mëtteg hei ugeklungen. Mir mussen dee richtege Wee fanen.

Vill Iwwerleungen a Fuerderungen iwwert déi méi staark Integratioun vun der Kultur an der Education nationale wäerten an dem interministeriellen Aarbechtsgrupp Culture-Education diskutéiert ginn an et wäert no Méiglechkeete gesicht ginn, fir méi fréi a méi verstärkt verschidde Kultursectoren am Schoulunrecht agesat ze kréien. Mä deen interministeriellen Aarbechtsgrupp soll sech och net nëmmen op d'Education beschränken, mä mir hunn et

och héieren: D'Kultur ass transversal. Dat heescht, mir mussen och aner Ministère mat-abannen.

Méi Participatioun vun alle Kulturakteure muss an deem Prozess ageschriwwen bleiwen, an dat am Numm vun der Transparenz an der participativer kultureller Demokratie um Niveau vun der Gouvernance. All kulturellen Akteur gëtt iwwer Assisen, Consultatiounen, Ateliers de réflexion Deel vun der Ëmsetzung vum Plang a suivéiert vu ganz no d'Évolutioun vun den Objektiv an de Prioritéiten an der Zäit, déi et eben heifir brauch.

Zum Schluss wëll ech dann nach eng Kéier betounen: Fir dass d'Visiounen an d'Recommandatiounen vum KEP an den nächsten zéng Joer ëmgesat solle ginn, muss mir Politiker derfir suergen, dass dee wichtige Prozess vun der offener Diskussioun bestoe bleift. Duerfir ginn ech lech elo schonns Rendez-vous am Juli 2020, fir eng éischt Evaluatioun vun der Ëmsetzung vum éischte Kulturentwécklungsplang fir Lëtzebuerg ze maachen. An ech géif selbstverständlech der Resolutioun vun deene Grénge meng Ënnerstützung ginn, fir dass dës Engagement parteiüwwergräifend geholl ka ginn a bestoe bleift.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci och dem Här Statssekretär Guy Arendt fir seng Erläuterungen. Mir hätten dann dës interessant Heure d'actualité fäerdeg a mir kéimen dann zum nächste Projet. Dat ass de 7044...

(Brouhaha et interruptions)

Ah Pardon! Okay! Ech wollt lech froen, ob Der d'accord sidd, fir de Vott iwwer d'Resolutioun à main levée ze maachen.

(Assentiment)

Vote sur la résolution 1

Gutt. Dann: Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech mengen, ech hu keng Géigestëmm. Ah dach!

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Mir sinn dergéint!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Dergéint? Allen dräi? Et ass gutt.

(Brouhaha et interruptions)

Jo, well mat den Hänn dohanne war e bëssen Duerjerneen. Also Dir sidd allen dräi dergéint? Gutt. Merci. Da soen ech allegueren deenen anere Merci fir déi breet Ënnerstützung vun dëser Resolutioun.

An da fuere mer elo viru mam Ordre du jour. Mir kommen elo un de Projet 7044 iwwer d'Inspection générale de la Police. An ech géif direkt dem Här Rapporteur Alex Bodry d'Wuert ginn. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

9. 7044 - Projet de loi sur l'Inspection générale de la Police et modifiant:

1° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

2° la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3° le livre 1^{er} du Code de la sécurité sociale

Rapport de la Commission de la Force publique

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*), *rapporteur*.- Merci, Madamm Presidentin. Jo, d'Generalinspektioun vun der Polizei ass am Fong e Kand vum Fusionsprojet vu Gendarmerie a Police, deen dës Chamber am Mee 1999 gestëmmt huet.

Als deen deemolege fir déi Reform zoustänneg Minister kann ech mech nach ganz gutt un déi Debatten erënneren, déi net an deem Gebai stattfont hunn, mä, net wäit vun hei, an der Gemeng vun der Stad Lëtzebuerg, déi eis sengerzäit opgeholl hat. Et war déi leschte Sitzungswoch virun de Wahlen vun 1999.

An déi Fusioun war net onëmstridden. Eng Partei Parteien an Deputéierten hunn déi Fusioun ganz kritesch gesinn. Wat een däerf feststellen, dat ass, dass haut kee Mënsch méi d'Zesummeleung vun der Gendarmerie a vun der Polizei a Fro stellt.

Eng staark Police brauch och eng staark Kontroll. An duerfir war d'Suerg och deemools vun den Auteurs vun där Reform, fir dass sollt garantéiert ginn, dass een ewechkënn vum deem besteende System vun den interne Kontrollen an deenen zwee Corpsen, mä dass mer eng eegen, eng onofhängeg Kontrollinstanz schafen, eben déi Inspection générale de la Police, fir deen neie staarke Polizeicorps kënnen méiglechst wierksam ze kontrolléieren.

Dat war d'Absicht deemools. Mir waren och eng Rei vu Beispiller kucken, an der Belsch an an Holland, déi äänlech Institutiounen hunn. A mir hunn eis un deenen dote Modeller inspiréiert, fir dann déi Generalinspektioun hei an eise Reformprojet vu Polizei a Gendarmerie mat eranzehuelen.

Dës Organ a sengem Ufanksstadium, dat muss een haut kritesch soen, hat nëmme begrenzte Missiounen, begrenzte Mëtelen an och net en honnertprozenteg kloer Statut. An duerfir war et zéng Joer no der Reform an enger Orientéierungsdebat, déi mer hei am Februar 2009 hatten, wou mer eis och mat där Fro vun der interner Organisatioun vun der Polizei, awer och mat der Fro vun der Kontroll vun der Police beschäftegt hunn.

An déi Konklusiounen, déi deemools hei eestëmme, mengen ech, vun der Chamber geholl si ginn, déi gëllen eigentlech och nach als Fundament vun där Reform, déi hei duerchgezu gëtt. Déi si bal allegueren integréiert ginn an dee Reformprojet, deen ech hei d'Éier hunn, als Rapporteur ze presentéieren.

2013 ass am deemolege Regierungsprogramm elo festgehale ginn, déi Reform ze maachen. 2009 war dat schonn de Fall, véier Joer virun. Et ass awer nëmme bis zu engem Virprojet komm. An dës Regierung huet also dee Ball do ganz gären opgefaangen a probéiert elo, de Kierfchen ze markéieren, andeem hei dës Reform dann och elo wierklech gestëmmt gëtt an och deemnächst a Kraaft ka trieden, an dat zesumme mat där Polizeireform, déi mer viru Kuerzem hei an der Chamber guttgeheescht hunn.

D'IGP war och ee vun den Elementer, déi mer och an der Consultatiounsdebat am Juni 2016 hei an der Chamber diskutéiert hatten. Gläich drop, den 31. August, huet de Minister Etienne Schneider de Reformprojet hei deponéiert. Ech sinn den 22. Februar 2018 als Rapporteur bestëmmt ginn. An enger néng Sätzungen an der Kommissioun si mer duerch den Text gaang, hu mer d'Avise gekuckt. Och eng ganz Rei Serië vu Regierungsamendementen sinn et ginn zu deem heite Projet. An de Rapport ass majoritär uegeholl ginn an eiser Verwaltung vun der Commission vun der Force publique de 25. Juni vun deem Joer.

Wat wichtig ass ze gesinn, dat ass: Wann een all déi Avise kuckt, dass se bal ausschliesslech d'Reform u sech begreissen. Et ass emol deen een oder deen aneren Deelaspekt vun där Reform, dee kritiséiert gëtt oder zu deem e puer Froen gestallt ginn. Mä ob dat elo d'Gerichtsorganer sinn, ob dat de Parquet ass, ob dat d'Untersuchungsriichtere sinn: Allegueren si se eigentlech zefridde mat där Orientéierung, déi déi heite Reform der Inspektioun vun der Police gëtt.

Et ass och probéiert ginn, deene Remarken, déi komm sinn am Laf vun der Prozedur, sou wäit wéi méiglech Rechnung ze droen, besonnesch och deenen, déi gemaach si gi vun der nationaler Datschutzkommissioun.

Ech menge kënnen ze soen als Rapporteur, dass elo um Enn vun där legislativer Prozedur duerch déi Ëmännerungen, déi gemaach si ginn, och op Initiativ vun der Regierung, opgrond vun deenen Avisen, déi erakomm sinn, dass den ursprénglechen Text nach u Kohärenz an u Logik gewonnen huet, ouni dass awer - mat Ausnam vum Faleloosse vun der Iddi vun der Mediativ, déi net méi am definitiven Text zréckbehale ginn ass - iergendeng vun den initialen Zilsetzung vum deem heite Gesetz a vun där Reform dorënner gelidden hätt.

Op engem Punkt sinn d'Regierung wéi och d'Kommissioun haart bliwwen. Dat ass déi Iddi, dass an Zukunft déi Leit, déi an der Inspection générale de la Police schaffen, net méi dierfen an d'Polizei zréckgoen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat sinn haut, mat Ausnam vun dem aktuellen Inspecteur général, alles detachéiert Leit aus der Police. An déi dierfen also, wa se elo d'Optioun opheuelen, fir an der IGP ze bleiwen, net méi an deen urspréngleche Corps zréckgoen.

Dat aus der einfacher Logik eraus, dass een, fir déi Onofhängegkeet an déi Onparteiesscheet vun der Kontroll ze garantéieren an och no bause siichtbar ze maachen, dass een do muss dee Lien kappe vum Personal an hirem urspréngleche Corps. An duerfir war et, mengen ech, wichtig, dass mer do och bei deem dote Punkt fest bliwwen si bei der Iwwerzeegung, dass een déi Trennung do muss vollzéien.

Wichtig schéngt mer och ze sinn, dass an der nächster Zäit och d'Inspection générale de la Police mat zousätzlech Personal ausstafféiert gëtt, fir all deene Missiounen, och deenen neie Missiounen, déi se kritt huet, besonnesch och am disziplinaresche Beräich, kënnen an uerdentlechen Delaie gerecht ze ginn.

Ech wëll do vläicht e kuerzt Zitat uféiere vun deem leschte Rapport vum GRECO, also deem Statebündnis, dat sech mat Froe vu Korruptioun a Gouvernance ofgëtt, an déi och an hirem leschte Rapport, dee viru kuerze Wochen elo publizéiert ginn ass, och e Bléck geworf hunn op déi dote Contrôle vun der Inspection générale. An ech géif just hir Konklusioun hei op deem dote Punkt wëllen zréckbehalen, wou se eng Opfuerderung mécht, ech zitieren: «que l'Inspection générale de la Police soit dotée des ressources nécessaires à l'exercice de ses missions et que des modalités adéquates de recrutement d'un personnel qualifié et intègre, ainsi que de formation de ce personnel, soient définies.» Abee, mir mengen, dass mat där Grondlag hei vun deem neie Gesetzestext et méiglech wär, fir där Recommendation do vum GRECO gerecht ze ginn.

Ech wëll net op sämtlech Detailpunkten hei agoen, déi an deem heiten Text mat dra sinn. En ass souguer nach e bësse méi grouss ginn am Laf vun der Prozedur, well vum Statsrot verlaangt ginn ass, dass eng Rei vu Saachen, déi viru sollten iwwer e Reglement geregelt ginn, sollten an den Text selwer vum Gesetz integréiert ginn, besonnesch wat all Froe vu Personal a Fonction publique eigentlech ugeet. Ech wëll mech also hei op déi wesentlech Punkten, bei där Presentatioun hei am Parlament, beschränken.

Wat bleift bestoen?

Well viles bleift bestoen, et gëtt net alles op d'Kopp geworf. Et gëtt munches vun deem, wat haut schon zu de Missiounen, zu der Struktur, zu der Inspektioun gehéiert, bäibelhal.

Weiderhi wäert d'IGP der Autoritéit vum Polizeiminister ënnerstoen.

Déi Hauptmissiounen, déi se haut huet, wäert se och an Zukunft hunn. Dat ass also haapt-sächlech:

fir de Fonctionnement vun der Polizei ze kontrolléieren, fir derfir ze suergen, dass also Gesetzter a Reglementer vun der Polizei respektéiert ginn;

dass se selbstverständlech och op Reklamatiounen muss agoen, déi vu baussen u si eruge-droe ginn, wat de Fonctionnement vun der Police ugeet;

dass et eng Kontroll, eng Qualitätskontroll duerchgefouert gëtt vun der Effikassitéit, vun der Effizienz vun der Polizeiarbecht iwwer de Wee vun Auditen;

an dass se chargéiert sinn, fir Enquête-judiciaire duerchzeféieren, wann et ëm Strofdeliktter oder Crimé geet, wou Membere vun der Polizei mat implizéiert sinn.

Dat alles ka se haut maachen. Dat alles wäert se an Zukunft kënnen weider maachen.

Wat sinn elo déi Ännerungen, déi mat deem heiten Text kommen?

D'IGP gëtt eng regelrecht Verwaltung. Si gëtt also komplett eng onofhängeg an onparteiessche Instanz par rapport zur Polizei.

Dat geet u mat der Besetzung vun dem Poste vum Inspecteur général vun der Police, déi an Zukunft reservéiert ass fir e Magistrat.

Dat geet weider op déi Iddi, déi ech scho virun exposéiert hunn, dass kee Retour méi vun de Membere vun der IGP an d'Polizei wäert méiglech sinn. Déi ginn an aner Verwaltungen. Da kënnen se weidergoen, wa se zéng Joer Déngschzäit bei der IGP hatten. Dat ass also och e Must. Et muss een am Prinzip zéng Joer sech engagéieren, fir bei der Generalinspektioun ze schaffen.

An de Polizeikader wéi den Inspecteur général an och säin Adjoint, déi kréien automatesch elo déi voll Qualitéit vum Officier de police judiciaire. Deen hate se bis elo nëmme a bestëmmte Fäll.

Véier Departementer ginn elo an d'Gesetz ageschriwwen, déi also d'Organisatioun vun der IGP ausmaachen. Dat sinn en Departement fir administrativ a judiciaire Enquêtes, en Departement fir d'Kontrollen an den Audit, en Departement fir Etüden a schliisslech en Departement

tement, wat déi zukünfteg Disziplinarenquäten ugeet, wou also och elo d'IGP eleng zoustänneg ass, fir all déi Disziplinarenquäten duerchzeféieren, déi de Polizeikader vun der Police betreffen.

Dat ass also wichtig och an där Hisiicht, dass déi Departementer bestinn, well et muss opgepasst ginn, dass do keng Interferenzen entstinn tëscht op där enger Säit Disziplinarenquäten, déi eenzel Leit vun der Police betreffen, an eventuelle Enquêtes judiciaires, déi déiselwecht Leit weinst deeneselwechte Faite géife betreffen. Do muss also gekuckt ginn, dass do déi doten Enquêté vu verschiddene Leit duerchgefouert ginn, déi also och zu verschiddenen Departementer gehéieren am Kader vun der Inspection générale de la Police.

Insgesamt kritt also d'IGP méi Missiounen duerch dës Gesetz, wéi se der bis elo hat. A besteeënd Missiounen gi präziséiert an ausge-deent.

Wichtig schéngt mer och ze sinn, dass d'IGP sech och investéiert bei der Ausbildung vun de jonke Polizisten, wéi och bei der Formation continue. Mir ass opgefall, dass am Rapport vum GRECO och vill Wäert geluecht gëtt op d'Deontologieregelen an der Polizei, déi solle respektéiert ginn. Abee, do gesinn ech och eng Aufgab vun der IGP, fir do eng Hand mat unzepakken.

Besonnesch awer, ech hunn et schonn ugedeit, ass d'IGP elo zoustänneg fir all disziplinär Enquäten, wéinst Deliktter, wéinst Crimen, wou also Membere vun der Polizei mat viséiert sinn, soudass mer also och do eng kloer transparent Léisung kréien, wou et u sech bei Disziplinarafären de Polizeigeneraldirekter ass, dee se declenchéiert. Et ass awer eng aner Instanz, an deem Fall eng autonom an onofhängeg Instanz, d'Inspection générale de la Police, déi d'Enquête dann ausféiert. A schlussendlech ass et un aneren Instanzen, fir herno d'Decisioun ze fällen, an dat, wéi gesot, och ënnert der Contrôle vun den ordinäre Geriichter. Mä an deem zweete Projet iwwer d'Disziplin komme mer méi an den Detail vun där doter Aarbecht mat eran.

Bei den administrativen Enquäten op Reklamatioun vun de Bierger gëtt och d'Prozedur, mengen ech, méi kloer geregelt, wéi dat haut am Gesetz de Fall ass. Och do ass et, wann déi Resultater virleie vun där Enquête administrative, um Generaldirekter vun der Polizei, fir eng Decisioun ze huelen, mä do gëtt awer och vun der IGP direkt dem Minister Rapport gemaach, soudass also do och eng politesch Kontroll, am gudde Sënn vum Wuert, besteet.

Wat mer och net onwichtig ze si schéngt, dat ass, dass, entgéint dem Text vun haut, d'IGP och an Zukunft kann op Egeninitiativ dem Minister Virschléi maachen, wat u sech de Fonctionnement vun der Polizei an d'Gestioun vun der Polizei ugeet. Bis elo war dat ausschliesslech nëmme op Demande hin, wou se dat konnt maachen. Och dat stäerkt also eigentlech d'Positioun vun der IGP als autonom Verwaltung niewent der Polizei.

Doniewent gesäit d'Gesetz eng ganz Retsch vu Bestëmmunge vir, déi Garantien och der IGP ginn, wat den Zougang vun Dokumenter ugeet an Daten ugeet, den direkten Zougang zu eenzelnen Datebanken, ënner Konditiounen selbstverständlech. Mä virun allem ass et wichtig, dass hir müsse fir all hir Fonctiounen all déi Dokumenter, och vun der Polizei haapt-sächlech, zur Verfügung gestallt ginn, déi se gären hätt, déi se brauch, fir hir Missiounen duerchzeféieren, fir hir Enquêtes och kënnen duerchzeféieren. Och dat ass, mengen ech, wichtig, wéi och d'Garantiéiert wichteg sinn, déi d'Qualitéit beim Rekrutement duerstellen an deenen eenzelne Carrièren, wou eng sougenannte Commission de contrôle agesat gëtt. Alles dat, mengen ech, si positiv Aspekter, déi ee sollt hei ervirhiewen.

Madamm... Neen, et ass elo den Här President, gesinn ech. Ech kommen zum Schluss. Ech géif lech also hei am Numm vun der Kommissioun bieden, deen heite Gesetzesprojet a senger virleiender Form guttzeheeschen, well et eng Reform ass, déi gutt geet, déi weider geet wéi deen éischten Text opgrond vun der Erfahrung, déi gemaach ginn ass, déi eng staark IGP eigentlech asetzt, fir eng staark Polizei kënnen ze kontrolléieren an ze begleeden, wat hir Aktivitéiten an hir Aarbechten ugeet.

Ech sinn och där fester Iwwerzeegung, dass et eng Reform ass, déi d'Polizeiarbecht langfristeg wäert stäerken an déi garantéiert, dass déi gesetzlech an déi deontologesch Regele respektéiert ginn. Et ass eng Reform och, déi d'Vertrauen an eis Sécherheetsorganer wäert stäipen a konform ass zu rechtsstaatleche Prinzipien.

Duerfir ass et mer och eng Freed, fir och ze erklären am Numm vun der LSAP-Fraktioun, dass mir och wäerten deen heiten Text stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An den éischten age-schriwwene Riedner ass den Här Gloden.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Merci dem Här Rapporteur Alex Bodry fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport. Mir hunn de leschte Mount iwwert den Text vun der Policereform ofgestëmmt an haut stëmme mer iwwert de Projet de loi iwwert d'IGP of. Mat dësem Projet de loi kritt d'IGP en eegent Gesetz, wat mer ausdrécklech begrëssen.

Genee dat war och d'Zil vum fréiere Minister Jean-Marie Halsdorf, deen dëst schonn an engem Avant-projet de loi stoen hat. Duerch d'Gesetz vum 31. Mee 1999, den Här Bodry ass drop agaang, hunn d'Police an d'Gendarmerie fusionéiert. An an deem Gesetz ass och d'IGP - wéi dat am Volleksmond heescht: „d'Police vun der Police“ - gegrént ginn.

Den Historique vum Projet de loi, deen haut zum Vott steet, geet, wéi de Rapporteur dat och schonns gesot huet, op d'Konklusiounen vun der deemoleger Justizkommissioun aus enger Orientéierungsdebat zréck. Aus deene Konklusiounen huet d'Parlament unanime am Februar 2009 eng Motioun gestëmmt, fir d'Regierung opzefuerderen, der IGP en eegene Statut ze ginn an dorausser eng Administratioun ze maachen amplaz vun engem Service vun der Police.

Un der Spëtzt sollen dann een Inspecteur général an een Inspecteur général adjoint stoen. Dorënner sollt een e Magistrat oder e Jurist sinn an deen aneren e Polizist. Et soll dann och eng Antiretour-Klausel an d'Gesetz stoe kommen, déi vermeide soll, dass de Polizist, deen an der Direktioun sëtzt, zréck an de Policecorps ka goen.

Ech ginn net an all Detail vun dëser Motioun an, wéilt awer trotzdem op d'Viraarbechte vum fréiere Minister Jean-Marie Halsdorf kuerz agoen.

An darselwechter Kommissioun, an där den Här Halsdorf den Avant-projet vun der Policereform am Juli 2013 virgestallt huet, huet en och déi grouss Linne vun där neier IGP presentéiert. D'IGP sollt, wéi gesot, hiren eegene legale Kader kréien, eng eegen Administratioun ginn an duerfir och méi Personal zur Verfügung gestallt kréien. Dës Administratioun sollt d'Qualitéit, mä och d'Legalitéit vun der Aarbecht vun der Police iwwerwaachen. E Mediateur war och am Avant-projet de loi virgesinn, deen awer elo leider am aktuelle Projet de loi fale gelooss ginn ass.

All d'Plainten a Reklamatiounen, déi géint d'Polizisten gemaach ginn, ausser den Avertissements taxés, solle vun der IGP traitéiert ginn. D'Spëtzt vun der IGP soll aus engem Inspecteur général an engem Adjoint bestoen. Den neie Gesetzeskader sollt der IGP méi Independenz an Autonomie verschafen a si domadder valoriséieren.

Zu enger Finalisatioun vum Avant-projet de loi vum Här Halsdorf ass et net komm, aus deene bekannte Grënn.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Wéi eng waren dat dann? Déi si mir net bekannt.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Dann hutt Der d'Tirang net grouss opgemaach. Dir hutt just d'Fënstere grouss opgemaach. Dann hat Der den Tirang mat erausgehait, Här Minister.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Dann erkläert mer se, Här Gloden!

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Ma ech hunn lech jo elo... Dir hutt net nogelauschert.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Neen.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Ech hunn lech jo erkläert, wat drastoung.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Neen. Dann zielt se!

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Elo komme mer zu Ärem Projet de loi. Da lauschert elo gutt no, Här Minister.

Äre Projet de loi, Här Minister, gouf den 31. August 2016 deponéiert. A wéi mer konnte feststellen, hutt Der Äert Gesetz op den Avant-projet de loi vum Här Halsdorf baséiert, well d'Gronlinie si bäibehale ginn; wat mer ausdrécklech begrëssen.

Wéi schonn de Projet iwwert d'Policereform huet och deen iwwert d'IGP awer e puer weider Ronne missen dréien, well en no engem éischten dach relativ kritisches Avis vum Statsrot mat enger ganzer Partie formellen Opplatiounen aviséiert gi war.

Et hunn also missen eng Partie Saachen aus dem Text nogebessert ginn. Mir kënnen dat novollzéien a ware generell och mat deene meeschte Regierungsamendementen d'accord. Dëst ëmmer am Interêt vun de fundamentale Rechter an den individuelle Fräiheete vum Een-zelen.

An deene Regierungsamendementen ass dann awer d'Procédure de médiation, déi initial virgesi war, einfach aus dem Text gestrach ginn. Mir stellen eis hei d'Fro, Här President, ob een net trotzdem hatt kënnen e Wee fannen, fir de Kriticke vum Statsrot Rechnung ze droen.

De Statsrot hat selwer a sengem Avis gesot, d'Médiatioun wier eng Disposition clé vum Projet de loi, huet awer kritiséiert, datt d'Dispositionen net präzis genuch wieren. D'Auteurs sollten den Acte de saisine méi kloer beschreiben, wéi d'Prozedur geregelt ass, och wat d'Rechter vum Bierger, deen eng Reklamatioun agereecht huet, ugeet. De Contenu vun der Médiatioun misst och präziséiert ginn.

Bref, de Statsrot huet an dësem Fall missen eng formell Opposition wéinst Insécurité juridique ausschwätzen. Anstatt dëser Aufgab nozegoen, huet de Minister et virgezunn, d'Médiatioun einfach aus dem Text erauszehuelen. Mir mengen, dass hie keng Zäit verléiere wollt an esou séier wéi méiglech weiderkomme wollt. Mir fannen dat eng bedauerlech Approche. D'autant plus, datt haut d'Médiatioun vu jiddwerengem gepréiert gëtt an a ganz villen Texter drasteet.

D'Polizisten an der IGP kréien direkt d'Qualitéit vum OPJ, also Officer de police judiciaire. Eng nei Disposition, déi mir matdroen. Och d'generell Missiounen, de Contrôle de légalité mam Droit d'inspection an den Enquête-administrative souwéi de Contrôle-qualité mat Etüden an Auditen, d'Enquêtes judiciaires souwéi d'Instructions disciplinaires, op déi de Rapporteur agaang ass, fannen eis Zoustëmmung.

Zu der neier Spëtzt vun der IGP, Här President: Dëst Gesetz gesäit vir, dass d'Fonction vum Inspecteur général vun engem Magistrat de l'ordre judiciaire mat mindestens 15 Joer Erfahrung an der Magistratur besat muss ginn, während d'Fonction vum Inspecteur général adjoint vun engem Polizist mat enger 15-jäerger Expérience an der Polizei oder an der IGP besat muss ginn.

Do soe mir als CSV ganz kloer, datt mir géint eng Magistratisatioun vun der IGP sinn. Mir fannen et net gutt, dass den Inspecteur général muss e Magistrat sinn. Dat ass fir eis de facto eng Verméschung tëschent de Pouvoiren. A mir sinn eigentlech verwonnert, dass de Statsrot hei keng Bedenke geäussert huet. An hiren Interventiounen 2009 waren d'Häre Braz, Bodry an och d'CSV-Vertrieder vill méi reservéiert op dësem Punkt, well et ass gesot ginn, et misst Cas par cas gekuckt ginn. A besonnesch den Här Bodry huet drop higewisen, datt de Magistrat an der IGP am Fond dem éischte Pouvoir, also der Regierung, ënnerläit an domadder der Séparation des pouvoirs net Rechnung gedroe gëtt.

En anere Punkt, mat deem d'CSV net d'accord ka sinn, ass d'Antiretour-Klausel, déi an Zukunft mat dësem Gesetz verbitt, dass d'Memberen aus der Police an och dem Zivillkader vun der IGP net méi dierfen zréck an d'Police goen. Den Här Bodry ass dorobber agaang.

Fir eis als CSV ass et kloer, dass een, deen eng gewëssen Zäit Inspecteur adjoint an der IGP war, net méi kann zréck an d'Police goen. Firwat dann dierf awer den Inspecteur général, dee jo e Magistrat muss sinn, nees zréck an d'Magistratur goen?

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Do kënt e jo och nach a Kontakt mat Policebeamten. Do gesi mer eng Ongerechtheet. An et ass och net an der Linn mat dem sacro-sainté Prinzip vun der Gewaltentrennung.

Mir fannen iwwerdeems, datt de Principe de non-retour, dee vun der Regierung proposéiert gëtt, ze wäit geet. Mir gesinn als CSV nämlech net an, firwat een Enquêteur, deen an der IGP tätég war, egal wéi eng Missioun deen do hat an ob en am Cadre policier oder civil war, net méi zréck an de Policecorps ka goen. Ëmmerhin huet en eng gutt Erfahrung an zolidd Kenntnissen gesammelt, déi enger Police am Corps duerchaus eppes kënnen bréngen.

Här President, am Kapitel iwwert d'Personal steet, dass den Inspecteur général, den Inspecteur général adjoint an och de Cadre policier an der IGP aacht zousätzlech Congésdeeg zegutt hunn. Eng äänlech Dispositioun gëtt et och am Gesetz iwwert d'Police. De Statsrot hat an deem Kontext wéinst Derogation zum Droit commun déi néideg Justifikatiounen fir dësen Traitement de faveur gefuerdert. Déi sinn och nogereecht gi vum Minister an de Statsrot konnt sech schlussendlech domadder offannen.

Trotzdem hat hien a sengem éischten Avis d'Fro opgeworf, firwat een deen zousätzlech Congé iwwerhaapt virgesäit. De Conseil d'État mécht nämlech d'Remark, dass d'Contrainté vun de Polizisten um Terrain an deenen an der IGP net déiselwech sinn. D'Auteurs wollte sech hei dem Polizeigesetz upassen, wou et eng äänlech Dispositioun gëtt.

Mir als CSV gesinn awer hei nach ëmmer eng Ongerechtheet. Mir sinn der Meinung, datt een dann och den Zivillkader mat an déi Dispositionen soll ersetzen. Wann de Congé extraordinaire elo och an der IGP am Gesetz verankert gëtt, da soll och jiddwereen an der IGP dovunner kënnen profitéieren.

Här President, ech kommen zur Konklusioun. D'CSV begrësst de Fait, datt d'IGP hiren eegene Gesetzeskader an och hir eegen Administratioun kritt an dobäi hir elementar Missiounen déi néideg Valorisatioun kréien. Mir sinn och mat den Haaptaufgaben a Kompetenze vun der IGP averstanen. Et ass de Corollaire vum Gesetz iwwert de Statut disciplinaire vun de Policebeamten, zu deem den Här Halsdorf geschwënn hei schwätzt.

Wat mer net kënnen approvouieren, ass besonnesch an dësem Projet de loi, datt e Magistrat un der ieweschter Spëtzt steet vun der IGP, wëssend, dass d'IGP dem Pouvoir exécutif ënnerläit. Mir fannen ausserdeem och, dass déi generell Antiretour-Klausel, dass d'Leit an der IGP net méi dierfen zréck an de Policecorps kommen, net gerecht.

Aus dëse Grënn stëmme mir als CSV géint dëse Gesetzesprojet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An den nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. An engem Rechtsstat verfüügt de Stat iwwert de Monopol vun der Gewalt. Dat bedeit, datt et ausschliesslech staatlech Organer sinn, déi physisch Gewalt dierfen ausüben, an dass all aner Form vu Selbstjustiz tëscht de Bierger verbueden ass. Den Haaptakteur, deen dëse Monopol huet, ass d'Police. D'Police huet d'Missioun, am Kader vum Gesetz fir d'effentlech Sécherheet ze suergen. D'Aufgab vun der Police an engem Rechtsstat ass et, derfir ze suergen, dass de Bierger seng Grondrechter ausüben kann. D'Kompetenzen an d'Pouvoir vum der Police si kloer am Gesetz festgehalten.

D'Prinzipie vum Rechtsstat verlaangen nämlech, dass d'Police nëmmen déi Kompetenzen ausübt, déi hinne vum Legislatéur zugestane ginn a se net iwwerschreit. Deemno: Wien iwwerwaacht d'Wiechter?

Virun der Fusioun 1999 huet d'Gendarmerie d'Police kontrolléiert, an d'Police huet d'Gendarmerie iwwerwaacht. Et gouf deemools keen duerchduchte gesetzleche Kader, deen d'Kontroll assuréiert huet. D'Kontroll huet eleng op der Moralitéit an der Aarbechtsethik vun de jeeweilige Beamte berout.

D'Policegesetz vun 1999 huet dunn a sechs Artikelen d'IGP geschaaft. Mat dem Gesetz, datt mir haut hei wäerte stëmmen, huet d'IGP endlech en eegent Gesetz. A wéi den Här Bodry dat detailléiert a sengem mündleche Rapport duergeluecht huet, wäert dat Gesetz duerch eng ganz Rei Punkten d'IGP zu enger regerechter Verwaltung maachen. D'IGP wäert elo déi néideg Moyene kréien, fir hir Missiounen an Onofhängegkeet kënnen auszeüben. Ee spezifescht Gesetz, separat vum Policegesetz, verstärkt a betount dës Onofhängegkeet, wat d'Haaptleies vun dëser Reform ass.

Här President, déi Onofhängegkeet ass wichteg, fir dass d'IGP hir Missiounen onparteesch an neutral kann ausüben. Gläich e puer nei Elementer wäerten dozou bäidroen. D'Inspektioun kritt hiren eegene Personalkader, deen aus Polizisten an Ziviliste besteet. Et gëtt festgehale, dass den Inspecteur général e Magistrat ass an dass säin Adjoint aus der Police kënt. Dass den Haaptinspekteur aus der Magistratur soll kommen, ass e Punkt, deen d'Motioun aus dem Joer 2009 jo scho gefuerdert huet. Dës Regierung huet awer net déi heite Reform ofgewart, mä schonn am Joer 2015 gouf de Poste vum Inspecteur général vun enger Magistratin besat.

Déi Nominatioun war schonn en éischte Schratt a Richtung vu méi Onofhängegkeet. De Fait, dass d'Spëtzt net méi just aus Poliziste besteet, mécht et och dem Bierger méi einfach, der IGP ze vertrauen. Andeems een d'Direktioun mat engem Member vun der Magistratur verstärkt, gëtt ee mat an d'Boot geholl, deen och Anung vu Policeaarbecht um Terrain huet. Ausserdeem féiert e Magistrat seng Enquête à charge et à décharge. Eng Prozedur, déi och fir d'IGP wichteg ass.

Aus der Motioun vun 2009 ass och de Principe de non-retour iwwerholl ginn. An Zukunft wäert den Enquêteur sech keng Gedanke méi musse maachen iwwer eng méiglech Zukunft an der Police an Zesummenaarbecht mat Polizisten, géint déi en huet missen enquêtieren.

Fir weiderhin d'Polizisten ze motivéieren, an d'IGP ze kommen, well hir Erfahrung wichteg ass, fir propper Enquêtes ze féieren, goufen och déi néideg Mesurë getraff an déi huet de Rapporteur jo schonn hei duergeluecht. Et ass och ze begrëssen, dass d'Enquête betreffend Infrastrukturen zum Disziplinargesetz elo ganz bei der IGP läit, wat dem betreffende Polizist och méi Neutralitéit garantéiert.

Här President, d'IGP huet och d'Aufgab, Avisen, Recommandatiounen a Propositionen iwwert d'Aktivitéiten, d'Organisatioun an d'Gestioun vun der Police ze formuléieren, wa si dëst fir sënnavoll empfënt. Déi Missiounen vun der IGP kënnen d'Polizisten an hiren Aarbechtssofleeft weiderbréngen. Ee Beispill vun där Missioun vun der IGP ass, wéi dat am leschte Rapport d'activité ze liesen ass, d'Analys vun der Prozedur, mat där d'Polizisten externen Akteuren den Optrag ginn, spezifescht Aarbechten ze verrichten. Doropshin huet d'IGP Recommandatiounen a Fiche-d'observation formuléiert. Auditen an Etüden erlaben et der Police nämlech, méi effikass ze schaffen. Domadder gëtt schlusslech d'Qualitéit vum Déngecht um Bierger verbessert.

Här President, an der Bezéiung tëschent der Police an de Bierger kann et Ulass zur Kritik ginn. D'Beamte mussen do intervenéieren, wou et emotional Ausenanersetzung ginn. Déi Interventiounen kënnen als eng Verletzung vun der Privatsphär opgeholl ginn an et kann och emol sinn, dass et a vereenzelte Fäll zu Verstéiss géint d'Aarbechtsethik kënt.

Am urspréngleche Projet war d'Médiatioun en Haaptelement vun der Reform, dat et erlaabt hätt, e konstruktiven Émgang mat engem Feelverhale vun engem Polizist vis-à-vis vun engem Bierger ze hunn, mä och fir policeintern Konflikter ze léisen. Déi Méiglechkeet ass awer nees aus dem Projet erausgeholl ginn, well an deem Kontext eng Insécurité juridique besteet. Esou zum Beispill ass sech d'Fro gestallt ginn, op Basis vu wéi enge Kritären eng Affär géegent ass, fir mat Hëllef vu Médiatioun kënnen geléist ze ginn. Och wann d'Gesetz et zwar net méi virgesäit, ënnersträicht de Rapport, dass et trotzdem derwäert ass, där Pist nozegoen an eventuell a Form vu punktuellen Projeten d'Médiatioun ze benotzen.

Pilotprojeten am Ausland hunn nämlech gewisen, dass e Bierger net onbedéngt eng Bestrofung vun engem Polizist wëllt, mä eng Entschëllegung duergoet, wann de Beamte säi Feelverhalen agesäit. Wann et Ausso géint Ausso steet an een net weiderkënt, sinn déi zwou Parteien frustriert. Mä mat engem modéréierten ronnen Dësch mat den zwou Parteien kann et oft zur Schlichtung vum Problem kommen.

Wéi an anere Beräicher vum Liewe kënt et bei der Police och zu organisationsinterne Konflikter. Dozou gehéiere Konflikter innerhalb vun enger Equipp, Konflikter mat der Hierarchie oder nach Fäll vu Mobbing. Virgesetzte gebrauchen e gewëssen Deel vun hirem Aarbechtszäit, fir bei Konflikter no Léisungen ze sichen. Wann esou Konflikter net geléist kënnen ginn, huet dat Konsequenzen op déi einzel Persoun an awer och op d'Funktionement vun der ganzer Equipp. D'Ursache vum Konflikt kënnen dobäi och oft op Kommunikatiounsproblemer zréckgeföhrt sinn. Och hei kann d'Médiatioun eng wichteg Roll spillen.

Här President, d'Aufgabe vun der Police si méi komplex ginn an d'Ufuerderungen un d'Polizisten och. Informatiounen an d'Kommunikatioun sinn an haitegen Zäiten e wesentlecht Element vun enger gudder Policeaarbecht. Médiatiivt Handele kann an deem Sënn och eng Kompetenz sinn, déi d'Police sech uneegene kann an déi am Kader vun der Formatiounsmissioun vun der IGP kéint iwwerholl ginn.

Mam neie Policegesetz huet jo elo all Polizist eng Proximitéitsmissioun. Médiatiivt Handelen, also Konfliktregelung op eng konstruktiv an zukunftsorientéiert Aart a Weis unzegoen, kann deemno sënnavoll sinn. Berufssbedéngt sinn d'Polizisten, méi wéi all anere Mënsch, mat Spannungen a Konflikter a Kontakt. Dofir muss se beschtméiglech equipéiert sinn, fir an esou Situatiounen kënnen ze handelen. Och hei ginn et Beispiller aus dem Ausland, wéi dat an der Proximitéitsaarbecht vun der Police kann ugewannt ginn.

Här President, säit dem Ufank vun de Joren 2000 gehéieren Terrormenacen zum europäeschen Alldag: Madrid, London, Paräis, Nice, Berlin. No den Attacken zu New York 2001 gouf, an dat och zu Lëtzebuerg, vill iwwer speziell Antiterrorgesetz diskutéiert. Wéi wäit kënnen de Stat an och d'Police an hirer Aarbecht goen, wann eng Terrormenace existéiert? De Minister, deen an deene Joren d'Police a senge Kompetenzen hat, huet eng Opfaassung vun der Gewichtung tëschent Sécherheet a Fräiheet vertrauen, déi d'Demokratesch Partei op kee Fall konnt deelen. Et ass deemools näamlech gemengt ginn, dass d'Schafte vu Prisonéierlageren zu Guantánamo an den éischte Méint no den Attentater vum 11. September Mesuré sinn, déi ee kéint novollzéien.

2007 huet déi liberal Deputéiert Colette Flesch eng Interpellatioun ugefrot iwwer d'individuell Fräiheeten an d'Tendenz vun der Regierung, ze probéieren, iwwer Gesetzer ënnert dem Virwand vun der effentlecher Sécherheet an dem Kampf géint den Terrorismus an déi organisiert Kriminalitéit d'Fräiheeten anzëschränken.

An enger Motioun, déi si deposéiert huet, gouf d'Regierung opgefuerdert, dofir ze suergen, dass d'Mesuren, déi déi effentlech Sécherheet solle garantéieren, keng disproportionéiert Mesuren dierfe sinn, mä dass se enger onofhängeger an onparteiischer Kontroll ënnerleien. Den deemolege Minister wier deemools gutt berode gewiescht, ënnert dem Impuls vun der Madamm Colette Flesch hirer Motioun scho mat dëser Reform unzefänken, amplaz iwwer grondrechtsaschränkend Mesuren ze philosophéieren. Genauou wéi d'Reform vun der Police, déi iwwerfällg war, hätt am gesotene Kontext wäertvoll Viraarbecht kënnen geleescht ginn.

Här President, dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei. Awer net ier ech dem Rapporteur Merci gesot hätt fir säi gudden schréfflechen a mündleche Rapport an Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, bon, et ass gesot ginn, nodeems mer an der leschter Chamberswoch hei dat neit Policegesetz gestëmmt hunn, kënn haut e weidert wichteg Gesetz hei zur Debatt, fir d'Police fir déi nei Erausforderung vun dëser Zäit opzestellen. An natierlech esou gutt no bauss besser opzestellen, wéi dat natierlech och intern ze maachen.

Et ass scho vun de Virriedner gesot ginn, dass 1999 am Kader vun der Fusioun vun deenen zwee Corpsen och d'Inspection générale de la Police mat an d'Liewe geruff ginn ass. An d'Gesetz huet 1999 de Contrôle institutionnaliséiert, wat deemools och an d'Gesetz ageschriwwen ginn ass.

Och d'Generalinspektioun huet mëttlerweil mat enger Magistratin, och mat där Persoun, wou mir als Gréng ganz d'accord sinn, dass dat och weidergefuert gëtt, scho viru Joren dofir gesuergt, dass déi Onofhängegkeet méi grouss ginn ass. An et ass och dat, wat dëst Gesetz nach eng Kéier wëllt festschreien.

D'Missiounen sinn och deemools festgeschriwwen ginn am Gesetz, zum Beispill d'Legalitéit an d'Qualitéit ze kontrolléieren, an och Hëllefsmittel sinn zur Verfügung gestallt ginn, wéi zum Beispill Auditen oder Etüden. A wat ganz wichteg war, ass, deemools ass d'Enquête judiciaire agefuert ginn, déi dann d'IGP gemaach huet.

D'IGP huet a sech dann en Organigramm, dee sech a verschidden Departementer agedeelt huet: eng Kéier d'Enquête, den Audit an dann de Contrôle administratif. Esou wéi d'Policegesetz eben virun enger Zäit huet missen op de Leescht geholl ginn, ass natierlech och d'IGP mëttlerweil an den Alter komm. Mëttlerweil ass et och eng gutt Zäit hier, bal 20 Joer. An et huet zu enger Iwwerschaffung gefuert.

An et ass virdu scho vu Virriedner gesot ginn, dass en Débat d'orientation hei an der Chamber ofgehale gouf. An de Virleefer vun deem Débat d'orientation ass zréckzeféieren op eng Demande vun déi gréng vum 5. Dezember 2007, wou de Justizminister, deemools nach Deputéierten an der Justizkommission, gefrot huet, fir kënnen en Débat d'orientation ze maachen, avec rapport, sur l'organisation interne de la Police, plus particulièrement sur ses mécanismes de contrôle et d'autocontrôle, wat u sech eben déi Onofhängegkeet am beschte präismécht (veuillez lire: duerstellt). An do huelen ech da just e puer Elementer aus der

Konklusioun, déi deemools vu jiddwerengem hei och gedroe ginn ass. D'Motioun ass virdu an och schon ernimmt ginn.

Éischtens gëtt ganz kloer festgestallt, dass onbedéngt eng Independance muss gewahrt sinn, wat ganz wichteg ass. Deemools huet, ech weess net ob in weiser Voraussicht, den Deputéierte Braz gemengt, dass d'IGP der Justiz misst ënnerstëtzen. Vlächit war dat in weiser Voraussicht, fir dat dann eng Kéier selwer kënnen auszéien. Mä bon, ech mengen, mir als Gréng sinn och weiderhin d'accord an ënnerstëtzen dat och, dass et ënner der jëtzege Form och weiderleef an d'Tutelle eben ënnert dem Policeminister bleift.

Wat awer wichteg ass, dat ass, et ass och deemools vun der Magistratur geschwat ginn, dass et ebe beim Contrôle oder der Hierarchie ganz wichteg wier, dass do een aus der Magistratur kënn. An dat ass deemools och scho festgestallt ginn.

An da wëll ech och nach e weidere Punkt erausschelen, näamlech dee vun Non-retour. Et ass deemools scho festgehale ginn, an ech zitieren och gären dee Saz: «En ce qui concerne les enquêteurs policiers, le retour dans les services de police ne sera plus possible.»

Dat heescht, an de Konklusiounen vun deem Rapport d'orientation gouf ganz kloer festgestallt, dass eben de Retour schwierig ass. Wëssend, dass och an darselwechter Konklusioun drop higewise ginn ass, doduerch dass d'Land ebe kleng ass an och de Corps net immens vill Leit huet, an et eng petite administration dans un petit pays ass, dat bleift och elo nach ëmmer d'Viraussetzung, an dass et relativ schwéier ass, déi eege Leit erëm zréck an de Corps ze bréngen, fir dass et do net onbedéngt zu Konflikter ka kommen.

An da wollt ech och nach e weidere Punkt eraushuelen, dat ass, well dat stoung och deemools dran, dass eben d'Enquêtes iwwer all Carrièren eraus sollen duerchgefouert ginn. Dat stoung och an där Konklusioun.

Soudass mir als Gréng déi véier Haaptrichtlinien, déi elo festgehale gi sinn an deem neie Gesetz (veuillez lire: voll ënnerstëtzen). Éischte Punkt ass en eegent Gesetz, wat mer eben hei ganz kloer ënnersträchen. Zweete Punkt ass déi Onofhängegkeet, déi och festgeschriwwen ginn ass hei an deem Gesetz, wat mer natierlech och ënnerstëtzen. An en drëtten Punkt ass, wat och scho virdu e Virriedner gesot huet, dass d'OPJen, d'Officiers de police judiciaire de plein exercice, dass se dat och zougestallt kréien. An e véierte Punkt ass d'Ausweitung vun der Instruction disciplinaire, wat schon am Rapport vum Félix Braz oder an och där Motioun deemools gesot ginn ass, dass dat ausgeweit gëtt. Dat sinn u sech déi véier Haaptpunkten, déi do festgehale goufen an déi och hei an dat Gesetz agefuert gi sinn.

An elo misst ech u sech schon ophalen, well elo sinn ech an darselwechter Problematik vu Juge et partie. Virun dräi Wochen hunn ech zum Policegesetz geschwat an haut kontrolléieren ech mech da vlächit och selwer, wann ech haut och vun deem Gesetz hei schwätzen, soudass ech mech da kontrolléieren, wat ech hei vu virun dräi Wochen gesot hunn.

Mä ech mengen, déi wichtegst Punkte sinn och scho gesot ginn. Dofir wëll ech emol dem Rapporteur éischtens fir de schréfflechen, awer virun allem fir de mündleche Rapport Merci soen, well en ass op déi Haaptpunkte schon agang, déi mir als Gréng och ënnerstëtzen. Och d'Problematik vun der Mediatioun ass schon erkläert ginn, soudass ech dat net onbedéngt nach eng Kéier wollt widderhuelen.

Ech wollt awer just zwee Punkten nach eng Kéier ënnersträchen. D'Onofhängegkeet schéngt mer awer ganz wichteg ze sinn an deem Gesetz vun der IGP par rapport zu der Police, well dat mécht éischtens intern Problematiken, wann do net déi Onofhängegkeet groussgeschriwwen gëtt, mä dat à la tête du client soll funktionéieren a jugéiert ginn. Ech mengen, dat ass mat deem Gesetz esou verankert, dass dat net de Fall soll sinn. Éischtens och, dass d'Magistratur hei d'Presidence soll weiderhin iwwerhuelen. Bon, et kann ee sech och eppes aneres virstellen, mä ech mengen, et ass awer déi lescht Jore scho ganz gutt ënnert där Konstellatioun geschaff ginn, soudass mir absolutt kee Grond gesinn, dat wëllen ze änneren.

A wat ganz wichteg fir eis ass, ass nach eng Kéier, well et och deemools schon am Rapport stoung, den Non-retour, well et dach zu Mésstänn ka féieren, wann een zréck an d'Carrière vun der Police wëllt goen an et war een eng Kéier selwer involvéiert an enger Inspektioun. Dat wëll ech kengem direkt zoumuden. Dofir mengen ech, dass déi Léisung, déi hei gesicht ginn ass, ganz richtig an och wichteg ass.

Dann zum Schluss dat, wat ech och scho beim Policegesetz gesot hunn: Dëst Gesetz ass och net a Stee gemeesselt. Mir hu bei dem Policegesetz eben, wéi och bei deem Gesetz elo, 20 Joer praktesch gebraucht, fir et ze iwwerschaffen. Ech denken, et soll een ëmmer déi Gesetzer, insbesondere wann et um Terrain mat ville Leit ze dinn huet, matzäiten op de Leescht huelen, fir eng Adaptatioun ze maachen. An ech ginn dovun aus, dass dat an der Zukunft net méi esou laang wäert daueren.

Duerfir bréngen ech hei fir dëst Gesetz den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. An och vun eis aus en häerzleche Merci un den Här Bodry fir e ganz komplizéierte Rapport, deen en erëm magistral hei presentéiert huet.

Mir begrëssen natierlech och de Prinzip vun der Inspection générale de la Police, selbstverständlich. Et ass gutt, dass mer e Gesetz maachen. Ech mengen, all Police brauch eng Institutioun, déi onofhängeg ass, déi se ka kontrolléieren, wou de Bierger sech ka beschwéieren, wou eng onofhängeg Enquête gemaach gëtt, déi d'Vetrauen an d'Police stäerkt. Esou wäit si mer eis alleguer eens. Ech mengen, un der Noutwendegkeet vun esou enger onofhängeger Instanz, déi onofhängeg vun der Hierarchie vun der Police ka funktionéieren, besteet iwwerhaupt keen Zweifel.

Esou wäit, esou gutt.

Mir begrëssen also de Prinzip vum Projet. Mä wann ee probéiert, esou eng IGP ze maachen, da muss se sech natierlech an engem Kader bewegen. A mir mussen eis vun Ufank u kloer sinn, wat dee Kader ass.

Éischtens muss déi politesch Verantwortung vun der Exekutiv, hei vum Pouvoir politique vun der Regierung respektéiert ginn. Dat Zweet ass, d'Hierarchie vun der Police soll net court-circuitéiert ginn duerch esou eng Instanz. Dat Drëtt ass, déi eege Kompetenzen a Méiglechkeete vun der Police, fir intern Enquêtes ze maachen, muss respektéiert an erkannt ginn. An natierlech brauche mer keng weider Police an deem Sënn, dass mer der herno zwou oder dräi hunn: eng Police administrative, eng Police judiciaire an dann nach eng IGP, déi selwer och mengt, dass se als Police kann agéieren.

Mir brauchen also eng Police, déi gutt funktionéiert hei am Land. Mir brauchen der net méi wéi dat.

Leider war awer dëse Projet vun Ufank un e bësse markéiert vun enger Folie des grands. Folie des grands, well d'IGP, no deenen Texter, déi mer virleien haten, sollt alles wëssen, alles dierfen, alles kontrolléieren, op alles Zougrieff hunn an iwwerall Zougang hunn. E bësse vill d'äers Gudden!

D'IGP, mat all deene Pouvoiren, mécht also eng Ausnam zu enger Regel, déi d'Regierung sech an deene leschte fénnef Joer ginn huet, an dat wor, dass se éischer d'Sécherheetsorganer beschränkt huet an hire Méiglechkeeten. Wann awer hei d'Kontroll iwwer e wichteg Sécherheetsorgan gemaach gëtt, da geet et wäit iwwer déi Zréckhalung eraus, déi mer soss gemierkt hunn. Alt erëm en Zeechen, dass dës Regierung eigentlech der Polizei méistrat an d'Kontroll extrem auswäit. Op jidde Fall sinn do vill manner Problemer gewiescht, wéi der Police begrenzte Kompetenzen ze ginn an der Police administrative. Zum Beispill de Plazverweis, eng méi liicht Identitéitskontroll an esou weider, alles dat wor net méiglech. Mä hei e ganz staarke Pouvoir wéi d'IGP stellt kee Problem. Ass dat rechtsstaatlech ze vertrieben? Mir hunn Zweifel.

Déi zwou grouss Neierungen: Onofhängegkeet. D'Onofhängegkeet soll haaptsächlech doduerch garantéiert ginn, dass de Generalinspekteur e Magistrat ass. Vum Prinzip hier hu mir och do Zweifel. Wéi ass et mat der Gewaltentrennung? Ech géif gär emol gesinn, dass de Conseil suprême de la justice, deen den Här Minister Braz jo elo op de Wee bruecht huet, geleet géif gi vun engem Polizeioffizier. Ech huelen un, dass sech do och Leit géife Froe stellen.

De Prinzip vum Non-retour ass och eng Saach, déi een esou absolutt formuléiert sécher net kann hinhuelen. Et gëtt einfach Leit an der Inspection générale de la Police, déi Aufgaben erfëllen, déi engem Retour iwwerhaupt net géifen am Wee stoen. Fir dat also esou absolutt ze formuléieren, ass op jidde Fall ze hannerfroen.

An et géllt an eisen Aen, wann een dann esou e Prinzip huet, op jidde Fall och fir de Magistrat-Generalinspekteur, well d'Justiz, mir hunn dat

gelies an deene verschiddenen Avisen, argumentéiert e bësse pro domo. Do war de Problem net gi vum Retour, vun der Onofhängegkeet, well jo d'Aufgab vun deem Magistrat war, d'Police ze kontrolléieren an net d'Justiz. Mä dat ass ze kuerz geduecht, well vill vun deene Missiounen, déi d'Inspection générale de la Police kritt, komme jo vu judiciairen Instanzen. A wann dee Magistrat zréckgeet an d'Police, da kann et och sinn, dass déi Manéier, wéi en déi Funktiounen, déi Aufgaben ausgefëllt huet, en Element vun der Appreciatioun ass, wéi en do gesi gëtt. Et ass also och do en Interessenskonflikt méiglech. Och do ass d'Onofhängegkeet nëmme da garantéiert an där Logik, wann en Non-retour ginn ass.

Et ass also hei deux poids, deux mesures a mir sinn net d'accord domadder!

Och gesi mer Fuerderungen, dass d'Autorité judiciaire, oder Verschiddener vun hinne souguer gefuert hunn, d'IGP dem Justizminister ze ënnerstellen. Och dat ass an eisen Ae falsch. Et ass gutt, dass se elo wéinstens ënnert dem Kompetenzberäich vum Polizeiminister bliwwen ass.

D'Gesetz seet och, dass Etüden an den Audit an der Police vum Justizminister oder vum Parquet kënnen gefrot ginn. D'Police muss dann direkt all Informatiounen ginn. Mä mir denken, dass de Wee ass, wann dat gewünscht ass, dass de Parquet oder de Justizminister iwwer de Polizeiminister dat maachen an net iwwer en anere Wee an net direkt.

Et muss een och déi zweet grouss Neierung kucken. Den Officier de police judiciaire, dee se elo alleguer d'office sollen hunn, dat ass och eigentlech vollkommen onnéideg, op jidde Fall ganz schwéier nozevollzéien, firwat jiddweren, inklusiv de Generalinspekteur, elo mat Waff an Handschellen muss rondermlafen. Et ass do am Ufank argumentéiert ginn, déi géife jo Filatures maachen, Observations, Repérages, Écoutes, Déplacements auprès d'experts étrangers. Dat huet och de Statsrot net iwwerzeegt an dat kann ee verstoen. An och nach mat enger Discretion toute particulière! Firwat? E Magistrat, dee Generalinspekteur ass, dee mécht keng esou Missiounen an e brauch och keng Waff a keng Handschellen. De Statsrot huet et och net verstanen.

An duerno ass gesot ginn: „Jo, mä dee muss jo Permanencé maachen.“ Et ass awer esou, dass vlächit och nach aner Ursachen dermat verbonne sinn, näamlech aacht Deeg Congé, 20 Points indiciaires, dat sinn am Abléck bal 400 Euro brutto de Mount, an och, an dat ënnersträicht de soziale Charakter vun der LSAP, d'Gratuité médicale, den Artikel 26 vum Gesetz, wou ee sech och muss froen: Ass dat néideg?

Op jidde Fall stelle mir fest, dass et lauter Virdeeler do gëtt. Och de Régime de discipline vun der Police applizéiert sech net op d'Inspection générale de la Police, obscho se jo och mat Waffen ëmginn an äanleche Contrainten anscheinend ënnerleien, och äanleche Missiounen anscheinend erfëllen. Mä de Règlement de discipline ass de Statut général vum Fonctionnaire an net dee spezifesche vun der Force publique respektiv vun der Police.

Et kann engem Angscht sinn ëm d'Sécherheet vun de Magistraten, déi detachéiert sinn aus der Justiz. An et muss ee sech froen, ob ee se dowéinst net vlächit, fir hiert Liewen ze schützen, besser an der Magistratur géif gesinn, wou och batter néideg Magistrate gebraucht ginn.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Et ass elo esou, et muss een och Transparenz hunn. Mir wëssen heiansdo elo net, wéi eng Administratioun da firwat zoustänneg ass. D'Inspection générale de la Police kann och Enquêtes mixtes maachen. Wann e Polizist an en Zivilist, deen net Member vun der Police ass, iergendwou bedeelegt sinn an engem Fait, deen enger Enquête soumettéiert gëtt, da kann dat d'Police judiciaire sinn, déi do vlächit beoptragt ass, oder d'Inspection générale de la Police, well e Polizist beoptragt ass.

Ech mengen, et ass ganz wichteg, eng komplett Transparenz ze hunn, wéi eng Administratioun, wéi eng Instanz mat enger Enquête beoptragt ass. Dat anert ernennert een u Zäiten, wou et just geheescht huet: „Jo, et gëtt duerno gekuckt“, an et woussst een net, wie wierklech verantwortlech war fir eng Enquête.

Wat d'Carrièren ugeet, denke mir, dass, well mer jo och dee Raisonement vun Non-retour, op jidde Fall vun de Membere vun der Inspection générale de la Police, net kënnen ouni Weideres akzeptéieren, dass och déi Carrièresprievilegien, déi hei agefuert gi sinn, mussen hannerfrot ginn. Mir denken nach ëmmer, dass et am Interess vum der Police allgemeng ass, dass jiddweree gerecht a fair an d'selwecht behandelt gëtt, och an de Carrièresperspektiven. An dofir sinn och vill Dispositiounen an deem Gesetz, déi eis net iwwerzeegen.

Dat heite Gesetz muss an eisen Aen iwwerschafft ginn. Et geet iwwert dat vernünfteg Mooss wäit eraus, dat eng Inspektion générale de la Police soll hunn, fir kënnen d'Aufgab vun der Kontroll vun der Police ze erfüllen. An dofir wäerte mir als ADR dëst Gesetz net matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo. Merci, Här President. Wann een dës Debatt e bësse suivéiert huet, dann ass et engem opgefällt, datt erstaunlech vill Riedner verweisen hunn op aner Riedner a sech eigentlech gestriden hunn ëm d'geeschteg Vaterschaft, wann een esou soe kann, vun deem heiten Text.

Den Här Hahn huet op d'Madamm Flesch verwisen, den Här Kox op den Här Braz a souguer den Här Gloden huet op d'Initiative vum Här Halsdorf verwisen, soudatt ech mengen, datt et en Zeechen ass, datt, wat déi grondsätzlech Ausrichtung vun deem heiten Text ugeet, et do eigentlech eng grouss Unanimitéit gëtt, och wann et eenzel Punkte gëtt, wou anerer sech driwwer streiden.

Mir fannen et och gutt, datt d'Generalinspektion vun der Police en eegent Gesetz kritt, datt se eng eegen Administratioun ass an domadder net nëmme méi e Service vun der Police. Mir begrëssen och ausdrécklech de Prinzip vum Non-retour vun der Leit aus der IGP bei d'Police, well mer mengen, datt grad dat den Ausdruck ass vun der Onofhängegkeet vun der Inspektion générale vun der Police par rapport zu der Police selwer.

Mir mengen och, datt déi Missiounen, déi nei Missiounen duerch Kloeher schafen, datt se sënnvoll sinn an datt an der Zomm dat hei en Text ass, dee rechtsstaatlech Prinzipien eischer stärkt. An duerfir wäerte mer dëse Projekt och mat ënnerstëtzen.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Bodry. Här Rapporteur!

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Jo. Merci, Här President. Ech wollt vläicht op e puer Punkten nach reagéieren, déi hei an der Debatt opgeworf gi sinn, fir eng Rei vu Saache kloerzestellen.

Ech mengen, dass et eng falsch Duerstellung ass, wann hei probéiert gëtt ze soen, deem Text géif an eng aner Richtung goen, wéi sengerzäit d'Chamber an engem Rapport 2009 gefrot huet. De Spriecher vun der CSV ass ëmmer hin- an hiergeschwieft téschent Zitatiounen aus der Motioun an aus dem Rapport. Dee Rapport ass sengerzäit eestëmmege uegoholl ginn, déi Kommissioun war presideiert vun engem CSV-Deputéierten. An an deem Rapport steet dran, dass déi Leit vun der IGP net méi sollte kënnen an d'Polizei zréckgoen. Dat ass e Bestanddeel vun dem Rapport vun der Kommissioun gewiescht. A wann dat haut d'Haaptargument ass vun der CSV, fir ze soen: „Mir si géint deem heite Projet“, da verstinn ech d'Welt net méi! Ausser d'CSV hätt d'Position alt erëm eng Kéier changéiert op deem heite Punkt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Dat Zweet ass och, dass e Magistrat soll kënnen President ginn. Dat stoung och dran. Et war net meng privat Präferenz, dat wëll ech soen, mä et war awer, ech froe mech, wem seng et dann eigentlech war, wahrscheinlech den CSV-Deputéierten hir, well soss wär dat do net drastoe komm, well déi aner waren e bësse méi kritesch agestallt zu där doter Fro.

Och do wëll ech soen, dat ass ausdrécklech och an der Motioun virgesinn, et kéint e Jurist sinn, mat 15 Joer Expérience dans ce domaine, wat dat och ëmmer heescht, oder e Magistrat sinn, mat och engere Expérience. Och dat ass also keng Neuerung, déi hei eragerutscht wär an deem heite Projet. Déi ware schonn an den Debatte virun néng Joer eigentlech allegueren ugeduecht ginn.

Ech wëll och kloerstellen, wann elo dat Argument vun der Gewaltentrennung kënn, wat bis elo nëmme dat gewiescht wär, wat d'ADR emol gebraucht, wann elo och d'CSV sech op d'Gewaltentrennung hei beriff, wëll ech soen, dass mer deem dote Virwurf e bëssen droleg virkënn - fir net en aneren Ausdruck ze gebrauchen - vun enger Partei, déi et fäerdegbruecht hat, duerchzesetzen, dass e Minister vun hinnen, en huet Luc Frieden geheescht, gläichzäitig Polizei- a Justizminister sollt sinn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Also, déi Partei brauch nu wierklech net hei mat Lek-

tionen ze kommen, wat d'Gewaltentrennung ueget! Wann um ieweschte Plang, op de ministerielle Fonctionen - an ech hu mech bis zum Schluss an de Koalitiounsverhandlungen dergéint gewiert gehat -, um ieweschte Plang et méiglech ass, Polizeiminister a Justizminister an enger Persoun ze maachen, dann, mengen ech, muss engem méi Angscht sinn, wéi wann elo kann e Magistrat Generalinspekteur vun der Police ginn.

Dee Magistrat, wëll ech soen, bleift net méi Magistrat! Dee gëtt als Magistrat rekrutéiert, agestallt, e muss d'Expérience hunn, mä en demissionéiert dann a sengem Corps an e gëtt Generalinspekteur vun der Police. An dee Moment fällt en och, dee Poste fällt, wéi och déi aner Posten, an déi Posten, déi duerch eng politesch Decisioun fir eng zäitlech Begrenzung op siwe Joer festgeluecht ginn. Och dat weist, dass et kee Magistrat wär, well e Magistrat kann een net einfach esou nennen.

Soudass ech also mengen, dass mer hei an enger ganz anerer Logik si wéi déi, déi hei ugeduecht ginn ass, dass déi Kritiken hei derneiewent sinn. An dass d'Haaptoppositiounspartei alt erëm alles zesummekraazt, fir net mussen e gudden Text vun der Regierung ze stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Gloden huet d'Wuert.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Et ass falsch, wat den Här Bodry seet, well de Magistrat en matière disciplinaire bleift dem Statut vum Magistrat ënnerleeën.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - De ganze Rescht ass awer richtig.

(Hilarité et interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet den Här Minister.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Jo, villmools Merci, Här President. Ech wëll och fir d'Alleréischts dem Rapporteur, dem honorabelen Här Bodry, Merci soe fir säin exzellente Rapport an ech soen em och Merci fir déi Reaktioun, déi en elo hat op haaptsächlech d'Aussoe vun der CSV zu deem heite Projet. Dat bleift mir also dann erspuert, fir dat nach eng Kéier ze widderhuelen. Mä et ass scho ganz erstaunlech, wann ee wierklech gesäit, mat wéi enger Méi d'CSV probéiert, Argumenter ze fannen, fir dee Projet de loi iwwert d'Reform vun der Inspektion générale de la Police net mussen ze stëmmen, Argumenter, déi se soss, wéi se nach an der Majoritéit waren, just ëmgedréit gesinn hunn.

Nodeems d'CSV deslescht virun zwou Woche beim Vott vum Policegesetz géint dat Gesetz gestëmmt huet an domat gewisen huet, dass se net hannert der Police steet, weist se dann haut mat hiren Argumenter, dass se och net hannert der Magistratur steet. Ech froe mech just, wéi déi Partei,...

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Sou populistesch Aussoen, eieie!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - ...déi elo wëllt un de Pouvoir zréckkommen, mat esou enger Approche wëllt eens ginn, fir dat Land hei ze geréieren. Ech fannen dat traureg. Ech mierken awer och speziell an deem heite Gesetz, dass d'CSV sech alt erëm eng Kéier unnähert un d'Positionen vun der ADR. Och dat mécht mech traureg, mä et erstaunt mech net.

Voilà, dat gesot, nach eng Kéier e grouse Merci dem Rapporteur,...

(Interruption)

...e grouse Merci awer och der Madamm Stirn an dem Här Fally, déi ganz vill un deem Projet geschafft hunn, der Polizeidirektioun, der Magistratur, mä och natierlech meng Mataarbechter am Ministère, dem Frank Reimen an dem Martine Schmit, an natierlech last but not least och dem Justizminister, dee mer och hei ganz vill zur Sait stoung, fir dat heiten hinzekreien.

Ech si frou, dass mer dat Gesetz elo hunn. Ech si frou, dass mer eng anstännege, modern, onofhängeg Inspektion générale vun der Police elo hunn, a soen all deenen, déi fir dat Gesetz stëmmen, dofir e grouse Merci am Numm vun der Police an am Numm vun der IGP.

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da géife mer... Jo?

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Parole après ministre.

(Hilarité et interruptions)

Neen, wat schrecklech ass, ass, dass en aneren Deputéierten hei behaupt, ech géif eppes

Falsches soen, an hie selwer mécht e falscht Zitat. Den Här Gloden huet zitéiert aus der Motioun vu virun néng Joer, mä en huet leider de Gesetzestext net gekuckt, dee mer haut ofstëmmen, well do steet net dran, dass den Inspekteur vun der Police elo géif nach disziplinaresch wéi e Magistrat behandelt ginn. Dat ass net méiglech, en ass näamlech kee Magistrat méi, wéi ech virdu kloer hei explizéiert hunn! An domat ass hie genau deemselwechte Regimm ënnerworf wéi all déi aner Membere vun der Inspektion générale de la Police. Dat ass den allgemengen Disziplinarregimm vun der Fonction publique.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - De Minister huet mer grad recht ginn, wéi ech déi Remark gemach hunn, da sinn d'Sozialisten net sécher...

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Justizminister!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Just eng Remark, fir dem Alex Bodry bäizeflichten an och fir ze rappéléieren, dass, wéi deemools e Magistrat un d'Spëtz vun der IGP komm ass, och e Gesetz nach gemaach ginn ass, fir och déi Transfere legal kloer ofzestiechen. Do gëtt et also nach eng zousätzlech Base légale.

Wann ech d'Wuert schonn hunn, wëll ech och dann nach eng Kéier op engem zweete Punkt dem Alex Bodry bäiflichten, wann e rappéléiert, dass an deem Rapport, deem e deemools geschriwwen hat, deen an der Kommissioun eestëmmege uegoholl gi war, de Punkt vum Non-retour bei d'Police net just een Element vun deem Rapport gewiescht ass, dat war d'Häerzstéck vun deem Rapport! Dat zentraalt Element vun deem Rapport war déi do Dispositioun an déi ass ënner enger deemoleger Regierung mat Bedeelegung vun der CSV eestëmmege an der Kommissioun uegoholl ginn. Et ass an den Debatten hei ausdrécklech ënnerstëtzt ginn, grad deem dote Punkt. Dofir kann ech mech och selwer do nëmme wonnere iwwert dee Revirement op där doter zentraler Dispositioun vun dëser Reform.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da géife mer elo zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7044 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwuer.

34-mol Jo, 26-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7044 uegoholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Gilles Roth), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet iwwergoen, de Projet 7040 iwwert den Disziplinarstatut vun der Police. An d'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Alex Bodry.

10. 7040 - Projet de loi relatif au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale

Rapport de la Commission de la Force publique

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Här President, dëse Projet ass am Fong de Corollaire vun der Polizeireform, déi mer virun e puer Woche gestëmmt hunn, a vun der Reform vun der Inspektion générale de la Police, déi mer elo grad hei als Chamber guttgeheescht hunn.

D'Spezifisitéit vun der Polizeiarbecht par rapport zur Arméi spigelt sech an der Formatioun, am Rekrutement, an der Organisatioun, an de Missiounen vun der Polizei erëm. D'Polizei ass also kee militäresche Corps méi am enke Sënn vum Wuert. Dat ass zumindest ganz kloer gi schonn am Gesetz vun 1999 an dat ass eigentlech nach renforcéiert ginn duerch déi Polizeireform, déi mer viru Kuerzem hei guttgeheescht hunn.

Et ass also och logesch, dass d'Disziplinarrecht deem dote Fait, där doter Realitéit Rechnung ze droen huet. Et gëtt Zäit, dass mer also och dat Disziplinarrecht, wat elo nach integréiert ass an d'Disziplinarrecht, wat och d'Arméi betrëfft, dass mer dat also nei opstellen.

Nieft also dësen institutionellen Iwwerleeungen ass et virun allem awer och d'Noutwendegkeet, fir eist Disziplinarrecht vun der Polizei konform ze maachen zu allgemenge Rechtsprinzipien an och zu der Europäescher Menschenrechtskonventioun an hirer Jurisprudenz, esou wéi si och vun de Lëtzebuurger Gerichter interpretéiert ginn ass.

Et ass wichtig ze wëssen, dass et zwou Decisiounen gëtt virun eiser Cour constitutionnelle, Arrête vum 15. November 2013 a vum 10. Juli 2015, wou eng Fro, eng wichteg Fro tranchéiert ginn ass. Dat ass déi vun der Verfassungsméissegkeet vun engem spezielle Régime disciplinaire fir d'Polizei; well et jo och Stëmme ginn, déi gesot hunn: „Ma firwat solle mer fir d'Polizei net einfach d'allgemengt Disziplinarrecht vun der Fonction publique geltend maachen?“ Et gëtt also Decisiounen, déi ganz kloer beluecht hunn, dass et gutt Grënn ginn, fir eng Distinction ze maachen téschent dem Disziplinarrecht fir d'allgemengt Fonction publique an dem Disziplinarrecht fir d'Polizei, quitte dass dat elo analyséiert ginn ass am Kader vun deenen aktuelle gesetzleche Bestëmmungen, déi och d'Arméi betreffen.

Also et gi ganz gutt Grënn, fir elo, wat d'Disziplin bei der Police ugeet, sech lasszéiere vun deem Regimm, dee fir d'Arméi, also fir d'Leit gëllt, déi an engem Militärregimm mat dra sinn. Dat schéngt mer och wichteg ze sinn a gläichzäitig eng Bewegung ze maachen a Richtung fir méi no op den aktuellen allgemenge Regimm vun der Fonction publique ze kommen, ouni awer dass et zu enger kompletter Iwwerschneidung kënn.

Also déi Optioun, déi hei geholl ginn ass a wou och d'Kommissioun hannendrusteet, ass, fir ze soen: Mir denke schonn, dass et gutt Grënn ginn, fir fir d'Polizei e speziell Disziplinarrecht virzugesinn, wat anescht ass wéi dat vun der Arméi, well d'Virgoen an d'Missiounen vun der Arméi, d'Organisatioun vun der Arméi eng aner ass wéi déi vun der Polizei, déi haaptsächlech en ziville Corps ass, mä awer och net gläichzesetzen ass mat enger normaler Statsbeamtenaarbecht, wat eng administrativ Aarbecht ass an déi net ze vergläichen ass mat där Aarbecht, déi zur normaler Polizeiarbecht gehéiert, wou et drëm geet, och fir d'Sécherheet ze garantéieren, wou also Aarbecht um Terrain néideg ass a wou och do ganz aner Froen vun Disziplin sech stellen, wéi dat bei enger normaler administrativer Aarbecht um Büro de Fall ass.

Et ass an där heite Matière schonn e Gesetzesprojekt ginn. Hei ass et net wéi an där Matière virdrun, wou et e Virprojekt ginn ass. Hei ass et schonn e Gesetzesprojekt gi bei der vieregter Regierung 2012. An dee Gesetzesprojekt ass an d'Prozedur gaangen an dee Gesetzesprojekt ass awer konfrontéiert gi mat engem kriteschen Avis vum Statsrot, dee gesot huet, dass et besser wär, op de Wee vun engem spezielle Regimm fir d'Polizei ze goen, an net, wéi de Minister Halsdorf dat nach a sengem Projet virgesinn hat, et awer am Beräich vun der Arméi dranzeloossen.

Duerfir ass dës Regierung dohinnergaangen a se huet wéinst där fundamentaler Fro do en neie Projet ausgeschafft an och 2016 dann deponéiert an engem äänlechen Zäitraum, wéi déi aner zwee Projeten, déi d'Reform vun der Polizei uginn.

Wat sinn elo déi Hauptneierungen duerch dëse Projet de loi? Ech géif der véier opzielen.

Mat deem heite Gesetzestext kritt, wéi ech scho gesot hunn, d'Polizei en Disziplinarregimm, deen net méi dee vun der Arméi ass.

Zweetens: D'disziplinaresch Instruktioun gëtt net méi wéi haut innerhalb vum Polizeicorps duerchgefouert. Dës Instruktioun, déi och d'Rechter vun de betraffene Polizisten respektéiert, gëtt an Zukunft vun enger onofhängeger an onparteiischer Instanz duerchgefouert, der Inspection générale de la Police. Dat gëtt eng vun den Haaptmissiounen, déi d'Inspektion an Zukunft wäert hunn, während se bis elo komplett aus deem doten Domän eigentlech eraus war.

An der Generalinspektion ass, wéi ech virdu scho gesot hunn, e speziell Departement virgesinn, dat déi doten Enquêté mécht. A wann, wéi gesot, aner Enquêté zu de selwechte Faite schonn duerchgefouert gi sinn, da gëtt also opgepasst, dass do net déiselwecht Leit tätég ginn, fir déi zwou Enquêté ze maachen.

Dat bitt also all Garantien a mengen Ae vun enger transparenter, onofhängeger a kontraktorscher Prozedur. Eng Prozedur, déi, wéi d'Gesetz et ausdrécklech seet, all Elementer à charge et à décharge muss sammelen, wat de betraffene Polizist vun där Enquêté do ueget. An d'Decision läit da beim Generaldirekter respektiv beim Polizeiminister. Dat hänkt also vun der Héicht vun der Strof of, déi do jeweils soll verhaange ginn.

Déi drëtt Neierung, dat ass, dass et net méi wéi elo zwou Zorte vun Disziplinarprozedur ginn, mä et gëtt nëmme méi eng eenzeg Disziplinarprozedur, déi herno zur Konklusion kënnt, méi oder manner staark ze bestrofen. Mä et gëtt net vu virera gesot eigentlech: Mir gewiichte praktesch d'Gravitéit vum Feelverhalen an doropshi ginn dann déi eng oder déi aner Disziplinarprozedur declenchéiert. Wéi grav et ass, dat stellt sech jo eigentlech eréischt zum Schluss vun enger Enquêté eraus. An duerfir ass et richtig, dass mer do nëmme eng eenzeg Disziplinarprozedur an Zukunft duerchféieren, selbstverständlech mat deene selwechte Garantie fir de Corps respektiv fir déi betraffte Leit.

Véiert Haaptneierung vun deemem Projet de loi: D'Disziplinarprozeduren nähere sech dem allgemengen Disziplinarrecht vun der Fonction publique un, ouni komplett mat deem Disziplinarregimm ze verschmelzen. Et gëtt virun allem awer den nationalen an europäesche Jurisprudenz ronderëm d'Rechter vun deem Einzelne bei Disziplinarverfahre voll a ganz Rechnung gedroen.

Eng Präzision nach, wat den Uwendungsbereich vun deemem Text ueget: Déi nei Bestëmmungen iwwert d'Disziplin bei der Polizei betreffen, wéi gesot, d'gesamt Personal vum Polizeikader, vun der Police grand-ducale, a se gëllen och fir aner Membere vum Polizeikader, déi a bestëmmten aner Verwaltungen detachéiert sinn, och si falen drënner. Net drënnerfält d'Zivillpersonal vun der Police wéi och d'Membere vun der IGP. Dat schéngt mer och normal ze sinn, och wat d'IGP ueget, well ee soss jo och hätt missen en total neien Instruktionssystem erfannen, well d'IGP ka jo dann net selwer fir hir Membere eigentlech d'Instruktioun féieren. Duerfir schéngt et eis logesch ze sinn an deem heite Fall, dass een also do och enger Mesure virgesäit.

Dat wëllt awer selbstverständlech net heeschen, dass d'Zivillpersonal bei der Police wéi och d'Membere vun der IGP kengem Disziplinarrecht ennerleie géifen. Si ennerstinn dem allgemenge Regimm vun der Fonction publique.

D'Gesetz zielt déi eenzel Flichte wéi och d'Rechter vun de Polizisten op. Dat geet also vun der Ausféierung vun Uerderer, iwwert d'Behuelen am Service bis hin zur Tenue vestimentaire an dem Émgang mam Material. Dat sinn also alles Regelen, déi opgezielt ginn: Wat sinn d'Flichten, wat sinn d'Rechter vun de Membere vun der Polizei? An äänlech wéi dat am Statut vum Fonctionnaire de Fall ass, fënn en also och Bestëmmungen, déi awer anescht formuléiert sinn, spezifesch zougeschnidden op d'Polizeiabrecht, an deem heite Gesetzestext erëm.

A wann ee sech natierlech net un déi dote Regelen hält, da kann dat zu engem Disziplinarverfahre féieren. Mä selbstverständlech dierf een awer och net vergiessen, dass hei och wéi beim Militär e System vu Recompensé virgesinn ass, also Auszeechnungen, déi fir besonnesch Meritter kënnen verhaange ginn. Och dat ass an deem heite Gesetzestext iwwert d'Disziplin geregelt.

All déi Flichten, déi dra sinn, dat sinn eigentlech praktesch Applikatiounen vun engem Devoir d'obéissance, engem Devoir de réserve oder engem Devoir de neutralité, wéi ee se och an anerem Disziplinarregimm erëmfënnt. Mä gläichzäitig awer gëtt och hei festgehalten, dass selbstverständlech e Recht op fräi Meinungsäusserungen ënnertenee besteet a selbstverständlech och, et ass wichteg, mengen ech, drop hinweisen, d'Recht vun engem Member vun der Polizei, fir illegal Uerderer, déi kënnen en Delikt oder e Crime duerstellen, net auszeféieren. Si hu souguer d'Obligatioun, fir se dann net auszeféieren.

Nieft also enger Lëscht vu Sanktiounen - déi ech net wäert hei in extenso opzielen, dat kënnt Der alleguerten am Text noliesen - gesäit also den Text och vir, wéi ech gesot hunn, dass se offiziell Unerkennunge kënnen kréien. D'Palett vun den disziplinaresche Strofen ass äänlech wéi am allgemengen Text iwwert d'Disziplin an der Fonction publique. Dat reecht also vum Avertissement bis hin zur Revocatioun. D'Revocation ass also déi schäerfste Strof, wou een all Postentitelen, Auszeechnungen a Pensionsrechter verléiert.

Dee Gesetzestext gesäit dann och vir, an dat war en Diskussionspunkt, dass kënnen provisoresch a konservatoresch Moosname geholl ginn. Et war och dat, wat bis zum Schluss nach bei der Polizeigewerkschaft kritiséiert ginn ass. Et gëtt eppes Äänlech och am allgemenge Recht vun der Fonction publique, et geet also drëm, wann iergendeng Enquêté, sief et eng Enquêté judiciaire, sief et eng Preenquêté oder sief et eng Disziplinenquêté géint e Polizist leeft, dass dann d'Méiglechkeet besteet, fir entweder eng temporär Affektatioun an en anere Service vun der Polizei ze maachen - dat dierf net méi wéi sechs bis zwielef Méint daueren - oder awer souguer eng Suspension vun deem Fonctionnaire hei virzehuelen, wou an deem heite Fall, am zweete Fall, nieft dem Interesse vun deem Service, dee kann als Grund gëllen, selbstverständlech och den uerdentlechen Deroulement vun der Enquêté als Motiv vun esou enger Moosnam kann invoquéiert ginn. Dat ass beim éischte Fall, bei der temporärer Affektatioun, déi eenzeg Motivatioun, déi ee kann huelen, fir esou eng conservatoire Moosnam ze huelen.

Wien ass elo zoustänneg, fir d'Disziplinarverfahren ze verhängen? Dat ass de Polizeiminister op där enger Säit, dat ass de Generaldirekter vun der Police op där anerer Säit, wann et sech, wéi gesot, ëm Strofen handelt, wou d'Verwarnung, d'Reprimande an d'Geldstrof bis ee Fénneftel vum Bruttomonatsgehalt (veuillez lire: ginn). Alles wat driwwer ass, dat fält dann an déi alleing Kompetenz vun Polizeiminister, fir d'Stof ze verhängen. Mä do ass en och net fräi, ze decidéieren. Do ass natierlech de Conseil de discipline vun der Fonction publique, deen hei spilt.

Et ass elo net méi e spezifesche Conseil de discipline, deen hei agesat gëtt, deen en Avis gétt. En Avis, deen awer der Autoritéit, déi herno d'Stof ze verhängen huet, hir Marge de manoeuvre relativ staark aschränkt. An deem Sënn, se dierf dann zum Beispill, wann de Conseil zur Konklusion kënnt, dass näischt virläit, keng Strof verhängen. A wann de Conseil de discipline sollt der Meinung sinn, dass eppes virläit an eng Strof proposéiert, da kann de Minister op jidde Fall net méi streng bestrofen, wéi de Conseil de discipline dat a sengem Avis festgehalten huet. Hie kann héchstens eng manner staark Strof ginn, wéi dat de Conseil de discipline vun der Fonction publique virgeschloen huet.

Do sinn also, wéi gesot, och an de Prozedur sämtlech Garantien, déi néideg sinn. De Conseil de discipline selwer kann och nach Enquêtesmoosnamen ordonnéieren. Et kann also nach eng Kéier zu enger zweeter Enquêté kommen. E kann d'Leit alleguerten nach eng Kéier unhéieren. Alles dat ass hei an den Texter virgesinn.

Wat fir mech wichteg ass, ass d'Fro: Wat fir eng Inzidenz huet eng Enquêté judiciaire par rapport zu engem Disziplinarverfahren? Dat ass eng Fro, déi sech praktesch oft stellt, well Disziplinenquêté oft méi schnell virukomme wéi d'Enquêté judiciaire. Do kënnen Jore vergoen. Dozou hat ech, ech erënnere mech do un eng ganz penibel Affär, wat d'Arméi ueget, d'Affär vun de sougenannten erfuerenen Zeiwen, wou u sech sengerzäit de Conseil de discipline, dat war dann dee vun Militär, refuséiert huet, disziplinaresch en Uerteel, en Avis ze ginn, well en op eng Enquêté judiciaire verweisen huet, déi verjäre gelooss ginn ass vum Parquet, soudass u sech déi Persoun, do huet en aneren Aléa de la vie gespilt, mä déi Persoun, déi eigentlech opgrond vun der Enquêté disciplinaire am schäerfste verstouss hätt géint d'Disziplinarrecht, géint déi ass am Fong ni eng Disziplinarsanktioun ausgeschwat ginn. Mä géint anerer, déi manner staark belaauscht waren, sinn Disziplinarstrofen ausgeschwat ginn. Eppes, wat

mech nach bis haut, muss ech soen, immens rose mécht, well do eigentlech am Fong de Conseil de discipline selwer sot: Neen, mir wëllen dat net.

Dat geet eigentlech mat deem heiten Text net méi. Mat deem heiten Text ass eigentlech de Prinzip, dass d'Affär disziplinaresch weidergeet, och wann eng Enquêté judiciaire parallél dozou leeft. Mä et ass u sech nëmme, wann aner Instanze froen, dass se sollen ophalen, dann hale se op a se waarden dann, bis eng Decisioun dann och um Penale geholl ass.

Alles dat, mengen ech, si relativ vill Detailler. Ech gesinn, meng Zäit leeft och sou wäit of als Rapporteur. Ech wëll also net ze wäit nach elo an den Detail vun deem heiten Text eragoen. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer hei och Rekursméiglechkeete virgesinn. Bei den Decisiounen, déi de Minister hält, ass et de Conseil de Gouvernement, deen dann als Rekurs besteet, a beim Polizeidirekter, Generaldirekter ass et dann u sech de Minister, deen déi dote Fonction iwwerhëlt. Mä et ass natierlech och nach e Recours en réformation virgesi beim Verwaltungsgericht bannent dräi Méint.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dese Gesetzesprojet ass also dee leschten elo vun enger Serie vun dräi, déi mer an deene leschte Wochen hei duerchgeholl hunn, déi d'Reform an d'Modernisation vun der Polizei an hirem Regimm hei virgesäit. Ech si frou, lech kënnen matzedeele, dass entgéint deem, wat beim viregte Projet gegollt huet, hei Eestëmmegeet an der Kommissioun geherrscht huet, wat deen heite Punkt ueget. Dat ass och gutt esou.

An deem Sënn hunn ech och kee Problem, hei unzekënnegen, dass d'LSAP-Fraktioun deen heiten Text wäert stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An éischte Riedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf.

Discussion générale

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'Alleréisch dem Rapporteur Alex Bodry Merci soe fir säi wierklech ausféierleche schrëftlechen, mä awer haut och ausféierleche mündleche Rapport. En huet Aspekter wéi d'Sanktiounen, d'Rechter, d'Flichten e bëssen erkläert. Ech wëll net dorop agoen, mä ech wollt e puer generell Statements maachen, well fir eis ass et kloer, mat deem Disziplinalgesetz kréie mer nees een un eis modern Zäit ugepasstent Instrument, fir an der Police d'Disziplin ze regelen.

Dat ass wierklech noutwendeg, well dat aktuell Gesetz, dat wëssen déi meescht heibanen, dat ass aus dem Joer 1979, aus enger Zäit, wou d'Gendarmerie an d'Polizei nach separat geschaff hunn, wou also nach keng Fusion war. Déi ass jo am Joer 1999 komm. Duerfir si säit där Zäit vill Uerteeler gesprach ginn an de leschte Joren, an déi hunn zu Blocagé geféiert an der Applikatioun vum Gesetz an och Inkohärenze sinn entstanen.

Dëst Gesetz awer huet déi Ausriichtung, ech mengen, déi de Rapporteur elo gesot huet: Op där enger Säit gëtt schonn de Partikularitéite vun der Polizei Rechnung gedroen an op där anerer Säit gëtt sech awer staark um generellen Disziplinarstatut vun der Fonction publique orientéiert oder ugeleent.

Dëst Gesetz gouf jo am August 2016 deposéiert. Virun hat déi lescht Regierung, dat huet de Rapporteur och gesot, e Gesetz am Januar 2012 deposéiert. Wat mer opgefall ass: Déi zwee Gesetzestexter hu praktesch deeselwechten Exposé des motifs, wat jo och weist, dass d'Problemstellung erkannt ginn ass. Mä d'Gesetzestexter sinn awer verschidden, an dat kann ech och kuerz erklären. Deemools, bei deem am Joer 2012 hu mer näämlech gemengt, dat neit Disziplinalgesetz misst sech un deem orientéiere vun 1979, wou et eben e Gesetz ginn ass fir déi zwee Corpsen, fir d'Arméi an och da fir d'Polizei. A mir hunn och geduecht, dass een domat kéint d'Iddi vun der Force publique stäerken.

Mä, et ass gesot ginn, am November 2012 huet de Statsrot mat sengem Avis e Strich duerch d'Rechnung gemaach mat Opposition-formellen. Hien huet jo gemengt, d'Arméi an d'Polizei wäeren, wat hir Charakteristiken ueget, ze wäit auserneen, loosse mer emol esou soen, fir dann ee gemeinsamen Text ze hunn, deen alles kéint regelen. An Dir hutt och d'Fro opgeworf vun der Discipline militaire, hien huet och gesot, déi Prinzipie vun der Discipline militaire, déi wäeren net präzis genuch.

Ech ka soen, mir hunn eis deemools och schonn doru ralliéiert a mir hunn an engem éischte Schrëtt un engem Text och geschriwwen, deen deem aktuell virleien Text a ver-

schiddene Punkte gläicht. D'Ausriichtung vun deem Text vun 2012/2013 war genau déiselwecht: d'Disziplinarprozedur méi no un ee generelle Statut also vun de Statsbeamten ze bréngen, och nëmme méi eng Prozedur ze maachen, well aktuell hu mer der zwou, an och den Délai de recours en réformation vun engem Mount op dräi Méint eropzesetzen a schliisslech och nach net méi vu Peinen ze schwätzen, mä vu Sanktiounen.

Et war een Ennerscheid an deem Text, an zwar dëst Gesetz, de Rapporteur huet et och gesot, bréngt eng, ech nennen dat emol esou, Externalisatioun vun den Instruktiounen am Kader vun den Disziplinprozeduren. Ech ka soen: Mir hätten dat deemools net gemaach. Hei ass et elo gemaach ginn op Basis vun enger Chambermotioun oder anescht gesot an engem Kader vun enger Orientatiounsdebatte iwwert d'Police aus dem Joer 2009, där ass hei Folleg gelescht ginn. An esou kritt d'IGP d'Méiglechkeet, Prozeduren ze maachen.

Wéi relevant dës nei Dispositioun, déi awer wichteg ass, ass, dat wäert eis d'Zukunft weisen. Wichteg ass fir eis, dass mer ee kohärent Instrument kréien, fir ze schaffen, am Fong geholl, ech géif soen ee moderne Régime disciplinaire, deen de Jurisprudenz vun eisen administrative Juridictionen an och vum Europäesche Mënscherechtsgerichtshaff Rechnung dréit. An dat kréie mer mat deemem Gesetz. An duerfir wäert d'CSV dëst Gesetz dann och stëmmen.

Et ass zwar eng Fro, Här Minister, déi nach opsteet, wou ech lech wollt froen, dat ass: Wou si mer mam Disziplinalgesetz fir d'Arméi drun? Do hat d'Regierung mer gesot, ech hat dat nogelies, dass bis Enn 2016 esou en Text géif virleien. Wou si mer elo drun, wat d'Arméiengesetz ueget betreffend d'Disziplin?

Voilà, Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. Bei deemem Gesetzesprojet geet et drëm, der Police eng modern Disziplinaruerdung ze ginn, déi der Zäit ugepasst ass an och den Ufuerderunge vum Europäesche Gerichtshaff fir Mënscherechter an eise Verwaltungsgerichter entsprecht.

D'Reform vum Régime disciplinaire schreift sech domat an d'Reform vun der Police, déi mir virun dräi Wochen op deser Plaz gestëmmt hunn, an déi vun der IGP, déi mir elo grad hei gestëmmt hunn, an.

Aktuell gëtt de Régime disciplinaire duerch d'Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert d'Disziplin an der Force publique geregelt, dat een eenzege Regimm fir d'Arméi, d'Gendarmerie an d'Police virgesäit. Zanterhier ass esou munches geschitt. D'Gendarmerie ass mat der Police zesummegeleucht ginn, d'Arméi reforméiert an d'IGP geschaaft ginn. Fir net alles dat nach eng Kéier ze widerhuelen, wat scho vu menge Virriedner gesot gouf, wëll ech mech op eenzel Elementer beschränken. An dem neien Dispositif ass virun allem virgesinn, dass d'Inspection générale vun der Police an net méi de Generaldirekter zoustänneg ass fir d'Disziplinarverfahre géint d'Policebeamten.

Doduerch, dass en onofhängegt an onparteiischt Organ fir dese Aufgab agesat gëtt, ass e wichtege Schrëtt gemaach, fir d'Effikasitéit an d'Transparenz vun där Prozedur ze verbesseren.

Eng gutt a performant Kontroll vun der Police an eng adequat Sanktiounsprozedur verbesseren net nëmme d'Qualitéit vun der Police hirer Aarbecht, mä verstärken och d'Vertraue vun de Bierger.

D'Afféiere vun enger eenzege Procédure disciplinaire ass och an deemem Sënn. Den aktuelle System ennerscheet effektiv tëschen zwou Aarte vun Disziplinaresuren: der Enquêté pour les peines mineures an der Instruction pour les peines possibles vum Conseil de discipline. Jee no Prozedur variéieren d'Sanktiounen grad wéi déi accordéiert Garantien. Den Noedel beim aktuelle System läit doran, dass, soubal d'Prozedur ageleent gëtt, de Virgesetzten iwwert d'Sanktiounen entscheede muss, obwuel den Ausgang vun der Instruction nach net kloer ass.

Domat besteet natierlech de Risiko, dass d'Objektivitéit vum Disziplinarverfahren ennergruwe gëtt. Des Weidere gëtt d'Sanktiounsbeugnis vum Minister an dem Generaldirekter vun der Police beschränkt. Ouni Avis vum Conseil de discipline dierf de Generaldirekter nach just geréngfüeg Sanktiounen verhängen.

D'DP ass der Meinung, dass mat dese Mesuren d'Police beschtens geréicht ass, fir hir Aufgaben ze erfüllen. An Ueberrecht vun den Aufgaben, déi d'Police ze erfüllen huet, an de Virrechter, déi se dofir och huet, stinn Disziplin,

Rigueur, Seriositéit an Effikassitéit am Vierdergrond vun den Uspréich, déi u si gestallt ginn.

Déi allermeescht Polizisten a Polizistinne maachen hir Aarbecht exzellent an ouni dass een hinnen eppes virgeheie kann. Hinnen sief op dëser Plaz e grouse Merci gesot fir hir Aarbecht, déi se am Dénsgsch vum Bierger Dag fir Dag erleedegen.

Leider ginn et awer och ëmmer erëm schwaarz Schof, déi de gudde Ruff vun eiser Police beanträchtegen an duerch hiert Verhalen och hire Kollegen a Kolleginnen schueden. Géint déi virzegoen a se op eng ugemooenen Aart a Weis ze bestrofen, ass essenziell an och sinn iwwerzeugt, dass mer mat dëser Reform vum Disziplinarverfahren déi néideg Jalone setzen, fir dëser Aufgab beschtméiglech nozekommen.

Här President, dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der DP. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an och dës Kéier erëm ouni awer wëllen de Rapporteur ze vergiessen an him hei op dëser Plaz da Merci ze soe fir säi mëndlechen a säi schrëftleche Rapport.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Nächste Riedner ass den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Wann ech menge Virriedner hei gutt nogelasschert hunn, ass praktesch alles gesot ginn zu dësem Gesetz. Insbesondere dem Rapporteur säi mëndleche Rapport ass op alles agaangen, esou dass ech net méi vill brauch dozou ze soen.

An dofir ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och nach eng Kéier e grouse Merci un den Här Bodry, deen et net einfach hat, eis ze erklären, firwat de Régime disciplinaire vun der Police a vun der Arméi muss getrennt sinn. Dat ass och net esou einfach ze verstoen. Natierlech brauch de Régime disciplinaire vun der Force publique vun 1979 bis haut eng Rei vun Reformen, dat ass evident. Zum Beispill den Auditeur militaire, de Fonctionnement vun der Jurisdiction militaire, fir méi Rechtsstaatlechkeet do eranzekréien, hält solle reforméiert ginn. Oder och d'Strofen.

Den Här Bodry huet jo gesot, dass een zum Beispill kann d'Pensiounsrechter oferkannt kréien. Ass dat nach zäitgeméis? Och dat si Froen, déi een hätt missen ugoen. Awer déi Trennung vun deenen zwéi Régimes disciplinaires en tant que tel, dat ass net esou evident. Et gëtt e grouse Parallelismus tëschent deenen Administratiounen, eng grouss Solidaritéit an och eng grouss Parallelitéit an de Missiounen. An dorobber wäert ech nach zréckkommen. Op jidde Fall geet dat Argument, wat am Rapport steet, dass d'Modernitéit dat bestëmmt, sécher net duer, fir déi Trennung elo hei ze erklären.

De Statsrot hat effektiv en Avis ginn, wou e gesot huet, d'Police géif sech vun der Arméi do duerch ënnerscheiden, dass de Polizist eng Initiative personnelle muss weisen; de Member vun der Arméi bräicht déi net ze weisen. Dat ass iwwerraschend, well u sech huet d'Police jo an deene leschte Joren, wat d'Initiative personnelle ugeet, Rechter ewechgeholl kritt. Wou fréier de Polizist bei Bagatellen nach konnt duerch d'Fanger kucken, gëtt dat haut bal als Entrave à la justice duergestallt, an anescht bei der Arméi, wou u sech déi individuell Leeschtung, den individuelle Courage besonnesch ausgezechent gëtt, wéi och an der Polizei, mä wat just beweist, dass d'Militär eben net déi amorph Mass ass, als déi se offensichtlech am Statsrot duergestallt gëtt, mä e Kollektiv vun Individuen, déi sech individuell och asetze fir d'Idealer, déi se solle verdeedegen.

Och ass et méiglech, gemeinsam Aktiounen tëschent Polizei an Arméi ze envisagéieren. Et gëtt do eng Rei vun Zeenarien: Et gëtt d'Requisition, wou d'Polizei hei am Land de Lead huet. Et gëtt awer och d'Missioun vun der Police militaire, déi am Ausland muss funktionéieren. An et ass schwéier, ze envisagéieren, dass do am Kader vun enger selwechter Missioun zwéi komplett verschidde Regimme géifen d'Disziplin regelen.

Bei den Uerderer ass et och esou, dass d'Verantwortung hei eigentlech verlagert gëtt op eng Plaz, wou se net higeheiert. Et ass den Offizier, deen d'Verantwortung huet fir deen Uerder, deen e gëtt. Et ass hien, dee sech schëlleg mécht, wann en Uerder gëtt, deen d'Mënscherechter net respektéiert.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Hei ass et esou, dass eigentlech de Subordonné gesot kritt: Wann en Uerder gi gëtt, dann dierfs de

deem net ausféieren, wann e mat Wëlle géint eng Disposition vum Strofrecht ënnerholl gëtt. Et ass d'Ausféierung vum Uerder, déi elo strofrechlech consideréiert gëtt, amplaz d'Gi vum Uerder. An dat ass eng Verschiebung vun der Verantwortung vum Supérieur hiérarchique op de Subordonné, déi sécher net dee richtigen Usaz ass. Hei hätt et gegollt, d'Verantwortung vum Offizier fir déi Uerderer, déi e gëtt, nach eng Kéier ze betounen.

Et ass och fir eis eng Fro, fir d'Spezifisitéit vun de Beruffer an der Force publique vun der Arméi a vun der Police ze erhalen. An dat heescht och, dass d'Arméi an d'Police effektiv en Disziplinarreglement brauchen, dat hire Missiounen entsprécht, dat also net kann ze vill no beim Statut général vun der Fonction publique sinn, déi jo ganz aner Missiounen huet.

Et ass och eng Fro, ob dëst Gesetz net zu der Politiséierung vun der Police féiert. Mir hu bis elo de Prinzip gehat, dass de Polizist net soll kandidéieren, wéi och de Militär net, bei Wahlen, dass e sech u sech soll aus der Politik eraushalen a komplett neutral sinn.

Déi Dispositionen, déi elo hei fir d'Police gëllen, déi hunn nach ëmmer eng politesch Reserv an deem Sënn, dass an enger Kasär, an engem Kommissariat, wou och ëmmer, iwwerhaapt keng politesch Aktivitéit ka gemaach ginn, dass am Dénsgsch och keng politesch Meinungen do kënnen geäussert ginn. Mä et steet net am Gesetz, dass de Polizist net dierf Member an enger Partei sinn, dass en net dierf kandidéieren bei Wahlen.

An da stelle sech natierlech d'Froen: Ass dat kompatibel mat senger Fonctioun? Gëtt et do net Widderspréich, Interessekonflikter, wann en elo iergendwou zum Beispill op kommunalem Niveau géif kandidéieren, op kommunalem Niveau, wou en awer och eng Polizeiaufgab muss erfëllen? Just ee Beispill, fir ze soen, dass do awer Potenzial ass fir eventuell Interessekonflikter.

D'selwecht kann ee sech froen, wann dee Verbuet vun der politischer Aktivitéit vun der Police eigentlech esou net méi gëllt, ob dat net den Ufank ass vun enger Politiséierung vun der Police, dass deen, dee sech méi no bei där enger oder bei där anerer Partei fillt, op eemol do e Virdeel huet par rapport zu Kollegen, déi an der Anciennetéit awer eligibel wäeren, fir eng héich Funktioun an der Police ze kréien. Et ass also op jidde Fall eng Disposition, déi mir hannerfroen wëllen, déi mir net einfach esou kënnen akzeptéieren.

Positiv ass, dass verschidde Prozedure vereinfacht gi sinn, wat jo och vun de Polizeigewerkschaften an deem Sënn begréisst gëtt. Mir hunn also hei e Gesetz, wat an eisen Aen net onbedéngt de richtigen Usaz ass, fir d'Disziplin an der Force publique ze reforméieren, wat eng ganz Rei vu Froen an Nodeeler opwerft, wat och baséiert op enger falscher Perception vun der Aarbecht vum Militär an och vum Rôle vun der Polizei an eng Rei Risiken a sech dréit.

Begeeschtert si mer net. Mir wäerten eis bei dësem Projet enthalten.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemeiner Diskussioun. An den Här Minister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Jo, mir bleift dann och just nach, dem Rapporteur e grouse Merci ze soe fir säi Rapport an awer och, vu dass et deen drëtten Projet ass vun deenen dräi, déi eigentlech déi gesamt Reform vun der Police bedeuten, allgemeng all deene Bedeelegten nach eng Kéier ee grouse Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer haten, fir déi vill Diskussiounen, déi mer haten, och de Gewerkschaften Merci ze soe fir déi Diskussiounen, déi mer haten. Mir hu probéiert, dee ganze Prozess vun där Policereform esou transparent wéi méiglech ze maachen. Mir hunn ugefaange mat engem Audit, wou och jiddweree konnt gehéiert ginn, dee wollt gehéiert ginn.

Mir hunn duerno Aarbechtsgruppe gehat, déi ganz divers zesummegeat waren, fir eben déi Policereform méiglech ze maachen. Mir hunn natierlech vill Diskussiounen gehat, wou mer eis net op alle Punkte konnten eens ginn. Virun allem hate mer och oft d'Situatioun, dass d'Gewerkschaften respektiv d'Personalvertriedung, well d'Police huet där jo méi, Iddien a Virschléi haten, déi zum Deel diametral opposéiert waren, wou et also schwéier war, Kompromisser och ze fanne mat alle Bedeelegten. Mä ech mengen awer, dass mer mat der Reform vun der Police, mat der Reform vun der IGP, mat der Reform vum Disziplinsgesetz elo eng wierklech gutt, nei, modern Police op d'Bee gestallt hunn.

Ab dem 1. August missten déi sämtlech Gesetzer a Kraaft treden. Domadder hätt d'Police déi Moyene kritt, déi se brauch, fir méi effikass kënnen ze schaffen, déi se och brauch, fir méi Präsenz um Terrain kënnen ze hunn, déi se awer och brauch, fir hir Missiounen anstänneg kënnen ze maachen.

Dat heiten ass definitiv ee ganz wichtege Projet gewiescht, déi ganz Reform vun der Police. Et huet och dofir e puer Joer gedauert, bis mer doduerch waren. Ech wëll dofir och der Presidentin vun der Kommissioun e grouse Merci soen, déi et och net ëmmer einfach hat, fir déi ganz Debaten ze geréieren.

Ech mengen, mir hunn hei alleguerten zesammen, zumindest déi, déi dann och positiv mat dru geschafft hunn, eppes fäerdegruecht, wou mer deelweis an deene ganzen Debatte gezweifelt hunn, ob mer et nach hikriten. Ech mengen, mengem Virgänger war et net vergonnt, et hinzekréien. Mä mir hunn et awer elo gemaach. An ech soen der Chamber elo scho Merci, fir och dat heite Gesetz, d'Disziplinsgesetz och ze stëmmen, fir, wéi gesot, dee ganze Projet ofzerënnen.

E grouse Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Ech mengen, da kënnen mer zur Ofstëmmung vum Projet 7040 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7040 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo gläich eriwuer.

56-mol Jo, 3 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 7040 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Gérard Anzia), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir ginn zum nächste Projet iwwer. Dat ass de Projet 7228. An d'Madamm Tess Burton ass scho prett. Si kann dat da besser maache wéi ech.

11. 7228 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets;

2° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; et

3° de la loi du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative

Rapport de la Commission de l'Économie

► **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** - Gutt. Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, am Projet de loi mat der Nummer 7228, wouvun ech lech elo de Rapport wäert maachen, geet et virun allem em d'Grande-surfacen, also em eis Supermarchéen, déi eng

Gréisst hu vu méi wéi 400 m². De Projet de loi ass den 22. Dezember vum Wirtschaftsminister deposéiert ginn.

Bis haut gouf et fir d'Grande-surfacen, déi sech hei zu Lëtzebuerg installéieren wollten, eng speziell Autorisatiounsprozedur. Déi Prozedur war allerdéngs relativ schwéierfällg, dofir soll dës Prozedur mat dësem Gesetzestext erëm ofgeschafft ginn. Déi Prozedur war net nëmmer eng Laascht fir de Ministère, deen déi Prozedur huet missen iwwerpräiwen, mä virun allem och fir d'Britiber, déi hu misse schwéier Dossieren erarechen.

Den administrativen Opwand stoung domat net a Relatioun mam Resultat, well all Grande surface, déi sech hei zu Lëtzebuerg installéieren wollt, huet an der Vergaangenheet eng Autorisatioun krut. Dobäi koum, dass de Ministère guer keng fest juristesche Kritären hat, fir iwwerhaapt e Projet verwerfen ze kënnen.

Dat ass net nëmmer dem Ministère opgefällt, mä och der Europäescher Kommissioun, well Lëtzebuerg an all de Rapporten zum Thema Commerce de détail am internationale Verglach schlecht ofgeschnitten huet. Dowéinst hat de Ministère en Echange mat der Europäescher Kommissioun, wéi een dës Prozedur reforméieren kéint. A well keng Argumenter fonnt gi sinn, déi dës Autorisatiounsprozedur géife rechtfertegen, ass een zum Entschluss komm, fir dës Prozedur komplett ofzeschaffen.

Kuerz, fir nach op den Historique anzugeen, well firwat hate mir dës Legislatioun iwwerhaapt hei zu Lëtzebuerg? Deemools ass dës Regime agefuert ginn, fir déi lokal Supermarché virun deene groussen auslännesche Grande-surfacen ze schützen. Well mir awer haut ee vun de Championen um europäesche Marché sinn, ass dat eng Positioun, déi mer net intern hale kënnen, wa mer vun deenen anere verlaangen, si solle sech fir de Marché intérieur asetzen, a mir selwer d'Grenzen zoumaache fir auslännesch Supermarchéen.

Eng Fro, déi sech elo nach stellt: Wat geschitt, wann dës Prozedur ofgeschafft gëtt? Huet dëst en negativen Impact? Gëtt Lëtzebuerg elo iwwerschwemmt vun auslännesche Supermarchéen? Dat wäert net de Fall sinn, well de Secteur seet, dass de Marché relativ saturéiert ass, an an de leschte Jore sinn esou vill Supermarchéen autoriséiert ginn, dass een net méi eng Prozedur muss ufroen, mä dass ee just nach eng Autorisatioun ausstelle soll.

Dann ass awer och nach profitéiert ginn, fir mat dësem Gesetzestext eng Rei aner Vereinfachungen am Kader vum Droit d'établissement ëmzesetzen, well d'Grande-surfacé sinn am Droit d'établissement reglementéiert. Mat dësem Gesetzestext ginn d'Qualifikatiounskonditiounen fir déi normal Commerçanten erausgeholl. Bis haut hunn näamlech d'Leit, déi e Buttek opgemaach hunn, missen e Secondaires-Ofschloss hunn oder alternativ dräi Joer geschafft hunn. An dat huet haut awer theoretisch jiddweree, soudass dat am Ministère relativ vill Bréifverkéier verursaacht huet.

Fir d'Simplification administrative schafe mer domat d'Qualifikatioun fir d'Commerçanten of. Wuel bemierkt ass dat heite just fir déi einfach Commerçanten an net fir d'Metieren an net fir déi spezifesche reglementéiert liberal Professiounen.

Awer mat zwou Ausnamen: Well mer elo déi heite Qualifikatiounen ofschafen, falen och aner Dispositionen fort. De Moment war et esou: Wann ee gären op e Maart gaangen ass, dann huet ee keng Qualifikatioun gebraucht. Dat konnt jiddweree maachen, well am Commerce jo eng Qualifikatioun gefrot war. Wann elo fir de Commerce keng Qualifikatioun méi gefrot ass, dann ass et elo och fir d'Maartleit net méi néideg, eng speziell Autorisatioun ze hunn. Si hunn normalerweis eng Autorisation de commerce hei zu Lëtzebuerg oder eben am Ausland. An da kënnen se nom Prinzip vun der Libre circulation des services et des produits hei op Lëtzebuerg op de Maart kommen, ouni eng Spezialautorisatioun ze hunn.

Et ginn, wéi gesot, zwou Ausname bei de Professions libérales, déi ofgeschafft ginn. Dat ass den „Conseil en“ an den „Conseil économique“. Déi sinn deemools agefuert ginn, well am Commerce an den 80er an 90er Joren eng héich Qualifikatioun gefrot war. Deemools huet ee misse Betribswirtschaftskennntnisser hunn. Deemools war et esou, dass een, wann een eng Première zum Beispill aus der Molektion hat, wou ee keng Betribswirtschaftslehre gemaach hat, wann een dann awer vun der Uni zréckkomm ass, konnt ee keng Autorisatioun de commerce kréien, éier een déi Coursen nogeholl huet. Dofir ass den „Conseil

en“ geschafft ginn, fir deene Leit, déi en Unisdiplom hunn, et ze erlaben.

Dofir gëtt an dësem Gesetz de Regimm vereinfacht fir d'Commerçanten, dass nach just eng Autorisatioun ausgestallt gëtt ouni Qualifikationsnower.

Da gëtt mat dësem Gesetzestext och nach eng Ännerung am Gesetz iwwert d'Solde gemaach. Mir haten iwwert dat Gesetz eréischt virun engem Joer heibannen ofgestëmmt, déi déi Prozedur och vereinfacht. Awer eis war do eppes net opgefall, an zwar beim Wording, well do steet am Gesetz, dass zum Beispill Amazon oder Ebay, déi Solden affichieren op hirem Internetsite, well se hire Siège jo hei zu Lëtzebuerg hunn, dat net dierfen. Si misste waarden, bis hei zu Lëtzebuerg d'Solden ausgeruff ginn. Dat ass contraire zu der Direktiv iwwert de Commerce électronique. An dofir stelle mer hei kloer, dass et sech hei op e Commerce bezitt, deen och e physische Buttek hei zu Lëtzebuerg huet.

Da gëtt mat dësem Gesetzestext nach eng Prozedur vereinfacht, an zwar déi iwwert de Regimm vun de Cabareten an de Restauranten, wou et ëm d'Schanklizenz geet. De Ministère de l'Économie soll an Zukunft net méi säin Avis mussen ofginn, well dat eigentlech schon an engem anere Ministère gemaach gëtt.

Voilà! Da kommen ech nach kuerz zu den Avisen.

D'Chambre de Commerce huet den 22. Januar dëst Joer hiren Avis zu dësem Projet de loi ofginn a begréisst, dass mat dësem Gesetzestext eng Rei administrativ Vereinfachunge fir d'Commerçanten ëmgesat ginn.

D'Chambre des Métiers huet de 6. März hiren Avis zu dësem Projet de loi ofginn a bedauert, dass den „Conseil en“ an den „Conseil économique“ ofgeschafft ginn a sträicht nach eemol d'Wichtigkeet vun der Reglementatioun fir d'Handwerksberuffer ervir.

An och de Conseil de la concurrence huet en Avis geschriwwen, dat den 3. Abrëll 2018, an deem en de Projet de loi och begréisst.

De Statsrot huet den 8. Mee säin Avis ofginn, an ausser enger Rei Suggestiounen och säi Feu vert fir de Projet de loi ginn. Opgrond vun dëse Suggestiounen huet déi zoustänneg Kommissioun nach eemol eng Lettre d'amendement un de Statsrot geschéckt. An nom Avis complémentaire vum Statsrot, deen den 12. Juni 2018 komm ass, huet déi zoustänneg Chamberskommissioun de 14. Juni mäi Rapport uegeholl.

Voilà! Dëst gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Léon Gloden.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här Président. Merci der Madamm Rapportrice Tess Burton fir dee schrëftlechen a mündleche Rapport. Mir huelen hei punktuell Ofännerunge vum Droit d'établissement vir. Et ass elo net déi grouss Reform vum Droit d'établissement, déi d'Regierung eng Kéier uegekënnegt hat, mä déi Punkten, déi hei ofgeännert ginn, sinn awer wichteg, well se einfach d'Prozedur vereinfachen.

Ee vun den Haaptpunkten ass déi berüumten Autorisation particulière pour surfaces commerciales supérieures à 400 m², wéi et haut nach am Text steet. Dat war ëmmer ganz grouss Kino. Do huet ee missen Etüde maachen, ekonomesch Etüde mat Zones de chalandise. Do huet ee misse geograresch Etüde maachen an dann huet ee misse kucken opgrond vun dem Règlement grand-ducal vum 24.11.97, wat fir eng Branches d'activité ee kënn an déi Surface commerciale maachen, well de Corollaire vun dësem Projet de loi ass jo och eng Ofännerung vun deem Règlement grand-ducal.

Alles dat war zimlech opwenneg, käschespillig an huet natierlech gedauert. Dat gëtt hei elo einfach ofgeschafft. An dat ass och gutt esou.

Dann och deen anere Punkt vun de Solden. Et ass och e wichtige Punkt, dass d'Solde sech ebe just op déi physisch Etablissementer hei zu Lëtzebuerg bezéien an net, wann ee Betrib iwwer Internet Artikelen an de Solde verkeeft.

Ech soen, wéi gesot, Merci fir de Rapport. An d'CSV gëtt heimadder seng Zoustëmmung.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. D'Madamm Elvinger huet d'Wuert.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Merci. Ech géif dann och der Rapportrice Merci soe fir deen detailléierte Rapport an ech géif den Accord gi vun der DP-Fraktioun fir dëse Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech ginn dervun aus, dass et den Här Anzia ass.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Dee géif och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn zu deem exzellente Rapport.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Reding huet d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Här Président, endlech eent vun deene rar geséite Gesetzter, déi eng wierklech Simplification administrative bréngen, an zwar net nëmme fir d'Verwaltung, mä och fir de Bierger. D'ADR wäert dëse Projet mat grousser Begeschterung matstëmmen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Ekonomiesminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Jo, Merci, Här Président. Mir bleift dann och just nach, der Rapportrice Merci ze soe fir hire schrëftlechen a mündleche Rapport. An dann och „Ende gut, alles gut“, gesinn ech, dass mer jo dann erëm eng Kéier hei eng Unanimitéit am Parlament hunn. Och e Merci dofir.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ma da géife mer zur Ofstëmmung iwwert den Projet de loi 7228 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7228 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwuer.

58-mol Jo, 2 Abstentiuonen. Domat ass de Projet de loi 7228 uegeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Martine Mergen), Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Gérard Anzia), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber och bereet, hei d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum Projet de loi 7167 iwwergoen. An d'Rapportrice, d'Madamm Sam Tanson, ass scho prett, fir d'Konventioun vun Istanbul virzustellen.

12. 7167 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant 1) le Code pénal; 2) le Code de procédure pénale; 3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique; 4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Rapport de la Commission juridique

► **Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice.** - Merci, Här Président. Eng Fra op dräi gëtt an hirem Liewen Affer vu physischer oder sexueller Gewalt. Mir sinn zwar nach ëmmer ënnerpresentéiert heibannen, mä et kann een also dovunner ausgoen, dass och heibanne Fraen dovun betraff si respektiv jiddwereen heibannen op d'mannst eng Fra kennt, déi betraff ass. Déi Zuele stamen iwwregens vum UNO World's Women Report. Ob Der awer au courant sidd, dass dës Frae betraff sinn, dass ass eng aner Fra, well manner wéi d'Halschent vun deene Frae sichen Hëllef no esou enger Dot.

Grujelech Zuele ginn et an deem Kontext genuch. D'Fakte sinn eigentlech bekannt, och wa se onbequem sinn. Mir stëmmen haut iwwer an Text of, dee probéiert, deem Problem nach méi entgéintzewierken.

Den 11. Mee 2011 huet Lëtzebuerg d'Konventioun vun Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ënnerschriwwen. Et ass dat éischt international juristescht Instrument an deem Beräich. 45 Staten hunn d'Konventioun ënnerschriwwen, 32 hu se bis ewell ratifizéiert.

D'Konventioun zielt fënnf Ziler op:

1. d'Frae géint all Zort vu Gewalt ze schützen an d'Gewalt géint d'Fraen ze poursuiveieren an ze eliminéieren, genee wéi d'Gewalt am Stot insgesamt;

2. d'Diskriminatioun tëscht Männer a Fraen aus der Welt ze schafen;

3. e globale Kader fir Schutz- an Hëllefsmoosname fir all d'Affer vu Gewalt doheem a Gewalt géint d'Fraen ze schafen;

4. déi international Kooperatioun promovéieren, fir d'Gewalt géint d'Fraen aus der Welt ze schafen; an

5. déi repressiv Organisatioun a Servicer ënnerstëtzen an hirer Aarbecht fir eng Kooperatioun an integréiert Approche géint d'Gewalt géint d'Fraen a Gewalt doheem.

Lëtzebuerg huet schon eng sëllegen Dispositiounen an dësem Beräich, mir setzen ons awer mat dësem Gesetz a Konformitéit zur Konventioun. De Projet verstärkt ënner anerem nach eemol d'Gesetz vum 8. September 2003 iwwert d'Violence domestique, gesäit eng nei Infraktioun vir an nei extraterritorial Kompetenze fir de Lëtzebuurger Riichter.

De Projet besteet aus fënnf Artikelen.

Mam éischte gëtt d'Konventioun approvéiert.

Mam zweete gëtt de Code pénal op zwee Punkten ëmgeännert.

Den Artikel 454 gëtt komplettéiert an et kënn en neien Artikel 409bis an de Code bäi.

Den Artikel 454 regelt déi strofbar Diskriminatiounen. Hei kënn d'Notioun „Identité de genre“ bäi, wat et erlaabt, Transgender- an Intersex-Persounen mat anzebeziehen.

Den neien Artikel 409bis féiert eng Infraktioun géint genital Verstümmelung bei de Fraen an, sief et duerch Excisioun, Infibulatioun oder all aner komplett oder partiell Mutilatioun vun der Labia majora, Labia minora oder Klitoris vun enger Fra. Bestrooft ginn hei déi, déi den Akt praktizéieren, mä och déi, déi e facilitéieren oder favoriséieren. All Akt gëtt duerch eng Prisongstroof vun dräi bis fënnf Joer an eng Amende vu 500 bis 10.000 Euro bestrooft. Et kann ee sech och net hannert dem Averständnis vun der Fra verstoppen. Et ka keng gesondheetlech, reliéis oder ethnesch Justifikatioun ginn, fir esou en Akt ze rechtfertigen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Très juste!

► **Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice.** - Och d'Tentative vun der Mutilatioun gëtt am Projet geméiss dem Artikel 41 vun der Konventioun vun Istanbul bestrooft. Aggravéierend wierkt, wann eng onheerbar Krankheet oder eng permanent Aarbechtsonfäegkeet aus der Mutilatioun entsteet. Da kënn bis zu siwe Joer Prisong a 25.000 Euro Strof fälleg ginn.

Wann d'Dot vun engem Ascendant vun der Fra oder vun enger Pesoun, déi Autoritéit iwwer se huet oder vun hirer Autoritéit abuséiert, déi se duerch hir Fonctiounen huet, oder wann d'Fra stierft duerch d'Mutilatioun, kënn bis zu zéng Joer Prisong an 30.000 Euro Strof gesprach ginn. Dës Strofe kënn bis zu 15 Joer a 25.000 Euro goen, wann d'Infraktioun op engem manerjärege Meedchen oder enger Fra vu besonnescher Vulnerabilitéit begaange gouf respektiv wa se duerch Menacen, Recours à la force oder aner Forme vu Contrainte exekutéiert gouf.

An dëse Fäll kann d'Strofmooss bis op 20 Joer Prisong a 50.000 Euro eropgoen, wann eng onheerbar Krankheet oder eng permanent Aarbechtsonfäegkeet d'Resultat vun der Dot ass, voire op liewenslängleche Prisong a 75.000

Euro, wann den Täter en Ascendant ass, eng Autoritéitspersoun oder wann d'Affer stierft.

Den Artikel 3 ännert den Artikel 5-1 vum Code de procédure pénale ëm. E weit d'extraterritorial Kompetenz vun Riichter op déi forcéiert Ofdreiwung, dat gezwongent Bestietnis an d'weiblech Genitalverstümmelung aus. Dat heescht, dass de Lëtzebuurger Riichter kompetent ass, och wann d'Strofdot am Ausland passéiert.

Den Artikel 3 modifizéiert weider den Artikel 637 Paragraf 2 vum Code de procédure pénale. D'Verjærungsfrist fänkt, esou wéi den Artikel 58 vun der Istanbul Konventioun et virgesäit, eréischt u mat lafen ab der Majoritéit vum Affer oder ab dem Dout vum Affer, wann dëst viru senger Majoritéit stierft.

Den Artikel 4 vum Projet ännert d'Gesetz vum 2003 iwwert d'häuslechen Gewalt of. Hei geet et fir d'Éischt emol ëm d'Informatioun an d'Präventioun. Wann de Procureur eng Persoun net wéinst Gewalt vun doheem expulséiert, dann iwwergëtt d'Police de Persounen, déi an deem Stot wunnen, eng Fiche mat all de relevanten Informatiounen iwwer Servicer, déi hëllef, an déi legal Moosnamen, op déi ee kann zréckgräifen.

D'Gesetz kritt och eng nei Dispositioun, déi virgesäit, dass all Kand, wat direkt oder indirekt Affer ass an am Stot leeft, eng Prise en charge muss kréien.

Eng lescht wichteg Ännerung gëtt duerch den Artikel 5 am Gesetz vum 29. August vum 2008 iwwert d'libre Circulation des personnes an d'Immigratioun ageschriwwen:

Fir d'Éischt emol am Artikel 40 Paragraf 4 vum Gesetz. Hei geet et ëm d'Situatioun, wou d'Affer vun engem forcéiert Bestietnis muss hiert Residenzland verlossen, an dësem Fall Lëtzebuerg, an dann am Prinzip hiert Residenzrecht no sechs Méint verléiert. Kann dës Persoun beweisen, dass se forcéiert gouf, Lëtzebuerg ze verlossen a sech ze bestueden, kritt se op eng vereinfacht Aart a Weis hiren Titre de séjour erëm.

Den Artikel 78 Paragraf 3 vum Gesetz vum 2008 gëtt dann nach duerch en Alinea komplettéiert, dee virgesäit, dass d'Openthaltsgeeneemegung dem Affer vun häuslecher Gewalt zougessprach gëtt, wann dës Autorisatioun néideg ass opgrond vun der perséinlecher Situatioun vum Affer, zum Beispill d'Sécherheet, d'Gesondheet, d'Familljesituatioun oder d'Situatioun am Heemechtsland, oder wann déi Geneemegung néideg ass, well d'Affer am Kader vun enger Enquête oder enger strofrechtlecher Prozedur mat den Autoritéite muss zesummeschaffen.

Nach eng lescht Remark. De Projet formaliséiert nom Avis vum Statsrot net d'Roll vum Comité interministériel des droits de l'homme bei der Missioun, déi vun der Konventioun couvréiert ass. De Comité brauch laut Statsrot keng gesetzlech Basis.

Zu den Eckdaten. De Projet gouf den 2. August 2017 an der Chamber deposéiert an den 18. Oktober 2017 de Membre vun der juristescher an der Santé- an Egalitéitskommissioun presentéiert. De Statsrot huet den 12. Juni dëst Joer säin Avis ofginn. An den 20. Juni sinn ech Rapportrice genannt ginn. Eng Tâche, déi ech vun der Josée Lorsché iwwerholl hunn.

Awise koumen era vun der Cour supérieure de justice, dem Parquet général an de Parquete vu Lëtzebuerg, der Justice de paix vun Esch, dem Ombuds-Comité fir d'Rechter vun Kand, dem nationale Fraerot, der konsultativer Mënschenrechtskommissioun.

Fir den Detail verweisen ech hei op de schrëftleche Rapport.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

(Interruption)

► **Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice.** - An ech ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An elo ass d'Tribün fräi fir d'Madamm Sylvie Andrich.

Discussion générale

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Merci, Här Président. D'Gewalt gehéiert, Här Président, léif Kolleeginnen a Kolleegen, leider zu eiem Alldag: am Verkéier, am öffentliche Transport, vis-à-vis vun den Autoritéiten, souguer de Rettungsequppen, op der Aarbecht, an der Schoul an an der Famill.

Ontragbar ass et, wa se banaliséiert gëtt! Emsou méi erstanlech war awer d'lescht Kéier d'Ausso vum Educatiounsminister, d'Gewalt an der Schoul wär e Randphenomeen. Gewalt ka

jiddefalls ni d'Äntwert sinn, fir e Konflikt ze léisen.

Besounesch schlëmm ass d'Gewalt géint d'Meedercher an d'Fraen. Si huet vill Gesichter, ob am privaten oder am öffentliche Raum. Si huet e ganz héije mënschlechen an och wirtschaftleche Präis. Ech zitieren hei déi bäiguednet Generalsekretärin vum Europarat, déi am Kontext vun der Istanbul-Konvention 2011 deklaréiert huet: «La violence à l'égard des femmes, quelles que soient les nombreuses formes qu'elle revêt, est une monstrueuse violation des droits de l'homme. C'est une manifestation brutale, parfois meurtrière, de l'inégalité dont un trop grand nombre de femmes sont encore victimes dans nos sociétés.» Esou hei zu Lëtzebuerg, nach mat déidleche Folgen de leschte Weekend.

Dofir kann ech och am Numm vun der CSV nëmme begrëssen, dass haut endlech d'Istanbul-Konvention rechtsverbindlech an eiser Gesetzgebung ukomm ass. Endlech, well et war jo schonn déi vieregte Regierung, déi se direkt 2011 ënnerschriwwen huet. Sécherlech war et keen einfachen Exercice, dee ganze gesetzleche Kader duerchzegrasen, mä bei där gudder Viraarbecht hätt et net misse bis August 2017 daueren, bis de Gesetzesprojet prett war. Vill brauch jo eigentlech och net méi ëmgesat ze ginn.

Ech erënneren drun, dass och schonn zënter deem fortschrëttleche Gesetz vun 2003 déi haislech Gewalt kee Kavaliersdelikt méi hei zu Lëtzebuerg ass, mat engem staarke Signal: „Deen, dee schléit, dee geet!“ Elo komme weider gesetzleche Verschärfungen an och nei méi héich Strofe bei enger Rei vu Gewaltakten. Och d'Präventiounsaarbecht gëtt verbessert. D'Rapportrice Sam Tanson, där ech Merci soe fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport, huet eis dat elo alles gutt erkläert, an ech gräifen och dofir just e puer Punkten op.

Ënner anerem Fraen op der Flucht a Fraen, déi Affer vun genitaler Verstümmelung sinn, hu meeschtens fuerchtbar Gewalterlebnisse hanneru sech. Grad do musse mer hëllef. D'Unerkennung vun der Diskriminatioun wéinst geschlechtlicher Identitéit mécht Persounen, déi sech net deem Geschlecht zougehéiereg spieren, dat hinne bei der Gebuert zougesehriwwen ginn ass, d'Liewen elo vill méi einfach.

D'Françoise Hetto an ech haben d'Thema ugekuert duerch d'Gesetzespropos 6955. Déi Terminologie ass awer 2016 net zréckbehale gi beim neien Diskriminatiounsverbuert an der Aarbechtswelt, mä do ass de Begrëff „Geschlechtsännerung“ geholl ginn. De CET, de Gläichbehandlungszenter, ass do mat der Iwwerwachung beoptragt ginn. Dofir wollt ech vum Här Minister wëssen, firwat de CET och net elo fir d'Geschlechtsidentitéit kompetent gëtt, fir déi Iwwerwachung, nieft der Verankerung natierlech am Stroferecht.

Eng Fro och zu de Kanner, déi direkt oder indirekt Affer vu Gewalt, also haislecher Gewalt sinn. Do sollt bei der Reform vun 2013 vum Gesetz vun der haislecher Gewalt de Jugendrichte am Kader vum neie Jugendschutzgesetz e Kontaktverbuert kënnen spriechen zum gewalttätigen Eterendeel, falls et am héijeren Interessi vum Kand wär. Firwat fanne mer, Här Justizminister, des Moosnam net méi an deem Projet de loi, deen elo um Instanzewe ass, erëm?

Insgesamt koume bei den Avisen och nach eng Rei vu Froen zu der haislecher Gewalt op d'Tapéit. Firwat ass d'psychologesch Gewalt net als Motiv zréckbehale ginn? Huet d'Regierung net wëllen, am Beräich vun der Täteraarbecht méi proaktiv ze ginn? Wéi steet et zum Beispill bei Widerhuelungstäter mat der Geforenanalyse? Ginn d'Affer matzäiten informéiert, wann déi Persoun aus dem Prisong entlooss gëtt? Wéi ass et mat engem Noutruftelefon, dee ronderëm d'Auer ka benotzt gi vun Affer vun all Zort vu geschlechtsspezifischer Gewalt? A wéi gëtt eng besser Formatioun vun de Professionnelle garantéiert?

Am Regierungsprogramm waren eng Rei Moosnamen ugekënnegt géint sexistesch Gewalt, e besounesch akut Thema. Wat genee huet d'Regierung do bis elo gemaach? Ech weisen an deem Kontext och op deen exzellente Rapport fir den Europarat mat der Resolutioun 2177 vun 2017 vu menger Fraktiounskollegin Françoise Hetto: «mettre fin aux violences sexuelles et au harcèlement des femmes dans l'espace public».

Wéi steet et mam Rapport zur CEDAW/UNO-Konvention, wou et ëm d'Eliminatioun vun all Zorte vun Diskriminatiounen vun de Frae geet? Dat ass jo enk mat der Istanbul-Konvention verflecht.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, mir kommen haut an der Präventioun an dem Kampf géint

d'Gewalt vis-à-vis vu Fraen e gudder Schrott no vir. D'CSV wäert och dofir dem Gesetzesprojet zustëmmen. Déi grouss Erausforderung allerdings bleift, fir géint Stereotypen op allen Niveaueen a vu klengem u virzegoen. Hei muss d'Politik weider Zeeche setzen, zesumme mat alle gesellschaftleche Kräften a besounesch och de Medien. Nëmme esou kënnen mer eng Kultur vun der Netgewalt schafen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Andrich. An nächste Riedner ass den Här Marc Angel.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, Madamm Minister, Här Minister, wann ee vu Gewalt géint d'Frae schwätzt, da si mer net an enger ideologescher Diskussioun, wéi dat esou gär vu rietsextreme Gruppe verzaapt gëtt, mä mir schwätzen iwwer schrecklech Tatsachen, déi leider all Dag, jo, och an Europa an och hei zu Lëtzebuerg, an alle soziale Milieue passéieren an erdroe ginn.

Schléi, sexuell Belästegung, sexuell a physisch Gewalt a Vergewaltigungen, dat ass eng batter Realitéit fir vill Fraen a Meedercher. An d'Diskriminierung baséierend op Genre ass och fir vill Fraen a Meedercher eng Realitéit.

Iwwregens gëtt geschat, dass an Europa eleng duerch haislech Gewalt méi Frae stierwen, oder besser gesot doutgemaach ginn a schwéier blesséiert ginn, wéi duerch Kriibs oder Verkéiersaccidenter. Dofir ass et gutt, dass an de leschten zwanzeg Joer an Europa an och hei zu Lëtzebuerg um legislative Plang scho vill geschitt ass an dass de Jean Asselborn am Joer 2011 d'Konvention vun Istanbul fir Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet. An et ass wichtig, dass mer déi Konvention haut ratifizéieren an doduerch onse legislative Arsenal, fir géint d'Gewalt vis-à-vis vun de Fraen a Meedercher virzegoen, verbessern a verstärken.

Erlaabt mer, der Madamm Rapporteur Sam Tanson e Merci ze soe fir hir gutt Aarbecht a gutt Rapporten, ouni déi gutt Viraarbecht ze vergiesse vun der Madamm Josée Lorsché.

Mäi Merci geet awer och un d'Chancgläichheitsministesch Lydia Mutsch an un de Justizminister Félix Braz. Grad ewéi am Gesetz iwwert de Mënschenhandel oder dem Gesetz iwwert d'Prostitutioun hutt Dir zwee als Ministeren, awer och Är Mataarbechterinnen a Mataarbechter exzellent zesumme geschafft, andeems Der d'Leit um Terrain, sief dat ons Gerichter oder ons Zivilgesellschaft, mat agebonnen hutt an och consultéiert hutt. Dat ass eng gutt Saach an dat huet och seng Friichte gedroen an deemem Projet.

Et war technesch, an dat wësse mer all, net einfach, ons Legislatioun op d'Istanbul-Konvention ofzestëmmen. Dat sot iwwregens och ons deemoleg Chancgläichheitsministesch Madamm Hetto am Juni 2005, wou se mer op eng parlamentaresch Ufro vu mir a vun der Madamm Mutsch geäntwert huet, dass dat ganz komplizéiert wär, dat ëmzesetzen. An dat war och d'Ursaach, firwat si gesot huet, dass d'Regierung deemools d'Transpositioun vun der Convention d'Istanbul net als prioritär ugesinn huet. Dës Regierung huet dat awer net esou gesinn a si huet hir Aarbecht an deemem Domän gemaach.

Leider gëtt och fälschlecherweis vu Verschiedene behaupt, dass Männer a Jonge vun deemem Gesetz net betroff wäeren. Dat ass falsch. D'Istanbul-Konvention betrëfft jo och déi haisleche Gewalt a mir verbessern onse Gesetz, d'Madamm Andrich huet et scho gesot, dat Gesetz vun 2003 iwwert d'Violence domestique. Opfer vun haislecher Gewalt si jo och heiansdo Männer a Jongen, wann natierlech a vill geréngem Moos wéi Fraen. A mat deemem Gesetz schützt mer jo och d'Opfer besser an och déi sougenannte kollaterale Victiminnen, wat jo meeschtens Kanner sinn, a Kanner si Jongen a Meedercher, also sinn och hei d'Jonge betroff.

D'LSAP begrëisst besounesch, dass elo mat deemem Gesetz all d'Kanner, déi doheem haisleche Gewalt erlieft an erliden hunn, e Suivi kréie vun engem Service d'assistance. Och freeë mer eis, dass d'Mutilation génitale spezifesch ernimmt a sanktionéiert gëtt duerch de Code pénal.

Wann et ëm Gewalt géint Frae geet, ass et wichtig, drun ze erënneren, dass mer zu Lëtzebuerg, wat de sozialen a psychosozialen Encadrement ugeet, net eréischt duerch d'Istanbul-Konvention aktiv gi sinn. Wann ech zum Beispill e ganz vulnerabele Grupp vu Fraen huelen, déi aus Krichs- a Krisengebiddern kommen, do huet de Comité de coopération vun de Professionellen am Domän um Kampf géint d'Gewalt géint Fraen eng spezifesch Prozedur festgehalen, fir haisleche Gewalt bei Demandeurs de protection internationale festzustellen.

Ech mengen, dat si positiv Entwécklungen.

Als LSAP begrësse mer och, dass mat deemem Projet de loi onse Immigrationgesetz ergänzt gëtt, andeems Situatiounen vu Mariage forcé oder Opfer vun haislecher Gewalt, wat den Droit de séjour ugeet oder de Permis de résidence, a Betruecht gezu ginn.

Ech wëll och drun erënneren, an d'Madamm Rapporteur huet et scho gesot, dass duerch dese Projet de loi an duerch d'Istanbul-Konvention och den Accent gesat gëtt op ganz vulnerabel Gruppen, déi oft marginaliséiert sinn, well se net an eng binär Visioun vun der Identitéit de genre oder vun der sexueller Orientéierung passen; dat sinn d'transident Mënschen an och Intersex-Mënschen. Op dese Sujeten ass am Justizministère an och am Chancgläichheitsministère scho vill geschafft ginn. A mir als LSAP sinn iwwerzeugt, dass an deenen nächste Joren och Gesetzter gestëmmt musse ginn, fir des Mënschen nach besser viru Gewalt an Diskriminierung ze schützen.

Zum Ofschluss wëll ech awer och drun erënneren, dass d'Dimensioun Genre an d'Gläichheet Mann a Fra fir Lëtzebuerg net nëmme hei am Land oder an Europa wichtig ass, mä och e Bestanddeel ass vun onser Aussepolitik an hirem Volet „Entwécklungszesummenaarbecht“. Staark, selbstebewusst a resilient Frae sinn dee beschte Moyer, fir e Land aus der Aarmut ze bréngen.

Erlaabt mer am Kader vun deemem Gesetz op d'Agenda 2030 mat hire 17 ODDen hinzewiesen! Dës nei Agenda ass eng global Agenda. Si betrëfft also net nëmme d'Entwécklungslänner, mä och eis, a mat deemem Gesetz maache mer och eppes hei. Mir sinn also voll am Objektiv 5, wat d'Chancgläichheet ass.

Här President, ech kommen zum Schluss. Dir Dammen an Dir Hären, dës Gesetz, mat deem mer d'Istanbul-Konvention ëmsetzen, rout op dräi fir d'LSAP ganz wichteg Prinzipien: éischens, d'Präventioun vu Gewalt, zweetens, de Schutz vun den Opfer an drëttens, d'Poursuite vun den Täter. Et ass e gutt Gesetz an dofir ginn ech och elo hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech bleiwen hei, well et ass schonn extrem vill gesot ginn. Ech wäert just mech begnüge mat e puer Iwwerleeungen.

Fir d'Éischt wëll ech der Madamm Rapporteur Sam Tanson en häerzleche Merci soe fir hire gudder schrëftlechen a mëndleche Rapport an enger Matière, déi jo awer komplizéiert ass.

D'Konvention vun Istanbul vum 11. Mee 2011, e Regelwierk vum Conseil d'Europe, ass extrem wichtig. An dofir huet de Projet de loi, dee mer haut huelen als Suite dovun, déiselwecht Wichtigkeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, säit den 90er Jore sinn e ganze Koup international Institutionen, déi bekämpfen all Zort vu Gewalt géint Meedercher a Fraen op hirem nationalen Niveau an internationalen Niveau. Dofir ass déi Konvention sougutt wéi dese Projet - an et ass schonn ugeklongen, mä ech wollt et nach eng kéier ënnersträichen - dat éischt juristescht Instrument, wat international contraingnant ass. Dat ass wierklech e Quantensprung, well mir hu jorelang do derfir gekämpft an et huet ëmmer all Mënsch gesot: „Dir mësch lech net an d'Affaires juridiques internes vun anere Länner!“

Hei maache mer elo eng Dier op, fir dass bestëmmt Dote kënnen international sanktionéiert ginn.

Här President, Gewalt géint Fraen ass leider eng traureg Realitéit a leider och zu Lëtzebuerg! Et si virdu Chifferen ugekënnegt ginn. Ech kann déi nëmme bestätegen. Ënner dem schicke Vernis och vun enger Lëtzeburger Gesellschaft ass et mat Momenter guer net esou schick, well et gëtt ganz vill geschloen.

2003 hu mer dat éischt Gesetz geholl, an dat war e richtege Paradigmewissel, et ass virdrun och hei ugeklongen: „Wie schléit, dee geet!“ Virdrun hunn ëmmer d'Fraen, meeschtens mat de Kanner, déi geschloe gi sinn, missen aus dem Haus erausgoen, haten da lauter Probleme, fir an iergendengem Foyer ënnerdaach ze kommen. Da si se nach an de Belagerungszoustand vun hirem Partner oder Mann gesat ginn, dass d'Police dauernd am Asaz war.

Dat hu mer jo elo geännert. Elo muss de Mann meeschtens fortgoen, quittedass mer eng vill méi subtil an nuancéiert Attitüd hunn, well d'Polizei huet eng ganz aner Formatioun kritt. A ganz oft, och wa se geruff ginn, gëtt emol fir d'Éischt gekuckt, wéi ass d'Situatioun, a ganz oft, wa keng Expulsioun gemaach gëtt, da gëtt

de Mann awer informéiert, wat e riskéiert. Meeschtens sinn et jo awer trotzdem d'Männer, déi betroff sinn.

Här Angel, et sinn der e puer, ech hunn e puer Männer verteidegt a mengem Liewen, déi Kläpp kruten, mä et war awer déi kleng Minoritéit. Meeschtens ass et de Contraire.

Elo ass et esou, dass wierklech gekuckt gëtt, wéi ass d'Saach, an d'Informatioun an d'Präventioun ginn héichgeschriwwen an awer och d'Informatioun vun den Täter gëtt ganz anescht behandelt, well ganz oft sinn et Leit, jee nodeem vu wou se kommen, déi si sech hiren Doten net bewosst.

Elo just nach e puer Punkte fir déi Plus-valüer fir mech oder fir d'DP vun deemem Text, well et ass wierklech de Gros scho gesot ginn.

Eppes ganz Wichtige ass de Schutz vun de Kanner, déi direkt oder indirekt duerch Gewalt, haisleche Gewalt betroff gi sinn, well ganz oft ass dat ëmmer ënnerschat ginn. D'Kanner leiden drënner, souguer wann de Papp ganz oft erausgesat gëtt, duerch eleng nëmme d'Separatioun an duerch dee ganze Stress an deen Drock, deen doheem ass. An dat ass gutt, dass do d'Prise en charge virgesinn ass.

Dat Zweet, wat fir mech ganz wichteg ass, dat ass, dass mer elo wierklech virginn, a mir hunn dat eben och duerch déi grouss Migratiounswellen, déi mer momentan kennen, dat ass wierklech d'Bekämpfung vum Mariage forcé. Dat hu mer nach och an anere Kulturen. Dat ass guer net esou einfach, dat si Ritualen. Mä mir fänken un, dat ze bekämpfen. Dat ass och elo hei virgesinn an dat ass ganz wichteg, well do geschitt ganz vill Misär.

Dat Drëtt, wat ganz wichteg ass, dat sinn d'Zwangsbeschneidunge vu Fraen an och meeschtens vu klengem Meedercher. An ech kann lech soen, dass mer zu Lëtzebuerg elo wivill där Fall haten! Glécklecherweis si se geandert ginn, well ganz oft an de Schoulen huet d'Schoulpersonal d'Gemengen informéiert an dergéint konnt eppes gemaach ginn. Mä dat sinn och Ritualen, déi net esou einfach an de Grëff ze kréie sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Gläichheet tëschent Männer a Fraen net soll en eidelt Wuert bleiwen, musse mer virukämpfen a mir mussen och, wéi dat an deemem Projet de loi virgesinn ass, vill méi streng sanktionéieren. An deem Kontext begrëssen ech et an ech hu jorelang derfir gekämpft, dass endlech d'Verjärungsfristen, wéini een nach eppes ka géint den Täter ënnerhuelen, an d'Luucht gesat ginn! Et war ëmmer zéng Joer. Mä ganz oft, wann dat Kanner waren a wann déi da groussjäreg waren, da war et Feierowend, da konnte se näischt méi maachen. Elo fänkt den Delai vun zéng Joer un ze lafen, vun deem Moment un, wou ee groussjäreg ass. Dat gëtt eng ganz aner Saach! Well d'Kanner sinn total hilflos a ganz oft, deemno wat et ass, da kréie se och gesot: „Hal léiwere Mond, et gëtt ze vill Problemer!“ An da maache se näischt. Dat ass an där Hisiicht ganz wichteg.

Ech wollt awer elo nach vläicht, wann Der erlaabt, eng Demande maachen un d'ganz Regierung, déi elo hei gutt vertrauden ass. Déi Mesuren hei, déi elo hei opgeléicht sinn, sougutt an der Istanbul-Konvention wéi an deemem Projet de loi, dee mer elo wäerte stëmmen, si villfältig, gi vill méi wäit wéi dat, wat bekannt ass. An ech géif lech wierklech ganz häerzlech bieten, fir hei eng Informatioun, eng Diffusioun ze maachen à large spectre, fir dass alleguerten d'Leit, déi hei um Territoire sinn, net nëmme d'Lëtzeburger, mä och ganz vill Leit, déi aus Milieue kommen, déi dat do vläicht ganz komesch fannen, dass mer esou streng sinn, dass se wierklech kloer wëssen, wéi mir dat do gesinn a wat fir eng Strofe mer virgesinn, well ech mengen, dat wär eng Saach vun der ganzer Sécurité juridique an net nëmme am Interessi vun de Fraen!

Natierlech bréngen ech mat Freed hei den Accord vun der DP-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Reding huet d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Mir si frou, datt d'haisleche Gewalt hei thematiséiert gëtt. Ech hunn a menger Praxis als Affekot 28 Joer laang Männer, Fraen an Transsexueller vertrauden, déi Affer gi si vu physischer an och vu psychescher - dat ass ugeklongen - Gewalt. Dat ass eng traureg Realitéit an dergéint muss gekämpft ginn.

Ganz richtig huet den Här Angel drop verweisen, datt déi Budapest (veuillez lire: Istanbul) Konvention och vun „victims“ am Allgemenge schwätzt. Trotzdem hu mer hei am Titel „violence à l'égard des femmes“! Wien exklusiv vu Gewalt géint Frae schwätzt, niéiert implizitt d'Realitéit vu Gewalt géint Männer, egal ob se homosexuell, heterosexuell oder transsexuell sinn, a violéiert domadder schonn am Usaz de Gläichheitsprinzip téschent Mann a Fra, dee mer alleguerten heibannen net a Fro stellen. Dat eleng géif duergoen, fir dësen Text ofzeleenen: den Titel.

Vill méi Suerge mécht eis awer den Artikel 454 vum Code pénal, dee geännert gëtt duerch dëst Gesetz a wou eng «notion d'identité de genre» agefouert gëtt, soi-disant fir besser kënnen ze kämpfe géint «les inégalités de sexe et les violences fondées sur le genre, notamment dues aux stéréotypes de genre».

Ech froe mech heiansdo, firwat datt mer Avise froen, wa mer déi Avisen duerno net suivéieren! Kee Geréngere wéi eis Cour supérieure de justice huet an dësem Kontext Bedenken ugemellt a gesot, vu datt mer keng Definition hunn en droit positif luxembourgeois vun där Notion de genre, kéim et zu Problemer vun Interpretatioun. Or, an engem strofrechtlichen Text dierf et déi Problemer net scho ginn am Gesetzestext selwer! D'Cour supérieure de justice seet: «Or, rappelons que le droit pénal est un droit d'interprétation stricte et ne se prête pas à des interprétations extensives.» Dat ass ee Grond, fir dëst Gesetz ofzeleenen.

Mä och déi Theorie vum Genre als sollech geet vill ze wäit! Hei gëtt ganz einfach déi biologesch Realitéit vun der Existenz vun zwee Geschlechter niéiert! Mann oder Fra wier e reng soziologisch Konstrukt. Dat gesi mir net esou! Ouni d'Rechter vun Transsexueller ze niéieren, déi genau deeselwechte Gläichstellungsprinzip kënnen invoquéiere wéi e biologesch Mann oder eng biologesch Fra. Mä eng schwanger Fra ass fir déi Ideologie vu Genre eng schwanger „Persoun“, och wann nëmme Frae kënnen Kanner kréien. Ouni d'Realitéit vun der Transsexualitéit ze niéieren, nach eng Kéier, well dat gëtt et, och wann et rar ass, ass et awer absurd ze mengen, et kéint een onendlech vill Geschlechter kreéieren an et kéint een nach Lust und Laune soen, wat fir eent een dann elo géif wielen.

Elo kann een natierlech soen, mir wäiss heterosexuell Männer wiere schold un all Ongerechtegkeet. Et kann een awer och soen, datt dee Gendergaga Blödsinn ass. Esou vill Toleranz muss sinn.

Mir als ADR halen dee Gendergaga fir Blödsinn an duerfir leene mer dësen Text of.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Ganz genau! Très bien! Genau richtig!

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Oh, do ass en Echo! Den Här Baum huet d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, Merci, Här President. Mir halen den Text net fir Blödsinn. D'Istanbul-Konvention ass wierklech, international gesinn, en historesche Meilesteen, well se international contraignant Virgabe mécht, dat heescht déi wäit iwwer Lëtzebuerg erausginn. An ech mengen, d'Madamm Beissel huet dat virdrun och ganz gutt erkläert.

Wann een eppes kritiséiere kéint, da wier et, datt dat Gesetz siwe Joer gebraucht huet, bis datt mer elo d'Konvention ennerschreiwien, a glécklecherweis ennerschreiwie mer se elo! Et geet géint haislech Gewalt, et geet drëm, proaktiv dat ze bekämpfen. An et geet ebe justement net nëmme em Meedercher oder Fraen, mä et geet och hei em Jongen a Männer! An dat ass e wichtege Deel och vun dësem Text. Dofir verstinn ech och net dem Här Reding seng Ausféierungen, well et geet jo net nëmme em den Titel, mä et geet jo och em dat, wat am Text selwer steet.

Dat, wat mer e bësse bedauert hunn, dat ass, datt opgrond vun enger Remark vum Conseil d'État deen ursprénglech geplangte Comité interministériel, dee sollt de Suivi an d'Evaluation an der Ëmsetzung vun der Konvention maachen, net méi am Text drasteet, mä ersat ginn ass duerch en informelle Comité. Dee Comité kann natierlech zesummekommen, a mir wiere ganz frou, wann en och géif zesummekommen an och de Suivi vun der Evaluation vun der Ëmsetzung vun dësem Text ganz intensiv géif maachen.

An am Géigesaz och zum Här Reding mengen ech wierklech, datt et e wierklech grouse

Fortschrëtt ass a vill Leit och dovunner betraff sinn a gehollef kënnen kréien, datt endlech d'Identitéit de genre als Motiv vun Diskriminatioun, vu Violence domestique et sexuelle am Gesetz steet, well dat ass fir vill Leit eng ganz existenziell Noutwendegkeet an et bënnt virun allem och e ganze Grupp vu Leit aus der LGBTQI-Community mat an, an dat ass, mengen ech, wichtege an et ass richtig, datt dat och esou geschitt.

Duerfir ennerstëtze mer dat heite Gesetz och.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Justizminister.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. D'Gewalt géint Fraen a Meedercher ass och zu Lëtzebuerg Realitéit, awer och net nëmme hei. An dofir huet sech de Conseil de l'Europe schonn zënter den 90er Jore géint Gewalt géint Fraen agesat.

An den éischte Recommandatiounen ass e Comité agesat ginn, deen d'Missioune hat, en international contraignant - contraignant! - Instrument auszeschaffen, wat mer och elo hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen. De 7. Abrëll 2011 ass deen Text vum Ministeschrot vum Conseil de l'Europe adoptéiert ginn.

A fir deelweis op dem Här Baum seng Fro ze äntwerten: Zënter dass dës Regierung do ass, hu mer d'Uwuert geschafft, fir de Projet ze realiséieren. Mir krute just zu engem bestëmmten Zeitpunkt vu Bréssel aus gesot, déi och zu deene gehéieren, déi sech där Konvention ugeschloss hunn, dass et eng Compétence exclusive vun der Union wier. Also d'Länner sinn opgeruff ginn, wann ech gelift an dëser Matière net ze legiferéieren, d'Union géif dat maachen an ofdecken.

Iwwer e Joer war dat d'Position, bis et dann op eemol geheescht huet: Mir hunn eis rebifiéiert, en fait menge mer awer, et war eng Compétence partagée, d'Länner kënnen awer elo handelen; an dat ass an engem Aarbechtsgrupp gekläert ginn: Wat iwwerhëlt d'Union, wat maachen d'Länner? Eréischt duerno konnte mer weiderschaffen national. Dat erkläert, firwat mer e bësse méi laang gebraucht hunn. Mir bedauern et selwer, mä et ass net eng Responsabilitéit, déi d'Regierung huet.

Mir hunn och opgrond vun der Istanbul-Konvention relativ wéineg eigentlech misse legislativ maachen. Mir si mat deene Gesetze, wéi mer se haten, am Vergleich mat deene meeschte Länner eigentlech relativ gutt do gewiescht. Mir haten net keng Aarbecht, mä d'Adaptatioun ware méi eng Mise en conformité, wéi dass elo bei eis ganz vill Legislativ geännert hätt.

Déi eenzel Aspekter si scho vun der Virriedner belicht ginn, notament d'Ännerungen am Gesetz iwwert d'haislech Gewalt. Do soll och an Zukunft, och do, wou keng Wegweisung gemaach gëtt, zumindest verbindlech en Informationsblat un all d'Membere vum Stot musse verdeelt ginn.

De Projet mécht et opmierksam op de Statut vun de Mannerjäregen, déi souwuel direkt wéi awer och indirekt Affer kënnen gi vun haislecher Gewalt, a gesäit och eng obligatoresch Prise en charge duerch spezialiséiert Servicer vir.

Et gëtt och am Gesetz vum 29. August 2008 iwwert d'libre Circulation des personnes et l'immigration eng gesetzlech Ännerung gemaach, fir d'forcéiert d'Bestietnis respektiv d'Gewalt am Stot als Asylgrënn am Hibleck op eng Openthaltsgeneemegung kënnen festzehalen.

Den Artikel vum Code pénal, de 454, dee gëtt ergänzt, komplettéiert duerch d'Notioun vun der Identitéit de genre.

Ech wëll awer och do soen, wann Der sot an Dir zitéiert den Avis vun der Cour supérieure, dass dat net méi genee präziséiert wier: Aner Motiver, déi mer an deem Artikel kennen, wéi och de Sexe, de Changement de sexe, ginn eigentlech och net méi genee definéiert wéi dat doten. Dat ass elo näischt, wat spezifesch nëmme wier fir d'Notioun vun der Identitéit de genre.

Wichtege ass, dass mer duerch de Motif vum Sexe dee binäre System, wéi Dir en évoquéiert hutt, kënnen ofdecken als Motif de discrimination an dass mer duerch d'Identitéit de genre och elo e Motif awer erakréien, deen et erlaabt, den LGBTI-Leit och kënnen eng gewisse Protektioun ze ginn. Ech sinn iwwerzeugt, dass d'Gerichter wäerte wëssen, wéi se mat deene verschiddene Motiver do ëmginn. A kloer ass, dass d'Identitéit de genre hei e Fortschrëtt mat Sécherheet wäert bedeuten.

Zu de Genitalverstümmelungen hunn och schonn d'Madamm Beissel an aner Virriedner mengen ech, gesot, wat ze soen ass. Ech sinn dofir der Meenung am Résumé, dass d'Radifikation vun der Istanbul-Konvention an déi legal Aspekter vum Projet de loi dofir en daitleche Fortschrëtt wäerten duerstellen.

Et sinn och nach aner Froe gestallt ginn, notament vun der Madamm Sylvie Andrich-Duval, wat de CET betrëfft. Déi hu mer ganz fréi an dës Diskussioun matagebonnen. Si hunn eis hir Remarque schonn ufanks 2016 och kënnen maachen. Si begrëssen ausdrécklech zum Beispill d'Notioun vun der Identitéit de genre, déi mer hei ophuelen. Do ass also, mengen ech, keng Plaz fir Malentenduen.

Wat d'Definition vun der Diskriminatioun betrëfft beim Aarbechtsministère, mat deene si mer am Kontakt an och am Gespréich a si schaffen och un engem Avant-projet de loi. Dat ass also näischt, wat net vun dëser Regierung wäert gemaach ginn, mä dat ass net an dësem Projet de loi. Do gëtt un engem separaten Avant-projet de loi am Aarbechtsministère geschafft.

A lescht Remark par rapport zu enger Observatioun vun der Madamm Beissel, déi sech eng méi breet Informatioun gewënscht huet. Och do gëtt bei eis am Ministère, Madamm Beissel, dorunner geschafft, well mer generell och zoustänneg si fir Victimmen. An och do wäerte mer als Justizministère eng Campagne maachen, déi justement zu deem doten Thema eng breet Diffusioun vun den Informatiounen wäert erméiglechen.

Dat gesot, Här President, ech hat mat der Madamm Mutsch ausgemaach, mir géifen eis d'Zäit deelen. Dat ass dann heimadder geschitt. E lescht Wuert awer och nach, fir dem Här Asselborn Merci ze soen a senge Servicer, déi eis hei och epauléiert hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet d'Wuert d'Madamm Gesondheitsminister.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances.** - Chancëgläichheitsminister!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, och.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances.** - Merci, Här President. Haut ass tatsächlech e ganz wichtege Dag fir d'Stärkung vun de Fraerichter hei zu Lëtzebuerg, well d'Radifikation vun der Istanbul-Konvention ass net nëmme eng Reaktioun op ganz laangjäreg Revendicatioun vun der Zivilgesellschaft an d'Ëmsetze vun engem weidere Punkt aus eisem Regierungsprogramm, mä och eng konsequent Antwort op d'Recommandatiounen vun der „Étude sur les causes de la violence domestique: pour une meilleure prévention“ (veuillez lire: „La violence domestique: étude des causes pour une prévention ciblée“), déi de Chancëgläichheitsministère 2013 beim LIH an Optrag ginn hat, an och eng Unerkennung vun den Aarbechte vum Comité Violence, dee mäi Ministère presidéiert an deen all relevant Akteure vum Terrain aus dem Beräich regroupéiert.

Et ass schonn hei gesot ginn: D'Istanbul-Konvention ass déi éischt international Konvention, déi juristesche bannend ass am Beräich vun der Prävention an der Bekämpfung vun der häuslecher Gewalt a vun der „Violence fondée sur le sexe et le genre à l'égard des femmes“. An et ass och déi éischt international Konvention, déi d'Gewalt géint d'Fraen als e Verstouss géint d'Mënscherechter a géint de Gläichstellungsprinzip téscht Männer a Fraen unerkennt, déi d'Gläichstellung téscht Fraen a Männer promovéiert - an den Här Angel ass schonn dorobber agaan - mat engem Akzent op d'Bekämpfung vun den negativen Stereotypen, Viruerteeler, sexistesch Geschlechterrollen, prejudicial Praktiken, Traditionen a Sitten, déi zu Ongläichheeten, Diskriminatioun a Gewalt féieren, an déi d'Notioun vum Gender definéiert an de berühmte Prinzip vum Gendermainstreaming integréiert.

Ech wëll awer och nach eng Kéier, an de Justizminister huet dat och gemaach, ennersträichen, dass mir bis haut a während den Aarbechten zu dësem Gesetz net an engem Vide juridique waren a schonn e ganz performante Kader vun der Gewaltpräventioun a vun der Gewaltbekämpfung hei zu Lëtzebuerg hunn, notament a puncto legale Kader, a puncto Encadrement psychosocial, médical a juridique, a puncto Betreuer a Schutz vun de Fraen, Affer vu Gewalt - Fraen a Männer -, Affer vun häuslecher Gewalt, awer och vun den Täter vun der Violence domestique. All dat duerch eis konventionéiert Servicer, déi mir kontinuéierlech ausbauen a gutt opstellen.

Iwwregens spillt am Zesammenhang mat der verbesserter Prise en charge vun den Täter d'Fiche d'information bei der Intervention vun der Police eng ganz wichtege Roll - déi Fro war och hei gestallt ginn.

A puncto Kollaboratioun a Synergien téscht deene concernéierten Akteuren um Terrain, déi sech em déi betraffe Kanner, Fraen a Männer bekëmmern, ech nennen hei just: Comité Violence, Traite - Prostitutioun, an a puncto Sensibilisierungsaktionen zum Thema häuslech Gewalt, do ware mer also och an de leschte Jore schonn net schlecht opgestallt, mä mam Vott vun dësem Projet de loi - an ech soen der Rapportrice e grouse Merci fir hiren exzellente Rapport - gëtt d'Gesetzgebung iwwert d'häuslech Gewalt verstärkt an d'Prise en charge vun de Kanner virun allem verbessert a verallgemengert. An Zukunft muss all Kand, dat am Stot leeft, am Fall vun enger Expulsioun obligatoresch vun engem spezialiséierten an agreéierte Service en charge geholl ginn.

An ech deelen d'Aussoe vun der Madamm Beissel komplett, dass dat immens wichtege ass an dass et do war, wou mer och hu missen nobesseren. An ech deelen och déi Approche vun enger Information large spectre, déi déi zwee Ministère an deenen nächste Méint wäerte maachen.

Jo, d'Radifikationsaarbechten hu laang gedauert, engersäits well mer et mat engem ganz komplexen Text a multidisziplinäre Champs d'application vun der Konvention ze dinn hunn, an anersäits well mer als Lëtzebuerg déi juristesche Approche gewielt hunn, fir eise legale a reglementäre Kader ze adaptéieren, iert mer ratifizéieren an net eréischt duerno, wéi vill aner Länner et gemaach hunn. Dat halen ech och fir ganz wichtege. An et ass an de leschte Jore a ganz villen themateschen Aarbechtsgruppen intensiv geschafft ginn - Aarbechtsgruppen, an deene bal all Ministère, Verwaltungen, Partner aus der Zivilgesellschaft derbäi waren.

Ech soen hinnen all e grouse Merci. An och e Merci fir déi gutt Kollaboratioun mam Ministère de la Justice.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Chancëgläichheitsministesch.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Här President?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, d'Madamm Sylvie Andrich-Duval huet d'Wuert.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Merci, Här President. Ech erlaube mer awer just eng Kéier kuerz nozefroen, well den Här Justizminister mer do eng Fro net beäntwert huet, wat de Jugendschutz ubelaangt.

Déi Mesure, déi bei der Reform vun dem Gesetz vun der häuslecher Gewalt 2013 diskutéiert gi war, fir dem Jugendrichter eng Kompetenz bäizeginn, eng Interdiction de contact, déi fanne mer net an dem virleiede Projet de loi, deen um Instanzewege ass, zrëck. Do waart Der elo net drop agaan.

Och wollt ech d'Madamm Chancëgläichheitsministesch nach froen, wéi et ass mat engem Noutruuffelefon, dee 24 Stonnen op 24 géif fonctionnéieren, an eben och, wéi et ass mat de Widderhuelungstäter. Dat si vläicht Sujeten, déi e bësseleche méi erausstiechen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances.** - Fir vläicht mat der leschter Fro unzufänken: Mir hu jo allen zwee gesot, dass mer eng grouss Informatiounscampagne elo starten. A mir wëllen do mat alle Medien zesummeschaffen. An do war och d'Iddi opkomm, ob mer net kéinten eng permanent Struktur schafen, eng Ulafstell, eng Zort Infoline. Dat ass awer nach net ausgeräift, mä ech sinn awer frou, dass dat, wa mer dat wëlle maachen, och op Är Zoustëmmung géif falen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Zu där Fro zum Jugendschutztext. Deen ass jo elo emol deposéiert an e geet elo an d'Diskussioun. Mir hunn dat do an engem breeden Aarbechtsgrupp opgestallt, deen doten Text. Déi dote spezifesch Fuerderung ass a mengen Erënnungen an deem Aarbechtsgrupp net zur Diskussioun komm. Déi ass vu kengem vun deenen, déi do mat um Dësch souzen - an Dir wësst, dass mer do e ganz breede Panel hate vun all deenen, déi an deem dote Beräich aktiv sinn - opgeworf ginn.

Ech géif mech där Dispositioun emol net verschléissen a verdrënnen lech dann op déi Diskussioun, déi mer op deem Projet de loi dann no de Wahlen, denken ech, wäerten doriwier ze féiere kréien. Ech si gäre bereet, doriwier ze diskutéieren, mä dat war net Géigestand vun deenen Diskussiounen. Et ass och do vu kengem opgeworf ginn.



► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da kënnen mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7167 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

57-mol Jo, 3-mol Neen. Domat ass de Projet 7167 adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Sam Tanson), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. D'Madamm Joëlle Elvinger ass prett, fir de Projet 7249 virzestellen.

13. 7249 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer l'article 1^{er} de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Gesetzesprojet geet et ëm d'Transposition vun eenzelnen Dispositionen vum enger Direktiv an eist nationaalt Recht. Et geet méi genee ëm d'Direktiv 2017/2455 iwwert den

TVA-Regimm op Produiten, déi iwwert den Internet verkaaft ginn, ëm déi sougenannten TBE-Services. TBE-Servicer steet fir „Telecommunications, broadcasting & electronic services“, dat heescht Servicer, déi ee virun allem an de Beräicher vun der Telekommunikatioun, Televisioun a Radiodiffusioun am Internet erofluede kann, wéi ënner anerem zum Beispill Musik, Filmer an Appen.

Déi genannten Direktiv schreift sech dobäi an d'Europäesch Kommissioun hir Strategie zur Verdeiwung vum Marché unique an der Fërderung vu gesonder Konkurrenz innerhalb vun der EU, ma och par rapport zu Drëttstaten an.

Et ass d'Suite vum „Paquet TVA“, dee virun zéng Joer ugeholl ginn ass. A schonn deemools war ee sech bewosst, dass ee misst op déi rasant Entwécklung vum Commerce électronique reagieren an op d'Verbredung vu Geschäftsmodeller, déi hir Servicer per Internet an iwwert d'Grenzen ewechbidden.

Dowéinst gouf decidéiert, déi traditionell Approche vun der TVA, wou de Lieu d'établissement vum Prestataire gekuckt ginn ass, duerch eng nei Approche ze ersetzen, bei där de Lieu de consommation, also de Memberstat, wou de Konsument ass, ausschlaggebend ass.

Fir Lëtzebuerg war dat déi lescht Jore mat grousser steierlecher Verloschter vun der TVA um Commerce électronique verbonnen. No dësen neie Regele goufe Firmen, déi an engem EU-Memberstat etabléiert waren an awer hir TBE-Servicer an der ganzer EU ugebueden hunn, net méi just do taxéiert, wou se hire Sëtz hunn, mä an all deene Länner, wou se hir Déngschtleeschtinge verkaaft hunn.

Fir den administrativen Opwand fir dës Entrepreneuren ze minimiséieren, gouf deemools den „Mini-guichet unique“ agefouert, mat deem d'Entrepreneuren all hir TVAs bei enger eenzeger Administratioun kënnen deklaréieren a bezuelen, déi dann deenen anere Memberstaten d'TVA, déi hinnen zousteet, iwwerweist. Op dës Manéier geet et duer, wann d'Entreprise sech just an engem Memberstat immatrikuléieren.

Zënterhier huet sech awer erausgestallt, dass bei dësem Regimm punktuell muss nogebessert ginn. D'Direktiv 2017/2455 gesäit zwou Echeance vir.

Op den 1. Januar 2019 trieden déi Ännerungen a Kraaft, déi sech op d'Determinatioun vum Lieu d'imposition an op d'Modalitéite vun der Facturatioun vun TBE-Servicer bezéien.

Eng zweet Rei vu Mesuren ass dann ab dem 1. Januar 2021 applikabel. Bei deene geet et ënner anerem ëm d'Ausdeenung vun der Besteuerung um Lieu de consommation op de grenziwwerschreidende Verkaf a Versand vu Produiten iwwert den Internet an d'Ophiewe vun der Méiglechkeet, fir Produiten, déi aus Drëttstaten importéiert ginn an deenen hire Wäert manner wéi 22 Euro ass, vun der TVA ze befreien.

Well de Gesetzesprojet just déi Dispositionen vun der éischter Echeance, dat heescht, déi op den 1. Januar 2019 a Kraaft trieden, transposéiert, verweisen ech fir den Detail vun den Elementer vun der zweeter Echeance op mäi schrëftleche Rapport.

Wat d'Dispositionen vun der éischter Echeance betrëft, sinn et virun allem zwou Modifikatiounen, déi dës Gesetzesprojet um TVA-Gesetz virhëlt.

Éischtens gëtt d'Méiglechkeet agefouert, dass fir eng Firma, déi déi viséiert TBE-Servicer ubitt an net méi wéi 10.000 Euro Émsaz d'Joer mécht, d'Obligatioun ewechfällt, fir sech am „Mini-guichet unique“ anzuschreien. Dat heescht, dee Moment bezilt se just d'TVA vun deem Land, an deem se sech etabléiert huet.

Zweetens, d'Modalitéite vun der Facturatioun am „Mini-guichet unique“ gi vereinfacht. Während d'Direktiv am Prinzip virgesäit, dass d'Entrepreneuren nach just d'Aart a Weis vun der Facturatioun, wat d'Prestatioun vun de concernéierte Servicer ubelaangt vum Land, an deem se gemellt sinn, mussen respektéieren, gëtt et fir Lëtzebuerg eng Derogatioun. Well et aktuell zu Lëtzebuerg keng Verflüchtung gëtt, eng Rechnung fir d'„Business to consumer“-Transaktiounen ausstellen, mussen an Zukunft Firmen, déi zu Lëtzebuerg am „Mini-guichet unique“ registréiert sinn, och keng Rechnung méi fir hir Operatiounen an aneren EU-Statene ausstellen.

Här President, de Gesetzesprojet, iwwert dee mer elo hei ofstëmmen, ass den 21. Februar 2018 vum Finanzminister deposéiert ginn. De Statsrot huet a sengem Avis vum 8. Mee recommandéiert, verschidden Elementer nach méi präzis ze formuléieren, mä dovun ofgesinn, huet déi héich Kierperschaft awer gréng Luucht gi fir dës Gesetzesprojet.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hunn hiren Avis zu dësem Projet de loi den 8. respektiv de 17. Mee ofginn. An de schrëftleche Rapport ass dann an der Finanzkommissioun vum leschte 26. Juni ugeholl ginn.

Dëst gesot, géif ech lech alleguerter Merci soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn heimat dann och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetzestext.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci fir d'Alleréisch der exzellenter Rapportrice, der Madamm Elvinger, déi e ganz gudd schrëftlechen a mëndlechen Rapport hei gemaach huet, déi och am Detail erkläert huet, wat fir eng Erliichterungen dës Projet de loi mat sech bréngt. Duerfir begréisst mir och dës Projet. An ech kann och heimadder den Accord vu menger Fraktioun gi soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Bodry huet d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, ech ka mech eigentlech deene Wierder do uschlëssen. Ech mengen, et ass e relativ technesch Projet, mä et ass e Projet, dee mer korrekt a Lëtzebuerger Rechter hei ëmsetzen. Duerfir wäert och d'sozialistesche Fraktioun deen Text hei stëmmen. An ech profitéieren och vun der Geleeënheet, fir dem Rapporteur Merci ze soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Anzia huet d'Wuert.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Jo, och vun deene Gréngen aus a Merci fir den ausféierlechen a gutt virgedroene mëndlechen a schrëftlechen Rapport, an den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Keng weider Wuertmeldungen? Merci. Dann ass den allgemengen Debat ofgeschloss. An d'Wuert huet den Här Finanzminister, de Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Merci fir d'Ënnerstëtzung vun alle Parteien, schéngt et, fir e Projet, deen zwar technesch ass, dat ass richtig. An dat ass och nëmmen een Deel vun der Direktiv, déi hei ëmgesat gëtt an déi den 1. Januar vum Joer 2019 a Kraaft trëtt.

Et ass awer vläicht wichteg, nach eng Kéier drun ze erënneren, dass d'TVAs-Matière ganz wichteg ass a mer natierlech hei erëm zréck-

kommen op e System, dee mer virun hate bei der d'TVA, well soss hu mer do ugesidelt, wou den Etablissement vun der Gesellschaft war, dunn ass fir d'Services électroniques en Ënnerscheed gemaach ginn 2015, wou mer wëssen, dass dat grouss Konsequenzen hat op d'Recettë vun eisem Budget, well mer do-duerch d'TVA électronique verluer hunn.

An där heiter Direktiv gëtt elo eppes ëmgesat, wat eng Simplification administrative ass fir déi Entrepreneuren, déi manner wéi 10.000 Euro Chiffre d'affaires hunn. Doriwwer kënnen mer eis freeën, dass een do op deen ale System vum Droit d'établissement zréckkennt als Kritär. An dat ass dat, wat mer hei zréckhalen a ganz séier fir de Lëtzebuerger Droit ëmsetzen. Ech freeë mech fir d'Zoustëmmung vun alle Parteien.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Da géif ech lech proposéieren, iwwert de Projet de loi 7249 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7249 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Majo, da schlësse mer mat Eestëmmegkeet of.

Le projet de loi 7249 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Claudine Konsbruck), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet (par M. Marc Lies);

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par Mme Claudia Dall'Agnol), M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Taina Bofferding) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Gérard Anzia), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

An ech géif lech da just nach froen, ob Der d'Dispens vum zweete Vott froet.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

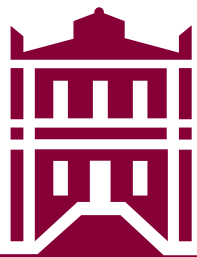
A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 19.30 heures)



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. 7041 - Projet de loi du jj/mm/aaaa modifiant:

1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines;

2° le Code pénal;

3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; et

4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

et

7042 - Projet de loi du jj/mm/aaaa portant réforme de l'administration pénitentiaire et

1) modification

- du Code pénal;

- du Code de procédure pénale;

- du Code de la sécurité sociale;

- de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich;

- de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique»;

- de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

- de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;

- de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, ainsi que;

2) abrogation

- de la loi modifiée du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale;

- de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de police générale

- *Rapports de la Commission juridique: Mme Sam Tanson*

- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Alex Bodry (interventions de M. Gilles Roth et Mme Octavie Modert), M. Eugène Berger, M. Roy Reding, M. Marc Baum, M. Gilles Roth (intervention de M. le Ministre Félix Braz), M. Marc Angel*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

3. 7188 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

2. de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*

- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Gusty Graas, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (intervention de M. Roy Reding)*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7294 - Projet de loi portant approbation de l'Accord complémentaire entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation européenne des brevets concernant l'inviolabilité des archives de l'Organisation européenne des brevets, fait à Luxembourg, le 5 mars 2018

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*

- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Eugène Berger, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7251 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Gusty Graas*

- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Gérard Anzia*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7291 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Gusty Graas*

- *Discussion générale: Mme Octavie Modert, Mme Cécile Hemmen, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz et M. Fernand Etgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- D'Sëtzung ass op.

Ech froen d'Regierung, ob se elo eng Kommunikatioun ze maachen huet oder eréischt herno.

► **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice.- Duerno vläicht och net, mä am Moment emol sécher net.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

Da géife mer direkt zu eisem Ordre du jour iwwergoen, d'Gesetzesprojete 7041 a 7042, d'Reform vum Strofvollzuch an d'Reform vum Prisonsong, déi mer matenee behandelen. An d'Wuert huet d'Madamm Rapporteur Sam Tanson.

2. 7041 - Projet de loi du jj/mm/aaaa modifiant:

1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines;

2° le Code pénal;

3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; et

4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

7042 - Projet de loi du jj/mm/aaaa portant réforme de l'administration pénitentiaire et

1) modification

- **du Code pénal;**

- **du Code de procédure pénale;**

- **du Code de la sécurité sociale;**

- **de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich;**

- **de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;**

- **de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;**

- **de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique»;**

- **de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;**

- **de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;**

- **de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, ainsi que;**

2) abrogation

- **de la loi modifiée du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale;**

- **de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de police générale**

Rapports de la Commission juridique

► **Mme Sam Tanson** (déi gréng), rapportrice.- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, «enfermer moins pour enfermer mieux», huet de fréieren Direkter vu Schraasseg Vincent Theis d'Defie fir d'Prisonswiese schonn 2010 genannt.

Lëtzebuerg kennt zënter dem Enn vum 20. Jorhonnert eng Surpopulatioun vum Prisonsong. Nieft der Decisioun, den Uerschterhaff ze bauen, ass et och scho laang eng Evidenz, datt souwuel d'Prisonswiesung wéi och d'Exécution des peines mussen reforméiert ginn.

Onsen aktuelle System ass iwwer en halleft Jorhonnert al an op sëllege Punkten där haiteger Zäit net méi ugepasst.

Ech behandelen haut déi zwoe Projete vum Prisonsong an der Exécution des peines mateneen. Se sinn enk matenee verbonnen an och an der Kommissioun zesammen diskutéiert ginn. Stand haut ass de Procureur général d'État eleng zoustänneg fir d'Exécution des peines, eng Missioun, déi en un den Délégué à l'exécution des peines weidergëtt.

Zwee Volete mussen ennerscheet ginn: op där enger Säit d'Exécution des peines selwer, dat heescht d'Ausféierung vum der Strof, déi vum Geriicht gesprach gouf, d'„Strafvollstreckung“

op Däitsch; op där anerer Säit alles, wat d'Liewen an d'Behandlung am Prisonsong ubelaangt, den „Strafvollzug“. Ons Texter maachen den Ament keen Ennerscheid tëschen deenen zwoe Voleten. 2008 awer huet den Ombudsmann schonn an enger Recommendation geschriwwen, de System misst reforméiert ginn an et misst enner anerem e Riichter fir d'Application des peines geschafe ginn, dat, nodeems et och eng sëllege Recoursen an dem Beräich gouf, Recoursen, déi bis op Stroosbuerg gaange sinn.

D'Cour européenne des droits de l'homme hat am Arrêt Boulois an enger éischter Phas gesot, mat allerdéngs enger knapper Majoritéit, datt d'Lëtzebuurger Prozeduren net d'Garantié vum der Mënscherechtskonvention gëifen erfëllen, ier dunn awer op Demande hi vum de Lëtzebuurger Autoritéiten d'grande Chamber vum der Cour den 3. Abrëll 2012 decidéiert huet, datt den Artikel 6 Paragraf 1 relativ zum Recht op e Procès équitable net applikabel war.

Reformbedarf besteet trotzdem. Eleng déi laang Gerichtsprozeduren, mä net nëmmen déi, weisen et. Mir brauche Léisungen, fir d'Prisonéier esou gutt wéi méiglech nees an d'Gesellschaft ze integrieren.

Déi zwoe Gesetze, iwwert déi mer ofstëmme, bauen op engem Gesetzesprojet op, deem 2012 deposéiert gouf, an all Matière een. Déi sëllege Avisen, déi zu deene Projeten erakommen, si mat ageschaff ginn; och eng vun den Ursachen, firwat decidéiert gouf, zwoe nei Projeten ze maachen.

Déi zwoe Projete schafen dräi Hauptakteuren an der Exécution des peines: d'Prisonswiesung, déi d'Gestioun vum de Prisonsong an der Haft mécht; de Procureur général d'État mat sengem Délégué, dee fir d'Exécution des peines zoustänneg ass, an d'Chambre d'application des peines, déi iwwert d'Recourse géint d'Decisioun vum Procureur a vun der Prisonswiesung statuéiert.

Dës ass och déi Haaptneierung beim Gesetz iwwert d'Exécution des peines. Opgrond vun de Remarque vum Statsrot zu dem viregte Gesetzesprojet bleift den Decisiounspouvoir, an den Hänn vum Procureur général d'État. D'Chambre d'application des peines, elo schonn „CHAP“ genannt, decidéiert also nëmmen an zweeter Instanz a gëtt och um Niveau vun der Cour d'appel instituéiert. Se siegéiert am Prinzip zu dräi als Chambre du conseil. Bei méi einfache Fäll kann awer och een eenzelne Riichter d'Decisionen huelen, wann et zum Beispill ëm e Congé pénal geet oder ëm eng Interdiction de conduire. D'CHAP kann, muss awer net decidéieren, d'Personen och selwer ze héieren.

Et ass kee weidere Recours géint d'Decisionen vun der CHAP méiglech. Eng aner Neierung vum Projet ass d'Normalisatioun vum Sursis. Den neien Artikel 195-1 vum Code de procédure pénale gesäit elo vir, datt eng speziell Motivatioun muss am Uerteel stoen, wa kee Sursisgespräch gëtt bei festem Prisong.

E ganzen Deel vum Gesetz ass dann dem Aménagement vun der Strof gewidmet. Mir kennen de Bracelet électronique zënter 2007. D'Erfahrungswärter vun deem Projet si positiv, soudatt dës elo eng legal Basis kritt. D'Zil ass et, esou mann wéi méiglech Leit an der Détention préventive ze hunn an den Untersuchungsriichter ze encouragéieren, op de Bracelet électronique zréckzegräifen.

De Bracelet électronique ass, genee wéi eng sëllegen aner Dispositionen am Text, ee vun de Moyenen, fir eng besser Insertioun vum Verurteilten um Enn vu senger Strof ze erméiglechen.

Den Text iwwerhëlt och aner Aménagementen vun der Strof, déi mer haut scho kennen: déi fraktionéiert Exekutioun; d'Semi-liberté, déi et erlaabt, op Giwenech ze goen, déi elo ab der Verurteilung ka gesprach ginn - dat ass nei -; de Congé pénal - hei ginn d'Konditiounen präziséiert -; d'Suspensioun vun der Exekutioun; d'Libération anticipée an d'Libération conditionnelle.

Wann eng Demande fir en Aménagement de peine refuséiert gëtt, da ka keng nei Demande virun engem Delai vun zwee Méint gemaach ginn, et sief dann, et géifen nei Elementer ginn.

De Projet iwwert d'Exécution des peines gesäit och vir, datt d'Magistrate sech kënnen an e Centre pénitentiaire deplacéieren, fir en Detenu ze héieren, soudatt dës net ëmmer muss transportéiert ginn. Dat spuert Käschtchen a reduzéiert och de Risiko vun engem Incident.

Wat d'Reform vun der Administration pénitentiaire ubelaangt, sou gëtt e groussen Accent op d'Reinsertioun vum Prisonéier geluecht. De Verurteelte soll responsabiliséiert gi mat engem Plan volontaire d'insertion. Dës Plang soll d'Reinsertioun an d'Gesellschaft méi einfach maachen, andeems de Prisonéier vun Ufank u vun engem Suivi profitéiert a Moossname geholl ginn, déi op seng Situatioun ugepasst sinn.

Dës Plang gëtt mam Prisonéier a mam Agent de probation vum SCAS ausgeschafft an dréit iwwer verschidde Volete wéi Ausbildung, psychosozialen, psychologeschen a psychotherapeuteschen Suivi, grad ewéi d'Reparatioun vum Schued, deen d'Affer erlidden huet, wat jo och e ganz wichteg Element ass. Dës Plang soll och regelméisseg iwwerschaaft ginn.

Da gëtt eng Prisongsverwaltung geschafen, déi fir véier Objektiv zoustänneg ass: de Schutz vun der Gesellschaft, andeems d'Recidive soll verhënnert ginn, d'Sanktioun vum Verurteilten, d'Reparatioun vum Schued an d'Insertioun vum Verurteilten an d'Gesellschaft. D'Verwaltung gëtt vun engem Direkter geleet. Nieft der Direktioun vun der Administration pénitentiaire sinn déi dräi Centres pénitentiaires Schraasseg, Giwenech an Uerschterhaff, deen amgaangen ass gebaut ze ginn, den Institut de formation pénitentiaire an d'Personal aus de Prisongen en Deel vun där Verwaltung.

D'Verwaltung ass laut dem Gesetzesprojet elo responsabel fir d'Mise en œuvre vun der Detention, dat heescht, déi Decisionen, déi de Prisonéier betreffen am Kader vu senger Haft, Decisionen, déi virdrun an den Hänn vum Procureur général d'État louchen, deen, wéi scho gesot, just nach zoustänneg bleift fir d'Exécution des peines en tant que tel. De Recours géint d'Decisionen vum Verwaltungsdirekter kann de Prisonéier virun d'CHAP bréngen.

D'Gesetz schafft dann och eng Unité psychiatrique socio-judiciaire. Et handelt sech hei ëm eng Unitéit vum Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique. Dës Unitéit gëtt onofhängeg vu Schraasseg geleet an empfängt ënner anerem Persounen, déi op Basis vum Artikel 71 vum Code pénal, dat heescht, déi vun Troubles mentaux betraff ware bei der Strofdot an d'duerch hiren Discernement verluer hunn, pla-

ciéiert ginn, well se net stroferechtlech responsabel sinn, an déi eng Gefor duerstellen. Dës Unitéit ass am Site vu Schraasseg, gëtt awer wéi gesot vum CHNP geréiert.

E groussen Deel vum Projet dréit dann nach ëm d'Sécherheet am Prisong. Een Artikel, deen ons vill beschäftigt huet an dee mer als Kommissioun och mat der Associatioun vun de Giischercher diskutéiert hunn, ass den Artikel 43 iwwert d'Mëttel vu physischer a materieller Contrainte, déi bannen am Prisong kënnen genotzt ginn.

D'Haaptsuerg war et, den Agenten hir Sécherheet ze garantéieren. Se dierfen Handschelle, Matraquen, net penetrant Waffen an och elo Pefferspray benotzen, dat no Erlaabnis vum Prisongsdirekter. Penetrant Schosswaffen dierfen allerdéngs just bei der baussechter Clôture vu Schraasseg an dem Uerschterhaff benotzt ginn an och nëmmen am Fall vun Noutwier. Och dës Notzung muss am Virfeld vum Prisongsdirekter erlaabt ginn.

Fir Diskussiounen mat de Giischercher huet och gesuergt, datt de Projet virgesäit, datt an Zukunft de Prisongstransport vun an op Schraasseg an Uerschterhaff exklusiv vun der Police gemaach gëtt. Mir sinn allerdéngs aus Sécherheitsgrënn dobäi bliwwen.

Zu den Eckdaten: Béid Projete goufen de 24. August 2016 deposéiert an den 22. September 2016 an der Kommissioun virgestallt. De Statsrot huet de 17. März 2017 en éischten Avis ofginn. D'Regierung huet duerno Amendementer eraginn an de Statsrot huet en Avis complémentaire den 20. Februar 2018 ofginn. Den 2. Mee vun dësem Joer sinn ech Rapportrice genannt ginn, eng Charge, déi ech um Viviane Loschetter iwwerholl hunn. Mir haten duerno nach dräi Reuniounen, hu parlamentaresch Amendementer ugehall, déi zu engem zweeten Avis complémentaire vum Statsrot gefouert hunn, allerdéngs ouni Opposition formelle, soudatt de Rapport konnt de 27. Juni ugehall ginn.

Mir kruten och eng sëllegen Avisen zu de Projeten eran. Ech verweisen, wat de Contenu dovunner ugeet, op mäi schrëftleche Rapport.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapportrice. Éischte Riedner ass den Här Léon Gloden. Ech hat lech hei net als éischte stoen, mä de Gilles Roth. Dat heescht, Dir hutt gewiesselt?

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Neen, dat war am Fong esou virgesinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann hu mir et falsch matgedeelt kritt.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Keng Angscht, de Gilles Roth kennt och nach op d'Riednerpult zum zweete Projet schwätzen.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir fäerten net.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Här President, fir d'Éischt der Madamm Rapportrice Merci fir hire schrëftlechen a mündleche Rapport. Mir stëmmen haut e weidert Puzzlestéck vun enger globaler Prisongsreform zu Lëtzebuerg. Dës Reforme sinn eigentlech lassgaange mat engem Rapport vum Professor Stefan Braum am Joer 2006. An am Joer 2008, d'Rapportrice huet et gesot, huet den deemolegen Ombudsmann Marc Fischbach seng Recommendationen och op Pabeier bruecht.

Eng éischt strukturell Reform gouf 2009 arréiert mat der Schafung vum Centre de rétention. Zanterhier goufen d'Leit an Ofschibhaft net méi zu Schraasseg ënnerbruecht, mä um Findel.

Déi zweet strukturell Reform gouf och virun e puer Joer an Ugrëff geholl, och wann d'Unisec eréischt kierzlech opgaangen ass.

Eng drëtt strukturell Reform, déi eigentlech 2017 Realitéit sollt ginn, gouf 2014 mam Vott vum Gesetzesprojet iwwert de Bau vun der Untersuchungsanstalt zu Suessem formell ugehall. A mir waarden, dass et lassgeet.

Domat wäerte mer dann och déi op europäeschem Niveau geltend stroferechtlech Standarden erfüllen. Ech si mer sécher, wann dës raimlech Trennungsprozesser bis ofgeschloss sinn, wäerte sech och d'Haftbedéngunge verbesseren an doduerch och de Resozialiséierungsprozess u Vitess kënnen ophuelen.

Schraasseg wäert sech da vum Image vum Sammelbecker fir all Zort Stroftäter, vun Ugekloeten iwwer Klengkriminell bis Schwéierkriminell, kënnen léisen.

Här President, haut geet et hei net ëm déi raimlech Trennung vun all dës Leit. Haut geet

et villméi ëm den Émgang mat de Verurteilten. De Strofvollzuch zu Lëtzebuerg kritt eng nei Nues, och wat d'Vewaltungsstruktur ubelaangt. De Gilles Roth wäert duerno dorobber agoen.

Déi zwee Projeten, dat ass onbestritten, droen och haut nach d'Handschrëft vum fréiere Justizminister François Biltgen. Den Exposé des motifs vum Regierungstext huet quasi Wuert fir Wuert de viregte Reformtext iwwerholl. Et ass duerfir och net verwonnerlech, wann de Statsrot schreift: «Le projet de loi peut effectivement s'analyser comme des amendements au projet de loi n°6381.»

Här President, d'CSV steet hannert dësem Projet. Mir bedauern awer, dass de ganze Reformprozess esou laang geschleeft huet, obwuel d'Basis fir de Projet de loi virlouch.

An engem Interview am „Lëtzebuurger Wort“ vum 24. Dezember 2014 huet de Justizminister gesot, spéitstens am Fréijoer 2015 géif de geännerte Projet de loi um Dësch leien. Den Depot ass de 24. August 2016 geschitt. Dass et esou laang gedauert huet, ass drop zréckzeféieren, dass de Statsrot op eng Partie vu senger Froe keng Antwort kritt huet. Dobäi gouf e bedeutenden Deel vun der Reform, nämlech d'Aféiere vun der Videokonferenz, einfach gestrich. Déi soll elo no laangem Hin an Hier an engem separate Projet de loi behandelt ginn. An et si sécherlech och déi rezent Aussoen an déi domadder legitimm Reklamatiounen vun de Giischercher, déi de Minister ënner Drock gesat hunn, fir elo nach kuerz virun der Summerkank déi zwee Projeten hei an der Chamber zum Vott ze stellen.

Här President, zum Fong. Déi am Prisong setzen, hunn eng fléie gelooss. Si hu géint eis sozial Uerdnung verstouss. Fir d'CSV ass et wichtig, dass de Condamnéierte sech senger Dot bewosst gëtt, andeem en d'Strof ofsézt. Déi Strof muss och zäitno exekutéiert ginn - fir et mam Emmanuel Macron ze soen: «Une peine prononcée est une peine exécutée.» Mä de Prisonéier muss och d'Méiglechkeet kréien, seng Astellung ze änneren, andeem en eng Perspektiv kritt, fir erëm duerch eng Dier de Wee an d'Liewen ze fannen, wann d'Strof eriwwer ass.

Een anere gradesou wichtege Punkt ass, dass d'Victimm en zentrale Stellwäert an dësem Projet de loi kritt. Den Artikel 670 ënnersträicht genau dës dräi Punkten: «L'exécution des peines privatives de liberté favorise, dans le respect des intérêts de la société et des droits des victimes, l'insertion des condamnés ainsi que la prévention de la récidive.»

Här President, virun engem definitiven Uerteelssproch spillt weider d'Onscholdsvurmuddung. An esou laang sinn dës Leit nëmme virgelueden. Dovunner souzen 2017 en moyenne 325 Leit an Untersuchungschaft. Dat si méi wéi 46% vun der Gesamtprisongspopulation. Dat ass enorm! En éischten Usaz ass deen, fir de Beschëllegten net direkt anzesetzen. Dat ass een Usaz, deen och op europäeschem Niveau verfollegt gëtt. Et geet drëm, dem Beschëllegten, wann d'Emstänn et erlaben, richterlech Kontrollen opzëerleeren.

Do „legaliséieren“ mer haut mat dësem Gesetz eng Praxis, déi scho säit 2006 fir Verurteelter zum Asaz kennt: den elektronische Bracelet. D'Madamm Rapportrice ass drop agaangen.

2017 hunn insgesamt 55 Persounen vun dëser Aart vu Strofaussetzung kënnen profitéieren, 55 Persounen, déi also net an de Prisong hu misse goen. Eng Onkloerheet besteet nach, wat den Asaz vu Bracelete mat GPS-Uertung ugeet. De Minister kann eis vläicht soen, wou de Projet drun ass, ob déi mëttlerweile asazfäeg sinn.

E Paradigmewissel ass och, dass eng Verurteilung mat Sursis an Zukunft eigentlech d'Regel ass an eng Verurteilung ouni Sursis speziell muss motivéiert ginn.

Am François Biltgen sengem Gesetzesvorschlag war dës Paradigmewissel op de Correctionnel limitéiert, nom französische Modell. Mir ginn haut e Schrëtt méi wäit. Wat de Méiwäert vun dëser neier Regelung ugeet, wäert d'Zukunft weisen.

Här President, all Mënsch huet eng zweet Chance zegutt. Oder wéi de Victor Hugo et treffend formuléiert huet: «La société ne doit pas punir pour se venger; elle doit corriger pour améliorer.» Dat ass de Mantra vun dësem Projet. D'Zilsetzung sinn dofir kloer: manner Recidivisten. Laut dem Justizrapport vun 2017 waren 32% vun all de Verurteelte Widderhuelungstäter. Eng besser Virbereedung op d'Liewen nom Prisong, dat geschitt iwwer divers Weeër, an d'Haftbedéngunge spillen do natierlech och mat.

D'Resozialiséierung ass awer och an Zukunft eng Erausforderung. Zesumme mam Prisonéier gëtt op fräiwëlleger Basis e Plan volontaire d'insertion ausgeschafft. De Suivi dovunner maachen d'Servicer vum jeeweilige Pri-

song. Dës Plang soll och a Betruecht gezuginn, wann et drëm geet, de Strofvollzuch ze moduléieren. D'Moduléierung vun den Haftstrofen ass dem Procureur général respektiv sengem Delegéierte virbehalen.

Eng net onwesentlech Roll kennt an där Hirschicht dem Service central d'assistance sociale, dem sougenannte SCAS zou. Et war wichtig, d'Organisatioun vum SCAS ze iwwerkucken an déi néideg Adaptatiounen ze maachen. Doriwuer eraus ass de Verrieder vum Procureur général och gutt beroden, sech systematesch mat der konsultativer Kommissioun, dem fréiere Comité de guidance, zesummenzesetzen, ier en eng Decision hëlt. D'Chimie tëschent der Administratioun an dem Parquet muss stëmmen.

D'Roll an d'Unerkennung vum Affer gëtt och verstärkt, éischters bei der Ausschaffung vun engem adaptéierte Strofvollzuch. De Parquet muss a senger Entscheidungsfindung der Attitüd vum Täter vis-à-vis vum Affer Rechnung droen. Zweetens gëtt d'Affer, wann et dat freet, zum Beispill iwwert d'Fräiloosung vum Täter informéiert, jo, souguer wann en ausgebéxt ass.

Här President, wat fir eng Roll spillt dann elo d'Chambre de l'application des peines, déi sougenannten „CHAP“?

D'CHAP war scho vum François Biltgen ugeduecht ginn. Dass dem deemolegen CSV-Justizminister seng Virstellung méi elaboréiert ware wéi déi, déi sech haut am Gesetzestext erëm fannen, huet och seng Grënn. De 14. Dezember 2010 gouf Lëtzebuerg vun der zweeter Kummer vun Mënscherechtsgeriichtshaff verurteilt. An dobäi goung et ëm de Congé pénal, deen e Gefaangenen de manière itérative net accordéiert kritt huet. Déi zweet Kummer koom zur Konkusioun, dass de Congé pénal e Recht wier am Sënn vum Artikel 6 vun der Mënscherechtskonventioun. Garantien no engem onofhängege Geriicht misste gi sinn, wat net de Fall zu Lëtzebuerg war.

De fréiere Justizminister huet reagéiert. D'Schafung vun der CHAP war déi grouss Neierung. D'CHAP war souwuel bei de Beziirksgeriichter wéi och beim Appellatiounshaff ugesidelt. D'CHAP sollt an éischer Instanz an enger dach komplizierter Aarbechtsopdeeling mam Procureur général iwwert d'Modalitéite vum Strofvollzuch befannen. E Recours dergéint virum Appellatiounsgeriicht sollt dat Ganzt ofronnen.

Zum Zäitpunkt vum Depot hate mer nach net d'Gewëssheet, dass déi grouss Kummer vun Mënscherechtsgeriichtshaff d'Uerteel vun der zweeter Kummer géif kippen. Dat explizéiert de méi komplizéierte System, deen de François Biltgen deemools ausgeschafft huet.

Dës Projet vereinfacht dat Ganzt. Dat begrësse mir ausdrécklech.

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Här President, d'CSV begrëisst, dass de Strofvollzuch am 21. Jorhonnert ukomm ass. Déi nei Mesurë kënnen dozou féieren, dass eise chronesch iwwerbeluechte Prisong vu Schraasseg entlaascht ka ginn. Zu Schraasseg zum Beispill waren op den 1. Januar 2018 aktuell 617 Persounen opgeholl. Dat ass gläichbedeutend mat engem Taux d'occupation vun 103,55%. Dat erlaabt dem Prisongspersonal nëmme ganz schwéier, eng uerdentlech Gestioung ze maachen.

De Bau vun enger Untersuchungsanstalt um Uerschterhaff wäert hei zousätzlech fir Entlaaschtung suergen. Natierlech bedauere mer, dass de Bau an der Zäit no hanner geréckelt gouf. Bis et dann esou wäit ass, an eigentlech onofhängeg vum Bau vun der Untersuchungsanstalt, ass et fir eis wichtig, aner Pisten unzuschneiden. Mir sinn der Meinung, dass mer eist Strofgesetzbuch eng Kéier missten ënner d'Lupp huelen an un d'Ufuerderunge vun eiser Gesellschaft upassen.

An deene leschte Jore sinn ëmmer erëm nei Infraktiounen bäikomm, net nëmmen am Code pénal, mä och a villen aneren Texter. Et kann ee schonn den Iwwerbléck verléieren. Et ass en Travail de longue haleine, deen een awer eng Kéier misst ugoen an och zesumme mat Strofbestëmmungen ausserhalb vum Code pénal misst analyséieren.

Här President, laut Aktivitéitsbericht vun 2017 vum Justizministère si ronn 40% vun den Insassen an eise Prisongen Non-résidents. Vun deene si bal 98% keng Lëtzebuurger. Mir müssen et also fäerdegbréngen, fir d'Drëttstaatler an hirt Heemechtsland zréckzeféieren. Déi Länner müssen also d'accord sinn, dës Leit zréckzehuelen. Mir sinn och weider der Mee-

nung, dass d'Prisonéier, déi hire Wunnsätz am europäeschen Ausland hunn, sollen hir Strof do ofsätzen. Och wann de Minister eis an deem Beräich nach ëmmer Äntwerte schëlleg ass, sou si mer der Meenung, dass hei den Accord vum Veruerteelten net muss do sinn. Déi géigesäiteg Unerkennung vu strofrechtlichen Decisiounen misst also esou e Schrëtt automatesch maachen.

Dat bréngt mech zu engem Gesetzestext, dee mer den 11. März 2015 hei am Haus gestëmmt hunn an deem den 17. Abrëll 2015 am Memorial publizéiert gouf. Et geet ëm déi géigesäiteg Unerkennung vu Bewährungsstrofen.

De Minister hat d'Objektiver vun deem Gesetzestext richteg ëmrummt. Ech zitieren: „D'Finalitéit ass am Fong och déi, deene betreffene Condamnéierten hir Rehabilitatioun, hir Resozialisatioun och doduerch kënnen ze erliichteren, dass se eventuell déi amenagéiert Peinen och an hirem eigentleche Pays de résidence kënnen ausfüllen. Dat, mengen ech, ass richteg.“ Fin de citation.

De Minister hat deemools och betount, dass mir evidentereis en Interêt hätten, dass dat Instrument och zum Droe kéim. En huet och betount, d'Justizkommissioun vun der Chamber géif d'Zuelematerial zur Verfügung gestallt kréien. Bis haut waarde mer drop, Här Minister!

Här President, mir hunn elo vill iwver Prisonen, Strofvollzuch, Strofrecht et cetera geschwat. Ech wëll mat enger positiver Nott schléissen an de Victor Hugo nach eng Kéier zitieren: «Celui qui ouvre une porte d'école ferme une prison.» De Prisong wäert och an Zukunft d'Symptombekämpfung sinn. Wichtig ass d'Ursachefuerschung an déi richteg Äntwerten dorop.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, e Merci fir d'Kollegin Sam Tanson fir hei déi Virstellung vun den Haaptpunkte vun deemem Projet als Rapporteur. Et geet hei drëm, fir eis eng modern Gesetzgebung ze ginn, wat de Strofvollzuch ugeet, virun allem och, fir eng Rei vu Saachen, déi haut an der Praxis bestinn, gesetzlech ze verankeren an doduerjer Rechtssécherheet eranzebréngen.

Wat mech besonnesch freet, dat ass, dass elo an deemem Haus, bis elo zumindest, eng relativ Eenhellegkeet bestanen huet, wat d'Orientéierung vum Strofvollzuch ugeet. Ech wëll soen: Dat war net ëmmer esou an deemem Haus! Et war net ëmmer esou an deemem Haus, a wann den Deputéierten Här Gloden gemengt huet, e wier frou, ze gesinn, dass elo Lëtzebuerg am 21. Jorhonnert mam Strofvollzuch ukomm wär, da soen ech: Ech si frou, dass d'CSV am 21. Jorhonnert ukomm ass!

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ooh! Hätt Der gär Präzisierungen?

► **Plusieurs voix.** - Jo!

(**Interruptions**)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, d'CSV gétt net gären un hir eege Vergaangenheet erënnert. Dat ass awer keng Eiwegkeet hier, dat doten!

(**Brouhaha général**)

► **Une voix.** - Oh Mamm, oh Mamm!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - De Luussert, d'Campagne „Här Minister, nehmen Sie Ihren Hut!“ un de Robert Krieps, deen dann hei verëiert gétt ewell vun alle Bänken. Deen ass an den Eck gedriwwen ginn! Den Alphonse Spielmann ass ëffentlech un de Pranger gestallt ginn, ee vun deene beschte Juristen, déi mer hei zu Lëtzebuerg haten, dee sech fir e menschleche Strofvollzuch staarkgemaach huet. Dat gehéiert zur Geschicht vun deem Land an et gehéiert och zur Geschicht vun der CSV. Wann een dat hei rappeliert,...

(**Brouhaha général**)

...wa si anere Leit virwerft, si wieren hannendran, da wëll ech soen: D'CSV war Jorzéngten hannendran, wat de Strofvollzuch hei ugeet a wat d'Prinzipie vun engem modernen an humane Strofvollzuch ugeet. Si ass während fënnf Joer an der Opposition net midd ginn an de 70er Joren, déi fortschrëttlech Politik vun der deemoleger Regierung a Fro ze stellen an d'De-

missioun en cascade vun de Ministeren, vu Procureuren an anere Leit ze verlaangen.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här Bodry, du ware mir knapps gebuer!

(**Interruptions**)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat héiert Der net gären, ech weess!

► **Une voix.** - Oh dach!

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Dir gitt wäit zréck. Mir sinn awer elo am 21. Jorhonnert.

(**Brouhaha général**)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et sinn hei Parteien, déi brauche sech awer fir hir Vergaangenheet net ze schummen. An et sinn anerer, déi schwaarz Flecken an hirer Vergaangenheet hunn.

(**Brouhaha et coups de cloche de la présidence**)

Ech si frou feststellen, dass also och d'CSV am 21. Jorhonnert ukomm ass, wat de Strofvollzuch hei am Land ugeet, an net méi fuerdert, dass, wann eng Kéier e Congé pénal net esou gräif, wéi e soll, dann direkt de Minister misst demissionéieren.

An där Zäit si mir net méi dran,...

(**Interruption par M. Gilles Roth**)

...well soss hätte scho vill CSV-Justizministere misse demissionéieren.

► **Une voix.** - Ooh!

(**Interruptions diverses**)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech si frou, dass mer also hei u sech e méi e breede Konsensus hunn iwwert déi dote Fro, eng Fro, déi ebe virun e puer Jorzéngten nach ganz hefteg contestéiert war a wou et och haut, dat muss ee soen, och haut bei de Penalisten nach zwou Schoule ginn: déi, déi méi op Strof setzen, op eng Vollstreckung vun der Strof setzen, an déi, déi op en individualiséierte Strofvollzuch setzen, déi also als iewesch Zil d'Reinsertioun vum Delinquent hunn an als iewesch Zil hunn, derfir ze suergen, dass et net zu engem Réckfall kéint.

Dat ass, mengen ech, d'Haaptorientéierung och, wéi se iwwert déi lescht Joren et ënner Verantwortung vun CSV-Ministere weiderentwéckelt ginn ass a wéi se elo an deem heite Gesetzestext festgeschriwwen ass.

D'Zil ass et selbstverständlech, d'Gemeinschaft ze schützen, mä awer och de Stroftäter dozou ze bréngen, fir seng eege Liewenshaltung ze änneren, fir dass e mierkt, dass hien am Onrecht war, säin Onrecht unerkennt, dass en d'Affär soll entschiedegen an dass dat do déi beschten Aart vu kollektiver an individueller Präventioun ass.

D'iewesch Zil, wéi scho gesot, vun deem heite Strofvollzuch ass et, eng Reintegratioun vum Stroftäter an d'Gesellschaft ze garantéieren. Dat mécht een net, andeem ee Leit während Joren wechspäert, se komplett aus der Gesellschaft erauszitt, se isoléiert, se ausgrenzt, mä dat mécht een doduerjer, dass ee Lienen opbaut mat der Gesellschaft ronderëm, dass ee se progressiv erëm probéiert, an déi Gesellschaft ze integréieren.

Dat ass net einfach! Dat ass net einfach! An dat do ass och e permanente Seeldanz, e permanente Ofweien och vu Risiken, dat déi Leit ze maachen hunn, déi d'Responsabilitéit droen, wat de Strofvollzuch ugeet, ob dat de Parquet ass, de Parquet général ass oder ob dat d'Responsabiler si vun de Centres de détention. Alleguerten hu se do eng ganz schwierig Aufgabe ze maachen. Et ass, géif ech soen, eng vun deene schwierigsten iwverhaupt, déi et fir mech am Justizwies an och am Stat gétt.

Eng ganz delikat Aufgabe: op där enger Säit d'Noutwendegkeet vun enger Autoritéit, op där anerer Säit awer och d'Noutwendegkeet, op d'Bedürfnisser vun deem Eenzelen anzegeen an de Strofvollzuch esou ze gestalten, dass en där Grondfinalitéit vun der Reinsertioun och wierklech nokéint, bei alle Schwierigkeeten, zu deenen dat am Eenzelfall och féiere kann. Duerfir brauchen déi zoustänneg Institutionen, do ass de Parquet an éischer Hisiicht gefuerdert, net een Instrument, mä se brauchen eng ganz Panoplie vun administrativen, gesetzlechen Instrumenter, fir kënnen den individuell ausgeriichten, moderne Strofvollzuch ze maachen. An natierlech muss och duerfir gekuckt ginn, dass et bei deenen Decisiounen an engem zouene Beräich - dat ass de Prisong par définition - net zu arbiträren Decisiounen kéint.

Et ass also wichtig, dass eng Kontroll do ass vun enger neutraler Stell, an dat gétt eben, géif ech soen, de Kärpunkt eigentlech vun deiser Reform - dat gouf och noutwendeg gemaach duerch en Arrêt vun dem Europäesche Mënscherechtsgerichtshaff, deen derfir suert,

dass do och eng onofhängeg Stell ass, an dat ass e Gericht -, déi derfir suert, dass hei kontrolléiert gétt, ob d'Gesetz, ob d'Regele vun deenen Instanzen, déi am Strofvollzuch dann intervenéieren, och respektéiert gi sinn.

Et ass net esou, dass mer do an engem komplett rechtsfräie Raum bis elo gehandelt hätten, well eis Verwaltungsgerichter sech d'Kompetenz ginn hunn a sech also als kompetent erkläert hunn, fir eng Rei vun Decisiounen ze kontrolléieren. Dat sinn déi, déi da vun der Direktioun vum Prisong ausgaange sinn, dat waren also d'Verwaltungsdecisiounen. An do war dann och d'Verwaltungsgericht éischtinstanzlech an dann d'Cour administrative zoustänneg. Mä wou bis elo am Fong geholl keng gerichtlech Kontroll war, dat waren d'Decisiounen, déi de Parquet général geholl huet. Do huet kee Gericht sech als zoustänneg erkläert. A mat deem heiten Text gétt also do och eng Gerichtskontroll agefouert.

E klänge Bemoll, mä dat schéngt eis och nach konform ze sinn zu den internationalen Texter: Den zweeten Degré de juridiction, dee bis elo bei administrativen Decisiounen bestanen huet, fir déi ze contestéieren, dee fällt hei duerch dese Gesetzestext ewech, well eigentlech déi Chambre de l'application des peines direkt bei der Cour d'appel ugesidelt ass, also net dorwider eraus nach e Recours ka gemaach ginn. Mir sinn awer der Meenung, dass dat eigentlech duergeet an dass dat och garantéiert, dass hei rechtsstaatlech Prinzipien och am Prisong respektéiert ginn, well den Detenu bleift och nach ëmmer e Bierger, bleift e Mënsch an huet natierlech och doduerjer eng ganz Retsch vu Rechter, déi hien net kann an och net därerf verweigert kréien.

Et ass also, mengen ech, e ganz wichtige Punkt, dee mer hei maachen, wou mer eppes richtbéien, wat esou bis elo hei zu Lëtzebuerg net korrekt war. An et ass also héich Zäit, dass mer deen heite Punkt maachen. An de Prozedur sinn eng Rei vu Sécherheete mat agebaut, dass et vläicht net zu absolutte Mëssbräich kéint, wou ëmmer erëm nei Recourse géint déi Decisiounen kéint geholl ginn oder nei Demanden, déi géifen un déi zoustänneg Instanz gericht ginn. Ech mengen, och dat ass richteg, dass een do probéiert, e korrekten, en uerdentleche Kader ze setze fir d'Ausübung vun deem Recht vum Detenu, fir eng Rei vu Faveuren ze kréien.

Ech hunn et scho gesot: D'Ewechspäre vu Stroftäter fir laang Joren ass keng optimal Lösung. De Prisong ass eng Strof, mä de Prisongsopenthalt därerf net als Mëttel fir ze strofe benotzt ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Duerfir ass et also wichtig, dass een all seng Efforten dorobber konzentréiert, ze kucken, dass déi Leit herno och aus deem schwierigen Émfeld, wat e Prisong ass, wat och déi Prisongsbevölkerung ass, u sech, wann ech dat därerf e bësse vereinfacht ausdrécken, besser erauskommen, wéi se vläicht eragaange sinn, an net émgékéiert. Dat muss eigentlech e weidert Zil si vun engem moderne Strofvollzuch.

Well et Bierger si wéi anerer och, Bierger, déi Feeler gemaach hunn, Bierger, déi schwéier Feeler gemaach hunn, heescht dat net, dass et eis därerf egal sinn, wéi ee mat deene Leit ëmspréngt, dat heescht, wéi se a wou se emprisonnéiert sinn an ënner wat fir enge Konditiounen dass se emprisonnéiert sinn. An ech sinn och do frou, dass déi Zäiten eriwwer sinn, wou sengerzäit, wéi Schraasseg gebaut ginn ass, vun engem neien Dräi- oder Véierstärenhotel emol geschriwwen ginn ass, deen do géif gebaut ginn. Och déi Zäite si glécklecherweis an der Lëtzebuurger Politik eriwwer, well déi sinn et och ginn.

Duerfir si mer der Meenung, dass et wichtig ass, dass, wann eng Prisongsstrof verhaange gétt, dann eng Modulatioun beim Vollzuch vun där Strof méiglech bleift, wou eng ganz Retsch vun Elementer mussen a Consideratioun gezu ginn a besonnesch natierlech d'Verhale vum Prisonéier selwer an awer och, dat ass schonn ervirgehewe ginn, wat och wichtig ass, dass och d'Verhale vun deem Bestroften zum Affer eng wichteg Roll spillt bei deem Ganzen. Och dat därerf een net vergiessen. D'Reparatioun vum Schued, deen dem Affer gemaach ginn ass, ass immens wichtig.

A mir si frou, kéint mat dru geschaff ze hunn, dass sech iwwert déi lescht Joren eng Entwécklung gemaach huet, dass d'Affär en eegene Statut kritt huet, dass no an no eigentlech d'Rechter vun den Affer, déi während laanger Zäit ignoréiert gi si vun dem Strofrecht oder vun der Prozessuerdnung, vill méi staark zur Geltung komm sinn, dass ewell en Affer e Recht op Informatioun huet, wat och hei nach eng Kéier verstärkt gétt an deem dote Projet, dass et och ka besser intervenéieren a besteeende Prozeduren, dass de Prinzip vun

engem Täter-Affer-Ausgläich och ewell fest eigentlech e Bestanddeel ginn ass vun eiselem ganze Justizsystem.

Alles dat si wichtig Elementer, déi ee muss betounen, dass, och wann et sech elo vläicht bei deemem Projet hei méi ronderëm de Stroftäter an de Veruerteelten dréit, mer selbstverständlech ëmmer am A behalen, wat eigentlech d'Positioun vum Affer an deene ganze Prozeduren ass. An duerfir ass et och richteg, dass an deem Plan d'insertion, deen op fräiwëlleger Basis kann ofgeschloss ginn, wéi gesot, d'Reparatioun vum Schued vum Affer och eng Roll spillt an deem ganze Konzept.

Ech hu gesot, et ass wichtig, dass vill Méiglechkeeten zur Verfügung stinn. Déi sinn hei opgezielt: d'Exécution fractionnée vun enger Strof, de Congé pénal, d'Semi-liberté, dat heescht den offene Strofvollzuch, eng fräizäiteg Entloosung oder eng Libération conditionnelle. Alles dat si ganz wichtig Elementer, déi vu Fall zu Fall musse richteg agesat ginn.

Wat eis awer nach gewësse Suerge mécht - dat wäert mä leschte Punkt sinn -, dat ass herno déi praktesch Applikatioun vun einzelnen Dispositiounen, déi an deem heiten Text dra sinn. Pabeier ass gedëlleg. Och de Pabeier souguer, op deem d'Gesetz geschriwwen sinn, ass gedëlleg. Duerfir ass et wichtig, sech wierklech ze konzentréieren herno an der praktescher Émsetzung vun deem heiten op verschidde Froen, wéi effektiv d'Fro, ob den elektronische Bracelet elo prett ass, fir a méi engem grouse Stil agesat ze ginn. De Conseil d'État huet déi Fro jo och a sengem Avis ënner anerem opgeworf.

Virun allem ass awer och fir eis wichtig d'alternativ Strof vun Aarbechten am allgemengen Interêt. Dat kann, mengen ech, eppes ganz Wirksames sinn. Mä et ass selbstverständlech, wann een do net de Wëllen huet, de politesche Wëllen huet, fir derfir ze suergen, dass och Associatiounen prett sinn, fir dat dote matzemaachen, dass se vläicht eng Hëllefstellung kréien, wa se bei esou Projekte vun eigentlecher Reinsertioun scho matmaachen, quitte dass et en Deel vun der Émsetzung vun der Strof ass, da riskéiert dat doten, zum Deel net ze gräifen.

Mir gesinn als LSAP-Fraktioun e groust Potenzial eigentlech vun Alternativ zum Prisong doranner, wa mer et géife fäerdegbréngen, och duerch staatlech Hëllefstellungen den Associatiounen, de Sociétés civiles ze hëlfe, fir sech opzemaachen, fir Leit opzehuelen, fir kënnen am Beräich vun Aarbechten am ëffentlechen Interêt een Deel vun hirer Strof géintiwwer der Gesellschaft dann och gutzemaachen.

A schliisslech eng drétt praktesch Fro, déi eis ëmgeet, ass déi: Wéi ass et mat dem Transfer vum Geriicht hin an de Centre pénitentiaire? Sinn do déi raimlech Voraussetzungen zu Schraasseg respektiv dann och deemnächst zu Suessem do, fir kënnen deen Transfer ze maachen? Dat sinn also déi praktesch Froen, déi bliewen.

Zum Schluss nach eis Unerkennung un all déi Leit, déi am Alldag Dag fir Dag eigentlech am Kader vun dem Strofvollzuch schaffen. D'Personnal vun deenen Institutionen, déi fest do sinn oder déi ambulant dann tätég ginn, fir anzewierken, extern do intervenéieren, dat ass eng immens schwierig Aarbecht. Eng Aarbecht, déi net ouni Risiko ass, eng Aarbecht, déi all Dag perséinlech Erausforderungen duerstelt. Eis Unerkennung géllt deenen dote Leit iwwert deen heiten Text eraus. An deem Sënn wäerte mer dann och dese Gesetzesprojet ganz gäre stëmmen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Eugène Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Mat 115 Prisonéier op 100.000 Awunner läit Lëtzebuerg ënner der europäescher Moyenne; déi läit bei 127 Prisonéier op 100.000 Awunner. An awer stelle mer fest, dass mer hei zu Lëtzebuerg mat den Infrastrukturen un eis Limite gestouss sinn an der Vergaangenheet. Mir sinn e klengt Land an hunn duerfir och bis elo gewéinlech nëmmen esu Prisong gehat. Wann elo de Prisong zu Suessem respektiv den Untersuchungsprisong, wéi een en och wëllt nennen, um Uerscherhaff da fäerdeg ass, wäert sech um Niveau vun den Infrastrukture sécherlech d'Situatioun verbesseren. Mir schafen do da méi Raum.

D'Fro kann natierlech och opgeworf ginn - well virun hat mä Kolleg, den Alexander Krieps, mer dat nach mat op de Wee ginn, fir datt hien net hei misst op d'Tribün kommen, fir awer och d'Fro opzeweieren -, ob een net vläicht awer och kéint drun denken, well dat jo ëmmer laang dauert, bis datt esou eng Infrastruktur fäerdeg ass, ob een net awer och eng drétt Infrastruktur schonn haut soll iergendwéi am Hannerkapp hunn.



Dat gesot, wollt ech einfach dee Message vu mengem Fraktiounskolleg mat eriwvergin.

► **Une voix.** - De Wahlprogramm.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Dat, fir ze soen, dass also sécherlech ëmmer och, ech mengen, e Prisong jo souwiso eppes ass, wou et em d'Plaz geet, respektiv et ëmmer e wichtegt Element ass, wéi déi Plaz organiséiert ass.

Fir och nach eng aner, wéi soll ech soen, Bemierkung hei eranzubringen, déi vläicht net direkt eppes mam Projet de loi ze dinn huet an awer, dat ass: Haut de Moien hate mer ënner anerem - déi maachen den Tour vun all de Fraktiounen - den ORK zu Besuch. An ënner anerem eng vun hire Suergen ass och déi, dass zum Beispill Prisonéier, déi Kanner hunn, wann d'Kanner op Besuch kommen, dat de Moment net ëmmer optimal kann oflaffe vun der Plaz hier bis hi wéi dat organiséiert gëtt mam Spillgezei an esou weider. Och do - dat ass elo vläicht en anere Volet, mä och dat gehéiert vläicht zu deem, wat ee Strofvollzuch nennt - soll ee sech awer och Gedanke maache vläicht. Mat klunge Mesurë kann een do schnell Ofhëllef bréngen.

D'Fro vun der Plaz, wéi ee se organiséiert, ass déi eng. An ech mengen awer, dass huet och Inzidenzen op d'Schaffen, op d'Liewen, op d'Zesummeliewe vun de Prisonéier wéi och de Giischercher. An ech mengen, et ass jo awer och esou, dass an der leschter Zäit do déi eng oder aner Onzeffriddenheet bis eraus aus dem Prisong komm ass. Dat war jo och eng vun den Ursachen, verschidden Onzeffriddenheeten, dass mer virun e puer Wochen de Prisong leider e bësse méi am Gespreich an de Medien haten. Mir haten och eng, zwou Kommissiounssitzungen, wou mer dunn awer ausféierlech Informatiounen doriwwer vum zoustännege Justizminister kruten.

Ech mengen, do ware Streiken, e Refus vun Uerderen, Disziplinproblemer zum Deel um Ordre du jour. Et muss een awer och soen, dass hat och zum Deel domadder ze dinn, wat een an all Prisong, bei all Prisongspopulatioun erëmfënnt, déi klasesch Problematiken, wou et dann an deem Mikrokosmos vun där Prisonéiergesellschaft heiansdo dréms geet, fir seng Positioun an där Gesellschaft ze etabléieren oder sech ze verbessern an där klenger Welt.

Mëttlerweil, an dat ass och gutt, hu sech d'Gemiddler berouegt. An et muss een awer kucken, dass een och aus deenen Diskussiounen geléiert huet. Wat awer kloer ass, dass wéll ech hei och nach eng kéier soen, dass hate mer och deemools gesot, wéi de Minister eis de Rapport gemaach hat an der Kommissiounssitzung, dass ass, dass mer ënner kengen, wierklech och ënner kengen Emstänn kënne Gewalt oder Menacen, och wa se vu Leit ausserhalb vum Prisong komm sinn, géintiwwer Giischercher toleréieren. Hei ass fir eis null Toleranz, dass soe mer ganz onmëssverständlech.

Bon, haut de Mëtteg geet et net esou em d'Infrastruktur, mä hei kucke mer, wéi een dann déi zwéi matenee ka verbessern. Dat heescht, d'Infrastruktur, mä virun allem awer: Wéi kann een d'Zesummeliewen a wéi kann een d'Liewen am Prisong, wéi kann een d'Konditiounen vun de Prisonéier, awer och vun de Giischercher op där anerer Säit am Prisong verbessern? Wéi kënne mer et méi human maachen, méi modern gestalten an och méi gerecht gestalten?

Ech mengen, déi zwéi Projet-de-loien, déi mer haut de Mëtten zesammen diskutéieren, déi fokusséieren sech jo op déi Aspekter. Méi konkret geet et em d'Strofvollstreckung an dann eben och de Strofvollzuch, wou mer eng Rei Verännerungen, oder ech géif awer kloer se Verbesserungen haut de Mëtten hei hoffentlech wäerten alleguete stëmmen.

Mir erfannen dobäi d'Rad net nei. Mir sinn eis op déi eng oder aner Plaz am Ausland inspiréiere gaangen, wou och déi Mesuren, déi mer hei aféieren, scho ganz gutt fonctionnéieren a sech bewäert hunn.

Ech wéll elo net op all Punkt vun deene Projekte vun den Erneierungen agoen, well d'Rapportrice Sam Tanson huet dat schon ausféierlech gemaach. Ech wéll hir och hei Merci soe fir hir zwéi exzellente Rapporten. Ech mengen, eng Neuerung - ech wéll nëmmen op e puer Aspekter kuerz agoen - ass jo d'Chambre de l'application des peines. An et ass jo och esou, bis elo hat jo eigentlech och de Prisonéier keng Recoursméiglechkeet, fir iergendwéi géint d'Form oder d'Limite vu senger Strofvirzoge respektiv dergéint, wéi en eventuell am Prisong behandelt gëtt.

De Prisong ass jo awer och kee rechtsfräie Raum. Ech mengen, et ass schon ee Virrieder, deen dat gesot huet. Et ass also, wann ee keng esou Méiglechkeeten huet, awer problematesch a puncto Mënscherechter, dass ass jiddwerengem kloer. Et ass och scho virdru gesot ginn: Dorop haten och schon anerer virun engem laanger Zäit higewisen.

2008, also viru bal zéng Joer, hat de Mediateur schon dorobber opmierksam gemaach. Et sinn elo bal zéng Joer hier. Mir kënne elo laang a breet driwwer streiden. Hätt et kënne méi schnell goen? Wiem seng Schold ass et? An esou weider. Ech mengen, et ass elo gutt. Kommt, mir kucken elo d'Saach positiv! Et ass elo gutt, dass des Regierung den Dossier endlech ficeléiert huet, dass mer elo endlech hei kënne dann déi zwéi Projet-de-loie stëmmen. Et muss een och fairerweis soen, dass eben déi legislativ Prozedur wéinst deene villen Avisen, déi och um ursprénglechen Text waren, net ëmmer esou einfach war an och eben Zäit geholl huet.

Bon, mat deem neie Gesetz kënne d'Prisonéier also elo virun där Chambre de l'application des peines a Recours goen a géint d'Decisionen, déi d'Exekutioun vun de Strofe betrëfft, do reklaméieren. Dat ass eben, wéi gesot, wéll ech dann nach eng kéier drop insistéieren, och gutt esou, well e Prisonéier och Rechter huet. Si hu sech fir eppes schëlleg gemaach, heiansdo méi kleng Saachen, heiansdo méi grav Saachen, mä se bliewen weiderhi Mënsche mat all deene Rechter, natierlech och Flichten, déi aner Mënschen och dobaussen hunn.

Wat mer och ënnerstëtzen, dass ass, dass de Sursis, dee bis elo vum Gesetz hier eigentlech eng Exceptioun zum Prison ferme war, eigentlech elo de Regelfall gëtt, dass de Riichter also an Zukunft muss begreifen, firwat kee Sursis gesprach gëtt. Ech mengen, och an der Praxis hate mer dat awer an der Vergaangenheet scho ganz vill, et ass also eigentlech eng Verallgemeinerung vun enger Demarche.

An och hei muss een natierlech kloer soen, et ass ëmmer erëm (veuillez lire: um Riichter), an ech mengen, do ass jo de Riichter wierklech à même, fir och genau ofzeschätzen, wat d'Gravitéit vun engem Fall ass. An a villen, villen Deliten oder a ville Fäll ass et jo esou, dass et awer vläicht éischerter eppes ass, wat elo net... Et ass natierlech ëmmer schwéier, wann ee seet, et ass grav oder net grav, fir dat ofzeschätzen, mä eigentlech soll dee System, dee Prinzip vu Bewäerung, dass een also eng zweet Chance kriit, hei spillen, dass een also dat da versicht, esou wäit wéi méiglech systematesch fir d'Éischt spillen ze loossen.

En anert Element, wat mer begrëissen, dass ass d'elektronesch Fousfessel, déi elo elektronesch (veuillez lire: gesetzlech) verankert gëtt. Et si jo och esou Mesuren, déi et wäerten erlaben, dass mer also manner Leit mussen am Prisong halen, dass mer also eis Infrastrukturproblemer kënne domadder an de Grëff kréien. A virun allem ass et an eisen Aen och wierklech e gudder Moyen, eng gutt Basis an den Efforte vun der Resozialisatioun.

Ech mengen, dass ass jo eppes, wat eigentlech d'Ziler sinn. Am Endeffekt kriit een eng Strofvollzuch, mä an engem muss ee präventiv wirken am Prisong, dass heescht, dass ee kuckt, esou gutt wéi méiglech d'Leit erëm drop virzereeden, sech an d'Gesellschaft ze integréieren an net méi déi Feeler ze maachen. A jee no Statistik, ech hat déi och kuerz gekuckt, an no Land ass et do net optimal, och an Europa. Do huet een alt een Drëttel bis d'Halschent vun de Prisonéier, déi no engem Prisongsopenthalt erëm réckfällg ginn an no hirer Fräilöschung frëier oder spéider erëm am Prisong landen. Dat dierf et wierklech net sinn. An do muss mer wierklech kucken, dass mer dat hei zu Lëtzebuerg verhenneren.

Ech kennen elo net genau d'Statistiken hei vu Lëtzebuerg, mä mer mussen all Efforte maachen, fir hei wierklech déi richteg Akzenter ze setzen. D'Resozialisatioun, dass ass eigentlech den A an O vun engem reusséierte Strofvollzuch. Dorunner muss een d'Effizienz an d'Qualitéit vun engem Prisong moossen an net um NATO-Stacheldrot oder un dem gudder Kascht. Ech mengen, déi Aarbecht vun der Resozialisatioun, déi fänkt scho während der Prisongszäit un, an d'Fousfessel ass also een Element an där komplexer Aufgab.

Ech hunn och aner Elementer, ech ginn net méi op se all an. Semi-liberté, Exécution fractionnée an esou weider, dass sinn alles Elementer, déi eis eigentlech sollen hëllefen, déi eng Upak solle sinn, fir dass mer d'Resozialisatioun kënne gutt iwwert d'Bün kréien. Dat muss eigentlech dat iewescht Zil sinn.

A fir nach eng kéier kuerz op déi Fousfessel zrëckzekommen, ech mengen, dass ass jo wierklech awer och am Zäitalter vun der Digitalisatioun eppes, déi och beim Strofvollzuch net Halt mécht, fir dass de Prisonéier eigentlech kann dobaussen sinn, sozial Kontakter erëm kann hierstellen, eventuell enger Aarbecht kann no goen an dann esou seng Zäit, wann en ebe ganz a Fräiheet ass, ka besser viberéieren. Et géllt einfach, fir d'Prisonéier aus dem Däiwelskrees vun der Kriminalitéit erauszukréien, well dann hu si selwer natierlech eppes dovunner,

awer och d'Gesellschaft huet dann eppes dovunner, well dann d'Gesellschaft Bierger huet, déi integréiert sinn a keng Problemer méi maachen.

Eng wichteg Hëllefstellung, ech ginn och do weider net méi drop an, dass ass deen neie Plan volontaire d'insertion. Mir hunn och hei an engem vun deenen zwéi Projeten eng nei geschafte Gefängnisverwaltung. Ech wéll och do elo net weider drop agoen, mä ech fannen dat awer och eng gutt Saach, well déi awer och eng wichteg Roll ze spille kréien. Dass ass elo net einfach eng Saach, wou ee verschidden, wéi soll ech soen, Posten definéiert, eng Struktur, eng Hierarchie definéiert. Mä wat hei och wichteg ass, dass ass, dass si net nëmmen fir d'Bewaachen an de Prisongen zoustännege sinn, mä och si hunn eng wichteg Aufgab ze iwwerhuelen, fir ze kucken, dass de Strofvollzuch optimal kann oflaffe respektiv dass och déi Resozialisatioun ka beschtméiglech stattfannen.

Ganz kuerz nach zwéi, dräi aner Punkten, op déi ech wéilt agoen. Dann ass an Zukunft och virgesinn, dass bei Prozeduren déi zoustännege Jurisdiction oder Magistraten, Untersuchungsrichter och kënne an de Prisong goen. Ech denken do insbesonnesch u Suessem, wou jo d'Untersuchungshaftanstalt soll sinn. Dass ass eng pragmatesch Dispositioun an eisen Aen, well domat virun allem och déi onnéideg Gefaangenentransporter evitéiert ginn. An dat entlaascht dann och d'Police, déi soss hei vill am Asaz muss sinn.

Ech wéll awer och nach eng kéier an deem Kontext - et ass scho gesot gi gewiescht zu engem anere Moment, wou mer iwwert d'Pollicereform diskutéiert hunn - soen, nach eng kéier als Denkstouss ginn, ob ee sech net awer soll iwwerleeën, ob d'Gefaangenentransporter onbedéngt mussen vun der Police assuréiert ginn, oder ob net och kéinten zum Beispill d'Giischercher dat iwwerhuelen. Dass hätt sécherlech zwéi Avantagen: D'Police hätt méi Zäit, fir hiren aneren Aufgaben nozagoen, an d'Giischercher hätten och emol méi, aner Aufgaben, dass se net ëmmer nëmmen téschent deene véier Maueren am Prisong hir Aarbecht maachen, mä dass se och do emol déi eng oder aner Aarbecht kéinte maachen.

Jo, Här President, de Prisong, dass ass eng Plaz, wou dat enkt Zesummeliewen an déi speziell Konditiounen, dass d'Fräiheet eben ageschränkt ass, besonnesch och de Risiko erhéijen, dass och innerhalb vun de Maueren awer kënne emol méi gewalttätig Auseenansetzung stattfannen. Dass huet een och an der Vergaangenheet scho gehat. Ech hat gesot, dass ass e Mikrokosmos, wou dann d'Prisonéier ënner sech emol kënne Streidereien, Kläppereien hunn, wou et awer och emol vis-à-vis vun de Giischercher, vun deenen, déi op si oppassen, do kann zu Problemer kommen.

Ech wéll net nach eng kéier dat widderhuelen, wat ech am Ufank gesot hunn, dass mer also op alle Fall net kënne toleréieren, wann do d'Sécherheet vun Beamten am Spill steet. An och hei an engem vun deene Gesetzer hu mer eng Rei Mesurë präziséiert, wat fir eng Waffen d'Beamten am Noutfall bei eminenter Bedrohung dierfen asetzen.

Mir haten an der Kommissioun déi eng oder aner Diskussioun, wat fir eng Waffen dat kéinte sinn. Do war och vun deem berühmten Taser rieds. De Minister huet eis awer erkläert och mat de Spezialiste vun de Waffen, dass dat awer scho wierklech eng geféierlech Waff kéint sinn, wou et och zu wierklech grössere Schied bei Persoune kéint kommen, dass et praktesch kéint bis zum Dout féieren, soudatt mer am Endeffekt also gesot hunn, am grouse Konsens, mengen ech, hu mer da gesot, opgrond vun deenen Informatiounen, dass mer dat net géifen zrëckbehalen, fir esou Waffe wéi den Taser am Prisong kënne virzegesinn als Waff.

Ech mengen, och déi Mëttelen, déi mer elo dann hei am Gesetz virgesinn, effikass sinn, dass muss dann d'Zukunft weisen. Ech mengen, an beschten ass et, dass et eigentlech guer net zu Situatiounen kéint, wou een iwwerhaapt misst iergendeng Waff gebrauchen. Mä op där anerer Säit ass awer wichteg, dass d'Sekuritéit vun de Giischercher, mä awer och vun de Prisonéier zu all Moment garantéiert ass.

Voilà, ech mengen, Här President, ech sinn do op e puer Punkten gaangen. Dass gesot, kann ech awer no de puer Remarken och d'Zoustëmmung vun der DP zu deenen zwéi Projete bréngen, well se awer wierklech e grouse Progrès sinn, och am Sënn vun engem méi gerechte Strofvollzuch an eise Prisongen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Mir begrëissen als ADR dëst Gesetz. Et

bréngt ganz vill positiv Neierungen. Et ass in globo e gutt Gesetz. An duerfir stëmme mer et.

Iwwer Prisong a Strofvollzuch ze schwätzen, ass komplizéiert, well et gëtt déi villfältigste Situatiounen. Mir diskutéieren hei och net iwwert d'Strofen, déi verhaange ginn. Dass ass net den Thema vun der Debatt. Trotzdem erschlësst et sech mir net, wéiso een, dee mat 2,6 Promill nuets um zwou Auer e Foussgänger op engem Foussgängersträif iwwerrennt an zu Geméis fiert a Fahrerflucht begeet, kee Prisong kriit, an e Mënsch, deen e Meenungsdelikt op Facebook begeet, 15 Méint Prisong kriit. Mä dass ass eng aner Diskussioun. Do muss kontrolléiert ginn, dass déi Muecht, déi do exercéiert gëtt, net willkürlech exercéiert gëtt.

Och am Strofvollzuch erschlësse sech mir gewësse Saachen net, zum Beispill wéi en Drogendealer ka mat Foussfessele ronderrëmlafen, an e Mënsch, dee kuerz virun der Pension steet an dee 15 Méint Prisong krut wéinst engem Meenungsdelikt op Facebook, fest agesat gëtt. Och dass ass eng Fro vu Contrôle vun där Muecht, déi do exercéiert gëtt.

Den Alex Bodry huet ganz richtig gesot: Den Openthalt am Prisong dierf net als solchen zur Strofvollzuch benotzt ginn. Deng Strofvollzuch ass, dass s de an de Prisong kënns. Firwat do Mënsche mat anere Mënschen an eng Zell gesat ginn, déi 24 Stonnen Télee kucken a zappen, déi Droge konsuméieren, déi fëmmen - mir anerer därefen an engem Bistro net fëmmen, an enger Zell dierf gefëmmt ginn -, dass Drogenhandel toleréiert gëtt am Prisong, all déi Saache sinn a mengen Aen intolerabel. An ech hoffen, dass dëst Gesetz hëlleft, där Willkür do opzehëllefen.

Et huet ee Prisonéier mer geschriwwen: „Fast schon wäre mir eine Strafzelle lieber, um dem tagtäglichen Psychoterror zu entkommen.“ An do ass d'Déléguee aux exécutions des peines au courant an et geschitt näischt. Ech hoffen, dass deen zukünftige Magistrat, deen do en charge ass, wäert eppes änneren. An duerfir stëmme mer dëst Gesetz.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Nächste Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Den Entwécklungsgrad vun enger Gesellschaft léisst sech ënner anerem dorunner moossen, wéi se mat deenen ëmgeet, déi sech duerch hiert Verhalten ausserhalb vun der Gesellschaft setzen, also déi, déi sech ausserhalb vun de Gesetzer vun enger Gesellschaft setzen. An ech mengen, dass et en Zeechen och vun Zivilisatiounsgrad ass, wéi ee mat deene Mënschen ëmgeet.

Et war nach an der Vergaangenheet an deene Jorhonnerte virdru ganz dacks, a besonnesch am Mëttelalter esou, dass an deene Gesellschaften d'Bestrafung an den temporären oder definitiven Ausschluss aus der Gesellschaft am Mëttelpunkt stoungen. An eise modernen, opgeklaarten a humanistesche inspiréierte Gesellschaften geet et virun allem em d'Reinsertioun vun de Leit an d'Rehabilitatioun vun den Affer, also em d'Wiederguttmaachung, Aussöhnung a virun allem em d'Reinsertioun vun deene Gefaangenen, déi no hirer Strofvollzuch erëm Deel vun der Gesellschaft ginn.

An dësem Sënn menge mir och, dass deenen Text e fortschrëttlechen ass, well en an de Fokus hält, wat mam Prisonéier geschitt, wann en nees Deel vun der Gesellschaft ass. An am Zentrum steet d'Reinsertioun an d'Gesellschaft, d'Resozialisatioun, och präventiv schon, déi am Prisong muss ufänken, déi ufänken muss ab deem Moment, wou eng Condamnatioun ausgesprochen gëtt.

Dass ass net nëmmen am Interessi vun Prisonéier, mä et ass virun allem och am Interessi vun der Gesellschaft, well eng Gesellschaft Interessi muss drun hunn, dass een, dee seng Strofvollzuch ofgesat huet, net méi rezidiv gëtt, net méi réckfällg gëtt a keng Strofdote méi begeet. A mir wëssen, mir hunn am Moment e relativ héije Prozentsaz, 32%, ass gesot ginn, vun deenen, déi asetzen, si Leit, déi virdru schon eng Strofdote begaangen hunn.

Dësen Text proposéiert dass virun allem iwwert de Plan volontaire d'insertion, wou quasi de Prisonéier zesumme mam SCAS kuckt, en individualiséierten, op d'Besoinen vun Prisonéier adaptéierte Plan ze entwëckelen, dee Formatioun ka beinhalten, dee psychologesche Betreuung ka beinhalten an deen awer och, an dat ass wichteg, d'Reparatioun vun der Schold par rapport zum Affer bedeit.

An dat ass en zweete Punkt, dee mir och an deem Text begreissen, nämlech d'Stärkung vum Affer, souwuel wat d'Informatiounsrecht vum Affer ugeet wéi awer och d'Wiederguttmaachung, déi am Zentrum och vun deene Plan-d'insertione steet.

Mir begreissen och, datt eng Unité de psychiatrie socio-judiciaire geschaf gëtt, déi dem Etelbrécker Spidol ugeschloss ass an déi net direkt Deel also vun der Verwaltung vum Centre pénitentiaire ass. Mir mengen och, datt déi Dispositiounen, déi an deem heiten Text dra sinn iwwert den Aménagement vun de Strofen, absolutt Sënn maachen, datt et aner Forme gëtt, wéi d'Exécution fractionnée, oder och déi bis elo positiv Erfahrung mat der elektronischer Foussfessel begreisse mer absolutt, well et eben drëm geet, fir dee Prisonéier och erëm op dat Liewen ze preparéieren ausserhalb vun dem Centre pénitentiaire. An do ass et ebe grad wichteg, datt et sozial Kontakter ginn, datt e Mënsch Lienen huet mat där Gesellschaft, an déi en no enger gewëssener Zäit dann erëm entlooss gëtt.

Mir begreissen och, datt hei elo formal eng Chambre d'application des peines geschaf gëtt.

Wat mer och éischter kritisches gesinn, ass, datt en zweete Recours, also en double Degré de juridiction hei net virgesinn ass. Ech denken, wann een dat Gesetz an e puer Joer vläicht eng Kéier evaluéiert oder och nach eng Kéier misst op de Leescht huelen oder sollt op de Leescht huelen, datt dat een Element ass, wou een awer och vläicht nach eng Kéier misst drugoen.

Et ass e Gesetz oder e Projet, dee mer hei virleien hunn, dee ganz staark op de Strofvolzuch achséiert ass, also wat éischter eng Form vu Symptomer ass, mä mer kommen net derlaanscht, och d'Ursaache vun där héijer Beleeung awer unzuegoen. An duerfir mengen ech och, datt mer eng Kéier mussen eng seriö Diskussioun féieren hei an der Chamber iwwer eng vun deenen Ursaachen, nämlech déi Drogepolitik, déi am Moment nach ëmmer gefouert gëtt, an och d'Kriminaliséierung vum Drogegebrauch, déi domadder zesummenhänkt.

Dës gesot, ënnerstëtze mer awer deesen Text a mengen och, datt et en duerchaus fortschrëttlechen ass. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Gilles Roth fir d'CSV.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, d'Reform vum Strofvolzuch, dat ass ee vun deene schwierigste politeschen Dossieren iwwerhaapt. An eisen Ae verlaangt dat och duerfir eng ganz sachlech Debatt.

An ech muss lech, Här President, éierlech soen, dass mer doiwuer e bësse bestierzt waren iwwert deen CSV-Bashing vu bal viru 50 Joer, deen awer vum Spriecher vun der Sozialistescher Partei gemaach gouf.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ech géif un d'Adress vum Här Bodry soen: D'CSV steet zu hirer Geschicht, zu deene positiven an och manner positive Momenter.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Mä mir stinn awer och, dat soen ech lech och, Här Bodry, zu de Bilane vu vum CSV/LSAP geféierte Regierungen hei am Land, zu deene positive Saachen, déi geleescht goufen am Interessi vum Lëtzeburger Land. An dat schéngt an den Ae vun der LSAP definitiv dann net de Fall ze sinn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruptions)

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll der Madamm Tanson Merci soe fir e ganz sachlechen a gudde Rapport, souwuel schrëftlechen a mündlechen, zu deem Sujet. An ech wëll och duerfir mat enger sachlecher Ried weiderfueren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - «Surveiller et punir», Dir Dammen an Dir Hären, also „iwwerwaachen a bestrofen“, dat soll sécher och am Prisong geschéien. Mä «Surveiller et punir» ass och den Titel vum Hauptwierk vum, haut ze dacks vergiessenen, Michel Foucault, well schonns an de 70er Joren huet sech dee grouse franséischen Denker eigentlech fir de Retour vun der Dignitéit an de Prisongen ausgeswat, also fir eng Réckbesënnung och op dat, wat am däitsche Grundgesetz steet, näm-

lech, dass d'Würd vum Mënsch eigentlech onantastbar ass. Dat heescht leschten Enns, dass de Mënsch ëmmer getrennt vu sengen Akten ze gesinn ass, egal wéi schlëmm déi och waren an och wann dat an eenzelne Fall net ëmmer einfach ass.

De Mënsch ass also net vu senger Dignitéit ze trennen. Och als Verbriecher bleift hien integral e Mënsch. A kee Prisong vun der Welt dierf engem Mënsch eigentlech seng Dignitéit huelen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Sou wäit zum Abstrakte vum Mënschbild an och vu Mënscherechter. Mä am Prisong gëtt et konkret. Jo, de Prisong ass insoufern och ëmmer e Lackmüstert fir eng Gesellschaft. Wéi gi mer eigentlech mat deenen, déi sech géint d'Gesellschaft gestallt hunn, ëm? An hale mir och hanner zouenen Dieren eis Wäerter an eis Prinzipien oprecht? Meng Äntwert dozou ass ganz kloer: Jo! Grad do muss et sinn!

Grad wa kee Scheinwerfer un ass, muss d'Würd vum Mënsch besonnesch geschützt ginn. Dat heescht net, an dat ass jo schonns indirekt ugeklongen, dass de Prisong soll zu engem Club Med ginn, ganz a guer net! Mä et heescht, dass d'Grundrechter an der Praxis an och praktesche fir jiddweree mussen respektéiert ginn, ouni Schikan, egal wéi subtil se och mag sinn, well hei, am Verbuergene vum Prisong, weist sech eigentlech déi wierklech Gréisst vun enger Gesellschaft a virun allem och vun enger moderner Demokratie.

Duerfir, Dir Dammen an Dir Hären: De Prisong ass keen extraterritorialen Terrain wéi Guantanamo Bay. Eise Prisong ass matzen a Lëtzebuerg, matzen an eiser Gesellschaft. A mir mussen duerno kucken a grad hei eis Wäerter héichhalen an och eis Grundrechter. «Surveiller et punir» also jo, awer dat geet net duer. Virun allem muss et heeschen «éduquer et réintégrer».

Duerfir begreisst d'CSV och, dass an deem Gesetzesprojet den Akzent op d'Resozialisierung vun Veruerteelte geluecht gëtt. An dat ass net nei. Dës Ausrichtung huet sech och am François Biltgen sengem Projet vun 2012 schonns erëmfonnt. Duerfir seet d'CSV och Jo zu der Aféierung vu fräiwëllegen Insertiounspläng, engem vun den Häerzstécker vun deem Projet.

Dese Plang stellt eigentlech de Prisonéier an de Mëttelpunkt. De Prisonéier soll no senger Veruerteelung direkt op e Liewen nom Prisong virbereet ginn. Hie selwer ass net den Objet vun deem Plang, hien ass den Akteur. Hie gëtt direkt no senger Veruerteelung responsabiliséiert, säi Schicksal eegen an de Grapp ze huelen. Net nëmme de psychosozialen Encadrement gëtt diskutéiert. Et geet och drëms, de Prisonéier fit ze maachen, fir nees a Fräiheet kënnen ze liewen. Hie soll sech kënnen weiderbilden, seng Aarbechtsfäegkeet steigere an a viles méi.

Sech verantwortlech fille fir dat, wat de Prisonéier verbrach huet, bedeit och, sech Gedanken ze maachen iwwert d'Entscheidung vun den Affer. Mä och dat gëtt elo Bestanddeel vun deem Plang.

D'CSV seet och Jo zu der Weiderféierung vun enger adaptéierter medezinnescher Prise en charge vum Prisonéier. D'CSV seet och Jo zum Prinzip vun Liewen an der Prisongsgemeinschaft, an de Régime cellulaire, an dat steet och am Gesetz, soll an Zukunft d'Ausnam sinn.

Fir d'CSV gehéiert och, an dat soe mer gradesou kloer, kee Mineur op Schraasseg. Mir deelen hei d'Opfaassung vun der Mediateur, vun der Mënscherechtskonvention. Och wann déi raimlech Trennung mat den Erwuessenen den Ament zu Schraasseg garantéiert ass, ass et net gutt, béid Gruppe beienezesetzen. Mir brauchen, a plädéieren och derfir, eng separat Struktur.

Mir brauchen eng Institutioun hei am Land, déi sech ëm déi jonk Kriminell këmmert. Dës sollen och net mat de Jugendlechen aus der Unisec zu Dräiber zesummegeest ginn. Wa mir dat fäerdegbréngen, hu mir deesen an deene Jugendlechen, déi eis am meeschte brauchen, och, mengen ech, am meeschte gehollef. A fir d'CSV ass de Jugendschutz op deem Punkt net verhandelbar.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn awer net naiv! De Prisong ass och keng Zone de nondroit. Och am Prisong oder vläicht grad am Prisong muss d'Disziplin de Maître-mot sinn. Duerfir soe mir genau sou dätlich, dass all Verstouss géint dës Disziplin bestrooft muss ginn.

D'CSV seet duerfir Jo zu engem strikte Regelwierk mat engem kloer Strofekatalog. Hei spillt dann och d'CHAP, also d'Chambre de l'application des peines, eng wichteg Roll. Si garantéiert d'Anhale vun de Grundrechter och am Prisong.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Uerdnung suergen am Prisong awer zulescht och d'Giischercher. Si leeschten all Dag eng ganz schwéier, mä virun allem eng exemplaresch Aarbecht. A si hunn eiser aller Merci verdéngt. Mir muss se awer och richtig equipéieren, fir dass si hirer schwéierer Missioun kënnen gerecht ginn.

Duerfir begreisse mir, a mir soen dat ausdrécklech, dass de Justizminister der Revendication vun de Giischercher, an et war och eng Fuerderung vun der CSV, e Stéck wäit nokomm ass. Den Asaz vu Peffergel an net penetrante Schosswaffen ass en éischte Schrëtt. A mir sinn och gradesou dätlich: Fir d'CSV geet dat awer net duer!

D'CSV ass op deem Punkt der Meenung, dass den Taser zumindest an enger Testphas, äänlech wéi et iwwerengs och elo an der Belsch zu Arel an zu Virton geschitt, misst kënnen agesat ginn, a wann et nëmme wier, fir ofschrëckend ze wierken.

(Interruption par M. Félix Braz)

Uerdnung am Prisong bedeit och eng Strategie...

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Entschëllegt, Här Roth, ech muss lech drop opmierksam maachen: Dir maacht elo de Verweis op d'Belsch, dat, wat an der Belsch elo am Test ass, den Taser, dat ass bei der Polizei, net bei den Agenten am Prisong.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Uerdnung am Prisong bedeit och, eng Strategie géint d'Radikalisierung, Här Justizminister, ze hunn. D'Sensibilisierung vun de Betreffenen an Dialog sinn natierlech een Ufank.

An deem Kontext folgend Froen un de Justizminister: Gëtt et haut eng Method vun der Risikoanalys, fir éischter Unzeeche vu Radikalisierung am Prisong ze erkennen? Wou ass déi präventiv Politik am Beräich Radikalisierung drun, déi ënner anerem ënner Lëtzeburger, ënner Arer Présidence am November 2015 an engem JAI-Conseil zu Bréssel festgehalte gouf? Waren dat nëmme eidel Lëppebekenntnisse?

Ginn et am Prisong gutt genuch reliéis Vertrieeder, zum Beispill en Imam, deen och dozou vum Stat autoriséiert ass? Ass garantéiert, dass am Prisong ee sécheren Espace fir Rehabilitationsprogrammer ugebuede gëtt? Wat geschitt, wann eng Person sech am Prisong radikalisiert oder eng radikalisiert Person an de Prisong ageliwwert gëtt? Sinn d'Giischercher dorobber virbereet a virun allem forméiert?

Dir Dammen an Dir Hären, eist Land brauch virun allem am Hibleck op en neie Prisong zu Suessem genuch a gutt ausgebildete Giischercher. An duerfir déi lescht Fro un de Justizminister: Wéi steet et ëm de Rekrutement vun deenen 300 Giischercher, déi do gebraucht ginn?, well dës Leit, déi mussen virun Inbetriebnam vum Uerscherhaff selbstverständlech och nach forméiert ginn.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren. Den Här Gloden huet schonns d'Zoustëmmung zu deene béiden Texter vun der CSV-Fraktioun ginn. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. A leschten geschriwwene Riedner ass den Här Angel.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert zum zweete Projet de loi, zu der Administration pénitentiaire haaptsächlech, schwätzen. An ech géif gär ufänke mat engem Zitat vum Nelson Mandela, dee gesot huet: „No one truly knows a nation until one has been inside its jails.“ An den 18. Juli, an zwou Wochen also, ass den internationalen Nelson-Mandela-Dag an dee groussen Nelson Mandela war an ass och elo nach haut no sengem Doud e Beispill vu Courage a vu Compassioun an natierlech och eng grouss Quell vun Inspiratioun.

An dofir ass och am Dezember 2015 op UN-Niveau decidéiert ginn, dass den Nelson-Mandela-Day och den Dag gëtt fir méi en humane Strofvolzuch, fir d'Promotioun vun engem humane Strofvolzuch, fir d'Effentlechkeet ze sensibilisieren, dass d'Detenuen ëmmer nach en Deel vun onser Gesellschaft sinn. An de Mandela-Dag soll awer och opmierksam maachen op d'Unerkennung an op d'Wichtegkeet vun der sozialer Aarbecht, déi vum Prisongspersonal gemaach gëtt.

Dat Gesetz, déi zwee Gesetzer, iwwert déi mer haut also ofstëmmen, leie voll an der Linn vun der UNO hire sougenannten Nelson-Mandela-Regelen. Et ass natierlech eppes, wat ons all heibannen, mengen ech, freet.

No den exzellente schrëftlechen a mündleche Rapporten vun der Rapporteur Sam Tanson, där ech dofir och villmoos Merci soen, wëll ech net

nach eemol op all Punkten agoen, awer e puer Punkten zu der Reform vun der Administration pénitentiaire soen, déi fir d'LSAP wichteg sinn.

Ech wëll awer och dem jëtzege Justizminister Félix Braz Merci soe fir déi breet Konsultatioun, déi hie beim Ausschaffe vun deem Projet de loi mat de Leit vum Terrain hat, sief dat mat de Gerichtsinstanzen, awer och mam Personal a besonnesch och mat der Personalverriedung.

An och mir an der Justizkommissioun hunn a méi wéi aacht Reuniounen iwwert dese Projet de loi zesummen diskutéiert, fir en ze verfeinere a fir en nach ze verbessere, dat opgrond natierlech vun den Avice vum Statsrot, wou déi eng oder aner Oppositioun dra war, awer och nach aneren Avisen aus der Zivillgesellschaft, besonnesch och Avice vu Mënscherechtlech. De Fait, dass déi Detenuen elo Recht op Kultur, Accès zu Kultur kréien, Sport an esou weider, ech mengen, dat ass eng gutt Saach, déi am Projet de loi dran ass.

Et dierft also kee behaupten, dese Projet de loi wier iwwert de Knéi gebrach ginn. An et ass, mengen ech, och wichteg a richtig, dass mer eis Zäit geholl hunn, un deem Projet de loi ze schaffen, well et ass eng sensibel Matière, wou et ëm Grundrechter geet, awer och ëm Sécherheet.

Niewent den Aarbechte vun deenen zwee Projete-loien hu mer awer nach ëfters an der Kommissioun iwwert d'Prisongswiesen hei zu Lëtzebuerg diskutéiert, dat am Kader vun deem ganz wichtege Audit iwwert d'Gesondheitsversuergung vun de Prisonéier. Ech mengen, dat war ganz wichteg, fir eben d'Besoinen ze identifizéieren a fir déi medezinnesch Prestatiounen an de Prisong souwuel am Domaine somatique wéi och am Domaine psychiatrique verbessere ze kënnen. An och den Audit vum SCAS, dee mer diskutéiert hunn, de Service central d'assistance sociale, deen natierlech hei och concernéiert ass, mir hunn dat laang a breet belicht an diskutéiert. Dat sinn Initiative vun der Regierung, déi d'LSAP selbstverständlech begreisst an och ënnerstëtzt huet.

Niewent den zwee Auditen hu mer och natierlech regelméisseg iwwert den neie Prisong fir d'Prevenuen, also déi nach net veruerteelt sinn, zu Suessem, den Uerscherhaff, geschwat, wou mer mussen 300 Leit rekrutéieren a wou d'Regierung och amgaangen ass, dorunner ze schaffen. Dat wäert an dat wësse mer alleguer net einfach ginn, 300 Leit ze fannen. An ech mengen, dofir ass et grad wichteg, dass an deem Projet de loi innerhalb vun der Prisongverwaltung en Institut de formation pénitentiaire geschaf gëtt, fir dass nach besser op dee schwéiere Beruff an op dee wichtege Beruff vum Agent pénitentiaire, oder am Volleksmond Giischerche genannt, ka preparéiert ginn.

Fir d'LSAP ass et wichteg, dass de Rekrutement fir déi zousätzlech Agenten an e puer Phase geschitt, fir dass déi nei Agenten niewent där theoretischer Formatioun, déi se selbstverständlech mussen kréien, och enger praktescher Formatioun kënnen nogoen. An et ass gutt, dass deen neien Institut de formation, dee ganz enk kollaboréiere muss mam INAP, och zoustänneg wäert si fir d'Formation continue vun den Agenten am Prisong. Ech mengen, och dat ass luewenswäert.

A wann deen neien Centre elo zu Suessem opgeet, kréie mer jo och d'Méiglechkeet, Schraasseg ëmzebauen an ze adaptéieren. An do wär mäin Appell, oder den Appell vun der LSAP un lech, Här Minister, derfir ze suergen, dass bei deene Pläng vun deenen Embauten do d'Personal vu Schraasseg mat abezu gëtt an dass och den Embau vun de Raimlechkeete fir d'Visiteuren, fir d'Familljen, déi d'Prisonéier besiche ginn, eng Prioritéit ass, fir déi ganz séier nei ze gestalten.

Wann ech scho beim Personal sinn, wëll ech och drop hiweisen, dass duerch dat neit Policegesetz, dat jo eng Rei Amélioratiounen fir verschidde Carrière bei der Police virgesäit, de Risk besteet, dass d'Carrière vum Agent pénitentiaire manner attraktiv gëtt. Och dat hu mer an der Kommissioun diskutéiert. An des Gefor hunn de Justizminister Braz an awer och de Fonction-publiques-Minister Kersch erkannt an och ugepaakt.

An ech mengen, Här Minister Kersch, Dir sidd a Verhandlung gewiescht mat de Gewerkschafte vun de Giischercher. An ech mengen, déi Verhandlung si gutt virukomm an e leie konkret Propositionen um Dësch, fir des Carrière ze revaloriséieren. Ech mengen, dat ass eppes, wat mir als LSAP-Fraktioun als ganz wichteg empfangen an och begreissen.

D'LSAP begreisst och déi ganz Philosophie vum Projet de loi, déi ass, dass d'Reinsertioun vun engem Detenu zrëck an ons Gesellschaft d'Zil muss sinn an dass des Reinsertioun nëmme méiglech ass, wann natierlech d'Haftbedingung gutt sinn, wann d'Personal déi néideg Mëttele kritt, awer Mëttele ginn net duer, och



déi néideg Ennerstëtzung an Unerkennung huet, jo, da kann e Prisong senger Roll gerecht ginn, fir d'Prisonéier nom Ofsetze vun hirer Strof erëm an ons Gesellschaft anzeglidderen a se fit ze maache fir e Liewen unni Strofdoten.

Et ass och gutt, dass an dësem Projet de loi d'Rechter, awer och d'Obligatioun vum den Detenuë festgeluecht ginn. Ee vun den Häerzstécker ass dofir de Plan volontaire d'insertion. Fir d'LSAP ass dee Plang enorm wichteg, well e virun allem e Suivi vun Ufank u garantéiert a virun allem, well en als Zweck huet, de Prisonéier ze responsablisieren. Dat ass enorm wichteg fir d'Rehabilitatioun an déi sozial Reintegratioun vun de Gefangene bei der Entloossung.

Och begrësse mer als LSAP dee ganze Volet vun der Wiedergutmachung vis-à-vis vun den Affer. Den Här Baum war am Detail dorobber agaangen. Dass d'Rechter vun den Affer gestärkt ginn, dat ass, mengen ech, och e wichtige Aspekt.

D'LSAP begrëisst och, dass duerch dëse Projet de loi eng regelrecht Prisongsverwaltung geschafte gëtt, déi dem Justizminister ennersteet, an et ass also eng richteg Administration à part entière, déi vun engem Direkter geféiert gëtt.

(Interruption par la présidence)

Ah, ech hunn net gesinn, dass meng Zäit geschwënn ofgelaf ass. Da wäert ech zur Konklusioun kommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech hunn lech ganz diskret drop opmierksam gemaach.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Ech mengen, dat sinn alles gutt Saachen. Et ass scho ganz vill gesot ginn.

(Interruption)

Jo, also, da kommen ech zur Konklusioun.

(Interruption)

Mir stëmmen dat Gesetz selbstverständlech mat, well et e gutt Gesetz ass a well et, wéi gesot, wéi ech am Ufank gesot hunn, de Regele vun der UNO entsprécht an eng Moderniséierung ass vum Strofvollzuch. Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An d'Wuert huet dann elo de Justizminister, den Här Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Merci, Här President. Vlächet e puer Wuert och zum Historique. En ass vlächet ganz lüchtesch anescht, wéi den Här Gloden e presentéiert huet.

Ech wëll awer fir d'Éischt, Här President, op en Émstand opmierksam maachen, deen engem vlächet net spontan esou an d'A stécht. Wann Der d'Debatt ronderëm de Strofvollzuch zu Lëtzebuerg an de leschte Joren a Jorzéngte suivéiert hutt, dann ass lech, mengen ech, net entgaangen, dass de Prisong hei am Land eigentlech keng Lobby huet. Contrairement zu villen aneren Themen a Saachfroen, wou et vill Leit gëtt, déi sech staark dofir interesséieren, ass et esou, dass dat, wat am Strofvollzuch a ronderëm de Strofvollzuch geschitt, an aller Regel nëmme ganz wéineg Leit interesséiert.

Et gëtt, et gouf laang Joren eng Organisatioun, déi heescht „Info Prison“. Dat sinn déi, déi während Jore probéiert hunn, fir op dat ronderëm, wat bannent de Schraasseger Mauere geschitt, opmierksam ze maachen. An et gëtt elo nach eng zweet Associatioun, déi vun de Visiteuren am Prisong, Leit, déi onentgeltlech op hirer privater Zäit an de Prisong ginn, fir mat deene Prisonéier Kontakt ze hunn, déi eigentlech soss mat kenge Leit an der Regel vun dobausse Kontakt hunn, well hir Famill an hire Frëndeskrees net méi besteet.

Mä vun deenen ofgesinn huet de Prisong an aller Regel wéineg Lobby. Dofir ass och vlächet net vill iwwert de Prisong gewosst. An dofir gëtt et och vlächet eng ganz Partie Viruerteeler, déi, wéi dat bei de Viruerteeler jo ewell ëmmer de Fall ass, dann och net zoutreffen.

De Prisong, wéi mer en haut kennen zu Schraasseg, huet eng Capacitéit vu ronn 600 Leit. A mir sinn och permanent op där Capacitéit, wat mat sech bréngt, dass en eigentlech iwwerbeluecht ass, well doduerch, dass e bis op déi lescht Plaz gefëllt ass, déi theoretisch do ass, kann och eng gewësse Gestiou, eng gewëssen Opdeelung am Prisong net gemaach ginn, fir bestëmmte Politicke méiglech ze maachen.

D'Kompositioun am Prisong, dat ass scho gesot ginn: Se besteet zur Halschent aus Leit, déi, ech maachen et elo einfach, ongeféier zur Halschent aus Leit, déi condemnéiert sinn, an ongeféier zur Halschent aus Leit, déi Prevenuë sinn. Dat ass e relativ héije Pourcentage vu Leit an der Preventive. Dat erkläert sech awer och

doduerch, dass zu Lëtzebuerg ongeféier d'Halschent vun de Leit, déi am Prisong sinn, keng Residenté sinn, also Leit, déi iwwert d'Grenzen ewech aus verschiddene Plaze vun der Welt op Lëtzebuerg komm sinn an hei eng Infraktioun begaangen hunn an dofir sech elo am Prisong erëmfinden.

Wesentlech anescht wäert dat eréischt kënnen ginn, wa mer de Prisong Uerschterhaff a Betrib wäerte kënnen huelen. De leschten Informatioun vum MDDI no wäert dat Enn 2022, Ufank 2023 kënnen sinn. A mir hoffen natierlech, dass mer deen Timing kënnen anhalen.

De Prisong war an der Lescht e bësse méi an der Éffentlechkeet, wann och net ganz laang, während e puer Wochen hei zu Lëtzebuerg. Do ass den Androck entstanden, do wieren elo ganz speziell Evenementer dee Moment geschitt. Dat ass och deelweis richteg, deelweis awer net, well d'Virstellung, dass e Prisong roueg Zäite géif kennen, ass eigentlech keng, déi no bei der Realitéit ass. E Prisong ass ni wierkelech ganz roueg. An engem Prisong geschéier ëmmer, och op enger aldeeglecher Basis, Saachen, well do Leit eigentlech enner extreme Konditiounen hiert Liewe mussen gestalten. An do huet ee bal am Alldag Problemer mat engem oder mat méi Leit, déi eng Verwaltung dann och muss geréieren.

Dës Reform berout op engem Virprojet vum François Biltgen, e Projet, dee ganz vill Kritik kritt hat, net nëmme vum Statsrot, mä och vum ganz villen aneren, au point, dass mer probéiert hunn, en neien Ulaf ze huelen, baséierend nach ëmmer op darselwechter Grondphilosophie, nämmlech där vun der Réinsertion sociale als iweschteste Maximum vum Projet, doriwwe eraus awer all déi Mängel, déi dee Projet hat, probéiert hunn, am Gespréich mat all de Concernéierten ze behiwen, an der Hoffnung, dass mer dann e Projet tatsächlech këinten zu Enn bréngen, wat och haut de Fall hei an der Chamber ass.

De Projet ass virun der Halschent vun der Legislatur deposéiert ginn an e war elo zwee Joer an der parlamentarescher Procedur an e kann, wéi gesot, elo gestëmmt ginn.

Mir maachen eng Ännerung am Code de procédure pénale. Am Artikel 195, do kënnst elo e Punkt, deen nei ass, deen ass virdu schon evoquéiert ginn, mä dee steet eigentlech symbolesch fir déi ganz Reform, nämmlech den Artikel am CPP, dee seet, dass an Zukunft, wann e Riichter eng Decisioun hält, wou e kee Sursis accordéiert, en dat muss speziell begrënnen. Haut ass et just de Contraire.

Déi Obligation légale, fir an Zukunft den Defaut vun Sursis ze begrënnen, am Fong also dat, wat den Här Baum soulevéiert huet, wou e gemengt huet, mir missten eng Kéier eng méi laang Diskussioun doriwwe féieren. Ech mengen, dass déi Diskussioun zum Deel schon zumindest gefouert ginn ass an och beäntwert gëtt duerch dëse Projet. Duerch déi Obligation, fir an Zukunft den Defaut vu Sursis mussen ze begrënnen, si mer am Prinzip, dee seet, dass d'Aspären, d'reellt Aspären eigentlech d'Ultima Ratio soll sinn. An dat fanne mer an enger Rei vun Artikelen vun dësem Projet de loi. Dofir steet deen doten neien Artikel am Code de procédure pénale eigentlech stellvertriedend fir d'Philosophie, déi an deem heite Projet ass.

De Prisong huet dräi Fonctiounen: Strofen, d'Gesellschaft während enger gewëssener Zäit ze schützen. En huet awer och d'Fonction, d'Leit op d'Liewen nom Prisong virzebereeden. Déi drëtt Fonctioun ass déi, déi an de leschte Jorzéngte mat Sécherheet net genuch eescht geholl ginn ass.

Mir hunn am Fong geholl am Prisong eng Approche gehat, déi doranner bestanen huet, e Mënsch, deen an de Prisong kënnst, fir d'Éischt emol passend fir de Prisong ze maachen, en eigentlech komplett ze destruktuieren, fir dass e seng Zäit am Prisong esou ka verbréngen wéi all déi aner och, wou seng Perséinlechkeet, säi Charakter esou mann wéi méiglech sollen zur Geltung kommen, fir en dann, wat e méi no bei seng Sortie vum Prisong erëm kënnst, ze probéieren, mat grousssem Opwand nees ze strukturéieren an e virzebereeden dorobber, dass e geschwënn erëm eng Kéier muss dobaussen an der Fräiheet iergendwou eleng eens ginn.

Destruktuieren, fir duerno mat grousssem Opwand ze restruktuieren, dat ass falsch, dat ass eng Energie, déi do absolut falsch investéiert a vergeut gëtt. An dofir ass d'Approche vun dësem Projet de loi, fir eigentlech vun där Sekonn un, wou e Mënsch condemnéiert gëtt, souguer nach ier e seng Strof untrëtt am Prisong, dass en ab där Sekonn, wou seng Strof rechtskräfteg ass, souwuel e Probatiounsagent vum SCAS zur Säit gestallt kritt wéi awer och an d'Gespréich geet, fir e Plan volontaire d'insertion mat deem ze maachen.

Dat ass e wesentleche Punkt, dee Plan volontaire d'insertion, well e probéiert, de Prisonéier vu senger Condamnatioun u bis zur Sortie vum Prisong op säi Liewen no der Condamnatioun virzebereeden, mat all deenen Akteuren, déi do zesummekommen, iwwert den SPSE awer och de SCAS.

D'Gerichter, déi jugéieren d'Responsabilitéit vun engem Mënsch par rapport zu den Doten, déi e gemaach huet. De Plan volontaire d'insertion, dee bekëmmert sech ëm d'Responsabilitéierung vun där Persoun en vue vun hirer Entloossung. Dat ass e fundamentalen Ennerscheid zu deem, wat mer haut kennen.

Do niewendru wäerte mer eng Chambre de l'application des peines aféieren; dat ass gesot ginn. An der Regel taagt déi als Chamber mat dräi Riichter. Fir bestëmmte Saache geet awer och do de Juge unique duer. An alles, wat decidéiert gëtt iwwer e Prisonéier - ob dat am Beräich ass vum Aménagement vu senger Peine oder am Disziplinareschen, ob dat Decisioun si vum Procureur général d'État oder sengem Delegué, oder eng Decisioun vum Direkter vu sengem Centre pénitentiaire oder vun der Administration pénitentiaire -, géint all déi Decisiounen kann e Recours bei der Chambre de l'application des peines gemaach ginn.

Dat ass eng Exigenz, déi mer domadder aléisen. An och dat ass fir d'Strukturierung vun de Prisonéier während hirer Zäit am Prisong eng wesentlech Fro, well se dat Gefill vun Ongerechtkeet, wat se haut ganz oft hunn, well se ëmmer nees op déiselwecht Leit stoussen, déi hire Problem an hiren Aen net richteg an déi neutral genuch aschätzen, dass mer dat aus der Welt kréien. Och dat wäert fundamental si fir d'Stëmmung an d'Atmosphär am Prisong.

An Zukunft wäert de Procureur général d'État ganz kloer, wéi haut och, zoustänneg si fir den Aménagement vun der Peine vun de Prisonéier, wat awer an Zukunft vill méi wäert beschriwwen sinn. Am Projet de loi 7041 fannt Der d'Detailer dovunner. An niewendru wäerte mer déi Administration pénitentiaire schafen, déi dann och kloer an Zukunft ënnert der Zoustännegkeet vum Minister steet. An déi Opdeelung do vun de Kompetenzen, mengen ech, ass och eng fundamental Reform, déi dem Strofvollzuch nëmme ka gutt do.

Doriwwe eraus striewe mer mat dëser Reform, en vue och vun där verbesserter Réinsertion sociale, och eng wäitestgehend Normaliséierung, wann ech esou ka soen, vum Prisong un; eppes, wat an deem spezifesche Kontext natierlech ëmmer ganz schwéier ass.

Dofir wäerte mer och an Zukunft de Leit, déi an de Prisong ginn, déi e Rentenanspruch hunn - contrairement zu haut -, hir Rent net méi stoppen. Haut ass et esou, dass eng Persoun, déi eng Rent huet, déi dofir cotiséiert huet: Wa se an de Prisong kënnst, kritt se déi Rent net méi ausbezuelt; wat natierlech contestabel ass, well se huet fir déi Rent cotiséiert a se huet och weider Obligatiounen dobaussen, och wa si am Prisong ass. Si huet nach vlächet Kanner, déi an d'Schoul ginn an och aner Obligatiounen.

Dofir, dass déi Rente gestoppt gi sinn, wann eng Persoun an de Prisong komm ass, ass falsch! Dat stoppe mir elo. An Zukunft wäert dat net méi de Fall sinn. Déi Rente ginn also weider ausbezuelt.

Et wäert an Zukunft och méiglech sinn, och wann een am Prisong ass, dass ee sech eng Pension complémentaire volontaire ka weiderhi selwer finanzéieren, natierlech op den eegene Suen. Da muss och do selbstverständlech, wéi dat am normale Regimm och de Fall ass, souwuel d'Part assuré wéi och d'Part patronale, déi et an dësem Fall natierlech net gëtt, vum Prisonéier iwwerholl ginn, mä e kann och do seng Rentcarrière weiderféieren. Och dat ass e Bäitrag zu enger besserer Réinsertion sociale um Enn vun der Peine.

Och wëlle mer eng gewëssen Normaliséierung bei der Assurance maladie hunn. Am Prisong komme mer op fir d'Soins de santé vun de Prisonéier. Dat ass e schwierregt Émfeld, fir hir Gesondheet ze erhalen. An de Stat assuréiert, dass mer eng beschtméiglech Versuergung, comparabel mat där vun de Leit, déi net am Prisong sinn, sécherstellen.

Wann awer eng Persoun doriwwe eraus sech wëllt weider kënnen versécheren an der Assurance maladie, dann erlabe mer dat och an Zukunft. Mir erlaben och de libre Choix vum Dokter. Natierlech muss déi Persoun dat dann awer selwer finanzéieren.

A wann en Dokter vum Choix an de Prisong kënnst, da kritt se, wa se versécher ass, vun der Krankekeess, vun der Gesondheetskeess dee Remboursement gemaach, dee jiddwereen aneren och gemaach kritt. A wann den Dokter dann awer zousätzlech fir säin Displacement eppes wëllt verrechnen, muss dat natierlech vum Prisonéier selwer och kënnen finanzéiert ginn. Mä trotzdem och do: eng Normaliséierung

vum Prisong. A mir mengen, dass dat och dee richteg Wee ass.

D'Agenten. D'Agents pénitentiaires sinn och am Méttelpunkt vun dëser Reform. Och hir Aarbecht wäert eng aner ginn, méi no beim Prisonéier. Si si méi staark an Zukunft responsabliséiert, fir den normalen Deroulement vum Liewen am Prisong kënnen ze assuréieren.

Dofir wäerte mer och hir Carrière verbessern. Doriwwe gëtt et en Accord mam Minister vun der Fonction publique, mam Dan Kersch. Dat gëtt e Regierungsbeschloss. Si kréien eng Pimm als Indemnité spéciale an der Héicht vun zwielef Punkten, wat och do den Ecart mat der Policecarrière, déi jo och opgebessert ginn ass duerch d'Polizeireform, erëm op dat re-duziéiert, wat et och virdu war, fir dass mer net d'Rekrutementschancé bei den Agenten doduerjer verschlechteren.

A mir sinn och amgaangen, de Rekrutement en vue vun der Ouverture vum Uerschterhaff ze preparéieren iwwert déi nächst Joren. Och d'Formatioun dovun ass am Institut de formation pénitentiaire, deen, schätze mer, a plus/minus engem Joer kéint a Betrib geholl ginn.

Do wäerte mer dann och déi néideg Efforte maachen, mä ech widderhuelen et och hei nach eng Kéier: D'Exigenz vun der Lëtzebuerg Nationalitéit, fir Agent pénitentiaires ze ginn, wäert eis riskéiere Schwierregkeeten ze maache beim Rekrutement. Ech hunn dat an der Commission juridique schon e puermol gesot: Mir probéieren ënnert den aktuelle Konditiounen, de Rekrutement hinzekréien, mä - ech soen et nach eng Kéier ganz offen - ech fäerte ganz, dass mer do wäerte Schwierregkeete kréien.

Zum Stéchwuert Radikaliséierung, déi den Här Roth opgeworf huet, wëll ech fir d'Éischt soen, ier mer vu Radikaliséierung schwätzen, gëtt et de reliéise Phänomeen am Prisong, deen am Prisong och normal ausgelieft gëtt. An dofir gëtt et och am Prisong scho méi laang en Aumônier, an och elo zënter enger Zäitchen hu mer en Imam fest rekrutéiert, deen net ganz plein-temps zu Schraasseg ass, well e schafft och deelweis am Centre de rétention, deen also déi Seelsorg, déi am Prisong soll gemaach gi fir déi gleeweg Leit, kann assuréieren.

Sollt et awer Phänomeener vu Radikaliséierung ginn, egal vu wéi enger Relioun, ass dat natierlech net méi d'Aarbecht sief et vum Aumônier, sief et vum Imam. Do ass d'Direktioun gefuedert. An do gëtt et och - Dir hutt zu Recht drop higewisen: enner Lëtzebuerg Presidence hu mer dat eng éischte Kéier am Europäesche Conseil thematiséiert - europäesch Richtlinnen, déi awer net als fäerdege Programm eent zu eent kënnen an e Land iwwerdroe ginn. Dat ass eng Responsabilitéit vun der Direktioun. Si ass sech hirer Responsabilitéit och do bewosst.

D'Formatioun fir d'Agenten op där doter Fro wäert an Zukunft am Institut de formation pénitentiaire op deem dote Punkt eng wichteg Roll spillen. A sollten do Phänomeener opfalen, déi problematesch kënnen sinn, da gëtt och reagiert, da kënnen och déi Leit a spezielle Konditiounen isoléiert ginn. Däers ass sech d'Direktioun vum Prisong absolut bewosst. An dat ass e Phänomeen, dee mer och ganz seriö huelen.

Fir zum Schluss ze kommen, Här President, well ech hunn nëmme 15 Minuten, wat ganz e bësse knapp bemooss ass, mä wann Der mer nach zwou Minutte gitt, probéieren ech de Rescht séier ze resuméieren, fir awer nach op e puer Punkten hinze weisen, well d'Reformen am Strofvollzuch limitéiere sech net op dës zwee Projet-de-loien. Et sinn nach eng ganz Partie aner Chantieren am Moment amgaangen, déi absolutt wesentlech sinn. Anerer sinn ofgeschloss.

D'Reform vum SCAS, déi mer déi lescht Jore gemaach hunn, wou mer haut erëm e voll funktionsfähige SCAS hunn, wou haut, wann en Dossier erakënnst vun engem klengem Kand, wat a Gefor ass, dat net eréischt no dräi, véier Méint opgeholl gëtt, mä dass den Dag selwer ugefaange gëtt mat schaffen. Dat ass e voll funktionsfähige SCAS! Dat hate mer net viru véier Joer! Och dat ass e wesentleche Bäitrag zu der Reform vum Strofvollzuch.

Mir hunn en Aarbechtsgrupp „Santé“ agesat opgrond vun deem Audit, dee mer gemaach hunn an deen ech lech an der Chamber presentéiert hunn. Deen Aarbechtsgrupp „Santé“ taagt vum Hierscht 2017 un. Si gesi sech all sechs, siwen, aacht Wochen, fir Punkt fir Punkt deen Audit, dee mer do hunn, ëmzesetzen.

Ech hunn am Summer 2016 en Aarbechtsgrupp agesat, zesumme mam François Bausch, fir d'Renovatioun vu Schraasseg virze-

bereeden, dass mer deen Dag, wou den Uerschterhaff opgeet, deeselwechten Dag kënne mat den Aarbechten zu Schraasseg ufänken, fir dann endlech déi materiell Konditiounen ze schafen, déi mer zënter Jorzéngte brauchen a wou net gehandelt ginn ass, fir dass mer kënnen och do all déi Programmer an der Formation, am Sport, an der Kultur an anerer nach ëmsetzen, déi mer brauchen, och do, fir d'Chancé vun enger besserer Reinsertioun ze verbessern.

Véiert an zweetlescht Stéchwuert, fir ze soen, dass mer d'Réglemeent-grand-ducullen, déi mer brauchen, fir déi zwee Projet-de-loien ëmsetzen, alleguerten am September/Oktobre menge kënnen duerch de Conseil ze bréngen, also och an den Delaien, fir dass se kënne mat der Reform am September a Kraaft trieden. Och dat ass ganz vill Aarbecht, déi mer do hu misse maachen.

Ech wëll eng lescht Remark maachen, Här President, fir drop hinzeweisen, dass mer eng kleng Erreur matérielle am Projet de loi hunn, déi eis opgefall ass. Dat ass am Projet de loi 7042. Et betrëfft den Artikel 32.(5). Do gëtt e Renvoi gemaach, dee seet... Dat betrëfft d'Punkte 6 bis 12. Do ass déi Zuel „12“ falsch. Dee Renvoi misst richteg heeschen: „6“ bis „9“. Dat sinn dräi Renvoie méi, wéi mer der reell dran hunn. Et ass en Tippfeeler, et ass eng Erreur matérielle. Do misst 6 bis 9 stoen, net 6 bis 12. Déi Punkten 10, 11, 12 gëtt et guer net. Dat ass kloer eng Erreur matérielle. Wa mer déi nach kéinte virum Vott als redresséiert ugesinn, da wär dat ganz gutt.

An eng allerlescht Remark, Här President, fir all deene Leit Merci ze soen, déi am Prisong schafen, déi hu wierklech ee vun deene schwierigsten Jobbe beim Stat, alleguerten! Dofir verdénge se eis Ënnerstützung alleguerten.

Ech wëll och der Presidentin a Rapportrice Sam Tanson Merci soen an och der gesamter Commission juridique.

An ech wäert och, Här President, zesumme mam Contrôleur externe, dem Médiateur, an den nächste Woche mat de Leit am Prisong (veuillez lire: a Kontakt trieden), notamment och den Delegatiounen, mat deene mer jo d'Gespräch op Ais geluecht hunn, bis mer erëm de Respekt vun de Regeln am Prisong hätten. Mä dee Message vu Fermetéit ass ukomm a gläichzäitig hate mer och e Message vun Ouverture, dass mer mat deene Leit an d'Gespräch wëllen trieden. Nom Vott vum Gesetz, Här President, wäerte mer dat an den nächste Wochen nees ophuelen. Och dat verbessert d'Reinsertion sociale.

Ech soen lech Merci, och fir déi zwou Minuten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Mat där Präzisioun vum Minister, dass mer dee Renvoi korrigéieren an da selbstverständlech och bei der Demande vun der Dispens de Conseil d'Etat informéieren iwwert déi Korrektur vun der Erreur matérielle.

Da géife mer fir d'Éischt zum Vott vum Projet de loi 7041 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7041 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. An dann d'Procuratiounen.

► **Une voix.**- Mäi geet net.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, mir maachen dat an d'Rei.

Jo, Unanimité. Mir korrigéieren dann, ob et der 58, 59 oder 60 sinn, jee nodeem, wéi d'Maschinerie funktionnéiert huet. Unanimité!

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7041 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Serge Wilmes), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Sam Tanson), Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci.

Da géife mer zum Vott iwwert de Projet 7042 iwwergoen. D'Maschinn ass prett.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7042 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. D'Procuratiounen.

(Interruption par M. Alex Bodry et concertation interne)

Jo, et ass ëmmer e Problem, wa schonn ee per Procuratioun ofgestëmmt huet a sech vläicht geiert huet, da kann deejéinegen, fir dee mat Procuratioun ofgestëmmt ginn ass, net méi ofstëmme. Dat gëllt awer elo net beim Här Bodry.

Gutt. Mä mir bréngen dat doten an d'Rei.

(Interruption)

Voilà, och hei hu mer Unanimité. A mer kucken dann, ob et déi 60 Stëmme sinn oder nëmme 59.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7042 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ech froen hei och nach eng Kéier, ob d'Chamber bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott ze froen.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer hunn déi zwee Projeten am Hafen.

Da géife mer zum nächste Projet iwwergoen, de Projet 7188. An de Rapporteur, den Här Marc Angel, ass prett. An hie wäert eis soen, ëm wat dass et geet.

3. 7188 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

2. de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Jo, Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi legal Immigration ass, mengen ech, spéitstens säit dem Enn vum Zweete Weltkriech en zentrale Motor gi vun der Lëtzebuer-

ger Wirtschaft. Als klengt Land si mer op auslännesch Aarbechtskräften an op auslännesch Investissementer ugewisen, fir eis Wirtschaft unzedeieren. A Lëtzebuerg wär haut net dat, wat et ass, ouni Immigration.

Uni Immigration hätte mer weder eis oppen a villsproocheg Gesellschaft nach eis staark Wirtschaft. Eis auslännesch Matbieger schaffen haut an alle Beräicher vun onser Wirtschaft, vum Niddreglounsecteur iwwer eis Kleng- a Mëtzelbetreiber bis hin zu héich qualifizéierte Beruffer an der Fuerschung oder och op der Bankeplaz.

Am Projet vun haut geet et awer virun allem ëm déi Jonk. Si studéieren op eiser Uni Lëtzebuerg. Si kommen heihinner, fir e Stage ze maachen oder och fir als Au-pair ze schaffen a fir eist Land ze erliewen. Vill Jonker kommen heihinner, fir eben en neit Land ze gesinn, eng nei Kultur ze entdecken an/oder fir sech och hei eng nei Zukunft opzebauen.

Si droen domadder net nëmme zu eisem wirtschaftlechen Erfolleg an zur Zukunft vun eiser Recherche bäi, mä si liewen aktiv eng Weltoffenheet a férdere de kulturellen Austausch. Béides Punkten, déi an Zäiten, wéi mer se haut an Europa an an der Welt nees erliewen, batter noutwendeg sinn a geféiert gehéieren.

D'lescht Joer hu mer bei enger Gesetzesännerung vum Immigrationgesetz schonn an engem éischte Schrëtt probéiert, hinnen dat alles méi einfach ze maachen, andeems mer et de Studente vun der Uni Lëtzebuerg aus Drëttstater erlaabt hunn, dass si mam Ofschloss vum Studium oder dem Doktorat net mussen obligatoresch direkt zréck an hiert Land reesen. Si hu säitdem d'Chance während e puer Méint, eng Demande op eng Aarbecht duerfen ze schreiwen an eng Offer an deem Beräich, dee si studéiert hunn, hei unzehuelen.

Mat dem Projet de loi vun haut ginn d'Méiglechkeete fir Studenten, Stagiairen, Au-pairen aus Drëttstater weider ausgebaut a kloer reglementéiert, an dëst natierlech nees an engem europäesche Kader.

Erlaabt mer, drun ze erënnere, dass d'Immigrationspolitik jo zu engem gudden Deel iwwer europäesch Direktive geregelt ass. Säit 2009 goufen an deem Beräich fënnf zentral Direktiven zu Bréssel verabschit. Dovuener hu mer der zwou 2011 an 2013 an nationaalt Recht ëmgesat an zwou am Joer 2017.

Mam Projet de loi vun haut setze mer dann och déi fënnf Direktiv an nationaalt Recht ëm a suergen d'fir, dass mer am Beräich vun der Immigrationpolitik op der ganzer Linn am europäesche Kader sinn. Duerch dëse Projet de loi setze mer d'Bestëmmunge vun der «Directive relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au pair» vum 11. Mee 2016 ëm.

D'Studenten an d'Chercheuren duerfen no dëser Direktiv bis zu néng Méint am Land bleiwen, nodeems si hir Studien ofgeschloss hunn, fir entweder eng Aarbecht ze fannen oder och fir sech selbstständig ze maachen. Fir hire Statut an dëser Zäit ze regelen, gëtt dofir eng nei Kategorie vun enger Autorisation de séjour agefouert. Ausserdeem gëtt et de Studente méi einfach gemaach, fir sech innerhalb vun der EU vun engem Land an dat anert ze bewegen.

Dat ass besonnesch fir Studenten interessant, déi un engem gemeinsame Studieprogramm vun e puer europäeschen Unien deelhuele, wou se all sechs Méint an engem anere Land studéieren. Bis elo hu si da missen an all Land eng nei Openthaltsgeneemegung ufroen. Elo ass dat net méi noutwendeg. Si mussen d'Land just nach informéieren.

Fir d'Chercheure setze mer d'Dauer vun hirer Openthaltsgeneemegung och an d'Luucht, soudass eng Mobilité de courte durée an Zukunft bis zu sechs Méint an déi vun der longue Durée bis zu engem Joer gültig ass. An do d'Chercheuren ginn d'Prozedure vereinfacht an d'Mobilitéit vun de Chercheure gëtt erhéicht.

Studenten aus Drëttstater kréien ausserdeem an Zukunft d'Recht, bis zu 15 Stonnen an der Woch ze schaffen. An dëst mécht et virun allem net esou räiche Studente méi einfach, sech och e Studium hei zu Lëtzebuerg finanzéieren ze kënnen a sech trotzdem nach majoritär op hiert Studium konzentréieren ze kënnen.

E grouse Fortschritt vun dëser europäescher Direktiv ass et och, dass si eng éischte Kéier gemeinsam europäesch Norme fir jonk Au-paire schafft, fir dass dëst eng flott Erfahrung gëtt fir all déi Jonk, awer gläichzäitig och e wierklechen Atout ass fir d'Familljen, wou se sinn.

Allerdéngs mussen mer hei zu Lëtzebuerg do keng gréisser Ännerung maachen, well mer schonn eng Rëtsch vun dësen Normen am Ge-

setz vun 2013 erfëllt hunn. Mir mussen just hei dräi kleng Adaptatiounen maachen; an dorënner eng, déi ech wëll präziséieren, well do och Oppositioun vum Statsrot komm ass: Mir hunn elo am Gesetz festgehalen, dass en Au-pair net d'äer Famill si mat der Famill, an där se schafft. Et d'äer also kee Lien familial bestoe bis zum véierte Grad inclus.

Schliisslech präziséiere mer d'uerch dëse Gesetzesprojet och nach den Zäitpunkt, ab deem d'Period vu fënnf Joer gerechent gëtt, fir de Statut de résident de longue durée kënnen unzefroen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Migration ass jo och um europäeschen Niveau en Haaptujet. An och an den nächste Jore wäerte mer sécherlech weider Adaptatiounen maache mussen. An et bleift ze hoffen, dass mer an der Migrationpolitik och an Zukunft gemeinsam europäesch Léisunge fir legal Migrationen weider fanne kënnen, well dëst ass definitiv e Politikberäich, an deem kee Land national eleng virukomme kann.

Lëtzebuerg huet sech derfir ëmmer staark gemaach. An ech denken, Lëtzebuerg wäert sech derfir och an der Zukunft weider staark maachen.

Haut weise mer um nationalen Niveau, dass mer och eis europäesch Hausaufgabe gemaach hunn. Mir sinn a vollem Aklang, wéi gesot, mat allen europäeschen Direktiven, wat de Migrationenberäich ubelaangt.

Mir hunn an der aussepolitischer Commission dëse Rapport gestëmmt. An ech géif och der Chamber recommandéieren, dëse Projet de loi unzehuelen. An ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, Merci och dem Här Angel, deen erëm, wéi mer dat, wéi gesot, ëmmer vun him gewinnt sinn, hei en exzellente Rapport gemaach huet, eis dat och erkläert huet.

Ech wëll eigentlech net dat widerhuelen, wat hie scho gesot huet, awer trotzdem nach eng Kéier drop hiweisen, dass hei grouss Erleichterung komme fir jonk Leit, fir Studenten, awer och fir Chercheuren. A wann oft d'Europäesch Unioun kritiséiert gëtt, ech mengen, hei ass en typesche Punkt, wou eigentlech och jiddweree misst gesinn, dass och eng Europäesch Unioun ganz vill Facilitéiten, besonnesch fir jonk Leit, mat sech bréngt. An d'uerfir wäerte mir och dësem Accord an dësem Gesetz eis Zoustëmmung ginn.

Ech géif allerdéngs wëllen d'ervu profitéieren, vläicht dem Minister ze soen, e soll sengem Kolleeg Immigrationminister vläicht eng Fro mat op de Wee ginn. Anscheinend gëtt et relativ vill Problemer an deene leschte Wochen a Méint, wat déi sougenannte Blue-Card betrëfft, wou et anscheinend relativ laang dauert, ier déi accordéiert ginn.

Notamment geet et natierlech virun allem do ëm ganz héich qualifizéiert Aarbechtskräften, déi mer natierlech nach ëmmer an eisem Land brauchen, ganz besonnesch hei am ICT-Secteur, och elo an deem ganzen Domän vun de FinTechen. Do ass och scho vun enger ganzer Rei vun Associatiounen reklaméiert gi bei verschiddene Ministeren, déi och versprach hunn, dass do géif eng Besserung kommen.

Ech wär frou, wéi gesot, wann den Här Minister Braz sengem Ministerkolleeg Jean Asselborn dat vläicht géif mat op de Wee ginn, dass mer do, am Interêt vun deene Leit, awer och vun eis selwer, e bësselche méi schnell géife virukommen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Den Här Graas huet d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Merci, Här President. Ech mengen, de Programm vu Stockholm vum 11. Dezember 2009 huet ouni Zweifel fir d'europäesch Länner, déi an der Unioun sinn, wéi gesot, awer virun allem och fir eist Land. Mir hunn eng oppen Ekonomie. Mir sinn dat Land, wat drop ugewisen ass, fir vill kompetent Leit ze rekrutéieren aus dem Ausland, well eise Maart dat net ëmmer hiergëtt.

Ech mengen, et ass virun allem ee Punkt, op deen ech awer och wëll hiweisen, do geet et ëm d'Studenten, dass si och elo endlech d'Méiglechkeet hunn, net nëmme 10 Stonnen ze schaffen, mä 15 Stonnen.

Ech wëll drop hiweisen - de Mëtteg ass schonn e bëssen hei an der Geschicht gewullt ginn - ,

datt 2008, wéi mer d'Diskussioun haten iwwert d'Gesetz vun der libre Circulation, d'CSV deemools dergéint war, datt et soll vun 10 op 15 Stonnen eropgesat ginn, well eisen deemolege Spriecher, dat war kee Geréngere wéi de Xavier Bettel, hat sech deemools scho ganz staark derfir agesat,...

(Brouhaha)

...mä d'CSV mat hirem deemolege Minister un der Spëtzt, dem François Biltgen, huet sech awer dergéint ausgeschwat. Duerfir sinn ech frou, haut ze héieren, datt d'CSV kee Problem méi dermat huet, datt mer do eng Augmentatioun maachen.

Vläicht eng lescht Remark och nach, wat d'Ännerung vum Gesetz vu jeunes Au-pair ubelaangt, wou mir zwar net onbedéngt frou sinn iwwert déi Remark vum Conseil d'Etat, dee mengt, datt een do misst dee Lien familial méi präziséieren. Datt elo de véierten Degré do zréckbehale ginn ass, bon, doriwwer kann ee gedeelter Meenung sinn. Mir akzeptéieren dat, well mer jo soss de Risiko gehat hätten, eng Opposition formelle ze iwwergoen. An dann hätte mer dat Gesetz hei net méi kennen elo an dëser Sessioun stëmmen. An deem Sënn si mer awer dermat d'accord, well et e wichteg Gesetz ass. Et ass e Gesetz, wat Lëtzebuerg ouni Zweifel a senger Economie no vir bréngt.

Ech wëll ofschléissend dem Marc Angel awer och nach e grouse Merci ausspréche fir seng verschidde Rapporten a bréngt selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der DP.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. Den Här Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. An ech schlësse mech virop de Mercien un direkt un de Rapporteur fir säin ausféierleche méndleche Bericht. Ech mengen, en ass op déi positiv Punkten agaange vun dësem Gesetz, wou mir als Gréng deem nëmme kënnen zoustëmmen.

Dofir soen ech nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools Merci, Här President. Ech wëllt och ufänke mat engem Merci un den Här Angel fir dee Rapport, deen en eis hei presentéiert huet.

Mir stëmmen dat Gesetz net mat. Mir wäerten eis enthalen. An ech wëll och kuerz erklären, firwat.

Mir hunn hei eng Situatioun mat där Regelung, déi elo fir d'Studenten hei ageféiert ass, datt se nach eng Rei vu Méint kënnen heibleiwen nom Studium, fir hei eng Aarbecht ze fannen: En Dilemma, e moraleschen Dilemma, well mir hu jorelaang, an ech erënnere mech, datt och déi méi léng politesch Parteie jorelaang argumentéiert hu géint de Braindrain, datt mer sollte probéieren ze kucken, datt déi Leit, déi mir hei an Europa ausbilden, zréckginn an hir Länner, fir deene Länner op hirem Wee an eng besser ekonomesch Zukunft ze hëllefen. Dat ass u sech déi Iddi gewiescht, déi mer nach virun e puer Joer, mengen ech, hei alleguer vertraueden hunn.

Mir hunn haut awer, an, ech mengen, Virrieder hunn et gesot, eng oppen Economie. Mir brauchen och Leit vun dobaussen. A mir hunn eng Konkurrenzsituatioun mat anere Länner, mat hirer Economie a mat hiren Universitëten, well et sech hei och ëm eng europäesch Regelung handelt. Duerfir kënnen mer op där enger Säit net déi Linn strikt anhalen, déi mer bis elo vertraueden hunn, op där anerer Säit wëlle mer awer och net dee moralesche Gedanken aus den Ae verléieren, deen eis, mat Recht, inspiréiert huet.

Mir muss kucke vläicht, fir ze differenzéieren, datt et Länner gëtt, wou et net esou schlëmm ass, wann déi Leit heibleiwen oder guer net schlëmm ass. Ech wëll elo keng Beispiller soen, et kéint ee sech do liicht iren, mä mir wëssen alleguer, datt verschidde Länner, d'Pays tiers, déi net an der Europäescher Unioun sinn, heiansdo souguer en Iwwerfloss u Spezialisten a verschidde Beräicher hunn - do stellt sech dee Problem net -, mä datt zemoos am Kader vun eise Partner an der Entwécklungshëllef oder anere Géigenden, déi mer klassesch den „Tiers-Monde“ nennen, wat mer haut jo awer net méi esou maachen, sech de Problem do akut stellt.

An ech mengen, et muss een einfache kucken, ob een net eng differenziéiert Approche kann erausschielen iwwert d'Joren, wou ee seet: „Hei, do ass e Problem an deene Länner. Do ginn déi an déi Spezialiste gebraucht. Mir probéieren, déi Leit zréckzebréngen.“ A mir kënnen se souguer ënnerstëtzen op deem Wee. Firwat net engem Spezialist, sief et an der Medezinn,

wat mer jo hei elo am Land nach net kënnen ubidden, oder an engem anere Beräich, eng Hëllef ginn, eng Starthëllef, fir eng Entreprise, fir eng Praxis, fir eng Etüd a sengem Land dann ze maachen, opzerrichten? Och dat wär eng Form vu praktescher Entwécklungshëllef.

Als Zweet huele mer och zur Kenntnis bei der Diskussioun vun dësem Gesetz, datt d'Chambre des Salariés eng Proposition gemaach hat, déi och net vun der Hand ze weisen ass. Dat ass dee Wonsch, Stagë besser ze reglementéieren. Och doriwwer kënnen mer schwätzen.

D'Argumentatioun vun der Immigratioun allgemeng, déi ass och hei am Kontext vun dëser Regierung net ganz iwwerzeegend. Hei gëtt gesot: „Mir brauchen eng Immigratioun, well mer Leit brauchen aus demografesche Grënn.“ Dat seet awer déiselwecht Regierung eis, déi direkt am Ufank vun dëser Legislaturperiod gesot huet: „Mir maache keng natalistesche Politik.“

Ech mengen, wann een demografesch Grënn fir d'Immigratioun invoquéiert, da kënnen mir och soen: „Ma da loosse mer eng Familjepolitik maachen, déi eis hëllef, och genuch Ressourcen, och genuch Kanner hei ze hunn, fir datt een net op déi zweetbesch Optioun, déi vun der Immigratioun, muss zréckgräifen!“

An och dat Argument, fir ze soen: „Mir hunn net genuch qualifizéiert Leit“ léisst sech op eng Manéier widderleeën, fir nach eng Kéier ze betounen, wat mir jo als ADR ëmmer maachen, datt eng gutt Schoulopolitik, Schoule mat Niveau, mat héijem Usproch, eigentlech d'Antwert sinn op déi Fro.

D'Qualifikatioun kënnen mir maachen. Matière grise hu mer hei am Land. Et ass eigentlech dat eenzeg Rohmaterial, wat mer hunn. Mir hu jo soss näischt. Also, loosse mer eis dorobber konzentréieren, datt mer och eise ganze Schoulopolitik op en Niveau hiewen, deen et eis erlaabt, hei net mussen ze argumentéieren: „Mir brauche Spezialisten, also muss mer se iwwer Immigratioun hei an d'Land bréngen.“

Eng lescht Bemierkung. Den Här Angel huet ausgeféiert, datt mer jo déi europäesch Léisung an der Migratioun hunn. Jo, natierlech, als kleng Economie, als oppen Economie brauche mer sécher eng europäesch Komponent an dësem Beräich. Ech wär awer ganz versichteg, fir hei d'Luft ze sange vun der europäescher Migratiounspolitik an deene leschte Joren! Dat war éischter e Fiasko wéi eppes anescht!

(Interruption)

A mir wëllen awer hei och kloer als ADR betounen, datt mir jo soen zu enger europäescher Dimensioun an der Migratiounspolitik, mir soe jo zum oppene Maart an zur fräier Zirkulatioun, awer mir behalen eis d'Recht vir, wa sech eng Situatioun ëmmer méi degradéiert, wa mer zu engem Fiasko, enger Oniwwersiichtlechkeet kommen, datt mer eis awer och dat Recht behalen, do national anzegräifen, wou et néideg ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An de leschte Riedner ass den Här Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, Merci, Här President. Ech wëllt den Här Kartheiser dann awer wann ech gelift drun erënnere, datt dee Fiasko vun der europäescher Migratiounspolitik virun allem op d'Handele vun de Visegrád-Staten an deene leschten dräi Joer zréckgefieren ass, déi en absolutt onsolidarescht Verhalen un den Dag geluecht hunn an déi eigentlech just eesäiteg Decisioun geholl hunn an domat net déi solidarescht europäesch Wäerter staark gemaach hunn.

Déi zweet Remark adresséiert sech och un den Här Kartheiser oder dem Här Kartheiser seng Interventioun an ass déi, datt de Braindrain, deen an deene leschte fënnf, sechs Joer stattfonnt huet an Europa, an eng Richtung gaangen ass, näämlech aus de südlechen europäesche Länner an déi nördlech. Aus de Kriselänner, notamment Griichenland an Italien, sinn ausgebildete Leit, déi an hire Länner ausgebildet gi sinn, an déi nördlech Länner komm.

D'Grënn vun där verfeelter, mengen ech, Krisepolitik vun der Europäescher Unioun leien do och éischter an enger reng liberaler Orientéierung wéi a soss iergendeppes anescht. Hei geet et awer ëm Leit aus Drëttlänner, déi zu Lëtzebuerg op der Universitëit oder wou och ëmmer ausgebild gi sinn an deene mir de Choix ginn - dee Choix, dee jo soss der ADR ganz wichteg ass -, fir kënnen entweder hei zu Lëtzebuerg en Job unzehuelen, wa se dann hei ee fannen, oder natierlech ze maachen, wat si wëllen, an hieft Heemechtsland zréckzegoen.

Si kënnen notamment och an der Entwécklungshëllef zu Lëtzebuerg schaffen. Si kënnen dann duerchaus en Job bei Lux-Development

fannen, fir kënnen d'Bréck zu hirem Heemechtsland ze maachen an nawell déi Capacitéiten, déi se hei op der Universitëit Lëtzebuerg geléiert hunn, och iwwert deen dote Wee an hirem Heemechtsland gültig ze maachen.

Duerfir mengen ech, et ass e Gesetz, et ass en Text virun allem am Interessi vun deene Studenten. A mir sollten dat och, mengen ech, unhuelen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet d'Regierung.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Merci, Här President. Ech wëll dem Marc Angel am Jean Asselborn sengem Numm Merci soen an och all deene Kolleegen, déi de Projet hei elo ënnerstëtzt hunn. Ech wëll awer dem Här Mosar kuerz äntwerten op seng Fro zu de Blue Cards. Dat hate mer e bëssen anticipéiert. Ech hu mer et och nach eng Kéier bestätege gelooss, well déi Rumeuren zirkuléiere méiglecherweis, mä se schéngen net ze stëmmen.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Dach!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Et gëtt guer keng Retarden, krut ech elo just nach bestätegt vun den zoustännege Beamte vum Ministère. Wann den Dossier komplett ass, Här Reding an Här Mosar, da gëtt déi Blue Card praktesch direkt ausgestellt. Natierlech muss den Dossier komplett sinn. Wann een d'Piëcen net allegueren deposéiert huet a selwer eng gewëssen Zäit brauch, bis een d'Piëcen dobannen huet, da kann natierlech och d'Verwaltung hiren Job net maachen.

Ech hunn dat elo just nach eng Kéier op der Minutt bestätegt kritt, et wäeren anscheinend keng Retarden, mä natierlech missten d'Dossiere komplett sinn.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Ënnerstëtzung fir de Projet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. A mir wäeren da prett, fir iwwert de Projet de loi 7188 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7188 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

57-mol Jo, 3 Abstentimenten: Domat ass de Projet de loi 7188 adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par Mme Martine Mergen), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer kommen zum nächste Projet, de Projet 7294, en Accord tëschent Lëtzebuerg an der europäescher Organisatioun fir Patenter iwwert d'Immunitéit vun hiren Archiver. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Claudia Dall'Agnol.

4. 7294 - Projet de loi portant approbation de l'Accord complémentaire entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation européenne des brevets concernant l'inviolabilité des archives de l'Organisation européenne des brevets, fait à Luxembourg, le 5 mars 2018

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Damen an Dir Hären allegueren, dese Projet de loi, dee mer elo gläich da wäerten hei stëmmen, huet just en Artikel. Et ass also e ganz kuerzt Gesetz, wat den Text ubelaangt, well eigentlech heesche mer nëmme en Accord tëschent Lëtzebuerg an dem EPO, dem europäesche Patentamt, wéi de President grad richteg sot, gutt. An do geet et drëms, d'Inviolabilitéit vun hiren elektronischen Archiven ze garantéieren.

Dësen Accord, dee gouf de 5. März dëst Joer ënnerschriwwen a soll deemno garantéieren, dass den EPO, déi e Centre de données wëllen hei am Land installéieren, wéi et der schonns eng Rei ginn, och d'Garantie hunn, dass alles, wat do stockéiert wäert ginn - d'Korrespondenz, Filmer, Manuskripter, Fotoen an esou weider -, och ënner dës Inviolabilitéit wäert fallen.

Wien oder wat ass den EPO? Ma et ass eng zwëschestaatlech Aariichtung, déi de 7. Oktober 1977 op der Grondlag vum 1973 ënnerschriwwenen europäesche Patentiwweerekkommes gegrennt gouf. E bitt deene Leit, déi eppes erfannen, en eenheetlecht Umeldevverfahren, wou se dann a bis zu 42 State vum Patentschutz kënnen profitéieren. 38 Länner si Member beim EPO an iwwerwaacht gëtt dat Amt vun engem Verwaltungsrot, wou dann natierlech och Lëtzebuerg seng Vertrieder dran huet.

Voilà, dat als e puer Infoe just, wem sengen Donnéeë mer mat dësem Gesetz solle Garantie ginn.

Elo awer zu de Chambersaarbechten: Nodeem de Jean Asselborn d'Gesetz den 30. Abrëll dëst Joer deposéiert hat, gouf ech de 7. Mee an der aussepolitischer Kommissioun zur Rapportrice vun dësem Projet genannt. Do hu mer och de Projet de loi analyséiert. Den Avis vum Conseil d'Etat koum den 12. Juni, an deen hu mer an der Kommissioun de 25. Juni gekuckt. Dat goung iwwerengs ganz schnell, well de Statsrot, deen hat keng Remarken dozou gemaach. An dofir gouf mäi schréftleche Rapport och direkt an d'arselwechter Kommissiounssetzung presentéiert an och zum Vott gestallt.

An nodeem ech lech elo dann och mäi méndleche Rapport zu dësem Projet de loi gemaach hunn, ass fir mech eigentlech d'Aarbecht als Rapportrice zu dësem Projet de loi dann och ofgeschloss. An ech profitéiere just nach dovunner, dass ech d'Wuert hunn, fir och den Accord vun de Sozialisten zu dësem Projet de loi ze ginn an natierlech lech wéi ëmmer Merci fir d'Nolauschteren ze soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An dann huet d'Wuert den Här Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Och hei e ganz grouse Merci, Här President, un eis exzellente Rapportrice. Si war ganz komplett. Mir bleift guer näischt do derbäzefügen, ausser den Accord vu menger Fraktioun ze ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Berger huet d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Och, net datt ech et vergiessen a menger kuerzer Interventioun, der Rapportrice e Merci fir hiren exzellente schréftlechen a méndleche Rapport. Si huet et wierklech kuerz awer op de Punkt bruecht. Ech mengen, dat hei ass eigentlech eng Adaptatioun, déi d'Digitalisierung vun eiser Gesellschaft an och alles dat, wat do ronderëm dréit, mat sech bréngt. Et ass eigentlech an där Hisiicht eng Adaptatioun un déi nei Technologie. Mir hu kee Problem domadder. Au contraire, mir begriessen dat, well mir jo och eng vun de Parteie sinn, wéi vläicht anerer och, déi soen, datt d'Zukunft am Digitale läit.

Dat gesot, géif ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann ass et un dem Här Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Och vun der grénger Fraktioun aus en décke Merci un d'Rapportrice fir hire méndlechen a schrëftleche Rapport, an ech gi gläichzäiteg den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da krit den Här Kartheiser d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools Merci, Här President. Ech fänken och u mat deem Merci, dee verdéngt ass fir d'Madamm Claudia Dall'Agnol fir dee gudden Rapport. An ech wëll och dem Här Berger direkt versécheren, datt, mengen ech, heibanne wahrscheinlech sechs Parteei sinn, déi sech der Meinung kënnen uschlëssen, datt an der digitaler Entwécklung wierklech e groussen Deel vun der ekonomescher an anerer Zukunft vum Land läit.

Wat ech am Numm vun der ADR wollt soen zu deem Gesetzestext, ass dat hei: Mir begrëssen déi Tatsaach, datt Lëtzebuerg sech doduerch eng kleng Nisch verschaaft, datt mer jo och deen Accord iwwert déi sougenannten elektronesch Ambassade mat Estland ofgeschloss hu viru Kuerzem. Elo maache mer dat mam europäesche Patentamt an enger ganz äänlecher Form. An ech wëll do erënneren, datt d'ADR eng Motioun agereecht hat, wou mer ebe just op déi Dimensioun opmierksam maachen a proposéieren, datt mir, och well mir jo Pionéier sinn an deem Beräich, déi néideg Initiativen an deenen internationale Fora entwéckele sollten, fir dat international rechtlech am Diplomaterecht ofzesécheren, well mer och domadder eis Pionéierpositioun, eis Nischepositioun an deem do Beräich kënnen ausbauen an ennermaeren.

Leider ass dat bis elo net hei zur Diskussioun komm. Mir hoffen nach ëmmer, datt mer dat endlech an der bausempolitescher Kommissioun kënnen eng Kéier zur Sprouch bréngen an datt mer et och nach an d'Pleniéer kréien, well et wier schued, et wier eng verpasste Chance fir eist Land, wa mer déi Entwécklung, déi mer elo ugefaangen hunn, net géifen nozen, fir eis e Stéck weider op deem Wee ze positionéieren an no vir ze bréngen.

Eng lescht Bemierkung: Et ass richtig, datt mer déi elektronesch, och déi rechtlech Säite vun deenen Accorde kucken a consideréieren, mä ech wëll just drun erënneren, datt an deenen Zäiten och nach eng ganz aner Obligatioun domat verbonnen ass, nämlech einfach déi physisch Sécherheet vun de Centres de données. Mir sinn an enger Zäit vun enger terroristescher Menace, wat mer jo all bedauern. An ech mengen, et ass ganz wichteg, datt mer eis och géint d'Cyberattacke schützen.

Ëmsou méi esou Accorde mer mam Ausland ofschlëssen, desto méi grouss gëtt déi Verantwortung, déi mir iwwerhuelen, fir Donnéeën vun internationalen Organisatiounen oder vun anere State bei eis ze stockéieren, desto méi grouss gëtt och eis Verantwortung, fir dat effikass ze schützen, an datt mer dat och dann eescht huelen, wat dorausser fir eis entsteet.

Dat gesot, stëmme mir dat Gesetz selbstverständlech mat.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Baum huet mer signaliséiert, dass hien och domat d'accord ass. An da géif ech dem Här Braz d'Wuert weidergi fir d'Regierung.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Merci, Här President. E Merci un d'Madamm Dall'Agnol fir hire méndlechen a schrëftleche Rapport. Merci och fir déi ganz breet Zoustëmmung. Dat hei ass fir d'Regierung e ganz wichtige Projet, well e sech aschreift an eis Strategie vun „Digital Luxembourg“ oder „Digital Lëtzebuerg“. Dat ass eng Strategie mam Objektiv, fir eis a terme ze positionéieren als dat Land, wat am Beräich vum ICT déi héchst Visibilitéit an Europa soll hunn a fir dass mer e Centre d'excellence am Hightechberäich solle ginn.

Dese Projet reit sech an a schonn eng Rei vun anere Projeten, déi Der kennt, déi mer ofgeschloss hu mat der Regierung vun Estland, och mat der NATO Support and Procurement Agency an awer och mat der Europäescher Kommissioun.

Den Här Kartheiser schwätzt zu Recht vun enger Nisch, déi mer hei probéieren, ze besetzen. Ech wëll awer präziséieren, dass et eng Kompetenznich ass, déi Lëtzebuerg hei konsequent besetzt, an dass mer hei zu Lëtzebuerg

amgaange sinn, fir vill anerer eng Vertrauensplattform opzebauen. A bei där ass dese Projet e ganz wichteg Element.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da si mer prett, fir ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7294 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7294 fänkt un. Fir d'Eischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo: De Projet de loi 7294 ass mat Unanimitéit adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Martine Mergen), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen? Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer kommen un de Projet de loi 7251, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Wahle fir d'Landwirtschaftskummer. An d'Wuert huet de Rapporteur, dee sech duerchkämpft, den Här Gusty Graas.

5. 7251 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base électorale

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

► **M. Gusty Graas (DP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 4. Abrëll 1924 war e wichteg Gesetz a Kraaft getrueden. Et ass nämlech em d'Schafe vun de Chambres professionnelles gaangen. An dat war ouni Zweifel e wesentleche Schrëtt am Fonctionnement vun der parlamentarescher Demokratie. Et war awer och e wesentleche Schrëtt an eng Valeur ajoutée fir de legislative Prozess.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Well mer muss ganz éierlech sinn: Et ass jo awer ëmmer erëm interessant, wa mer déi vill Aweise vun deenen eenzelne Chambres professionnelles kréien. An et kann een och hei roueg soen, datt dat eent oder dat aner Gesetz vläicht manner gutt ausgefall wär, wa mer net do gutt Aweise kriift hätten.

Duerfir, mengen ech, soll een och vun dëser Geleeënheet emol eng Kéier profitéieren, fir all de Chambre-professionnellé Merci ze soe fir hir Aarbecht, déi se am Laf vun deene Jorzéngte gelescht hunn.

Eng vun dese Chambres professionnelles ass d'Landwirtschaftskummer, déi och eng wichteg Fonctioun ze erfüllen huet. Nieft dem Opdrag, fir Avisen iwwer Gesetze respektiv Règlement-grand-ducallen ze ginn, ass hir Haaptmissioun awer och d'Berodung vun hire Memberen. De Comité setzt sech aus véier Leit zesammen. D'Plenarversammlung setzt sech aus 19 Leit zesammen. An dernieft sinn natierlech och 19 Suppleanten an zwar 15 Baueren, 3 Wénzer an ee Gäertner.

Am November vun deem Joer hätten u sech sollen d'Wahle stattfanne fir de Renouveau vun der Chambre d'Agriculture. Ech mengen, mir alleguer heibanne wësse jo gutt, datt de 14. Oktober awer och e wichtige Da-

tum ass. Do geet et drëms, fir dës Chamber ze erneieren. An dowéinst ass dann och d'Iddi opkomm, d'Meenung opkomm, datt et vläicht net gutt wier, wa sech den Interesse vun der d'Effentlechkeet ze vill op de 14. Oktober géif fokusséieren amplaz dann awer och op d'Wahle vun deenen eenzelne Chambres professionnelles.

A wéi gesot, dunn ass dann awer d'Decision geholl ginn, fir u sech déi Wahle vun de Chambres professionnelles, vun der Landwirtschaftskummer an deem Fall, ze verréckelen. An zwar ginn do elo zwee Méint virgeschloen fir d'Joer 2019, an zwar de Februar an de Mäerz. Den exakten Datum wäert da vun deem neie Landwirtschaftsminister duerch en Arrêté ministériel festgesat ginn. Dës Disposition krit dann iwwregens och en definitive Charakter, virun allem fir dann eben och déi Schoulvakanz kënnen ze emgoen. Hei geet et natierlech virun allem em d'Fuesvakanz an och em Ouschteren.

Ech wëll awer direkt hei betounen, datt d'Mandater vun deene Leit, déi de Moment an der Landwirtschaftskummer sinn, automatesch och verlängert ginn, an zwar bis zu deem Datum, wou dann déi nei Landwirtschaftskummer wäert a Kraaft trieden, dat virun allem, fir e Vide juridique ze verhënnern.

Iwwregens hu mer jo hei och schonn decidéiert, datt d'Chambre des Salariés hir Wahlen och verréckelt.

Dese Projet de loi gouf den 23. Februar 2018 vum Landwirtschaftsminister Fernand Etgen deposéiert. De Statsrot huet säin Avis den 29. Mee ginn. An a senger Sëtzung vum 19. Juni huet d'Agrarkommissioun hire President zum Rapporteur genant, an dee Rapport gouf dann och de 27. Juni eestëmmeg ugeholl.

Et dierft och wuel wahrscheinlech keen iwwerraschen, datt d'Landwirtschaftskummer sech ganz positiv zu deem Gesetzesprojet ausgeschat hat. A well mer der Meinung sinn, datt et awer wichteg ass, datt déi Annerung vun den Datumen hei kënn, géif ech lech bidden, dann och deem klenge Gesetzesprojet hei zoustëmmen, a ginn natierlech och gläichzäiteg den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci dem Rapporteur. An als éischt Riednerin ass déi honorabel Madamm Martine Hansen drun.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. An ee grouse Merci un de Rapporteur, de Gusty Graas. Hien huet am Prinzip alles erkläert. Et ass kloer, d'Landwirtschaftskummer huet eng wichteg Roll ze spillen. An dofir sinn d'Wahle fir d'Landwirtschaftskummer och extrem wichteg. An dofir ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun fir dese Projet de loi.

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci der Madamm Hansen. Nächst Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Ech schlësse mech natierlech och, wat elo d'Wichtigkeet vun der Landwirtschaftskummer ubelaangt, deene Wieder un, déi d'Madamm Hansen elo grad gesot huet.

Ech gi selbstverständlech och den Accord vun der Sozialistescher Partei a soen dem Här Graas Merci fir säin explizite schrëftlechen a méndleche Rapport.

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci. Den nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Wat si muss, muss sinn. Mir sinn och d'accord, fir deen Datum ze réckelen. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun a Merci un de Rapporteur.

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Domat si mer fäerdeg mat den Diskussiounen. Da ginn ech nach d'Wuert un de Landwirtschaftsminister. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Merci, Här President. Zum Projet selwer ass alles gesot. A mir bleift dann och näischt anescht iwwreg, wéi mech deene verdéngte Mercie fir dee gudden Rapport vum Rapporteur Gusty Graas unzeschlëssen.

Merci.

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Gutt. Da komme mer zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7251 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Eischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vott ass ofgeschloss mat Unanimitéit fir dese Projet de loi.

(Exclamations)

Dat ass selbstverständlech fir esou e wichtige Projet.

Résultat définitif: le projet de loi 7251 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Si mer d'accord, dass och den zweete Vote constitutionnel dispenséiert gëtt?

(Assentiment)

Dat ass och de Fall. Da soen ech lech Merci. An ech iwwerginn d'Wuert dem President erëm.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Villmools Merci, Här President. An da géife mer direkt zum leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour iwwergoen: de Projet de loi 7291, deen d'Ennerstëtzung vum ländleche Raum betrëfft.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Deen hate mer dach elo grad eréischt?

► **Plusieurs voix.** - Neen.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Ah pardon, entschëllegt!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här President, dat war d'Landwirtschaftskummer. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

6. 7291 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

► **M. Gusty Graas (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Effektiv, hei handelt et sech zwar erëm eng Kéier em e ganz...

(Interruption)

Nach net grad!

Hei handelt et sech erëm eng Kéier em e ganz klenge Gesetzesprojet, mä trotzdem awer keen onwichtige. Ech wëll dron hiweisen, datt d'Zuel vun de landwirtschaftleche Betriber hei zu Lëtzebuerg leider réckleefeg ass. 2000 hate mer der 2.728, 2015 2.022. Mä et kann een awer net ignoréieren, datt et sech nach wie vir em e wichtige ekonomesche Secteur handelt.

An et dierf een och net vergiessen, datt et kaum e Beräich gëtt um europäeschen Niveau, dee jo esou iwwert den europäesche Budget ennerstëzt gëtt wéi d'Landwirtschaft. Et kann ee soen, plus ou moins 35% fléissen an d'Agrarpolitik.

Viru gutt zwee Joer, dat war den 12. Mee 2016, hu mer op dës Plaz e ganz wichteg Gesetz gestëmmt fir d'Ennerstëtzung vun der Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg. Dat war dat 7. Agrargesetz. An deemools war, ouni datt ech natierlech elo erëm eng Kéier alles hei rappeléieren, wat Guddes decidéiert gi war, mä virun allem awer wollt ech op ee Punkt hiweisen, dat war d'Ennerstëtzung fir déi jonk Baueren, Wénzer a Gäertner. An zwar haten déi wirtschaftlech Kritären, déi deemools virausgesat gi waren, zrëckbehalen, datt e jonke Bauer sech an Zukunft och no wirtschaftleche Konditiounen installéiere soll kënnen, e muss och mindestens 23 Joer al sinn a manner wéi 40.

Et war awer och eng Berodung virgesinn, wat ekonomesch an Umweltaspekter ubelaangt. An dee Conseil agricole ass jiddefalls och e Bestanddeel vum Entrepriséplang, deen néng Méint no der Grënnung vum Betrib muss opgestallt ginn an och spëtstens fënnf Joer duerno a Kraaft triede muss.

Bis haut ass et esou, dass just 40% Ënnerstützung gewäert gi fir d'Produktioun vu landwirtschaftleche Wüeren, dat ass d'Liesart, wéi gesot, bis haut, betounen ech, vun der Kommissioun vum EU-Reglement 1305/2013. Eng Majoratioun vu 15% fir d'Transformatioun an och d'Veermaartung vu Produkter war bis elo do ausgeschloss, wann et sech ëm en Investissement vu méi wéi 150.000 Euro gehandelt huet. Ënner 150.000 Euro si mer souwisou am Regime vun Aides de l'État.

An elo huet awer d'Kommissioun déi Saach nach eng Kéier op de Leescht geholl, nach eng Kéier nogelies a kouw zu enger anerer Interpretatioun. Dat heescht u sech, dass elo déi 15% Majoratioun och an deene Fäll méiglech ass, wou den Investissement méi héich wéi 150.000 Euro ass. Dat wäert sech positiv fir jonk Leit aus dem Agrarsektor auswirken. Ech denke virun allem och u jonk Wënzer. Wat wichtig ass, hei ze betounen, dat ass, dass déi Moosnam do och elo réckwierkend applizéiert gëtt op den 1. Juli 2014.

Dann ass awer nach eng zweet Ännerung, déi mer elo virhuelen am Agrargesetz, an zwar geet et do ëm d'Distillerien. An zwar gëtt e Plaffong fir d'Aiden hei agefouert vun 200.000 Euro fir all Benefizient iwwer eng Lafdauer vun dräi Joer. Firwat? Mä aus deem ganz einfache Grond, well den Artikel 2 aus eise Gesetz vum 27. Juni 2016 hat u sech d'Distilliereprodukter als landwirtschaftlech Produkter virgesinn. An d'Europäesch Kommissioun huet dat awer e bëssen aneschtters gesinn. An no engem Contrôle vun eiser Reglementatioun hu si eis och dorobber opmierksam gemaach.

Ech wëll och drop hiweisen, dass d'EU der Meenung ass, dass eng gudd Lëtzeburger Drépp net e landwirtschaftlech Produkt ass. An d'Annex 1 vum Traité schléisst Spirituosen insgesamt aus. An dowéinst hu mer elo misse do awer eng Ännerung virhuelen, fir dann awer nach kënnen d'Distillieren ze ënnerstëtzen. An zwar hu mer elo en neie Paragraf 4bis agesat. An zwar baséiert dee sech op d'Reglement 1407/2013 iwwer d'Aides de minimis. Wat heescht dat? Mä ganz einfach, dat sinn Aiden, déi awer och kënnen accordéiert ginn. An do hu mer dann elo, wéi gesot, virgesinn, dass an enger Lafzäit vun dräi Joer awer och kënnen bis zu 200.000 Euro un Ënnerstützung gewäert ginn. Dat ass och am Sënn vun Artikel 107 vum Traité iwwer de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz hei gouf de 24. Abrëll 2018 deposéiert. Den 19. Juni huet d'Agrarkommissioun hire President zum Rapporteur genannt. Den Avis vum Statsrot ass vum 29. Mee, ouni weider gréisser Bemierkungen. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 30. Mee ginn. Si huet drop higewisen, dass den Artikel 17 vum EU-Reglement 1305/2013 vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 17. September 2013 keen Investitionsminimum géif festhalen. Bon, dat ass einfach eng Ausso, déi se do gemaach hunn, déi awer natierlech och richtig ass. An d'Chambre d'Agriculture - och hei, wéi gesot, dierft dat keng gréisser Iwwerraschung duerstellen - huet natierlech an hirem Avis des Modifikatiounen approuvéiert.

De Rapport gouf iwwregens eestëmmeg de 27. Juni ugeholl. A well et awer hei eng wichteg Moosnam ass, besonnesch am Interêt vu jonke Leit, déi sech wëllen am Agrarsektor beruflech entwëckelen, géif ech lech bieden, deem Gesetzesprojet dann och zouzestëmme a bréngt selbsterständlech och gläichzäiteg den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech mengen, do ass d'Madamm Modert enger anerer Meenung, well si huet näamlech elo direkt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Ursprung vun deem Gesetz läit am Wäibau. Dat ass awer net déi eenzeg Ursach, firwat d'CSV averstanen ass mat deenen Ännerungen, déi hei am Gesetz kommen.

(Brouhaha)

Well mir natierlech och der Meenung sinn, esou wéi d'Regierung, dass d'Prioritéit, fir jonk Baueren a Wënzer ze ënnerstëtzen, fir e Betrib weiderzeféieren, extrem wichtig ass an ee vun deene groussen Uleisesse vun der Politik muss sinn. Duerfir mussen déi jonk iwwerlebensfäeg a kompetitiv Betriber kënnen hunn. Dat ass

wichtig, fir Aarbechtsplazen ze schafen oder ze erhalen. An et ass och wichtig fir eng ausgeglichen territorial Entwëcklung an engem ganze Land. Dat sinn och zwee Elementer, déi ëmmer déi europäesch Agrarpolitik ganz staark eraussträicht.

Tatsächlech si vun deenen Ännerungen, déi haut am Gesetz kommen, d'Selbstvermaarter betraff, well et ëm en Investissement fir d'Transformatioun an d'Kommerzialisierung geet iwwer 150.000 Euro, wou et bis elo net méiglech war, fir de Jonken den „top-up“ vu 15% ze ginn.

Mir begrëssen dat elo, dass déi Gläichstellung méiglech gëtt, fir déi - dat sinn haaptsächlech zwee Elementer, zwou Zorte vu Betriber, déi do betraff sinn -, déi Direktvermaartung um Haff maachen, an natierlech fir déi Wënzer, déi hire Wäi selwer ausmaachen, d'Privatwënzer also. An hei geet et ëm de Keller an d'Maschinen, fir Drauwen a Wäin am Betrib selwer ausmaachen.

Mir begrëssen dat also, mussen awer soen, dass wat d'Direktvermaartung um Haff ugeet, et eigentlech onlogesch ass, dass elo am neie Qualitéits- oder Zertifizierungssystem grad des Direktvermaarter, wa se en eenzelne Bauerebetrib sinn, net bei deem System matmaache kënnen. Dat ass eigentlech net nëmme logesch (veuillez lire: net nëmme onlogesch) vis-à-vis vun deem Gesetz, mä och kontraproduktiv zu deem System do.

Här President, ech hunn eng Fro un den Här Minister, an zwar vu dass dat hei jo eng retroaktiv Dispositioun gëtt, déi zréckgeet op den Ufankpunkt vun der neier Finanzierungsperiode 2014, ass meng Fro, wivill Invest am Beräich vun der Transformierung am Betrib duerch Jonker an deene leschten dräi Joer gemaach ginn ass, souwuel am Beräich vun der Landwirtschaft wéi am Beräich vum Wäibau. Ech mengen, dat war Zuelematerial, dat mer och schonn eng Kéier gefrot haten an der Kommissioun.

Natierlech kann een och bedauern, dass net vun deem Gesetz profitéiert ginn ass, fir méi Ännerungen am Agrargesetz ze maachen, dass just eppes gemaach ginn ass, wou d'Kommissioun elo hir Meenung dra geännert huet. Esou hätt ee kënnen am prozedurale Beräich méi administrativ Vereinfachung fir de Bauer an de Wënzer hirkéieren. Oder, an och dat wär am Geescht vun eise Gesetz gewiescht, zum Beispill de Minimalinvest bei Maschinen erofsetze respektiv iwwerhaapt keng ënnescht Grenz asetzen. Oder d'Dispositioun vun den Ausnahmefäll bei Krankheete verbesseren oder de Plaffong bei neien Aussidlerbetriber unhiewen oder de Plaffong vun dem Maschineninvest unhiewen, well deen ass haut irrealistisch déif, oder de Verbuet ophiewen, dass eng zweet Installierung am Betrib eréischt zéng Joer nom Betriebsplang méiglech ass; déi Behënerung ass am Fong net ze verstoen.

Also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, weider Verbesserungen an deem Gesetz wäeren nach besser gewiescht. Trotzdem ass selbsterständlech d'CSV mat deenen Ännerungen elo averstanen, an der Hoffnung, dass der nach méi géife kommen. Mä ech mengen, duerfir ass et an deser Legislatur e bëssen ze spéit.

Ech hunn nach eng lescht Fro un den Här Minister. Wat d'Brennereien ugeet - dat ass jo den éischten Artikel vun deem Gesetz -, dat gëtt elo iwwer déi De-minimis-Regel geregelt, dass se kënnen eng Bähilf krieën, dat heescht fir déi Brennereien, déi ënner de Régime agricole falen. Bis elo ass en Invest am Betrib ëmmer als e Ganzt gekuckt ginn. Wéi geet dat elo bei der De-minimis-Regel hei? Gëtt dat zesummegechloen? Gëtt dat beienne consideréiert, och fir d'Berodung ze maache vun den Investissementer? Oder gëtt dat hei aneschtters behandelt, well elo eng De-minimis-Regel draus ginn ass?

Dat nach eng Kéier gesot, Här President, bekräftegen ech nach eng Kéier hei den Accord vun der CSV fir dese Gesetzesprojet.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Modert. An d'Wuert huet d'Madamm Cécile Hemmen.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Ech huelen et gläich virewech: D'LSAP gëtt hiren Accord zu deem Gesetz. Et ass evident, dass mir dat selbsterständlech begrëssen, dass d'Jongbaueren och geziilt hei ënnerstëtzt ginn an dass de Spillraum, deen d'EU-Regelen hei kënnen ginn, och voll ausgenutzt gëtt.

Mir fannen et och gudd, dass d'Distillieren och weiderhi kënnen ënnerstëtzt ginn an dass eben dru geduecht ginn ass, fir déi Aides de minimis och do spillen ze loossen. Merci och hei dem Rapporteur. Dat war ganz explizit, wat e gesot huet, an dofir hu mir och näischt bäizefügen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Anzia huet d'Wuert.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. E Merci un de Rapporteur fir den Detail vun deser Ännerung am Gesetzestext. An och déi gréng sinn der Meenung, dass d'Jongbaueren a -wënzer mussen ënnerstëtzt ginn an dass deen „top-up“ noutwendeg ass a sënnvoll ass.

Et ass och weider sënnvoll, dass déi Berodung vum Betrib Bestand huet an dass e Betriebsplang opgestallt gëtt, deen an d'Zukunft erakuckt. Wéi jo elo virdru gesot ginn ass, ginn an der gemeinsamer europäescher Politik 35% vum Budget fir d'GAP verwent, fir déi gemeinsam Agrarpolitik. Dat ass ee groussen Deel. A mir wësse jo allegueren, dass, ebe fir an d'Zukunft ze kucken, do wäerten Ännerunge kommen. An duerfir ass et wichtig, dass déi Betriber op eng gesond Betriebsbasis gestallt ginn.

Op der Foire agricole d'lescht Woch, do war d'biologesch Landwirtschaft, d'solidaresch Landwirtschaft an och de Volet vun de Selbstan Direktvermaarter en Thema. An duerfir schéngt et eis als Gréng och wichtig, dass een an deene Filière weider Ënnerstützung gëtt.

Eis schéngt et och net oninteressant, grad fir déi jonk eng Plateforme d'échange ze hu vu gudden Praxisen am Sënn vun enger Ferme modèle oder Aänlechtem.

A wat och ganz kloer ass: Fir déi jonk Baueren ass et extrem schwéier, fir un Terrainen ze kommen. Dir wësst jo allegueren, dass eng nei Filière do ass fir Geméisbaueren am Lycée technique agricole. An déi gréisste Schwieregkeet ass net d'Ausbildung vun deene Leit, mä u sech, dass déi Leit och Terraine fannen, wou se kënnen dat Geméis dann duerno ubauen.

An en anere Problem, deen ech just wollt kuerz opwerfen, Här Minister, ass dee vun der Transmission d'entreprise. U sech, wann een Haff an der Famill bleift, ass dat jo eng Saach. An och dann ass et esou, dass méi Leit wäerten éischer lerve sinn an dass een da muss ee Modell fannen, wéi déi Terraine kënnen bei dem Bewirtschaftler bleiwen.

A selwer hat ech ee Bekannten, e gudd Bekannten, deen iwwer fënnf Joer laang gesicht huet, fir e Repreneur ze fanne vun enger Entreprise. An duerfir och nach eng Kéier d'Fro: Wat fir Moyenen huet do de Ministère, fir u sech Baueren oder Jonken ze hëllefen, déi eng Formatioun fäerdeg hunn, fir dass déi och kënnen an deem Beruf starten? Ausserhalb vun deem Invest, well dann hu se jo scho sécherlech en Accord fonnt, fir mat engem eens ze ginn, fir e Betrib opzebauen oder fir ze investéieren.

A mir ginn d'Zoustëmmung als gréng Fraktioun natierlech zu deem Projet de loi an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Dann huet den Här Roy Reding d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Ech kommen dann zréck zum Text. Och wann et nëmme zwou minimal Ännerunge sinn, si se favorabel fir de Berufsstand. An duerfir fanne se natierlech der ADR hir Zoustëmmung. Ech soen dat ëmsou léiwer als Enkel vun engem Brenner.

Selbsterständlech ass d'Veaarbechtung an d'Commercialisatioun vu landwirtschaftleche Produkter genau dee richtige Wee. An och wann dat heiten nëmme e minimale Schrëtt an déi Richtung ass, ass e begrëssenswäert. Mä do muss selbsterständlech déi nächst Regierung nach wesentlech méi ënnerhuelen. An ech sinn och sécher, dass se dat mécht.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Dann huet de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'Eischt dem Rapporteur fir seng gudd Aarbecht an allen Intervenanz fir hir konstruktiv Kommentaren.

Zum Projet selwer, mengen ech, ass alles gesot. Ech si jiddefalls selwer och frou, dass mer de Jongbaueren an de Jongwënzer des Majoratioun vum Taux d'aide op den Investitiounen am Beräich vun der Transformatioun an der Commercialisatioun mat engem Käschtpunkt vu méi wéi 150.000 Euro zoukomme loossen. Dat heescht, 40% plus 15% fir Investitiounen en biens immeubles fir d'Jongbaueren an d'Jongwënzer am Haaptberuff.

Ech mengen, dëst ass eréischt duerch eng Weiderentwëcklung vun der Positioun vun der Kommissioun méiglech ginn.

D'Bähilf fir Investitiounen am Beräich vun der Distillatioun sollen op ee Maximum vun 200.000 Euro pro Period vun dräi Joer limitéiert

ginn. Ech sinn der Meenung, dass mer hei eng ganz gudd Léisung fonnt hunn am Sënn vun alle Concernéierten. Des Ännerung berout op enger Kritik vun der Europäescher Kommissioun, dass de Brantwäin net als landwirtschaftlech Erzeugnis, also als Produkt agricole gëllt. A puncto Bähilfen dierf duerfir de Brantwäin net ënner deeslewechte Regime fale wéi d'Produits agricoles.

Déi praktescht Léisung ass, d'Distillateuren ënner d'De-minimis-Regelung falen ze loossen. No der europäescher Reglementatioun bedeit dat eng Aide vun 200.000 Euro pro Joresperiod (veuillez lire: pro Dräijoresperiod). An dat ass also, fir op d'Fro vun der Madamm Modert ze äntwerten, da kee Cumul an dat gëtt da sonner betruucht.

Nach eng lescht Remark zum Punkt vun der Madamm Modert, firwat dat Gesetz just punktuell geännert ginn ass. Ech mengen, u sech wollte mer guer keng Ännerunge maachen, well mir voll an der Emsetzung vun deem Gesetz sinn a bis dato nach keng gréisser Problemer bei der Emsetzung opgetaucht sinn.

Dëst Gesetz ass, esou wéi de Rapporteur et scho virauer gesot huet, emol nach keng zwee Joer all. D'Publikatioun war den 3. August 2016. An et kann och net sinn, dass d'Baueren dat eent Joer x Ënnerstützung krieën an d'Joer drop y. Dëst bitt keng Planungssécherheit an esou mécht een och keng Politik. Mir hunn ee gudd Gesetz an dëst soll och weider esou bestoe bleiwen.

D'Madamm Modert hat nach eng Fro, wivill Betriber, déi konnten, bis elo eng Demande agereecht haten iwwer d'Commercialisatioun. An déi Donnéeë wäerte mer absolutt noreechen. Mir hate jo opgrond vun enger Interventioun vun der Madamm Hansen déi leschte Kéier an der Agrarkommissioun versprach gehat, des Zuelen nozerechen. A mir wäerten dat jiddefalls maachen.

Wéi gesot, mir hunn des Upassung gemaach, well eben d'Installatioun vun de Jongbaueren an de Jongwënzer eng absolutt Prioritéit fir des Regierung ass. An duerfir soen ech lech och elo Merci fir eng breet Ënnerstützung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7291 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7291 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Unanimité. Domat ass de Projet de loi 7291 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Marc Angel), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

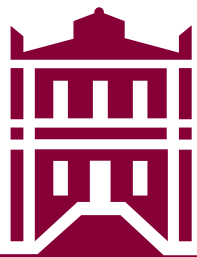
Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun der Sëtzung ukomm. Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 16.39 heures)



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. 7154 - Projet de loi portant création d'une représentation nationale des parents et modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° du Code du travail;

3° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;

4° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

5° de la loi modifiée du 22 juin 2017 ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum

- Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval (dépôt d'une motion), Mme Tess Burton, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

3. 7302 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum (intervention de Mme Josée Lorsché)

- Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch (dépôt d'une motion), Mme Simone Asselborn-Bintz, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum (intervention de M. Marc Spautz)

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

4. 7140 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises et portant abrogation

1) des articles 2, 3, 4 et 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes; et

2) de l'article 4 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1° le développement et la diversification économiques, 2° l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

- Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton

- Discussion générale: M. Félix Eischen (interventions de M. Franz Fayot, M. Laurent Mosar et Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie, M. Félix Eischen (parole après ministre), Mme la Secrétaire d'État Francine Closener

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. 7279 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive (UE) 2015/2436, fait à Bruxelles, le 11 décembre 2017

- Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton

- Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 7119 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire;

2. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension;

3. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel

- Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Joëlle Elvinger (intervention de M. Alexander Krieps), M. Gérard Anzia (intervention de M. André Bauler), M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Romain Schneider et M. Claude Meisch, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a ginn dovun aus, dass mer direkt zu eisem éischte Punkt vum Ordre du jour kënnen iwwergoen. An dat ass de Projet de loi 7154, deen d'Schafung vun engem nationalen Elter-erot an eiser Schoul soll erméiglechen. D'Wuert huet de Rapporteur, den Här Gilles Baum.

2. 7154 - Projet de loi portant création d'une représentation nationale des parents et modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° du Code du travail;

3° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;

4° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

5° de la loi modifiée du 22 juin 2017 ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, bei dësem Gesetzesprojekt aus der Educationskommission geet et ëm d'Schafe vun enger nationaler repräsentativer Elterevertriedung. Ier ech op d'Eenzelheete vum Gesetz aginn, erlaben ech mer awer, kuerz de Kader ze skizzéieren, an dee sech dëse Projet aschreift.

D'Schoul an d'Eltere vun de Kanner hunn eng grouss Gemeinsamkeit: Alle béid wëlle se nëmmen dat Bescht fir d'Kanner a si maachen och alles, fir dass d'Kanner kënnen Erfolleg op hirem Schoulwee hunn. Zanter dem Ufank vun der Legislaturperiod huet sech dës Regierung duerfir d'Zil gesat, fir d'Partnerschaft tëschent

der Schoul, den Enseignant an den Elteren ze stäerken. Dat steet och kloer esou am Koalitionsaccord.

De Rôle vun den Elteren ze stäerken, dat heescht, si als Partner an der Schoul unzegesinn, si an d'Entscheidung matanzebannen, hinnen eng Stëmm ze ginn, si ze verantwortlichséieren, se net nëmmen ze informéieren, mä si och deelhuelen ze loosser. Dat schaaft e Vertrauensverhältnis, wat zu gudder Lescht natierlech jiddwer eenzelnem Schüler zeguttkënn.

A genau dat, léif Kolleginnen a Kollegen, ass och schonn op ville Plaze geschitt. Ech denken zum Beispill un de Referenzkader vun der nonformaler Bildung, wou mir net nëmme grouss Wäert op d'Qualitéit vun der Offer gesat hunn, mä eben och op d'Kooperatioun mat den Elteren, déi soll gefërdert ginn. Ech denken an de Schoulen an an de Lycéeën un d'Schoulentwécklungspläng, déi sougenannte PDSen, wou d'Schoule sech jo sollen eegen Demarché ginn, fir d'Zesummenaarbecht mat den Elteren ze verbesseren.

Mir hunn eng Lycéesreform gestëmmt, déi oppen a participativ ass. Ganz besonnesch denken ech awer och un déi nei Orientierungsprozess am Fondamental, wou d'Eltere schonn elo ab dem Cycle 4.1, also dem fënnefte Schouljoer, méi mat an d'Prozedur agebonne ginn a mam Enseignant zesumme kënnen eng Entscheidung treffen, am Interêt vun hirem Kand.

Dir gesitt, an dëser Legislaturperiod gouf schonn esou munches gemaach, fir d'Partnerschaft tëschent der Schoul an den Elteren ze stäerken, an dëse Projet reit sech do voll a ganz an. Et ass e weidere Schrëtt a Richtung vun engem gudden Partenariat tëschent der Schoul oder den nonformalen Bildungsstrukturen an den Elteren.

Wa mir eis Bildungslandschaft esou ukucken, da sinn d'Elteren haut schonn a Kommissiounen oder a Conseile vertruueden, sief dat op kommunalem Niveau an de Schoulkommissiounen oder an de Conseils d'éducation an den eenzelne Lycéeën. Op nationalem Niveau gëtt et allerdéngs just d'Commission scolaire nationale fir de Fondamental an de Conseil supérieur de l'éducation nationale, wou just zwee Elteren dra vertruuede sinn.

Nieft dëse gesetzlech verankerte Kommissiounen gëtt et och um nationale Plang nach zwou Associatiounen. Dat ass eng Kéier d'Fédération

des associations de parents d'élèves du Luxembourg, besser bekannt als d'FAPEL, déi sech fir d'Interessie vun den affiliéierte lokalen Elterevertriedungen asetzt, an d'Association luxembourgeoise de parents d'élèves de l'éducation différenciée, ALPEED.

Dat sinn, wéi gesot, Associatiounen, déi ënnert dem Statut vun enger Asbl lafen. Et gëtt also nach keng richtig, keng wierklech gesetzlech Grondlag, fir op nationalem Niveau dat ugeschwaten Partenariat tëschent de Schoulen an den Elteren ze fërderen. A genau dorëms geet et bei dësem Projet de loi. Mir schafen elo déi gesetzlech Basis, fir eng national Elterevertriedung an d'Liewen ze ruffen, déi demokratesch gewielt gëtt an doduerch och eng legitiméiert Stëmm am Dialog mam Educationministère kritt. Dat gëtt hir Haaptaufgab: Si gëtt d'Sprochrouer vun den Interessie vun den Elteren, souwuel am Fondamental, am Secondaire wéi och an der Ediff.

Wann ee soll demokratesch gewielt ginn, da mussen natierlech och Wahlen organiséiert ginn. An dat geschitt bei dësem Projet op zwee Niveaue: eng Kéier sektoriell an eng Kéier national.

Ech fänke mat deem sektoriellen un. Et ginn dräi sektoriell Representatiounen geschafen: eng fir de Fondamental, eng fir den Enseignement secondaire an eng fir d'Éducation différenciée. Et huet een also fir all Beräich vun der Education nationale eng demokratesch gewielte sektoriell Representatioun vun Elterevertriedungen.

Wéi setze sech déi eenzel sektoriell Vertriedungen zesummen? Déi sektoriell Representatioun vum Fondamental setzt sech aus jeeeweils zwee Vertrieeder pro regional Direktioun zesummen. An all Lycée wielt de Comité des parents jeeeweils zwee Vertrieeder an déi sektoriell Representatioun vum Secondaire. Zu gudder Lescht setzt sech déi sektoriell Representatioun vun der Ediff aus jeeeweils zwee Vertrieeder vun den Ediffszentren oder -instituter zesummen. Fir kënnen seng Kandidatur ze stellen an eng sektoriell Representatioun, muss een natierlech op d'mannst ee Kand hunn, wat an d'Schoul geet, an dat natierlech an deem Secteur, wou och gewielt gëtt; dat schéngt evident.

Souwäit zu de sektorielle Vertriedungen. Wa mir elo e Stack driwwer ginn, da komme mer bei déi national Elterevertriedung.

D'Représentation nationale des parents d'élèves de l'enseignement fondamental, de

l'enseignement secondaire et de l'éducation différenciée du Grand-Duché de Luxembourg, esou heescht se offiziell, setzt sech aus zwielef Vertrieeder zesummen. Dës kommen allegueren aus de sektorielle Representatiounen. Véier Stéck kommen aus dem Fondamental, sechs Representanten aus de Lycéeën an zwee Elterevertrieeder kommen aus der Ediff. Dëse Ratio vun den nationale Vertrieeder soll d'Schülerzuel an den eenzelne Segmenter vun der Education nationale erëmispigelen.

Wéi verlafen d'Wahle fir an déi national Elterevertriedung? De Minister convoquéiert duerfir déi eenzel sektoriell Representatiounen op d'mannst 15 Deeg am Voraus. Déi sektoriell Vertrieeder kënnen hir Kandidatur fir an déi national Representatioun bis zu dräi Deeg virum Vott stellen. Et ass e Vote secret à la majorité simple. D'Vertrieeder vun der nationaler an de sektorielle Representatiounen gi jeeeweils fir e Mandat vun dräi Joer gewielt an hiert Mandat ass erneierbar.

Déi nei geschafen Elterevertriedung designéiert och zwee Leit vun hinnen an d'Commission scolaire nationale vum Fondamental, véier Vertrieeder an de Conseil supérieur de l'éducation nationale an ee Vertrieeder an de Forum orientation.

Kolleginnen a Kollegen, déi national Vertrieeder hunn zudeem e Congé vun acht Deeg pro Joer zegutt. Während dëser Zäit kënnen si hir Aarbecht verlossen an hire Missiounen am Kader vun der Elterevertriedung nogoen.

Zu dësem Projet de loi sinn och eng Rëtsch Avisen erakomm. Déi verschidde Beruffskummen hunn u sech d'Initiativ vun der Regierung duerchaus begréisst. Déi meescht hunn allerdéngs déi uganks méi schwéierfällg Wahlprozess kritiséiert an och de Statsrot hat do seng Bedenken. Den Text gouf doropshin nach eng Kéier ëmformuléiert an d'Prozedur dättelech erlichtert.

Fir de Rescht géif ech lech op mäi schrëftleche Rapport verweisen. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschten an ech ginn elo schonn den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur.

(Interruption par Mme Sylvie Andrich-Duval)

Jo, ech hat hei en aneren Numm stoen. Selbstverständlech hutt Dir d'Wuert, Madamm Sylvie

Andrich-Duval. Ech hat och en zesummege-satenen Numm hei stoen. Mä...

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Dat ass bei deem nächste Projet, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ah okay. Da fuert duer!

Discussion générale

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Okay. Merci, Här President. Et ass eng laang Tradition hei zu Lëtzebuerg, Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, fir d'Elteren um Schoul-liewen ze bedeelegen. An och d'CSV fénnst et immens wichteg, dass d'Elteren um Erziehungs-an och zum Bildungsoptag an der Schoul bäi-droen an dass se och Partner an der Schoulge-meinschaft sinn.

An dass haut dann déi national Elterevertrie-dung eng legal Basis kritt an och legitiméiert gétt duerch carrement demokratesch Wahlen, dat begréisst mer ausdrécklech.

Ech gräifen och dofir just e puer Punkten op.

Déi national Eltererepresentatioun represen-téiert, an dat ass och gutt esou, net nëmme d'Grondschoul an de Secondaire, mä och elo de Secteur vun der Éducation différenciée plus aner Schoulen, déi zu Lëtzebuerg zougelooss sinn, zum Beispill privat oder international Schoulen. Si représentéiert also d'Eltere vun iwwer 100.000 mannerjärege Schüler.

D'Wahlprozedur, déi huet et a sech: D'Eltere-versammlungen aus de Grondschoule vun de 15 Schoulregiounen, déi 42 Elterecomitéen aus de Lycéëen, déi bis dato 16 Elterecomitéen aus dem differenzierten Unterrecht an d'Elteregremien aus enger ronn 20 anere Schoule gi mobiliséiert, fir fir d'Éischt zwee regional Vertrieder pro Schouletablisement ze wäelen, ausser déi aner, zum Beispill déi Privat, déi wéile just een. Do komme mer summa summarum op bal 170 Vertrieder an de regionalen Delegatiounen. An dës sektoriell Vertrieder wäelen dann hiersäits déi national Elterevertriebung, déi zwielef Memberen zielt. De Rapporteur Gilles Baum, deen ass drop agaangen, an ech soen him och villmools Merci fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport.

D'Wahlprozedur ass Gott sei Dank no ville kri-tischen Avisen, och deem vum Statsrot, e bësse méi vereinfacht ginn. D'Remplaçantë brauchen och elo en plus net méi extra gewielt ze ginn. Mä d'Fro ass: Fanne mer genuch Kan-didaten? Dat ass eng Fro, déi opbleift. Oft melle sech nëmme eng Handvoll Elteren. De Moment sinn an där jëtzege Federatioun vun den Elterevertrieder, der FAPEL, Memberen, déi selwer keng Kanner méi an der Schoul hunn. Egal wéi, dat Ganzt bleift awer e komplexe Sys-tem, wou ganz vill verschidden Akteuren impli-zéiert sinn a wou regelméisseg Kontakter ënnerene solle stattfannen.

D'CSV bemängelt trotzdeem, dass trotz deem Opwand am Secondaire och net all Typ vun Unterrecht ka garantéiert vertratt sinn. Zum Beispill riskéieren d'Beruffsausbildung oder de Modulaire op der Streck ze bleiwen.

Wien nach op der Streck bleift, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'FAPEL, d'Federatioun vun de lokalen Elterevertriedungen, déi bis dato als na-tional representativ Associatioun d'Sproochrouer war. Grad ewéi d'ALPEED, d'Associatioun vun den Eltere vun de Schüler mat spezifesch Besoinen, och a Fro gestallt ass. Den Här Minis-ter huet zwar op Nofro vun der CSV verséichert, si kéinte weider ënnerstëtzt ginn.

Fakt ass, dass mer der e puer erlee um Terrain hunn. Et gétt nach op ville Plazen och där loka-lel Elterenassociatiounen an en plus solle jo elo déi lokal Elterevertrieder méi valoriséiert ginn, mä et si keng Rechter a Flichte festgehalen. An déi nei national Representatioun muss sech jo och emol organiséieren. Do ass deen neie Congé sécher net vu Muttwëll. Mä et mussen och genuch Mëttel zur Verfügung stoen, soss riskéiert dat neit Organ, senge Missiounen net gerecht ze ginn; och mat där néideger Onof-hängegkeet zum Ministère, versteet sech.

Virun allem awer mussen d'Eltere sech emol an deem Ganzen erëmfannen. Et muss garantéiert sinn, dass se un hir Uspriechpartner erukom-men. Dat heescht, si mussen besonnesch op lo-kalem Niveau visibel an och accessibel sinn. A Frankräich ginn zum Beispill an de Schoulen eng Aart Pinwänn oder Bréifboitten opgestallt, wou d'Kommunikatioun ka geféiert ginn. An et existéieren och iwwregens a verschiddenen aneren europäesche Länner aner Modeller vun nationaler oder iwwerhaapt Elterevertriebung, déi applizéiert ginn.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hä-ren, fir all deene Remarken och Rechnung ze droen, deposéieren ech am Numm vun der CSV eng Motioun. Wann ech gelift!

Am Resumé steet dodran, dass, vu dass et déi verschidde Modeller vun Elterevertriebung an Europa gétt, deen neie System awer eng gewësse Komplexitéit huet an d'Wahlprozedur ëmmer nach schwéierfällig ass an dass et och net duergeet, fir vill Vertrieder ze hunn, mä och qualitativ Kritären néideg sinn. A fir dass déi nei Elterevertriebung och soll kënnen effizient an effikass schaffen, gétt d'Regierung eigentlech opgefuerdert, der Chamber dann an dräi Joer eng Evaluatioun vun där neier Representatioun ze presentéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- notant que le projet de loi en question crée un nouvel organe officiel dénommé «représentation nationale des parents»;

- sachant que les divers pays européens ont mis en place des modèles très variés de représentation parentale;

- considérant que le nouveau système initié par le projet de loi est complexe, impliquant une multitude d'acteurs;

- constatant que la procédure d'élection est assez lourde;

- convaincue qu'une organisation représentative au niveau national devrait non seulement respecter des critères quantitatifs mais également des éléments qualitatifs;

- soulignant que la nouvelle représentation nationale devrait accomplir de façon efficiente ses fonctions et missions,

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre des Députés au plus tard trois ans après la mise en vigueur de la loi une évaluation de la nouvelle représentation nationale des parents.

(s.) Sylvie Andrich-Duval, Gilles Baum, Tess Burton, Lex Delles, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Fernand Kartheiser, Josée Lorsché.

An ech si frou, mir hate virun e bësse rieds ënnert den eenzelne Fraktiounskolleegen, dass do eng breet Zoustëmmung eventuell fir déi Motioun do wär. Dat wär natierlech ganz flott. An domat géif ech och den Accord gi vun der CSV-Fraktioun, fir deem Gesetzprojet zoustëmmen. Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Just fir ze präziséieren, dass d'Source vun dem lertum net hei am Haus war: Dir waart falsch gemellt ginn; et ass ëmgedréit.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Ah! Mir si verwiesselt ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo. Wou een lech awer net ka verwiesselen.

(Brouhaha et hilarité)

► **Une voix.**- Dat ass deen Diddelenger Charme.

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, dräi Stéck. Nächst Riednerin ass d'Madamm Tess Burton.

► **Une voix.**- Véier! Véier Stéck!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen, et waren der elo dräi en cause.

► **Mme Tess Burton (LSAP).**- Gutt. Här Presi-dent, alles gekläert?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wëllt Dir och Diddelenger sinn?

► **Mme Tess Burton (LSAP).**- Nee, nee, nee!

(Brouhaha et hilarité)

Ech si gutt do, wou ech sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- D'Madamm Burton huet d'Wuert.

► **Mme Tess Burton (LSAP).**- Merci, Här Presi-dent. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollee-ginnen a Kollegeen, d'Zäiten, wou den een-zege Kontakt tëschent der Schoul an den Elte-ren an enger Zensur um Enn vum Trimester be-stanen huet a wou méi Kontakt eigentlech just Problemer bedeit huet, déi Zäite si glécklecher-weis eriwwer.

De grouse Wiessel an där Hisiicht koum mat der Grondschoulreform vun 2009. Deemools sinn engersäits d'Bilansgesprécher um Enn vun all Trimester agefouert ginn, eng Geleeënheet fir d'Elteren, fir sech mat den Enseignant net nëmme iwwer d'Leeschtunge vun hirem Kand auszetauschen, mä och méi gewuer ze

ginn, wéi den Unterrecht ofleeft oder wéi d'Kand seng Plaz an der Klass fénnst oder och, wéi et sech sozial entwéckelt an der Commu-nautéit.

Well d'Bilansgesprécher gréisstendeels och a Präsenz vun a mat de Kanner geschéien, bidde si d'Geleeënheet fir flott Echanges, déi ganz valorisant fir d'Kanner a ganz léierräich fir d'El-teren an d'Enseignantë kënnen sinn. Anerersäits ass mat der Grondschoulreform och de Partene-riat tëschent Schoul an Elteren institutiona-liséiert ginn. D'Eltere vun de Kanner aus enger Schoul hu bis ewell all zwee Joer hir Vertrieder gewielt, déi eng gewësse Roll an där Commu-nautéit ze spillen hunn.

Et muss een zouginn, dass dat net iwwerall d'selwecht gutt funktionéiert. A munche Schoule beschränkt sech d'Roll vum Eltere-comité op Kuche bake fir d'Schoufest, wat sécher net onwichtig ass. Op anere Plaze gétt et e regelméisegen a konstruktiven Dialog tëschent dem Elterecomité an dem Schoul-comité, wou och Problemer thematiséiert a Léisungen zesumme fonnt ginn oder wou och heiansdo ganz nei Iddien an Initiativen ent-stinn.

Och an de Lycéë kruten d'Elteren ëmmer méi eng Roll ze spillen iwwer de Wee vun den Elterevertriedungen. Bis ewell awer gouf et keng offiziell an institutionaliséiert national El-terevertriebung. An de Projet de loi, iwwer de mir haut hei ofstëmme sollen, wäert dat ebe maachen. Virgesi si kloer Prozeduren, wéi dës national Elterevertriebung gewielt gétt, wat hir Roll ass a wéi se fonctionéiert.

Wuel haten d'Eltere sech an der Vergaangen-heet organiséiert an Associatiounen a Federa-tiounen wéi der FAPEL oder der Associatioun vun den Eltere vu Kanner aus der Éducation dif-férenciée; dës hunn awer keng legal Basis ge-hat.

De Projet de loi iwwer déi national Elterever-triedung gétt de Vertrieder deemno eng aner Legitimatioun.

Ech wëll hei net weider op d'Wahlprozeduren an aner Detailer, Detailbestëmmungen agoen. De Rapporteur huet dat a sengem schrëft-lechen a mündleche Rapport ganz gutt ge-maach. Deem wëll ech och heimadder nach Merci soen. Voilà!

An nach ofschléissend ze begrëssen ass a mengen Aen awer, dass d'Prozedur fir d'Wahl vun den Elterevertrieder nom Avis vum Statsrot vereinfacht gi sinn. Uganks waren do eng Rei bürokratesch Hürden ze huelen. An et ass gutt, dass do nogebessert gouf. Anerersäits ass et ganz positiv, dass an Zukunft déi national Elterevertrieder och Recht op aacht Deeg Congé hunn, fir hir Aufgab kënnen ze erfüllen. D'Partnerschaft tëschent Elteren an der Schoul ass eng gutt a wichteg Saach. An deemno muss een och déi néideg Moyenen zur Verfö-gung stellen.

Voilà, Här President, an dat gesot, wëll ech natierlech den Accord gi vun der sozialistescher Fraktioun. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Här Presi-dent, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Kultur vun der Zesummenaarbecht tëschent Schoul an Elteren ze verstärken, schafe mer mat deem Projet de loi eng national Representa-tioun vun den Elteren. Dat ass e puermol gesot ginn an och gutt erkläert ginn.

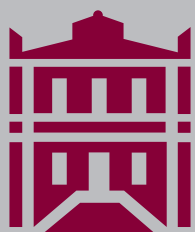
Si regruppéiert all Niveau vum Enseignement a gétt souzesoen zum Sproochrouer vun allen El-teregremien, déi momentan scho funk-tionéieren. Als Gréng ënnerstëtze mir natierlech dese Schrëtt. E féllt eng Lacune um nationalen Niveau a stellt déi wichteg Partnerschaft tëschent Elteren a Schoulen op fest legal Féiss, mat kloer definéierte Missiounen a kloer definéierte Rechter, esou zum Beispill wann et ëm nei Gesetzesprojeten oder ëm pädago-gesch Initiative geet, déi um nationalen Niveau ausgeschafft ginn. Dat alles ass begrëssens-wäert an och am Sënn vu méi Demokratie a Participatioun.

An awer, Dir Dammen an Dir Hären, kann och dese Projet de loi keng Wonner wierken, wann et ëm Problemer geet, déi sech konkret um Niveau vun der Zesummenaarbecht tëschent Schoul an Eltere stellen. Woumat ech e sen-sibele Beräich wëll uschwätzen.

Am Laf vun de leschte Joren a Jorzéngten ass dës Zesummenaarbecht ëmmer méi komplex, méi intensiv an och méi differenziéiert ginn a stellt net nëmme d'Schoulen, mä och d'Eltere



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook, Twitter et
Instagram



viru grous Erausforderungen. A Schoul- an Erziehungsfroen ass et näamlech net ëmmer einfach, op e gemeinsamen Nenner ze kommen an d'Perspektiv vun den Eltere mat där vum Schoulpersonal an Aklang ze bréngen. Net siele schwätze béid Parteie verschidde Sproochen, wat näischt mat eiser Villsproochegkeet ze dinn huet, mä ganz eleng domat, datt d'Elteren an d'Schoulpersonal net ëmmer op enger Wellängt schwammen. Woubäi et wichteg ass ze betounen, datt d'Schoulpersonal an der Formation konsequent op d'Elterenaarbecht muss preparéiert ginn.

Jiddefalls kënn et an der sougenannter Schoulpartnerschaft net sielen zu Konflikter, déi ganz beläschend kënnen ginn an och net zu Lëtzebuerger haltmaachen. An Däitschland geet beispillsweis rieds vun „Helikoptereltern“, wann d'Eltere scho beim éischten Elteregespräch mat engem Affekt ugefuert kommen, fir sech an hiert Kand géint eng potenziell Iwwermuecht vun der Schoul ze schützen. Probleemesch, Dir Dammen an Dir Hären, ass et och, wann d'Eltere genee de Contraire maachen an hirer Verantwortung net no-komme respektiv all Kontakt mat der Schoul meiden. Dat kënn relativ siele vir, där awer och net ignoréiert ginn.

Generell ass et jiddefalls eng Tatsaach, datt d'Motivatioun vun den Elteren, um Schoulliewen deelzehuelen, sech ferm a Grenzen hält, dës virun allem a méi vulnerabele Gesellschaftskreeser. D'Madamm Andrich huet et och betount. Eng Situatioun, déi an deem Kontext ëmmer nees ze denke gëtt, erlieft ee beispillsweis bei de Wahlen vun den Elterevertrieder an de Grondschoulen. A verschiddene Schoule mat iwwer 400 Kanner kënn et näamlech regelméisseg vir, datt iwwerhaaupt keen oder héchstens e Grappvoll Kandidaten oder Kandidatinne sech där Wahl stellen, an dat bei engem Potenzial vun iwwer 800 Elteren!

Dat ass natierlech ganz bedauerlech. Et ass awer och verständlech. An eiser schnelliweiger Zäit si vill Eltere beruflech staark gefuerdert oder carrement iwwerfuert, sinn ëmmer méi oft Elengerzéier a fille sech einfach net prett oder net genuch informéiert, fir sech enger Elterewahl ze stellen. D'Konsequenz ass natierlech déi, datt dës Eltere weder an enger Elterevereenegung oder engem Elteregrupp nach an enger kommunaler Schoulkommissioun vertruede sinn an dowéinst riskéieren, den Uschloss un déi national Eltererepresentatioun vun Ufank un ze verpassen.

Dir Dammen an Dir Hären, domat sinn ech ganz genee bei deemem Projet de loi, bei deem ech folgend Konklusioun wëll zéien: E féllt ganz sécher eng Lacune um nationalen Niveau, wou et bis haut keng gesetzlech definéiert Representatioun vun Eltere gouf. Dat ass ouni Zweifel positiv a fënn eis Ennerstëtzung.

E Problem, dee mat deemem Projet de loi awer net geléist ka ginn, ass ebe grad d'Ennerrepresentatioun vun Elteren aus sozial schwache Schichten. Als Gréng si mir der Meenung, Dir Dammen an Dir Hären, datt mir eis deem Problem an Zukunft verstärkt sollen uhuelen an alles mussen drusetzen, fir d'Elterevertriederung méi equilibriert opzestellen, souzesoen als Suite logique vun deemem Projet de loi.

Dat ass bestëmmt keen einfachen Exercice, en ass awer ganz wichteg, fir de Besoinen an den Interesse vun allen Elteren an hire Kanner an der Schoulpartnerschaft gerecht ze ginn an net just engem Deel dovun. Inspiréiere kënnen mer eis u ganz flotte Modeller, déi et am Ausland scho gëtt.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen dem Kolleg Gilles Baum e grouse Merci fir säi gudder mëndlechen a schrëftleche Rapport.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser.

► M. Fernand Kartheiser (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken dann och mat deemem Merci un den Här Baum un. Dat ass wierklech och erëm eng Kéier, wéi vill Projeten am Educationswiesen, en zimlech komplexe Projet, a mir sinn ëmmer frou, wann hien eis duerch déi Texter féiert.

Just e puer méi politesch Bemierkungen, well ech mengen, wat de Fong vun Gesetz ueget, hu mer jo alles héieren, wat wichteg ass.

Déi éischt ass: Wéi soll d'Relatioun tëschent dem Schoulsystem an den Eltere sinn?

Mir hunn hei heiansdo den Androck, wa mer nolauschteren, datt de Stat heimadder d'Roll

vun den Elteren unerkennt, datt e praktesch e generéise Geste mécht. Mä dat ass absolut net déi Perceptioun, déi mir hunn! Mir hunn hei e Stat, dee sech net därerf umoossen, d'Wichtigkeet vun den Elteren unzëerkennen, mä d'Eltere si vu sech aus wichtig! Si hunn och dat konstitutionell Recht dozou, well déi aktuell Constitutioun, déi erkennt jo der Famill Rechter zou. An de Stat huet d'Aufgab, d'Rechter vun der Famill ze verdeedegen; eppes, wat an där neier Verfassung leider net méi esou ass. Mä am Abléck ass d'Rechtslag esou, datt de Stat iwwerhaaupt keng aner Méiglechkeet huet, wéi d'Wichtigkeet vun der Famill an domadder d'Roll vun den Elteren unzëerkennen. Dat hei ass also kee Geste vu Generosität, mä eng Selbstverständlechkeet.

Dat Zweet ass: Wa mer hei elo higinn, wéi d'Regierung et proposéiert, a si mécht eng Elterevertriederung, déi si eng „national Elterevertriederung“ nennt, da muss een och do oppassen, datt hei net eng Verstaatlechung vum Recht op Initiativ stattfënn. Eng Interessensvertriederung, eng Gewerkschaft, eng Associatioun huet ëmmer d'Recht, sech ze associéieren. An de Stat ass och gutt beroden, wann e mat deene schwätzt, zemoos wa se e representative Charakter hunn, sief et fir e Schoultyp hei oder fir eng Region. An et därerf net esou sinn, datt eng nei geschafte Struktur d'Onofhängegkeet vun den Elteren allgemeng géif huelen, fir sech ze associéieren an och partikularen Interessengruppen an dat Recht fir sech an Usproch ze huelen, gehéiert ze ginn. Dat därerf net den Objet vun deemem Gesetz sinn.

Wann elo hei eng Struktur geschafte gëtt, da muss ee kucken, ob déi Struktur och den Usprech an den Noutwendegkeete gerecht gëtt.

Dat éischt, wat een do ka soen, ass, datt déi zwielef Vertrieder op nationalem Niveau net genuch sinn! Et sinn net genuch Leit, fir wierklech déi Komplexitéit vum Schoulsystem erëmzespigelen, déi verschidde Modes d'enseignement, déi verschidde vläicht regional Interessen oder aner Interessen an engem onheemlech komplexen a villfältege Schoulsystem. An och de Privatesektor, den Enseignement privé, huet seng eegen Erausforderungen, wou ee sech muss froen, ob déi Zuel vun zwielef wierklech duergeet.

En Argument weider, fir dat ze widderhuelen, wat ech virdrun ugedeit hunn: Wann et derniewent nach aner Elterevertriederunge gëtt mat hire spezifesch Besoinen, dann hunn déi och e Recht drop, gehéiert ze ginn.

An dat Zweet ass: Wann de Stat dann elo higeeet an e gëtt sech esou eng national Struktur fir d'Elterevertriederung, wéi ass dann d'Verhältnis, wéi sinn d'Pouvoiren an deem Verhältnis tëschent den Elteren an dem Stat?

An hei fënn sech erëm d'Handschrëft erëm vun engem Stat, dee mengt, e misst den Eltere Rechter zougestoen! Et steet am Gesetz, d'Eltere kënnen sech autosaiséieren an iwwer Propositionen de loi a Projets de loi op Demande vum Minister Stellung huelen oder sech eben autosaiséieren. De Stat seet also praktesch, wat d'Rechter si vun den Elteren!

Mir als ADR soen: D'Elteren hu Rechter. A wa si wëllen zum Beispill och iwwer en Texte existant eng Meenung huelen oder iwwer de Schoulsystem, esou wéi en am Abléck ass, dann ass dat och hiert Recht, och wann et net elo esou am Gesetz virgesinn ass. De Stat kann net higoen an och duerch eng soi-disant generéis Formulierung higoen an eigentlech eng Beschränkung vun den Handlungsméiglechkeete vun Elterevertriederunge virhuelen. Dat kann et net sinn!

Soudatt mir eigentlech soen: Mir wëlle keng Aschränkung vun den Eltererechter. Mir wëllen, datt et eng Selbstverständlechkeet ass, datt d'Eltererechter unerkannt ginn. Mir hätte gär, datt genuch Vertrieder an esou enger Institution sinn, fir d'Komplexitéit vum Schoulsystem kënnen erëmzespigelen. A mir wëllen, datt de Stat d'Eltere muss héieren, an net, wéi et hei ugedeit gëtt, datt e se kann héieren, wann e Minister se freet, also praktesch en Akt vun enger Generosität, deen net ganz konform ass mat deemem Auftrag, deen de Stat an eiser Verfassung huet.

Mir kënnen mat deemem System liewen, well et ass gesot ginn, datt mer jo souwisou e Problem hunn, fir genuch Elterevertrieder am Abléck ze fannen. Duerfir ass et gutt, wann de Stat e Geste mécht, fir vläicht d'Leit ze encouragéieren, duerch extra Congéen oder esou, fir sech méi ze engagéieren. Dat ass eppes, wat mer prinzipiell akzeptéieren. Awer déi Manéier, wéi et emgesat ass, déi stellt eis net zefridden. Mir denken, datt d'Elteren an deemem Text net genuch respektéiert goufen. An duerfir wäerte mir eis als ADR enthalen.

Ech soen lech Merci.

► Une voix. - Ganz gutt.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Als leschte Riedner huet d'Wuert den Här Marc Baum.

► M. Marc Baum (déi Lénk). - Jo, Merci, Här President. Wéi Der wësst, gëtt et ganz weineg Elementer vun der liberaler Bildungspolitik, déi eis Zoustëmmung fannen, mä dës ass eent. Et ass effektiv eng Lacune, déi mat deemem Text zougemaach gëtt, näamlech andeem eng national Representatioun vun den Eltere mat deemem Text hei geschafte gëtt, wat domadder och dozou féiert, datt d'Eltere selwer als institutionellen Deel vun der Schoulgemeinschaft wouergeholl ginn.

Dat ass an eisen Aen e wichtige an och e richtige Schrëtt, dee gemaach gëtt. An duerfir ass dat hei en Text, deen eis Zoustëmmung féiert.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci. Dann huet d'Wuert den Här Erziehungsminister.

Prise de position du Gouvernement

► M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur, dem Gilles Baum, Merci soen, deen eis an e Projet agefuert huet, dee vu villen hei als komplex duergestallt ginn ass, eng Matière, déi komplex ass, eng Matière sécherlech, déi schwierig ass, well et drëm, zesummen ze liewen, zesummen ze schaffen an zesummen ze kucken, datt d'Kanner hire Wee maachen, datt se an der Schoul gutt opgehuewe sinn, datt se sech do entwéckele kënnen, an dorëm ze kucken, wat d'Eltere vun doheim aus kënnen mat hirem Kand mat bäidroen, an awer och an der Schoul a souguer um bildungspolitesche Plang, um nationale Plang kënnen mat bäidroen.

De Gilles Baum huet et nach eng Kéier an Erënerung geruff: Dat heiten ass jo net deen eenzege Projet an dëser Legislaturperiod, wou mer probéiert hunn, d'Rechter an och d'Implikatioun vun den Elteren an eisem Bildungssystem ze stäerken. Dat gëllt an der Schoul, dat gëllt an der Crèche, dat gëllt also do, wou d'Kand direkt an där Struktur ass, dat gëllt awer och um lokale Plang, op Gemengeplang.

An hei gi mer dann nach eng Kéier e Schrëtt méi wäit fir eng national Elterevertriederung, fir datt och eng Regierung, vläicht och eng Chamber, en Interlocuteur huet, dee representativ fir all Mamm an all Papp hei am Land ka schwätzen. Dat erlaabt et eis, eng strukturéiert Bildungspartnerschaft opzebauen, déi sécherlech nach net fäerdig gestreckt ass mat deemem Gesetz, mä déi awer vun der eenzelner Struktur, aus der eenzelner Famill an dem eenzelner Kand, bis erop op den nationale Plang soll gëllen.

Ech weess, datt nach villes ze maache bleift. Ech weess awer...

(Tousotement)

Pardon.

...an ech gleeve fest dorunner, datt et derwäert ass, d'Eltere méi staark mat ze sensibiliséieren. Mir hu virun zwee Joer hei iwwer de Passage Fondamental-Secondaire diskutéiert gehat. Mat grousser Skepsis ass op ville Plaze bemierkt ginn, datt et awer komplizéiert wär a schwierig wär, wann d'Eltere sech do méi staark geife matabréngen.

Nun, elo, no deem éischte Passage vun der Grondschoul an de Secondaire no deem neie Gesetz gesi mer, datt mer Elteren an Enseignanté quasi op enger Linn hunn, datt do, wou nach Desaccord ass an eenzelne Fäll, mer dat quasi am Promilleberäich kënnen zielen a mer fir all déi aner Orientatiounen en Accord haten, no engem Joer vun Diskussioun, vu Reflexioun, vu selwer mat sech zu Chouer goen, ob een da vläicht a senger Positioun, a senger Aschätzung, a senger Ambitiounen och richtig louch. Dat ouni...

(Tousotement)

Ech mengen, ech huelen emol eng Schlupp. Da geet et vläicht e bësse besser.

Dat ouni, Här President, datt d'Orientatioun daitlech aneschtters ausgefall wär wéi all déi Jore virdrun, mä et gesäit een, datt et derwäert ass, sech do opzemaachen, d'Partner - hei an der Form vun den Elteren - materunzézéien, mat ze sensibiliséieren.

Ech mierken, et geet nach net vill besser.

(Tousotement)

Duerfir ass dat doten e wichtegt Element, och haut nach eng Kéier e wichtegt Element vun enger neier Kultur: eng Elteren- a Bildungspartnerschaft vun der Crèche erop bis op d'Première. Duerfir muss mer d'Elteren awer och stäerken. Dat maache mer hei. Mir ginn den Elteren hei eng Struktur, an där se sech kënnen

artikuléieren, wou se och d'Moyene kréien, sech kënnen hir Meenung ze bilden.

An et ass eigentlech nëmme kohärent a konsequent, wa mer vun de Schoulen, wa mer vun de Crèche fuerderen, datt se sech sollen opmaache fir Elteren, datt se Eltere solle materunzézéien, wann et em Organisationsfroe geet, wann et awer och em Froe geet: Wat wëlle mer eigentlech an der Schoul? Wa mer gären hätten, datt do den Dialog klappt, da muss mer um nationale Plang jo awer och mam gudder Beispill virgoen an och do soen: „Jo, da muss mer och do, wa mir hei d'Gesetz stëmmen an der Chamber, wa mer national Bildungspolitik maachen, och do mat den Elteren, mat enger representativer Elterevertriederung am Dialog sinn, fir dat auszeschaffen, fir dat ze diskutéieren, kontrovers ze diskutéieren an dann natierlech schlussendlech hei am Parlament awer zum Vott kënnen ze bréngen.“

Wa mer dat net maachen, dann, mengen ech, kënnen mer net eescht geholl ginn an de Schoule respektiv an de Betreibungsstrukturen, wa mer grad do d'Elterepartnerschaft an d'Eltereparticipatioun wëllen akloen.

Et ass wouer, datt mer bis elo nom Gesetz vun 2009, wou mer representativ Vertrieder schon an der Grondschoul hunn, ëmmer erëm feststellen, datt et op ville Plazen - net iwwerall, mä op ville Plazen - nach net genuch Kandidature gëtt. Ech denken, datt dat Gesetz hei nach eng Kéier en Appell ass wierklech, fir ze soen: Wat sinn herno deng Zoustännegkeeten, den Kompetenzen, deng Méiglechkeeten och als Elterevertriederung um lokale Plang? Du bestëmms mat herno, wien Elterevertrieder kann um nationale Plang ginn. Du hues also och wierklech d'Méiglechkeet, Afloss ze huelen op déi representativ Meenung, representativ artikuléiert Meenung vun den Elteren am Land.

An dann ass et wéi esou oft: Wann een de Leit d'Méiglechkeet gëtt deelzehuelen, ze participéieren, da muss op där anerer Säit awer och kloer sinn, da mussen d'Leit mierken, datt dat sech och rentéiert, datt een eescht geholl gëtt, datt een och kann eppes bewierken duerch säin Engagement, Sechengagéieren, A-Reunioune-Goen. An herno eigentlech feststellen, datt een emol net richtig nogelauschtert kritt huet, datt ass sécherlech déi falsch Motivatioun. An do versteeet een deen een oder deen aneren, datt en dann net méi wëllt als Elterevertrieder kandidéieren. An do droe mer alleguerten eng Responsabilitéit um lokale Plang, um nationale Plang, fir déi Vertrieder eescht ze huelen.

Ech denken net, datt een hei riskéiert, op der Streck ze bleiwen, wéi d'Madamm Andrich et formuléiert huet. Weder d'FAPEL... Mir haten dat doten, déi Angscht, och schon 2009, wéi déi gewielten Elterevertrieder an d'Gemenge komm sinn oder an d'Schoule komm sinn. Dat huet net derzou gefuert, datt déi Associatiounen, déi virdrun existéiert hunn, iwwerall opgehale hätten.

Et ass eng flott Aarbechtsopdeelung méttlerweil op ville Plazen tëschent engem Veräin als Elterevertrieder an de gewielten Elterevertrieder. An esou kann ech mer dat och ganz, ganz gutt virstellen - mä dat ass net u mir ze decidéieren, dat ass dann un där Federatioun ze decidéieren -, datt et och tëschent enger nationaler representativer Elterevertriederung an engem Veräin, wéi et d'FAPEL ass, dann do ganz gutt eng Aarbechtsopdeelung ka ginn.

An dat eent schléisst dat anert net aus. Et kann een an der FAPEL sinn an awer en national gewielten Elterevertrieder sinn. Et muss een awer net. Ech denken, do hu mer ganz flott Beispiller um lokale Plang gesinn, déi mer herno och wäerten um nationale Plang erëmfannen.

Et ass och gesot ginn, datt ee vläicht riskéiert, vun deem engen oder aneren Ordre d'enseignement, awer och vläicht aus där enger oder anerer sozialer Schicht am Land manner Elteren erëmzefannen an där Vertriederung. Jo, dat ass eng Aufgab, déi mer sollen eescht huelen. Op där anerer Säit ass et awer och eng demokratisch gewielte Representatioun, wou mer net onbedéngt ze vill „feinstécklech“ do kënnen virgoen.

An ech mengen, wa mer op där enger Säit kritiséieren, et wär eng komplex a komplizéiert Wahlprozedur, an dann op där anerer Säit awer och nach eng Kéier soen: „Et muss awer och een aus deem Ordre de l'enseignement an een aus deem Ordre de l'enseignement a mat deem dote sozialen Hannergrond representéiert sinn“, da gëtt et nach eng Kéier méi komplex. An duerfir sollte mer hei eigentlech bei normalen demokratische Regele bleiwen.

Här President, ech hunn och absolutt kee Problem mat där Motioun, déi hei proposéiert gëtt, well ech fest dervun iwwerzeegt sinn, datt déi Evaluatioun an dräi Joer wäert positiv ausfallen, datt mer hei nach eng Kéier e Schratt méi no - a mir hunn der elo e puer gemaach dës

Legislaturperiod - zu enger ganz konkreter, geliefener Bildungspartnerschaft téscht Elteren a Bildungsinstitutione kommen. Ech sinn also do ganz positiv gestëmmt. Ob ech dann nach dee Bilan wäert virleeën, dat gesi mer dann. Dat schéngt mer nach net ganz sécher ze sinn.

Villmoos Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7154 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7154 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

57-mol Jo, 3 Abstentiounen, domat ass de Projet uegoll.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par M. Georges Engel);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Si mer mat der Dispens d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

A vu dass et jo schéngt eng Unanimité iwwert d'Motioun ze ginn, sidd Der dermat d'accord, dass mer per Handophiewen ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wie mat der Motioun d'accord ass, ass gebieden, en Zeechen ze ginn.

Wien ass net d'accord?

Wien enthält sech?

Mir hunn Unanimité bei der Motioun. Ech soen lech Merci.

A mir ginn zum nächste Projet iwwer, dem Projet 7302. Hei ass de Rapporteur erëm de Gilles Baum an et geet em d'Schafung vu Minicrèchen.

3. 7302 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.**- Här President, wéi Der gesot hutt, et geet em d'Schafe vu Minicrèchen. Mä wat ass dat dann elo, eng Minicrèche? Eng Minicrèche ass en neie Modell, fir Kanner ze betreiwen, e Modell, deen téschent den Dagesmammen, wat mer kennen, an och de classesche Crèchen, de SEAen, läit. Et ass quasi eng Téschenetapp.

An enger Minicrèche kënnen maximal eef Kanner betreit ginn a vun deenen eef Kanner dierfe maximal véier Kanner enner engem Joer sinn.

Wéi gouf déi Iddi gebuer? Ma déi Iddi ass gebuer ginn an der Educatiounskommissioun, wéi mer um Gesetz iwwert d'Dagesmamme geschaff hunn a wou mer eis och d'Fro gestallt hunn, ob een dat net alles kéint e bësse méi oppe maachen, ob een dat net kéint méi flexibel maachen. Et ass och eng Demande vum Secteur dobaussen, eng Demande vun den Dagesmammen konkret, déi sech d'Fro gestallt hunn, ob se kéinten hir Aarbecht e bëssen anescht gestalten, e bësse méi flexibel gestal-

ten. Et ass awer och eng Demande vun den Elteren dobaussen um Terrain, déi op der Sich sinn no méi kleng Strukturen a Strukturen, wou ee méi kleng Gruppe vu Kanner kann zesumme betreiwen, fërderen a versueren.

Wie schafft an esou enger Minicrèche? Eng Minicrèche, déi gëtt geleet zesumme vun enger Damm, déi den Diplom als Dagesmamm huet, a vun engem Educateur. An, wéi gesot, déi këmmere sech zesummen.

(Interruption)

Pardon?

► **Plusieurs voix.**- Oder en Här.

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.**- Oh, Pardon. Jo. Oh jo, dat war wierklech elo en uerge Lapsus. Ech fänken nach eng kéier vu vir un.

(Hilarité)

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- En „Gender-Lapsus“.

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.**- En „Gender-Lapsus“, kréien ech hei gesot.

Also, eng Minicrèche gëtt geleet vun enger Dagesmamm oder engem Dagespapp...

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.**- ...zesumme mat engem Educateur oder enger Educatrice. Voilà, ech mengen, elo hat ech awer wierklech d'ganz Panoplie hei ofgedeckt. Ech mengen, elo si mer korrekt. An, wéi gesot, si këmmere sech zesummen em déi maximal eef Kanner.

Wat sinn d'Virdeeler vun enger Minicrèche? D'Minicrèche erlaabt et, an de Genoss ze komme vum CSA, vum Chèque-service accueil. An, wann de Wonsch besteet, kann eng Minicrèche och d'Formation plurilingue ubidden, dat heescht, dat spillerescht Erfueren an eng zweet Sprooch bei de Kanner vun engem bis véier Joer, wat et dann och den Elteren erlaabt, 20 Stonne gratis Betreiung pro Woch ze kréie während 46 Wochen oder méi.

Déi Minicrèchen hei ennerleien natierlech dem nationale Referenzkader «Éducation non formelle des enfants et des jeunes» a si ennerleien natierlech och de Visite vum den Agents régionaux.

Wat muss an enger Minicrèche ugebuede ginn? An der Minicrèche mussen d'Kanner kënnen raschten a sech erhuelen. Et muss gewärleescht sinn, dass d'Kanner gesond z'iesse kréien. Et muss gewärleescht ginn, dass d'Hausaufgabe kënnen gemaach ginn an enger Ambiance, déi roueg ass. An d'Kanner sollen derzou erzu ginn, fir och autonom hir Hausaufgaben ze maachen. Et ass natierlech och virgesinn, dass d'Kanner regelméisseg Aktivitéiten dobaussen an der Natur ennerhuelen, an alleguerten déi aner Aktivitéiten, déi och am nationale Referenzkader virgesi sinn.

Mir hu missen eng zweet Ronn mam Conseil d'État dréien, wat den Delai ueget. Dat heescht, dee Projet vun de Minicrèchen hei, dee fänkt eréischt d'nächst Joer un, fir dass dee ganze Secteur och Zäit huet, fir sech emzestellen op déi Neierungen, wann dat dann natierlech gewénscht ass.

Et waren eng Rei Avisen erakomm. Een Avis war definitiv méi kritesch. Dat war den Avis vun der Chambre de Commerce, dee sech d'Fro gestallt huet iwwert d'Fiabilitéit vun de Minicrèchen. Ben, ech mengen, et muss een deene Saachen hei emol eng Chance ginn, fir sech ze entwéckelen. An da wäerte mer gesinn, ob dat doten effektiv en Element ass, wat complementaire ass zu där Offer, déi mer elo hunn, an ob dat doten dann effektiv souwuel dobausse vum Secteur genotzt gëtt, fir méi flexibel kënnen ze schaffen, wéi awer och vun den Elteren.

Voilà! Mat deem Gesetz leeë mer e weidere Bausteen zu enger qualitativ héichwärtiger Kannerbetreiung. An ech ginn duerfir och elo direkt schonn den Accord vun der Demokratescher Partei zu deem Projet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Hetto-Gaasch.

Discussion générale

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur Gilles Baum villmoos Merci soe fir sai wierklech explizitte méndlechen a virun allem awer och schrëfteleche Rapport. Haut gëtt also en neie Betreuungsmodell gestëmmt, an zwar dee vun de Minicrèchen, enger neier complementaire Offer, fir d'Kanner ze betreiwen, an dat an engem klengen, méi heemlegen Umfeld.

Wann ee weess, dass all Joer hei zu Lëtzebuerg zirka 6.100 Kanner op d'Welt kommen, wann een och weess, dass all Joer ronn 15.000 Leit

nei op Lëtzebuerg wunne kommen, dorënner och ganz vill Famillje mat Kanner, ech mengen, da brauch een net ganz vill Fantasie ze hunn, fir ze wëssen, dass de Besoin u Betreuungsstrukturen a Betreuungsstruktur fir eis Kanner permanent wiisst an d'Offer wierklech kontinuierlech muss ausgebaut ginn.

A ganz ville Famillje mussen d'Elteren zu zwee schaffe goen an d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff ass a bleift wierklech hautdesdaags nach ëmmer eng regelrecht Erausforderung, ganz besonnesch fir Élengerzéier an awer och fir Leit, déi op Schichte schaffen oder de Weekend musse schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir begréissen d'Schafung vun de Minicrèchen. Mir maachen awer och drop opmierksam, dass des Minicrèchë genau wéi déi konventionell Betreuungsstrukturen keen Accueil de Weekend an och net iwwer Nuecht ubidden. Des Méiglechkeet bidden eenzeg an eleng Dageselteren un, déi allerdéngs duerch d'Gesetz vum leschten November méi geschiedegt wéi ennerstëtzt goufen.

Hir Aarbecht téschent 7 Auer owes a 7 Auer moies an de Weekend iwwer ass dem Minister just 4,25 Euro wäert gewiescht. A mir haten deen Tarifff vu 4,25 Euro och staark kritiséiert, well mer fannen, dass et net duergeet, fir déi wäertvoll Aarbecht ze honoréieren, well et déi concernéiert Dageseltere wierklech an eng prekär Situatioun bréngt.

Wann een elo déi nei rezent Chifferen och vum Educatiounsministère kuckt, da muss ee feststellen, dass d'Unzuel vun den Agreementen a Betreuungsplaze bei Dageselteren erofgeet. Wie wonnert dat? Duerfir wär et interessant, Här Minister, fir wierklech eng Analys ze maachen, wat d'Ursaachen dovunner sinn. Mir bedauern op alle Fall, dass ee wichtegt Standbeen an der Kannerbetreiung riskéiert auszustierwe faute de combattant oder awer och nach vläicht faute de soutien!

Als Äntwert op déi ennerschiddlech Besoine vun den Eltere brauche mer awer eng grouss Diversitéit an der Offer. Nieft den Dageseltere stellen duerfir och déi Minicrèchen eng weider complementaire Betreuungsmodell duer. A mir begréissen och deesen intermediaire Betreuungsmodell, wou sech en Educateur mat enger Dagesmamm oder soss enger Persoun mat entsprechender Formatioun kann zesummendoen, fir d'Betreiung vun engem klengem Grupp vu maximal eef Kanner beieneen ze assurieren.

D'Minicrèchë kënnen den Accueil vu moies 5 bis owes 11 Auer offréieren. Hei ginn d'Elteren dann och ganz bewosst hir Kanner an dee méi klengen, heemlege Grupp, well si der Meenung sinn, dass hiert Kand sech do besser zu rechtfnnt, well et méi eng familiär Struktur ass an och just zwou Besuchpersounen do sinn.

Wéi gesot, mir begréissen déi complementaire Offer. Mir bleiwen awer trotzdem bei eiser Meenung, dass déi gratis plurilingual Betreiung, déi déi Minicrèchen dann och dierfen offréieren, bei Kanner ab engem Joer verfréit ass. Mir wëllen onbedéngt do, an deem Alter ganz besonnesch, de Fokus op dat Lëtzebuergesch leeën, Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch.

Haaptkritikpunkt vum Statsrot an och, wéi de Rapporteur et gesot huet, vun der Chambre de Commerce bei deem ganze Konzept ass awer, dass d'Minicrèchen zu enger Concurrence déloyale kéinte féieren. Si hunn näamlech par rapport zu de Privatcrèchë vill manner restriktiv Oplagen ze erfüllen, wat d'Infrastrukturen ubelaangt, zum Beispill musse si kee Gaart hunn - a mir hoffe jo, dass an deem heite Fall da wierklech d'Minicrèchen dervunner profitéieren, fir wéinstens mat de Kanner an en noe Bësch spilen ze goen -, awer och wat d'Sécherheet an och wat d'Qualifikatiounen vum Personal ubelaangt.

Och ass net kloer, wéi des kleng Struktur ka funktionéieren, wann zum Beispill den Educateur krank gëtt an den Accueil vun de Kanner awer weider muss assuréiert ginn. Well d'Eltere musse sech jo awer kënnen drop verloossen. D'Minicrèchë mussen an eisen Aen zu all Moment eng qualitativ héichwärtig Betreiung ubidden.

Duerfir deposéieren ech och am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Motioun, an där mir froen, dass dräi Joer nom Akraaftriede vun deem Gesetz de Modell vun de Minicrèchen eng kéier op de Leescht geholl, evaluéiert a gegebenfalls adaptéiert gëtt. Wann ech gelift, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant qu'il persiste une augmentation continue de la demande de places en structures d'accueil;

- notant que le projet de loi sous référence crée un nouveau modèle d'accueil ayant pour objet de compléter l'offre existante constituée par les structures d'éducation et d'accueil et les assistants parentaux;

- considérant que les nouvelles structures initiées par le projet de loi sont soumises à des obligations et charges différentes en matière de qualification et d'expérience du personnel, ainsi qu'en matière d'infrastructure et de sécurité;

- convaincue que les nouvelles structures devraient accomplir leurs tâches de façon décente et sérieuse;

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre des Députés au plus tard trois ans après la mise en vigueur de la loi y relative une évaluation du fonctionnement du nouveau modèle d'accueil.

(s.) Françoise Hetto-Gaasch, Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen, Martine Mergen, Laurent Zeimet.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Et ass wichteg ze kucken, wéi des nei Form vu Betreiung sech an déi besteeënd Offer afüügt, ob se déi traditionell eventuell verdrängt, eventuell souguer zu Abuse ka féieren, andeems grouss Strukturen drun denken, sech a méi kleng Strukturen opzesplécken, fir domadder den Oploen ze entgoen an Ufuerderungen ze emgoen. D'Chambre de Commerce hat dat jo definitiv an hirem Avis opgefouert. Dëst soll een op alle Fall, Här Minister, wierklech am A behalen.

Dat gesot, soen ech lech awer villmoos Merci alleguer fir Är Opmierksamkeet a ginn trotz eisen Iwwerleungen a Bedenken den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(Interruptions)

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Et war top, gellt?

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Asselborn-Bintz.

► **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).**- Très bien! Här President, Kolleegen a Kolleginnen, mat deem Gesetz 7302 gëtt also d'Offer vun der Kannerbetreiung ausgeweit. Déi sougenannte Minicrèchë gi mat deem Gesetz agefouert, wat jo dann eng Aart vu Betreiung duerstellt, déi sech, an dat huet de Rapporteur gesot, téschent den Dagesmammen an de classesche SEAen agliddert.

Hei gëtt elo eng méi kleng, iwwersichtlech Struktur geschaff, wat u sech nëmme vu Virdeel fir d'Kanner an och fir d'Personal a fir d'Elteren ass. D'Dagesmamme kënnen, wa se da wëllen, och vum Plurilinguismus profitéieren an eng Minicrèche grënnen, wat jo dann heescht, an dat ass jo och scho gesot ginn, dass se bei Kanner vun eent bis véier Joer déi 20 Stonne gratis Betreiung kënnen offréieren.

Natierlech muss ee sech u verschidde Kritären halen, déi festgeschriwwen sinn a wat jo u sech déiselwecht Kritären si wéi an jiddwer anerer Betreuungsstruktur a wéi se am nationale Referenzkader vun der nonformaler Bildung bei Kanner a Jonke sinn an am Gesetz vum 4. Juli 2008 stinn.

Besonnesch ervirzehiewen ass, dass mat de méiglechen Öffnungszäite vu 5 Auer moies bis 11 Auer owes den Elteren, déi Schichte schaffen an net d'Méiglechkeet hunn, fir d'Kanner an enger classescher Crèche oder Maison relais versuergt ze kréien, hei kënnen dovunner profitéieren. Natierlech muss et kloer sinn, dass nëmme déi Elteren, déi esou schaffen, och hir Butzen éischer kënnen bréngen respektiv méi spéit siche kënnen kommen.

Et ass virgesinn, dass e Minimum vun zwee Leit educatiiv Personal sech em d'Kanner këmmere, wouvun dann een Educateur/Educatrice ass an eng weider Persoun, déi entweder Formatioun am Kader vum sozioeducativen Encadrement huet oder de Certificat vun der Assistante parentale. An dat mat am Ganzen eef Kanner gläichzäiteg, woubai maximal véier Kanner enner engem Joer dierfe sinn.

De Betreuungschlüssel ass also aneschters wéi an de classeschen SEAen, also een Encadrant op sechs Kanner, egal wat fir en Alter se hunn,



wat wierklech an dëser Struktur vu Virdeel ass. Dat hëlleft derzou bäizedroen, dass d'Qualitéit vun der Betreuung verbessert gëtt.

À propos Qualitéit: Et ass och kloer, dass och d'Minicrèche sech mussen un d'Qualitéitskritären halen. Mir fäerten awer, dass zwee Leit u Personal net duerginn, fir déi néideg administrativ Aufgaben, fir d'Preparatioun, fir d'Elterenaarbecht an och fir d'Formatioun, déi se musse maachen, ze erfëllen. Wann een aacht Stonne bei de Kanner soll sinn, d'Crèche am Ganze potenziell 18 Stonnen op ka sinn, weess ech net, wéi een dat organiséiert kritt, ausser et ass een un enger anerer, méi grousser Struktur ugeglickert, déi dann och emol ka Remplacementer vu Congé oder Krankeschäiner maachen.

Elong zu zwee ass dat an eisen Aen net machbar. Mir wëssen, et steet e Minimum vun zwee Encadranten am Gesetz, mä an der Praxis muss dat awer ganz kloer méi Personal sinn. Et kann net sinn, dass d'Personal Iwwerstone maache muss an eventuell debordéiert ass. Do musse mir garantéieren, dass an der Praxis genuch qualifizéiert Personal agestallt gëtt. Dofir gesi mer an dëse Strukturen och e Virdeel, wa se u bestoend SEAen ugeglickert ginn, wou e Pool vun Erzéier besteet an och déi néideg administrativ Strukture bestinn.

En anere Punkt, deen ech hei nach wollt ernimmen, ass d'Qualitéitskontroll duerch d'Agents régionaux vum SNJ. Och d'Minicrèche ginn dann elo, wéi déi aner Betreuungsstrukturen, déi en Agreement hunn, vun dësen Agenten kontrolléiert. Do hoffe mer, a mir hunn dat och an der Kommissiounssitzung gesot kritt, dass do nach weider Agenten agestallt ginn, well soss fäerte mer, dass d'Kontroll net optimal ass. Do kéint och ugeduecht ginn, dass déi Agenten och emol net ugekënnegt an d'Haiser ginn, well am Moment gi se, laut mengen Informatiounen, nëmmen op Rendez-vous kontrolléieren.

Fir eis als LSAP ass et kloer, dass mer musse sécherstellen, dass eis Kanner eng optimal Erzéiung a Betreuung kréien an dass mer et den Elteren erlaben, Beruff a Famill an Aklang ze kréien, well nëmmen zefridden an erfëllten Eltere garantéieren och zefridden an erfëllte Kanner.

Dofir stëmme mir dëst Gesetz selbstverständlech mat, well et e weideren Deel ass vun enger gudder a qualitativ héichwärtiger Kannerbetreuung. Ech soen zum Schluss dann awer och nach dem Gilles Baum Merci fir säi gudder méndlechen a schrëftleche Rapport, an lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Joséé Lorsché.

► **Mme Joséé Lorsché (déi gréng).** - Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen alleguer, dass d'Kanner an den éischte Liewensdeeg, -wochen, -méint a -jore verlässlech Vertrauenspersounen brauchen, fir sécher Bindunge kënnen opzebauen. A mir wëssen och alleguer, dass d'Kanner sécher Bindunge brauchen, fir hir sozial an intellektuell Fäegkeeten ze entwëckelen.

Aus deem Grond ënnerstëtzen déi gréng all Effort, deen et erlaabt, den Eltere méi Zäit fir hir Kanner ze ginn an eng gudder Relatioun mat hinnen opzebauen, esou zum Beispill den Ausbau vum Congé parental an all aner Moosnam, déi geduecht ass, fir d'Elteren an hirer Erzéiungsaufgab ze stäerken. Dat wollt ech virausschécken.

Als Gréng sti mir awer och fir Gläichberechtigung a fir eng Gesellschaft, an där schaffen, Famill a Kanner sech net dierfen ausschléissen. Béides muss fir béid Elterendeeler méiglech sinn. An deem Sënn ass et der Politik hir Pflicht, derfir ze suergen, dass kee Papp a keng Mamm weinst feelende Betreuungsstrukturen derzou forcéiert gëtt, sech komplett aus dem Aarbechtswies zréckzezéien, mat alle soziale Problemer, déi dat ka mat sech bréngen.

Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi kënn d'Regierung dëser Pflicht ganz genee no, eng weider Kéier, andeems se d'Offer vun der Kannerbetreuung duerch d'Konzept vun de Minicrèche komplettéiert. Wéi dës Strukture fonctionnéieren a wéi eng Qualitéitskritären se mussen erfëllen, huet de Kolleg Gilles Baum gudder erkläert. An duerfir wëilt ech him och Merci soen.

Ech wëilt awer och eng Remark maachen, déi allgemeng d'Kannerbetreuung betrëfft. Wann een iwwert déi schwätzt, gëtt näamlech oft

emotional diskutéiert. Virun allem gëtt gefaart, dass d'Grondbedürfnisser vun de Kanner an den Arichtungen vun der Betreuung net erfëllt kënnen ginn, well d'Personal méi oder manner oft wiesselt an net déiselwecht Vertrauensbasis zu de Kanner kann opbaue wéi d'Elteren.

Fir déi emotional Entwëcklung an déi intellektuell Entwëcklung vum Kand bedeit dat effektiv eng reell Gefor, déi sech virun allem bei laange Betreuungszeiten bemierkbar mécht an eescht geholl muss ginn. Dat ass ee Grond méi, fir de Congé parental auszubauen a flexibel ze gestalten.

Op där anerer Säit besteet awer e wëssenschaftleche Konsens doriwwer, dass eng gudd Bindung vun de Kanner zu den Elteren net duerch eng ausserfamiliär Betreuung gestéiert ka ginn am Fall, wou d'Betreiung zäitlech limitéiert ass, an am Fall, wou d'Qualitéit vun der Betreuung séchergestallt ass.

Duerfir begrësse mir ausdrécklech, Här Minister, dass d'Minicrèche, déi mat dësem Projet de loi geschafte ginn, vun enger diploméierter Educatrice oder engem diploméierten Educateur an enger agréierter Dagesmamm oder engem Dagespapp musse gefouert ginn, grad wéi och d'Obligatioun, dass d'Konzept dem nationale Referenzkader muss entsprechen.

Ganz wichteg ass och fir eis d'Kontroll vun der Qualitéit a vun der Facturatioun, déi am private Betreuungssektor laang ze wënschen iwwergeloo ass huet a weider muss verstärkt ginn, fir Äbuse op Käschte vun de Kanner a vun de Familljen ze verhënneren.

Dir Dammen an Dir Hären, dat zielt eben och grad fir d'Minicrèche, e Konzept, wat fir Lëtzebuerg nei ass, mä wat et awer scho gëtt a wat am Ausland schon erprouft ass, virun allem an Däitschland, wou déi sougenannten „Mini-Kitas“ e groussen Zoulaaf hunn.

Laut engem Erfahrungsbericht aus der „Süddeutsche Zeitung“ vum November 2017 leien d'Virdeeler virun allem doran, dass dës Strukturen an allen Hisiichte manner opwänneg sinn, dass se méi eng heemleg Atmosphär a méi e Sécherheetsgefëll vermëttelen, dass se den Opbau vun téschemenscheleche Bezéiunge vereinfachen, well et net vill anescht zougeet wéi an enger grousser Famill, an dass se d'Toleranz vun der Noperschaft erhéien.

An engem Wunnquartier falen zéng Kanner näamlech kaum op. Sinn et der awer, wéi bei de classesche Crèche, bis zu 100, dann ass de Widerstand vun der Noperschaft virprogramméiert a konfrontéiert d'Gemenge mat der Fro, ob se iwwerhaapt nach gréisser Privatcrèche an de Wunnquartiere sollen erlaben.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Konzept vun de Minicrèche huet also kloer Virdeeler, déi mir als Gréng begrëssen. E wéineg bedenkelech ass, dass d'Bedreier net forcéiert sinn, e Bauseberäich unzeleeën, deen et de Kanner erlaabt, sech all Dag an der frëscher Loft ze bewegen. Dee Volet ass an der Kommissioun ervirgestrach ginn.

Op där anerer Säit muss een an deem Kontext awer och dervun ausgoen, dass d'forméiert Personal déi néideg Fachkompetenz huet, fir ze wëssen, dass d'Kanner vill Bewegung, frësch Loft an d'Natur brauchen, fir sech gesond kënnen ze entwëckelen. Näischt verhënnert, dass d'Erzéier sech mat de Kanner op den Tour maachen, sief et an déi direkt Émgegend, sief et an de Bësch, wou de Bewegungsdrang vun de Kanner besser erfëllt ka gi wéi an engem zoubëtonéierte Bannenhaff.

E Volet, deen och nach eng Kéier muss op de Leescht geholl ginn, denke mer emol, sinn d'Eröffnungszäiten, déi momentan net alle berufstätegen Eltere kënnen gerecht ginn.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmoos Merci, Här President. Och nach eng Kéier e Merci un den Här Baum, deen och dëse Projet ganz gudder presentéiert huet. Ech mengen, hien huet eis ganz kloer gesot an duergestallt, woumat mir och d'accord sinn: dass d'Minicrèche eng gudder Iddi ass. An hei ass jo an deene verschidde Rieden och nach eng Kéier ënnerstrach ginn, wat et un zousätzleche Méiglechkeeten, u Flexibilitéit bréngt, dass et eng ganz Rei Leit, souwuel an deem zoustännege Sektor wéi och bei den Elteren, kann arrangéieren, op esou eng Méiglechkeet zréckzegräifen. Also, als ADR sti mer och der Iddi vun de Minicrèche ganz positiv géintiwuer.

Awer och hei, mengen ech, ass et ubruecht, um Enn vun enger Legislativperiod e puer méi allgemeng Kommentaren ze maachen iwwert

d'Politik, déi mer elo gesinn hunn an dësem Beräich.

Dat Éischt ass, dass mer nach eng Kéier feststellen, dass d'Erzéiung vun de Kanner d'Recht an de Privileeg vun den Elteren ass. Wann also hei gesot gëtt, dass d'Minicrèche oder iwwerhaapt déi Strukturen an deem Alter eng Aufgab an der Erzéiung hätten, dann ass dat héchstens subsidiäresch. Et ass héchstens eppes, wat d'Eltere kann ënnerstëtzen, mä de Stat kann, daerf sech net umoossen, fir ze soen: „Mir erzéien d'Kanner an et sinn d'Elteren, déi den accessoire Rôle hunn.“ Dat ass op jidde Fall net déi Perspektiv. Dofir gesi mir och déi politesch Zoustännegeet fir d'Kannerbetreuung an deem Alter net bei der Educatioun, mä an der Familjepolitik.

Déi zweet Bemierkung ass déi vun der Politik iwwerhaapt - ech mengen, d'Madamm Lorsché huet dat nach eng Kéier an Erënnerung geruff -, iwwert déi Méiglechkeeten, déi d'Elteren hunn, fir ze decidéieren, wéi e Familljemodell, wéi ee Liewensmodell fir si dee richtegen ass. Mir hunn eng Regierung, déi an deene leschte fënnf Joer konsequent alles gemaach huet, fir déi Familljen ze ënnerstëtzen, déi wëllen/mussen - wéi och ëmmer - sech decidéieren, fir zu zwee schaffen ze goen. A mir als ADR sinn och op dee Wee matgangen, well mer denken, et ass richtig, fir Leit, déi fir sech déi Wiel wëllen treffen, och ze ënnerstëtzen.

Awer wat eis feelt, dat ass, dass dat mer och déi ënnerstëtzen, déi eng aner Decisioun fir hir Famill wëllen huelen, déi decidéieren, dass ee wëllt doheem bleiwen, fir déi elementar elterlech Aufgab vun der Kannererzéiung selwer ze iwwerhuelen. An dat ass eppes, wat dës Regierung komplett negligéiert huet. Si schwätzt vu Chancgläichheet. Awer andeem se ee Volet, eng Fräiheet vun de Familljen ausklammert a souguer aktiv eigentlech ëmmer géint dee Volet kämpft - also si huet se bekämpft, si ass dergéint virgaangen -, huet se d'materiell Méiglechkeeten ewechgeholl, fir esou e Choix ze erméiglechen. Dat ass och net de Wee vun der ADR.

En nächste Kritikpunkt, dee mir hunn, deen an dëser Legislativperiod ageféiert ginn ass, ass déi plurilingual Fréierzéiung. Och hei ass dat erëm eng Kéier ginn an ech gleewen eigentlech ëmmer manner, dass dat soll spilleresch sinn, well wann een den Text vum Gesetz liest, da schwätzt een hei vun der Pratique quotidienne des deux langues.

Et ass eigentlech net méi déi éischt Iddi vun deem spillereschen Eruféieren un eng aner Sprooch, mä Schrëtt fir Schrëtt gesi mer hei och, dass dat Franséisch praktesch etabléiert gëtt. E Franséisch, wat a méi wéi enger Hisiicht diskriminatoresch ass. Et ass diskriminatoresch virun allem géintiwuer deene Kanner, Ausländerkanner, déi op Lëtzebuerg kommen an déi weder e Lëtzebuergesch- noch e Franséischsproochegen Hannergrond hunn an domadder direkt mat zwou Friemsprooch konfrontéiert ginn. Eppes wat mir net kënnen akzeptéieren! Et ass eng Diskriminatioun ënner auslännesche Kanner oder Kanner, déi ebe kee Lëtzebuergesch oder Franséisch als Mammesprooch hunn.

Ech wär bal versicht, fir deene Gender-Korrekten hei eng Freed ze maachen, fir „Mammen- oder Pappesprooch“ ze soen, mä ech ginn net op deen Niveau erof, dass et mech op déi Gender-Diskussiounen hei aloossen.

Dat Zweet ass, dass mer hei also net nëmmen eng Diskriminatioun hunn, mä eng Brems fir d'Integratioun. Et ass fir eis einfach kloer an däitlech, dass mer Lëtzebuergesch als eenzeg Integratiounssprooch vun Ufank un hunn, well et deen eenzege Wee ass, fir laangfristeg dës Gesellschaft zesummenzehalen an déi hei an dës Gesellschaft ze integréieren, déi nei bei eis kommen. Déi konsequent Favoriséierung vun der multilingualer Fréierzéiung ass eng vun den Hypothéiken an der Ierfschaft vun dëser Regierung fir déi nächst Joren. Eppes, wat muss korrigéiert ginn, wa mer en Zesummenhalt, eng Solidaritéit, eng Kohäsion an der Lëtzebuurger Gesellschaft och an der Zukunft gär hätten.

Et freet mech, dass d'CSV heihikéint an eigentlech och seet: „Mir si géint déi multilingual Fréierzéiung.“ Mä da stëmmt se awer fir dat Gesetz hei. Dat ass eng Logik, déi mir net kënnen novollzéien a wou mir froen, wat dann d'Kredibilitéit ass vun enger Partei wéi der CSV, déi seet: „Mir sinn net d'accord“, an elo scho praktesch seet: „Mir sinn awer d'accord, well mir stëmme derfir.“

Ech kann lech elo scho soen, dass, wann d'CSV an enger nächster Koalitiounsverhandlung ass, se nogéint an dass se ëmfält an dass se och déi multilingual Fréierzéiung matstëmmt. Dat ass elo scho kloer, soss géif se wéi mir haut dëst Gesetz net matstëmme. Mir enthalen eis, well

wéi gesot, d'Minicrèche ass eng gudder Iddi. Awer esou, wéi dat eis hei presentéiert gëtt, kënnen mir et net akzeptéieren.

Ech soen lech Merci.

(Brouhaha)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - ...eng Meenung soen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Baum huet d'Wuert.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Wann Der eng Meenung hätt, da géift Der Jo oder Nee soen.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Hei si Koalitionspartner, déi anscheinend schon an Diskussiounen sinn.

(Hilarité)

Här President, mir hu sécherlech näischt géint Minicrèche. Mir hunn näischt géint den Inhalt dovun, och net géint d'erweidert Flexibilitéit, déi et Elteren erméiglecht, och an engem anere Kader hir Kanner betreit ze gesinn.

Woumat mir awer e gréisser Problem hunn, dat ass d'Form, wéi dat organiséiert ass. Mir hunn an deene leschte Méint a Jore gesinn, dass Privatcrèche wierklech wéi Champignonen aus dem Buedem spréissen. An domat hu mer awer e grouse Problem, well mer mengen, dass d'Kannerbetreuung als Deel vun der nonformaler Bildung, als Element vun enger plurilingualer Erzéiung net kann der Logik vu privaten oder lukrative Gewënninteressen ënnerleucht sinn. A mir mengen, dass sech och heimadder d'effentlech Hand eigentlech dedouanéiert vun enger Verantwortung, déi hir misst sinn a wou méi misst an effentlech Strukturen investéiert ginn. An dat hei ass eng Solutioun de facilité, déi, mengen ech, net am Intérêt vun deene ganz Klengen ass.

An dann, wat d'Qualitéit ugeet, do war ech awer ganz staark iwwerrascht, dass souguer d'Chambre de Commerce an hirem Avis geschriwwen huet, dass si géif «[estime que l'assouplissement] d'exigences en termes de qualité, de sécurité et d'hygiène à l'égard des [mini-crèches risque] d'induire une dégradation de la qualité des services d'accueil des enfants (...)», soudatt ech mengen, wa souguer d'Chambre de Commerce dat do zumindest als eng Gefor vun Degradatioun vu Kannerbetreuung gesäit, dass dat kee Projet ass, dee mir matstëmme wäerten.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Claude Meisch, zoustännege fir d'Éducation nationale, d'Kanner an d'Jugend. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och hei nach eng Kéier Merci dem Rapporteur.

Mir hate jo och scho virun engem Joer eng Diskussioun an der Kommissioun iwwert d'Minicrèche. A mir hunn zesumme gekuckt eigentlech, wat mer kënnen maachen, fir déi Landschaft vu Betreuungsstrukturen nach eng Kéier méi villfältig ze maachen, well d'Attenté vun den Elteren och ganz ënnerschiddlech kënnen sinn.

Oft héiert een eng Kritik, heiansdo hei am Raum, awer och bei Elteren dobaussen, d'Betreuungsstrukturen wäeren ze grouss, ze oniwerrsiichtlech, et wäeren Strukturen, déi net wierklech de perséinleche Kontakt géifen erméiglechen, well ganz vill Personal do wär, wat dann och nach géif wiesselen téschent deenen eenzelne Gruppen. Ech mengen, dass dat och sécherlech eng organisatoresch Fro ass fir gréisser Strukturen, fir awer sécherstellen, dass dat am Intéressi vum Kand ass.

Mä ech begrëssen et awer och wierklech hei, dass mer kënnen zesummen op e Wee goen a mat larger Majoritéit kënnen op e Wee goen, fir eng weider Méiglechkeet ze schafen, näamlech déi vun der Minicrèche: eng Crèche, déi méi kleng ass, méi iwwersichtlech, manner Kanner huet, manner Personal huet, fir de Rescht awer, vun der Qualitéit vun hirem Servicer an och fir de Gros vun deem Dispositif, deen noutwendeg ass, wat d'Infrastruktur ubelaangt, d'selwecht muss fonctionnéiere wéi all déi aner Strukturen, wéi Crèche, wéi Maison-relais, well se soss entweder keen Agreement kritt respektiv net ënnert d'Konditiounen vum Chèque-service wäert passen. Also d'Struktur wéi och déi pädagogesch Ausrichtung musse stëmmen. Et ass hei Minicrèche, mä awer Maxiqualitéit, déi muss gebuede ginn, soss kann ee keng Minicrèche opmaachen.

Ech wëll eng Explikatioun ginn zu deenen Zuelen, wat d'Dageselteren ubelaangt. Dat ass an der Realitéit net ganz esou. D'Zuel vun agréierten Dageselteren huet wuel ofgeholl. Allerdéngs d'Plaze fir d'Kanner, déi ugebuede



gi bei Dageselerten, ass stabil bliwwen. Dat huet domadder ze sinn, datt mer duerch de Qualitéitscontrôle, dee mer gemaach hunn am Abrëll 2018, festgestallt hunn, datt der ganz vill eigentlech Karteiläiche waren, déi keng Kanner méi haten. An déi sinn an der Statistik elo net méi dran. Duerfir ass eben d'Zuel vun de Kanner, déi bei Dageselerte betreit ginn, och plus ou moins stabil bliwwen.

Dat heite bitt jo och - an dat war eng vun de Motivatiounen, vläicht net déi wichtegst, mä eng vun de Motivatiounen, fir op de Wee vu Minicrèchen ze goen - eng Perspektiv fir Dageselerten, déi sech kënnen associéieren mat enger Educatrice oder engem Educateur, fir dann esou eng Struktur opzemaachen. Et steet och néierens, datt dat just zwee Leit dierfe sinn. Et mussen der zwee sinn. Sécherlech, jee no Öffnungsziäite mussen dat der jo och méi sinn. Mir mussen jo och kucken, wéi do d'Aarbeitsrecht kann agehale ginn.

An déi Fro vum Remplacement, mengen ech, déi stellt sech hei gradesou gutt wéi bei enger anerer Crèche. Dat heescht, et brauch ee Remplaçanten. Déi stellt sech awer am extremste Fall sécherlech och bei den Dageselerten, well wann ee sech dorobber verléisst an et ass en Einmannbetrieb oder Einfraubetrieb, fir da gendéiersegg korrekt hei ze sinn, da stellt déi Fro sech ganz, ganz radikal. An do huet ee jo keen Zweeten oder Drëtten, deen emol eng Kéier do kann asprangen.

Ech soe Merci fir déi breet Zoustëmmung. Ech hoffen, datt mer hei ebe kënnen enger Demande um Terrain nokomme vun den Elteren, datt mer méi kleng Strukturen och queesch uechtert d'Land kréien: am ländleche Raum, an den Dierfer, fir net duerch dräi aner Dierfer an d'Crèche moies mussen ze fueren, mä bei sech am Duerf, bei sech an der Strooss eppes ze fannen; an de Stied, fir net duerch d'ganz Stad mussen ze fueren, fir an engem anere Quartier eng Crèche ze fannen, mä och do bei sech am Quartier, bei sech an der Strooss eng Léisung kënnen ze fannen. Dat wär eigentlech mäi Wonsch heibäi.

Dat solle mer dann och roueg an dräi Joer feststellen. Déi Motioun, déi hei vun der CSV abruucht ginn ass, schéngt mer net ganz nei ze sinn, kënnt mer iergendwéi bekannt vir. A well ech mat enger Evaluatioun vun der gudder Politik, déi mer maachen, absolutt kee Problem hunn, géif ech deem dann och zoustëmmen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An da kéinte mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7302 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7302 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

Mir hu 54-mol Jo, 2-mol Nee, 3 Abstentiounen. Domat ass de Projet uegheoll.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7302 est adopté par 55 voix pour, 2 voix contre et 3 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Claude Wiseler), Nancy Arendt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber d'accord mat enger Dispens vum zweete Vott?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen iwwergoen zum Projet 7140 betreffend d'Hëllef fir d'Kleng- a Mëttelbetriber. An d'Rapportrice...

► Plusieurs voix. - D'Motioun!

Motion 1

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Richtig! Ech war schon in vorseilendem Gehorsam, well jiddwereen domat d'accord ass. Mä ech mengen, mir mussen awer nach en Handzeeche maachen.

Vote sur la motion 1

Wien domat d'accord ass, gëtt wann ech gelift Handzeechen.

Wien ass dergéint?

Gëtt et Enthaltungen?

Mir hunn Unanimitéit derfir. Villmools Merci. Ech hätt mer et net verzien.

Madamm Tess Burton, Dir hutt d'Wuert.

4. 7140 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises et portant abrogation

1) des articles 2, 3, 4 et 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes; et

2) de l'article 4 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1° le développement et la diversification économiques, 2° l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapport de la Commission de l'Économie

► **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 210.000 Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg si vun 32.000 klengen a mëttelstännesche Betriber geschafte ginn. Dat si 55% vun all eisen Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg. Dës Zuele schwätze fir sech. Eis kleng a mëttelstännesch Betriber spillen eng ganz wichteg Roll an der Entwécklung vun eisem Land.

Mä vu wem schwätze mer iwwerhaapt? Wie sinn des kleng a mëttelstännesch Betriber, ofgekierzt och PME genannt? Dat si Betriber, wou manner wéi 10 Leit, 50 Leit, op jidde Fall manner wéi 250 Leit schaffen, déi e Chiffre d'affaires pro Joer maache vun net méi wéi 10 Milliounen oder 50 Milliounen. Dat ass zum Beispill den Depositäre, deen hei dat Waasser geliwwert huet, dat ass de Schräiner, deen dat Pult hei gebaut huet, dat ass den Elektriker, deen de Mikro hei installéiert huet, dat ass dat Geschäft, wou ech déi Jackett hei kaaft hunn. Am Fong kleng Entrepreneuren, mat deene mer all Dag am Kontakt sinn.

Mä et gëtt net all Dag iwwer se geschwat. Oft gëtt näamlech vun de Leit dobaussen an der Effentlechkeet léiwer iwwer grous Betriber wéi Google, eng Juggurts- oder Steewollfabrik geschwat, déi och zur Entwécklung vun eisem Land géife bäidroen, mä et kéint een heiansdo mengen, dass d'Aarbecht vun eise klengen a mëttelstännesche Betriber als selbstverständlech ugesi gëtt. Ganz nom Motto: Et leeft jo, si ginn eens.

Ma grad dat ass net de Fall. Eis Betriber liewen haut an enger Zäit, wou si sech ëmmer méi schnell mussen upassen. Si mussen Investitiounen maachen, sech vergréisseren, hir Produktiounslinn erweideren, bee si mussen e ganze Koup méi Efforte maachen, fir kompetitiv ze bleiwen, ewéi dat viru Joren nach de Fall war. Mä och fir um Marché iwwerhaapt Fouss ze faassen, ass net ëmmer evident fir jonk Entrepreneuren. Fir nei Clienten aus dem In- an dem Ausland unzezielen, erweist sech heiansdo och ganz schwierig. An och d'Digitalisatioun ass fir vill Betriber net einfach ëmzesetzen. An dat sinn Erausforderungen, deene sech eis Betriber all Dag stelle mussen.

An dofir ass et richtig, dass de Wirtschaftsministère an Zukunft d'PMEen nach méi ënnerstëtzt wäert. De Ministère gesäit sech als de Partner vun de PMEen, den Alliierten un hirer Säit, fir des Erausforderungen ze meeschteren, an do wäert dëst Gesetz iwwert d'Regelwierk vun den Aiden eng ganz wichteg Roll spillen. Domat kann de Ministère de PMEen nach méi hëllef, sech ze entwéckelen a kompetitiv ze bleiwen.

Wéi grad gesot, geet et hei an deem Gesetz ëm d'Aidë fir d'PMEen. Dat Gesetz ass d'lescht Joer den 18. Mee vun der Statssekretärin fir de Wirtschaftsministère deposéiert ginn.

Fir kuerz de Kader nach eng Kéier ze setze vun deem Gesetz: 2014 huet d'Europäesch Kom-

missioun hiert ganz Regelwierk am Beräich vun de Statshëlfelefen iwwerschaaft. De Prinzip ass ëmmer bliwwen, dass Statshëlfele just a verschiddene Beräicher erlaabt sinn. Aiden an der Fuerschung, an der Energie an am Environment souwéi och fir benodeelegt Regionen a fir d'PMEe sinn erlaabt. Fir d'Fuerschung, d'Energie an den Environment an d'Régions défavorisées hu mer eist Regelwierk hei zu Lëtzebuerg schon ugepasst. A mat deem Gesetz hei passt Lëtzebuerg sech och un de véierte Beräich un.

Des Weidere gëtt vun deem Gesetz profitéiert, fir d'Aidë fir d'PMEen alleguer an ee Gesetz anzuschreiw. Well bis 2013 war de Ministère des Classes moyennes getrennt vum Ministère de l'Économie. Fréier hat jiddwereen näamlech seng eege legal Basis, déi mer dann elo hei zesummeféiere wäerten.

Mat deem Gesetz ginn also eis Texter alleguer harmoniséiert. An Zukunft gëtt et dann elo just nach een Text fir d'Fuerschung, fir d'Energie an den Environment an eben och just een Text fir d'Aidë fir d'PMEen, soudass dat och méi transparent gëtt fir d'Betriber.

De Gesetzestext ass déi drëtt Reform, mat där d'Dispositionen vun Hëllefsgimmern fir d'PMEen definéiert ginn. En éischt Gesetz an deem Kontext gouf 1969 gestëmmt an ass dunn 2004 duerch déi aktuell Bestëmmungen ersat ginn, déi sech déi lescht Joren och bewäert hunn.

Här President, den neie Regime d'aides reit sech an an d'Strategie vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun hei zu Lëtzebuerg. Et ass näamlech wichteg, dass mir eis Wirtschaft weider diversifizéieren, dass mir nei Weeër sichen, fir eise Wuulstand ze erhalen. Well d'PMEe sinn e wichtige Motor fir de wirtschaftleche Wuulstand an d'Schafung vun Aarbechtsplazen. Dofir muss och d'Entrepreneuriat hei zu Lëtzebuerg geförder ginn, dëst net nëmme fir nei Investisseuren aus dem Ausland op Lëtzebuerg ze zéien, mä och grad eise lokalen Entrepreneuriat, well dese seng fest Plaz an der Lëtzebuerger Wirtschaft huet.

Et gëtt schon eng Rei Begleetmesurë fir nei Entrepreneuren, déi sech hei zu Lëtzebuerg installéieren. Mä e Schlëselement fir des nei Betriber bleift déi finanziell Ënnerstëtzung. A mat deem Gesetz iwwert de Regime d'aides vun de PMEen, dat mir haut hei stëmmen, stellt de Ministère fir déi nächst fënnf Joer eng Enveloppe budgétaire vun 89 Milliounen zur Verfügung. Dat si 27% méi wéi déi Period virdu. De Ministère huet bei deem Gesetz all Montante genotzt, déi Bréissel a sengem Reglement virgesinn huet.

Här President, mat deser Reform vun den Hëllefsgimmern fir d'PMEe sollen natierlech och d'Ziler vun der drëtter industrieller Revolutioun erreecht ginn. An dëst duerch fristgerecht, innovativ Investissementer an d'PMEen, fir hir Leeschtungen nach ze verbessern. Et wäerten Efforten an der Digitalisatioun souwéi och an der Zirkularwirtschaft mat deem Gesetz ënnerstëtzt ginn.

Mä komme mer elo op den Detail vum Projet de loi. Wéi eng Aidë wäerten et an der Zukunft fir d'PMEe ginn? De Projet de loi iwwerhëlt dräi Aiden, déi et schon am Gesetz vun 2004 gouf. Dat ass engersäits d'Bäihëllef fir Investissementer fir d'PMEen. Zweetens, d'Hëllef fir d'Berodungsservicer fir d'PMEen. An drëtens, d'Hëllef wann d'PMEe bei Foiren oder Expoe matmaachen.

Aner Hëlfelefen aus deem Gesetz vun 2004 goufe schon duerch aner Gesetzesprojeten ëmgeännert. Dëst betréff besonnesch d'Hëlfelefen, déi den Ëmweltschutz, d'Innovatioun, d'Fuerschung an d'Entwécklung betreffen. Kuerz, fir nach eemol op déi dräi bestoend Aiden anzegoen: D'Aide à l'investissement en faveur vun de PMEen ass eng Aide, déi et schon als Basis an deenen zwee anere Gesetze gouf, déi dem Ministère et erlaben, engem Betriber eng Hëllef ze ginn, fir zum Beispill eng Extensioun, eng Diversifikatioun vu senger Produktiounslinn oder e fundamentale Changement, wéi se operéiert, ze maachen.

Da bleift och an deem neie Gesetz d'Aide fir d'Berodungsservicer bestoen. Hei kann de Ministère de PMEen ënner d'Aerm gräifen, wa se extern Berodung wëllen hunn. Déi dierf awer net fiskaler, juristescher oder publizitärer Natur sinn, mä éischer wann d'Firma eng Berodung wëllt hunn, fir sech ze digitaliséieren oder sech ëmzestrukturéieren.

An och d'Hëllef fir d'Participatioun u Foirë bleift an deem neie Gesetz bestoen. De Ministère kann d'PMEen, wa se u Foiren deelhuefen, hei am Land oder am Ausland, finanziell ënnerstëtzen. An do kann de Ministère bis zu 50% vun de Fraisen iwwerhuelen.

Dann zu deenen neien Aiden: Wéi gesot, féiere mer mat deem Gesetz gläich véier nei Aiden

an. D'PMEe kréien an Zukunft Hëlfelefen, wa si un europäesche Projekte wëlle matschaffen, zum Beispill e Projet aus der Groussregioun, do kann de Ministère bis zu 50% subventiounéieren.

Da gëtt eng nei Aide agefouert fir jonk Entrepreneuren. Dat sinn Entrepreneuren, déi net op der Bourse cotéiert sinn, déi net méi al wéi fënnf Joer sinn an déi bis elo och nach keng Gewënner gemaach hunn. Am Beräich vun de Start-uppe ginn et schon Aiden, déi sech awer méi op innovativ Entrepreneuren konzentréieren. Mat deser Aide hei, déi agefouert gëtt, soll e kloert Zeeche gesat ginn, dass net nëmme déi innovativ Betriber ënnerstëtzt ginn, mä och déi jonk Betriber aus deem classesche Beräich. Am europäesche Reglement ass do eng Maximalhëllef vu 400.000 Euro virgesinn, déi de Ministère hei och komplett iwwerholl huet.

Eng weider Aide ass dann déi fir d'Risikofinanzéierung fir d'PMEen. Dës Aide ass zréckgefouert op e Constat, dee gemaach ginn ass, dass et ëmmer méi schwierig ass fir eng Entreprise, zemoools bei de PMEen, sech de Financement fir hir Projekte bei de Banken ze sécheren. Dowéinst ass de Ministère op de Wee gaangen, fir do eng extra Mesure ze schafen. Haut ginn et zwou Mutualitéiten zu Lëtzebuerg, déi als Garant kënnen matgoen am Kader vun engem Projet. Dat heescht, si sti Bierg, am Fall wou e Projet schifgeet, mussen si fir hir Garantie asprangen. Säit 2009 gouf et e Kriseninstrument, wou de Ministère bei de Mutualitéite mat 50% konnt intervenéieren. Mä do war de Budget awer limitéiert. An am Kader vun deem Projet de loi kann de Ministère an Zukunft bis zu 80% vun der Perte op engem Projet droen.

Esou eng Initiativ ass néideg ginn, well d'Banken ëmmer méi Garantie wëllen hunn. An et soll awer och verhënnert ginn, dass mir net an eng Situatioun komme wéi vill aner Länner, wou et ganz schwéier ass, fir nach Projeten iwwerhaapt finanzéiert ze kréien.

An eng lescht Aide, déi nei agefouert gëtt, ass déi, déi de Ministère kann ausbezuelen, wann eng Entreprise Opfer gëtt vun enger Naturkatastroph. Eng Naturkatastroph kann en Aerdbeewe sinn, en Aerdrutsch, eng Iwwerschwemmung, en Tornado, en Hurricane oder Bränn, déi net vum Mensch verursaacht gi sinn. De Ministère kann elo mat deser Hëllef hei bis zu 100% intervenéieren, souwuel fir de Schued wéi och fir den Ausfall. Fir dass des Mesure kann ugewannt ginn, muss allerdéngs d'Regierung den Incident als Naturkatastroph astufen.

Leider ass Lëtzebuerg vun esou Naturkatastroph an der leschter Zäit net verschont ginn. Mir erënneren eis un déi schlëmm Wiedere virun zwee Joer am Ernzdall a virun engem Mount am Mëllerdall, wou vill Leit, mä och Betriber, hir Existenz verluer hunn. De Moment hunn an der Regioun Mëllerdall Entrepreneuren net nëmme Schued wéinst dem Waasser, mä och Ausfall, well se hire Betriber net opmaache kënnen, gradesou wéi aner Entrepreneuren, déi elo kee Schued hate wéinst dem Waasser, mä dofir awer Ausfall hunn, well se op d'Infrastrukturen ugewise sinn, déi duerch d'Wiederzerstéiert gi sinn, sief dat zum Beispill d'Wanderweeër oder d'Zougangstroossen. Dofir ass des Hëllef sécherlech eng ganz grouss Erlichterung fir des Betriber.

Da wëll ech nach kuerz drop agoen, wéi déi Aiden alleguer ausbezuelen kënnen ginn, dat kann näamlech ënnerschiddlech sinn. Bei deene meeschten Aiden ass et eng Direkthëllef, also Suen, déi d'Betriber kréien. Mä dat kann och just eng Avance sinn oder Zensvergëschteungen. Bei der Aide fir jonk Entrepreneuren an d'Risikofinanzéierung kann dat och eng Garantie, e Prêt oder eng Bedelegung un de Fonds propres sinn.

An dann ass och nach ze erwänen, dass am Gesetz en Artikel steet, dass d'Avancen, déi de Ministère gëtt, och kënnen oder mussen zréckbezuelen ginn, wann d'Entreprise Erfolleg huet.

Voilà. Dëst zum Projet de loi.

Da géif ech nach ganz kuerz op d'Avisen agoen. D'Chambre des Métiers huet den 20. Oktober 2017 hiren Avis zum Projet de loi ofginn. An d'Chambre de Commerce huet hiren Avis de 16. Januar 2018 ofginn. Béid Berufskommere begrësse grondsätzlech dat neit Gesetz iwwert de Regime vun de Bäihëlfelefen fir d'PMEen.

De Statsrot huet de 24. Abrëll säin Avis ofginn, an deem zwou Opposition-formelle waren. Eng Opposition formelle war wéinst der Hiérarchie des normes, wou am Gesetz op e Reglement verwise gouf, wat dunn och geännert ginn ass.



A bei där anerer Opposition formelle huet misen eng Änderung gemaach gi wéinst enger europäescher Norm.

Voilà. Dann hat de Statsrot och nach eng Rei Remarque legistescher Natur. A well mer och nach eng Rei Oublier am Gesetz haten, huet déi zoustänneg Kommissioun och nach misen Amendementer erarechen, zu deenen de Statsrot a sengem Avis complémentaire awer keng Remarque méi hat.

Mä Rapport hunn ech dunn der zoustänneger Kommissioun den 19. Juni presentéiert. A voilà, fir weider Detailler verweisen ech op dee Rapport. An ech géif domadder d'Zoustëmmung gi vun der sozialistescher Fraktioun zu deem ganz wichtege Projet.

An ech soen lech villmools Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An da kritt den Här Félix Eischen d'Wuert, deen haut enner besonnescher Beobachtung steet.

Discussion générale

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Här Président. Jo, Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen a séieren Zäiten. An Zäite vun ëmmer méi grous, ëmmer méi séier, ëmmer méi iwwerflächlech och. An Zäiten, an deenen een heiansdo d'Gefill huet, just nach mam Schlohammer Gehéier ze fannen. An Zäiten, an deenen een och heiansdo d'Gefill huet, dass et och an der Wirtschaft an an der Wirtschaftspolitik méi op de Bling-Bling, op déi grous Annoncen, op de kuerzfristegen Effet a Benefiss ukënn wéi op déi wirtschaftlech Substanz, op gesellschaftleche Mehrwäert an tatsächlech och op Nohaltegkeet, a wou och déi wirklech Verbondenheet vun enger Entreprise mat deem Land, där Regioun, där Stad, jo dem Duerf, wou se schafft, guer net méi esou selbstverständlech ass.

Do kënn et da schon emol vir, dass éischer eng global Mark wéi Google op der Une vun der Press ass an domadder, esou kann een d'Gefill kréien, och op der politescher Prioritéiten-Une vun der Regierung a vun dem Wirtschaftsministère. Fir elo net méi verstane ze ginn: Mir hunn am Prinzip natierlech kee Problem mat Google. Am Géigendeel! Mä et kann net sinn, dass déi eng de rouden Teppich ausgerullt kréien, wann no aneren, méi klengen a manner bekannte Betriber vill manner äerde gekuckt gëtt. Vum rouden Teppich hei guer net ze schwätzen.

Dobäi ass keen, Dir Dammen an Dir Hären, méi verbonne mat Lëtzebuerg wéi grad eis Kleng- a Mëttelbetriber. Si ginn zwar an all Pabeier, an all Exposé des motifs - esou och an deem Gesetz, iwwert dat mer haut diskutéieren -, och an all Sonnesried als Motor vun eiser Wirtschaft bezechent, an dat si se och. Mä de Motor dréit a schafft. De Motor schafft a schafft Aarbechtsplazen, vill méi awer. Awer vu bausse gëtt dese Maschinneraum vun eisem Land dacks guer net esou gesinn.

An dofir geet et eben net duer, léif Kolleginnen a Kollegen, mat deem PME-Motor just all puer Joer, am beschten nach viru Wahlen, och an d'Révisioun ze goen. Neen, Dir Dammen an Dir Hären, dese Motor muss ee permanent fleegen. Och wann dat vläicht manner publikumswierksam ass, wéi just den Autoslack vun eiser Héichglanzökonomie ze poléieren, fir sech dann do dacks genuch selwer dran ze spigelen, well ouni Motor bleift och dee schéinsten Auto stoen.

Här Président, well et sinn tatsächlech eis Kleng- a Mëttelentreprisen, déi d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft duerstellen. D'Madam Burton huet dat scho gesot: Hei schafft mat méi wéi 210.000 Aarbechtsplazen - dat si ronn 55% vum Emploi intérieur - bei Wäitem am meeschte Leit. Hei gëtt nohaltege Wuesstum a

Wuesstum tatsächlech erschafft. An hei ass och nohaltege Wuesstum. An dat Ganz enk vernetzt mat eiser Lëtzebuurger Gesellschaft.

A well mer jo europäesch a multilateral denken: Och an eiser Europäescher Unioun an an der OECD sinn d'PMEen de loin déi dynameschste Entrepreneuren. Hei schaffen OECD-wäit ëmmerhi bis zu 70% vun de Leit, hei zu Lëtzebuerg sinn et bal 44%, a bis zu 60% vun de PMEen ginn hei als innovativ gezielt. Och dat vergiesse mer heiansdo, wa mer vu kleng Betriber schwätzen. Well déi wirklech Grouss sinn dach wirklech déi Kleng.

Dat gëllt och, a grad, fir d'Innovatioun, déi mer nach ëmmer ze dacks einfach op de Weltmarkt selwer drun ze denken an de Courage ze hunn, fir se ze erfannen an nei driwwer nozedenken. Datselwecht gëllt och fir den Know-how, wou mer och nach kënnen zouleeën. Mir hate wéini eng interessant Wirtschaftskommissioun heibannen, wou ganz intensiv a ganz konkret a pragmatisch doriwwer diskutéiert ginn ass. Dat war eng gutt Kommissiounssëtzung, wou all déi Punkten ugeschwat gi sinn: d'Digitalisatioun ass ugeschwat ginn, dass mer net genuch Ingenieuren hunn, ass ugeschwat ginn, eng méi gezielt Ausbildung ass ugeschwat ginn, den 3D-Drock vum Beispill ass ugeschwat ginn, ee vun de Creneue ganz sécher. Mir sinn eis u sech an der Saach zimlech eens.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Trotzdem kënnen mer soen - a mir maachen dat mat Houfer -, virop ass Lëtzebuerg wirtschaftlech gesinn eng PME-Natioun. All aner Secteur vun eiser Ökonomie sinn och wichtig, dat wësse mer. Mä wann et wirklech drop ukënn, da sinn et eis 32.000 PMEen - dat si 97,6% vun allen Entrepreneuren zu Lëtzebuerg -, op déi mir hei kënnen zielen. A virop d'Entrepreneuren an hir Familljen an déi, déi do hannendrustinn. Ganz dacks iwwerens net anonym, mä mat hirem gudden Numm, well ganz vill vun desen Entrepreneuren si jo ëmmer nach Familljebetriber. Hei kennen d'Mataarbechter nach de Patron. An am Prinzip de Patron och seng Leit.

Well méi wéi 7.000 vun desen 32.000 PMEen, léif Kollegen, dat sinn Handwerksbetriber, wou zesummen 90.000 Leit schaffen an déi ronn 10% vum PIB erschaffen. Och dat vergiesse mer dacks an eiser Wirtschaftspolitik, an eiser Bildungspolitik. A vun der Mentalitéit do bausse guer net ze schwätzen. Knaschteg Hänn sinn nach ze dacks eng Onéier. An dat ass net gutt.

Mä et sinn haut des 32.000 Betriber, och bei eis an der Chamber, déi hei am Mëttelpunkt sinn. A ganz besonnesch och fir eis an der CSV-Fraktioun. Leider ass dat bei der Regierung um Terrain net ëmmer de Fall. Dat soen net just mir, dat soen och ganz vill Leit vum PME-Terrain. Grad och Leit, déi wellen nei Entrepreneuren grënnen an déi laang, contrairement zu deem, wat no bausse kommunizéiert gëtt, ganz laang op hir Autorisatiounen aus dem Wirtschaftsministère mussen waarden.

Et geet also net duer, permanent vum Entrepreneursgeescht ze schwätzen, et muss een dese Geescht och liewen an an der Terrainspolitik ëmsetzen. Mir mengen, dass bei deser Regierung do nach vill Sputt no uewen ass. Stéchwierder sinn do zum Beispill de Statut de l'indépendant, ee modernt Faillitgesetz, wat an der Maach ass, wat mer awer begreissen, wann et séier do wier, respektiv och d'Reform vum Droit d'établissement.

Mä komme mer zrëck bei d'Reform vum Regime d'aides fir d'PMEen, iwwert déi mir haut wëlle schwätzen. Fir d'Éischt emol, léif Kollegen, deele mer vum Prinzip hier absolut d'Objektiv vum deser Reform. Et ass kloer, dese Projet geet, an dat weist schon direkt säin éischen Artikel, grondsätzlech an déi richteg Richtung vun der Diversifikatioun vun eiser Ökonomie.

An des laangjäreg Strategie, déi scho mat der Stokris ugefaangen huet, gliddert d'est Gesetz sech jo ausdrécklech an iwwer en neien, ee méi breede Regime fir eis PME-Hëllef, deen och un d'europäesch Legislatioun ugepasst gëtt. Grad an Zäite vun Digitaliséierung a vun der Ausweitung vun eisem europäesche Banne-maart ass et dofir onëmänglech, fir d'Kompetitivitéit an eis PMEen ze stäerken. An dat mécht d'est Gesetz zumindest an de groussen Deeler. Grad duerch e weidert Opmaache kënnen och eis PMEen nei Marchéen an och esou nei Clienté fannen.

Gläichzäitig setze mir eis Legislatioun awer och konform mat EU-Recht, mat sengen Definitiounen an Notiounen an och mat senger rezenten Overture bei de PME-Hëllef. Mir schaffen esou méi Rechtssécherheet fir eis PMEen, awer och méi Transparenz fir déi, déi hinne Sue léien. Mä grad fir déi kleng Entrepreneuren, déi sech natierlech kee risego Service juridique kënnen leeschten, ass déi juristesche Stabilitéit hei net ze ënnerschätzen.

An dofir, léif Frënn a Kolleegen, wäerte mir d'est Gesetz och matstëmmen, och wa mir am Detail vum Fong an och vun der Form hier munches aussetzen hunn, mä ënner dem Stréch iwwerweien awer d'Virdeeler fir eis Betriber. An et ass grad fir eis kleng Entrepreneuren wichtig, dass si aus der Politik an och vun alle Säiten aus deem Haus, mengen ech, de Réckwand spieren.

Nach ass et esou, dass een awer an Zukunft muss genee kucken, wéi sech d'est Gesetz an der PME-Praxis bewäert, fir da gegebenfalls déi entspreche Upassung virzehuelen, och well grad am PME-Bereich sech d'Wirtschaft méi rasant verännert wéi déi entspreche Legislatioun. An anere Wieder: De Kader muss mam Inhalt matwuessen. Mir brauchen also méi wéi jee e flexibel Gesetz fir eng flexibel Branche. Insofern begreisse mer och hei déi Evaluatiounsjogik, déi schon am Gesetz verankert ass. A mir sinn och gespaant drop, wéi de Wirtschaftsministère respektiv déi nächst Regierung dat da wäert a Musek ëmsetzen.

Well onofhängeg vun deem Gesetz wäert et wichtig sinn, des Hëllef, déi mer haut stëmmen, och wirklech bei d'Entrepreneuren ze bréngen, déi se haut eben am meeschte brauchen. An dat huet och vill mat Informatioun a Kommunikatioun ze doen, besonnesch wat den Artikel 15 vum Gesetz ugeet, also d'Prozedur, fir Hëllef unzufroen, verbonnen och mat den Artikelen 16 a 17 iwwert d'Procédure d'octroi an d'Cumul-Regelen. Hei läit den Däiwel jo bekanntlech am Detail.

Mir plädéieren dofir fir transparent Attributiounskriterien bei de staatlechen Hëllef a fir kloer am Gesetz festgeluechten Delaien, wat fir de Moment leider net de Fall ass. D'est géif et de concernéierte PMEen besser erméiglechen, zukunftsorientéiert ze plangen.

Trotz där positiver Grondausrichtung bedauere mir awer, Dir Dammen an Dir Hären, fir mat der Form unzefänken, dass d'est PME-Gesetz net, wéi den „Journal“ schreift, op der Zielgeraden ass - dat ass gutt -, mä mir bedauern, dass et esou spéit op der Zielgeraden vun deser Legislativperiode ass.

Elo, dräi Woche virun der Summerpaus, dräi an en hallwe Mount virun de Wahlen, gëtt sech op eemol drun erënnert, dass d'est Land wirtschaftlech op de PMEen opbaut. Do schwéngt awer e bëssen e fade Bäigeschmaach mat. Émsou méi, wéi ee mat engem ganz aneren Usproch vu viru bal fënnf Joer ugetrueden ass, fir jo alles besser ze maachen.

Derbäi kënn, dass dese Projet, obschonns et e Last-minute-Projet ass, dann awer nach zum Deel iwwert de Knéi gebrach ginn ass. An der Substanz ass et nämmlech weder ausdiskutiert nach ausgeräift. Dat weisen och ganz vill Kritiken vun de jeeeweilege Chamberen, déi mir an hire groussen Zich och deelen.

Aus dese Grënn, a virun allem wat d'Aart a Weis vum Hauruckverfahre bei den Amendementer ugaangen ass, hu mir eis als CSV och an der Kommissioun enthalen.

Dir Dammen an Dir Hären, zum Fong nach e puer Wuert. Erlaabt mer hei aus enger däitscher PwC-Etüd aus dem Joer 2012 ze zitieren, déi awer och fir Lëtzebuerg richtig ass: „Um die Zukunftsfähigkeit von Familienunternehmen sicherzustellen, ist der Staat stärker gefordert. Steuerabbau, weniger Bürokratie und politische und wirtschaftliche Rahmenbedingungen, die Innovationen fördern und den Zugang zu Kapital erleichtern, sind wichtige Maßnahmen für Familienunternehmen.“

Eng Rei vun dese Mesurén gi jo och mat deem Gesetz a Musek ëmgesat. D'Rapportrice, d'Tess Burton, deem ech hei ausdrécklech wëll Merci soe fir de gudden méndlechen an och schrëftleche Rapport, huet et grad am Detail gesot, soudatt ech net alles muss widderhuelen. Dat puere mer eis elo.

Mir begreissen dobäi besonnesch déi véier nei Hëllef: Also eemol d'Hëllef fir jonk Entrepreneuren, grad wéi och de Financement vun de Risiken - déi jo allen zwee kënnen eng Garantie, e Prêt oder een Apport u Fonds propres sinn - an engem Betrib. Hei baue mir also zolidd aus am Verglach mam ale Gesetz.

An dat ass gutt esou, well grad jonk Entrepreneuren hunn et jo, grad wa se net aus enger Entrepreneurfamill kommen, dacks besonnesch schwéier bei hiren initialen Investissementen. A gradesou schwéier ass et och dacks, fir e gewëssene Risiko ze finanzéieren, ouni deen een awer am PME-Secteur haut net méi weiderkënn. Grad am Zäitalter - ech hat et viru schon ugeschwat - vun Digitaliséierung müssen och d'PMEen innovéieren, a si maachen dat och, well néierens an eiser Ökonomie ass een investéierten Euro wirtschaftlech oder och gesellschaftlech esou produktiv wéi an de PMEen eben.

Mir begreisse weider och déi Hëllef, déi d'Präsenz an Europa vun eise Kleng- a Mëttelbetriber stäerken, gradesou wéi och déi nei Aidé bei Naturkatastrophen - d'Madam Rapportrice hat et schon ugeschwat -, déi jo leider ëmmer méi heefeg sinn. D'Europäesch Kommissioun schwätzt hei jo scho vun enger neier Normalitéit.

Gradesou positiv fanne mir et och, datt de globale Volume vun de PME-Hëllef klëmmt. Vun 2017 op 2021 sinn dat elo méi wéi 89 Milliounen Euro. Déi sinn am Gesetz virgesinn. Dat ass eng Augmentatioun vu 27%.

An dat ass och gutt, mä et ass och positiv, dass mir u sech d'Grundrichtung vun de Gesetze vun 2004 iwwert d'Hëllef fir de Mëttelstand - esou gouf dat fréier genannt - a vun 1993 iwwert déi wirtschaftlech Diversifizéierung an de regionale wirtschaftlechen Equiliber weiderféieren an ausweiten. Dat, wat do gutt fonctionnéiert, behale mer bäi. Ech denken och hei zum Beispill an d'Hëllef fir Investitiounen, fir d'Berodung an och fir d'Foiren. Dat ass ze begreissen. Déi Kontinuitéit ass gutt.

Genesou positiv sinn awer och déi ugestriefte Vereinfachung vun den Hëllef. Ech denken do besonnesch un d'Fusioun vun den Hëllef fir PMI a PME.

Mir hunn awer och um Fong eng Rei vu Punkten, déi eis trotzdeem Suerge maachen. Grad wéi d'Chambre de Commerce bedauere mir, datt Betriber a Schwiergekeete vun den Hëllef nach ëmmer ausgeschloss ginn. Dobäi misst et jo eigentlech am Interessé vun eis alleguerte sinn, fir Failliten ze verhënnern, jo, wat awer elo net heescht, datt een net vläicht och emol muss eis éischer falsch gesellschaftlech Stigmatiséierung vun de Failliten, grad bei jonken Entrepreneuren, iwwerdenken; mä dat ass eng aner Geschicht, oder och net. Ech mengen, doriwwer sollt een eng Kéier kënnen diskutéieren.



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





Eng weider Kritik, déi mir zumindest an hire grouse Linnen deelen, ass déi vun der Chambre des Métiers, grad wat zum Beispill de Spezialregime fir d'Sécherheet an d'Qualitéit vun de Liewensmëttel ugeet. Och mir fannen et komesch, datt et keng spezifesch Hëllef fir de Liewensmëttelsektor, also fir Bäcker, Metzler an anerer, am Projet de loi gëtt. Hei ass d'Gesetz sécher net deckungsgläich mat de Prioritéiten. Do soll eppes ënnerwee sinn. Mir wëssen awer net, wou et drun ass. Fir de Moment ass op jidde Fall do nach näischt do.

Ze bedauern ass et dann och nach, meng mer, dass den Ex-post-Prinzip elo ofgeschafft gëtt, och wann dat europarechtlech aneschtens net méiglech ze si schéngt, well, Dir Dammen an Dir Hären, et an der Praxis effektiv esou ass, datt grad bei séieren Decisiounen a grad bei ganz klengen Entrepreneuren, wou de Patron méi um Terrain wéi um Büro ass, net nach laang Formulair kënnen ausgefüllt ginn, ëmsou méi wou eis Ekonomie ëmmer méi séier dréit. Ëmmerhi si bis elo 35% bis 40% vun de PME-Demanden no der Decisioun, fir ze investéieren, komm. Bestëmmt kann een hei villes méi séier ufroen, mä munches wäert och ënnert den Dësch falen. An dat ass sécher net gutt.

Et ass och schued, datt de Ministère eng zousätzlech Hürd opbaut fir ganz kleng an Einzelbetreiber, well jo an Zukunft nëmmen Dossiere beim Ministère akzeptéiert ginn, déi op d'mannst 1.000 Euro Aidé beinhalten. Et gëtt awer vill kleng Betreiber, deene bei geréngem Investitionsvolumen mat engem manner héijen Aidébetrag ganz vill ka geholfen ginn. Ech denken do zum Beispill u Coiffeuren, Couturiëren, Esthete, Schousteren et cetera.

Firwat also aus administrative Grënn dës kleng Investitiounen net consideréieren? De Seuil dofir ass eng falsch wirtschaftspolitesch Decisioun.

Mir trieden doriwwer eraus derfir an, dass de Ministère de Remplacement vun den Equipementer och berücksichtigte, well e Betrib, deen haut Maschinnen ersetzt, am Prinzip méi performant Material keeft, uschafft an doduerch och eng méi héich Produktivitéit erziilt.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, och an där schéiner neier digitaler Héichglanzökonomie brauche mer hei zu Lëtzebuerg an éischer Linn staark a mëttelstänneg Entrepreneuren an dofir och staark a mëttelstänneg Entrepreneuren. Mir als CSV gleewen un eis PMEen a méi nach un eis Entrepreneuren, well zu gudder Lescht kënn et ëmmer op d'Leit a manner op d'Strukturen un, also an deem Fall op eis Entrepreneuren an och op alleguerten d'Leit, déi och wëllen Entrepreneur ginn.

Si alleguerten brauchen eis Ënnerstëtzung als Chamber, well si schafen zesumme mat hire Mataarbechter souwuel nohaltege Wuelstand fir d'Leit a laangfristeg Aarbechtsplaz fir eis Gesellschaft, an dat mat engem inklusive Wuesstum um Terrain, dee mir abstrakt jo alleguerten ustriewen an och weider brauchen.

Dofir sinn d'PMEen als Éischt eng wirtschaftspolitesch Prioritéit. An eise Fraktiounspresident verpasst keng Geleeënheet, fir dat och richtegerweis kloer an däitlech dobaussen ze soen. An den nächste Méint wäerte mer dat och nach méi däitlech maachen, well eis PMEen si fir eis och an Zukunft dat Wirtschaftsnetz, dat eist Land nohaltege zesummenhält, well et déif an him verwuerzelt ass, well eis PMEen fir eis och an Zukunft den dynamesche Kär vun eiser Wirtschaft bleiwen, well just mat staarke PMEen och an Zukunft Lëtzebuerg als Ganz staark bleift, an dat wäert iwwert d'Wirtschaft eraus.

Aus all dese Grënn wäerte mir, wéi gesot, dës Gesetz, trotz punktuell Kritikken am Detail an trotz enger Rei vun Onstëmmegkeeten, matstëmme, well déi gréissten Hëllef, a si kascht eis emol keen eenzege Euro méi, déi mir alleguerten eise PMEen kënnen ginn, ass dat, dass mir un eis Entrepreneuren an hir Mataarbechter gleewen. Och dat wëlle mer haut mat eise Vott zum Ausdrock bréngen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Eischen, Merci. Den Här Fayot wëll Iech eventuell eng Fro stellen, wann ech richteg verstinn.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo. Merci, Madamm Presidentin. Ech hunn dem Här Eischen gutt nogelauschert. Ech wollt awer just zwou Remarque maachen als President vun der Ekonomieskommissioun.

Déi éischt...

(**Interruption**)

Wat gelift?

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Froen!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Hutt Der eng Fro?

(**Interruptions**)

Mir sinn an der Chamber hei. Kënne mer net matenee schwätzen?

(**Interruptions diverses**)

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Loosst en emol ausschwätzen, da kënnst d'Fro!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Da loosst en emol seng Froe stellen!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Sidd Der nervös, Här Mosar?

(**Brouhaha**)

Den Här Eischen huet hei duerchblécke gelooss, dass dee Projet hei net uerdentlech diskutéiert gi wär an der Ekonomieskommissioun an dass déi Amendementen do net grëndlech diskutéiert gi wäeren, déi presentéiert gi sinn opgrond vum Avis vum Statsrot. Ech wëll dem Här Eischen soen, dass mer den 3. Mee eng Reunioun haten, wou hien net do war,...

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Jo. Ech hat mech och entschëllegt, Här President.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Bon, hie schwätzt haut driwwer, mä e war awer net do, wou mer eng laang...

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Jo, wat ass dat dann elo?

(**Interruptions diverses**)

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - ...wou mer eng laang a grëndlech Diskussioun haten zu all den Amendementen, zum Avis vum Statsrot, wou mer, mengen ech - déi Kolleege, déi do waren, déi kënnen dat confirméieren -, wierklech dee Projet hei ausdiskutiert hunn. Dunn hu mer nach eng Kéier kuerz driwwer geschwat de 27. Juni, wéi mer de Rapport ugeholl hunn.

► **Plusieurs voix.** - Da stellt Är Fro, Här Fayot!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo, ech muss dem Här Eischen... Et kann ee jo awer net egal wat hei soen? Ech mengen...

An deen zweete Punkt...

► **Une voix.** - D'Fro ass: Weess den Här Eischen dat?!

(**Interruptions diverses**)

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Weess den Här Eischen dat?

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Ee Moment! Ee Moment!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Wann et muss eng Fro sinn, dann: Huet den Här Eischen sech renseignéiert bei senger Kolleege?

(**Interruptions diverses**)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Da loosst dach den Här Fayot schwätzen!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo. An déi zweet Fro ass: Weess den Här Eischen, dass mer des Längeren... En huet hei Allusioun gemaach op e Faillitgesetz, wat net géif kommen, eng Reform vun de Faillitten.

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Dat hunn ech ni gesot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Weess den Här Eischen, dass mer hei eng Sous-commission haten an deser Chamber,...

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Jo!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - ...wou mer, mengen ech, méi wéi 20 Sitzungen haten, wou den Här Gloden fir Är Fraktioun och drasou a wou mer un engem Projet de loi geschafft hunn, deen elo deemnächst misst eng zweete Kéier aviséiert gi vum Statsrot a wou mer substanzuell eng Reform maache vum Faillitgesetz?

A weess den Här Eischen, wat an deem Gesetz do steet? Dass och dat wäert a Richtung goe vun enger Moderniséierung vun där Matière, déi en hei esou bemängelt. Weess den Här Eischen dat?

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Elo hutt Der esou vill Froen a keng Zäit méi, fir drop ze äntworten!

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Jo.

► **Une voix.** - Awer vill Froen!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Sou! Also, den Här Fayot ass fäerdeg.

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Däerf ech, Madamm Presidentin, ganz kuerz...?

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Jo, jo, Dir kënn roueg Stellung huelen, well Dir hutt nach Zäit, Här Eischen; Dir kënn roueg schwätzen.

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Et war zwar keng Fro. Ech kéint déi Fro einfach mat Jo beäntweren. Ech kann déi Fro och mat Jo beäntweren. Éischtens hunn ech net gesot, dass dat Faillitgesetz net ënnerwee wär. Dat hunn ech net

gesot. Ech sot: Mir begrëssen et, wann et enfin do ass. Dat ass jo sécher net falsch, wann ech dat soen, Här Fayot? Sécher net falsch!

An déi zweet Saach ass: Ech weess, dass meng Fraktioun an där Kommissiounssetzung nach eng Kéier nogefrot huet, fir nach eng Kéier méi am Detail iwwert déi Amendementen ze schwätzen. An deeselwechten Dag ass ofgestëmmt ginn. Deeselwechten Dag ass ofgestëmmt ginn. Dofir hunn ech gesot, dass et net ausdiskutiert ginn ass. D'ailleurs ass et net nëmme meng Fraktioun, déi dat umonéiert, do sinn och anerer, déi dat soen.

Mä wéi gesot, fir op Är Froen ze äntworten: Ech ka se alleguerten einfach mat Jo beäntweren. Jo, ech weess dat. Ech weess, dass d'Faillitgesetz ënnerwee ass. Dat weess ech. Ech weess och, dass ech deen Dag net an der Kommissiounssetzung war, mä ech hat mech en bonne et due forme beim Här President entschëllegt.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Gutt, sur ce, Merci dem Här Eischen. Als nächst Riednerin hunn ech d'Madamm Joëlle Elvinger ageschriwwen. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleegeinnen a Kolleege, dese Projet de loi ass dee leschte vun enger ganzer Rei vu Gesetze, déi eis Hëllef fir d'Entreprise moderniséiert a verbessert hunn. Et ass dee leschte Puzzeleedele vun enger Strategie, fir eis Ekonomie méi kompetitiv ze maachen a méi breet opzestellen.

D'lescht Joer am März hate mir d'Gesetz gestëmmt, dat den neie Kader festgeluecht huet fir d'Hëllef, déi an d'Recherche an an den Developpement an an d'Innovation ginn.

(**Brouhaha général**)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Ee Moment, Madamm Elvinger. Kënnst Der, wann ech gelift, e bësse méi roueg sinn? Okay, Madamm Elvinger, fuert virun!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - D'Hëllef fir Entrepreneuren, déi a sougenannt defavoriséiert Zonen investéieren, hu mir am Juni d'lescht Joer moderniséiert. D'Gesetz, wat d'Hëllef fir d'Investissementer, déi der Ëmwelt zeguttkommen, regelt, hu mir am leschten Dezember gestëmmt. An d'Demokratesch Partei ass frou, dass des Regierung all des Gesetze adaptéiert huet, fir se un d'Realitéiten an un d'Besoine vun eisen Entrepreneuren unzepassen. Si alleguerten bidden eise Betreiber en optimale Kader, fir sech der Konkurrenz ze stellen a sech weiderzëntwéckelen.

Och wann d'Demokratesch Partei all des Adaptatiounen ausdrécklech begrëisst, esou däerf ee sech awer net op deem Errechten ausrouen. Mir mussen och weiderhin evaluéieren, wéi sech des Hëllef um Terrain auswierken, ob se bei deenen Entrepreneuren ukommen, déi se och wierklech brauchen, ob se héich genuch sinn an ob d'Eligibilitéitskritären de Réalitéiten ugepasst sinn.

Falls sech bei deser Evaluatioun erausstelle sollt, dass dat net de Fall ass, da muss eben nogebessert ginn. D'Erausforderungen un eis Entrepreneuren änneren an engem enorm schnelle Rhythmus. An dofir mussen mir och garantéieren, dass eis Gesetze sech och deem Rhythmus upassen an net hannendrunhänken.

Madamm Presidentin, eis PMEen sinn d'Réckgrat vun eiser Ekonomie. Si beschäftegen iwwer 210.000 Leit an droen zu engem groussen Deel zum Räichtum vun eise Land bäi. Et kann ee soen: „Geet et eise PMEen gutt, da geet et eise Land gutt.“ Dofir ass et der Demokratescher Partei immens wichteg, dass et eise PMEen och nach an Zukunft gutt geet an dass d'Politik hinnen dee Kader bitt, dee si brauchen, fir sech positiv ze entwéckelen.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass dese Projet de loi, dee mir haut stëmme wäerten, et villen Entrepreneuren erlaube wäert, fir méi einfach vun deenen neien Hëllef ze profitéieren.

Et ass och kee Geheimnis, dass kleng a mëttelgrouss Entrepreneuren méi séier e Problem mat hire Liquiditéit kënnen hunn an et oft un den néidege Fonge feelt, fir wichteg Investitiounen ze betätigen, déi awer néideg sinn, fir sech der Konkurrenz ze stellen. Besonnesch d'Digitalisatioun stellt vill PMEen viru grouss Erausforderungen. Hei géllt et, den Uschloss net ze verpassen. Investéieren an nei Technologien an an d'Formatioun vum Personal, fir des och kënnen ze benotzen, huet natierlech och säi Präis.

Dobäi kënn, dass d'Technologien hautzudaags vill méi séier evoluéiere wéi nach virun 20 Joer an ee vill méi dacks an neit méi performant Material muss investéieren. Och d'Compliance-Obligatiounen maache viru PMEen och keen

Halt. Grouss Entrepreneuren hunn dofir e ganzen Departement, mä d'PMEen di sech oft schwéier, fir sech un déi nei Obligatiounen unzepassen.

De 25. Mee dëst Joer ass jo dat europäesch Reglement iwwert den Datschutz a Kraaft getrueden, de GDPR. An Dir kënnst Iech bestëmmt nach un deen Dag erënneren, well dat war den Dag, wou Der esou vill E-Maile krut wéi scho laang net méi. Jiddefalls war an ass et fir déi kleng a mëttelgrouss Betreiber eng grouss Erausforderung, fir sech den Obligatiounen vun deem Reglement unzepassen.

Madamm Presidentin, wéinst all dese Grënn ass d'Demokratesch Partei frou, dass mir haut dës Gesetz wäerte stëmme. Et iwwerhëlt a verbessert net nëmme déi bestoend Hëllef, mä et féiert och neier an, déi och dréngend um Terrain gebraucht ginn.

Ech wäert elo net méi op all d'Detailer vun den Neierungen agoen. Dës huet d'Rapportrice, d'Tess Burton, jo schonn ausféierlech an hirem mëndlechen a schrëftlechen Rapport gemaach, woufir ech hir och Merci soen.

An duerch dese Gesetz wäert Lëtzebuerg sengen Entrepreneuren an Zukunft eng méi breet a méi komplett Gamme vun Hëllef kennen ubidden, wéi dat bis elo de Fall war. Niewent de bestoend Hëllef, wéi Investissementshëllef fir PMEen, d'Hëllef, fir sech beroden ze loossen, an d'Hëllef, fir u Foiren deelzehuelen, sinn eng Rei wichteg nei Hëllef derbäikomm:

- An éischer Linn d'Hëllef fir d'Kooperatiounskäschte bei grenzüberschreidende Projete. Lëtzebuerg ass keng kleng Insel. An als Member vun der EU kënnen eis Betreiber vun engem staarke Bannemaart profitéieren. Fir datt si des Chance, déi eis den europäesche Bannemaart bitt, och ergräifen, kënnen d'Käschte fir grenzüberschreidend Projete mat bis zu 50% subventionéiert ginn.

- Zweetens dann och d'Hëllef fir jonk Entrepreneuren. Den Artikel 8 iwwert d'Start-uppe féiert Hëllef fir jonk Entrepreneuren an. Ënner jonken Entrepreneuren verst mir selbstverständlech hei nei Entrepreneuren an net just Entrepreneuren, déi vu jonke Leit gegrennt kënnen ginn. Dat sinn all nei Entrepreneuren, déi nach net méi laang wéi fënnf Joer bestinn an och nach aner Konditiounen erfüllen.

Heibäi muss et sech effektiv dann ëm eng nei Entreprise handeln. An d'Reprise vun enger Entreprise fällt net an de Kader vun deser Hëllef, mä well d'Demokratesch Partei schonn oft genuch dorobber higewisen huet, dass et ënner anerem bei Familjebetreiber schwéier ass, e Repreneur ze fannen, begrësse mir et, dass de Repreneur am Kader vun enger Reprise awer op d'Investitiounshëllef vum Artikel 4 vun deem Gesetz zréckgräife kann.

- Drëttens ginn dann och nach Hëllef bei Schied vun Naturkatastrophen agefouert. Kierzlech hu mir jo am Mëllerdall an och nach op anere Plaz um Land erlieft, wat Naturkatastrophe fir Schied urrichte kënnen. Och wann d'Regierung kuerzfristeg Hëllef fir déi betraffe Betreiber bereetgestallt huet, esou ass d'Demokratesch Partei awer frou, dass si an Zukunft och vun Hëllef vun deem Gesetz kënnen profitéieren. Mat Naturkatastrophe sinn Aerdbeben, Aerdtrës, Iwwerschwemmungen, Tornaden an och Bëschbränn gemengt. Duerch dese Gesetz kënnen an Zukunft 100% vun den entstanene Schied ofgedeckt ginn.

- An dann zu gudder Lescht nach d'Hëllef fir de Risikofinanzement. Dës Hëllef wäert de Finanzinstitute zousätzlech Garantie ginn, fir dass si méi einfach op de Wee ginn, fir och méi risikoräich Projete vun Entrepreneuren ze ënnerstëtzen. „Wer nicht wagt, der nicht gewinnt“, seet ee jo. Dat géllt och am Entrepreneuriat. An dofir begrëisst d'DP och ausdrécklech des Verbesserung.

Madamm Presidentin, well d'DP der Meinung ass, dass dese Gesetz eis Betreiber ënnerstëtze wäert, wa si Investissementer maachen, déi se brauchen, fir kompetitiv ze bleiwen, ginn ech och heimadder den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci der Madamm Elvinger. Als nächst ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gérard Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Madamm Presidentin. Dese Régime d'aides fir d'PMEen, fir eis Kleng- a Mëttelbetreiber, ass, wéi d'Madamm Elvinger dat virdru ganz rich-

teg gesot huet, ee Bausteen vu villen, fir se op stabil Féiss ze setzen zu Lëtzebuerg. A si huet och ganz richtig rappeliert, dass mer u sech schonn dräi Voleten ofgedeckt haten, dee vun der Protektioun vun der Ëmwelt, vun der Innovation an och der Recherche an dem Developpement, soudass dat hei dee Volet ergänzt.

An zwar: Dat Gesetz vun 2004 gëtt iwwerschafft. Dräi Aiden, déi do schonn dra virgesi waren, bleiwen och an deem neie Gesetz tel quel dran. Wéi scho gesot: Déi Saachen, déi Aidë bei dem Investissement, déi Aiden, wat de Conseil ugeet fir déi Kleng- a Mëttelbetriber an och fir d'Participatioun un de Foiren.

Ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, an dat ass och virdu gesot ginn, an dat läit de Gréngen och, a mir speziell, um Häerz: Déi PME sinn en Job-Motor. Do dran ass och d'Handwierk erëmzefannen. Et ass virdu gesot ginn, dass do iwwer 200.000 Leit dra schaffen. An dofir ass et och gutt a richtig, dass mer déi hei ënnerstëtzen an dass mer véier nei Aiden aféieren.

An do gëtt et bei verschiddene vun dësen Aiden, virun allem bei där Aide do, wou Ëmweltschied entstinn, och eng gewëssen Urgence am Fall ebe vun Aërbiewen, Terrainsrëtsch a virun allem Inondatiounen. Déi Staarkreenereignisse, déi mer do haten am Ernzdall, am Mëllerdall, déi fuerderen eis einfach eraus, fir dass mer do Aidë schafen, mat deene schnell an onbürokratesch ka gehollef ginn.

Dat ass eng vun deenen neien Aiden, déi do mat derbäikënn. Et ass och scho gesot ginn, dat iwwert d'Landesgrenz-eraus-Zesummeschaffen, dass dat ënnerstëtzt gëtt. Dat ass wichtig, fir eis PMEe gesond opzustellen, well se operéieren jo net hei just op deem klengen Territoire vu Lëtzebuerg, mä ganz sécher op d'mannst an der Groussregioun, wann net wäit doriwwe ewech.

Dann natierlech: Aidë fir Entrepreneuren, déi nei starten, sinn absolut wichtig, well et net esou aus der Tradition eraus ass, dass den Handwerksbetrieb oder déi Kleng- a Mëttelentreprise einfach an der Famill bleift an do weidergefouert gëtt. Dofir ass et och gutt a richtig, dass een u sech neien, jonken Entrepreneuren, ënner anerem och de Start-uppen, da mat Bähëllefën ënnerstëtzt d'Äerm gräift.

An dann natierlech och zum Schluss nach eng Kéier, dass een och eng Aide aféiert fir de Finanzement vu Risiken.

Ech wëll elo hei net nach eng Kéier op all déi Detailler agoen. Dofir dem Tess Burton e grouse Merci, dat dat trotz e bëssen ugeschloener Stëmm exzellent hei gemaach huet, an och am Rapport all déi Detailler erëmzefanne sinn. Et ass ee ganz technesch Gesetz, wou u sech all déi eenzel Fäll am Detail beschriwwen ginn.

Ech komme selwer aus enger Handwierkerfamill. Selwer hunn ech en Handwierk geleiert. Duerfir ass dat hei och eng Saach, déi mer um Häerz läit. An ech si ganz sécher ebe kee Bling-Bling-Politiker, wéi dat virdrun ugeklongen ass, an halen dofir och hei keng Sonnesrieden a gi ganz einfach d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem wichtige a gudden Projet de loi.

An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Anzia. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roy Reding, deen...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - E léisst sech entschëllegen.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Ah, e léisst sech entschëllegen. Soss hunn ech u sech kee Riedner op der Lëscht.

(Interruption par M. Marc Baum)

Den Här Baum. Ech hunn alt elo geduecht. Da kommt! Et ass gutt, dass Der lech ëmmer wiert. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci. Merci, Madamm Presidentin. Mat dësem Gesetz gëtt eis Gesetzgebung bei den Hëllef fir Kleng- a Mëttelbetriber un en europäesch Reglement vun 2014 ugepasst. Dat bedeit, dass d'Ausrichtung vu scho bestoenden Hëllefën anescht definéiert ginn an awer och dass verschidden nei Hëllefë bäikommen, respektiv déi eng oder aner verschwënnt.

D'Zil vun dësem Gesetz wéi och vun dem europäesche Reglement soll et sinn, d'Schafung, d'Ëmorientéierung oder den Ausbau vu klen-

gen a mëttleren Entrepreneuren ze fërderen an d'Kompetitivitéit vun dësen Entrepreneuren par rapport zu äänlechen Entrepreneuren aus dem Ausland ze garantéieren.

Dat europäesch Reglement, dat festleet, wéi eng ëffentlech Hëllef fir Betriber am europäesche Bannemaart méiglech sinn, gëtt net eleng mat dësem Gesetz hei ëmgesat, mä och mat anere Gesetz, wéi zum Beispill d'Gesetz, dat d'Hëllef fir Ëmweltmesuren an d'energetesch Effektivitéit vu Betriber definéiert.

Aganks ass et natierlech wichtig, drun ze erënneren, dass dat heite Gesetz an déi zugronn leiend europäesch Direktiven en Nieweproduit si vun engem vun den elementarste konstitutiven Elementer vun der Europäescher Unioun, nämlech dem Marché unique, deen eng staark wirtschaftlech Steuerung duerch geziilt Subventiounen vum Stat oder de Gemengen net erméiglecht. Ëffentlech Inventionen an d'Wirtschaft sinn also haut esou gutt wéi onméiglech gemaach, op jidde Fall awer a ganz erhiefléchem Mooss erschwéiert. Dat heescht och, dass demokratesch ekonomesch Choixen am Sënn vun enger méi sozialer oder ökologescher Conception vun der Gesellschaft do-duerch och erschwéiert sinn.

Dat, wouriwwer mer elo hei schwätzen, ass dowéinst just e kleng Brochdeel vun deem, wat eigentlech néideg wier, fir d'europäesch an och déi lëtzebuergesch Wirtschaft och am Kader vun der Zesummenaarbecht mat der Groussregioun op en anere Wee ze bréngen.

Aus deem Grond menge mer, dass déi verschidden Hëllefën, déi hei proposéiert sinn, zwar vläicht an eenzelne Fäll hëllefëräich kënnen sinn, zum Beispill wat d'Entwécklung vu jonken Entrepreneuren ugeet, mä gréisstendeels awer verpuffe wäerten an engem wirtschaftleche Kontext, dee méi klengen Entrepreneuren insgesamt net onbedéngt entgéintkënn.

Stéchwuert Subventiounen: Eis Regierung versicht grad zu Bréssel, der Europäescher Kommission ze erklären, dass déi quasi steierlech Befreiung vu Gewënner, déi vu Multinationalen zu Subventiounen verreckent ginn, keng staatlech Subventiounen wieren. Heibäi handelt et sech wuelgemierkt ëm Montanten, jee no Entreprise, tëschent 30 an 250 Milliounen Euro.

A wann een déi Montanten da vergläicht mat deem Bléck, deen een an d'Fiche financière vun dësem Gesetz werft, da mierkt een, dass et do awer eng Disproportiou gëtt. 89 Milliounen si virgesinn op en Zäitraum vu fënnf Joer. Dat mécht pro Joer ronn tëschent 15 an 20 Milliounen.

Dobäi dierf een net vergiessen, dass bis op 130 - oder e bësse méi wéi 130; 2013 waren et der 130 - Betriber hei am Land, bis op déi, dass mer eigentlech just PMEen hunn. Dat heescht also, dass eise Stat déi 99% vun de Lëtzebuerg Betriber mat engem Montant subventionéiert, deen, iwwer fënnf Joer gesinn, e Brochdeel vun deem ass, wat eleng eng eenzeg Entreprise iwwer e Ruling vu Steieren nogelooos krut.

Eleng mat deem Verglach gëtt kloer: D'Ënnerstëtzung vun der hiseger Ökonomie schéngt finanziell net onbedéngt dann awer déi grouss Prioritéit ze sinn, d'Unzéie vu grouss Multinationalen awer dobäi scho wesentlech méi.

An ech hunn et och elo grad ugeschwat: Zu Lëtzebuerg ass all Betrib, bis op eben eng iwwerschaubar Zuel vu grouse Betriber, eng PME. Dat ass d'ailleurs och an deene meeschten anere Länner an Europa net anescht, mä werft awer trotzdem d'Fro vun der Zilsetzung op.

Engersäits ginn hei verschidden Nischen a grouss multinational Konzernern mat ganz geziilt moossgeschneidert Gesetzter an Initiativen op Lëtzebuerg gelackelt - an duerfir ginn enorm Zomme bereetgestallt, zum Beispill 200 Milliounen fir de Space Mining -, an anersäits gëtt da mat enger vergläichbar klenger Strenz e bësse Geld fir déi 99% aner Betriber verdeelt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Zu deene PMEe gehéieren déi sougenannte Mikroentreprise vum 0 bis 9 Salariéen, kleng Entreprise mat Salariéen tëschent zéng an 49, an dann déi mëttel mat bis zu 249 Salariéen. Dat beinhalten also ganz verschidde Secteuren an Typen vun Entrepreneuren, mat ganz ënnerschiddleche Besoinen.

De Bäcker mat fënnf Salariéen ass sécher net vergläichbar mam Grafikdesigner, och mat nimm fënnf Salariéen. Mä alle béid befanne sech gewëssermoossen an enger Kategorie vu Betriber, zu där och gréisser Consulting- oder Affekotenetude kënnen gehéieren, oder eben, wéi virdrun ugeschwat, héich kapitaliséiert a risikobehaft Start-uppen am Beräich vum Space Mining zum Beispill. Mir mengen, dass dat eent absolut net mat deem anere vergläichbar

ass an dofir och eng aner, méi detailléiert Opschlësselung hei néideg wier.

Eng PME zu Lëtzebuerg huet am Schnëtt 13 Salariéen. Dat bedeit also, dass déi meescht PMEen eischer zu där Kategorie vun de Mikroentreprise gehéieren, also déi manner wéi zéng Salariéen hunn. Dat heescht dann awer och, dass dës Entrepreneuren zum Beispill keng oder just eng kleng administrativ Abteilung hunn, déi sech mat den Demarchë fir d'Aidë vum Stat befaasse kann. Déi ganz kleng hunn also och hei en Nodeel par rapport zu deene méi grouse PMEen.

Ech wëll dann awer vläicht nach ofschléissend op zwee weider Aspekter kuerz agoen, déi d'Entwécklung vu klengen Betriber, besonnesch am Handwerksberäich, problematesch maachen. Dat ass engersäits déi héich Immobiliepräisser an natierlech d'Schoul an do virun allem d'Berufsausbildung.

Fir déi meescht kleng Betriber ass d'Locatioun vu Büroen, Halen oder Ateliere wahrscheinlech mat deen héchste Käschtpunkt. Si konkurrenzéieren hei och mat finanzkräftege Betriber, déi, wéi aganks erkläert, ganz aner finanziell Virdeeler hunn. An och wa mer natierlech begrëssen, dass dës Gesetz Hëllef fir d'Vegrëisserung oder d'Schafung vun engem Betrib virgesinn, dann heescht et awer och, dass iwwert deen dote Wee vill ëffentlech Gelder iwwert den Ëmwee vun engem Betrib awer erëm bei den Immobiliebesëtzer an Immobiliepekulante fléisse wäerten.

Dat Zweet, eng wichteg Hürd, besonnesch fir Handwerksbetriber, ass dee Manque, déi feelend qualifizéiert Main d'œuvre hei am Land. Si ass et nämlech, d'Main d'œuvre, déi Qualifikatioun ass et, déi d'Innovation an d'Kreativitéit liwwert, déi, mat deem, wat hinne zur Verfügung steet, Méiwärter schafft.

Zu Lëtzebuerg ginn et war ëmmer manner esou Leit, och well d'Formation professionnelle hei definitiv versee. De Gros vun den Handwerker zu Lëtzebuerg kommen dann och schonns aus den Nopeschregiounen all Dag an d'Land schaffen, mä och do ass d'Reserv net onendlech.

D'Stärkung an d'Diversifikatioun vun eise Tissu économique, mat Fokus op ökologesche Aktivitéiten, an ech denken do zum Beispill un d'energetesch Sanéierung vu Wunnhaiser, berout awer nun emol op enger qualifizierter an zuleméisseg grousser Main d'œuvre am Handwerksberäich.

Här President, mir fannen, dass grad an deem dote Beräich d'Regierung net esou vill Opweises hat an deene leschte Joren. Et gi riets a lénks kleng Mesuren ënnerholl. An dat heiten ass eng vun deene Mesuren. Mä mer vermëssen awer en zesammenhängend, konsequent Konzept, wat iwwert den Ausbau vun enger Rei Nischen erausgeet. Also eigentlech och eng aner Orientéierung vun der genereller Orientéierung vun eiser Wirtschaftspolitik.

Här President, mir stëmmen dëst Gesetz mat, well mer ewidenterweis kee grondleeende Problem hu mat deem, wat do drasteet. Allerdéngs menge mer, dass fir d'Ënnerstëtzung vu klengen a mëttleren Betriber nach ganz vill Loft no uewen ass.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss an d'Wuert huet d'Madamm Francine Closener, Statssekretärin am Wirtschaftsministère.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Här President, als Eischt wëllt ech emol der Rapportrice Merci soe fir hiren exzellenten an ausféerleche Rapport an der Chamber a fir dee konstruktiven Debat.

Net méi spéit wéi haut de Moie war ech zesumme mam Aarbechtsminister bei der Presentatioun vu fënnf Handwerksbetriber hiren Projekten am Beräich vun der Digitaliséierung: ee Coiffeurssalon, ee Schlässer, een Installateur, eng Dréckerei an eng Schräineri. Si hu ganz gutt verstanen, dass et muss no vir kucken, sech eng Strategie ginn, fir de Sprong ze packen an d'Zukunft, fir de Sprong ze packen an déi digital Welt. An duerfir muss een investéieren, an nei Equipementer a Berodung, an natierlech och an d'Leit. An duerfir sinn ech och ganz frou, dass déi Handwerksbetriber derbäi si beim Pilotprojet „Digital Skills Bridge“, wou d'Ministère vum Travail a vun der Ökonomie Hand an Hand schaffen, grad am Interessi och vun de PMEen.

Ech sinn och ganz frou, dass hei déi kleng a mëttelgrouse Betriber esou eng grouss Réckendeckung kruten. An ech muss jo awer hei e bëssen dem honorabelen Deputéierten Här Eischen widdersprechen. De Projet ass kengfalls am Hauruckverfahren duerchgebauscht

ginn. Am Géigendeel! E gouf virun iwwer engem Joer deposéiert hei am Haus. A keen anere wéi ech wier frou gewiescht, wann dat méi séier hätt kënnen goen, wa mer méi séier hei hätte kënnen doriwwe debattéieren a stëmmen. Mä et ass eben esou, dass d'Chamber och hiren eegene Rhythmus huet an d'Regierung sech deem Rhythmus natierlech füügt.

Dës Regierung huet och derfir gesuergt, dass déi kleng a mëttelgrouse Betriber elo genausou gutt a gläichwäerteg behandelt ginn am selwechte Ministère, dem Wirtschaftsministère, dass se also net méi de Parent pauvre sinn aus der Ökonomie. An ech muss och derbäisoen, dass all Joer 14.000 Demanden traitéiert ginn, fir eben Handelsgeneemegungen ze kréien, an dass, wann den Dossier komplett ass, déi Geneemegung bannent enger Woch erausgeet. Wéi gesot, wa keng Pièce feelen - dat kann ech lech gär eng Kéier schwaarz op wäiss bewei-

sen. Dës Gesetzesprojet ass, an dat gouf schonn e puermol gesot, ee ganz wichtige fir eise Mëttelstand; a mengen Aen dee wichtigste iwwerhaupt an dëser Legislatur.

Ob Betriber aus dem Handel, dem Handwierk, dem Horeca-Secteur oder der Industrie, all PMEen aus deene Secteuren, alleguerde kréie se elo eng eenzeg legal Basis, an dat ass eng massiv administrativ Vereinfachung. Fir d'PMEen aus all Secteur gëtt et nimm méi just en Usprichpartner, fir eng Investitionshëllef ze kréien, a se falen all ënner ee Gesetz. An dat Gesetz hei ass dat lescht vun enger ganzer Rei vun neien Texter, mat deene mir an deene leschte Joren eis ganz Statshëllefën un déi nei europäesch Reglementatioun ugepasst hunn an dobäi fir eis Betriber de Maximum erausgeschloen hunn.

Fir datt d'PMEen och muer nach kënnen mathalen, muss se, wéi gesot, investéieren, a mat dësem Gesetz gi se derzou incitéiert. Mir ënnerstëtzen de Mëttelstand mat deenen neien Aiden nach méi staark wéi bis elo, an d'Rapportrice huet alleguerde d'Instrumenter an d'Moosnamen opgezielt.

Ganz wichtig ass effektiv, dass de Betrib, fir esou Bähëllefën ze kréien, muss eng Demande maachen, ier e mam Projet ufängt. Fir genee ze sinn: ier en iwwerhaupt eng Commande erausgëtt. Natierlech ass dat grad fir e kleng Betrib een administrativen Opwand. Mä do féiert kee Wee dolaanscht. Dat ass vun Europa esou erwünscht an dat weess och jiddwieren, dee sech mat dëser Matière beschäftegt. Mir hunn do absolutt guer kee Choix.

Firwat ginn et keng Hëllefë méi fir Investissementer an d'Sécurité alimentaire? Ben, och do, d'EU-Regelen hunn dat net virgesinn, eischer. An zweetes ass et esou, dass déi lescht Joren nimm fënnf bis zéng Demanden d'Joer fir esou eng Aide am Kontext vun enger besserer Liewensmittelsécherheet gemaach gi sinn. Am Verglach: Mir kréien ongeféier tëschent 800 an 900 Demandë fir Aiden d'Joer. Den Impact vun där doter Measure war also oder ass net besonnesch grouss.

En plus ass et esou, dass een awer nach elo, och mat dësem Gesetz, zum Beispill een neie Bistro, deen opgeet, am Kader vun enger Bähëllef och d'Investissementer fir d'Sécurité alimentaire matsubventionéiere kann. Wann de Betrib sech zum Beispill extern berode léisst zu deem Thema, da kritt e bis zu 50% rembourséiert.

Des Weideren ass et och esou, dass mer an Diskussiounen si mat der Chambre des Métiers, ob eng spezifesch Aide en faveur vun der Sécurité alimentaire géif Sënn maachen, wéi déi kéint ausgesinn, fir de Betriber entgéintzekommen, fir e gewëssene Succès ze hunn. Mir hätten do d'Méiglechkeet effektiv, e separate Regime ze maache bei der Kommissioun zu Bréssel, awer déi ganz Prozedur dauert op d'mannst ee Joer. An ech mengen net, dass d'PMEen et verstanen hätten, wa mer dat heite Gesetz erausgezögert hätten, wéinst deem dote separate Regime, deen eventuell accordéiert gëtt vun der Kommissioun. Dat hätt wär sécher net am Sënn gewiescht vum Mëttelstand.

Fir dee ganze Regime vun de PMEen ze finanzéieren, gesi mir an den nächste fënnf Joer ee Gesamtbudget vun 89 Milliounen Euro vir. Dat sinn 1,25 Milliounen pro Joer méi par rapport zum Budget, dee mer bis elo all Joer zur Verfügung haten.

Et ass also esou, dass de Budget, dass déi gesamt budgetär Enveloppe fir mëttelgrouse a kleng Betriber ëm 27% klëmmt. Et ass also eng ganz grouse Volontéit do, e politesche Willen do, fir de Maximum ze ginn, fir datt déi kleng a mëttelgrouse Betriber sech kënnen opstellen, dass se kënnen investéieren. Mir hëllefën hinne, souwäit wéi Bréssel eis et léisst.

An et ass och eng ganz staark Dynamik do. D'Investissementer gi staark an d'Luucht. Et

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

ginn der méi an och de Gesamtbudget klëmmt. Si investéieren, se bereede sech op d'Zukunft vir. An, wéi gesot, heimadder hëllef mer esou gutt, wéi et geet.

Nieft dësem Projet de loi gouf et awer eng ganz Hällewull vun aneren Initiativen, fir dem Mëttelstand ze hëllefen. Ech erënneren un den Aktionsplang zugonschte vun de PMEen, dee bannent zwee Joer schonn zu zwee Drëttel ëmgesat ass. Ech denken, dass dat genuch ausseet.

Mir hunn och déi aner Aideregimmen allegueren iwwerschafft. Mir hu mam Bail commercial d'Locatioun vu Butteker méi kloer, méi gerecht geregelt. Mir hu mat eise Partner de Pacte pro commerce an de Pacte pro artisanat ënnerschriwwen, fir eben dës Secteuren ze dynamiséieren, ze begleeden um Wee vun der Digitaliséierung. Dëst alles am Sënn vun enger nohaltenger Entwécklung vun eiser Economie. Eng Economie, wou déi kleng a mëttelgrouss Betriber eng fundamental wichteg Roll spillen.

An ech soen lech, och ech kommen aus enger Famill, déi weess, wéi et ass. Mäi Papp war Commerçant an der Stad a mäi Bopa war Schräiner. Ech weess ganz genau, wat et heescht, fir aus esou engem Betrib ze kommen.

Duerfir, d'PMEe sinn effektiv net esou dacks an der Press wéi eng grouss Industrie oder déi déck innovativ Projeten. Dat brauche se och net an dat wëlle se och net. Si wëllen, dass ee sech ëm hir Problemer këmmert um Terrain an dass een hinnen hëllef, déi Problemer ze léisen. Dat ass et, wat mer maachen. Effikassitéit ass dat, wat eis Wirtschaftspolitik auszeechent, an duerfir wier ech frou, wann d'Chamber och den Accord géif gi fir dese Projet de loi.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der...

(Interruption)

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Dierft ech der Madamm Statssekretärin nach äntwerten?

► **Mme Francine Cloesener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Selbstverständlech.

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Madamm Statssekretärin, fir d'Wuert. Ech hat et virdu just a menger Ried kuerz ugeschwat, déi 1.000 Euro, wou elo d'Limitt jo gesat ass, fir déi Ufroen do ze maachen. Dir sidd net weider drop agaangen.

Ass dat elo just aus administrative Grënn oder ass do eng Alternativ ugeduecht? Well mer awer der Meenung sinn, dass fir vill kleng Betriber, oder eenzel Betriber och, dat eng Hëllef wär.

► **Mme Francine Cloesener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Also virdu war déi Limitt bei 12.500 Euro. Elo ass déi Limitt bei 5.000 Euro. Ech sinn net ganz sécher, dass ech verstanen hunn, wat Der mer domadder wëllt soen.

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Déi 1.000 Euro, wou et eng Limitt gëtt.

► **Mme Francine Cloesener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Jo.

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Dat heescht, et mussen 1.000 Euro sinn.

► **Mme Francine Cloesener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - 5.000 Euro!

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Drënner kritt een et net méi?

5.000 Euro. Okay. Merci fir dës Präzisioun!

(Interruption)

► **Mme Francine Cloesener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Et ass erofgesat ginn. Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech géif mengen, dass mer elo kéinten ofstëmme iwwert den Ensembl vum Projet 7140 et

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7140 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Unanimitéit, mat 59 Stëmme. 59 hunn der un Vott deelgeholl. Domat ass de Projet de loi 7140 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Serge Wilmes), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

D'Dispens vum zweete Vott: Ass d'Chamber dermat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet iwwer, de Projet de loi 7279: eng Ofännerung vun der Benelux-Konventioun am Beräich vun der Propriété intellectuelle. An d'Madamm Tess Burton huet d'Wuert erëm.

5. 7279 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive (UE) 2015/2436, fait à Bruxelles, le 11 décembre 2017

Rapport de la Commission de l'Économie

► **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmme haut och iwwert de Gesetzestext 7279 of, deen den 13. Abrëll vun dësem Joer vum Ausseminister deposéiert a vum Wirtschaftsminister préparéiert gouf.

Zil vun dësem Gesetzestext ass et, d'Geneemung fir de Protokoll vum 11. Dezember 2017 ze kréien, fir de Benelux-Accord iwwert d'Pro-

priété intellectuelle ofzënnere, fir datt mer konform si mat enger Bréisseler Direktiv vum 16. Dezember 2015.

Mam Protokoll kënnen mer d'Dispositionen aus der Direktiv an eis national Gesetzgebung aschreiwen. D'Direktiv, déi bis de 14. Januar 2019 ëmgesat soll sinn, soll d'Harmoniséierung vun de Markerechter innerhalb der Europäescher Unioun stärkeken a viséiert och, fir déi national Schutzsystemer vu Markerechter méi eenheetlech ze gestalten.

D'Direktiv deckt souwuel inhaltlech wéi och verfahrenstechnesch Aspekter of an ziilt op eng Moderniséierung an och Vereinfachung vun de Registréierungssystemer of, well d'Interessengruppen ëmmer méi schnell, besser an harmoniséiert Registréierungssystemer fuerderen.

Gläichzäiteg wëllt een dann dee ganze System och kohärent a userfrëndlech maachen, méi zougänglech fir de Public a mat den neiesten Technologien ausstatten, déi dem Wuesstum an der Kompetitivitéit vun europäeschen Entrepreneuren, besonnesch de PMEen, also de klengen a mëttelstännege Betriber, zegutkommen.

D'Zuel vun de Registréierung soll dann domat och an d'Luucht goen.

Zousätzlech ass d'Direktiv geduecht, fir d'Harmoniséierung vum Handelsmaart an der Europäescher Unioun ze verstärken an den nationale Markesystem, an dësem Fall Benelux, mat deem aktuellen EU-Reglement ze harmoniséieren, mat enger Komplementaritéit tëscht dem Markesystem vun der EU an den eenzelnen nationale Markesystemer.

De Benelux-Accord iwwert d'Propriété intellectuelle setzt d'Dispositionen vun der Direktiv, déi quasi all obligatoresch sinn, dann och getrei ëm: ob Representatioun vun de Marken, ob Koexistenz vun de Marke mat hirer Appellation d'origine protégée oder nach spezifesch Dispositionen, déi et engem Titulaire vun enger Mark erlaben, géint een aneren ze agéieren, dee seng Mark ouni dem Titulaire seng Autorisatioun géif benotzen, oder nach Rechter vun den Titulairé vun de Marke sinn an den Dispositionen festgehalen. Esou sinn d'Rechter vum Titulaire vun enger Mark an Zukunft vill besser geschützt.

Här President, als Erënnerung: D'Mark Benelux gëtt et schonn zënter iwwer 47 Joer, also genau zënter dem 1. Januar 1971.

Déi éischt Direktiv, déi déi national Gesetzgebung vun den deemolege Memberstate sollt zesummebréngen, ass vum 21. Dezember 1988. Säit 1994 gëtt et en europäescht Reglement, dat d'Marque communautaire amplaz gesat huet, an déi éischt Kodifikatioun vun der Direktiv an dem Reglement gouf 2008 vollbruecht. An duerno koumen d'Protokoller.

Kuerz nach e Wuert zu den Avisen. D'Chambre de Commerce huet den 11. Mee hiren Avis ofginn, an deem si de Projet de loi begrëisst. Gradesou wéi de Statsrot, deen de 24. Abrëll säin Avis ofginn huet an deem och säin Accord zum Projet ginn huet.

Voilà. Dëst gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, soen ech lech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech hunn eng Rei vun Aschreiwungen, wou et mer awer schéngt, dass jiddwereen nëmme den Accord wëllt ginn.

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann dat esou ass, géif ech der Madamm Octavie Modert, dem André Bauler, dem Gérard Anzia, dem Gast Gibéryen an dem Marc Baum Merci soe fir den Accord.

(Hilarité)

► **M. André Bauler (DP).** - Et ass gär geschitt, Här President!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà! An ech géif der Madamm Statssekretärin d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Francine Cloesener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Ma da géif ech och villmools Merci soen, Här President, och der Rapportrice nach eng Kéier fir dee gudden Rapport. An ech hoffen, dass d'Chamber dann dee Projet stëmmt.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da géife mer dat och esou maachen a mir géifen iwwert de Projet de loi 7279 ofstëmme.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7279 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. An dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass eriwwer an de Projet de loi 7279 ass eestëmme mat 60 Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marco Schank), Nancy Arendt (par M. Claude Wiseler), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Kréie mer den Accord fir d'Dispens vum zweete Vott? Ass dat esou?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zu deem leschte Punkt vun eiser Sëtzung iwwer: de Projet 7119 iwwert d'Zousazversécherunge fir liberal an onofhängeg Beschäftegter. Den Här Georges Engel als Rapporteur huet d'Wuert.

6. 7119 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire;

2. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension;

3. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et geet hei, wéi de President gesot huet, ëm d'Régimes complémentaires de pension, kuerz RCP genannt; den zweete Piller vun eiser Altersversécherung. Den éischten an den drëtte kennt Der.

Pensiounsversécherungen, déi iwwer Betriber ofgeschloss ginn, do hu mir keng ganz grouss Traditioun hei zu Lëtzebuerg, well eis éffentlech Pensiounsregimier gutt fonctionnéieren an och gutt Leeschtunge bidden, wat sécherlech de Verdéngscht ass vun deene Regierungen, déi virdu waren, well se eis d'Pensiounen ëmmer esou gutt héichgehalen hunn.

Zanter dem Gesetz vum 8. Juni 1999 gëtt et e legale Kader fir d'Régimes complémentaires de pension, wat eng staark Evolutioun an deem Beräich mat sech bruecht huet, well hate mer 1999 nach ronn 400 Betriber, esou läit d'Zuel an Tëschenzäit bei 2.600 Betriber, déi esou eng Pensioun ubidden.

De Regierungsprogramm vun 2013 huet du virgesinn, dass dee legale Kader soll adaptéiert ginn. An dat gëtt och mat dësem Projet de loi

dann elo gemaach, soudass da mat dësem Projet de loi de Champ d'application erweidert gëtt an dass dann d'Professions libérales an och d'Independants kënnen esou e Régime complémentaire de pension ofschléissen.

Bei dëse Beruffer, do gëtt dat duerch e Promoteur agesat: eng Représentation professionnelle, Assurancégesellschaften oder e Gestionnaire vun engem Fonds de pension. De Projet muss bei der zoustänneger Autoritéit agreéiert ginn, déi nokuckt, ob de Projet de legale Kader respektéiert an ob d'Rechter vun den Assurésen och da geschützt sinn. D'Regele sinn do ugeleent un de Regimm vun de Pensions complémentaires fir d'Betriber.

Weider ginn eng Rei vu Bestëmmungen adaptéiert opgrond vun den Erfahrungen, déi zanter dem Akraafttriede vum Gesetz vun 1999 gemaach goufen.

An dëse Projet de loi, dee gëtt eis och d'Geleeënheet, fir eng Direktiv ëmzesetzen an och fir zwou aner Direktiven nozebesseren.

Bei där éischter handelt et sech ëm d'Direktiv 2014/50 iwwert d'Prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire; kuerz och „Directive mobilité“ genannt. Den Ëmsetzungsdelaier fir dës Direktiv war den 21. Mee vun dësem Joer. Mir sinn also do e bëssen hannendran.

D'Zil vun dëser Direktiv ass et, déi legal Constraints opzehiewen am Beräich vun der Acquisitioun an der Preservatioun vun de Rechter bei de Pensions complémentaires, déi këinten en negativen Afloss op déi fräi Zirkulatioun vun de Salariéer bannent der EU hunn.

Lëtzebuerg setzt also elo dës Direktiv ëm a wenn d'Dispositiounen fir de Schutz vun de Rechter och op d'Salariéer un, déi hei zu Lëtzebuerg den Employeur wiesselen. A si sollen hir Rechter dann och kënnen halen. Et ass also eng Ausweitung vun de Rechter.

Am Gesetz vun 1999 ware keng kloer Bestëmmungen iwwert d'Rechter vun den Affiliéierten, wa se virum Pensionsalter fortginn. An Zukunft mussen Entrepreneuren hir Pensionsversprechen och an deem Fall bis zur Pensioun oprechterhalen a kënnen sech nëmme vun dëser soi-disant Schuld befreien, wa si d'Käschte vun engem Transfert vun deene Rechter un en anere Regimm bezuelen.

Am initiale Projet war och déi obligatoreschen Upassung vun den Droits dormants virgesinn. Dëst gouf awer ënner anerem vum Statsrot kritiséiert, well dat de facto géif eng retroaktiv Wendung mat sech zéien. Deemno gouf dovunner ofgesinn.

Iwwregens sollt och nom initiale Projet d'Méiglechkeet vun engem Rachatschaf ginn. No den Amendementen ass an Zukunft e Rachatschaf awer an zwee präzis Fäll méiglech: eng Kéier bei klengen Zommen - do geet et, wann ech mech richteg erënneren, ëm dräimol de soziale Mindestloun - oder bei engem Depart an en anere Regimm, deen net Lëtzebuerg ass, also an d'Ausland.

Mir komplettéieren dann och d'Ëmsetzung vun zwou aneren Direktiven, wéi ech gesot hunn: engersäits den Artikel 2 vun der Direktiv 96/97 iwwert d'Mise en œuvre vum Prinzip vun der Égalité de traitement tëschent Fraen a Männer an de Régimes professionnels de sécurité sociale. D'Kommissioun hat gefrot, dass Lëtzebuerg do nobessert, fir dass dës Prinzip och retroaktiv um 17. Mee 1990 an zréck bis den 8. Abrëll 1976 applizéiert gëtt.

An dann déi aner Direktiv, där hir Ëmsetzung soll komplettéiert ginn, ass d'Direktiv 2003/41 iwwert d'Aktivitéiten an d'Surveillance vun den Institutions de retraite. Deemno soll en agreéierten Actuaire aus engem anere Land wéi Lëtzebuerg och hei am Land e Régime de retraite fir eng Entreprise hei zu Lëtzebuerg kënnen geréieren, ouni extra nach eemol den Agreement bei der Autoritéit hei am Land froen ze mussen.

De Projet de loi ännert och déi steuerlech Bestëmmungen fir d'Régimes complémentaires de pension.

D'Independante kënnen hir Cotisations als Dépenses spéciales ofsetzen. Den initiale Projet de loi hat eng iewescht Grenz vun 20% vum Revenu annuel an eng Deckelung op fënnefmol de soziale Mindestloun virgesinn, mä per Amendement gouf déi allerdéngs nees ofgeschaaft, well dat ze vill limitativ war. A genee wéi bei de Patronen, déi Contributionen bezuelen, gëtt et och fir d'Independanten en Impôt forfaitaire vun 20% als Impôt sur le revenu.

Doriwwer eraus gouf mat enger Inégalité opgeraumt bei der Besteuerung vu Régimes internes a externes. An zu gudder Lescht goufen nach eng Rei vun neie Kritären agefouert a Saache Finanzement. Deementsprechend gouf et steuerlech Adaptatiounen, fir déi Onkäschtchen ze kompenséieren, déi dorauer entstinn.

Den Avis vum Statsrot vum März 2018 hat verschidden Opposition-formellen a Reserven. An och eng Rei vu Kriticken vun enger Partie aneren Avice goufen an d'Amendementen agebaut, soudass mer hei e gréisstméiglechen Accord och wahrscheinlech wäerten hunn.

Ech soen lech op alle Fall Merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn heimadde och den Accord vun der LSAP.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An ech géif hei déiselwecht Fro stelle wéi beim viregte Projet: Kann ech dervun ausgoen, dass déi Kolleegen, déi ageschriwwen sinn, just hiren Accord wëlle ginn?

(Négation)

Neen?

(Brouhaha)

Okay. Neen, dat ass kee Problem. Da ginn ech d'Wuert selbstverständlech der Rei no. Dann huet den Här Haldorf d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Mat mir wäerte mer séier fäerdeg sinn. Ech fannen, dee Rapport, dee mëndlechen an dee schrëftlechen, war ganz exhaustiv, soudass et just duergeet, dass ech soen: D'CSV wäert dee Projet de loi hei droen a matstëmmen. Mir ginn also eisen Accord.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet d'Madamm Elvinger d'Wuert.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Jo, Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eise Pensionssystem geet et de Moment gutt. D'Reserve vun der Pensionskeess sinn op engem historeschen Héichpunkt. An et muss een de Moment, glécklecherweis, net driwwer nodenken, d'Pensiounen ze kierzen, d'Cotisations ze héijen oder de Pensionsalter an d'Luucht ze setzen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Dass et dem Pensionsystem esou gutt geet, soll eis awer net drun hënneren, déi néideg Precautiounen ze huelen, dass och an Zukunft jiddweree vun héije Pensiounen am Alter lieve kann an datt Altersarmut zu Lëtzebuerg ni en Thema gëtt, wéi zum Beispill an Däitschland.

Fir ze verhënneren, dass de Risiko vun Altersarmut zu Lëtzebuerg steigt, wéi dat zum Beispill an Däitschland de Fall ass, muss mir an éischer Linn eis staatlech Pensiounen ëmmer gutt am A behalen, fir esou séier wéi méiglech reagieren ze kënnen, wa sech den aktuell positiven Trend géif ëmdreien.

Eng net manner wichteg Roll spillt awer och déi privat Virsuerg, de sougenannten zweeten an drëtten Piliere. Mat der Steuerreform hu mir schonn derfir gesuergt, dass d'Bäitrag fir privat Zousazrenten zu engem méi héije Plaffong vun de Steiere kënnen ofgesat ginn.

Mat dësem Projet de loi sollen elo d'Betribsrente gestärkt ginn, esou wéi d'Regierung et sech an hirem Koalitionsaccord virgeholl huet. Et ass näamlech festgestallt ginn, dass d'Gesetz vum 8. Juni 1999 als Base légale fir d'Betribsrenten eng Rei Schwächen huet, déi et géllt nozebesseren.

Et geet an éischer Linn och drëms, fir d'Ongerechtkeet aus der Welt ze schafen, dass Selbstänneger a Leit, déi an enger Profession libérale schaffen, net vun enger Betribsrent profitéieren kënnen. Och wann déi Leit souzesoen hiren eegene Patron sinn, soll ee vum Klischee ewechkommen, dass dat alles Décker wieren, déi esou vill Sue verdéngen, dass si sech ëm hir finanziell Onofhängegkeet am Alter keng Suerge bräichten ze maachen.

Vill Independante schaffe ganz oft wäit méi, wéi et déi legal Aarbechtszäiten et vun engem Salarié verlaangen, fir dann...

► **Une voix.** - D'Salariéer och!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Jo, dat hunn ech jo net gesot.

...fir dann awer oft net méi oder souguer manner um Enn vum Mount Rescht ze hunn, wéi dat an der Moyenne bei engem Salarié oder engem Statsbeamten de Fall ass.

Kommt, mir si frou, dass et nach Leit gëtt, déi genuch Courage hunn, fir sech selbstänneg ze maachen! Déi vill kleng a mëttelgrouss Betriber leeschten eiser Gesellschaft näamlech e risegen Déngscht. Si suerge fir Aarbechtsplazen an droen e groussen Undeel vum Erfollegsmodell Lëtzebuerg.

Et ass dofir och nëmme richteg, wa mir probéieren, den Independanten an de Professions libérales Accès zu esou ville legale Virdeeler wéi méiglech ze ginn, vun deenen och Salariéer a Statsbeamte profitéieren kënnen. D'Betribsrente sinn do just ee Beispill.

En anert wär zum Beispill de Congé parental. Eng Mamm ass eng Mamm an e Papp ass e Papp. A si wëllen allegeren Zäit mat hire Kanner verbréngen, egal ob si beim Stat, am Privatsecteur oder als Selbstänneger schaffen. An dofir géif ech mer och wënschen, dass mir zum Beispill de Pappcongé vun zéng Deeg och fir d'Independants an d'Professions libérales kéinten opmaachen.

Här President, ech wëll elo net an den Detail goen vun deenen anere Punkten aus dësem Projet de loi, déi d'Ëmsetze vun der Direktiv an d'Garantié fir d'Beneficiairé vu Betribsrente concernéieren. De Rapporteur huet dëst jo ganz gutt erkläert, a si fannen och d'Zoustëmmung vun der DP.

Ech wëll dann och dem Rapporteur Merci soe fir säi gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetzestext.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruption par M. Marc Spautz)

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Ech kréie se retroaktiv.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann huet den Här Gérard Anzia d'Wuert.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Här President, fir net nach méi hannendran ze komme mat dësem Projet de loi, dee jo hätt sollen den 31. Mee schonn erduerch sinn, ginn ech direkt d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. André Bauler (DP).** - Pénglechl!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech ginn dervun aus, dass den Här Kartheiser och do dermat d'accord ass a ginn dann d'Wuert un den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo. Ech wäert dann déi Einhellegkeet hei awer e bësse briechen, well, ech mengen, wat de Rapporteur, den Här Engel, gesot huet, datt den zweeten an drëtten Piliere vun den Zousazsuranceen zu Lëtzebuerg net esou entwéckelt sinn, huet domadder ze dinn, datt mer e gudde a performanten éischten effentleche Piliere hunn. An et ass dat den éischten a wichtigste Schutz virun Altersarmut. Et elo auszeweiten, all Tentativ, fir den zweeten an den drëtten Piliere méi staark ze maachen a quasi als komplettäert Element ze gesinn, mat dem Argument, fir virun Altersarmut ze schützen, ass an eisen Aen ofzeleenen.

A mer mengen och, datt - et muss ee jo soen, ëm wat et hei geet - eng Zousazversicherung huet virduen och kënnen ofgeschloss ginn. Dat, wat nei ass, dat ass, datt se fiskal deductible ass. An dat heescht, datt en Déchet fiscal och fir de Stat doduerjer entsteet.

Dat heescht, op där enger Säit maache mer d'privat Zousazversicherung méi attraktiv doduerch, datt de Stat op bestëmmte Forme vu Recetté verzicht, an op där anerer Säit ginn awer vu ganz villen hei Discourse gefouert, datt den éischten Piliere vun Stat, deen éischten effentleche Piliere net méi laang halbar wier. Ech mengen, datt mer all eis Energie sollten an dee setzen, all eis Kraaft. A virun allem: Zesumme mat der Salariatskummer, menge mir als Lénk, datt dat hei en inakzeptabele Steierkaddo ass.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Do mat ass eis allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet de Sozialminister, den Här Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Merci, Här President. Bon, fir d'Éischt emol Merci och dem Rapporteur fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport, virun allem awer och der Kommissioun, duerch déi dësse Projet gaangen ass. A wéi effektiv schonns vum Här Anzia gesot gouf, ass et ee Projet, deen och e bëssen ënner Zäitdruck steet, well mer effektiv eng Direktiv hunn, déi hätt missen oder muss ëmgesat gi virum 21. Mee. Bon, ech

mengen, mir sinn nach am Timing, fir dat kënnen ze maachen.

Et muss een awer kloer hei verschidde Piliere ausereenhalen. An, ech mengen, dat ass dat Wichtigst och, wat hei ugeschwat ginn ass. Ech ginn 100% recht, datt den éischten Piliere natierlech dee wichtigsten ass, op deem natierlech d'Grondpfeiler leien a virun allem och, mengen ech, d'Pensiounen an Zukunft mussen opgebaut ginn, fir jiddwerengem eng gerecht an eng dezent Pensioun kënnen ze accordéieren.

Et muss een awer och wëssen, datt mer hei am Kader vun zweeten Piliere sinn, do, wou selbstverständlech schonn eng Struktur bestanen huet, fir déi Entrepreneuren, déi et hire Salariéer offréiert hunn, an datt hei de Volet vun den Independanten an de Profession-liberalen nei derbäikënn, esou wéi et och am Regierungsprogramm virgesi war. Dat ass dat neit Element dran.

An am drëtten Piliere hu mer jo grad bei der Steuerreform och hei d'Avantagen, wat d'Deductibilité ubelaangt, an d'Luucht gesat a se op 3.200 gesat, fir och dee Piliere nach eng Kéier ze stäipen, soudatt een an deenen zwee - souwuel dem zweeten wéi dem drëtten - Verbesserung ka kréien, an deem enge fir d'Independanten an an deem anere fir d'Privatpersoune respektiv d'Salariéer, fir och op dës Piliere kënnen ze setzen.

Ech freeë mech effektiv, datt mer konnte relativ schnell elo awer nach dësse Projet duerchréien, fir en dann och ze vottéieren. Engersäits, wéi de Rapporteur et scho gesot huet, sinn et zwou Direktiven, déi mer jo a Gesetze ëmgesat hatten, déi verbessert ginn, déi nach eng Kéier perfektionéiert ginn. An demneiert gëtt virun allem d'Direktiv vun 2014/50 elo ëmgesat, déi wichtig ass, datt mer virun allem och konform sinn zur Direktiv an datt d'Transpositionen ronderëm den Datum vum 21. Mee elo ass.

An deem Sënn: Merci jiddwerengem fir d'Zoustëmmung. Merci och fir dat schnell Schaffen an der Kommissioun. An dann natierlech och fir e positive Vott, dee wäert elo kommen.

Merci bien.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da misste mer kënnen zum Vott iwwergoen iwwert den Ensemble vum Projet 7119.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7119 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss mat engem Resultat vun: 57 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7119 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Claude Haagen), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber d'accord mat der Dispens?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Rendez-vous an effentlecher Sëtzung ass den nächsten Dënschdeg um hallwer dräi.

(Fin de la séance publique à 16.39 heures)



Sommaire des séances publiques n^{os}45, 46, 47 et 48

45^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 623
7296 - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain	p. 623-624
6614 - Projet de loi instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires	p. 624-628
7176 - Projet de loi portant approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, fait à Luxembourg, le 21 novembre 2016	p. 628-629
7253 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie	p. 629-633
Hommage à M. Marcel Oberweis	p. 633

46^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 634
Communications	p. 634-635
Ordre du jour	p. 635
Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Claudine Konsbruck	p. 635
Changements de composition des commissions parlementaires	p. 635
Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale	p. 635-636
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n ^o 332 du 2 juillet 2018 de M. Gusty Graas relative au refus d'autoriser l'organisation d'une exposition canine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs	p. 636
- Question n ^o 333 du 3 juillet 2018 de M. Laurent Mosar relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique, adressée à M. le Ministre de l'Économie	p. 636
- Question n ^o 334 du 2 juillet 2018 de M. Marc Angel relative à la future affectation de l'Hôtel des Postes à Luxembourg-ville, adressée à M. le Ministre de l'Économie	p. 636
- Question n ^o 335 du 3 juillet 2018 de M. Fernand Kartheiser relative à la coopération entre le Gouvernement et le «Cercle de coopération», adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire	p. 636-637
- Question n ^o 336 du 3 juillet 2018 de Mme Josée Lorsché relative aux voies de bus munies d'un panneau additionnel qui autorise les cyclistes à les emprunter, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 637
- Question n ^o 337 du 3 juillet 2018 de M. Marc Spautz relative au transfert de données, de chiffres et d'autres informations entre l'IGSS et les autres administrations de l'État, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 637
- Question n ^o 338 du 2 juillet 2018 de M. Alexander Krieps relative à la vaccination anti-HPV chez les jeunes hommes et sa prise en charge, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 637
- Question n ^o 339 du 2 juillet 2018 de M. Franz Fayot relative à la position du Gouvernement luxembourgeois sur l'instauration d'un budget de la zone euro, adressée à M. le Ministre des Finances	p. 637-638
- Question n ^o 340 du 3 juillet 2018 de M. Max Hahn relative aux mesures introduites pour promouvoir la location sociale, adressée à M. le Ministre du Logement	p. 638
- Question n ^o 341 du 3 juillet 2018 de M. Eugène Berger relative à la lettre du Président des États-Unis concernant les dépenses militaires luxembourgeoises, adressée à M. le Ministre de la Défense	p. 638-639
Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de la politique culturelle au Luxembourg	p. 639-642

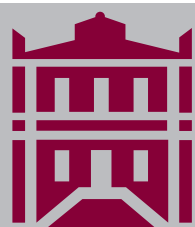
7044 - Projet de loi sur l'Inspection générale de la Police et modifiant:	
1 ^o la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;	
2 ^o la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;	
3 ^o le livre 1 ^{er} du Code de la sécurité sociale	p. 642-645
7040 - Projet de loi relatif au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale	p. 645-647
7228 - Projet de loi portant modification	
1 ^o de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets;	
2 ^o de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; et	
3 ^o de la loi du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative	p. 647-648
7167 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant 1) le Code pénal; 2) le Code de procédure pénale; 3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique; 4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration	p. 648-651
7249 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer l'article 1 ^{er} de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens	p. 651

47^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 652
7041 - Projet de loi du jj/mm/aaaa modifiant:	
1 ^o le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines;	
2 ^o le Code pénal;	
3 ^o la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; et	
4 ^o la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti et	
7042 - Projet de loi du jj/mm/aaaa portant réforme de l'administration pénitentiaire et	
1) modification	
- du Code pénal;	
- du Code de procédure pénale;	
- du Code de la sécurité sociale;	
- de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich;	
- de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;	
- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;	
- de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique»;	
- de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;	
- de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;	
- de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, ainsi que;	
2) abrogation	
- de la loi modifiée du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale;	
- de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de police générale	p. 652-658
7188 - Projet de loi portant modification	
1. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration	
2. de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair	p. 658-659
7294 - Projet de loi portant approbation de l'Accord complémentaire entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation européenne des brevets concernant l'inviolabilité des archives de l'Organisation européenne des brevets, fait à Luxembourg, le 5 mars 2018	p. 659-660
7251 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective	p. 660
7291 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales	p. 660-661

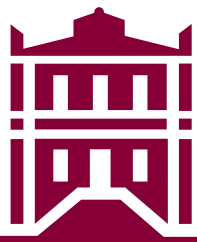
48^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 662
7154 - Projet de loi portant création d'une représentation nationale des parents et modification	
1 ^o du Code de la sécurité sociale;	
2 ^o du Code du travail;	
3 ^o de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;	
4 ^o de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;	
5 ^o de la loi modifiée du 22 juin 2017 ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation	p. 662-665
7302 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse	p. 665-667
7140 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises et portant abrogation	
1) des articles 2, 3, 4 et 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes; et	
2) de l'article 4 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1 ^o le développement et la diversification économiques, 2 ^o l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie	p. 667-671
7279 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive (UE) 2015/2436, fait à Bruxelles, le 11 décembre 2017	p. 671
7119 - Projet de loi portant:	
1. transposition de la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire;	
2. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension;	
3. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu	p. 671-672



Suivez la Chambre des Députés
sur Facebook, Twitter et Instagram





Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
3855	Françoise Hetto-Gaasch	Programme de digitalisation des PME	3944	Sylvie Andrich-Duval, Martine Mergen	Gardes sur place prévues par la législation
3904	Max Hahn, Claude Lamberty	Diminution du trafic dans les zones résidentielles lors des heures de pointe	3947	André Bauler, Max Hahn	Ponctualité des trains
3919	Claudine Konsbruck	Vidéosurveillance à la gare de Luxembourg	3957	Georges Engel	Psychomotriciens
3926	Fernand Kartheiser	Protection des monuments	3968	Laurent Mosar	Risque de manipulations des élections européennes de mai 2019
3930	Martine Hansen, Marco Schank	Bruit le long de la voie express B7	3986	Gusty Graas	Vente par ArcelorMittal de l'usine de galvanisation de Dudelange
3935	Roy Reding	Influence des investisseurs sur plusieurs clubs de football	4035 urgente	Laurent Mosar	Vote par correspondance
3938	Fernand Kartheiser	Problèmes de santé liés aux éoliennes	4043 urgente	Claudine Konsbruck	Perturbation de la rentrée judiciaire à cause des chantiers en cours
3941	Marco Schank, Aly Kaes, Emile Eicher, Martine Hansen	CIS Diekirch	4045 urgente	Léon Gloden	Horaires de bus vers le Lycée classique d'Echternach
			4048 urgente	Franz Fayot	Autorisation de démolition

Question 3855 (07.06.2018) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant le programme de digitalisation des PME:

Dans le cadre du lancement du programme de digitalisation des PME, la secrétaire d'État à l'Économie a présenté un système de «voucher» (5.000 euros) visant à faire accompagner les petites et moyennes entreprises (PME) dans leur phase de digitalisation par des consultants labellisés par Luxinnovation.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie:

- Combien d'entreprises ont jusqu'à présent demandé de bénéficier de ce système de «voucher»? Madame la Secrétaire d'État peut-elle nous indiquer la répartition de ces entreprises par secteur? Combien de ces entreprises existent depuis moins de trois ans?

- Combien d'entreprises se sont à ce jour vu accorder ces aides? Madame la Secrétaire d'État peut-elle nous indiquer la répartition de ces entreprises par secteur? Combien de ces entreprises bénéficiaires existent depuis moins de trois ans?

- Suivant quels critères ces aides ont-elles été accordées?

Réponse (12.09.2018) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Les initiatives de digitalisation de la Chambre de Commerce (Go Digital) et de la Chambre des Métiers (cellule de digitalisation) sensibilisent les entreprises en vue de se lancer dans la digitalisation, et les orientent ainsi vers le programme «Fit 4 Digital» géré par Luxinnovation. Cet outil est une de pièces maîtresses dans le dispositif des mesures pour favoriser la digitalisation des PME commerciales et artisanales.

Pour être éligible au programme «Fit 4 Digital», l'entreprise requérante doit:

- être reconnue comme PME au regard des critères de l'Union européenne;

- disposer d'une autorisation d'établissement en cours de validité délivrée par le Ministère de l'Économie pour une activité non exclue des aides en matière de PME;

- ne pas avoir bénéficié du programme au cours des deux dernières années;

- ne pas se trouver en situation de difficulté financière.

Lors de leur processus de digitalisation, les entreprises peuvent bénéficier de différentes aides financières de la part du Ministère de l'Économie, notamment de la prise en charge des frais de diagnostic effectué par le consultant agréé à hauteur de 5.000 euros. En vue de répondre aux besoins des entreprises concernées, il a été décidé d'opter pour l'introduction d'un outil simple et novateur, à savoir un voucher sous forme d'un «chèque-service pour entreprises».

Ainsi, dès la validation de la candidature au programme «Fit 4 Digital» par Luxinnovation, le Ministère de l'Économie envoie au requérant un «voucher / chèque-service entreprise» en vue de prendre en charge les frais de diagnostic jusqu'à un montant de 5.000 euros hors TVA, sans qu'il y ait d'autre formalité à remplir.

Dans ce contexte, 30 vouchers ont été émis, 17 pour des entreprises commerciales et 13 artisanales. Huit entreprises existent depuis moins de trois ans. Une phase pilote a eu lieu à laquelle 19 entreprises ont participé. Pendant cette phase pilote le système du voucher ne fonctionnait pas encore.

En fin de mission, le consultant spécialisé émet un rapport qui établit l'état des lieux et énonce des propositions d'amélioration au niveau de la mise en œuvre de moyens digitaux dans l'entreprise concernée. Si elle décide de se lancer dans la mise en place d'une ou de plusieurs des améliorations proposées, celles-ci peuvent être sujettes à des aides en matière des PME. Notons qu'une nouvelle loi relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises a été votée en date du 5 juillet 2018.

C'est ainsi qu'à ce jour, 35 aides «Fit 4 Digital» ont été décidées en commission aides d'État dont 17 dossiers issus de la phase pilote et 18 dossiers d'entreprises ayant reçu un «voucher». Parmi ces entreprises, on dénombre 16 entreprises commerciales et 19 entreprises artisanales. Six entreprises existent depuis moins de trois ans.

Question 3904 (29.06.2018) de MM. Max Hahn et Claude Lamberty (DP) concernant la diminution du trafic dans les zones résidentielles lors des heures de pointe:

Le temps consacré dans les embouteillages sur nos routes pendant les heures de pointe ne cesse d'augmenter. C'est pourquoi beaucoup d'automobilistes empruntent des itinéraires alternatifs qui souvent traversent des zones résidentielles pour contourner les bouchons. Ceci a évidemment une influence négative sur la qualité de vie des habitants de ces quartiers. Un moyen pour éviter que les automobilistes traversent ces quartiers serait de mettre en place des sens uniques dans le sens inverse du trafic pendant les heures de pointe.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre juge-t-il la mise en place de tels sens uniques utile pour diminuer le trafic dans les quartiers?

- Est-ce qu'il existe déjà de tels sens uniques temporaires?

- Les communes peuvent-elles décider librement de mettre en place de tels sens uniques sur les routes communales ou nécessitent-elles l'autorisation du Ministère du Développement durable et des Infrastructures?

- Quelles autres mesures Monsieur le Ministre propose-t-il pour éviter que les automobilistes traversent les quartiers résidentiels pendant les heures de pointe?

Réponse (30.08.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

D'un point de vue de la gestion du trafic, il y a lieu de considérer qu'il existe en principe deux cas de zones résidentielles concernées par une telle idée; d'un côté les quartiers résidentiels des grandes agglomérations déjà organisés partiellement en circuit de sens unique et de l'autre côté des voiries vicinales en localité longeant la voirie structurante.

Pour le premier cas, l'organisation des routes résidentielles en sens unique permet de réduire les flux parasites d'un certain degré, vu que l'itinéraire à parcourir devient alors plus long que l'itinéraire par la route principale. De plus, la circulation à travers des sens uniques pendant les heures de pointe pour éviter les embouteillages n'est pas attrayante pour les navetteurs, comme la circulation à l'intérieur des quartiers (résidents, cyclistes, bus et piétons en combinaison avec les priorités à droite) les gêne dans leur avancée. Le trafic dans ces quartiers, en combinaison avec les routes collectrices qui canalisent la circulation vers des routes principales, doit cependant être organisé de sorte que les résidents puissent accéder et sortir du quartier.

Pour le deuxième cas, dans les localités de moindre importance, l'inversion temporaire du sens des routes serait sûrement faisable, mais engendrerait en premier lieu un désavantage pour les résidents, comme ceux-ci devraient parcourir des déviations supplémentaires pour rejoindre les routes de liaison, ce qui engendrerait alors un trafic supplémentaire sur ces routes déjà amplement chargées et ceci deux fois par jour.

En ce qui concerne ces changements de circulation temporaires, il se peut que de telles modifications accroissent le risque d'accidents en raison de la confusion qu'ils risquent de créer auprès des usagers, d'autant plus que la circulation de piétons et de cyclistes est en général élevée à l'intérieur des agglomérations.

À ma connaissance, il n'existe pas encore de sens unique temporaire dans des zones résidentielles.

Suivant les dispositions de l'article 5 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la route), toute modification du règlement de circulation communal est soumise à l'approbation du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des Transports.

Une solution plus adaptée que l'application de mesures purement réglementaires serait d'inciter les usagers à emprunter les transports collectifs et d'autres moyens de transport, comme par exemple le vélo, le covoiturage, le «Ruffibus», etc.

Question 3919 (09.07.2018) de Mme Claudine Konsbruck (CSV) concernant la vidéosurveillance à la gare de Luxembourg:

Lors d'une réunion d'information qui a eu lieu à la gare le 31 mai 2018, Monsieur Etienne Schneider a annoncé ses intentions d'étendre le système de vidéosurveillance à la gare de Luxembourg.

Ainsi, il a proposé d'installer progressivement de nouvelles caméras dans la rue de Strasbourg et dans plusieurs rues avoisinantes.

Cette proposition a été accueillie favorablement par une très grande majorité de personnes présentes dans la salle ce jour-là.

Lors de cette réunion, il a également été indiqué que les autorités disposaient déjà actuellement de matériel nécessaire pour commencer dans les prochains mois avec l'installation progressive de caméras.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Est-ce que le ministre peut fournir des informations plus détaillées sur le matériel technique disponible à l'heure actuelle? Quel est le calendrier prévu d'ici la fin de l'année et quelles rues seront concernées par cette première vague d'extension?

2) Quel est le calendrier prévisible pour la mise en place du système global tel qu'annoncé lors de la réunion du 31 mai?

Réponse (03.09.2018) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

ad 1) Sachant que la police dispose déjà des connexions nécessaires à certains endroits et des caméras de surveillance correspondantes, il est prévu d'élargir dans une première phase la zone gare aux rues qui suivent:

rue Glesener (en partie) et rue Adolphe Fischer (en partie), et ce au courant de l'automne 2018.

ad 2) Un planning détaillé de la mise en service dans les autres rues sera établi courant du mois de septembre 2018 entre les services compétents de la Ville de Luxembourg, des Ponts et chaussées et la Police grand-ducale.

Ainsi, il est prévu d'équiper les rues suivantes au courant de l'année 2019:

place de Strasbourg, rue 1900, rue du Commerce, rue du Fort Wedell, rue Wilson, rue des États-Unis.

Or, il est évident que tous les délais de travaux et d'installation sont dépendants de la réalisation des travaux d'infrastructure (fibres optiques et électriques, génie civil...).

Par ailleurs, on peut mentionner que d'autres zones de sécurité, en dehors de la gare, sont prévues sur la passerelle de vélos sous le Pont Adolphe ainsi qu'à Bonnevoie.

Question 3926 (12.07.2018) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la protection des monuments:

Am Juni gouf dat nationaal Monument fir d'Erënnerung un d'Shoah ageweit. Dëst ass d'Geleeënheet, fir eis ze froen, wéi mir mat eise Monumenter ëmginn an ob si ëmmer mat deem néidege Respekt behandelt ginn. Esou war zum Beispill um Nationalfeierdag eng Tribün just virum Shoah-Monument opgericht ginn. Ronderëm d'Gëlle Fra si permanent all méiglech Aktivitéiten, ouni datt iergendwéi ze erkenne wär, datt d'Regierung oder d'Gemeng Lëtzebuerg dobäi géife speziell op d'Monument fir déi Doudeg an de Kricher oppassen. Op anere Plazen, wéi zum Beispill beim Robert-Schuman-Monument bleiwen d'Blummen an d'Kränzen nach leien, och wa si scho laang verwielt sinn.

Am Kader vun der «Marche blanche», déi de 4. Juli zu Esch-Uelzecht am Gedenken un e verstuerwene Museker stattfonnt huet, gouf och d'Monument virum «Musée national de la résistance» uerg verschampeliert.

Dowéinst wéilt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Regele gëlle beim Stat allgemeng a bei de staatleche Musée fir den Émgang mat

de Monumenter? Wéi e Service ass zoustänneg fir d'Fleeg an den Ennerhalt vun de Monumenter?

2. Wëllt de Stat sech Regele gi fir de Respekt an d'Wäertschätzung vu Monumenter, wéi zum Beispill der Gëlle Fra, dem Monument fir d'Shoah oder dem Monument virum «Musée national de la résistance»?

Réponse (29.08.2018) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État:

Eng ganz Rei vun den Erënnerungsmonumenten stinn op Gemengenterritoire an net op engem Terrain, deem dem Stat gehéiert.

Beim Stat gëllt déi allgemeng Regel vum Respekt vun alle Monumenter. D'Administration des bâtiments publics, déi dem Ministère du Développement durable et des Infrastructures ënnersteet, ass zoustänneg fir den Ennerhalt vun de Monumenter.

Question 3930 (13.07.2018) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant le **bruit le long de la voie express B7:**

Duerch de villen Trafic, virun allem a Spëtzenzäiten, kënnst et ëmmer erëm zu Zéifloss respektiv Stau op dem Ettelbrécker Contournement. Virun allem d'Awunner vu Schieren, déi op der Héicht vun der Ëmgeungsbréck vun der B7 wunnen, sinn ëmmer méi vum Autoskaméidi betraff, well eisen Informatiounen no keng respektiv keng richteg Lärmschutzmoossname bestinn. Mam geplangten Ausbau vun der B7 ass net domadder ze rechnen, dass de Verkéier an den domadder verbonnene Kaméidi wäerten erofgoen.

An deem Kader wollte mir dem Här Nohaltekeetsminister dës Froe stellen:

- Wei ka kuerzfristeg der Kaméidisproblematik op der B7 entgéintgewierkt ginn?

- Sinn am Moment nei Lärmschutzmoossnamen an der Planung? Wa jo, wéi eng? Wann neen, firwat?

- Wéini kann de véierspuren Ausbau vun der B7 definitiv an Ugrëff geholl an ëmgesat ginn?

- Wéi eng Lärmschutzmoossname sinn am Kader vum Ausbau vun der B7 virgesinn, virun allem op der Héicht vu Schieren?

Réponse (30.08.2018) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

D'Studie vun der Verbreedung vun der B7 op der Héicht vu Schieren befanne sech am Moment am Stadium vun der Entwurfsplanung (APD, «Avant-projet détaillé»). Dësen APD gesäit als Lärmschutzmoossname Schallschutzwänn vir, déi de Schall entweder reflektieren oder absorbieren, an dat mat Héichte vun 3,40 bis 3,60 Meter op enger Gesamtlängt vun 2.788 Meter béidsäiteg vun der Strooss. Dës Moossname sollen am Kader vun der Verbreedung realiséiert ginn.

Mat den Aarbechte vun der Verbreedung, an domat vum Lärmschutz, kéint no aktueller Lag vun der Planung Enn 2019, Ufank 2020 ugefaange ginn. Méi kuerzfristeg si keng Moossnamen geplangt.

Question 3935 (17.07.2018) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant l'**influence des investisseurs sur plusieurs clubs de football:**

Le règlement UEFA interdit que deux ou plusieurs clubs de football participant au même championnat soient directement ou indirectement sous l'influence déterminante de la même personne ou du même groupe d'entreprises.

Suivant les informations publiées, notamment au journal «Le Quotidien» (voir en annexe copie de son article du 30 juin de cette année) une personne respectivement un groupe d'entreprises appartenant à la même personne est dans cette situation à l'égard d'au moins deux clubs de la première ligue luxembourgeoise (BGL Ligue), à savoir à l'égard de F91 Dudelange et de Jeunesse Esch. Il semble qu'un troisième club du même championnat soit sous la même influence décisive, mais ceci n'a pas encore été confirmé officiellement / publiquement.

Notons, afin d'être complet, que la même personne / groupe d'entreprises est également «propriétaire» du Royal Excelsior Virton, en région frontalière immédiate (cf. article Le Quotidien du 14 juillet, annexé).

Mes questions au Ministre des Sports sont les suivantes:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette violation apparente des règles UEFA?

- Quelle est son opinion par rapport à cette multiplication de prise de contrôle de plusieurs clubs - jouant le même championnat - par une personne respectivement un groupe d'entreprises appartenant à la même personne?

- Est-ce que Monsieur le Ministre a été ou envisage d'être en contact avec la Fédération nationale, FLF, au sujet de cette problématique?

- Le fait de «posséder» des joueurs / des droits sur des joueurs est interdit suivant les règles du «third-party ownership» (TPO) respectivement strictement réservé aux clubs. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le fait pour une personne / un groupe d'entreprises appartenant à la même personne de contrôler plusieurs clubs puisse faire échec à cette réglementation anti-TPO?

- Au vu du graphisme paru au Quotidien le 30 juin (et annexé), Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas le souci que des transferts (que ce soit un transfert permanent ou temporaire) soient faits exclusivement «intra-groupe» respectivement empêchés vers d'autres clubs, permettant ainsi à un seul et unique intervenant de «vendre» ou de «louer» des («ses») joueurs à sa guise?

- Si un tel intervenant écrit à un de «ses» joueurs: «Tu m'appartiens, tu vas où je veux», Monsieur le Ministre est-il d'avis que cela soit encore compatible avec les droits de l'homme les plus élémentaires? Est-ce qu'il n'y a pas lieu de légiférer en la matière?

Réponse (10.09.2018) de **M. Romain Schneider**, Ministre des Sports:

En tant que Ministre des Sports, et de manière générale, je voudrais rappeler tout d'abord mon attachement aux principes énoncés à l'article 3 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport, article qui stipule notamment que les pouvoirs publics respectent l'autonomie de fonctionnement du mouvement sportif et qu'ils contribuent de manière essentiellement subsidiaire et complémentaire au développement du sport et à la réalisation des objectifs du mouvement sportif.

Je tiens tout autant à faire part de mon souci majeur de voir toutes les compétitions sportives au Luxembourg se dérouler dans les conditions de régularité et d'équité sportive les plus claires et les plus évidentes.

Ceci dit, concernant plus particulièrement le cas évoqué par Monsieur le Député Roy Reding, il y a lieu de préciser qu'il n'existe pas d'obligation pour les clubs sportifs d'informer le Ministère des Sports ni de la composition de leur conseil d'administration ni de leurs sponsors. Si les informations primaires parues dans la presse venaient à être avérées, une prise de contrôle de plusieurs clubs participant au même championnat par une seule et même personne, allant de pair avec de nombreuses mises à disposition voire transferts temporaires de joueurs, ne saurait être bénéfique, à mon sens, au développement sain du football luxembourgeois, et ceci aussi bien d'un point de vue sportif qu'éthique.

Toutefois, pour me faire une opinion plus éclairée sur le sujet, je n'ai pas manqué de solliciter l'avis de la Fédération luxembourgeoise de football quant aux nombreuses questions que Monsieur le Député a soulevées et je puis dès lors lui faire part des réponses suivantes:

1) La FLF constate qu'il n'y a pas de violation des règles de l'UEFA ou de la FIFA.

De même, les articles 28 à 30 du règlement de la FLF sur les membres licenciés, transferts nationaux et transferts internationaux n'interdisent pas les transferts temporaires et ne limitent par leur nombre. Par conséquent, la FLF conclut que le club de Dudelange n'a pas violé non plus les statuts et règlements de la FLF.

2) S'agissant de la présumée multiplication de prise de contrôle de plusieurs clubs disputant le même championnat, la FLF constate encore que le propriétaire des firmes qui sponsorisent le club du F91 Dudelange n'est ni président du club, ni membre de son conseil d'administration, ni membre du conseil d'administration d'un autre club de football au Luxembourg.

3) En tant que Ministre des Sports, je suis en contact régulier, en effet, avec la FLF, qui m'a confirmé, comme dit précédemment, qu'il n'y avait pas de violation des statuts et règlements de la FLF en ce qui concerne la problématique que Monsieur le Député a soulevée.

4) À la connaissance de la FLF, les joueurs transférés temporairement par le club de Dudelange appartiennent exclusivement au club de Dudelange et non pas au sponsor du F91 Dudelange.

La règle du TPO n'est donc pas applicable en l'occurrence puisque la tierce propriété dans le football, ou TPO (de l'anglais third-party ownership), désigne le fait pour un club de céder une partie de ses droits économiques sur un joueur à un ou plusieurs fonds privés (agent sportif, entreprise d'investissement ou autre).

Cette pratique, née en Amérique du Sud, diffère de la notion de copropriété qui désigne quant à elle le fait pour deux clubs de se partager les droits de transfert du joueur.

5) La question des transferts appelés «intra-groupe» par Monsieur le Député, est un choix de politique sportive relevant de la seule compétence des clubs concernés. Ni le Ministère des Sports, ni la FLF ne peuvent intervenir dans ce choix de transferts des clubs tant que les statuts et règlements de la FLF sont respectés.

6) Finalement, légiférer en la matière, tel que demandé par Monsieur le Député, n'est pas de mise au vu de l'autonomie de fonctionnement du mouvement sportif consacrée par la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport. Il n'empêche qu'aucune violation de toute autre loi en vigueur ne saurait être tolérée, puisse-t-elle provenir du monde sportif.

Enfin, si la régularité et l'équité sportive des compétitions de football venaient à être mises en danger, j'apprécierais que la FLF et ses associations membres adaptent leur règlement afférent pour éviter tout dysfonctionnement et toute dérive en la matière.

En effet, même si les règlements sportifs nationaux et internationaux n'interdisent pas la pratique des transferts temporaires, il se pose néanmoins la question du respect de l'éthique sportive d'une compétition si le nombre de transferts temporaires d'un même club vers un autre club semble trop important. Dans tel cas, il serait opportun de trouver à l'avenir une solution afin de conserver l'éthique sportive.

Question 3938 (18.07.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **problèmes de santé liés aux éoliennes:**

Däitschland ass bekanntlech e Virreider an der Wandenergie an Europa, an deemstprechend leien do och vill Erkenntnisser iwwert den Impakt vun esou Installatiounen op de Mënsch an d'Natur vir. Virun allem dës Effekter vu Wandanlagen hunn deemno negativ gesondheetlech Konsequenzen op d'Leit: Schlag-schied, Blëtziicht, optesch Bedrängung, Schall a Kaméidi.

An deem Kontext huet déi däitsch Ärztekammer (Arztesforum Emissionsschutz: Unabhängiger Arbeitskreis Erneuerbare Energien - Bad Orb) rezent Rekommandatiounen erausginn, déi Mindestofstänn zu Wandkraaftinstallatiounen opgrond vun de festgestallte Krankheitsbiller vu Persounen an der Géigend vu Wandkraaftanlage betreffen. Hei emol d'Beschreibung vum „Wandturbinnesyndrom“:

„In vielen Fallstudien zusammengetragene Symptome verdichten sich in einem Syndrom, das durch Dr. Nina Pierpont (USA, 2009) als Windturbinnesyndrome zusammengefasst wurde. Die regelmäßig zu findenden Symptome dieses Syndroms sind:

- Schlafstörungen
- Herz- und Kreislaufprobleme, Herzrasen, Bluthochdruck
- Kopfschmerzen
- Unruhe, Nervosität, Reizbarkeit
- Konzentrationsschwierigkeiten
- rasche Ermüdung, verminderte Leistungsfähigkeit
- Depressionen
- Angstzustände
- (Langzeit)Wirkung auf Kinder???
- ... auf schwangere Frauen???
- ... auf Menschen mit chronischen Erkrankungen???

Doraus geet ervir, datt dës Krankheitsbiller am Ëmfeld vu Wandkraaftinstallatiounen zougehoen hunn:

Abstand	Schwindel	Tinnitus	Schlafstörung
5.000 m (Vergleich)	10%	37%	5,4 PSQI
2.000 m	+10%	+6%	+5%
1.000 m	+20%	+10%	+13%

„Angesichts der international vorliegenden Erkenntnisse halten wir das Festhalten an möglichst kleinen Abständen von ≤ 1.000m aus ge-

sundheits- und gesellschaftspolitischer Sicht nicht für verantwortbar.“

Doraus ergëtt sech dann eng sougenannte „Medizinische Ableitung der notwendigen Mindestabstände“. Dës Fuerderunge ginn deemno vun den däitsche Medezinner un d'Politik:

1. Mindestabstand 10xH (Anlagenhöhe) für Gesundheitsstandorte 15xH;
2. Einbeziehung der C-Schallbewertung in die Schallprognose;
3. Abschaltalgorithmen in Bezug auf
 - a. ungünstige meteorologische Bedingungen mit geringerer Luftschalldämpfung (Luftfeuchtigkeit, Luftschichtung),
 - b. verstärkte Körperschallübertragung,
 - c. ungünstige Windrichtung,
 - d. Hintergrundschallbedingungen (Amplitudenmodulation und tonale Spitzen dürfen den Level des Hintergrundrauschens nicht übersteigen).“

An deem Kontext hunn ech dës Froen un d'Madamm Gesondheitsminister:

1. Sinn déi rezent Constate vun der däitscher Ärztekammer a puncto Impakt vu Wandkraaftanlagen op d'Gesondheet vum Mënsch der Regierung bekannt?
2. Ginn et deemno konkret Rekommandatiounen vum Gesondheitsministère zu Lëtzebuerg a puncto Mindestofstänn beim Bau vu Wandkraaftinstallatiounen, zum Beispill, wéi déi däitsch Dokteren et recommandéieren, e Minimalofstand vun zéngmol der Héicht vun der Installatioun?
3. Ass d'Regierung bereet, déi neiste wëssenschaftlech Erkenntnisser a medezinesch Rekommandatiounen an d'Oplage beim Bau vun neie Wandmille fir d'Energieproduktioun mat opzehuelen?

Réponse commune (17.08.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, Ministre de la Santé, et de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement:

ad 1. De Gesondheitsministère weess Bescheid, dass de Verband vun den däitschen Dokteren fir Emissionsschutz virun de Konsequenze vun den erneierbaren Energie grad ewéi de Protokoll vum däitschen Ärztesdag sech mat de méigleche gesondheetlechen Auswierkunge vu Wandkraaftanlage befasst huet. De sougenannten „syndrome des éoliennes“ gëtt och vun onse belschen a franséschen Noperen evoquéiert. A Frankräich huet d'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) 2017 eng detailléiert an neutral Etüd publizéiert, an där de spezifeschen Effekt vun den déiwe Frequenzen a vum Infraschall, déi vun de Wandkraaftanlage produzéiert ginn, ausgiebig analyséiert gëtt. Folgend Schlussfolgerunge kënnen aus der Etüd vun der ANSES zitéiert ginn:

- Och am onhéierbare Beräich kann Infraschall vun de Wandkraaftanlagen effektiv d'Gläichgewichtsorgan an d'Bannenouer stimuléieren. Am Kader vun der Etüd mat starker Lautstärke goufen och Symptomer vun esou extra-auralen, cochleovestibuläre Stimulatiounen notéiert. Am Fall vun de méi schwaachen Emissionen vun de Wandkraaftanlage gouf eng physiologesch Kausalitéit zu deene Symptomer awer nach ni festgestallt.
- De „Windturbinnesyndrom“ (WTS) ass en Ensemble vu stressbedéngte Symptomer (Schlafstéierungen, Kappwéi, Tinnitus, Gläichgewichtsstéierungen, asw.), déi déi betraffe Leit selwer als Konsequenz vun der Präsenz vu Wandkraaftanlage gesinn. Obwuel dës Symptomer duerch eng perséinlech Perceptioun entstinn a mat Sécherheet déi betraffe Persoun behënneren, ass et onméiglech, eng exklusiv kausal Relatioun mat den Emissionen vun de Wandkraaftanlagen ze erstellen.

- Et gëtt eng Rei vu qualitativen Etüden, wéi zum Beispill déi vu Crichton et al. vun 2014, déi kloer weisen, dass de perséinlechen Angschtzustand vun de betraffene Leit ausschlaggebend ass, wat d'Ausléise vun de Symptomer vum WTS uegt. Dëselwecht Etüd weist och no, dass d'Angscht virum WTS déi beschriwwene Symptomer ausléist, souguer wann

den eigentleche Stimulus net präsent ass (Nocebo-Effekt).

D'Schlussfolgerung aus der Analys vum der ANSES ass also, dass bei deem Grupp vu be-
traffene Leit wuel d'Präsenz vum de Wandkraaft-
anlage behënnerend Symptomer ausléist, mä
dass en direkte kausale Lien mat den Emis-
sione bis elo nach net fonnt ginn ass. De Ge-
sundheitsministère wäert d'Evolution vum de-
ser Problematik suivéieren.

ad 2. Aktuell huet de Gesundheitsministère
keng konkret Recommendatiounen un déi be-
traffen Autoritéit gemaach, déi op Basis vum
der aktueller Legislatioun en Afloss op de Bau
oder de Betrib vu Wandkraaftanlagen hunn.

Aus de rezenten Etüden an Analysen zum Im-
pakt vum de Wandkraaftanlage komme ver-
schidde Recommendatiounen ervir, déi de Ge-
sundheitsministère och ënnerstëtzt.

1. D'Benotze vun auditive Limitatiounswäerter
mam Ponderationsfilter C.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration
parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la
Chambre - Rôle des affaires - Questions parle-
mentaires - rechercher n° de la question.)

Dezibel-Ponderationsfiltere gi benotzt, fir
d'Lautstäerkt vum engem Geräisch jee no sen-
ger Natur an no der Sensibilitéit vum mën-
schlechen Ouer unzepassen.

Deen am meeschte benotzte Ponderations-
filter ass den A-Filter. Den A-Filter ass spezifesch
op d'Sensibilitéit vum mënshlechen Ouer uge-
passt, mä e schléisst déi déif Frequenzen aus.

Am auditive Spektrum vum de Wandkraaftan-
lage sinn déi déif Frequenzen an den Infraschall
awer predominant. Etüden (Persson Wayne,
2001) weisen daitlech, dass de Ponderations-
filter C, deen déi déif Frequenze méi beuecht,
e bessere Predicteur vu Kloe bei Kaméidi ass,
wou déi déif Frequenzen dominéieren. Bei den
auditiven Emissionne vum de Wandkraaftanlage
wäert et deemno besser, d'Limitten mat Wäerter
an dB(C) auszudrécken.

Et muss op dësem Niveau awer spezifizéiert
ginn, dass déi aktuell ugewannt A-Filter-Wäer-
ter och scho garantéieren, dass déi déif Téin an
den Infraschall vum de Wandkraaftanlagen de
Gehéierpegel vum de betroffenen Awunner net
iwwerschneiden.

2. Opklärung vum de betroffenen Awunner.

Wéi et virun erklärt ginn ass, ass d'Mess-
traue vum de betroune Leit dee wichtigste
Facteur, wat d'Ausléise vum Stress an deenen
domat verbundene Symptomer ugeet. Aus
deem Grond ass et wichteg, d'Awunner mat
pertinenten Informatiounen par rapport zu den
Emissionne vum de Wandkraaftanlagen ze in-
forméieren. D'Informatiounen mussen aktuell a
wëssenschaftlech beluecht sinn, fir all den Des-
informatiounen ze widderstoën, déi d'Leit an
de Medie liese kënnen.

Dës Opklärung soll am beschte virun all öffent-
lecher Enquête geschéien a soll un all déi Leit
geriicht ginn, déi vum de Projete concernéiert
sinn, net nëmmen d'Awunner vum der Ge-
meng, an där d'Wandkraaftanlagen implan-
téiert ginn.

3. Systematesch Iwwerwaachung vum de
Wandkraaftanlagen.

Autorisatioun fir de Bau vu Wandkraaftanlage
ginn zu Lëtzebuerg op Basis vum enger prädik-
tiver Modellisatioun vum den Emissionne vum
den Anlagen accordéiert. Dës Modellisatioun
sinn den topografeschen Eegeschaften vum Im-
plantatiounssite ugepasst an eng Feeler-
marge gëtt ugewannt. Trotzdeem kënnen verschidde
Kritären, besonnesch déi meteorologesch, ex-
trem Variatiounen ervirbréngen.

De Kontrollmechanisme kënn deemno eng
grouss Bedeutung zou.

Zousätzlech misste folgend Punkten och nach
ernimmt ginn:

- Wann ee vun enger effikasser Modellisatioun
vum de visueller Effekter an auditiven Emissi-
ounen, vum dB(C)-Limitten, vun effikasser Kon-
trollmechanismen a vun enger méiglecher Dros-
selung vum de Wandkraaftanlagen ausgeet, ass
d'Applikatioun vu Mindestofstänn net néideg.
Eng Etüd vu Pedersen et al. vum 2000 weist
awer, dass de visueller Impakt vum de
Wandkraaftanlagen de stäerksten Ausléiser vu
Mësstrauen a Stress bei de Wandkraaftanlagen
ass. Am Beräich vum de Moossunge vum den
deiwé Frequenzen a vum Infraschall feelt et ak-
tuell nach un Normen a Standarden. Och Nor-
men, déi am dB(C)-Filter ausgedréckt sinn, gëtt
et nach keng richteg. Et lafen awer aktuell Re-
cherchen an Aarbechten an deem Beräich, wéi

zum Beispill a Frankräich d'Ausschaffe vum der
NF S31-114 (Acoustique - Mesurage du bruit
dans l'environnement avant et après installa-
tion éolienne) oder an Däitschland d'Reform
vum der DIN 45680 (Messung und Beurteilung
tieffreuenen Geräuschmissionen). De Suivi
vum deenen Aarbechten ass ze recommendéie-
ren.

ad 3. D'Ëmweltlegislatioun gëtt lafend uge-
passt. Wa Schwaachpunkte sech sollte confir-
méieren, ass dorop ze reagéieren.

Question 3941 (19.07.2018) de **MM. Marco Schank, Aly Kaes, Emile Eicher** et **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **CIS Diekirch**:

Le 1^{er} juillet 2018 les différents acteurs natio-
naux des secours se sont regroupés au sein du
Corps grand-ducal d'incendie et de secours
(CGDIS). Selon les informations parues dans la
presse, une douzaine de personnes auraient
démissionné ces dernières semaines du CIS
Diekirch.

À la lumière de ces informations, nous aime-
rions poser les questions suivantes à Monsieur
le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confir-
mer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Le CIS Diekirch est-il encore opérationnel?

- Dans la négative, comment Monsieur le Mi-
nistre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (04.09.2018) de **M. Dan Kersch**,
Ministre de l'Intérieur:

De prime abord je tiens à préciser que depuis
l'entrée en vigueur de la loi du 27 mars 2018
portant organisation de la sécurité civile, le 1^{er}
juillet 2018, l'organisation et la gestion des ser-
vices de secours sont désormais de la compé-
tence du conseil d'administration du nouvel
établissement public dénommé «Corps grand-
ducal d'incendie et de secours (CGDIS)», qui
est paritairement composé de représentants du
secteur communal et de l'État. L'établissement
public jouit notamment de l'autonomie admi-
nistrative, de sorte que, malgré la surveillance
administrative que je me dois d'exercer dans le
strict cadre de la loi, je ne pourrais m'immiscer
dans la gestion journalière du CGDIS.

Au regard des informations parues dans la
presse, selon lesquelles plusieurs personnes au-
raient démissionné du CIS Diekirch, je suis en
mesure de confirmer, selon les informations
obtenues par le directeur général du CGDIS,
Monsieur Paul Schroeder, que dix personnes
ont décidé de suspendre leurs activités et que
40 personnes restent attachées au CIS Diekirch.

Au vu de ce qui précède, il est à préciser que
depuis la date des faits, le CIS Diekirch reste
opérationnel, aucun changement d'activités
n'a été constaté par le Central des secours d'ur-
gence, CSU-112. En effet, tous les appels et de-
mandes d'intervention ont pu être exécutés.

Plus encore, je tiens à rappeler que depuis le 1^{er}
juillet 2018, une chaîne de commandement a
été mise en place, permettant une organisation
opérationnelle et territoriale plus efficace. Ainsi,
afin de garantir des interventions plus rapides,
il n'est plus strictement tenu compte des terri-
toires des communes de sorte qu'à l'incident
qui se produit dans une commune, il sera ré-
pondu par les intervenants les plus proches du
lieu du sinistre.

Question 3944 (20.07.2018) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Martine Mergen**
(CSV) concernant les **gardes sur place pré-
vues par la législation**:

Selon l'annexe 2 de la loi du 8 mars 2018 rela-
tive aux établissements hospitaliers et à la pla-
nification hospitalière, «une maternité qui as-
sure moins de 1.500 accouchements par an
dispose au moins d'une disponibilité 24 heures
sur 24 et 7 jours sur 7 sur appel et dans des dé-
lais compatibles avec l'impératif de sécurité, du
médecin spécialiste en gynécologie-obstétrique
et du médecin spécialiste en anesthésie pour la
prise en charge de la femme enceinte et partu-
riente, ainsi que du médecin spécialiste en pé-
diatrie pour la prise en charge du nouveau-né.
Une maternité de niveau 1 qui assure annuelle-
ment 1.500 accouchements ou plus, ou une
maternité de niveau 2 quel que soit son niveau
d'activité, doit disposer d'une présence, 24
heures sur 24 et 7 jours sur 7 sur le site de
l'établissement, d'un médecin spécialiste en
gynécologie-obstétrique, d'un médecin spécia-
liste en anesthésie pour la prise en charge de la

femme enceinte et parturiente, ainsi que de la
présence d'un médecin spécialiste en pédiatrie
pour la prise en charge du nouveau-né.»

Le plan hospitalier ne prévoit cependant au-
cune disposition concernant l'indemnisation
des médecins qui assurent la garde. Dans une
réponse commune à la question parlementaire
n°3776 de Messieurs les Députés Halsdorf et
Mosar en date du 24 avril 2018, le Ministre de
la Sécurité sociale et la Ministre de la Santé font
savoir que «les acteurs concernés effectuent en
ce moment une analyse des différentes options
en matière de compensation financière des
gardes».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les
questions suivantes à Madame la Ministre de la
Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité
sociale:

1) Sur quelles normes internationales Madame
la Ministre s'est-elle référée précisément en in-
stituant des gardes sur place dans les maternités
avec plus de 1.500 accouchements par an?

2) Qu'implique ce cadre en besoins de recrute-
ment au Luxembourg des médecins spécialistes
visés?

3) Madame la Ministre ne juge-t-elle pas que
cette disposition ne mette en place des normes
de qualité et des couvertures de sécurité diffé-
rentes selon l'établissement et par extension de
la région, dans la mesure où les femmes accou-
chant au CHEM (Centre Hospitalier Emile
Mayrisch) ou au CHdN (Centre Hospitalier du
Nord) ne se voient pas accorder le service
d'une présence 24 heures sur 24 et 7 jours sur
7 d'un médecin spécialiste en gynécologie-ob-
stétrique et d'un anesthésiste?

4) Sachant que les infirmiers travaillant en as-
treinte seront rémunérés suivant leur contrat
collectif et qu'il n'est par contre pas prévu de
prime d'astreinte ou autre rémunération pour
les médecins, Madame, Monsieur les Ministres
ne considèrent-ils pas que ceci constitue une
entrave à l'égalité de traitement, et, si oui, ont-
ils déjà élaboré des propositions de compensa-
tion financière?

5) Dans la mesure où les femmes enceintes
préfèrent avoir recours à leur gynécologue de
confiance habituel pour les assister pendant
leur accouchement et que de manière géné-
rale, cette habitude a fait ses preuves, Mon-
sieur, Madame les Ministres ne sont-ils pas
d'avis que le gynécologue désigné pour assurer
la présence sur place risque de tourner à vide
alors que ses confrères continueront à venir as-
sister leurs patientes?

Réponse commune (24.08.2018) de **Mme
Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M.
Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité so-
ciale*:

ad 1) Un classement des maternités selon leur
niveau de technicité existe dans la plupart des
systèmes de santé. Chez nos voisins, l'organisa-
tion de la prise en charge des femmes en-
ceintes et des naissances fait l'objet de décrets
(France, en particulier les décrets du 10 oc-
tobre 1998), de décisions fédérales (Allemagne,
Qualitätssicherungs-Richtlinie Früh- und Reifge-
borene, SGB-V), ou d'arrêtés royaux (Belgique,
arrêtés royaux fixant les normes...). De manière
plus générale, elle fait également l'objet de re-
commandations émises par les sociétés médi-
cales et scientifiques internationales et les
groupes d'experts.

La présence sur place d'un médecin obsté-
trien et d'un anesthésiste est, selon ces référen-
tiels (France¹, Allemagne²), requise pour les
maternités qui assurent la prise en charge de
grossesses à risque, les accouchements préma-
turés avant la 32^e semaine de grossesse et les
accouchements de nouveau-nés de poids infé-
rieur à 1.500 g. La présence sur place de mé-
decins spécialistes en pédiatrie (avec présence
en néonatalogie le cas échéant) est également
prévue par les référentiels français, allemands
et belges³ pour de telles maternités ainsi que
pour les services de néonatalogie intensive.

Pour les maternités prenant en charge des
grossesses et des accouchements à risque,
l'American College of Obstetricians and Gyne-
cologists et la Society for Maternal-Fetal Medi-
cine recommandent sans équivoque une pré-
sence sur site de l'obstétricien («ob-gyn avai-
lable onsite at all times») et de l'anesthésiste-
réanimateur («anesthesia services available at
all times onsite») ⁴. L'European Board and Col-
lege of Obstetrics & Gynaecology (EBCOG) a

¹ <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000756322&categorieLien=id>

² https://www.g-ba.de/downloads/62-492-1487/QFR-RL_2017-10-19_iK-2018-01-01.pdf

³ Normes applicables aux hôpitaux avec service
NIC: https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=8791#FR_16109056

⁴ <https://www.acog.org/Clinical-Guidance-and-Publications/Obstetric-Care-Consensus-Series/Levels-of-Maternal-Care>

publié des standards relatifs aux accouche-
ments, précisant le niveau de disponibilité pour
les médecins spécialistes en obstétrique («avai-
lable immediately to deal with obstetric emer-
gencies»), pour les médecins anesthésistes
(«available at all times during childbirth») et
pour les médecins spécialistes en pédiatrie
(«24-hour availability in obstetric units»).

La France utilise en outre depuis 1998 le critère
du nombre d'accouchements, quel que soit le
niveau de classement des maternités, pour im-
poser la présence sur place de médecins spé-
cialistes à partir de 1.500 accouchements an-
nuels.

Le texte du décret français de 1998 est expli-
cite: «Indépendamment du niveau de la mater-
nité, toute unité d'obstétrique qui effectue plus
de 1.500 accouchements par an doit disposer de:

- un gynécologue-obstétricien présent tous les
jours de l'année, 24 heures sur 24, dans l'unité
d'obstétrique;

- un anesthésiste-réanimateur présent tous les
jours de l'année, 24 heures sur 24, dans l'éta-
blissement de santé, sur le même site, en
mesure d'intervenir dans l'unité d'obstétrique
dans des délais compatibles avec l'impératif de
sécurité; si l'unité réalise plus de 2.000 nais-
sances par an, l'anesthésiste-réanimateur est
présent tous les jours de l'année, 24 heures sur
24, dans l'unité d'obstétrique;

- un pédiatre, présent sur le site de l'établisse-
ment de santé ou en astreinte opérationnelle,
pouvant intervenir en urgence, tous les jours
de l'année, 24 heures sur 24, dans un délai
compatible avec l'impératif de sécurité.»

Un rapport officiel de la situation des materni-
tés en France en 2016, publié en 2017, ne re-
met pas en cause ces dispositions sécuritaires.⁵

ad 2) L'exercice médical libéral au Luxembourg
n'étant pas soumis à des dispositions uni-
voques en matière de réglementation du
temps de travail hebdomadaire, les estimations
n'ont qu'une valeur indicative et préliminaire.

Ainsi, sans tenir compte du temps de travail
des médecins agréés aux centres hospitaliers
luxembourgeois, le relevé des médecins spécia-
listes déclarés lors de l'élaboration de la carte
sanitaire pour 2017 est repris ci-dessous:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration
parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la
Chambre - Rôle des affaires - Questions parle-
mentaires - rechercher n° de la question*).

Dans les pays où le temps de travail médical à
l'hôpital est réglementé à 48 heures de travail
par semaine, comme en Belgique⁶ ou en
France⁷, des estimations précises des effectifs
nécessaires ont été menées.

En France, par exemple, la Société française
d'anesthésie et de réanimation a effectué le
calcul des effectifs nécessaires pour assurer un
«temps médical continu», c'est-à-dire une
garde avec la présence continue d'un médecin,
24 heures sur 24 et tous les jours de l'année
dans un service. Sur base d'un temps de travail
de 48h/semaine, et en déduisant 69 jours an-
nuels (25 jours de congé par an, 20 jours de ré-
cupération, 15 jours de formation médicale
continue et neuf jours fériés sur jour ouvrable),
la couverture médicale continue nécessite 4,8
équivalents temps plein⁸. À ces effectifs
viennent s'ajouter les médecins nécessaires
pour les activités menées durant les heures nor-
males de la semaine.

Le tableau des effectifs médicaux ci-dessus in-
dique que l'organisation d'un «temps médical
continu», dans les deux centres hospitaliers
luxembourgeois concernés par l'obligation de
la présence 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7
sur le site de l'établissement, est a priori pos-
sible sans nécessité de recrutement supplémen-
taire.

ad 3) L'organisation sanitaire en niveaux de
soins a le mérite de définir le niveau de com-
plexité et de risque que chaque maternité s'en-
gage à assurer. Cette organisation permet éga-
lement de déployer les moyens de manière rai-
sonnée, en fonction de la disponibilité de ces
moyens et de ces compétences (nombre limité
de spécialistes formés et expérimentés pour les
situations complexes). Le public et les familles
concernées peuvent ainsi s'orienter en sachant
où et comment l'offre de soins qui répond le
mieux à ses besoins est déployée.

⁵ <http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/er1031.pdf>

⁶ <http://www.emploi.belgique.be/defaultTab.aspx?id=33092>

⁷ Code de la santé publique, règles de décompte du
temps de travail fixées par l'article R.6152-27

⁸ http://www.snpeh.fr/wp-content/uploads/2016/02/rtt_sfar.pdf



Ainsi, une maternité de niveau 1, comme celle du CHEM ou du CHdN, assure la prise en charge des grossesses normales, des accouchements et de la prise en charge du nouveau-né dans des situations fréquentes et sans gravité. Une maternité de niveau 1 qui assure plus de 1.500 accouchements par an peut en outre assurer le suivi des grossesses pathologiques et la prise en charge de nouveau-nés présentant des difficultés d'adaptation. Une maternité de niveau 2 assure la prise en charge des grossesses normales, pathologiques et à haut risque et des nouveau-nés nécessitant des soins intensifs spécialisés ou présentant des détresses graves.

De telles dispositions permettent d'offrir à chaque femme enceinte, à chaque accouchée et à chaque nouveau-né une offre de soins transparente et une équité d'accès à des soins adaptés pour toute situation prévisible. Afin que chaque situation à risque puisse bénéficier du niveau de prise en charge adapté à son cas, la loi prévoit d'ailleurs des conventions entre les maternités qui régissent les transferts des femmes enceintes et des nouveau-nés, selon des critères et des modalités portés à l'attention du public.

Le risque de survenue d'une situation urgente et imprévisible ne pourra évidemment jamais être réduit à zéro. Cependant, la probabilité d'une telle situation, pour laquelle un transfert ne serait pas possible dans les délais compatibles avec la sécurité de la mère ou de l'enfant, est moins grande dans une maternité de moindre volume.

ad 4) Les ministres soussignés donnent à considérer que les médecins ne sont pas visés par les dispositions du contrat collectif des infirmiers.

Pour le surplus, ils renvoient les honorables Députés à leur réponse commune à la question parlementaire n°3776 du 24 avril 2018.

ad 5) Les dispositions légales en matière de garde sur place visent à assurer la sécurité de la mère et du nouveau-né en situation urgente, lorsque leur médecin de confiance n'est pas disponible. L'utilité de la présence de médecins spécialistes sur place, qui a d'ailleurs fait ses preuves à l'étranger, contribuera également au Luxembourg à améliorer la sécurité de la mère et du nouveau-né. Toujours est-il que les dispositions concernées de la loi précitée du 8 mars 2018 devront encore faire l'objet d'une évaluation statistique avant de pouvoir être confirmées.

Question 3947 (23.07.2018) de **MM. André Bauler et Max Hahn** (DP) concernant la **ponctualité des trains**:

Dans sa réponse à la question parlementaire n°3545, Monsieur le Ministre allègue une ponctualité moyenne des trains au départ de 94,09% et des trains à l'arrivée de 90,84% en 2017. Toutefois, Monsieur le Ministre précise que seulement les retards supérieurs à six minutes sont pris en considération.

De plus, il nous revient que les trains supprimés ne sont pas pris en compte dans ces statistiques. De même, il nous revient que les trains accusant un retard trop important seraient souven- tement supprimés.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, à partir de combien de minutes de retard un train est-il supprimé?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions relatives au nombre de trains qui, en moyenne, sont supprimés, selon une répartition journalière par heure et par ligne pour les douze derniers mois?

- L'introduction d'un nouvel horaire le 10 décembre 2017 a-t-elle eu une incidence sur la ponctualité et la fréquence de suppression des trains?

- Sachant que la ponctualité et la fiabilité des trains est un des critères clés dans la promotion des transports publics, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre afin d'accroître la ponctualité sur le réseau ferroviaire, outre celles qu'il a annoncées il y a quelques semaines?

Réponse (29.08.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Comme déjà indiqué dans le cadre de la question parlementaire n°3545, je peux confirmer qu'en 2017 la ponctualité moyenne de trains

CFL au départ s'est élevée à 94,09% et à 90,84% à l'arrivée.

Par ailleurs, en se conformant à la définition du retard telle que recommandée par la Commission européenne, seuls les retards supérieurs à six minutes sont pris en considération pour les statistiques de «ponctualité trains» ci-dessus.

Les trains supprimés ne sont pas pris en compte dans cette statistique, mais sont documentés dans une statistique à part. Il arrive effectivement que des trains qui ont un retard important soient supprimés sur une partie de leur parcours. Cette mesure est prise pour éviter que ce retard ne se répercute sur le reste de la journée, et pour assurer un retour plus rapide à l'horaire nominatif.

Il n'existe pas de seuil fixe pour le retard à partir duquel un train est supprimé. Cette décision est prise au cas par cas en tenant compte de la situation spécifique.

Concernant la moyenne des suppressions des trains selon une répartition journalière, on peut distinguer les heures de pointe du matin (06h00-09h00), la période hors pointe, ainsi que les heures de pointe du soir (16h00-19h00). En voici le détail par ligne pour 2017 et pour le premier semestre de 2018:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

C'est en heure de pointe que le réseau est le plus chargé de sorte que la probabilité qu'un incident engendre une suppression est la plus élevée. À noter que ces chiffres prennent en compte l'ensemble des suppressions (partielles et totales). Pour le premier semestre 2018, les suppressions partielles (qui sont des suppressions d'un ou plusieurs arrêts uniquement, par exemple suite à un retard important du train), représentent 33% du total des suppressions. Ces chiffres prennent aussi en compte des causes externes et les grèves à l'étranger. Au cours du premier semestre 2018, des grèves répétées sur le réseau français ont fortement impacté les suppressions sur les lignes 70 et 90.

La ponctualité moyenne des trains CFL s'est améliorée sur le premier semestre 2018 avec 92,2% contre 90,8% en 2017.

Le retard moyen par train a diminué de 2,3 minutes en 2017 à 2,0 minutes en 2018.

Concernant le nombre de suppressions de trains, si l'on exclut l'ensemble des suppressions dues à des grèves sur le réseau français, on constate une amélioration sur 2018 par rapport au prorata 2017, signe aussi d'une amélioration de la robustesse de l'horaire. Hors grèves, le nombre de suppressions est ainsi passé de 3.822 à 3.246.

Il faut toutefois signaler que le nouvel horaire n'a pas seulement permis divers ajustements pour tenir compte de la surcharge du réseau, il a aussi permis d'introduire une nouvelle offre avec la mise en service de la gare de Pfaffenthal-Kirchberg, la mise en service de la gare Howald (phase 1) et la mise en place de trains transversaux.

Le réseau ferré luxembourgeois a certaines particularités, telles que son organisation en étoile autour de la gare de Luxembourg, son trafic transfrontalier intense ou encore sa mixité de transports voyageurs et marchandises. Ainsi, avec en moyenne 1.000 trains par jour, le réseau fonctionne en heure de pointe au maximum de sa capacité, avec des cadences soutenues. Des goulots d'étranglement se forment et le moindre incident interne ou externe engendre un effet domino sur les autres trains. Une fois que les retards accumulés deviennent trop importants, l'exploitation ne peut plus être stabilisée sans recourir à des suppressions de trains.

De grands projets d'infrastructure sont en cours et prévus sur les années à venir, avec des efforts d'investissement considérables, incluant notamment l'extension de la gare de Luxembourg, la construction d'une nouvelle ligne Luxembourg - Bettembourg, la construction du second viaduc Pulvermühle, la mise à double voie du tronçon vers Sandweiler - Contern, sans oublier la suppression de passages à niveau. Par ailleurs, ce sont 34 nouvelles rames qui seront livrées et mises en service entre décembre 2021 et décembre 2024. Tous ces efforts visent à augmenter la capacité et le confort ainsi que la robustesse du réseau.

Question 3957 (25.07.2018) de **M. Georges Engel** (LSAP) concernant les **psychomotriciens**:

Selon mes informations les délais d'attente pour obtenir un rendez-vous pour entamer une thérapie de rééducation psychomotrice est actuellement de presque un an et malgré le fait qu'il y ait de plus en plus de demandes de soins dans cette branche, il y aurait une baisse du nombre des cabinets indépendants.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Quel est le nombre de psychomotriciens diplômés actuellement autorisés à exercer la profession au Luxembourg?

2) À combien se chiffre le nombre de cabinets exerçant cette profession de façon libérale?

3) Est-il exact que l'offre de soins de psychomotricité est en baisse et pour quelles raisons?

4) Est-ce qu'il est prévu de revaloriser les tarifs pour tenir compte notamment des loyers en augmentation constante et pour revaloriser cette profession?

Réponse commune (24.08.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

ad 1) Suivant le registre professionnel des rééducateurs en psychomotricité tenu à jour au Ministère de la Santé, 158 rééducateurs en psychomotricité sont autorisés à exercer la profession au Luxembourg au 31 décembre 2017.

ad 2) À cette même date, le nombre de cabinets libéraux comptant des rééducateurs en psychomotricité s'élève à 24, au sein desquels 25 rééducateurs en psychomotricité déclarent une activité.

Cela étant, le nombre de prestations de psychomotricité délivrées à charge de l'assurance maladie a évolué comme suit entre 2015 et 2017:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ainsi, le nombre de psychomotriciens facturant des prestations à charge de l'assurance maladie varie peu et se situe légèrement au-dessus de 50.

Si on pose comme critère d'activité une activité minimale correspondant à un nombre de prestations délivrées correspondant à un montant brut de plus de 2.500 € en 2017, le nombre de psychomotriciens disposant au 1^{er} juillet 2018 d'un code facturier actif est de 40. Sur base des prestations facturées en 2018 jusqu'au mois de juillet, il semble que ce nombre soit en train de diminuer. Parmi les prestataires qui, sur base des chiffres disponibles se trouvaient en activité libérale régulière en 2017, on peut constater qu'il y en a une dizaine pour lesquels aucune activité libérale n'a été facturée à la CNS pendant la première moitié de 2018.

ad 3) Selon les données du registre des rééducateurs en psychomotricité, le nombre de rééducateurs en psychomotricité autorisés est pourtant en hausse constante (+86% de 2012 à 2017). Il en est de même pour les rééducateurs en psychomotricité praticiens qui prodiguent des soins aux patients (+53%). Cette hausse est supérieure à la croissance de la population résidente (+12% sur la même période).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il est donc inexact d'affirmer que l'offre de soins en psychomotricité est en baisse au Luxembourg; bien que le nombre de praticiens dont l'activité principale se situe en cabinet libéral reste constant, une progression importante du nombre de praticiens est observée dans les secteurs hospitaliers, le long séjour, le secteur conventionné, voire la fonction publique.

ad 4) À l'instar de la revalorisation opérée pour les infirmiers et pour les prestataires dans le domaine des soins palliatifs opérée par voie de la loi budgétaire pour l'exercice 2018, une revalorisation pour d'autres professions de santé peut seulement s'opérer par voie législative. Il y a néanmoins lieu de préciser que l'effet des revalorisations instaurées par les différents accords salariaux ou par voie de mesures législatives dérègle les mécanismes de négociations tarifaires existants.

Question 3968 (02.08.2018) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **risque de manipulations des élections européennes de mai 2019**:

Dans un article paru samedi dernier dans le journal «The Guardian», le Commissaire européen à la sécurité, Julian King, a urgé les États membres de prendre au sérieux le risque de cyberattaques, voire de manipulation des élections européennes. Des campagnes de désinformation, la propagation de fausses nouvelles etc., l'utilisation abusive des réseaux sociaux exigent des États membres d'élaborer des plans de prévention.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Luxembourg dispose-t-il d'un tel plan?

- Le Gouvernement est-il en mesure de nous fournir les éléments phares de ce dispositif?

- Le Gouvernement estime-t-il que ce plan de prévention permette de lutter efficacement contre d'éventuelles cyberattaques, respectivement de démasquer des manipulations, de fausses informations etc.? À défaut, comment combler les lacunes identifiées?

Réponse (24.08.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Monsieur le Député se réfère dans sa question parlementaire à un article paru en date du 28 juillet 2018 dans le journal «The Guardian». Dans cet article, Monsieur Julian King, commissaire européen, met les États membres en garde contre le risque de cyberattaques visant à manipuler le processus électoral ou les technologies de vote d'une part et le risque de tentatives de manipulation de l'électeur par la désinformation à travers les réseaux sociaux d'autre part.

Dans ce contexte, j'ai l'honneur d'informer Monsieur le Député que le vote électronique ne sera pas pratiqué au Grand-Duché, de sorte que la surface d'exposition à des cyberattaques dans ce domaine se trouve fortement réduite. La transmission des résultats par les bureaux de vote principaux des communes au bureau centralisateur gouvernemental et la publication des résultats officiels par ce dernier sont réalisées par le biais de systèmes informatiques développés par le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE). Ces systèmes informatiques répondent aux règles de l'art en matière de sécurité. Le bon fonctionnement de ces systèmes est surveillé et assuré le jour des élections par un grand nombre d'agents de l'État. Cette surveillance rapprochée permet de réagir rapidement en cas de problèmes et de prendre les mesures qui s'imposent. En cas de cyber attaques, et en fonction de l'envergure de ces attaques, l'activation du plan gouvernemental d'intervention d'urgence face aux attaques contre les systèmes d'information pourrait être décidée. Il est important de noter dans ce contexte que les résultats qui sont publiés par le bureau centralisateur gouvernemental ne présentent qu'un caractère officieux, la proclamation des résultats officiels se fera par le président du bureau principal de chaque circonscription sur base des bulletins de vote transmis par les bureaux de vote principaux des communes.

Pour ce qui est de la diffusion de fausses informations sur les réseaux sociaux visant une personne dans le but de manipuler l'opinion des citoyens, il y a lieu de noter que des propos difamatoires diffusés par ce biais tombent, le cas échéant, sous le champ d'application des dispositions pénales afférentes.

En ce qui concerne enfin les discussions concernant la sécurisation des processus électoraux électroniques, le Luxembourg a suivi de façon rapprochée et a contribué activement à l'élaboration du guide de recommandations «Compendium Cyber Security of Election Technology» du groupe de coopération que la Commission européenne a mis en place dans le contexte de l'adoption de la directive n°2016/1148 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union.

Question 3986 (09.08.2018) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **vente par ArcelorMittal de l'usine de galvanisation de Dudelange**:

Selon plusieurs articles de presse la reprise d'Ilva par ArcelorMittal s'annonce plus compli-

quée que prévu. Le nouveau Gouvernement italien a effectivement formulé de nouvelles exigences quant à la reprise envisagée. Le Vice-Premier Ministre italien a même soulevé une possible annulation de l'appel d'offres suite à la découverte de plusieurs infractions dans la procédure par l'autorité italienne anticorruption.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les assertions faites récemment dans la presse écrite?

- Dans l'affirmative, est-ce que ces menaces pourraient avoir une conséquence pour l'usine de Dudelange, dont la vente a été validée en mai par la Commission européenne?

- À part Salzgitter, est-ce qu'il existe à ce moment encore d'autres repreneurs potentiels pour l'usine de Dudelange?

Réponse (24.08.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Le nouveau Gouvernement italien a formulé mi-juin des réserves concernant la reprise de la société italienne Ilva par ArcelorMittal et a notamment demandé des engagements environnementaux et sociaux supplémentaires. En conséquence, les autorités italiennes ont reporté au 15 septembre la date de validation de l'opération de reprise d'Ilva par ArcelorMittal, initialement prévue le 1^{er} juillet 2018.

Suite à l'acceptation de cette requête et la remise le 23 juillet d'un avenant au contrat initial signé en juin 2017, ArcelorMittal reste actuellement en attente d'une réponse des autorités italiennes à ses propositions.

Concernant la possible annulation de l'appel d'offre octroyant Ilva à ArcelorMittal, l'enquête de l'Autorité nationale anti-corruption italienne (ANAC) est en cours. Cette enquête ne porte pas sur des allégations d'actes répréhensibles imputables à ArcelorMittal, mais plutôt sur des «anomalies possibles» du processus mené par le précédent Gouvernement italien. Cette enquête n'est pas suspensive du processus d'acquisition d'Ilva par ArcelorMittal et des échanges entre le Gouvernement italien et l'entreprise. Une réponse devrait être fournie prochainement par l'ANAC.

L'usine d'ArcelorMittal Dudelange figure parmi les usines de production à changer d'actionnaire, afin de respecter les exigences de la Commission européenne en matière de fusion d'entreprises. Jusqu'à présent, ArcelorMittal a confirmé que plusieurs entreprises s'étaient montrées intéressées par la reprise de certains de ses sites, y compris celui de Dudelange, mais sans fournir l'identité de ces entreprises, afin de ne pas perturber les discussions en cours. Au cas où la reprise d'Ilva par ArcelorMittal ne se réaliserait pas, l'usine de Dudelange ne devrait plus être vendue et pourrait ainsi rester dans le giron d'ArcelorMittal.

Mes services suivent avec attention ce processus d'une éventuelle cession, dans l'objectif de favoriser une solution qui aura la capacité de développer l'activité et de préserver les emplois au Luxembourg.

Question urgente 4035 (06.09.2018) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **vote par correspondance**:

Tout électeur peut demander de voter par correspondance lors des élections législatives d'octobre 2018. Selon les dispositions de l'article 177 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, les enveloppes contenant le suffrage doivent parvenir au bureau de vote destinataire du suffrage au plus tard avant 14.00 heures du jour du scrutin.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il informer si l'Entreprise des postes et télécommunications a fixé une date butoir pour l'envoi par voie postale des bulletins de vote par correspondance afin qu'ils parviennent en temps utile aux bureaux de vote des communes?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre peut-il me communiquer cette date?

- Le Gouvernement entend-il informer le grand public sur cette date limite?

- Est-ce que les bulletins de vote par correspondance peuvent également être remis dans les bureaux de vote des communes avant 14.00 heures du jour du scrutin?

- Le Gouvernement n'entend-il pas informer le grand public sur les différentes procédures?

Réponse (13.09.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

- Dans le contexte des préparatifs usuels des élections législatives du 14 octobre prochain, POST Luxembourg a informé le Ministère d'État que, pour des raisons d'ordre logistique, il existait un délai incompressible de quelques jours avant la date des élections au-delà duquel l'arrivée à destination en temps utile des bulletins de vote par correspondance postés ne pouvait pas être garantie.

Afin de réduire ledit délai à un strict minimum, le Ministère d'État a décidé d'utiliser lors des élections législatives à venir des enveloppes de transmission de l'enveloppe électorale d'une couleur particulièrement voyante, ce qui permettra à POST Luxembourg d'accélérer l'opération de triage et d'acheminement des enveloppes contenant le vote par correspondance et de reporter ainsi la date butoir pour leur envoi au jeudi précédant le jour du scrutin à 21.00 heures.

- L'article 177 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 dispose que les enveloppes contenant le suffrage doivent parvenir au bureau de vote destinataire du suffrage au plus tard avant 14.00 heures du jour du scrutin. Il s'ensuit que les enveloppes électorales contenant le bulletin de vote par correspondance qui sont déposées en bonne et due forme, c'est-à-dire dans leur enveloppe de transmission et avant 14.00 heures, au bureau de vote principal de la commune d'inscription, sont acceptées. Les électeurs qui se présentent avec leur enveloppe au bureau de vote principal vont, le cas échéant, être redirigés vers le bureau de vote qui s'occupe du vote par correspondance. Afin de garantir une application uniforme de l'article 177 par l'ensemble des bureaux de vote, un courrier en ce sens a été adressé aux présidents des bureaux principaux des circonscriptions.

- Le Ministère d'État a prévu d'informer le public sur l'ensemble de ces éléments d'ordre pratique liés au bon déroulement du vote par correspondance moyennant un communiqué de presse qui sera publié en temps utile, voire en début d'octobre.

Question urgente 4043 (17.09.2018) de **Mme Claudine Konsbruck** (CSV) concernant la **perturbation de la rentrée judiciaire à cause des chantiers en cours**:

Le bâtiment du «Kleng Kuerb» au Kirchberg, qui abrite les locaux des juridictions administratives (tribunal administratif et Cour administrative), a fait l'objet ces derniers mois de travaux de rénovation importants.

Ces travaux ont pris un retard certain et les bureaux de plusieurs magistrats sont toujours en travaux.

Le matériel des bureaux (recherches, ordinateur...) est inaccessible, ce qui rend difficile, voire impossible le travail quotidien des magistrats.

La rentrée judiciaire du 17 septembre sera perturbée par les chantiers en cours alors qu'il n'y a pas de bureau provisoire de rechange pour les magistrats.

Cette situation risque également d'entraîner de nombreuses refixations des affaires qui seront appelées dans les prochaines semaines et donc des retards supplémentaires dans l'évacuation des affaires du rôle.

Cette situation n'est guère dans l'intérêt du justiciable qui a le droit d'attendre de la Justice qu'elle soit moderne et efficace.

C'est ainsi que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre peut-il donner des informations actuelles sur l'avancée des travaux et les raisons des retards?

2) Une solution provisoire est-elle envisageable afin de permettre aux juridictions administratives de fonctionner dans des conditions matérielles normales?

Réponse (18.09.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

ad 1) Les travaux d'assainissement énergétique du bâtiment Hémicycle ont débuté en juillet 2018 parallèlement aux congés judiciaires afin de perturber le moins possible les utilisateurs du bâtiment, à savoir l'EFMA Court, la Cour administrative et le tribunal administratif.

Il s'agit du remplacement des fenêtres et stores par des fenêtres à triple vitrage ainsi que de la

renovation et modernisation des installations techniques HVAC et de la toiture.

Les travaux à l'étage -2 sont actuellement achevés et les locaux sont en train d'être nettoyés; l'étage -3 sera achevé pour mercredi, 19 septembre et sera disponible pour jeudi, 20 septembre (quatre jours de retards) et l'étage -4 sera achevé pour vendredi, 28 septembre et sera disponible à partir du 1^{er} octobre (14 jours de retards).

Les retards des travaux en question sont évidemment déplorables. La raison était principalement la production et fourniture tardive des éléments de façade respectivement des fenêtres par l'entreprise, dépendant de son fournisseur, sachant que le marché en question est extrêmement saturé avec des commandes et que des délais d'attente dans la production de cadres métalliques et du triple verre sont actuellement plus longues que d'habitude malgré deux mises en demeure.

Toutefois, les retards des travaux ont été monitorés et communiqués préalablement à plusieurs reprises aux responsables du tribunal administratif et de la Cour administrative pour information et coordination de solutions provisoires. L'Administration des bâtiments publics a également poussé sans répit l'avancement et la coordination des travaux pendant toute la période des congés judiciaires, sachant que la complexité et l'envergure des travaux et de la logistique étaient plus étendues que prévues pour finaliser les trois étages endéans deux mois.

ad 2) Depuis le début des congés judiciaires l'étage -5 a été mis à disposition du tribunal administratif et de la Cour administrative pour pouvoir disposer de locaux et de bureaux pendant les congés judiciaires et afin de pouvoir fonctionner en modus réduit (permanence). Ces mêmes bureaux peuvent évidemment aussi servir de bureaux provisoires jusqu'à l'achèvement des travaux. À noter qu'avec l'achèvement des travaux à l'étage -3 à partir de jeudi prochain, le problème de bureaux et surfaces devrait également s'améliorer.

Question urgente 4045 (18.09.2018) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **horaires de bus vers le Lycée classique d'Echternach**:

Selon mes informations, les horaires de bus pour les étudiants fréquentant le Lycée classique d'Echternach ne correspondent pas aux horaires des classes. En conséquence, des étudiants de certaines localités risquent de ne pas être à l'heure au lycée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer ce qui précède?

- Est-ce que d'autres lycées sont concernés?

- En cas de réponse affirmative, comment cette désorganisation a pu se produire?

- Est-ce que les ministères se concerteront dans les plus brefs délais pour remédier à cette problématique?

Réponse (20.09.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Le chantier à l'ancienne gare routière à partir du 17 septembre 2018 est la cause principale ayant entraîné des adaptations sur les lignes d'autobus à destination d'Echternach, puisque le terminus de ligne a dû être déplacé. L'ancienne gare routière n'étant plus accessible, une gare routière (provisoire) a été installée entre la N11, route de Luxembourg et le CR366, rue des Remparts.

Suivant les premiers contrôles des heures d'arrivée des bus sur place, il est constaté que la majorité des bus dont l'arrivée est prévue au plus tard à 07h50 arrive sans retard spécifique; il est vrai que cinq bus ont affiché un certain retard dû principalement aux bouchons engendrés par les feux rouges à la route de Luxembourg (p. ex. ligne 414: neuf minutes de retard, arrivée 07h56), or trois de ces bus passent d'abord par le LCE où les élèves pourront quitter le bus.

Malheureusement, il est constaté aussi que beaucoup de voitures individuelles utilisent la nouvelle gare routière en guise de raccourci.

La distance à pied pour les élèves est à peu près la même entre la nouvelle gare bus et le lycée qu'auparavant. Ainsi, la distance depuis l'ancienne gare routière, via le long de la Sûre, est de environ 650 m alors que la distance de-

puis la nouvelle gare routière depuis la rue des Remparts via la route de Luxembourg est d'environ 585 m; en empruntant l'alternative qui évite la route de Luxembourg et qui passe via la rue Comte Sigefroi & Devant le marché, la distance à parcourir est de environ 700 m. Certes, des infrastructures d'arrêts plus adaptées voire près du lycée seraient un avantage pour les élèves.

À chaque rentrée scolaire, la Direction des transports publics effectue des adaptations des horaires de bus sur le réseau RGTR. Il ne s'agit donc nullement d'une situation exceptionnelle.

Enfin, je me permets de préciser que pour cette rentrée, une multitude de modifications a dû être effectuée, au nord, à l'ouest, à l'est et au centre du pays. Ainsi et à titre non exhaustif, une quinzaine de nouvelles lignes ont été créées au nord pour desservir le nouveau lycée à Clervaux, les lignes dans l'ouest du pays ont toutes été modifiées dans le contexte du nouveau pôle d'échange Stäreplaz/Étoile, plusieurs lignes RGTR ont été créées à l'est de sorte qu'il ne convient pas de parler de «désorganisation» si l'une ou l'autre ligne d'autobus ne correspond pas aux attentes individuelles de certains.

D'ailleurs, à chaque rentrée scolaire, des problèmes ne font surface qu'au moment où elle est effective; mes services sont toujours flexibles et prêts à réagir le plus vite possible afin de trouver des solutions en ce qui concerne les horaires et les capacités des autobus.

Enfin, une réunion avec tous les responsables concernés s'est tenue l'après-midi du 19 septembre où tous les problèmes ont été discutés et résolus.

Ancien trajet, à pied, depuis la gare routière CFL/RGTR: distance environ 650 m:

(annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Nouveau trajet, via la route de Luxembourg: distance environ 585 m:

(annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Nouveau trajet, alternative Sûre (évite la route de Luxembourg), via la rue Comte Sigefroi & Devant le marché, environ 700 m:

(annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question urgente 4048 (19.09.2018) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant l'**autorisation de démolition**:

Les Journées européennes du patrimoine 2018 seront célébrées au Grand-Duché de Luxembourg du 21 au 30 septembre 2018.

Selon mes informations, il a été accordé une autorisation de démolition pour une maison sise à Luxembourg-Limpertsberg, 37, avenue Victor Hugo.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'autorisation de démolir le bâtiment en question?

2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que d'un point de vue historique, architectural et esthétique, il existe un intérêt suffisant de préserver cet immeuble?

3. La Commission des sites et monuments nationaux a-t-elle été saisie d'une demande de protection?

Réponse (25.09.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

À notre connaissance, aucune demande en autorisation pour la démolition dudit immeuble n'a été accordée.

Je viens de saisir la Commission des sites et monuments nationaux en vue du classement des immeubles sis à Luxembourg-Limpertsberg, 35 et 37, avenue Victor Hugo.